



**HAL**  
open science

# La “ zone grise ” de la sécurité ? Approche comparée du processus ”mafieux” de la police à Buenos Aires et à Rio de Janeiro

Luciana Araujo de Paula

## ► To cite this version:

Luciana Araujo de Paula. La “ zone grise ” de la sécurité ? Approche comparée du processus ”mafieux” de la police à Buenos Aires et à Rio de Janeiro. Science politique. Université Sorbonne Paris Cité, 2018. Français. NNT : 2018USPCA149 . tel-02166141

**HAL Id: tel-02166141**

**<https://theses.hal.science/tel-02166141>**

Submitted on 26 Jun 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**UNIVERSITÉ SORBONNE PARIS CITÉ UNIVERSITÉ  
SORBONNE NOUVELLE PARIS 3**

ED122 « Europe latine – Amérique latine »

Centre de recherche et de documentation sur les Amériques  
CREDA- UMR 7227- CNRS

Thèse de Doctorat en Sciences-Politiques

Luciana Araujo DE PAULA

**LA « ZONE GRISE » DE LA SÉCURITÉ ?**  
*APPROCHE COMPARÉE DU PROCESSUS*  
*« MAFIEUX » DE LA POLICE À BUENOS AIRES ET*  
*À RIO DE JANEIRO*

Sous la direction de Renée Fregosi

Soutenue le 14 décembre 2018

**Composition du Jury :**

M. Jean François DELUCHEY, Professeur de Sciences-politiques  
(rapporteur)  
Université Fédérale de Belém do Pará, Brésil

Mme. Renée FREGOSI, MCF en Sciences-Politiques  
Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3

M. Denis MERKLEN, Professeur de Sociologie  
Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3

M. Gabriel KESSLER, Professeur de Sociologie (rapporteur)  
Université Nationale de La Plata, Argentine

## Résumé

### **LA « ZONE GRISE » DE LA SÉCURITÉ ? APPROCHE COMPARÉE DU PROCESSUS « MAFIEUX » DE LA POLICE À BUENOS AIRES ET À RIO DE JANEIRO**

Cette étude se propose de répondre dans quelle mesure le processus de démocratisation des institutions de sécurité en Argentine et au Brésil a été suivi de près par un processus « mafieux » de leurs polices, en s'appuyant sur les cas de la police de la province de Buenos Aires et celle de la ville de Rio de Janeiro. Nous avons choisi de travailler à partir de ces deux corps policiers puisqu' ils sont historiquement connus pour leurs affaires de corruption et leurs pratiques arbitraires vis-à-vis des habitants des quartiers défavorisés. Le contexte post-dictatures dans ces deux pays a entraîné des reconfigurations dans le « *modus operandi* » des forces policières et de nouvelles dynamiques « mafieuses » se sont renforcées conjointement au renforcement d'un paradigme sécuritaire qui émerge au cœur même de ces jeunes démocraties. Buenos Aires et Rio de Janeiro, représentant chacune un « micro-univers » de leur cadre national respectif, offrent donc d'innombrables exemples pour interroger notre objet d'étude. La première partie cherchera à analyser les héritages autoritaires du passé concernant le *modus operandi* des deux polices. La deuxième partie cherchera à comprendre les remaniements de ce *modus operandi* à partir de nouvelles formes d'autoritarisme qui émergent au sein des jeunes démocraties. Enfin, la troisième partie, confrontera les deux points précédents afin de démontrer dans quelle mesure leur *juxtaposition* peut créer les bases d'un *terroir* mafieux commun.

**Mots-clés : Socio-histoire politique, Démocratisation, Enjeux sécuritaires contemporains, Violence institutionnelle, Polices bonaerense et carioca, Máfia policière**

## Abstract

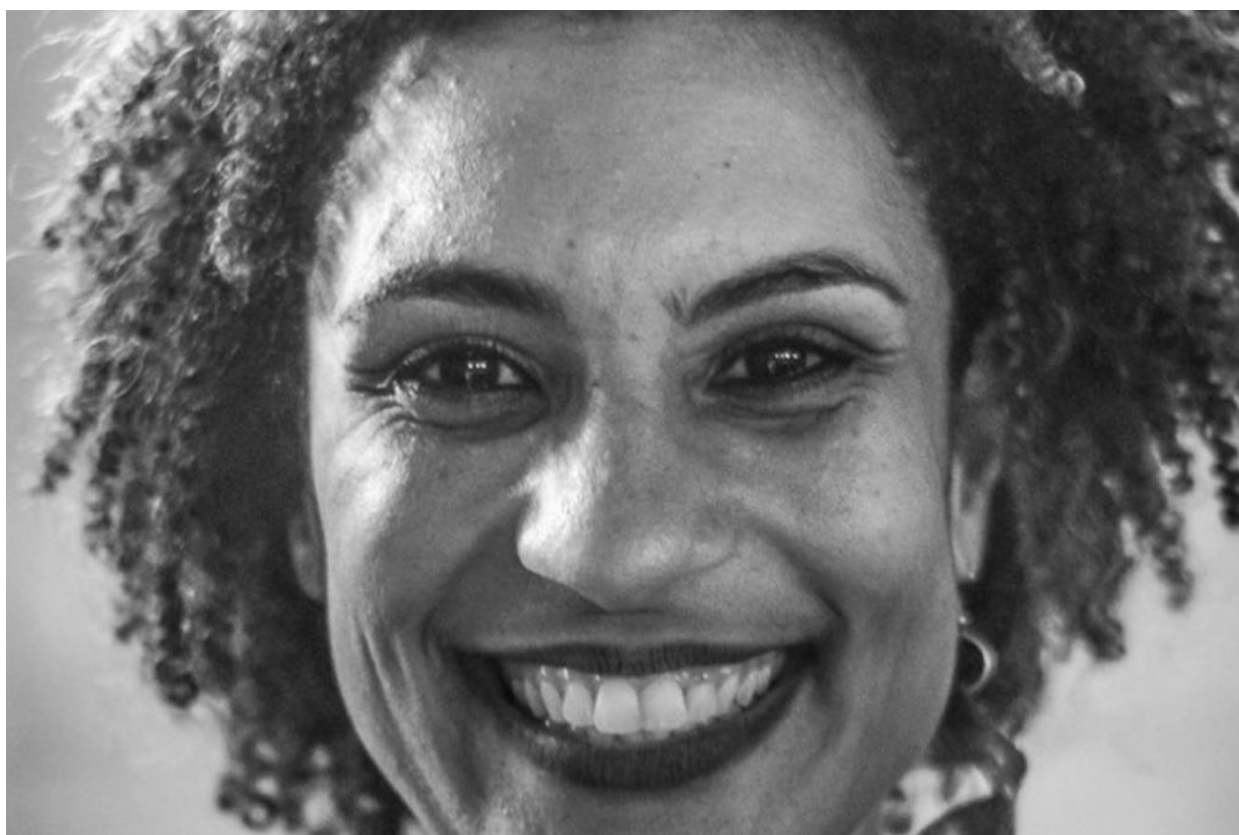
### **THE "GRAY ZONE" OF SECURITY ? COMPARED APPROACH TO THE "MAFIOSI" POLICE PROCESS IN BUENOS AIRES AND RIO DE JANEIRO**

This study aims to answer how the democratization of security institutions in Argentina and Brazil was closely followed by a process of "mafiosisation" of their policies, based on the case of the provincial police of Buenos Aires and Rio de Janeiro. We chose to work from these two police forces since they are historically known for their corruption cases and their arbitrary practices vis-à-vis the inhabitants of disadvantaged neighborhoods. The post-dictatorship context in these two countries has led to reconfigurations in the "modus operandi" of police forces and new "mafia" dynamics have been reinforced in conjunction with the reinforcement of a security paradigm that is emerging in the very heart of these young democracies. Buenos Aires and Rio de Janeiro, each representing a "micro-universe" of their respective national frameworks, therefore offer innumerable examples to question our object of study. The first part will analyze the authoritarian legacies of the past concerning the modus operandi of the two forces. The second part will seek to understand the reworking of this modus operandi from new forms of authoritarianism emerging in young democracies. Finally, the third part, will confront the two previous points to demonstrate to what extent their juxtaposition can create the bases of a common « mafia terroir ».

**Keywords : Political Socio-History, Democratization, Contemporary Security Issues, Institutional Violence, Bonaerense and Carioca Polices, Police Mafia**

*À la mémoire des victimes  
de la mafia policière*

*À la mémoire de  
Marielle Franco, présente !*



## Remerciements

Cette thèse arrive à terme à l'heure où les institutions démocratiques brésiliennes sont extrêmement fragiles avec la présence de Jair Bolsonaro, favori au deuxième tour des élections présidentielles, qui est un candidat qui côtoie le néofascisme. C'est également un contexte de montée des discours et d'idéologies réactionnaires et anti-démocratiques sur le continent latino-américain. Ce « tournant anti-démocratique » confirme malheureusement l'hypothèse centrale de cette étude, selon laquelle le processus mafieux de la police est le signe avant-coureur de la consolidation d'une « zone grise » au cœur des démocraties latino-américaines. Par conséquent, je souhaiterais remercier tout d'abord, toutes les personnes impliquées dans la lutte contre les mafias policières et qui m'ont accueillie à Buenos Aires et à Rio de Janeiro. Je les ai souvent croisées dans des moments difficiles, mais elles ont pris le temps de me donner de précieux témoignages. Leur confiance et leur volonté de partager des moments durs de deuil et de frustration d'une bataille comparée à celle de Sisyphe ont éveillé en moi une grande responsabilité. J'espère, avec cet écrit, être à la hauteur de leurs luttes et attentes. Je pense en particulier à Isabel, Vera, Freixo, Vinicius, Cláudio, Monica, Pablo, Ricardo, Manuel, Juani, Horacio, Maria del Carmen, Esther, Cesar et les *compañeros* du CORREPI, Justiça Global, Patchamama et APDH.

Renée Fregosi, ma directrice de thèse, est bien entendu la personne sans laquelle ce projet n'aurait pu aboutir, elle a accepté de suivre avec intérêt mon parcours, m'a guidée avec passion et ses conseils ont été très précieux, je l'en remercie. Je tiens à remercier, également, les professeurs et collègues qui m'ont aidée à différents moments au cours de cette recherche. Je pense à Fernanda Bragato, Rosa Maria Zaia Borges, Jania Saldanha et Deisy Ventura, quatre femmes merveilleuses, quatre amies et êtres humains fantastiques que j'ai eu la chance et le plaisir de rencontrer pendant cette vie académique et dont les enseignements et les échanges ont été – et le sont toujours – essentiels. À l'équipe du Laboratoire d'Analyse de la Violence de l'Université de l'État de Rio de Janeiro, notamment Ignacio Cano et Thaís Duarte pour m'avoir cédé gracieusement une base de données fondamentale pour mon travail sur le terrain. À l'équipe de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine de l'Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3, qui m'a permis de découvrir le plaisir du travail scientifique et l'amour de l'enseignement, tout en développant de belles amitiés. Et, bien entendu, à mes étudiants pour un apprentissage réciproque.

La thèse nous demande beaucoup, c'est un parcours ardu dont nous n'arrivons parfois pas à percevoir le but. C'est à ce moment difficile que les amis sont précieux seulement parfois pour nous montrer à quel point il peut être burlesque et surréaliste de décider de « faire une thèse ». Mais nous survivons – apparemment il y a aussi une vie post-thèse. Alors, merci aux amis d'ici et de là-bas : Marina Araújo, André Araújo, Florencia Dansílio, Leslie Diaz, Nicolas Fayette, Raquel de Paula, Jefferson Manhaes, Ed Migraciolo, Antonia Moro, Fernanda Nascimento, Man Nguyen, Manuel Rodriguez et Veronica Paiva. À Marion, Pauline et Guillaume Bernard pour m'avoir accueillie en France à mon arrivée comme un autre membre de leur famille. À ma « famille » Cachanaise, Vincent Pouydesseau, Diogo Oliveira et à mon amour, Carolina Alfradique. À ma chère tante Marta Araújo et à mon cher oncle João Araujo pour les encouragements et échanges constants.

Enfin, à ma mère Heloisa Helena, à mon père Hugo Fernando et à mon frère Filipe avec qui j'ai appris les piliers de l'amour, de la compréhension et de l'affection. La *saudade* est toujours incommensurable, mais notre force et notre union surmontent toute distance et toute adversité.

# Sommaire

INTRODUCTION .....	9
--------------------	---

## PARTIE 1

<b><u>LE PROCESSUS « MAFIEUX » DE LA POLICE ET LES CARACTERISTIQUES AUTORITAIRES : ORIGINES, FONCTIONNEMENT ET ENJEUX .....</u></b>	<b>36</b>
---	-----------

<b>CHAPITRE 1. SOCIO-HISTOIRE DES ORIGINES AUTORITAIRES DES POLICES <i>BONAERENSE</i> ET <i>CARIOCA</i> .....</b>	<b>38</b>
---	-----------

1.1. CAUDILLOS ET CORONEIS .....	38
1.2. LES NOUVELLES REPUBLIQUES, LES ANCIENS AUTORITARISMES .....	42
1.3. LES DEBUTS DE LA RELATION ENTRE LA POLICE, LA POLITIQUE ET LE CRIME .....	47

<b>CHAPITRE 2. LE MODE DE FONCTIONNEMENT DES ORGANISATIONS A CARACTERISTIQUES AUTORITAIRES .....</b>	<b>60</b>
--	-----------

2.1. LES « ESCADRONS DE LA MORT » : LES CAS DE LA « TRIPLE A » ET DE L'« ÉCURIE LE COCQ » .....	60
2.2. LA SYSTEMATISATION DES PRATIQUES REPRESSIVES-ARBITRAIRES : LES « CENTRES CLANDESTINS DE DETENTION » .....	82
2.3. LA « SEQUENCE AUTORITAIRE »: SEQUESTRATION-TORTURE-EXECUTIONS-DISPARITION .....	97

<b>CHAPITRE 3. LES ENJEUX DE « DEMOCRATISATION » DES INSTITUTIONS POLICIERES <i>BONAERENSE</i> ET <i>CARIOCA</i> .....</b>	<b>117</b>
--	------------

3.1. ENTRE « RUPTURES » ET « TRANSACTIONS » : LES DEMOCRATIES ARGENTINE ET BRESILIENNE NAISSANTES.....	117
3.2. « GATILLO FACIL », « AUTOS DE RESISTENCIA », « RAZZIAS » ET « CHACINAS » : LA PERMANENCE DES PRATIQUES POLICIERES AUTORITAIRES EN DEMOCRATIE .....	124

## PARTIE 2

<b><u>LE PROCESSUS « MAFIEUX » DE LA POLICE ET LES CARACTERISTIQUES NEO- AUTORITAIRES : RECONFIGURATIONS, REFORMES ET CONTRE-REFORMES .....</u></b>	<b>148</b>
---	------------

<b>CHAPITRE 4. LES RECONFIGURATIONS DES « MACHINES » POLITIQUES ET REPRESSIVES EN DEMOCRATIE .....</b>	<b>150</b>
--	------------

4.1. LES RECONFIGURATIONS DES « MACHINES POLITIQUES » : LES CAS DES « BARONS DU CONURBANO » ET DES « BARONS DE LA BAIXADA FLUMINENSE » .....	150
4.2. LES RECONFIGURATIONS DE LA « MACHINE REPRESSIVE » EN DEMOCRATIE : LA « MALDITA POLICIA » BONAERENSE ET LA « BANDA PODRE » CARIOCA .....	169

<b>CHAPITRE 5. LE CONTEXTE « CRIMINEL » DES ANNEES 90 ET LES REFORMES DES POLICES <i>BONAERENSE</i> ET <i>CARIOCA</i> EN DEMOCRATIE.....</b>	<b>187</b>
--	------------

5.1. LE PROCESSUS DE « (RE) PRISE EN MAIN » DES POLICES BONAERENSE ET CARIOCA.....	187
5.2. LE PROCESSUS DE « (RE) AUTONOMISATION » DES POLICES BONAERENSE ET CARIOCA .....	201

<b>CHAPITRE 6. LE « TOURNANT SECURITAIRE » DES ANNEES 2000 ET LES <i>CONTRE-REFORMES</i> DES POLICES <i>BONAERENSE</i> ET <i>CARIOCA</i> .....</b>	<b>218</b>
--	------------

6.1. DU « CONTROLE » DE LA CRIMINALITE A LA « GUERRE » CONTRE LE CRIME ORGANISE : LE NOUVEAU « PARADIGME SECURITAIRE MONDIAL » .....	219
6.2. LES « MANOS DURAS » DE LA DEMOCRATIE : LE « RETOUR » DE LA « MALDITA POLICIA » ET DE LA « BANDA PODRE » .....	232



### **PARTIE 3**

#### **LE PROCESSUS MAFIEUX DE LA POLICE ET LA ZONE GRISE DEMOCRATIQUE : « JUXTAPOSITIONS », « STABILISATIONS » ET « DESTABILISATIONS »..... 250**

<b>CHAPITRE 7. LES JUXTAPOSITIONS DES « CONTINUITES AUTORITAIRES » ET DES « AMBIVALENCES DEMOCRATIQUES » AU SEIN DES INSTITUTIONS DE SECURITE <i>BONAERENSE</i> ET <i>CARIOCA</i> .....</b>	<b>252</b>
7.1. <i>INTRECCIO</i> , LES TRESSAGES ENTRE PRATIQUES POLICIERES AUTORITAIRES ET NEO-AUTORITAIRES EN DEMOCRATIE .....	252
7.2. LES ORGANISATIONS A CARACTERISTIQUES « MAFIEUSES » AU SEIN DES POLICES <i>BONAERENSE</i> ET <i>CARIOCA</i> .....	256

<b>CHAPITRE 8. LES « STABILISATIONS » DE LA « ZONE GRISE » DEMOCRATIQUE A BUENOS AIRES ET RIO DE JANEIRO : « POLICES MAFIEUSES » ET « TRINOME MAFIEUX » DE PROTECTIONS.....</b>	<b>294</b>
8.1. LES CARACTERISTIQUES STRUCTURANTES DES « POLICES MAFIEUSES » <i>BONAERENSE</i> ET <i>CARIOCA</i> .....	295
8.2. LE « TRINOME MAFIEUX » DES PROTECTIONS ENTRE POUVOIRS REPRESSIF-POLITIQUE-CRIMINEL .....	309

<b>CHAPITRE 9. LES « DESTABILISATIONS » ET « RECOMPOSITIONS » DE LA « ZONE GRISE » DEMOCRATIQUE A BUENOS AIRES ET RIO DE JANEIRO : LE VA-ET-VIENT DU PROCESSUS MAFIEUX DE LA POLICE .....</b>	<b>337</b>
9.1. « DESTABILISATIONS » : LES DYNAMIQUES DE LUTTE CONTRE LES ORGANISATIONS A CARACTERISTIQUES « MAFIEUSES » AU SEIN DES POLICES <i>BONAERENSES</i> ET <i>CARIOCAS</i> .....	337
9.2. « RECOMPOSITIONS » : LES STRATEGIES DES ORGANISATIONS A CARACTERISTIQUES « MAFIEUSES » <i>BONAERENSES</i> ET <i>CARIOCAS</i> VISANT A RETABLIR LEUR POUVOIR.....	354

<b>CONCLUSION .....</b>	<b>367</b>
-------------------------	------------

<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>377</b>
---------------------------	------------

# Introduction

*« Mon fils a été vu vivant pour la dernière fois dans un commissariat de police qui n'avait pas de place pour les détenus, il n'y restaient que les enfants, ceux qui étaient obligés de voler pour eux, ils les torturaient, les menaçaient... c'est très douloureux. Dans un pays si riche et si bon, comment peut-il se passer des choses aussi horribles ? Après la dictature que nous avons eue qui a été une des pires. Je ne sais pas, ça continue, c'est une horreur »*

Monica Arruga<sup>1</sup>

*« La vie à Rio est très menacée, mais elle a également beaucoup de résistance. Surtout contre cette 'main de contrôle' sur les corps des habitants de favela. Aujourd'hui, nous avons peur et alors, qui surveille les surveillants? Qui est responsable? »*

Marielle Franco<sup>2</sup>

Monica Arruga fait référence à son fils, Luciano Arruga, 16 ans, torturé et porté disparu le 31 janvier 2009 et ce jusqu'à l'apparition de son corps sans vie enterré « NN » (« sin nombre », « sans nom ») le 17 octobre 2014. Les accusations de sa mort et disparition incombent aux policiers rattachés au sous-commissariat de Lomas del Mirador (« Destacamiento de Lomas del Mirador »), dépendant du « 8ème Commissariat de Police » dans le *conurbano bonaerese*.

Marielle Franco, conseillère municipale, militante féministe, noire et lesbienne, née dans la favela de la Maré, particulièrement engagée contre le racisme, la répression et les violences policières a été exécutée de plusieurs tirs dans une embuscade dans le centre-ville de Rio de Janeiro. Son exécution aurait été commandée par Marcelo Siciliano, aussi conseiller municipal, à Orlando, chef de la Milice - groupes de para-policiers qui contrôlent de vastes territoires à Rio de Janeiro - de la région de Curicica située dans la zone ouest de la ville.

Ces deux cas – parmi des milliers de cas similaires depuis l'ouverture démocratique en Argentine et au Brésil – pointent du doigt un grave dysfonctionnement au

---

<sup>1</sup> « Mi hijo fue visto con vida por la ultima vez en una comisaria que no tenia lugar para detenidos, solo se quedaban a los menores, los que ellos utilizaban para robar para ellos, les torturar, menazar...es muy doloroso. En un país tan rico y tan bueno como puede estar pasando esas cosas horribles ? Además despues de la dictadura que tuvimos que fue una de las peores. No se, se sigue pasando eso, un horror ». Entretien avec Monica au quartier de San Justo à la Matanza le 6 mars 2013.

<sup>2</sup> « A vida no Rio de Janeiro anda muito ameaçada, mas tem muita resistência também. Especialmente contra essa mão de controle pra cima de corpos favelados. Hoje a gente tem o temor e aí, quem aqui vigia os vigias? Quem presta contas? ». Voir Entretien avec Marielle Franco disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=h9oC94oOAdA> (consulté le 4 septembre 2018).

sein des institutions de sécurité argentine et brésilienne. Dans cette thèse nous cherchons donc, à répondre dans quelle mesure le processus de démocratisation des institutions dans ces deux pays a été suivi de près par un processus « mafieux » de leurs polices, en prenant la *bonaerense* (celle de la province de Buenos Aires) et la *carioca* (celle de Rio de Janeiro) comme objets d'étude.

Depuis le début des années 2000, avec l'arrivée au pouvoir de nouvelles figures politiques appartenant à des « partis anti-système »<sup>3</sup>, des *outsiders* se situant souvent eux-mêmes à gauche de l'échiquier politique latino-américain, nous avons constaté un optimisme croissant à l'égard de ce continent. Bien que très hétérogènes, tant au niveau des systèmes partisans, des idéologies que des personnalités politiques, ces nouvelles formations ont mis en place des politiques à caractère social visant les classes les plus démunies. Plusieurs programmes sociaux de transfert de revenus<sup>4</sup> ont été mis en place à l'échelle nationale et sont actuellement perçus comme des références mondiales. Cette dynamique a été assez positive, en particulier si nous prenons en compte la variable de la réduction de la pauvreté en Amérique-latine<sup>5</sup>. Dans cette perspective, les régimes dictatoriaux qui avaient bouleversé une grande partie des pays de la région ont été perçus à chaque fois plus lointains, comme si les jeunes démocraties mettaient en place des mesures pour surmonter les « héritages » autoritaires du passé. La consolidation démocratique<sup>6</sup> a été pendant un moment envisagée comme durable, sûre et stable.

Cependant, d'autres variables concernant les processus multiples d'approfondissement de la démocratie se sont révélées plus préoccupantes et beaucoup moins optimistes. Afin de confronter ce paradoxe, des études récentes s'intéressent à l'état actuel de la démocratie et ses « malaises »<sup>7</sup>. Parmi leurs objets de recherche, la question de l'insécurité et, principalement, les réponses sécuritaires à cette question aussi bien au niveau politique-

---

<sup>3</sup> Le panorama politique latino-américain a été historiquement façonné par des oligarchies traditionnelles détenteurs des « pouvoirs patrimoniaux », tel la définition donnée par Max Weber. Le pouvoir patrimonial émerge dans un système patrimonialiste et se caractérise par la juxtaposition d'un pouvoir arbitraire personnel avec des normes traditionnelles issues de la coutume locale. Ce système est un « type idéal » de domination traditionnelle qui s'établit sur le manque de différenciation entre les concepts du public et du privé. Voir WEBER, Max. *La domination*. Paris : La découverte, 2015. 427 p.

<sup>4</sup> *Bolsa Família* au Brésil; l'*Oportunidades* (désormais *Prospera*) au Mexique; le *Chile Solidario* au Chili ; le *Juntos* au Pérou et l'*Asignación Universal por Hijo* en Argentine, entre autres.

<sup>5</sup> Maintenant ce mouvement d'optimisme s'épuise ainsi que la réduction de la pauvreté. Voir : INFORME COMISIÓN ECONÓMICA PARA AMÉRICA LATINA y CARIBE - CEPAL. « Se estanca la reducción de la pobreza y la indigencia en la mayoría de los países de América Latina », Mexico, 2015. Disponible sur : <https://www.cepal.org/es/comunicados/se-estanca-la-reduccion-de-la-pobreza-y-la-indigencia-en-la-mayoria-de-paises-de-america>

<sup>6</sup> « (...) la consolidation était conçu comme reposant sur trois piliers majeurs : l'instauration d'un système de partis solide, le règlement des atteintes aux droits de l'homme commises par les dictatures et la question sociale de la pauvreté et des inégalités ». Voir FREGOSI, Renée. *Parcours transnationaux de la démocratie : Transition, consolidation, déstabilisation*. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, 2011. P. 102.

<sup>7</sup> Voir : GAUCHET, M. *La démocratie contre elle même*, Gallimard, Paris, 2002 ; le numéro 25 (1er semestre 2005) de la revue du M.A.U.S.S. (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales) intitulé « Malaise dans la démocratie. Le spectre du totalitarisme », disponible sur : <http://www.revedumauss.com.fr/Pages/S25.html> ; ROSANVALLON, Pierre. *La contre-démocratie : la politique à l'âge de la défiance*. Paris : Seuil, 2006 ; TODOROV, Tzvetan. *Les ennemis intimes de la démocratie*. Paris : Le livre de Poche, 2012 ; entre autres.

institutionnel qu'au niveau des pratiques sociales, constitue une problématique importante. Depuis les attentats contre le *World Trade Center*, l'idée de « démocratie sécuritaire »<sup>8</sup> s'est renforcée. À partir d'une perspective politique-juridique, Mireille Delmas-Marty affirme que « c'est depuis le 11 septembre 2001 que l'objectif sécuritaire, de plus en plus présent dans le discours politique, achève de transformer le droit à la sûreté en un droit à la sécurité qui repose sur l'illusion d'une vie sans dangers, et légitime l'intrusion dans les libertés individuelles »<sup>9</sup>. En paraphrasant le concept d'Ulrich Beck, la « société du risque »<sup>10</sup>, Delmas-Marty forge le concept de « société de la peur » pour analyser ce nouveau contexte sécuritaire et ses changements dans le cadre de la loi. Selon l'auteur, « la peur de l'autre peut aboutir à transformer un souci légitime de sécurité en violation systématique des libertés, qui favorise l'ambiguïté des concepts de prévention et de précaution »<sup>11</sup>. C'est la formule, devenue classique, de l'administration George W. Bush, « *shoot first and ask questions after* » qui a été répliquée sous différentes formes partout dans le monde.

Bien que ce nouveau contexte sécuritaire se présente de façon différente en fonction de la réalité locale et des problématiques de chaque région – en Amérique latine il se traduit notamment par la lutte contre les drogues, aux Etats-Unis par la lutte contre les drogues et le terrorisme, en Europe par la lutte contre le terrorisme, etc – les réponses répressives sont assez similaires et entraînent certains amalgames entre des réalités dont un certain niveau de corrélation méritent d'être davantage analysés : notamment, celui entre l'immigration arabe et le terrorisme fondamentaliste en Europe et aux États-Unis ; celui entre l'immigration mexicaine et de l'Amérique centrale et le trafic de drogues aux Etats-Unis ; ou alors, celui entre la pauvreté et le trafic des drogues en Amérique latine<sup>12</sup>.

Nous nous intéresserons ici aux enjeux sécuritaires en Amérique latine. En ce qui concerne certains pays de ce continent, nous observons le retour d'un appareil fortement sécuritaire et d'un processus de re-militarisation des forces policières au sein des démocraties. Cette mesure fait partie d'une politique de sécurité régionale dans le combat contre les drogues, dont les résultats concrets sont négatifs concernant la réduction du trafic des drogues et de la violence liée à ce dernier. Nous sommes donc en face d'un « effet ballon » qui entraîne de nouvelles configurations criminelles et révèlent un scénario assez sombre. L'exemple du

---

<sup>8</sup> Voir : COLOMBE, Camus, *La guerre contre le terrorisme. Dérives sécuritaires et dilemme démocratique*, Paris : Éditions du Félin, 2007. 146 p.

<sup>9</sup> DELMAS-MARTY, Mireille. *Libertés et sûreté dans un monde dangereux*. Paris : Seuil, 2010, p. 23.

<sup>10</sup> Selon Beck, une société qui considère tous les problèmes comme des risques et pour qui la politique devient l'outil maximal pour contrôler ce « risque » et le prévoir à l'avance. Une autre forme donc de politisation basée sur le « principe de la précaution ». Voir BECK, Ulrich. *La société du risque: sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Aubier, 2001, 521 p.

<sup>11</sup> DELMAS-MARTY, *op. cit.*, p. 226.

<sup>12</sup> Si l'on trouve en effet davantage de terroristes fondamentalistes parmi les populations musulmanes immigrées, davantage de certains types de délinquance et de criminalité parmi les populations les plus pauvres, tous les immigrés ou tous les pauvres ne sont pas pour autant des criminels potentiels qu'il conviendrait de soumettre à des mesures répressives préventives systématiques.

« Plano Colombia », opération de grande ampleur financée par les États Unis pour éradiquer les cartels colombiens, est significatif de cet « effet » car

« l'offensive sur un territoire et contre des acteurs déterminés a eu pour conséquence un déplacement de la culture et de la transformation vers d'autres territoires ainsi que le renforcement d'acteurs qui n'ont pas été la cible de la répression »<sup>13</sup>.

Cette opération, démantelant les cartels de Cali et Medellin, n'a fait que déplacer le contrôle sur le transport et la vente des drogues aux États Unis vers les cartels mexicains. Cela a créé une situation d'extrême violence et une instabilité qui dure à ce jour dans plusieurs États mexicains, notamment ceux qui se situent à la frontière avec les États-Unis. En outre, les rôles des forces de sécurité responsables de ces opérations sont assez ambivalentes - faute de combattre le trafic des drogues, il existe en fait une implication croissante de ces forces de sécurité dans des réseaux criminels complexes, soit en tant que « partenaires » soit en tant que « têtes pensantes ».

Il est certain que cette implication des forces de sécurité dans des affaires criminelles n'est pas une nouveauté sur le continent. Cependant, nous observons de nouvelles dynamiques « mafieuses » qui se sont renforcées conjointement au renforcement de ce paradigme sécuritaire. Certains exemples sont assez emblématiques : il est notoire qu'après la démobilisation des « paramilitaires » des « Autodefensas Unidas de Colombia », quelques ex-combattants en désaccord avec cette politique ont créé les « Aguillas Negras », une organisation mafieuse spécialisée dans les extorsions et le trafic de drogues dans le nord du pays. Au Mexique, l'État a quasiment perdu le contrôle de plusieurs régions dominées par des groupes mafieux, comme celui des « Zetas » - anciennes troupes de l'armée destinées à combattre le trafic de drogues à la frontière entre le Mexique et les États-Unis -, qui est devenu l'un des plus importants « cartel de drogue » du pays. En Argentine, quelques membres de la police du « *conurbano bonaerense* » ont créé des « agences de protection illégale » impliquées directement dans la gestion de nombreuses activités criminelles (vente de protection, extorsions, trafic de drogues, réseaux de prostitution et de traite des personnes, entre autres) ainsi que dans des affaires de corruption liées aux pouvoirs politiques locaux. Au Brésil, notamment à Rio de Janeiro, des groupes de policiers connus sous le nom de « milices » exercent un contrôle direct sur certaines communautés périphériques. Ils pratiquent des extorsions, « la vente de protection » et s'approprient illégalement des domaines normalement

---

<sup>13</sup> KESSLER, Gabriel. « Crime organisé et violences en Amérique latine et dans les Caraïbes ». In : *Problèmes de l'Amérique Latine : crime organisé et violences*. Choiseul : N°76, Printemps 2010. p. 13.

gérés par les pouvoirs publics, tels que la distribution de l'eau et de l'électricité, le gaz, la télévision satellite, ou encore le transport.

Dans quelle mesure ces phénomènes sont-ils « mafieux » ? En quoi le modèle de la Mafia italienne peut-il nous servir d'outil conceptuel dans cette analyse ? Lorsque Marcelle Padovani décrit le « modèle mafia », elle affirme que,

« les modalités d'action des différentes mafias répondent à des caractéristiques analogues : le recours habituel à la violence comme méthode de gouvernement ; la pratique de l'*omertà* comme règle d'étanchéité de l'organisation ; l'offre de protection aux populations en échange de leur silence, avec son corollaire du 'contrôle du territoire' ; l'utilisation de codes et rituels comparables pour l'affiliation ; la capacité à s'insérer dans les affaires légales grâce aux liens privilégiés entretenus avec le pouvoir ; la pratique d'un certain langage. »<sup>14</sup>

Bien que différents dans leurs origines, tous ces phénomènes gardent des « modalités d'action ou de fonctionnement » analogues qui remplissent assez bien les conditions requises pour que nous puissions les considérer « mafieux ». Il s'agira ici d'interroger dans quelle mesure la « normalisation » du comportement répressif de l'État au nom de la sécurité peut renforcer parallèlement certaines dérives « mafieuses ». Ainsi, les forces de sécurité - en particulier, la police, ses affaires obscures et ses pratiques mafieuses - sont donc plus que jamais le vrai talon d'Achille des démocraties latino-américaines. Parmi plusieurs exemples latino-américains, nous avons choisi d'analyser le « processus mafieux » de la police dans la région métropolitaine de Buenos Aires et dans celle de Rio de Janeiro<sup>15</sup>.

Nous analyserons notre objet d'étude à l'aune des concepts propres à ceux employés dans les études sur la Mafia italienne mais en tenant toujours compte que nous référons à deux contextes différents. Notre objectif n'est pas de comparer la *Cosa Nostra* sicilienne, la *Ndrangheta* calabraise ou la *Camorra* napolitaine aux systèmes policiers à caractéristiques mafieuses à BA et à RJ. Nous allons en réalité entreprendre une approche comparée du processus « mafieux » des polices *bonaerenses* et *cariocas* en empruntant le « panoplie conceptuelle » de la Mafia italienne. Analyser la démocratisation des institutions de sécurité conjointement au processus « mafieux » de la police, deux mouvements en apparence contradictoires, semble donc être une approche novatrice en science-politiques. Mais de quelles sociétés s'agit-il ? Quelles caractéristiques ont-elles en commun ? Comment la co-existence de la démocratisation des institutions de sécurité et du processus « mafieux »

---

<sup>14</sup> PADOVANI, Marcelle. *Mafias, mafias*, Paris : Gallimard, 2009. p. 23.

<sup>15</sup> Désormais « BA » pour Buenos Aires et « RJ » pour Rio de Janeiro dans le corps du texte.

de la police se présente-t-elle dans la réalité concrète de ces deux sociétés ?

Dans cette étude, nous soutenons qu'il s'agit de sociétés à la fois *post-dictatoriales* et *néo-autoritaires* puisque traversées par des éléments *d'un passé autoritaire très présent dans la démocratie actuelle* ainsi que *d'un présent démocratique qui laisse émerger en son sein de nouvelles formes d'autoritarismes*. La compréhension de ce contexte présuppose que nous allions au-delà du raisonnement sur l'évolution des régimes politiques en termes dichotomiques – l'autoritarisme d'un côté et la démocratie de l'autre - et que nous considérons que la démocratie se construit pas à pas comme une accumulation progressive – de procédures, habitudes et pratiques – qui ne sont jamais idéales<sup>16</sup> et qui peuvent laisser subsister ou laisser surgir des phénomènes autoritaires tant en son sein qu'en marge de celle-ci.

Très peu de travaux menés actuellement en sciences-politiques se sont intéressés aux « espaces gris » où les situations démocratiques et autoritaires s'entrecroisent, se mêlent et peuvent finir par converger. Nous nous demanderons alors : comment ces « espaces gris » se révèlent être des tendances de fond plus que des exceptions au processus de démocratisation de deux pays ? Plus concrètement, dans quelle mesure le processus « mafieux » de la police s'accommode-t-il au processus plus large de démocratisation des institutions de sécurité sur ces deux terrains ?

La théorie de la démocratisation peut nous apporter quelques pistes d'analyse. Plusieurs travaux sur les changements de régimes conduisant de la dictature à la démocratie ont été rédigés depuis les années 1970<sup>17</sup>. Cette littérature est diverse et les cas sont très hétérogènes : des transitions en Espagne et au Portugal au début des années 1970, en passant par les processus en Amérique latine au début des années 1980, jusqu'aux exemples de l'Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin, sans oublier les continents africains et asiatiques. Une « nouvelle vague » de démocratisation s'impose partout et suscite l'intérêt particulier des comparatistes, en formalisant des nouveaux champs d'études, tels que la « transitologie » et la « consolidologie ».

Le moment de « transition à la démocratie » s'inscrit dans une temporalité courte de quelques années qui résulte d'« un passage d'un régime autoritaire à une démocratie représentative ». Autrement dit, les transitions sont l'ensemble des accords complexes qui

---

<sup>16</sup> « La démocratie est à la fois une pratique et une 'vertu' qui gagne ou perd en efficacité selon l'intensité et la manière dont on l'exerce. C'est pourquoi, même dans les sociétés qui connaissent une longue histoire de la pratique démocratique, la démocratie n'est jamais un acquis définitif ». Voir Fregosi, *op. cit.* pp. 97-98.

<sup>17</sup> Sur ce thème voir notamment : LINZ, J. ; STEPAN, A. *The Breakdown of democratic regimes*. Baltimore : The Johns Hopkins University press, 1978. ; O'DONNELL, G., SCHMITTER, P., WHITEHEAD, L. *Transiciones desde un gobierno autoritario*. Barcelona : Paidós, 1986. HUNTINGTON, S. *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*. Norman : University of Oklahoma Press, 1991.

ouvrent la voie à un changement de régime politique par le biais d'élections libres. En Amérique latine, la période de transition est connue pour être un patchwork d'éléments d'autoritarisme et de démocratie essentiellement tissés à partir des négociations (« pactes ») entre les acteurs concernés.

De ce fait, la transition à proprement parler est en réalité l'aboutissement d'un processus historique plus large, à savoir, les dictatures passées. De plus, les particularités de ce processus marqueront également durablement les sociétés concernées plusieurs années après cette période. Ainsi, les dictatures argentine et brésilienne, leurs « transitions » et, par conséquent, leurs périodes post-transition se présentent sous une forme de singularité irréductible. Les « transactions nébuleuses »<sup>18</sup> qui assurent une position privilégiée aux acteurs répressifs du régime autoritaire passés au sein du régime démocratique présent, restent une variable d'analyse intéressante dans une dynamique plus large de démocratisation des institutions de sécurité de ces deux pays. Nous parlons donc ici de caractéristiques *post-dictatoriales*, autrement dit, *des héritages des périodes autoritaires historiquement établies* au sein des institutions de sécurité.

Par *héritage* nous désignons les « continuités », à savoir, ce qui perdure d'un régime autoritaire dans les politiques sécuritaires et dans les pratiques policières d'un régime démocratique. Les *caractéristiques post-dictatoriales* s'inspirent de ce que Manuel Antonio Garretón a nommé « enclaves autoritaires »<sup>19</sup> lors de la transition chilienne. Ainsi, en ce qui concerne la « figure » « continuités », les pratiques policières sont directement influencées par des « îlots d'autoritarisme » qui demeurent opérants dans la démocratie. Lors de la transition chilienne, le politologue Manuel Garretón se réfère notamment à trois « enclaves autoritaires », à savoir, des « produits non-désirés du processus de transition à la démocratie » : les *institutionnels* par le biais desquels certaines proscriptions politiques ont été établies afin de « limiter le jeu démocratique » ; les *acteurs sociaux et politiques*, notamment, les militaires, la droite et les entrepreneurs ou la classe capitaliste, à travers la permanence de leurs prérogatives politiques, économiques et leurs intérêts institutionnels ; et l'*enclave symbolique* faisant référence à l'impasse faite sur les politiques de mémoire et la question des Droits de l'Homme<sup>20</sup>.

---

<sup>18</sup> Expression empruntée de la chanson « Vai passar » de Chico Buarque

<sup>19</sup> GARRETÓN, Manuel António M., *La redemocratización política en Chile : Transición, Inauguración y evolución*, Santiago : Estudios Públicos, N° 42, 1991.

<sup>20</sup> Voir GARRETÓN, Manuel António. *La posibilidad democrática en Chile*. Santiago : FLACSO, Cuadernos de Difusión, 1989. p.51.



À ces trois enclaves, certains théoriciens<sup>21</sup> en ajoutent deux : *bureaucratiques* et *culturelles*. La première fait écho aux enclaves institutionnelles et se présente comme des « agences bureaucratiques » mises en place par les élites autoritaires ayant pour but de « chercher à protéger leurs intérêts en augmentant l'autonomie des institutions qui sinon seraient soumises aux vicissitudes du processus démocratique »<sup>22</sup>. La création de ces « agences » tout au long de l'histoire des pays latino-américains traduit les intérêts obscurs et la façon de faire de la politique de certains acteurs qui se méfient du déroulement légitime du processus démocratique.

Le clientélisme est donc à l'origine de cette enclave « dans la mesure où chaque nouveau gouvernement s'efforçait de distribuer les dépouilles du système et n'hésitait pas à créer des agences afin de récompenser les fidélités politiques »<sup>23</sup>. Ainsi, l'une des « continuités autoritaires » qui ressort de cette enclave est aussi la formation d'appareils « clientélistes » au sein des institutions policières qui sont totalement fonctionnelles aux pouvoirs politiques, en échange de privilèges et de protections. De plus, de ces réseaux clientélistes fortement enracinés dans les hautes sphères du pouvoir entre les « barons politiques » et les « *porongas* » (« têtes pensantes ») découlent des forces répressives qui se reproduisent à l'infini d'autres réseaux clientélistes dans des sphères plus « basses », à savoir, entre les fonctionnaires policiers qui sont sur le « terrain » et les acteurs issus de l'« économie criminelle ».

La deuxième, l'enclave « culturelle », se réfère à ce que Paulo Sergio Pinheiro a défini en 1997 dans son article devenu classique « Violence, crime et systèmes policiers dans des pays de jeunes démocraties » (« Violência, crime e sistemas policiais em países de novas democracias ») comme des « autoritarismes socialement implantés » pour analyser les contextes post-dictature de certains pays latino-américains et, notamment, le brésilien. D'une part, il insiste sur le fait que ces « autoritarismes » demeurent au niveau des « macro-politiques » mises en place par les institutions de l'État et, particulièrement, par l'institution policière et, d'autre part, en tant que « micro-despotismes de la vie quotidienne qui se manifestent sous des formes de racisme, sexisme, élitisme et d'autres hiérarchies socialement retranchées ». D'après lui,

« La démocratisation politique n'attaque pas les racines des formes sociales de l'autoritarisme (...). Les pratiques autoritaires profondément enracinées dans les

---

<sup>21</sup> Voir DABÈNE, Olivier, Enclaves autoritaires en Démocratie, In : DABÈNE, O. , GEISSER, V., MASSARDIER, G., CAMAU, M., Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle : convergences Nord-Sud mélanges offerts à Michel Camau, Paris : la Découverte, 2008. p. 92.

<sup>22</sup> Voir Dabène, *op. cit.*, p. 93.

<sup>23</sup> *Ibidem*, p. 94.

nouvelles démocraties imprègnent à la fois la politique et la société »<sup>24</sup>.

Et, donc, eu égard des « pratiques autoritaires de forces policières », son opinion est assez claire :

« Dans de nombreux pays, la police a été critiquée pour avoir eu recours à la violence de manière injustifiée. Au Chili par exemple, les Nations Unies ont dénoncé la politique du ‘tirer d’abord, poser des questions ensuite’ de la police. Dans d’autres pays, comme le Brésil, on pratique régulièrement la torture sans que l’on enquête ou punisse les responsables. [...] Partout au Brésil, la police militaire exécute encore sommairement des suspects ou des criminels [...]. Du point de vue de la police militaire, ces morts font partie d’une stratégie de combat contre les criminels. Pour les policiers, la légalité est un obstacle et non pas une garantie de contrôle social. À leurs yeux, leur rôle est de protéger par tous les moyens la société de tout « élément marginal »<sup>25</sup>.

Cela met donc en lumière une autre « continuité autoritaire » qui est souvent liée aux « appareils clientélistes » et qui se traduit, également, par le rôle du pouvoir judiciaire concernant l’impunité accordée aux forces policières ayant commis des abus. L’impunité se renforce au fur et à mesure que la « criminalité » se complexifie et que la « sensation d’insécurité » augmente et, par conséquent, la demande pour davantage de sécurité s’accroît. Cette dynamique est très présente dans les années 90 due à la flexibilisation du « marché criminel » et l’émergence du trafic de la cocaïne et prendra une grande ampleur à partir des années 2000 à cause des nouveaux enjeux sécuritaires, en se réorganisant en tant qu’ « ambivalences » du processus même de démocratisation.

Finalement, une troisième « continuité » qui est liée à l’exercice de la « violence » et se traduit par deux dynamiques qui se situent dans une zone floue entre « légitimité » et « illégitimité » : 1) le retour aux pratiques d’« extermination » de « bandits » par les forces policières (impliquant donc l’État) avec la formation de « groupes d’extermination » financés soit par des commerçants soit par certains habitants qui, dans des communautés pauvres

---

<sup>24</sup> « A democratização política não ataca as raízes das formas sociais de autoritarismo (...). As práticas autoritárias profundamente enraizadas nas novas democracias permeiam tanto a política como a sociedade ». Voir : PINHEIRO, Paulo Sérgio. « Violência, crime e sistemas policiais em países de novas democracias ». *Tempo Social*, Rev. Sociol. USP, S. Paulo, 9 (1) : 43-52, maio de 1997. p. 47. Disponible sur : <http://www.scielo.br/pdf/ts/v9n1/v09n1a03.pdf>

<sup>25</sup> « A polícia em muitos países tem sido criticada pelo uso injustificado da força física. Por exemplo, no Chile, as Nações Unidas criticaram a polícia por sua política de “primeiro atirar e depois perguntar”. No Brasil e em outros países, pratica-se a tortura que raramente é investigada e quando o é, os responsáveis nunca são punidos. (...) Em todo o Brasil a polícia militar continua a executar sumariamente os suspeitos e os criminosos. (...) Do ponto de vista da polícia militar, essas mortes são parte de uma estratégia de confronto com os criminosos. Os policiais vêem o império da lei como um obstáculo e não como uma garantia de controle social. O seu papel é o de proteger a sociedade de qualquer “elemento marginal” usando qualquer meio ». Voir Pinheiro, *op. cit.*, p. 48.

intègrent fortement l'idée de « nettoyage » et de « contrôle » social, même si cela demande la mise en place de moyens arbitraires de répression ; 2) la montée du phénomène du « vigilantisme »<sup>26</sup> avec des « groupes d'autodéfense » composés, premièrement, par des habitants (civils) puis, par des « policiers-vigiles » qui, afin de protéger les « hommes de bien » de leurs communautés, pratiquaient « la justice de leurs propres mains » par le biais de lynchages de criminels pris en flagrant délit. De ce fait, la reconfiguration des « escadrons de la mort » en « groupes d'extermination » et des « justiciers » (individus) en « vigilants » (groupes d'individus) lors des premières décennies démocratiques – les années 80 et 90 - est le résultat d'un processus croissant de méfiance, notamment à l'égard des classes populaires, de fait les plus touchées, par la police et par le système de la justice pénale « formelle »<sup>27</sup>.

En effet, étymologiquement, une « enclave » est un terrain ou un territoire situé à l'intérieur d'un autre ou bien un domaine qui a son unité, ses caractéristiques propres et qui s'isole par rapport à tout ce qui l'entoure. Le terme « enclave autoritaire » présuppose donc la présence de frontières bien délimitées entre ce qui est dehors (la démocratie nouvellement établie) et ce qui est dedans (les restes d'autoritarismes immunisés au changement de régime). Or, si nous considérons la « continuité » des pratiques arbitraires des forces de sécurité seulement comme des « enclaves », nous aurions peut-être tendance à les prendre pour des éléments étrangers à la démocratie récemment établie. Ou bien pour des situations exceptionnelles qui, progressivement, seront définitivement abolies avec l'avènement de la consolidation démocratique.

Toutefois, quasiment vingt ans après les transitions argentines et brésiliennes, nous sommes toujours en présence de ces « enclaves ». Ainsi, nous utiliserons plutôt dans ce travail la notion de *caractéristiques post-dictatoriales* pour faire référence aux « continuités ». Lorsque les « enclaves » présupposent un corps étranger au régime démocratique, *les caractéristiques post-dictatoriales* tiennent compte de la circulation entre éléments autoritaires du passé (dictatorial et pré-dictatorial) et éléments démocratiques du régime récent. L'analyse des *caractéristiques post-dictatoriales* nous invite donc à ne pas considérer le passé comme une « catégorie morte » mais à toujours le faire dialoguer avec le présent. Nous nous interrogerons donc : comment ces *caractéristiques post-dictatoriales* se sont-elles accommodées au processus même de démocratisation ? Par le biais de quelles négociations transitionnelles ces *caractéristiques* se sont-elles imposées comme des « éléments vivants » dans la démocratie actuelle ?

---

<sup>26</sup> Voir : HUGGINS, Marta. *Vigilantism and the State in Modern Latin America*. New York : Praeger, 1991, p. 266.

<sup>27</sup> Comme l'explique Norbert Elias, c'est la certitude de la punition qui fait que la loi génère de la norme sociale et que les individus intériorisent la norme légale de sorte que le contrôle socio-légal se transforme en auto-contrôle. Voir : ELIAS, Norbert. *O processo civilizador*. Rio de Janeiro : Zahar Editores, 1997.

En effet, cette analyse serait incomplète si nous nous contentons de à la variable *post-dictatoriale*. Ainsi, cette étude interroge également la variable « prospective » de la démocratie, qui se tourne notamment vers le processus de « consolidation de la démocratie » et leurs « ambivalences ». Le champ d'étude donc appelée « consolidologie » « se penche sur un ordre politique déjà établi, non sur le changement qui a engendré cet ordre<sup>28</sup>. Autrement dit, c'est la temporalité longue des processus complexes de démocratisation de la démocratie-déjà établie qui sont mis ici en perspective. Ces études s'intéressent notamment à la variable quantitative afin de mesurer la « qualité » de ces jeunes démocraties.

Cette démarche a ouvert la voie aux régimes intermédiaires<sup>29</sup>, les démocraties « à adjectifs »<sup>30</sup> qui essayaient de tenir compte des différents contextes et de leurs « degrés de démocratie »: les semi-démocraties, les régimes hybrides, les non-démocraties, la *democradura*, la *dictablanda*, entre autres. Il est vrai que ces travaux ont encouragé des nouveaux questionnements sur la cohabitation entre situations autoritaires et démocratiques. Cependant, leur intention était davantage de caractériser des sous-types de régimes et de mettre en avant l'incomplétude de leurs « évolutions » comparé aux modèles européens et nord-américains de référence.

Plus récemment, d'autres études se sont intéressées à la place de l'autoritarisme dans la démocratie contemporaine, à savoir, au moment où « la consolidation autoritaire s'accommode de la 'globalisation démocratique' »<sup>31</sup>. Marcel Gauchet avertit sur le danger de cette conjoncture globale où la « pacification démocratique » est frappée par un mouvement de « désertion civique »<sup>32</sup>. C'est pourquoi, affirmer qu'une démocratie consolidée est celle qui « fonda la stabilité dans un large consensus social »<sup>33</sup> c'est réduire la complexité du processus plus large de démocratisation. La « stabilité » ou « pacification démocratique » peut, en fait, masquer des arrangements enchevêtrés qui, à l'inverse, laissent des lacunes ouvertes pour l'émergence de *nouvelles formes d'autoritarisme*. Ainsi, les *caractéristiques néo-autoritaires* des sociétés argentine et brésilienne doivent être analysées à l'aune de ce paradoxe constitutif.

---

<sup>28</sup> BADIE, B., HERMET, G. *La politique comparée*. Paris : Armand Colin, 2001, p. 200.

<sup>29</sup> O'DONNELL, G., « Delegative Democracy », *Journal of Democracy*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1994. pp. 55–69; DIAMOND, Larry, « Democracy in Latin America: Degrees, Illusions, and Directions for Consolidation » In : FARER, Tom, *Beyond Sovereignty: Collectively Defending Democracy in the Americas*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1996, pp. 52–104, entre autres.

<sup>30</sup> COLLIER D. et LEVITSKY S. « Democracy 'with adjectives': Conceptual innovation in comparative research ». *Working Paper Series*, n° 230, University of Notre Dame, Helen Kellogg Institute for International Studies, 1996.

<sup>31</sup> CAMAU, Michel. « Remarques sur la consolidation autoritaire et ses limites » In : *L'autoritarisme dans le monde arabe : Autour de Michel Camau et Luis Martinez*. Le Caire : CEDEJ - Égypte/Soudan, 2005. p. 20.

<sup>32</sup> Selon Gauchet, « est-ce dire que la démocratie ne vivait en réalité que de sa contestation et que, dépourvue désormais d'adversaires, elle est rentrée dans une torpeur finale où il ne sera plus guère question que de la gestion réactive, au jour le jour, d'une histoire subie ? ». Voir GAUCHET, M. *La démocratie contre elle-même*. Paris : Gallimard, 2002, p. 176.

<sup>33</sup> BADIE, HERMET, *op. cit.*, p. 200.

En effet, les principales « ambivalences démocratiques » actuelles sont liées aux nouveaux enjeux sociaux et politiques qui émergent dans un contexte fortement sécuritaire. Pour illustrer ces *caractéristiques ambivalentes de la démocratie*, un exemple est assez significatif : dans le cadre du contexte transnational sécuritaire post-2001, l'Organisation des États américains en 2003 identifia le crime organisé, aux côtés du terrorisme, comme la « principale menace à la sécurité régionale » et alertait qu' « une menace pour l'un d'entre nous constitue une menace pour tous »<sup>34</sup>. Par conséquent, les gouvernements de la région ont utilisé cette « consigne » des organismes internationaux pour mener un combat effréné contre les drogues au niveau local<sup>35</sup>.

À cet effet, nous observons depuis le début des années 2000, tant en Argentine qu'au Brésil, un scénario similaire : la construction de la « peur » de l'autre et l'exigence de plus en plus exacerbée de sécurité. À la différence des années 90 où la sécurité était notamment une demande des couches les plus aisées de la population, depuis le début des années 2000, elle est également devenue une demande des couches populaires. Dès lors, les réponses institutionnelles à ce tournant sont au cœur des discussions récentes sur la démocratisation des institutions de sécurité. Elles se résument à trois types : soit une politique encore plus répressive, soit une politique plus préventive, soit la combinaison de celles-ci, autrement dit, la confusion entre la politique de prévention en politique de répression et de contrôle social. Ainsi, il sera également question d'analyser ces deux terrains sous l'angle *des nouvelles formes d'autoritarisme*, à savoir en quoi les « politiques sécuritaires » influent sur les « pratiques policières » et réciproquement.

La montée générale de la « sensation d'insécurité »<sup>36</sup>, la problématique du crime organisé lié au trafic de drogues, mais aussi des personnes, des marchandises volées, entre autres, dont les « mauvaises réponses » données par les gouvernements sont certains exemples. Ce contexte a produit un « terreau favorable » à l'amalgame qui s'est révélé très pervers entre « sécurité » et « démocratie ». Il se caractérise dans la pratique par deux dynamiques : 1) le retour, au sein des démocraties, d'un appareil policier fortement militarisé<sup>37</sup> et discrétionnaire avec la mise en place des « unités spécialisées » dans le combat

---

<sup>34</sup> Rapport du groupe des personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, *Un monde plus sûr: notre affaire à tous*, ONU, 2004. Disponible sur : <http://www.un.org/french/secureworld/brochureF.pdf> (consulté le 15 mai 2016).

<sup>35</sup> Le « Plan Colombie » en Colombie, le « Plan Mérida » au Mexique, le processus de remilitarisation des forces policières et les grandes opérations contre le crime organisé mises en place au Brésil et en Argentine en sont les exemples les plus connus.

<sup>36</sup> Voir : KESSLER, G. *El sentimiento de inseguridad: Sociología del temor al delito*. Buenos Aires: Siglo XXI, 2009.

<sup>37</sup> Et, également, un processus de « policialisation des forces armées », néologisme créé afin de mettre en avant le processus de transformation du soldat en un officier de police pour son utilisation inadéquate des actions de maintien de l'ordre et de répression et de leurs réflexes dans un pouvoir de police discutables, notamment, lors des « interventions militaires » dans les communautés pauvres.

contre le crime organisé ; 2) la reconfiguration des rapports obscurs entre la police, le pouvoir politique et le crime à l'aune de ces « nouveaux enjeux sécuritaires ».

Ainsi, une première « ambivalence » de la démocratie contemporaine concerne des nouvelles formes de « clientélisme » qui émergent dans un contexte où jouer avec la « sensation d'insécurité » de la population devient un outil clé dans les stratégies de légitimation politique. Les hommes politiques locaux, tant à BA qu'à RJ, fondent généralement leurs discours sur des promesses de politiques de sécurité qui visent la « *mano dura* », à savoir, le combat ferme contre la criminalité organisée, en donnant carte blanche aux actions répressives de la police sur ce nouveau scénario « guerrier urbain ».

Cela entraîne une deuxième « ambivalence » où la sensation d'« ordre » dans un contexte « violent » (cela peut être une violence réelle ou alimentée par les « mauvaises réponses » des gouvernements dans la lutte contre le trafic de drogues) devient une monnaie d'échange et de négociation très courante entre pouvoir politique, police et crime au niveau local. Et cela, notamment dans les communautés pauvres qui tout au long de leur histoire, ont été les plus touchées par ce « trinôme » d'échanges réciproques. En effet, si une partie des habitants issus de ces communautés – principalement ceux qui ont des ressources économiques un peu plus élevées - finit par adhérer à l'idée de « l'ordre » diffusée par les nouveaux « barons » locaux, qui deviennent également les agents de sécurité parfois au-dessus de tout paramètre légal, une autre partie – « les marginalisés de la 'marge' » - en subissent ardemment les conséquences.

Alain Rouquié présente ces nouvelles configurations « clientélistes » à travers le concept de « colonélisme urbanisé » (ou « néo-colonélisme »). D'après lui,

« l'insuffisance voire l'absence de services publics, la difficulté d'accéder aux biens réputés communs rendent l'intermédiaire indispensable. Les failles de l'universalisme démocratique légitiment la 'culture relationnelle' et le patronage qui adapte le compromis clientéliste au monde moderne. Il revêt évidemment des formes très éloignées du modèle patrimonial traditionnel. Mais dans des situations où la concurrence politique et pluraliste sont légalement garanties, son action repose toujours sur l'indigence et la précarité. On ne peut guère envisager que marginalement, dans un tel contexte, le vote comme un choix politique libre et réfléchi »<sup>38</sup>.

Il est vrai que les inégalités flagrantes des régions pauvres à BA et RJ demeurent des défaillances graves de la démocratie qui renforcent ces rapports clientélistes. Cependant, le « colonélisme urbanisé » ne profite pas seulement de l'indigence et de la précarité comme monnaies d'échange, mais aussi des demandes croissantes de « protection » des habitants de

---

<sup>38</sup> Voir ROUQUIÉ, Alain. *À l'ombre des dictatures : la démocratie en Amérique latine*. Paris : A. Michel, 2010, p. 84.

ces régions qui ne supportent plus les effets pervers liés à ces nouveaux « contextes sécuritaires » : d'un côté, les débordements arbitraires de la police (tant les « unités spéciales » que les « unités classiques ») dans les opérations menées contre les trafiquants de drogues et, de l'autre côté, la fracture causée par ces opérations dans l'équilibre interne de l'« économie criminelle » des différentes bandes de trafiquants de drogues, déclenchant une violence encore plus démesurée qu'avant et qui est un produit de la « croisade » de ces derniers dans la « conquête » de nouveaux marchés pour écouler leurs produits illégaux.

Dans cette conjoncture, une troisième « ambivalence » de la démocratie affleure : la « privatisation » de la sécurité, résultat d'un processus graduel depuis les années 90 de la « délégation » par l'État lui-même de son monopole de la « violence légitime ». Dans les deux conférences prononcées en 1917 et 1919 à l'Université de Munich, Max Weber analyse, dans un premier temps, le métier et la vocation de savant pour, ensuite, se concentrer sur le métier et la vocation de l'homme politique. C'est dans cette deuxième partie qu'il décrit la politique, la formation de l'État, les rapports entre ce dernier et l'exercice de la violence physique légitime et, également, les différentes typologies de domination. D'après lui,

« la violence n'est évidemment pas l'unique moyen normal de l'État, - cela ne fait aucun doute - mais elle est son moyen spécifique. De nos jours, la relation entre État et violence est tout particulièrement intime. Depuis toujours les groupements politiques les plus divers - à commencer par la parentèle - ont tous tenu la violence physique pour le moyen normal du pouvoir. Par contre, il faut concevoir l'État contemporain comme une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé - la notion de territoire étant une de ses caractéristiques - revendique avec succès pour son propre compte *le monopole de la violence physique légitime*. Ce qui est en effet le propre de notre époque, c'est qu'elle n'accorde à tous les autres groupements, ou aux individus, le droit de faire appel à la violence que dans la mesure où l'État le tolère : celui-ci passe donc pour l'unique source du « droit » à la violence. Par conséquent, nous entendrons par politique l'ensemble des efforts que l'on fait en vue de participer au pouvoir ou d'influencer la répartition du pouvoir, soit entre les États, soit entre les divers groupes à l'intérieur d'un même État »<sup>39</sup>.

De cette manière, le processus graduel de « privatisation » de la sécurité peut être perçu comme le signe d'une perte du « monopole étatique de la violence légitime » sur un territoire déterminé. Toutefois, derrière cette « perte » et à l'aune du processus « mafieux » de la police peut se cacher en réalité: 1) soit une « délégation » *relative* du « droit » de l'exercice de la violence étatique ; 2) soit une *tolérance* de ce même État à la prise en main de cette violence par des groupements sociaux – dans les deux cas travaillés, la police - qui sont sur ces territoires qui, peu à peu, ont été eux aussi « privatisés ».

---

<sup>39</sup> Voir : WEBER, Max. *Le savant et le politique*. Paris : Union Générale d'Éditions, 1963. p. 29.

Si la violence est bien le principal outil de l'exercice du pouvoir, le monopole étatique de la violence est remis en cause par l'appropriation de la violence et du pouvoir politique, qui est associé par un certain nombre d'acteurs issus des rangs de la propre police. De plus, contrairement à ce que sous-entend la définition de Max Weber, le pouvoir n'est pas exercé uniquement par le biais de la contrainte physique, mais également par des stratégies d'utilisation de la violence symbolique permettant également d'exercer une forme de contrainte qui se manifeste à travers les menaces, les pratiques d'extorsion, les enlèvements, la peur des disparitions forcées entre autres. De ce fait, la « privatisation » de l'exercice de la violence par certains acteurs peut engendrer une « privatisation » des territoires étatiques qui peut, ensuite, être accompagnée de près par la « privatisation » de la propre sécurité et, finalement, par la « privatisation » d'autres services publics ou activités socio-économiques dans ces mêmes territoires.

Cette « ambivalence » met en lumière des territoires où l'appellation de « zones brunes », selon le concept du politologue latino-américain Guillermo O'Donnell, est très révélatrice. Il soutient que dans ces « zones », les caractéristiques minimales de la polyarchie sont respectées (élections régulières, gouvernements, partis politiques), mais les factions ont une pratique du pouvoir personnaliste et clientéliste qui institue l'« échange de faveurs »<sup>40</sup> comme règle. D'après lui,

« Nous parlons ici de systèmes de pouvoir d'ordre privé (ou plutôt d'ordre privatisé, car certains des principaux acteurs occupent des positions publiques) où les droits et garanties en vigueur dans un cadre de légalité démocratique ne sont pas en vigueur. Ceci s'étend à de nombreuses relations privées où les affaires sont traitées – parfois même avec l'intervention du pouvoir judiciaire – sur la base d'une asymétrie de pouvoir manifeste entre les différentes parties. Ces régions – que j'essaie de définir comme 'néo-féodalisées' – intègrent des organismes de l'État à un niveau national, provincial et municipal. Mais l'oblitération de la légalité prive les circuits de pouvoir régionaux, et notamment les agences étatiques, de la dimension publique et légitime sans laquelle l'État-nation et l'ordre qu'il soutient disparaissent. Il est possible que l'erreur consistant à objectiver l'État ne soit pas facilement décelable lorsqu'il s'agit de théoriser sur des pays homogènes, mais elle devient manifeste lorsque certains

---

<sup>40</sup> « En général, les intérêts des législateurs « bruns » sont très délimités : maintenir le système de domination privatisée qui les a élus et canaliser autant de ressources publiques que possible vers ce système. Par conséquent, ils ont tendance à être conservateurs et opportunistes dans leurs performances. Leur succès dépend de l'échange de « faveurs » avec le gouvernement et les différentes bureaucraties, et lorsque le pouvoir exécutif est faible et a besoin du soutien du Congrès, ils prennent alors souvent le contrôle des agences publiques qui fournissent ces ressources. Cela augmente la fragmentation et les déficits - les taches « brunes » envahissent même le sommet bureaucratique de l'État. De plus, le jeu pratiqué par ces individus (à l'intérieur et à l'extérieur du Congrès) profite de l'existence de partis politiques non seulement très pauvres en contenu idéologique (ce qui n'est pas forcément mauvais en soi), mais aussi de l'opportunisme et du manque de discipline. Et lorsque le changement de partis ou la création de nouveaux partis peuvent se faire pratiquement sans frais, la règle est le « transformisme extrême » (tda.). Voir : O'DONNELL, Guillermo. « Estado, Democratización y ciudadanía ». *Nueva Sociedad*, N. 128, noviembre-diciembre, 1993. p. 62-87.



organismes étatiques perdent leur dimension publique et s'insèrent dans des circuits de pouvoirs privatisés de manière malfaisante »<sup>41</sup>.

Dans cette optique, l'innovation qui résulte donc du contexte post-2000 se traduit notamment par le caractère « entrepreneurial » qui a converti la « sécurité » en un produit très cher sur le marché des « privatisations » – soit légale, avec l'exemple des « entreprises » privées de sécurité où les « clients » - les plus aisés – ont le droit de choisir ou non l'« offre » du « marché » - soit dans une zone trouble entre légal/illégal et légitime/illégitime avec des « entreprises » où la sécurité est privatisée par des policiers et dont les « clients » - spécialement les habitants de ces « zones » - sont contraints à accepter l'« offre », étant donné le contexte violent qui les entoure et qui est souvent alimenté par les propres forces policières qui devraient les protéger. Les implications des agents de l'État au sein de ces logiques de violences où légalité et illégalité se côtoient soulève la question des « espaces gris » et les tressages entre pratiques autoritaires et néo-autoritaires de la police sur les deux terrains d'étude.

Javier Auyero, dans son travail incontournable sur le phénomène des « pillages » lors de la crise économique argentine de 2001 dans la banlieue sud de Buenos Aires, propose le concept de « zone grise » pour pouvoir ainsi « intégrer la violence collective 'exceptionnelle' dans l'étude de la vie politique 'normale' ». D'après lui,

« un examen attentif des pillages de 2001 m'a forcé à repenser certaines distinctions classiques de la littérature sociologique sur l'action collective et les mouvements sociaux, et à puiser davantage dans les recherches sur la violence collective. J'ai alors compris que l'évidence empirique s'accumule depuis un certain temps et qu'elle est (de plus en plus) univoque. Ceux que Charles Tilly qualifie de 'spécialistes de la violence' – autrement dit, des acteurs qui se spécialisent dans l'exercice de la violence physique – jouent un rôle clé, bien qu'il ne soit pas toujours facile à appréhender, dans la formation de la violence collective. Certains parmi ces spécialistes (tels que des membres de la police ou des soldats) font partie de l'appareil étatique ; d'autres (criminels, membres de gangs ou groupes paramilitaires) bénéficient de liens privilégiés, bien que clandestins, avec les détenteurs du pouvoir. Ces 'liens de l'ombre' qui lient les acteurs étatiques aux agents de la violence, je les qualifie de 'zone grise politique' afin de souligner les limites des distinctions faciles et simplistes de type État/société que la littérature sur l'action collective considère comme allant de soi

---

<sup>41</sup> « Hablamos de sistemas de poder privado (o, mejor aún, de poder privatizado, pues algunos de los actores principales ocupan posiciones públicas), donde no tienen vigencia muchos de los derechos y garantías de la legalidad democrática. Eso se extiende a numerosas relaciones privadas, en las cuales por lo general los asuntos se deciden - incluso con intervención del poder judicial - en base a las patentes asimetrías de poder que existen entre las partes. Esas regiones - que estoy tentado de llamar « neofeudalizadas » - contienen organismos estatales a nivel nacional, provincial y municipal. Pero la obliteración de la legalidad priva a los circuitos de poder regionales, incluyendo las agencias estatales, de la dimensión pública, legítima, sin la cual desaparece el Estado-nación y el orden que éste sustenta » (tda.). Voir : *Ibidem*, p. 62-87.

lorsqu'elle étudie l'action des agents gouvernementaux, forces répressives, challengers, acteurs politiques, etc. »<sup>42</sup>

À cet effet, le concept de « zone grise » est un outil méthodologique qui nous permettra de juxtaposer ces deux variables et d'analyser la démocratisation des institutions de sécurité en tenant compte de leurs complexités et contradictions. Qu'apporte donc la notion de « zone grise » à l'étude du processus « mafieux de la police » à Buenos Aires et à Rio de Janeiro ? Nous proposons de nous appuyer sur ce concept de « zone grise » et de l'adapter à notre recherche : la conciliation de l'« exceptionnel » processus « mafieux » de la police dans l'étude du processus « normal » de démocratisation des institutions de sécurité en Argentine et au Brésil. De plus, le concept de « zone grise » ouvre ainsi la possibilité de penser ces nouvelles configurations « mafieuses » en tant que produits des tressages entre dynamiques de « continuités » autoritaires mais également de « discontinuités » qui peuvent produire des « ambivalences » au sein de la démocratie.

Ces dynamiques d'« allers-retours », « configurations-reconfigurations », « continuités-transformations » créent des enchevêtrements très complexes au sein de ces démocraties. Sofia Tiscornia, anthropologue argentine qui s'intéresse depuis plusieurs années aux cas de violence institutionnelle, met en avant le processus de démocratisation des institutions de sécurité en tenant compte de la co-existence des éléments autoritaires et démocratiques :

« Nous avons commencé à travailler sur la question de la violence institutionnelle lors du retour à la démocratie, en partant de l'idée qu'il existait un legs évident de la dictature, ne serait-ce que parce que les acteurs étaient les mêmes, surtout parmi les policiers. Mais il est également vrai qu'en raison de l'action des mouvements de lutte pour les droits de l'homme et de la dénonciation de certains actes, la police a été limitée dans son action. Il ne s'agit donc pas d'un monde statique ou de continuités linéaires, mais d'un ensemble de processus [...]. Et, d'autre part, parler de continuités avec la dictature après 30 ans de démocratie... – attention, cela ne veut pas dire qu'il

---

<sup>42</sup> « A close examination of the 2001 lootings forced me to re-think some classic distinctions in the sociological literature on collective action and social movements and to dig deeper in the existing scholarship on collective violence. I then realized that the empirical evidence has been mounting for a while and has been (increasingly) unequivocal. What Charles Tilly has called “violent specialists”—that is, actors who specialize in inflicting physical damage—play a key, though sometimes not quite discernible role in the origins and the course of collective violence.<sup>56</sup> Some of these specialists (police and soldiers, for example) are part of the state apparatus; others (such as thugs, gangs, and vigilante groups), however enjoy important but oftentimes clandestine connections with established power-holders. These “shadowy ties” between state actors and perpetrators of violence define what I call “the gray zone of politics” and challenge the easy and simplistic state-society distinctions that most of the literature on collective action still takes for granted, among government agents, repressive forces, challengers, polity members, and so on ». AUYERO, Javier, *Routine politics and violence in Argentina : The gray zone of state power*, Royaume-Uni : Cambridge studies in contentious politics, 2007, p. 38.

n'y a pas de continuités, la dictature est toujours présente, surtout lorsque l'on dénonce un certain nombre d'abus, on y revient toujours, elle exerce encore une grande influence, symbolique –, certes, mais il y a des continuités et des discontinuités. Il n'est pas si simple que cela de postuler qu'il y a des continuités ou que la démocratie produit de nouveaux autoritarismes, il s'agit de montrer que c'est un processus où ces deux questions coexistent. »<sup>43</sup>.

Dans les études sur la « *máfia* italienne », le concept d'*intreccio* prend tout son sens et révèle plus que « la simple réciprocité entre *mafiosi* et État ; celui-ci met en lumière une vaste 'zone grise' où il devient impossible de définir précisément où s'arrête l'un et où commence l'autre »<sup>44</sup>. Ainsi, de quel processus « mafieux » de la police parlons-nous? Comment pouvons-nous mesurer cette échelle de « gris », d'*intreccio* ? De quelle façon le processus « mafieux » de la police se met-il en relation avec la « zone grise » de la démocratie ?

Les régions métropolitaines de Buenos Aires et de Rio de Janeiro ont été privilégiées comme objet de notre démarche pour deux raisons principales : la première repose sur l'intérêt de déchiffrer leurs *similitudes* aussi bien historiques que socio-politiques concernant le processus de démocratisation des institutions de sécurité selon une échelle macrosociologique (« universelle »); la deuxième s'appuie sur les *singularités*, en référence au couple/ binôme « action-signification »<sup>45</sup> des acteurs répressifs sur ces deux terrains, selon une échelle microsociologique (« singulière »). Il nous semble donc intéressant de faire « jouer » ces deux échelles. Cela nous permettra d'analyser les différentes « significations » et « stratégies déployées » par les membres des forces policières sur chaque terrain à lumière de l'outil conceptuel de la « zone grise ».

Buenos Aires et Rio de Janeiro, représente chacune un « micro-univers » de leur cadre national respectif et nous offrent d'innombrables exemples pour interroger notre objet d'étude. Dans ce travail, nous chercherons à interpréter le processus « mafieux » des forces

---

<sup>43</sup> Cuando nosotros empezamos a trabajar el tema de la violencia institucional fue a comienzos de la democracia y si bien nos planteábamos que había una herencia obvia de la dictadura por las personas que siguen siendo las mismas, más en el caso de los policías. Es cierto también que en poco tiempo por influencia de los movimientos de DH's, la policía tuvo una serie de límites o al menos denuncias que fueran marcando poco a poco esos límites. Así que no es un mundo estático donde podemos hablar de continuidades lineales sino que son procesos (...). Y, por otra parte, sin duda que después de más de 30 años de democracia hablar de continuidades de la dictadura... – ojo, eso no quiere decir no hay continuidades, la dictadura esta presente sobretodo cuando se impugnan ciertos abusos, siempre se vuelve a ella, eso tiene una influencia grande, simbólica – bueno, pero hay continuidades y discontinuidades. No es tan sencillo ni plantear continuidades ni que la democracia produce nuevos autoritarismos, sino un proceso donde esas cuestiones co-existen». Entretien avec Sofia Tiscornia mené à BA le 10/10/2013.

<sup>44</sup> Voir : Auyero, *op. cit.*, p. 34.

<sup>45</sup> Ce couple se réfère à l'un des concepts clés de la « méthodologie individualiste » de Max Weber. Stephen Kalberg explique dans son ouvrage sur la « sociologie historique comparative » que pour « Weber l'action ordinaire peut résulter non seulement des valeurs, mais aussi de l'action affective, de l'action traditionnelle et même de l'action rationnelle par rapport aux moyens. La manière dont l'action est arrachée à son cours naturel aléatoire et transformée en régularités ancrées dans ces types d'action constitue l'un de ses thèmes les plus centraux et les plus fondamentaux ». Voir KALBERG, S., *Sociologie historique comparative de Max Weber*. Paris : La Découverte, 2002, p. 64.

policières à travers des cas issus de la police de la région métropolitaine de Buenos Aires (« la *bonaerense* ») et de la police de la région métropolitaine de Rio de Janeiro. Nous avons choisi de travailler à partir de ces deux corps policiers car ils sont historiquement connus pour leurs affaires de corruption et leurs pratiques arbitraires vis-à-vis des habitants des quartiers défavorisés. Ainsi, lorsque nous faisons référence aux « régions métropolitaines », il s'agit à la fois d'espaces démarqués spatialement et socio-symboliquement des zones les plus centrales de ces deux grandes villes.

Bien que la logique « centre / périphérie » fondée sur les relations d'inégalité - entre personnes, marchandises, capitaux, informations, pouvoirs de décision entre autres - soit sous-entendue dans cette dynamique, elle fait référence à une analyse de la globalisation figée et binaire (« monde développé / monde sous-développé », « nord / sud », « riches / pauvres ») qui n'est pas adaptée à notre démarche. Ce qui nous intéresse ici c'est la « marge » d'une métropole, où certaines étiquettes<sup>46</sup> guident les politiques répressives et les pratiques policières arbitraires. C'est le cas par exemple des représentations qui émanent des figures narratives assignées par la police à une condition de « marge », tels que « marginal », « bandit », « pibe chorro », « pivete », qui sont légitimées non pas seulement par les classes aisées mais également par une partie de la population issue des régions aussi « périphériques », comme c'est le cas de deux terrains étudiés.

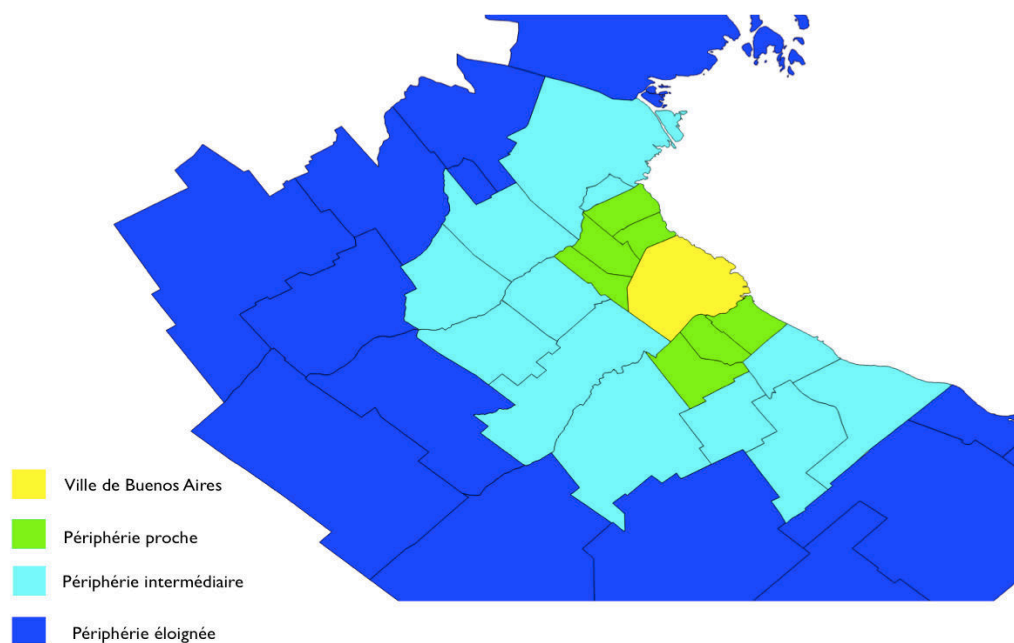
Ainsi, les régions métropolitaines *bonaerense* et *carioca* tant par leurs spécificités géographique, politique et structurelle que par la densité et l'hétérogénéité de leurs populations (classe aisée, moyenne haute, basse et pauvre), constituent des zones particulièrement fertiles pour notre étude. Même si ces régions ont été marquées par une formation historique très diverse - il existe des quartiers industrialisés et d'autres plus ruraux, des quartiers riches et des bidonvilles, ou encore des quartiers hybrides présentant toutes ces composantes confondues - elles ont néanmoins un élément qui les rapproche : l'abandon historique du pouvoir central à leur égard. De ce fait, celles-ci ont subi un processus de développement endogène et ont initié des règles et des stratégies propres à chaque territoire. Ainsi, bien qu'il existe dans chacune des circonscriptions administratives de BA et de RJ un centre administratif lié au pouvoir formel, c'est l'existence des « micro-centres alternatifs » de pouvoir arbitraire qui prévaut sur ces territoires, pouvoir avec lequel une grande partie de la population locale est en relation. Nous verrons donc dans quelle mesure le rôle de la police

---

<sup>46</sup> Concept central dans la théorie de la déviance d'Howard Becker. Selon lui, « les groupes sociaux créent la déviance en instituant des normes dont la transgression constitue la déviance, en appliquant ces normes à certains individus et en les étiquetant comme déviants. De ce fait, la déviance n'est pas une qualité de l'acte commis par une personne, mais plutôt une conséquence de l'application, par les autres, de normes et de sanctions à un 'transgresseur'. Le déviant est celui auquel cette étiquette a été appliquée avec succès et le comportement déviant est celui auquel la collectivité attache cette étiquette ». Voir BECKER, Howard. *Outsiders : études de sociologie de la déviance*. Paris : Métailié, 1985, p. 32-33.

est incontournable pour assurer la cohabitation harmonieuse entre les « pouvoirs alternatifs arbitraires » et les « pouvoirs formels » sur ces deux terrains.

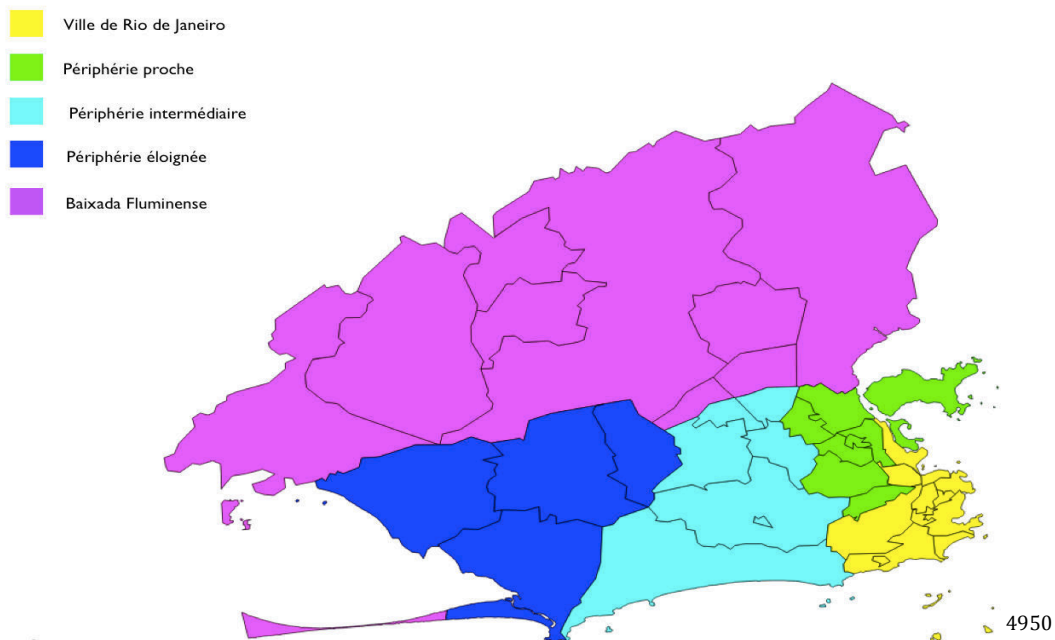
Ces grandes régions métropolitaines avec des caractéristiques proches de celles des « banlieues » des villes françaises sont le résultat d'un processus d'urbanisation inégal, fragmenté et discontinu par lequel est passée la majorité des métropoles latino-américaines<sup>47</sup>. Ce processus a formé autour des villes à proprement parler, des territoires périphériques proches, intermédiaires, éloignés et des agglomérations urbaines métropolitaines. Le « grand Buenos Aires » est composé d'une part, des municipalités métropolitaines appelées « *partidos del conurbano bonaerense* » et d'autre part, de la ville de Buenos Aires, connue comme « *capital federal* » ou « *ciudad autónoma de Buenos Aires* ». Nous comptons donc 40 municipalités qui sont divisés en 3 « *cordones* » autour de la « capitale ». La ville de Rio de Janeiro est la capitale de l'État de Rio de Janeiro. Le « grand Rio » est composé de 7 sous-mairies et 33 régions administratives métropolitaines (Ra's). Certaines municipalités de la « *baixada fluminense* » sont considérées comme appartenant également à la région métropolitaine de Rio de Janeiro.



48

<sup>47</sup> Nous pouvons observer cette dynamique dans la majorité des villes latino-américaines et, notamment, Ciudad de Mexico, Bogotá, São Paulo, Rio de Janeiro, Buenos Aires et Lima.

<sup>48</sup> Selon les informations du dernier Recensement National de la Population et du Logement (2010) (« Censo Nacional de Población y Vivienda »), le Grand Buenos Aires compte 12 801 364 habitants, ce qui en fait l'une des agglomérations urbaines les plus importantes au monde. Sur cette population, 2 891 082 habitants résident dans les limites de la ville de Buenos Aires. Pour sa part, la région métropolitaine de Buenos Aires (ville de Buenos Aires et ses 40 municipalités) compte 14 819 137 habitants, concentrant 37% de la population du pays. Source : <https://www.indec.gov.ar/index.asp>



Dans notre champ d'analyse, nous observons que l'expansion urbaine de Buenos Aires et de Rio de Janeiro a entraîné de nouvelles configurations spatiales et socio-symboliques qui ont changé également les rapports sociaux et les enjeux sécuritaires dans ces régions. Par exemple, dans certains « bidonvilles » où les habitants étaient autrefois très pauvres, nous constatons un processus de « gentrification » et l'augmentation de la qualité de vie de cette population. Nous nous référons ici à des *villas miserias* à l'intérieur de la *ciudad autónoma* de Buenos Aires et à des *favelas* situées dans le centre touristique de Rio de Janeiro ou dans sa périphérie proche. De même, certains « îlots de richesse » enclavés sont présents au sein des « banlieues » très éloignées des « centres ». Nous observons encore des quartiers ouvriers périphériques, notamment de classe moyenne qui ont subi un processus de désindustrialisation accompagné du processus croissant de « favelisation » dans ces régions. Nous verrons donc tout au long de ce travail dans quelle mesure ces « reconfigurations » urbaines sont fondamentales pour la compréhension du phénomène « mafieux » de la police sur ces deux terrains.

En outre, réaliser une recherche approfondie sur le processus « mafieux » de la police présuppose de tenir compte que nous sommes face au milieu des enquêtes très difficile

<sup>49</sup> La région métropolitaine de Rio de Janeiro, également connue sous le nom de « Grand Rio », a été créée par la loi complémentaire n° 20 du 1er juillet 1974, après la fusion des anciens États de Rio de Janeiro, Guanabara et la « Grande Niterói ». Avec 12 330 186 habitants en 2016 est la deuxième plus grande région métropolitaine du Brésil (après le « Grand São Paulo »), la troisième en importance en Amérique du Sud et la 20e plus grande au monde. Source : <https://censo2010.ibge.gov.br>

<sup>50</sup> Les régions métropolitaines de Buenos Aires (« Gran Buenos Aires ») et Rio de Janeiro (« Grand Rio de Janeiro »). Cartes élaborées par l'auteur.

tant par sa dangerosité que par la fiabilité des sources. Les études sur des « terrains dits sensibles »

« portent sur des pratiques illégales ou informelles, des individus faisant l'objet d'une forte stigmatisation et sur des situations marquées par la violence, le danger et/ou la souffrance »<sup>51</sup>.

Ainsi, nous décrivons pourquoi ce terrain est vraiment « sensible » ou « difficile » et pour quelle raison l'attention à la fiabilité des sources est capitale pour pouvoir mener à bien la recherche. Dans ce travail, nous avons cherché à intégrer une dimension historique à nos développements et à s'appuyer sur des données textuelles et empiriques récentes. Pour cela, les données collectées recouvrent la période entre le début des années 90 jusqu'à nos jours. La dimension historique est basée sur la collecte et l'étude de documents bibliographiques, de documents issus des archives (presse, photographies, vidéos), de rapports d'associations des droits de l'homme (lutte pour la mémoire des dictatures récentes, lutte contre les violations des droits de l'homme) et des sources juridiques et politiques (textes et pétitions juridiques, dossiers politiques). Les données textuelles récentes ont également été recueillies et interprétées à l'aide de procédures méthodologiques empiriques, telles que des observations directes, indirectes et des entretiens dans la mesure du possible. Notre *corpus* de données a été principalement constitué lors de deux terrains de recherche. Le premier fut un long terrain d'un an - entre août 2012 et septembre 2013 - partagé entre Buenos Aires (dans la ville - *ciudad autonoma* - et les régions métropolitaines, le *conurbano*) et Rio de Janeiro (dans la ville et les régions métropolitaines). Le deuxième fut un terrain plus court d'un mois - entre août et septembre 2015 - , réalisé dans la ville et la région métropolitaine de Buenos Aires.

Les observations personnelles et les entretiens menés auprès des habitants sont riches mais restent assez limitées du fait de la difficulté du terrain. C'est pourquoi, nous avons majoritairement établi notre terrain sur des rapports et bases de données cédées par des associations de lutte contre les violences policières et d'études menés par d'autres chercheurs<sup>52</sup>. Les quatre facteurs principaux qui rendent ce « terrain difficile »<sup>53</sup> sont les

---

<sup>51</sup> BOUILLON, F., FRESIA, M., TALLIO, V. *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris : Centre d'études africaines. EHESS, 2005, p. 13-14.

<sup>52</sup> À Rio de Janeiro je tiens à remercier le « Laboratoire d'Analyse sur la Violence » (LAV) de l'Université de l'État de Rio de Janeiro qui m'a gracieusement cédé une base de données très riche d'entretiens menés par ses chercheurs auprès des populations directement touchées par les Milices.

<sup>53</sup> BOUMAZA, M. ; CAMPANA, A., « Enquêter en milieu 'difficile' ». Introduction dans la *Revue française de science politique*, vol. 57, 2007/1.

suivants :

- 1) les organisations à caractéristiques mafieuses<sup>54</sup> composées par des policiers sont responsables de cas de tortures, de plusieurs exécutions sommaires et de la disparition de personnes dans les régions contrôlées. Ces groupes surveillent les nouveaux arrivants et ont des indicateurs disséminés parmi les habitants - les *buchón* à Buenos Aires et les *X9* à Rio de Janeiro<sup>55</sup>.
- 2) Ainsi, il s'avère dangereux d'entreprendre de longues observations sur place<sup>56</sup>, de « rentrer sur le terrain »<sup>57</sup> et, par conséquent, de réaliser des travaux d'enquête;
- 3) une partie importante des habitants de ces régions n'acceptent pas les pratiques abusives de ces groupes<sup>58</sup> et ont donc peur d'en parler puis de souffrir des représailles. Les policiers ont très bien su mettre en œuvre la méthode mafieuse de l'*omertá* (la « loi du silence ») sur ces terrains. À Buenos Aires, par exemple, les personnes victimes de ces pratiques qui décident de les dénoncer reçoivent des « messages » de dissuasion par la police (voitures brûlées, menaces de mort, simulations de séquestrations, vols, etc.). À Rio de Janeiro, certains habitants qui ont manifesté leur désaccord vis-à-vis des « règles » stipulées par les policiers ont été torturés ou directement expulsés de certains quartiers par ces derniers. De ce fait, le « terrain » ne devient pas seulement risqué pour le chercheur mais, principalement, pour les habitants de ces régions qui veulent dénoncer ces pratiques mafieuses.
- 4) les questions logistiques d'accès aux terrains sont difficiles étant donné qu'il s'avère dangereux d'y rester plusieurs jours de suite : à Buenos Aires, nous avons travaillé notamment dans le *conurbano* sud (municipalité de la Matanza) et *conurbano* nord (municipalité de Campana). À Rio de Janeiro, nous avons travaillé notamment, dans la zone ouest de la ville et baixada fluminense (quartiers de Jacarepagua, Santa Cruz, Campo Grande, Nova Iguaçu et Queimados). Bien que ces deux terrains ne soient pas situés très loin du centre de ces deux grandes villes (entre 40-80 km), un trajet de près de 60 km entre le centre de Rio de Janeiro et la communauté de Santa Cruz dans la zone

---

<sup>54</sup> Désormais « OCM » sur le corps du texte.

<sup>55</sup> Nous verrons tout au long de ce travail que certains termes employés sont issus du langage observé lors des terrains. Ce langage fait référence à l'univers propre à des régions étiquetées « en marge ». Comme exemples nous avons le langage « *tumbera* » (propre à l'univers des prisons et bidonvilles) ou « *lunfardo* » (relatif à la culture du Tango) en Argentine, notamment, à Buenos Aires. Ou alors, le langage « *suburbana* » (propres aux banlieues) ou « *proibidão* » (propre à la culture du funk dans les bidonvilles et banlieues) au Brésil, notamment à Rio de Janeiro.

<sup>56</sup> Lors de mon enquête de terrain dans la communauté de Santa Cruz dans la zone ouest de Rio de Janeiro où je passais quelques jours chez une connaissance pour essayer de réaliser des observations directes sur le contrôle de la « Liga da Justice », milice qui contrôle la région, j'ai été prévenue par deux miliciens que je n'étais pas la bienvenue et que je ne pouvais pas rester longtemps ni parler aux habitants, car je ne faisais pas partie de la communauté. Je suis partie immédiatement après cet « avertissement » étant donné que je suis consciente qu'il n'y en aurait pas de deuxième. D'après mes études de terrain et mes entretiens, les miliciens préviennent une fois, la deuxième c'est soit la torture, les agressions, soit la mort et la disparition.

<sup>57</sup> BOUZAMA, M., CAMPANA, A., *op. cit.*, p. 12.

<sup>58</sup> Les habitants qui en parlent sont principalement ceux qui sont des victimes de ces derniers (la perte d'un fils/fille, d'un ami/amie, des menaces entre autres) et qui bénéficient du soutien/protection des organisations de droits de l'homme.



ouest ou de 35 km entre le centre de Buenos Aires et le quartier de San Justo à la Matanza peut durer jusqu'à 3h en transport public. De plus, une fois sur le terrain, il existe très peu de moyens de transport qui relient les quartiers entre eux ;

- 5) les organisations à caractéristiques mafieuses composées de policiers manient très bien les pouvoirs répressif, économique-criminel et politique-judiciaire locaux, ce qui sert de bouclier à leurs actions et complique le déchiffrement de manière exhaustive et détaillée de toutes les complexités qui émergent sur le terrain. Autrement dit, nous sommes en mesure de connaître leurs spécificités uniquement lorsqu'un petit nombre de cas est rendu public (l'« exception ») - par quelques témoignages privilégiés des habitants, des militants ou avocats des droits de l'homme ou des membres des associations des proches des victimes ; par des enquêtes judiciaires ; par certaines investigations menées par des journaux - alors qu'il existe encore un grand nombre de cas non-dénoncés qui font pourtant partie du quotidien local (la « règle »).

Afin d'interroger cette « zone grise », nous interpréterons les « modes de fonctionnement » et leurs systèmes de « significations » à travers une analyse comparative. La démarche comparative historique wébérienne part de l'hypothèse que « les personnes rendent compte de leurs actions et les justifient ; ce faisant, elles leur confèrent une signification subjective »<sup>59</sup>. Pour Weber, nous pouvons observer qu' :

« au sein de l'action de réelles régularités, autrement dit des développements de l'activité qui se répètent ou qui (éventuellement en même temps) ont cours chez de nombreux individus en un *sens* visé typique similaire (...) »<sup>60</sup>.

Ces développements sont exprimés sous la forme d'« idéaux-types », autrement dit, des « cadrages théoriques précis » dont la finalité est d'offrir une explication des cas et de leurs singularités. Chacun d'eux étant employé comme « 'instrument d'orientation', proposant un standard clairement défini par rapport auquel des configurations d'actions données peuvent être 'mesurées' ». Ces « modèles générateurs d'hypothèses » servent à isoler les régularités causales significatives de l'action sans pour autant laisser de côté l'irréductible diversité et complexité de la réalité empirique<sup>61</sup>.

Dans cette étude, les « héritages autoritaires », les « nouvelles formes autoritaires » et la « zone grise » nous serviront comme « idéaux-types » tandis que les cas choisis sur le terrain liés aux « modes de fonctionnement » arbitraires de la police seront

---

<sup>59</sup> KALBERG, Stephen, *La sociologie historique comparative de Max Weber*, Paris : La Découverte, 2002.

<sup>60</sup> Affirmation de Max Weber cité par Kalberg, *op. cit.*, p.63.

<sup>61</sup> KALBERG, *ibidem.*, p.124-131.

rattachés aux développements empiriques. Le choix des cas a été fait à partir du « paradigme de la complexité »<sup>62</sup> (*il paradigma della complessità*) développé par Umberto Santino, théoricien de la Mafia italienne. Il souligne que cette méthode vise la reconstruction de la complexité du phénomène mafieux en tenant compte de ses relations avec les différents contextes socio-historiques dans un enchevêtrement entre « continuité » et « transformation ». Selon lui,

« le développement des associations criminelles, tout comme d'autres acteurs qui ont une certaine durée dans le temps, mêle « continuité » et « transformation » et doit être analysé à la lumière de plusieurs variables tels que le crime, l'accumulation, les pouvoirs, les codes culturels, le consensus social et l'associationnisme entre autres. (...) Par exemple, la "seigneurie territoriale", dont la forme la plus connue a été la pratique historique de l'extorsion comme fiscalité parallèle, cohabite sans le moindre problème avec les trafics internationaux qui se sont développés au cours des dernières années. Par exemple : dans les années 1970 et au début 1980, en Sicile, les raffineries d'héroïne ont été créées sur les terrains autour de l'aéroport de Palerme, où le boss Gaetano Badalamenti exerçait sa "seigneurie territoriale", aéroport inclus. Ainsi, avec la complicité des employés de l'aéroport, l'héroïne produite *in loco* était envoyée aux Etats-Unis, alors le principal marché de la drogue »<sup>63</sup>.

Dans cette étude, nous considérons que les « modes de fonctionnement » arbitraires des polices « bonaerense » et « carioca » sont multiples et varient également en fonction des différents contextes socio-culturels-historiques. En effet, c'est à l'aune de ces « idéaux-types » - les « héritages autoritaires », les « nouvelles formes autoritaires » et la « zone grise » - que nous avons séparé ces « modes de fonctionnement » en trois formes différentes, plus générales et plus répandues sur ces deux terrains : 1) les organisations à caractéristiques autoritaires ; 2) les organisations à caractéristiques criminelles ; 3) les organisations à caractéristiques mafieuses. Il est très important de noter que cette division n'est pas chronologique et qu'elle ne fait pas non plus référence à une « progression » logique de ce fonctionnement arbitraire qui irait du 1) au 3). Bien que ces trois modèles aient des *modus operandi* spécifiques, ils s'identifient souvent les uns avec les autres puisqu'ils sont issus de la même institution de sécurité, la police. Comme le note Weber,

---

<sup>62</sup> SANTINO, Umberto, *La mafia interpretata. Dilemmi, stereotipi, paradigmi*, Rubbettino : Soveria Mannelli, 1995, p. 129-138 ; SANTINO, Umberto. *Dalla mafia alle mafie. Scienze sociali e crimine organizzato*, Rubbettino : Soveria Mannelli 2006, p. 243-300.

<sup>63</sup> PALIDDA, Salvatore (Entretien avec Umberto Santino), Où en est la mafia ? In : *Mediapart – Le blog de Salvatore Palidda*, [en ligne]. Disponible sur : <http://blogs.mediapart.fr/blog/salvatore-palidda/080415/ou-en-est-la-mafia> (Consulté le 4/4/2015)

« Il est indispensable d'isoler au préalable (à savoir, abstraire) les composantes particulières des phénomènes ; la comparaison demande ensuite que chaque composante particulière soit éclairée par des règles d'expérience et par la construction des concepts clairs [...] L'idéal-type n'a d'autre signification que d'un concept *limite* purement idéal, auquel on *mesure* la réalité pour clarifier le contenu empirique de certains de ses éléments importants, et avec lequel on la *compare* »<sup>64</sup>.

En effet, le choix de la méthode comparative entre les terrains *bonaerense* et *carioca* pour interpréter ces phénomènes complexes repose sur la certitude que nous ne pouvons pas mieux les appréhender qu'en les mettant en perspective afin de trouver de l'unité dans leurs contrastes. De plus, comparer des phénomènes dans deux villes de deux pays différents mais qui gardent des caractéristiques historiques similaires, nous permettra de faire jouer également les échelles locales-régionales-internationales, ne nous limitant pas ainsi au cadre spécifique argentin ou brésilien. De ce fait, même si le processus « mafieux de la police » et leurs « modèles de fonctionnement » sont ancrés dans les particularités de chaque terrain travaillé (micro-analyse), nous serons en mesure de progresser en généralité (macro-analyse) afin de démontrer qu'ils sont peut-être le produit d'une toile de fond commune - la « zone grise » de la démocratie - et que cette « toile » est peut être représentative d'une réalité latino-américaine des institutions de sécurité et de leurs enjeux sécuritaires. Dans ce but, trois hypothèses principales nourriront notre réflexion :

La première hypothèse postule que le processus « mafieux » de la police existe *bien que* ces deux sociétés soient démocratiques. Cette constatation nous renvoie aux « politiques sécuritaires » et aux « pratiques policières » héritières de la dictature mais qui restent opérationnelles dans la démocratie.

La deuxième hypothèse affirme que le processus « mafieux » de la police existe *parce que* ces sociétés sont partiellement démocratiques. Cette remarque met en lumière les ambivalences de la démocratie et de ses dérives autoritaires en ce qui concerne les enjeux sécuritaires contemporains. Il s'agit d'analyser comment la problématique de l'insécurité et surtout de la sécurité peut, au nom de la démocratie, produire de nouvelles formes d'autoritarisme.

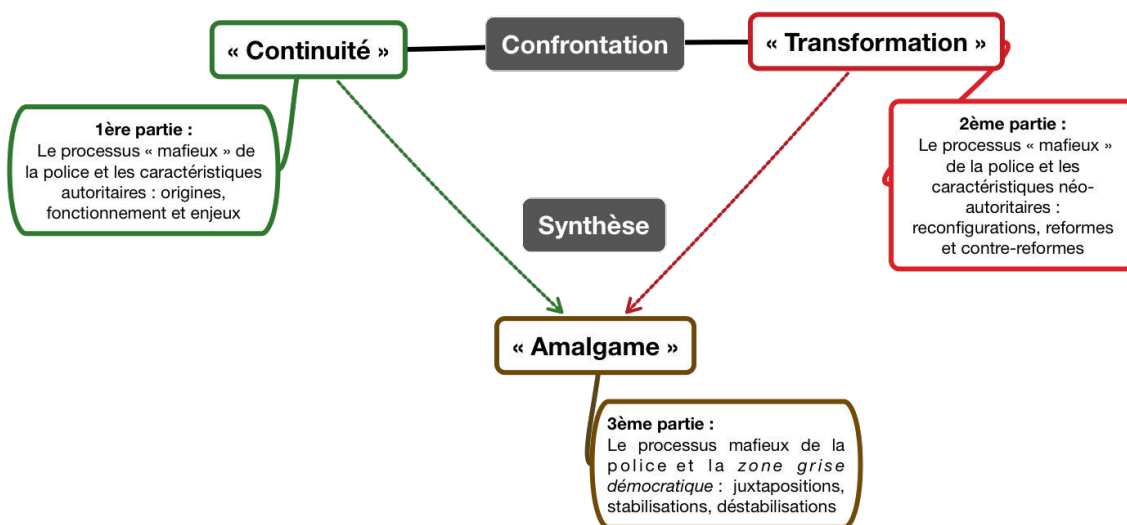
Finalement, une troisième et dernière hypothèse que nous pouvons qualifier de « centrale », guidera notre démarche. Ici nous considérons l'émergence d'une « police mafieuse » à proprement parler qui cohabite avec le processus de démocratisation des institutions de sécurité *bien que* et *parce que* ces sociétés sont démocratiques. Celle-ci

---

<sup>64</sup> KALBERG, *op. cit.* p.130.

pourrait être exprimée en ces termes : dans quelle mesure la juxtaposition des deux variables analysées précédemment - « héritages autoritaires » (« continuité ») et « nouveaux autoritarismes » (« transformation ») - peut servir de pilier à l'établissement d'un phénomène plus complexe, formé par des membres de la police et complètement « adapté » à la réalité démocratique contemporaine.

Dans ce but, notre étude suivra un développement comparatif qui sera organisé autour de trois grands axes de réflexion. La première partie cherchera à analyser, à partir des ressemblances et différences entre les deux terrains, les héritages autoritaires du passé concernant le *modus operandi* de la police. Dans cette partie, nous analyserons donc ses *origines* (chapitre 1), son *fonctionnement* sur le terrain (chapitre 2) et ses enjeux de *normalisation* dans un régime démocratique (chapitre 3). La deuxième partie cherchera à comprendre les remaniements de ces « modus operandi » à partir de nouvelles formes d'autoritarisme qui émergent au sein de ce régime démocratique. Ainsi, nous analyserons les *transformations* déclenchées par l'avènement d'un « tournant sécuritaire » sur le terrain (chapitre 4), en analysant les conséquences des *réformes* de modernisation des forces policières mises en place par les gouvernements bonaerense et carioca (chapitre 5) ainsi que les *contre-réformes* (chapitre 6) sur les deux terrains. Enfin, la troisième partie, confrontera les deux points précédents – « continuité » et « transformation » - afin de démontrer dans quelle mesure la *juxtaposition* de ces ressemblances et différences peut créer les bases d'un *terroir* mafieux commun (chapitre 7) - la « zone grise » de la sécurité ? – qui s'accommode à la démocratie de façon *stable* et dont il nous faudra dresser les *contours* (chapitre 8) ainsi que les nouvelles politiques sécuritaires qui visent à le *déstabiliser* (chapitre 9).



<sup>65</sup> Structure du travail en « axes comparatifs ». Diagramme créé par l'auteur.

# **PREMIÈRE PARTIE**

**Le processus « mafieux » de la  
police et les *caractéristiques*  
*autoritaires* : origines,  
fonctionnement et enjeux**

La première partie de ce travail vise à rendre compte du processus mafieux de la police à travers la variable « continuités autoritaires ». Pour ce faire, nous allons entreprendre une analyse comparative des *caractéristiques autoritaires* des polices *bonaerense* et *carioca* par le biais de leurs *origines*, leur *fonctionnement* et leurs *enjeux*. Dans cette optique, il s'agira tout d'abord, dans un premier chapitre, d'entreprendre une *analyse socio-historique des origines* de l'action policière autoritaire dans ces deux sociétés. Nous chercherons ensuite, dans un second chapitre, à rendre compte de façon plus précise le *mode de fonctionnement* de cette action policière autoritaire dans ces deux sociétés. Nous ferons donc une analyse conceptuelle de l'univers de significations propres à cette « police autoritaire » par le biais de certaines pratiques répressives-arbitraires (notamment la torture, les disparitions forcées et les exécutions sommaires) instituées au sein de l'institution *bonaerense* et *carioca* durant les dernières dictatures dans ces deux pays. Le modèle de cette « police autoritaire » sera représenté ici par certains cas empiriques qui illustrent ce mode de fonctionnement autoritaire au sein de l'institution policière. Nous nous référons aux « escadrons de la mort » avant et durant les dictatures militaires (les cas de la « Triple A » en BA et de la « Scuderie le Cocq » à RJ), l'implication des forces policières bonaerenses et cariocas dans la mise en place des « Centres de Détention Clandestins – CCDs » lors des dictatures (les cas du « Circuit Camps » et du « Circuit DOI-CODI »). Bien que ces groupes et/ou circuits spécifiques aient été opérationnels, notamment avant et pendant les régimes d'exception, leur modèle d'action est encore à ce jour considéré efficace et comme une référence pour certains policiers, hommes politiques et pour une partie de la population. Enfin, dans un troisième chapitre nous traiterons plus spécifiquement du processus d'*institutionnalisation* du modèle de la « police-autoritaire » dans la démocratie. Nous étudierons les enjeux qui rendent possible la « normalisation », la pérennisation et l'assimilation de ce « modèle autoritaire » au sein des politiques sécuritaires, des pratiques policières et des relations sociales dans un régime démocratique.

# **Chapitre 1**

## **Socio-histoire des origines autoritaires de la police *bonaerense* et *carioca***

Saisir la « continuité » des pratiques policières autoritaires du passé dans le présent démocratique de ces deux sociétés implique d'analyser leurs origines et d'en retracer les principales dynamiques qui les ont rendues « quotidiennes ». Les pratiques policières autoritaires encore perceptibles au début du XXI<sup>e</sup> siècle ont été façonnées par la longue période des sociétés coloniales et postcoloniales argentine et brésilienne. Cependant, la systématisation de ces pratiques en tant que méthodes de répression et de contrôle social structurées au sein des institutions policières argentine et brésilienne a connu sa période de gloire lors des régimes autoritaires tout au long du XX<sup>e</sup> siècle.

### **1.1. *Caudillos* et *Coronéis***

En ce qui concerne le temps long des sociétés coloniales et postcoloniales, il apparaît difficile de saisir avec précision les caractéristiques d'un « autoritarisme enraciné »<sup>66</sup> (*embedded*) dans les mœurs, les comportements et les valeurs des corps policiers d'aujourd'hui. Il nous intéresse cependant d'analyser les « continuités » au sein des forces répressives d'un système patrimonial de domination

---

<sup>66</sup> Comme le souligne Paulo Sérgio Pinheiro, les violations traditionnelles des droits civils pratiquées par les autorités policières s'articulent avec le non-respect des droits civils au sein des relations interpersonnelles. L'« autoritarisme socialement implanté » est l'internalisation des méthodes imposées par la violence directe (et/ou indirecte) par les groupes au pouvoir qui collaborent pour restreindre la représentation et limiter les conditions de la participation politique. Voir : PINHEIRO, Paulo Sérgio. Autoritarismo e transição. *Revista USP*. [En ligne]. Março-abril-maio, 1991. pp. 45-56. Disponible sur : <http://www.revistas.usp.br/revusp/article/view/25547> (consulté le 12 novembre 2015) ; *Idem*. Violência, crime e sistemas policiais em países de novas democracias. *Tempo Social USP*, [En ligne]. Maio 1997. pp. 43-52. Disponible sur : <https://www2.mppa.mp.br/sistemas/gcsubsites/upload/60/violencia%20crime%20e%20sistemas%20policiais.pdf> (consulté le 13 novembre 2015).

traditionnelle<sup>67</sup> propre à ces sociétés. Nous pouvons retrouver des exemples de ce système et des moyens de répression qui en découlent dans ces deux pays par le biais des figures politiques connues sous le nom des « caudillos »<sup>68</sup> en Argentine et des « coronéis » (« colonels »<sup>69</sup>) au Brésil.

Les « caudillos » et les « colonels » sont des figures clés pour la compréhension des caractéristiques propres à la société argentine et brésilienne coloniales. Dans ce contexte, leurs autorités reposaient sur une base économique (propriétés de terres et contrôle des ressources locales), une implantation sociale en échange de « protection » de la population et un projet politique patrimonial. Cependant, le « colonelisme »<sup>70</sup> et le « caudillisme » en tant que systèmes politiques à part entière se renforcent notamment lors de la période agitée des indépendances. Bien qu'ils aient des caractéristiques générales similaires propres au système politique oligarchique, ces deux phénomènes ont eu un impact différent à l'avènement des nouvelles républiques.

Le phénomène « caudilliste » est associé aux conflits au sein de la « Confédération Argentine »<sup>71</sup> entre « fédéralistes » et « unitaires » qui ont eu lieu lors de la première partie du XIX siècle<sup>72</sup>. Ce moment a été caractérisé par la fragmentation

---

<sup>67</sup> Max Weber aborde dans la troisième partie de l'ouvrage « Économie et Société » la légitimité de la domination patrimoniale. À l'inverse de la légitimité de la domination bureaucratique qui se fonde sur l'obligation de servir une « finalité » objective, impersonnelle par le biais de l'obéissance à des normes abstraites, « la légitimité de la domination patrimoniale est basée sur des relations de piété strictement personnelles ». Ainsi, l'administration dans ce type de domination, à la différence du fonctionariat bureaucratique, ne présuppose pas une séparation du privé et du public. L'administration politique est l'affaire personnelle du souverain, qui délimite arbitrairement les tâches ainsi que le droit personnel des fonctionnaires, qui dès lors ne servent pas les intérêts objectifs de l'État, mais les intérêts subjectifs du « prince ». Voir : WEBER, Max. *Économie et Société*. Paris : Plon, 1971, p.122.

<sup>68</sup> Le mot « caudillo » vient du latin « capitellum », dérivé de « caput » ou de tête. Le « caudillo » est alors la « tête » du système de pouvoir appelé « caudillismo ». Ainsi, le concept se rapporte à la période avant l'émergence des États nationaux en Amérique latine, après l'indépendance de l'Espagne. En fait, la crise économique et les dislocations sociales qui ont eu lieu dans les colonies ont été suivies pendant des années durant lesquelles la seule façon de maintenir les structures nationales faibles était la formation de leaders qui dirigeaient les pays avec un puissant pouvoir d'appel personnel et militarisé avant la formation de l'État moderne. Le caudillo le réalise à travers ses qualités charismatiques et sa capacité à créer des alliances basées sur un système de protections réciproques qui lui permettent d'établir une large clientèle. Voir : ASSAD, Carlos Martínez, OLAMENDI, Laura Baca. *Caudillismo*. In *Lexico de la Política*. Mexico : Fondo de Cultura Economica, 2000, pp. 29-31.

<sup>69</sup> Les « colonels » étaient des grands propriétaires terriens fidèles au gouvernement brésilien lors de l'époque impériale. Le système « coloneliste » s'est établi officiellement avec la mise en place d'une Garde Nationale dans la période régente (1831) au Brésil. La création de cette Garde Nationale initie un processus de transfert légalisé du pouvoir central aux « colonels » qui, outre d'être l'élite économique de l'époque, devient donc aussi l'élite politique. La garde nationale avait trois objectifs principaux : créer le sentiment national dans les régions les plus éloignées du pouvoir central, éviter la fragmentation du pays et maintenir les privilèges de l'élite. Voir LEAL, Victor Nunes. *Coronelismo, Enxada e Voto*. São Paulo : Alfa-Omega, 1975, p. 253.

<sup>70</sup> Pour une analyse comparée plus précise entre les concepts de « Mandonismo », « Colonelisme » et « Clientelisme », voir : CARVALHO, José Murilo de. *Mandonismo, Coronelismo, Clientelismo: Uma Discussão Conceitual*. *Dados*, vol. 40, no. 2, Rio de Janeiro, 1997.

<sup>71</sup> La « Confédération argentine » était une confédération de provinces qui se sont auto-proclamées autonomes vis-à-vis de l'État central entre 1835 et 1852, lors de l'organisation de la République argentine actuelle. Les provinces ont formé une confédération d'États souverains qui alternaient entre eux la représentation étrangère ainsi que d'autres pouvoirs de représentation. La Confédération argentine était composée des provinces de Santa Fe, Buenos Aires (séparées de l'État de Buenos Aires entre 1853 et 1860), Entre Ríos, Corrientes, Tucumán, Salta, Jujuy, Santiago del Estero, Catamarca, Córdoba, La Rioja, San Juan, San Luis et Mendoza. Certaines d'entre elles sont restées aux mains des peuples indigènes, à savoir, quasiment toute la Patagonie, la région du Chaco et la province de La Pampa.

<sup>72</sup> Le conflit entre les « unitaires » et les « fédérés » a commencé au milieu des années 1810, avec la confrontation entre les « porteños » (issus de la capitale Buenos Aires) et la Ligue fédérale dirigée par José Artigas. Ce conflit s'est généralisé à partir de 1819, lorsque le Congrès constitutionnel a approuvé la Constitution argentine de 1819,



régionale complexe, les crises politiques régulières et les guerres violentes entre les « caudillos » qui soutenaient la cause « fédéraliste » et l'autonomie des treize provinces et ceux qui se battaient pour l'« unité nationale » assurée par un État central basé à Buenos Aires. Le « caudillismo » est le résultat d'un processus graduel de renforcement et de militarisation de ces « caudillos » qui sont devenus des leaders militaires charismatiques – même si la majorité était de grands *estancieros* auparavant - qui défendaient les « intérêts » de ces provinces rurales<sup>73</sup> face au gouvernement central représenté par l'« unitarisme »<sup>74</sup>. Ils possédaient leur propre armée qui servait à la fois comme moyen de contrôle de la population locale et comme force régulière dans les disputes contre les autres « caudillos ». Le pouvoir militaire et le charisme de ces leaders sont les piliers sur lesquels se fonde le « caudillismo » avec celui du « parrainage »<sup>75</sup>. Le « caudillismo » est donc un système politique essentiellement « anarchique » au niveau de l'État en construction mais également très codifié en interne, qui se renforce dans une période d'extrême instabilité sociale et politique.

Même si les « colonels » étaient des figures politiques locales importantes depuis l'établissement de la garde nationale en 1831 par l'Empire portugais<sup>76</sup>, le « colonelisme » en tant que système politique a dominé la période de la première république brésilienne entre 1889 et 1930. Ce phénomène politico-social est cependant plus institutionnalisé que le « caudillismo » argentin. Cette période est connue sous le nom de « république des gouverneurs » et a été basée sur une politique nationale d'« échange de faveurs » entre le président de la République, les gouverneurs des États de la fédération et les leaders locaux, les « colonels ». Le « colonelisme » impliquait alors dans ce contexte un « compromis » entre le pouvoir public central (national et régional) à chaque fois plus consolidé et le pouvoir privé arbitraire des propriétaires terriens – les « colonels » de la période coloniale – qui acceptaient de se

---

une constitution unitaire qui a été rejetée par les provinces, qui à son tour renversèrent le Conseil en 1820 et se déclarèrent autonomes, laissant le pays sans gouvernement national dans une série d'événements connu sous le nom de « l'Anarchie de l'année XX » (« Anarquía del año XX »), processus politique et militaire qui a eu lieu entre 1819 et 1823, allant de la décomposition du Conseil, en passant par la disparition du gouvernement central jusqu'à la stabilisation des gouvernements des Provinces argentines.

<sup>73</sup> Pour une analyse plus approfondie du phénomène caudilliste en Argentine, voir : DONGUI, Tulio Halperín. *Historias de caudillos argentinos*. Buenos Aires : Jorge Lafforgue, 1999 ; GANDÍA, Enrique de, *El caudillismo, Historia política argentina*, Buenos Aires : Claridad, 1988 ; MELLID, Atilio García. *Montoneras y caudillos en la historia argentina*. Buenos Aires : EUDEBA, 1985.

<sup>74</sup> L'unitarisme, dérivé du centralisme de l'époque de l'indépendance et du modèle d'État centralisé mis en œuvre par la France napoléonienne, considérait que la nation préexistait aux provinces, et que celles-ci n'étaient autres que de simples subdivisions internes dotées d'une autonomie limitée.

<sup>75</sup> Le parrainage est un lien de parenté artificiellement créé pour renforcer la loyauté des paysans et, par conséquent, leur dépendance à l'égard des propriétaires terriens, les « parrains ».

<sup>76</sup> Lorsque la Garde nationale fut créée en 1831 par le gouvernement impérial, les milices et les ordonnances furent donc remplacées par cette nouvelle configuration. Comme les « colonels » étaient nommés par le gouvernement central, un long processus de trafic d'influence et de corruption politique a commencé et ce jusqu'aujourd'hui avec, bien évidemment, des reconfigurations. Le système politique brésilien était structurellement basé sur des oligarchies qui commencèrent à financer les campagnes politiques de leurs « parrainés », tout en gardant le pouvoir de commander la garde nationale.

plier graduellement au pouvoir central républicain à condition de voir garantie la « continuité » de leur privilèges économiques et politiques au niveau local. Les piliers sur lesquels se fonde le « colonelisme » sont, d'un côté, la propriété terrienne – et l'autorité qui en découle construite par ces « colonels » tout au long de la société agraire et esclavocrate brésilienne – et de l'autre côté, le contrôle politique sur les « votes » de leurs « protégés »<sup>77</sup>. Le « colonelisme » à la différence du « caudillismo » était donc un système politique essentiellement 'gouverniste' qui s'est renforcé dans un moment de stabilité politique.

Ces deux systèmes, au de-là de leurs différences, ainsi que le type de domination oligarchique-traditionnelle ont marqué profondément les institutions des nouvelles républiques. Il est donc assez difficile de concevoir un changement de fond vers lequel devrait aboutir la transition de la monarchie vers la république, d'une société coloniale vers une société républicaine. Cette transition a été notamment forgée par la consolidation au sein des nouvelles reconfigurations institutionnelles et sociales républicaines de certaines zones d'ombre entre d'une part, le pouvoir oligarchique arbitraire et de l'autre part, le pouvoir public légitime ; d'un côté, la domination patrimoniale traditionnelle et de l'autre côté, la domination rationnelle légale. Tandis que dans les régions rurales de ces deux pays, les oligarchies locales ont conservé quasiment intacts leur pouvoir après la proclamation de la République, à Buenos Aires et à Rio de Janeiro – capitales respectives de l'Argentine et du Brésil à l'époque - ces chevauchements se sont enracinés dans un mouvement circulaire entre « héritages coloniaux » et « avancées républicaines ». Les forces répressives de ces deux épïcètres ont été les garants de ce nouvel « ordre républicain » qui s'est traduit notamment par la maintenance du pouvoir oligarchique au sein des structures publiques, en réprimant violemment les opposants des gouvernements en place et les tentatives de soulèvement populaire.

---

<sup>77</sup>Les anciens esclaves et paysans sont devenus des nouveaux électeurs, ceci résultant l'abolition de l'esclavage et l'extension de ce droit au milieu rural lors de la proclamation de la République brésilienne.

## 1.2. Les nouvelles républiques, les anciens autoritarismes

En Argentine, ce « nouvel ordre » est très bien représenté par l'« époque de Rosas » - entre 1829 et 1852, période pendant laquelle le « caudillo » Juan Manuel Rosas – issu du courant fédéraliste - était à la tête du gouvernement de la province de Buenos Aires. En reprenant la dichotomie devenue classique de Domingos Sarmiento, « civilisation et barbarie »<sup>78</sup>, la consolidation de l'« ordre rosiste » consistait en l'« importation » par Rosas d'un système politique propre au milieu rural (« barbarie ») – le « caudillisme » - vers la *ciudad*, Buenos Aires (« la civilisation »). Ainsi, suite à la défaite du gouvernement national centraliste au profit des forces fédéralistes, l'Argentine plongea dans une nouvelle vague de grave instabilité politique. Juan Manuel Rosas réussit à rassembler plusieurs voix dissonantes – bas peuple<sup>79</sup>, artisans, communauté noire<sup>80</sup>, *estancieros* - autour du drapeau « fédéraliste » et il fut alors élu par la « junta des représentants »<sup>81</sup> pour réinstaurer l'ordre. La junta lui octroya donc des « facultés extraordinaires » (pouvoir exécutif et législatif) lors de la première nomination<sup>82</sup> et les pleins pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) lors de sa seconde nomination. Son second gouvernement fut connu pour être une « dictature

---

<sup>78</sup> Selon Sarmiento, les « unitaires » et les « fédéralistes », plus que représenter deux idéologies politiques, traduisaient un imaginaire très présent dans la société argentine plutôt représenté dans la dichotomie entre « civilisation et barbarie » : « la république était convoitée par deux forces unitaires: une qui quittait Buenos Aires et comptait sur les libéraux des provinces de l'arrière-pays; une autre, qui partait des provinces de l'arrière pays et s'appuyait sur les caudillos qui avaient déjà réussi à dominer les villes: l'une, 'civilisée', 'constitutionnelle', 'européenne'; l'autre, 'barbare', 'arbitraire', 'américaine'. Ces deux forces avaient atteint leur plus haut point de développement, et un seul mot était nécessaire pour cesser le combat; et puisque le parti révolutionnaire était appelé 'unitaire', il n'y avait aucun problème pour le parti adverse à adopter le nom de 'fédéral' sans le comprendre réellement. (Tda). Voir : FACUNDO, Domingo Faustino Sarmiento. *Civilización y Barbarie*. Buenos Aires : Espasa-Calpe, 1972, p. 117-118. Pour une étude sur l'influence de ces concepts apportés par Sarmiento à la vie politique argentine, voir SVAMPA, Maristella. *Penser le Facundo: civilisation et barbarie dans la culture et la vie politique argentine*. Thèse de doctorat : Sociologie : École des Hautes Études en Sciences Sociales : Paris, 1992.

<sup>79</sup> Voir DI MEGLIO, Gabriel. *Viva el bajo pueblo! : la plebe urbana de Buenos Aires y la política entre la revolución de Mayo y el rosismo (1810-1829)*. Buenos Aires: Prometeo Libros, 2006.

<sup>80</sup> Rosas a renforcé sa relation avec la population noire de la ville, en répondant à leurs demandes et en fournissant une assistance aux 'Sociétés africaines'. Ce réseau fonctionnait comme une sorte d'assistance sociale privée: ceux qui apportaient des nouvelles utiles aux femmes 'Ezcurra' – Encarnación, épouse de Rosas, et sa sœur - obtenaient certains avantages, pas nécessairement un paiement direct, mais une 'faveur' qui, à un autre moment, pouvait être rétribuée par le biais de l'aide pour obtenir des biens, favoriser un parent ou obtenir la grâce d'un crime, entre autres. (Tda). Voir DI MEGLIO, Gabriel. *La Mazorca y el orden rosista*. *Prohistoria*, Año XII, número 12, Rosario : primavera 2008, pp. 69-90.

<sup>81</sup> Le Conseil des Représentants de Buenos Aires était composé de résidents notables de la ville de Buenos Aires qui devaient répondre à certaines exigences, telles que la jouissance d'un certain salaire et d'une certaine quantité de terres. Cela a seulement permis aux voisins les plus riches d'en faire partie. Parmi les fonctions du Conseil, il devait nommer des gouverneurs en cas de démission ou en fin de période et de régler leur performance dans le poste. Voir la Constitution de l'État de Buenos Aires entre 1854 et 1873 sur le lien : [https://www.hcdiputados-ba.gov.ar/includes/const\\_1854.html](https://www.hcdiputados-ba.gov.ar/includes/const_1854.html) (consulté le 15/11/2015).

<sup>82</sup> Ces « facultés extraordinaires » n'ont pas été renouvelées en 1832, motif pour lequel Juan Manuel Rosas abdiqua de sa nomination. Il revint à la tête du gouvernement de Buenos Aires en 1835 suite à plusieurs crises politiques et cette fois-ci avec les pleins pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) assurés.

légale »<sup>83</sup> extrêmement tyrannique. Si durant le premier gouvernement, Rosas a cherché à rétablir l'ordre avec une main de fer, lors du deuxième gouvernement, cet « ordre » a été restitué par le biais de la « terreur » sous la devise « que meurent les sauvages, immondes unitaires »<sup>84</sup>. Une structure de répression systématique a été mise en place puisqu'elle cherchait l'anéantissement total de ses opposants issus du « parti unitaire » et représentés notamment par l'élite libérale *porteña*.

L'un des principaux appareils de terreur fut la première organisation « parapolicière » de l'histoire argentine connue sous le nom de « club Marzoca ». Elle a été fondée en 1833 au sein de la « Société Populaire Restauratrice » (*Sociedad Popular Restauradora*)<sup>85</sup> composée de fidèles partisans de Rosas. Bien que la fondation de cette « organisation » n'ait pas été une mesure gouvernementale directe, Rosas l'a instrumentalisée notamment entre 1838 - 1842 afin de créer un climat de terreur et anéantir la menace des forces opposantes. La majorité des membres de cette organisation était issue de l'institution policière *bonaerense*<sup>86</sup>. Ils jouaient un double rôle légal et extra-légal, en d'autres termes, en tant que « policiers » leurs activités étaient surtout tournées vers la sécurité urbaine, recrutement de personnes sans travail pour servir l'armée, le contrôle de l'utilisation de la *divisa punzó*<sup>87</sup> et la dénonciation des opposants au gouvernement (ou directement à la « Marzoca ») alors qu'en tant que « marzoqueros » leurs activités étaient la répression politique systématique envers les « unitarios » par les invasions et les saccages de leurs maisons, les tortures, les fusillades et les décapitations – la *degüolla*, une pratique ancienne commune aux premières guerres entre « fédéralistes » et « unitaires » en milieu rural qui devint une méthode de terreur politique et militaire répandue par ce groupe en milieu urbain. Il est intéressant de noter que même si la « Marzoca » était aux ordres du gouvernement,

---

<sup>83</sup> La nomination du conseil a été confirmée par un plébiscite qui a donné 9720 voix pour et seulement 8 contre.

<sup>84</sup> Sarmiento, *op. cit.*, p.117.

<sup>85</sup> En 1833, pour consolider le pouvoir de Rosas, ses partisans ont créé la « Société Populaire Restauratrice » et ont organisé par la suite la « Révolution des Restaurateurs » contre les fédéraux qui étaient contre la politique de Rosas.

<sup>86</sup> Suite à la 'fédéralisation' de la ville de Buenos Aires en 1880, deux polices ont été créées : la police de la capitale fédérale et la 'bonaerense' qui gèrait le maintien de l'ordre des provinces. Ainsi, la mission principale du chef de police de l'époque était d'organiser les juridictions de police dispersées dans le vaste territoire provincial. Il réalisait de nombreuses visites aux commissariats de police, réclamant la mise en pratique de la nouvelle loi policière à savoir la reconnaissance d'une gestion centralisée de l'institution. Et, pour y parvenir, il nomma des commissaires de police disposés à lui obéir au détriment de ceux qui niaient son autorité en faveur des ordres des juges de paix locaux. Or, ces juges de paix avaient jusqu'alors joué une double tâche : judiciaire et de chef de police, soit en leur personne, soit par la subordination des commissaires de leur juridiction. Mais, à partir de 1880, avec cette nouvelle loi, les autorités exécutives ont cherché à démembrer ce pouvoir. Voir BARRENECHE, Osvaldo. De Brava a Dura: La Policía de La Provincia de Buenos Aires Durante La Primera Mitad Del Siglo XX. *Cuadernos de Antropología Social*, 2010, 31–56, p.35.

<sup>87</sup> L'utilisation de la « *divisa punzó* » a été rigoureusement contrôlée et un système d'identification - « étiquetage » - a été établi pour décrire le profil politique des voisins. Cet insigne politique était utilisé par les fédéraux et consistait en une bande rouge dont l'usage a été imposé par le leader Juan Manuel de Rosas lors de son second gouvernement dans la province de Buenos Aires et où étaient écrites les phrases suivantes « vive la fédération » ; « vive Rosas, le héros du désert du sud » ; « indépendance ou mort, vive les fédéraux, mort aux unitaires ». Ainsi, ceux « étiquetés » comme unitaires ont été surveillés dans leurs activités et ont perdu toute possibilité d'exercer une fonction publique ou militaire.

cela ne l'a pas empêché d'être autonome à certains égards et de commettre des actions répressives qui n'étaient pas ordonnées directement par Rosas. C'est en effet le cas des massacres sanglants commis par la « Marzoca » en avril 1842 qui ont été jugés inacceptables par Rosas lui-même<sup>88</sup> puisque la menace des « unitaires » était minimale. Cette « organisation » a donc cessé ses activités en 1846 quand la ville de Buenos Aires fut complètement « contrôlée » et le pouvoir « rosiste » assuré.

Au Brésil, la « politique des gouverneurs » était le principal arrangement de ce nouvel « ordre » républicain – connu sous le nom de « Vieille République » en opposition à la « République Nouvelle » instaurée en 1930 par Getúlio Vargas - et la ville de Rio de Janeiro, proclamée capitale, en était la « toile de fond ». À la différence de Buenos Aires où un « caudillo » gouvernait avec les pleins pouvoirs et comptait sur le soutien d'une partie des couches populaires ayant pour objectif la stabilité politique et l'anéantissement des opposants « unitaires », à Rio de Janeiro, les « oligarchies » gouvernaient sans participation populaire en ayant notamment pour objectif la stabilité économique – assurant bien évidemment les privilèges de l'élite caféière - et l'anéantissement des révoltes populaires.

Le constat de l'observateur français Louis Coty selon lequel « le Brésil n'a pas de peuple »<sup>89</sup> met en valeur la problématique première de la République récemment proclamée, celle d'une citoyenneté brésilienne manquée. Il est vrai que le concept de « peuple » annoncé par Coty est celui de la révolution française et, donc, difficilement comparable au « peuple » de la nouvelle république brésilienne. Le Brésil avait certes un « peuple » mais celui-ci n'avait pas une participation politique active au sein du système républicain : seulement 20% de la population brésilienne avait à cette époque le droit de vote<sup>90</sup>. La fraude électorale était très élevée car parmi ces 20%, la majorité soutenait la « politique oligarchique des gouverneurs » étant les bénéficiaires directs de ce système, tandis que la minorité de ces 20 % votait en faveur des candidats qu'on leur indiquait et non ceux de leur choix, par peur de représailles. Quant au restant de la population, il cherchait à survivre dans des conditions d'extrême pauvreté sans prendre part aux élections.

---

<sup>88</sup> Le 19 avril, les chefs de la police, l'armée et la milice furent informés que le gouverneur: "... a regardé avec le plus profond déplaisir les assassinats scandaleux qui furent commis pendant ces derniers jours. En effet, bien qu'ils aient été dirigés contre des sauvages unitaires, personne n'était autorisé à des arbitrariedades aussi féroces et barbares, et il était d'autant plus étrange à Son Excellence que la police soit restée silencieuse sans remplir le plus important de ses devoirs qui est la sécurité » (Tda). Cité par Di Meglio, Op. Cit., p. 87.

<sup>89</sup> Voir : CARVALHO, José Murilo de. *Os bestializados: o Rio de Janeiro e a república que não foi*. São Paulo, Brésil: Companhia das letras, 2012. p.10.

<sup>90</sup> La faible participation était due aux restrictions imposées par la « nouvelle » République, à savoir, les analphabètes et les femmes ne pouvaient pas exercer ce droit, ce qui caractérisait presque 80 % de la population.

Lors du passage de la fin du XIX siècle au début du XXe siècle, un grand nombre de travailleurs ruraux étaient attirés vers les grandes villes comme Rio de Janeiro et São Paulo dans un contexte de l'abolition de l'esclavage, de la crise de l'industrie du café et du processus naissant de l'industrialisation. La population de Rio de Janeiro a doublé entre 1872 et 1890 et, par conséquent, le nombre des « cortiços »<sup>91</sup>, habitats collectifs insalubres habités par les couches populaires, se multiplia. Ces endroits laissés pour compte par « l'État républicain » représentaient la fracture originaire d'une société brésilienne spatialement et socialement ségréguée. En outre, la forte densité de la population des « cortiços » liée aux services publics presque inexistantes tels que l'adduction de l'eau et des égouts ainsi que le ramassage des ordures ont contribué à la propagation de nombreuses maladies : tuberculose, rougeole, typhus, lèpre, choléra, peste, fièvre jaune, diphtérie, etc. Par conséquent, les « cortiços » sont devenues des « micro-républiques informelles » qui se sont consolidées en marge de la « République »<sup>92</sup> et qui devaient être « civilisées » et « nettoyées » aux yeux de l'élite politique de l'époque.

« Nettoyer » la ville à cette époque signifiait éradiquer les « cortiços » où les épidémies contagieuses pourraient se propager : le Rio de Janeiro « moderne », « républicain » devait « civiliser » le Rio de Janeiro « barbare », « colonial ». En 1902, Rodrigues Alves est donc élu président du Brésil et son principal projet était de mettre en place une grande réforme urbaine de « modernisation » de la ville de Rio de Janeiro et d'une « politique hygiéniste » afin d'éradiquer les épidémies. Pour mener à bien cette réforme, il donna les pleins pouvoirs au maire de la ville, Pereira Passos<sup>93</sup>, et au directeur général de la santé publique, le docteur Oswaldo Cruz et il mit à leur disposition la « Force Militaire de l'État de Rio de Janeiro »<sup>94</sup>.

---

<sup>91</sup> D'après Octavie Paris, « Le *cortiço* est défini, de manière générale, – tant par la loi Moura que par les professionnels qui travaillent près du thème du *cortiço* – comme un habitat collectif multifamilial, plurifamilial et caractérisé par un surpeuplement dans un espace réduit. (...) Ce terme tient son origine du mot *cortiça*, le « liège », qui était le matériau avec lequel on construisait, autrefois, les ruches d'abeilles. C'est donc toute la métaphore de l'essaim d'abeille qu'il faut filer si l'on veut donner une traduction réaliste du terme *cortiço*, qui implique donc le bourdonnement et la surpopulation qui caractérise l'habitat ». Voir : PARIS, Octavie. (In) visibilité des classes pauvres en ville par le prisme des *cortiços* paulistes au Brésil. *Confins* [En ligne], no. 17. 2013. Disponible sur : <http://confins.revues.org/8267> (consulté le 29 novembre 2015).

<sup>92</sup> Murilo de Carvalho parle d'une « République qui n'a pas existé » et d'« une ville qui n'avait pas de citoyens » pour expliquer dans quelle mesure, à Rio de Janeiro, la République n'a jamais été « du domaine public » et que la citoyenneté n'a jamais été vraiment conquise. D'après lui, « empêchée d'être une République, la ville a maintenu ses républiques en marge, ses noyaux de participation sociale, dans les quartiers, dans les associations, les confréries, les groupes ethniques, les églises, les fêtes religieuses et profanes, et même dans les 'cortiços' et les 'malts' de capoeiras. Les structures communautaires ne s'inscrivaient pas dans le modèle contractuel du libéralisme dominant dans la politique. Ironiquement, c'est l'évolution de ces républiques, certaines initialement discriminées et même persécutées, que s'est construite l'identité collective de la ville » (Tda). Carvalho, *op. cit.*, p. 163.

<sup>93</sup> En raison de la similitude de cette « réforme urbaine » avec le remodelage de Paris dans le XIX siècle, Pereira Passos a été surnommé le « Haussmann Tropical ».

<sup>94</sup> C'était la version républicaine de la « Garde policière de la province de Rio de Janeiro » qui fut l'institution responsable de l'ordre public dans cette province au XIXe siècle. Puis, cette force est devenue la « Police militaire de l'État de Rio de Janeiro », créée en 1947.

La « réforme Pereira Passos », également connue sous la dénomination de « *Bota-Abaixo* » par la population pauvre, a été responsable de la démolition systématique de quasiment 1700 « cortiços », accompagnée d'une violente répression policière lors de l'expulsion de leurs habitants vers les régions périphériques de la ville<sup>95</sup>. Dans ce contexte de « réforme », la « politique hygiéniste » était également essentielle. Oswaldo Cruz a alors convaincu le Congrès d'adopter une « loi d'exception » sur la « vaccination obligatoire » qui autorisait les employés de la brigade sanitaire accompagnés par la police à pénétrer dans les « cortiços » afin de vacciner la population de force. Ces forces de « l'ordre » avaient également le pouvoir exceptionnel de signaler les emplacements qu'ils considéraient comme étant hygiéniquement calamiteux pour qu'ils soient détruits ensuite. Ces mesures arbitraires ont déclenché une révolte populaire connue sous le nom de « révolte des vaccins » qui a duré du 10 au 16 novembre 1904. La population pauvre était traitée de « barbare » par l'élite politique et économique puisqu'elle refusait de prendre les « vaccins » en sortant dans les rues afin de menacer l'« ordre » général. Cette révolte a été complètement étouffée par les forces répressives et la politique de vaccination obligatoire a été momentanément suspendue. Bien que la « politique hygiéniste » et même, la « réforme urbaine » soient des mesures qui auraient pu être positives, la manière arbitraire de sa mise en œuvre démontre parfaitement la place minimale donnée à la participation politique des classes populaires au sein de cette République qui venait d'être proclamée.

Si à Buenos Aires la police *bonaerense* était donc un instrument de « contrôle politique » - avec un degré important d'autonomie lorsqu'elle agissait comme « Marzoca » - du gouvernement « caudilliste » afin d'anéantir ses opposants « unitaires », à Rio de Janeiro la police *carioca* était notamment un instrument de « contrôle social » du gouvernement « oligarchique » afin d'annihiler les révoltes populaires et de maintenir la population pauvre sous contrôle<sup>96</sup>. Même si les forces policières ont eu un rôle important dans le rétablissement de l'« ordre » lors de la période de transition vers la République sur ces deux territoires, elles étaient encore considérées comme des forces « auxiliaires » des forces armées.

---

<sup>95</sup> Ces déplacements forcés ont causé l'émergence des premières « favelas » à Rio de Janeiro.

<sup>96</sup> Voir : HOLLOWAY, Thomas H. *Policing Rio de Janeiro: repression and resistance in a 19th-century*. Stanford : Stanford University Press, 1993. ; BRETAS, Marcos. *Ordem na Cidade : o cotidiano da autoridade policial no Rio de Janeiro, 1907-1930*. Rio de Janeiro : Rocco, 1997.

## 1.3. Les débuts de la relation entre la police, la politique et le crime

Les années 1920-30 ont engendré, sur les deux terrains, un tournant majeur au sein de la politique et, par conséquent, de l'institution policière. À partir de cette période, la police devint une vraie institution de l'État, avec une organisation interne hiérarchiquement militarisée et alignée sur les objectifs politiques et de répression menés par les régimes autoritaires qui se succédèrent dans ces deux pays<sup>97</sup>. Ce processus débuta dans les années 30, se renforça lors de l'époque « péroniste » en Argentine en 1946 et « gétuliste » au Brésil en 1937 et prit de l'ampleur lors des dictatures militaires dans ces deux pays à partir des années 70.

La Première Guerre Mondiale, la montée des totalitarismes et la crise économique de 1929 au niveau international déclenchèrent un climat d'instabilité économique et politique au niveau local : en Argentine cette conjoncture ouvrit la voie au coup d'État de 1930 contre le président radical<sup>98</sup> Hipólito Yrigoyen mené par les généraux conservateurs José Félix Uriburu et Agustín Pedro Justo tandis qu'au Brésil la « politique des gouverneurs » arriva à sa fin avec le coup d'État de 1930 mené par les oligarchies des États du Rio Grande do Sul, Minas Gerais et Paraíba qui ont soutenu le candidat de l'Alliance libérale<sup>99</sup> Getúlio Vargas contre Júlio Prestes,

---

<sup>97</sup> Voir Di Meglio, *op. cit.*, p. 40.

<sup>98</sup> Le radicalisme en Argentine est un vaste courant politique né en 1891 avec la création du parti politique l' « Union Civique Radicale » (UCR), mais qui le dépassa en tant que mouvement. Le radicalisme argentin a conduit à la formation de plusieurs autres partis politiques nationaux et provinciaux, ainsi que de groupes d'étudiants et syndicaux qui se reconnaissaient héritiers politiques de Leandro Alem – fondateur de l'UCR –, qui exprima sa lutte contre le républicanisme oligarchique et pour la démocratie en Argentine. À l'origine, le radicalisme est né comme opposition aux « conservateurs », nom générique qui englobait diverses manifestations politiques, comme le « Parti national Autonome » (PAN) entre 1880 et 1916, la Concentracion Nationale lors des élections de 1922, le Parti Conservateur (PDN) créé après le coup d'État de 1930 et, finalement, le Parti Conservateur populaire fondé en 1954. Par la suite, certains secteurs du radicalisme se sont identifiés à des positions conservatrices ou ont conclu des alliances avec des conservateurs.

<sup>99</sup> L' « Alliance libérale » (AL) était une coalition politique mise en place en 1929 au Brésil, qui réunissaient des opposants à la candidature du conservateur Julio Prestes à la présidence, représentant la « Politique du Café au Lait ». Dans cette politique, les États de São Paulo et Minas Gerais se relayaient dans le choix du président de la république, à savoir, un « paulista » indiquait toujours un « mineiro » et vice-versa. Grâce à des schémas de fraude et de manipulation de votes, cette combinaison politique remporta toujours des victoires, d'autant plus qu'il n'y avait pas d'opposition forte. En 1929, le président de São Paulo Washington Luis s'est opposé aux règles de ce schéma et a nommé Julio Prestes, un autre « paulista » pour sa succession. Mécontents, les politiciens de Minas Gerais ont rompu avec le « Parti républicain Pauliste » (PRP) et ont soutenu la candidature d'Antonio Carlos Ribeiro de Andrada, également un mineiro. Cependant, incertains de la victoire, ils cherchèrent à s'allier avec d'autres États, notamment le Rio Grande do Sul. Ainsi, le 17 juin 1929, Antônio Carlos céda sa candidature à Getúlio Vargas. D'autres accords ont été conclus avec l'Etat de Paraíba, qui nommait le député João Pessoa, et, également, avec le Partido Democrático Paulista, rival du PRP. En août, l' « Alliance libérale » fut officialisée. L' « Alliance libérale » préconisait l'indépendance judiciaire, l'amnistie pour les lieutenants impliqués dans plusieurs rébellions au cours des années 1920, le protectionnisme dans les exportations de Café et des réformes sociales.



candidat conservateur<sup>100</sup> des oligarchies de l'État de São Paulo. Il est important d'éclairer le fait que cette « instabilité politique » n'était pas une conséquence directe de la crise économique et que ses racines étaient ancrées dans ces deux contextes, mais d'une façon différente.

En Argentine, le coup d'État fut une réponse autoritaire des oligarchies conservatrices à la période antérieure des politiques considérées dans leur fondement plus « progressistes » mises en place par les gouvernements radicaux qui se sont succédé de 1916 jusqu'à 1930. La loi « Sanz Peña » proclamée en 1912 (et entrée en vigueur aux élections de 1916) qui établissait le vote secret, a permis un contrôle plus important de la fraude électorale rendant possible l'expression de la volonté populaire qui s'exprimait, notamment à travers les candidats de l'Union Civique Radicale – UCR. Le climat d'« instabilité politique » a été principalement alimenté par les conservateurs rassemblés autour des courants nationalistes de droite, extrême droite et profascistes<sup>101</sup> qui se renforcèrent au sein de l'armée au moins dix ans avant la crise économique de 1929.

L'évènement qui eut lieu en janvier 1919 à Buenos Aires connu sous le nom de « Semaine Tragique » est un moment clé pour la compréhension du coup d'État de 1930. Dans le sillage de la montée des mouvements syndicaux-anarchistes, la grève décrétée par des ouvriers métallurgiques de l'entreprise « Pedro Varsena e Hijos » pour l'augmentation des salaires et pour de meilleures conditions de travail a été violemment réprimée par les forces policières. Après cet épisode et pendant la semaine qui le suivit, le climat d'hostilité contre les mouvements syndicaux augmenta. Pour les conservateurs et pour une partie de la classe moyenne, l'inaction du gouvernement face au renforcement de ces mouvements était due à son soutien à la cause « révolutionnaire », connue également sous le nom de « conspiration judeo-maximaliste »<sup>102</sup>. Cet évènement révèle, d'un côté, les agitations syndicales et la difficulté du gouvernement radical d'aboutir à un accord avec les ouvriers et de

---

<sup>100</sup> Julio Prestes fonda le 7 avril de 1945 l'« Union Démocratique Nationale » (UDN), parti politique frontalement opposé à la politique et à la figure de Getúlio Vargas, ainsi que d'orientation conservatrice. L'« udenisme » se caractérisait par la défense du libéralisme classique et de la moralité, et par la forte opposition au populisme. Il préconisait l'ouverture de l'économie aux capitaux étrangers et la valorisation de l'éducation publique. Le parti avait un fort soutien des classes moyennes urbaines et de certains secteurs de l'élite.

<sup>101</sup> Avec très forte influence des mouvements nationalistes-totalitaires, notamment le fascisme italien de Mussolini.

<sup>102</sup> Assimilée par les élites à une « conspiration » orchestrée conjointement par des communistes, anarchistes et étrangers, dirigée vers les juifs. L'écrivain Juan José Sebreli fait référence au phénomène antisémite des répresses de la « Semaine tragique » dans son livre « La question juive en Argentine », publié en 1968, en révélant la xénophobie de l'oligarchie de l'époque : « La même haine raciale que la bourgeoisie libérale se ressentait pour le métis, (...) s'est ensuite tournée vers l'immigré européen lui-même quand il s'est révélé de manière inattendue un élément au sein des dynamiques de bouleversement social ». Cité par HERMAN, Schiller. « El primer 'pogrom' ». *Página/12*, Buenos Aires, 3/01/1999. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/1999/99-01/99-01-03/pag16.htm> (Consulté le 15 décembre 2015).

contrôler les forces de l'ordre qui commettaient des abus envers les grévistes et anarchistes et, de l'autre côté, la montée du climat de « terreur » orchestré par les élites conservatrices qui, effrayées de cette nouvelle conjoncture sociale, essayaient de déstabiliser le gouvernement radical.

Dans ce contexte, des groupes civils armés, notamment des jeunes issus de l'élite *porteña* se sont rassemblés autour de la « Commission pro-défenseurs de l'ordre » (« Comisión pro-defensores del orden ») coordonnée par Manuel Tomás Domecq García, amiral de la Marine Argentine, afin de lutter contre cette « conspiration ». Au sein de ce groupe, émergea la « Ligue Patriotique Argentine » (« Liga Patriótica Argentina »), le principal appareil de « terreur »<sup>103</sup> de cette époque et qui joua un rôle essentiel dans la préparation du coup d'État de 1930. Cette organisation nationaliste d'extrême droite constituée par des jeunes de la haute société *porteña*, mais également par des membres des forces policières et par des militaires qui se présentaient comme « défenseurs de l'ordre et de la patrie » avait comme siège le « Club Naval Argentin » (« Círculo Naval »). Ils agissaient comme des groupes de choc auxiliaires aux « forces d'ordre » - qui étaient bien en effet complices - dans la répression du mouvement ouvrier, réprimant les grèves, persécutant et menaçant les syndicalistes, les Juifs<sup>104</sup> et les immigrants, notamment, et ceux qu'ils appelaient les « russes »<sup>105</sup>.

Ainsi, ces confrontations violentes et le climat de « terreur » prirent de l'ampleur et montèrent *crescendo*. La crise économique de 1929 toucha fortement l'Argentine et les conservateurs avaient donc un contexte parfait pour justifier leur coup d'État pour des raisons d'« ordre public » : d'une part la crise économique et l'instabilité politique et d'autre part la « terreur » déclenchée par eux-mêmes soutenus

---

<sup>103</sup> Pedro Wald, journaliste, arrêté et torturé par le gouvernement, a décrit cette 'terreur' des années plus tard dans son livre « Pesadilla » publié en 1929: « Ce qui était vraiment sauvage, c'était les manifestations des 'bons enfants' de la Ligue Patriotique, qui marchaient pour demander la mort des maximalistes, juifs et autres étrangers. Raffinés, sadiques, ils torturaient et organisaient des orgies. Un juif a été détenu et après les premiers coups, du sang a commencé à couler de sa bouche. Ils lui ont alors ordonné de chanter l'hymne national et comme il ne le connaissait pas, vu qu'il venait d'arriver en Argentine, ils l'ont tué. Ils ne choisissaient même pas : ils battaient et tuaient tous les barbus qui paraissaient juifs et qui leur tombaient sous la main. Une fois, ils s'en sont pris à un passant : 'Crie que tu es maximaliste'. 'Je ne le suis pas', a-t-il répondu. Une minute plus tard, il gisait par terre, noyé dans son propre sang. » (tda.). Cité par Schiller, *op. cit.*, 2015. (Consulté le 15 décembre 2015).

<sup>104</sup> La ligue patriotique est également responsable du premier et du plus grand « pogrom » (mot russe qui signifie 'massacre des juifs') à Buenos Aires. La répression et les violences envers les Juifs se produisirent particulièrement dans le quartier d'« Once », où la majorité d'entre eux y vivaient. Pour plus d'information sur ce « pogrom » voir le documentaire « *Un pogrom en Buenos Aires* » de H. Szwarcbart, Argentine, 2007, 75'. (consulté le 15 décembre 2015).

<sup>105</sup> La phrase de l'époque répétée par la bonne société porteña lorsqu'elle faisait référence à la « ligue » étaient ces « braves et bons enfants qui se battaient contre les russes ». Parmi leurs objectifs, certains se démarquaient: « Stimuler surtout le sentiment d' 'argentinidad' »; « coopérer avec les autorités dans le maintien de l'ordre public, empêchant la destruction de la propriété privée, communautaire et de l'État et contribuant ainsi à maintenir la paix des ménages », « inspirer les gens à aimer l'armée et de la marine ». Les slogans principaux étaient: « Étrangers, dehors ! »; « Mort aux maximalistes »; « Guerre à l'anarchisme »; « Mort aux juifs ». Cité par Schiller, *op. cit.*, 2015. (consulté le 15 décembre 2015).

par la presse nationaliste<sup>106</sup>. La « ligue patriotique » a cessé bien entendue ses activités, une fois les militaires de la « *concordancia* »<sup>107</sup> arrivés au pouvoir. La période entre 1930 et 1943 est connue comme la « décennie infâme »<sup>108</sup> dûe principalement à la « fraude patriotique », mécanisme caractérisé par des manœuvres menées lors des élections ayant pour but d'assurer la victoire du parti du « bien de la patrie » mis en place par les militaires conservateurs.

Au Brésil, à la différence de l'Argentine, le coup d'État de 1930 – également connu comme « Révolution de 30 »<sup>109</sup> – était une réponse considérée « progressiste »<sup>110</sup> à la période antérieure des politiques de tonalité « conservatrice » propres aux oligarchies agraires. Pendant les années 20, le secteur agricole d'exportation brésilien, notamment le secteur caféier, était en net déclin tandis que le secteur industriel urbain était en expansion. Cette reconfiguration de l'économie fut accompagnée de l'émergence de nouveaux groupes sociaux – la petite bourgeoisie, les commerçants et la bourgeoisie industrielle, – et des nouvelles tendances politiques – les libéraux, les anarcho-syndicalistes, les communistes – qui jouèrent un rôle important dans le réarrangement de la politique brésilienne à l'époque antérieure à la « révolution ».

D'autres reconfigurations eurent également lieu au sein de l'armée où émergea un courant formé par de jeunes officiers issus de la classe moyenne et moyenne basse qui visaient à moderniser le pays et mettre fin à la vieille République et à ses structures oligarchiques. Ce mouvement politico-militaire est connu sous le nom de « Tenentismo » (« Mouvement des Lieutenants ») et ses revendications coïncidaient avec celles de la classe industrielle émergente : ils critiquaient la « fraude électorale » propre au système « colonialiste » et à la politique des « gouverneurs », défendaient le vote secret et demandaient des réformes sociales – notamment la mise en place de l'enseignement public universel – et économiques en rapport avec la nouvelle structure sociale urbaine brésilienne. Les principales révoltes « tenentistes » ont été celles « des 18 du Fort de Copacabana » en 1922, la « Révolution de 1924 », la « Commune de Manaus » de 1924 et la « Colonne Prestes » entre 1925-1927. Bien que ces révoltes

---

<sup>106</sup> Notamment les journaux « La Época », « La Prensa », « La Nación » et « New York Evening Mail ».

<sup>107</sup> La « concordance » était une alliance politique argentine ayant une sympathie pour les régimes fascistes, formée en 1931 entre le « Parti National Démocratique » (également connu sous le nom de « Parti Conservateur »), l'« Union Civile Antipersonnaliste Radicale » et le « Parti Socialiste Indépendant ».

<sup>108</sup> Voir TORRES, José Luis. *La Década Infame*. Buenos Aires: Freeland, 1973.

<sup>109</sup> Le terme « Révolution de 30 » n'a pas été une révolution populaire, mais a été mise en place par l'élite politique de certains États contre l'élite politique de l'État de São Paulo. La phrase qui résume cette caractéristique a été la suivante : « faisons la révolution avant que le peuple la fasse ». Voir le documentaire « *A revolução de 30* » de Sylvio Back, Brasil, 1980, 75'. Disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=lfqyaGZu5Jc> (consulté le 17 décembre 2015).

<sup>110</sup> Au début, avant de devenir un gouvernement de tendance fasciste lors de l'État nouveau mise en place par Getúlio Vargas.

aient été désarticulées par les forces armées fidèles au gouvernement, leurs idéologies ont influencé l' « Alliance Libérale », parti qui fut à la tête de plusieurs dynamiques qui ont abouti à la « révolution de 30 » et à la prise de pouvoir par Getúlio Vargas. Cependant, cette période de basculement qui accompagna la « révolution de 30 » n'a pas représenté la fin des structures oligarchiques et son remplacement par la bourgeoisie industrielle. Ce contexte illustre en fait un « état de compromis »<sup>111</sup> entre d'un côté, les oligarchies agraires décadentes et, de l'autre côté, les nouvelles classes industrielles et urbaines émergentes. L'« état de compromis » articulait donc les intérêts et la représentation de groupes sociaux divers, ce qui fut la base de soutien de l'Ère Vargas et qui se consolida, notamment en 1937 avec l'émergence de la dictature nationaliste de l' « État Nouveau ».

Les années 30 représentent donc à la fois une transition importante au niveau politique et économique dans ces deux pays et la toile de fond d'un processus de transformation d'une « police *brava* vers une police dure »<sup>112</sup>. Autrement dit, d'une police articulée localement par l'exercice d'une autorité locale forte – les « caudillos » argentins et les « colonels » brésiliens - et qui souvent recourait à des mesures extrajudiciaires afin de garantir son contrôle territorial et économique à une police structurée verticalement depuis le pouvoir central avec son soutien explicite afin qu'elle réprime systématiquement la contestation sociale et la dissidence politique sans pour autant cesser leurs sources de financement illégal. La consolidation d'une police « dure » et sa coordination avec les forces armées a créé des conditions favorables à l'installation ultérieure du terrorisme d'État en Argentine et au Brésil.

Si, lors des années 20, la police « *brava* » *bonaerense* présentait des caractéristiques « liberticides », pendant la période des gouvernements conservateurs ces caractéristiques se renforcèrent. Le manque de formation professionnelle et l'« anarchie institutionnelle »<sup>113</sup> dans lesquelles étaient plongés les cadres policiers commencèrent à inquiéter les conservateurs. La province de Buenos Aires – historiquement héritière de la politique « *brava caudillesca* » - fut la plus touchée par

---

<sup>111</sup> Voir FAUSTO, Boris. *A revolução de 1930: historiografia e história*. São Paulo : Ed. Brasiliense, 1970.

<sup>112</sup> Expression empruntée de l'article de Barreneche, *op. cit.*, 2010. Voir également : CAIMARI, Lila M., *Mientras la ciudad duerme: pistoleros, policías y periodistas en Buenos Aires, 1920-1945*. Buenos Aires : Siglo Veintiuno Editores, 2012.

<sup>113</sup> Dans ce contexte les chefs de police se sont succédés les uns d'après les autres sans pouvoir garantir leurs positions. Ainsi, entre septembre 1930 (le mois du coup d'état qui a mit fin au gouvernement radical) et février 1936 (quand Ganduglia assume le gouvernement), la police de Buenos Aires avait eu 15 chefs de police avec une durée moyenne de 4 mois dans leurs postes (11 seulement pendant le gouvernement de Federico Martínez de Hoz entre 1932 et 1935). Voir : BARRENECHE, Osvaldo ; MOREYRA, Beatriz ; MALLO, Silvia. La reorganización de las policías en las provincias de Buenos Aires y Córdoba, 1936-1940. In: *Pensar y construir los grupos sociales: actores, prácticas y representaciones. Córdoba y Buenos Aires, siglos XVI-XX*. Córdoba: Centro de Estudios Históricos "Prof. Carlos S.A. Segreti" y Centro de Estudios de Historia Americana Colonial, 2009, pp. 419-438.

cette réalité, ce qui mettait en danger le « centralisme autoritaire » recherché par les conservateurs. À cause de l'augmentation des affrontements entre radicaux et conservateurs à cette époque, certains *caudillos* du « Gran Buenos Aires » ont fait des alliances avec des « tireurs » - notamment des policiers – afin d'assurer le contrôle de leurs territoires et l'élimination donc de la menace radicale. Le phénomène du « tireur de la banlieue » (« pistolero del suburbio »<sup>114</sup>) démontre les débuts de la relation entre la politique, la police et le crime comme source de financement.

Ainsi, une première tentative de réorganisation hiérarchique et centralisatrice au sein de la *bonaerense* eut lieu lors du gouvernement conservateur à tendance profasciste de Manuel Fresco dans la province de Buenos Aires de 1936 à 1940. Il s'agissait donc de désarticuler les relations de « loyauté » au niveau local à travers un processus continu de centralisation de l'institution policière et de renforcement du pouvoir du « chef policier local » nommé directement par le gouverneur. L'objectif de cette première réforme policière n'était donc ni de mettre un terme à plusieurs affaires de corruption ni de réprimer les pratiques arbitraires courantes dans lesquelles était plongée la police *bonaerense*. Elle avait notamment pour but de créer une vraie force répressive organisée depuis le pouvoir central pour diminuer cette « anarchie institutionnelle » et pouvoir mener une répression plus efficace contre l'opposition radicale.

Cependant, la réforme est restée inachevée et la période conservatrice prit fin en 1943 avec un coup d'État qui fut organisé au sein de l'armée par une nouvelle génération de militaires « progressistes » issus des classes moyennes et moyennes basses. Ces militaires se sont ensuite rassemblés autour d'un projet politique de type syndical en Argentine. Ce projet fut mené par le Coronel Juan Péron qui assumait le pouvoir lors des élections de 1946. Pendant ce premier gouvernement<sup>115</sup>, Péron a mis en place un projet qui bénéficiait à la fois à la classe ouvrière, au *lumpen* prolétariat migrant des campagnes à la ville – les « cabezitas negras »<sup>116</sup> - et à la bourgeoisie industrielle émergente. Après la victoire électorale, il a considérablement élargi l'organisation des travailleurs au sein des syndicats, ce qui a renforcé le monopole de

---

<sup>114</sup> Caimari, *op. cit.*, 2012. p. 58.

<sup>115</sup> Voir BARRENECHE, Osvaldo ; BOHOSLAVSKY, Ernesto ; CAIMARI, Lila ; SCHETTINI, Cristiana. Por mano propia. La justicia policial de la provincia de Buenos Aires en el primer peronismo. In : *La policía en perspectiva histórica. Argentina y Brasil (del siglo XIX a la actualidad)*. Buenos Aires : CD-Rom, 2009. Disponible sur : <http://www.crimeny sociedad.com.ar/files/submenu6-item3.html> (consulté le 20 décembre, 2015).

<sup>116</sup> Le terme est associé aux caractéristiques physiques de beaucoup de migrants internes en Argentine, telles la peau et les cheveux très foncés et venant notamment des provinces du nord, où il y a une plus grande proportion d'habitants issus des populations autochtones, tandis que la part d'immigration blanche européenne est plus faible.

la « Confédération générale du travail » (CGT) en tant qu'unité syndicale partie prenante centrale de son projet.

Dans ce contexte, le processus de centralisation de la police *bonaerense* fut repris par Domingo Mercante, collègue d'armes de Perón et gouverneur élu de la province de Buenos Aires en 1946. À cet effet, Mercante désigna le lieutenant colonel Adolfo Marsillach comme chef de police qui mena ainsi une réforme majeure en se concentrant sur la structure et le fonctionnement mêmes de la police *bonaerense*. Cette réforme a suivi les principes du projet « péroniste » diffusés depuis le cadre national du gouvernement et le tout en conformité avec les directives de l'ordre, de la structure hiérarchique et du respect à la doctrine militaire. L'un de ses principaux objectifs était également celui de couper les liens entre les autorités de police locales et les *caudillos* politiques. À la différence que, cette fois-ci, la réforme visait à mettre un terme au pouvoir des dirigeants locaux conservateurs et radicaux sur cette institution afin qu'elle réponde exclusivement aux directives du gouvernement provincial péroniste. Ces « liens » ont été identifiés comme la principale cause du degré élevé de corruption<sup>117</sup> et de méfiance vis-à-vis de la police à l'époque. La réforme Marsillach-Mercadante envisageait donc une vraie reconfiguration politique de la police qui devait désormais répondre entièrement au projet péroniste<sup>118</sup>. Autrement dit, l'objectif principal n'était pas de rompre la relation police-politique, mais de privilégier le rapprochement entre police-politique péroniste. Ainsi, d'autres « liens » se sont graduellement établis entre les autorités policières locales, les chefs de police régionale et les nouveaux chefs politiques péronistes.

Le projet péroniste était fortement « interventionniste » et prévoyait un contrôle ferme de l'économie. Ce projet bénéficiait du soutien populaire grâce à, d'une part le développement des droits du travail et d'autre part l'importance croissante donnée à la classe ouvrière. Cependant, ce premier péronisme<sup>119</sup> ne faisait pas l'unanimité, celui-ci étant considéré préjudiciable à l'élite économique qui devait désormais accepter le

---

<sup>117</sup> Pour Marsillach, le lien étroit entre la politique des *caudillos* et la police *bonaerense* a été entretenu par plusieurs sources de revenus illégales et, notamment, le jeu clandestin : « si on joue dans la province [dit-il], c'est parce que le chef de la police les laisse jouer. Comme je ne les laisse pas jouer, si dans toute localité le jeu est exploité, c'est parce que le commissaire le permet ». Cité par Barreneche, *op. cit.*, 2010, p. 45.

<sup>118</sup> Un dépliant explicatif de la nouvelle structuration de la police a été distribué lors des visites et des inspections à plusieurs commissariats de la province. Il y était signalé la création de sept unités régionales où chacune aurait un chef de police, avec tous les pouvoirs et les responsabilités du poste - les enquêtes, le personnel de sécurité, les conseillers juridiques et même certaines fonctions sociales. Suite à la réforme de Marsillach, la figure des « chefs régionaux » était considérée comme l'une des positions les plus désirées par la direction supérieure de la police provinciale. Ainsi, ces hauts dirigeants auraient graduellement un contrôle quasiment absolu sur les forces de police dans leurs juridictions. En effet, concernant la sécurité publique, le « chef régional » avait presque plus de pouvoir de décision et d'ingérence au niveau provincial que beaucoup de maires et de politiciens locaux. Voir *ibidem*, 2010, p. 46.

<sup>119</sup> Voir SIDICARO, Ricardo. *Los tres peronismos. Estado y poder economico*. Buenos Aires : Siglo XXI, 2010.

contrôle du « libre échange » par l'État. Le panorama politique de cette époque s'est donc divisé en deux doctrines bien marquées : soit les péronistes et leur soutien absolu au gouvernement soit les antipéronistes et leur opposition également absolue au gouvernement. Étant donné le rôle social et politique incontournable que jouait la province de Buenos Aires au niveau national, il y avait urgence à ce que l'institution policière *bonaerense* adhérât au projet péroniste et devînt elle-même fidèle à Péron. En raison de la volonté politique obstinée qui est apparue lors de cette réforme, la police du *conurbano* accepta d'être utile à un tel projet à condition que cela ne touchât pas leurs sources de financement illégal, tels que les jeux, les paris clandestins et la prostitution.

Le facteur qui a contribué par conséquent à l'impunité historique de la *bonaerense* et, qui à l'époque, a rendu cette réforme tolérée au niveau local fut la mise en place au niveau national d'un « code de justice policière » basé sur le « code de justice militaire » de 1949<sup>120</sup>. Ce nouveau code a été proclamé par Péron dans le cadre de l'« État de guerre interne », situation exceptionnelle que vivait l'Argentine suite à la tentative avortée du coup d'État du général Benjamin Menéndez en 1951 contre son gouvernement. Parmi plusieurs directives, le code prévoyait un « forum judiciaire policier » où il était inscrit que les membres des forces policières ne seraient jugés que par leur propres pairs<sup>121</sup>. Dans son article 15, il était également prévu qu'en fonction de ce « contexte d'exception » les critères pour actionner le dispositif de « légitime défense » des forces policières<sup>122</sup> restaient désormais étendus. Ainsi, tandis que ces deux mesures renforcèrent le caractère corporatif et centralisateur de la police - ce qui était voulu par le projet péroniste, - elles ouvrirent également la voie indirectement à certaines pratiques illégales qui se répandirent désormais sous protection de la « famille *bonaerense* »<sup>123</sup>. Ainsi, plus que la création d'une nouvelle agence policière péroniste « compréhensive, amie des ouvriers, soeur des humbles et protectrice des femmes »<sup>124</sup>, cette réforme établissait également les premières bases d'un processus

---

<sup>120</sup> L'adaptation de cette norme militaire par la police était considérée par ses auteurs comme inédit dans le monde. Le parti pro-gouvernemental au Congrès présenta le projet comme « une création originale de l'Argentine, pour servir d'exemple à toutes les nations du monde libre ». Cité par Barreneche, *op. cit.*, 2009, p. 128.

<sup>121</sup> Cette nouvelle « police péroniste », en théorie, aurait la capacité de faire face à ces nouveaux défis grâce à la confiance que lui accordaient les autorités et le peuple, entraînant, donc, que « les mauvais camarades seraient jugés par leurs propres camarades ». Cité par *Ibidem*, p. 130.

<sup>122</sup> L'article 15, Titre III : Imputabilité du Code Pénal Policier. Le président Perón avait son propre avis sur ce point particulier de la « légitime défense » policière: « Pour moi, cela a toujours été anachronique, quelque chose qui m'a fait sourire, savoir que le gardien - pour pouvoir utiliser son arme - doit d'abord recevoir une balle ». Discours de Perón face au « Conseil Fédéral de Sécurité » le 16 septembre 1952 cité par *Ibidem*, p. 129.

<sup>123</sup> Par exemple, le commissaire-adjoint Miguel Balaguer a déclaré : « Compte tenu de la nature des fonctions quotidiennes de la police, pour toutes ses composantes [...], l'institution policière constitue en réalité une famille entière dans laquelle ses membres sont pleinement identifiés les uns des autres et donc il va de soi que la légitime-défense soit la défense de chacun envers ses pairs ». Cité par *Ibidem*, p. 141.

<sup>124</sup> Discours du député Benítez. Cité par *Ibidem*, p.132.

d'autonomisation de la police *bonaerense*. Si avant, son caractère « anarchique » la laissait au gré des « humeurs » des caudillos locaux, avec cette réforme et sa nouvelle organisation « verticale », elle devint un appareil politique clé pour les stratégies de légitimation du projet péroniste<sup>125</sup>. Consciente de ce rôle central, la *bonaerense* commença à l'utiliser également pour sa propre cause en étendant progressivement son pouvoir et, par conséquent, ses gains économiques liés au crime.

Au Brésil, la « révolution de 30 » et la conséquence de la mise en œuvre du « vote universel » engendrèrent un changement important dans le système politique de l'époque. Ce changement ne signifiait pas une rupture totale avec les pratiques « colonelistes anciennes » mais il montrait une réadaptation de ces pratiques dans ce nouveau contexte citadin où les demandes des masses urbaines étaient en pleine croissance. Alors, pendant le « gouvernement provisoire » (1930-34), Getúlio Vargas a mis en place plusieurs mesures afin de centraliser le pouvoir national qui devint progressivement plus autoritaire lors de ses gouvernements suivants. Les deux mesures phares furent la « politique des intervenants » et la réforme de la police avec la création du « Commissariat spécial de sécurité politique et sociale » (« Delegacia Especial de Segurança Política e Social » - DEPS).

Les « *interventores* »<sup>126</sup> fédéraux étaient désormais nommés directement par Getúlio Vargas pour occuper le poste de gouverneurs des États brésiliens. Ils étaient choisis parmi les « lieutenants » partisans du projet qui était à la tête de la « révolution de 30 ». Une telle mesure a eu pour effet de diminuer considérablement l'action des anciens colonels et son influence politique régionale et parallèlement, elle construisait les bases d'appui du projet centralisateur « gétuliste ». En 1932, suite à la tentative de rébellion des colonels, en particulier ceux de l'État de São Paulo – connue sous le nom de « révolution constitutionnaliste » - Getúlio Vargas adopta une posture plus conciliatrice afin de contrôler la situation d'instabilité et offrit des postes politiques stratégiques à ses représentants oligarchiques. En 1934, il donna suite à son projet conciliateur et adopta une « constitution fédéraliste », qui prévoyait des élections présidentielles directes et secrètes, le suffrage des femmes, des droits sociaux, notamment ceux relatifs au travail et donc une représentation plus forte de la classe ouvrière au sein du gouvernement. Bien que Vargas ait réussi à être élu président en

---

<sup>125</sup> Ricardo Ragendorfer propose une explication sur les différences de comportement entre les deux forces de police les plus importantes en Argentine. Il dit: « la police fédérale est plus hitlérienne, tandis que la bonaerense est plus fasciste ». Ce n'était donc pas une coïncidence simplement conjecturale que cette police fût créée par le péronisme. C'est un facteur historique » (Tda.). Entretien réalisé par l'auteure à Buenos Aires, 2013.

<sup>126</sup> Le décret N° 20.348 d'août 1931 instaurait le « Code des Intervenants », par lequel le Président Getúlio Vargas s'octroyait un plus grand contrôle sur les États.



1934, en ouvrant la deuxième phase de son « Ère » appelée « gouvernement constitutionnel », il rencontra des difficultés pour imposer son « leadership » du fait de la diversité des idéologies politiques présentes dans le panorama politique de l'époque. Ainsi, la révolte communiste de 1935, un mouvement qui envisageait sa déposition, lui servit comme prétexte pour déclarer « l'état de siège » et mettre en place des mesures autoritaires afin d'anéantir la « menace communiste imminente ». Annonçant un autre coup d'État communiste connu sous le nom de « Plan Cohen » - qui s'est avéré une farce élaborée par le capitaine Olympio Mourão Filho, membre de l'Action intégraliste brésilienne (AIB), une organisation politique avec des inspirations fascistes qui a émergé au début des années 1930 dans le contexte de la montée des régimes totalitaires en Europe - Vargas annula la constitution de 1934, dissolut l'Assemblée législative et promulgua une nouvelle Constitution autoritaire de tendance fasciste connue sous le nom de « Polaca »<sup>127</sup> en 1937. Ce fut le début de l'« État Nouveau » (« Estado Novo »), période où cette tendance a trouvé son accomplissement et où Vargas eut les pleins pouvoirs pour l'instituer. Il a créé une alliance entre la bureaucratie civile et militaire et la bourgeoisie industrielle, en ayant pour but l'industrialisation du pays sans aucun « conflit social ». Afin de réprimer le « conflit potentiel » associé directement à la diffusion des idées communistes, Vargas entreprit une réforme dans la police pour la rendre plus fonctionnelle pour son projet politique autoritaire.

Cette réforme commença avant même le coup d'État qui instaura l'« État Nouveau » : la création de la DEPS en 1933 dans le but de réprimer tous les comportements politiques divergents, considérés comme susceptibles de porter atteinte à « l'ordre et à la sécurité publique »<sup>128</sup>, marqua un tournant répressif majeur. Ce département était directement subordonné au Chef de la police de Rio de Janeiro, à cette époque capitale fédérale, Filinto Muller<sup>129</sup>, militaire et homme de confiance de Vargas. La répression des idées divergentes à celles du gouvernement, spécialement celles des communistes se renforça progressivement suite à la tentative de coup d'État connu sous le nom d'« Intentona communiste »<sup>130</sup> de 1934. Les pratiques arbitraires

---

<sup>127</sup> Surnommée « polaca » (« polonaise ») car inspirée du modèle semi-fasciste polonais, elle était une constitution autoritaire qui octroyait au gouvernement des pouvoirs illimités.

<sup>128</sup> Établi par le décret n° 22.332 du 10 janvier 1933, ce département comptait une troupe d'élite, la « Police Spéciale » dont une partie des membres, notamment ceux qui étaient responsables de la garde personnelle du président, étaient rassemblés autour de l'« Escadron Motorisé ». Cet escadron des policiers en motocyclettes, lors des innombrables comices publics de Getúlio Vargas, était responsable du divertissement du public en faisant des acrobaties. C'est au sein de cet « escadron » que les idéalistes de l'« escadron de la mort », groupe de policiers qui agissaient, notamment lors de la dictature militaire brésilienne, sont issus.

<sup>129</sup> Peu de temps après l'instauration de la dictature de l'Estado Novo, Filinto Muller s'était officiellement rendu en Allemagne, où il avait rencontré Heinrich Himmler, chef de la police politique nazie, la Gestapo.

<sup>130</sup> L'« Intentona comunista », aussi connue sous le nom de « Révolte Rouge » de 35 a été une tentative de coup d'État contre le gouvernement Getúlio Vargas. Dirigée par le Parti communiste brésilien sous le nom d'« Alliance

telles la torture et les exécutions sommaires se sont répandues au sein des forces policières, notamment, à partir de cet évènement. Cela se consolida avec la mise en place d'une section politique spéciale de la police, le Département de l'ordre et de la politique sociale – DOPS mise en place en 1938<sup>131</sup> par l' « *interventor* » fédéral de l'État de Rio de Janeiro, Ernani do Amaral Peixoto. Pendant cette période de lutte contre la « menace communiste », le DOPS avec Filinto Muller toujours à sa tête, les pleins pouvoirs et toute l'aide financière du gouvernement de l' « État Nouveau » pour mettre en place des méthodes de répression arbitraires. Les formes de tortures les plus cruelles furent ainsi expérimentées et « perfectionnées »<sup>132</sup>.

La corruption au sein des forces policières était également une pratique qui se renforça lors de cette période. Une grande partie de l'immense somme d'argent destinée à la lutte contre le communisme était détournée et répartie parmi les propres dirigeants – de la « haute police » - de la Police spéciale. Plusieurs chefs des commissariats de police prirent conscience du potentiel financier que pouvait représenter le fait de négocier leur « protection » avec les groupes criminels présents dans leur région administrative. Activités telles le jeu clandestin – le « jeu de l'animal » ou « jeu des bêtes »<sup>133</sup> -, le commerce des drogues à petite échelle et la prostitution étaient leurs sources de financement illégal les plus courantes à cette époque. Le « pillage » des maisons et, par conséquent, des affaires personnelles des prisonniers politiques : vêtements, bijoux, livres, tout ce qui pouvait être revendu était une pratique courante des policiers en charge des opérations de « rue » - la « basse police ». La pratique de la « délation » devint une politique d'État<sup>134</sup>. Le département d'investigations du DOPS était constitué d'un cadre formel de policiers enquêteurs et,

---

nationale de libération » (« ANL ») elle fut rapidement combattue par les forces de sécurité nationale. Suite à cet épisode plusieurs dirigeants syndicaux, militants et intellectuels ont été arrêtés.

<sup>131</sup> Par le décret 580 du 11 octobre de 1938, le « Bureau de l'ordre politique et social » (« DOPS ») fut créé et était directement subordonné au chef de la police. La nomination du « chef de police » du DOPS, en conformité avec ce décret, était faite par le gouverneur de l'État, à savoir par chaque « intervenant » nommé directement par Getúlio Vargas.

<sup>132</sup> La torture des prisonniers a été étudiée et décrite par le journaliste David Nasser (1917-1980), initialement dans six articles publiés dans la revue « O Cruzeiro » - le premier, le 29 octobre 1946 - puis dans un livre de 1947. Intitulé « Il manque quelqu'un à Nuremberg ». Ce « quelqu'un » faisait référence à Filinto Müller (1900-1973), capitaine de l'armée et chef de la police de la capitale de l'époque, Rio de Janeiro, de 1933 à 1942. Les principaux instruments de torture mentionnés par les prisonniers et enregistrés par David Nasser étaient : la « torche » (« *maçarico* »), qui brûlait des parties du corps ; les « *adelfis* », sorte de stylets en bois qui étaient enfilés sous les ongles; les « petits anges », une sorte de pince pour presser et écraser les testicules et les mamelons ; la « chaise américaine », qui ne laissait pas le prisonnier s'endormir; entre autres. NASSER, David. *Falta alguém em Nuremberg. Torturas da polícia de Filinto Strubling Müller*. Rio de Janeiro: O Cruzeiro, 1966.

<sup>133</sup> Le « jeu de l'animal » est un jeu de hasard illégal très populaire à travers le pays, surtout à Rio de Janeiro. Le jeu est un type de loterie organisée régionalement par des organisations criminelles dont les dirigeants sont appelés *bicheiros* ou *banqueiros* (« banquiers »). À l'inverse de la plupart des loteries officielles, il est possible de parier sans limite de mise, ni supérieure ni inférieure. Pour une analyse plus approfondie de la relation de ce jeu avec l'économie criminelle à Rio de Janeiro voir : MISSE, Michel, Crime Organizado e crime comum no Rio de Janeiro: Diferenças e afinidades, *Rev. Sociol. Polit.*, v. 19, n. 40, Curitiba, out. 2011, p. 13-25.

<sup>134</sup> Nasser, *op. cit.*, p.15-93.

également, d'un cadre d'« extras » civils – les « cagoetes »<sup>135</sup> - qui dénonçaient les personnes prétendument liées à des activités subversives en échange d'avantages financiers. La majorité des cas de délation était inventée de toute pièce dans le but de renforcer l'état de terreur général vis-à-vis de la menace communiste et donc de rassurer la continuité des privilèges des membres de la police politique.

Ainsi, les réformes qui visaient la centralisation de la police et la « politisation » qui en découlait, ont, dans ces deux pays, indirectement renforcé les échanges informels entre les pouvoirs politique, répressif et criminel. Aussi bien la réforme de la *bonaerense* de Mercante-Marsillash sous Perón que celle de la *carioca* d'Amaral-Muller sous Vargas visaient l'adéquation des polices à leurs projets politiques afin de créer une institution efficace dans l'anéantissement de tout et n'importe quel idéal opposant. Les gouvernements nationaux-populaires de Péron et Getúlio avaient donc des caractéristiques similaires et assez ambivalentes : il s'agissait de régimes éminemment autoritaires qui conjointement mettaient en place des politiques de fond social afin de répondre aux demandes croissantes des classes populaires.

Les dictatures militaires des années suivantes utilisèrent ce processus de « politisation de la police » au gré de leurs propres projets idéologiques-autoritaires. En Argentine la complicité entre police-terrorisme d'État s'est tout d'abord consolidée sous le « Plan Conintes » (« Conmoción Interna del Estado »)<sup>136</sup> entre 1958 et 1961, puis sous la Dictature de la « Révolution Argentine » entre 1966 et 1973 qui renversa Arturo Illia élu démocratiquement en 1963. Puis, sous le retour « démocratique » de Perón entre 1973-1976 et, finalement, sous la Dictature Militaire Argentine<sup>137</sup> entre 1976 et 1983. Au Brésil, c'est lors de la Dictature Militaire entre 1964 et 1983 et ses différentes phases - de la répression « modérée » jusqu'à la pure violence de l'État - que cette complicité s'est renforcée. Les armées argentine et brésilienne ont par conséquent mis la police au service des régimes répressifs, en s'appuyant sur un stade avancé de la

---

<sup>135</sup> Ce terme restera dans la culture populaire brésilienne. Actuellement, les « cagoetes » ou « X9 » sont les délateurs qui trahissent et/ou dénoncent les trafiquants de drogues ou d'autres groupes criminels.

<sup>136</sup> C'était le nom donné à un régime répressif appliqué en Argentine mis en place par le président Arturo Frondizi dont l'objectif était de mettre fin à une série des manifestations syndicales, en faisant usage de la violence de l'État et accordant une large compétence aux forces armées dans la lutte contre les « troubles internes ». Lors de l'application du plan « Conintes » des milliers de personnes ont été arrêtées et au moins 111 personnes ont été condamnées dans des procès sommaires (« fusilamientos ») menés par les conseils militaires de guerre.

<sup>137</sup> Ou « Processus de réorganisation nationale » (« Proceso de Reorganización Nacional »), le nom que s'est officiellement donné les militaires au pouvoir. Ainsi, depuis 1930 et jusqu'en 1973, aucun président élu, suivant une procédure démocratique n'a pu parvenir au terme de son mandat. Parmi les seize présidents qui ont exercé le pouvoir durant cette période, onze furent des militaires. Alain Rouquié, à partir d'un exemple argentin, a conclu que le « caractère spécifique du militarisme latino-américain n'était pas le coup d'État isolé et dévastateur, mais la domination de l'État par les militaires ». Cité par GOURDON, Hubert ; FREGOSI, Renée (dir.). *Armées et coups d'État en Amérique-latine*. In : *Armées et pouvoirs en Amérique-latine*, Paris : Éditions de l'IHEAL, 2004. pp. 41-60.

maturité de l'organisation institutionnelle policière avec une forte empreinte de la militarisation de sa structure et de ses membres, résultat des années passées.

## Chapitre 2

# **Le mode de fonctionnement des organisations à caractéristiques autoritaires**

Le mode de fonctionnement autoritaire des polices *bonaerense* et *carioca* a été façonné dans les années 50, 60, 70 et 80 et, notamment, lors des dernières dictatures en Argentine et au Brésil. Le contrôle politique de l'institution policière par les militaires n'avait pas pour but l'ingérence directe dans ses fonctions bureaucratiques quotidiennes mais faire appel à sa « structure » afin de mettre en place tout un système de répression politique « extra-policière ». Ainsi, des pratiques répressives-arbitraires telles la torture, les exécutions sommaires et les disparitions forcées se sont systématisées. Ce système « policier souterrain » à partir duquel certains secteurs de l'appareil répressif ont exercé leur pouvoir en dehors de tout contrôle juridique et institutionnel a développé un mode de fonctionnement fortement autoritaire au sein de la police qui est toujours d'actualité.

### **2.1. Les « escadrons de la mort » : les cas de la « Triple A » et de l'« Écurie le Cocq »**

« [...] L'interrogatoire a eu lieu pendant le voyage. J'ai reçu toutes sortes de menaces, et on m'a même dit que j'aurais droit à un traitement similaire à celui pratiqué par l'Escadron de la Mort : sévices et mort. J'étais traumatisée et ressentais de très fortes douleurs à la suite du piétinement, en plus d'un profond sentiment de frustration de ne pas être morte ; j'avais peur de ne pas supporter les tortures. »<sup>138</sup>

---

<sup>138</sup> « (...) Ainda durante a viagem, iniciou-se o interrogatório. Recebi todo o tipo de ameaças, inclusive a de que estava me reservado o mesmo tipo de tratamento dado pelo Esquadrão da Morte: sevícia e morte. Eu estava traumatizada e sentia dores fortíssimas em decorrência do atropelamento, além de um profundo sentimento de frustração por não ter morrido; temia não suportar as torturas. » (tda). Témoignage donné par Innes Etienne Romeu,

« E : Racontez comment s'est déroulé votre enlèvement.

Antonio Viana Costa : Ils rentrent dans la maison et demandent où se trouve le tupamaro, le tupamaro noir et ils se dirigent directement vers la chambre. Là je me lève parce que je veux comprendre ce qu'il se passe et lorsque j'ai tenté de fuir Almirón et Morales se sont jetés sur moi et m'ont braqué un pistolet dessus.

E : Ils étaient combien ?

V. A. : Écoute, c'était franchement un peloton assez grand, je ne saurais pas dire s'ils étaient vingt ou trente, mais quelque chose comme ça.

E : Mais vous avez reconnu Almirón et Morales parmi eux ?

A.V. A. : Et Margarides aussi. Et lorsqu'ils me tenaient plaqué contre le sol, les mains sur la tête, Iñiguez arrive et dit de m'enlever les mains de la tête et me demande, vous êtes uruguayen ? Oui, je lui dis. Et là il a fait demi tour et il est parti. Il a participé, il a vu qu'ils cognaient fort et il a laissé faire les *patotas* de la jeunesse syndicale (péroniste) et de la *jotaperra* (jeunesse péroniste). Je ne dis pas qu'il m'a touché, mais il a tout vu, à moins d'être aveugle, mais non, la question ne se pose pas. Donc il est tout aussi complice que ceux qui m'ont frappé »<sup>139</sup>.

Les cas les plus emblématiques du mode de fonctionnement des organisations à caractéristiques autoritaires au sein des polices *bonaerense* et *carioca* sont représentés par les actions de l'« Alliance Anticommuniste Argentine », la « Triple A » en BA et de l'« Écurie le Cocq » à RJ. Même si l'origine de ces groupes précède les dictatures militaires car puisqu'elles remontent aux années 50 et 60, c'est lors de ces dernières qu'ils ont pris la forme d'« escadrons » et que leurs méthodes arbitraires sont devenues mondialement connues : les militaires se les ont réappropriées dans la lutte contre la « subversion communiste ». En effet, cela coïncide avec l'expansion du

---

la seule survivante de la « Maison de la mort », à l'Ordre des Avocats du Brésil (OAB) le 5 septembre de 1979, ensuite compilé dans le rapport : *Relatório Preliminar de Pesquisa sobre a 'Casa da Morte' de Petrópolis*. Brasília : Comissão Nacional da Verdade, 2004. p.16.

<sup>139</sup> « E : Siga contando cómo fue su secuestro.

Antonio Viana Acosta : Entrán preguntando donde está el tupamaro, el negro tupamaro y van derecho a la habitación. Ahí yo me levanto porque quise entender que podía ser y cuando quise emprender una fuga se me tiro encima Almirón y Morales y me encañonaron.

E : Cuantos entran?

V. A. : Mira, la verdad es que entro un pelotón bastante grande, yo no te puedo decir si eran unas 20 o 30 personas, pero puede estar por ahí.

E: Pero identifíco entre ellos a Almirón y a Morales?

A. V. A. : Y a margarides también. Y cuando me tenían en el suelo con las manos en la cabeza iñiguez viene y dice sáquenle las manos de la cabeza y me pregunta, usted es uruguayo? Si, le digo. Y se dio media vuelta y se fue. El participo, vio que estaban golpeando y permitió a las patotas de la juventud sindical y de la jotaperra. Yo no digo que él me toco, pero él vio, salvo que fuera ciego, pero no, eso está fuera de discusión. Entonces es tan cómplice como los que golpearon ». (tda). Entretien réalisée par Ricardo Ragendorfer à Antonio Acosta Vianna lors de la réalisation du documentaire « Parapolical Negro : apuntes para una prehistoria de la AAA », l'un des enlevés et torturés par la Triple A, dont la transcription m'a été gracieusement cédée par la production.

phénomène des « escadrons de la mort » à partir des années 70 dans toute l'Amérique latine dans le contexte de la « Doctrine de la guerre révolutionnaire » (DRG)<sup>140</sup>.

Les « escadrons de la mort » ont été connus comme étant la branche opérationnelle « clandestine » des services de renseignements qui avaient pour « mission » de persécuter, torturer, exécuter et faire disparaître les corps des opposants politiques – notamment, les « communistes » – des gouvernements militaires sur place<sup>141</sup>. Toutefois, une brève analyse historique sur les débuts de ces groupes ainsi que le parcours de leurs principaux leaders démontre qu'il s'agissait de formations criminelles plus complexes au sein de la police qui ne se consacraient pas seulement à la répression politique.

Les principaux chefs opérationnels de la « Triple A » - José Lopez Rega (« el brujo »<sup>142</sup>), Alberto Villar, Eduardo Almirón Sena (« el pibe »), Juan Ramón Morales (« el chango ») et Miguel Ángel Rovira (« rovíra ») – avant de former ce groupe parapolicial<sup>143</sup> d'extrême droite étaient impliqués lors des années 60 dans d'autres « affaires criminelles » en tant que membres de la Police Fédérale. Puis, c'est au sein même du péronisme depuis le « Ministère du Bien Être Social » que leurs missions de répression politique se sont consolidées et avaient pour but d'anéantir, dans son propre « champ politique », la gauche péroniste. Lors du dernier gouvernement de Péron, puis celui d'Isabel Péron – entre 1973 et 1976 – ce groupe fit plus d'un millier de victimes.

---

<sup>140</sup> « Les nouvelles techniques sécuritaires contre-subversives constitutives de la DGR étaient imprégnées de l'idée que la population serait un milieu de prolifération de menaces et que la mission de l'État serait de 'purger' la population des subversifs qui se cachent, d'éduquer les citoyens à reconnaître les 'éléments exogènes' et parmi eux, les traites, puis de les inciter à coopérer à leur propre immunisation. Voir : RIGOUSTE, Mathieu. *L'ennemie intérieur : La généologie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*. Paris : La Découverte, 2009. P. ?

<sup>141</sup> Tous les observateurs s'accordent à reconnaître que la prolifération des escadrons de la mort en Amérique du sud est intimement liée aux enseignements dispensés par les écoles américaines et françaises pendant la guerre révolutionnaire ou contre-insurrectionnelle mise en place par l'État Français lors des guerres coloniales d'Indochine (1946-1954) et d'Algérie (1954-1962). Voir ROBIN, Marie—Monique. *Escadrons de la mort, l'école française*. Paris : La découverte, 2008 ; De plus, le documentaire « Les escadrons de la mort, l'école française » également réalisé par Robin décrit notamment les enseignements français auprès des armées sud-américaines dans la région contre les opposants des régimes. Disponible sur le lien : <https://www.youtube.com/watch?v=8IaA8rTeQRY> (consulté le 10 janvier 2016).

<sup>142</sup> Le surnom « el brujo », le « sorcier » fait référence à l'intérêt de Lopez Rega lors des années 60 par l'astrologie, l'ordre de la Rose-Croix et tout ce qui se réfèrait à l'« univers spirituel », le « cosmos », entre autres principes propres à l'« ésotérisme ». Lopez Rega lui même a écrit un traité d'astrologie intitulé « Conocimientos espirituales ». Voir, LARRAQUY, Marcelo. *Lopez Rega : el Peronisme y la Triple A*. Buenos Aires : Aguilar, 2011. pp. 33-52.

<sup>143</sup> « La Triple A peut-elle être caractérisée comme 'paraétatique'? Si nous entendons par là une institution, une agence ou un centre qui, par délégation de l'État, coopère aux fins de celui-ci sans pour autant faire partie de l'administration publique, il est possible de répondre affirmativement en prenant certaines précautions. Autrement dit, elle peut être considérée comme paraétatique seulement après la mort de Perón et pas avant. En outre, bien que la Triple A n'était pas un organisme de l'administration publique étant donnée l'utilisation de la violence illégale et illégitime et son caractère semi-clandestin, elle a quand même utilisé ses ressources. Généralement, cette organisation a été qualifiée de para-policier. (...) La vérité est qu'après le coup militaire de mars 1976, la visibilité de Triple A en tant qu'acteur collectif a disparu » (tda). Voir : ROSTICA, Julieta. *Apuntes sobre la 'Triple A'. Argentina, 1973-1976. Desafíos*, 23-II, Bogotá, 2011. p. 29.

Tandis que, au début des années 70 en Espagne, Lopez Rega se préparait aux principes de la DGR aux côtés d'autres fascistes invétérés accueillis les bras ouverts par le Général Franco<sup>144</sup>, dès 1971, Villar, en tant que « Commissaire Général » de la Police Fédérale organisait un appareil clandestin de répression politique contre les « communistes ». Cet appareil était influencé par l'« école française »<sup>145</sup> avec des policiers – comme Morales et Almirón – très expérimentés depuis les années 60 dans l'art d'exercer autant les fonctions policières habituelles que les missions liées aux « affaires criminelles » au sein de la « Section de Sécurité Générale », l'une des branches du « Département de vol et de vol qualifié » de la Police Fédérale *porteña*.

L'« Écurie le Cocq » - dont les principaux leaders, Milton Le Cocq de Oliveira (« Gringo ») et José Guilherme Godinho Ferreira (« Sivuca »<sup>146</sup>) étaient issus de la « Police Spéciale » (PE), créée durant l'« État Nouveau » par le général Filinto Muller et impliqués dans la persécution, la torture et les assassinats des syndicalistes et opposants du gouvernement de Getúlio Vargas – était un groupe organisé en 1958 au sein du « Service de Diligences Spéciales » (SDE) de la PE par le général Amauri Kruehl<sup>147</sup> de la PE qui avait pour but de « chasser les bandits considérés comme très dangereux et irrécupérables »<sup>148</sup>. Le SDE comprenait plus au moins 30 policiers « da pesada » (des « lourds »), dont la majorité était également impliquée dans plusieurs affaires « criminelles »<sup>149</sup>. Puis, en 1964, lors de la dictature, ce *modus operandi* a été

<sup>144</sup> Par exemple, les relations que Lopez Rega entretint lors de son passage à Madrid avec le général croate Mile Ravlic qui, poursuivi par des crimes de guerre en Yougoslavie, s'était réfugié en Amérique Latine ou alors avec le fasciste italien Stefano dele Chiaie, le chef d'Avanguardia nazionale, poursuivi en Italie pour plusieurs attentats à la bombe et qui ensuite sera retrouvé au Chili à côté du général Manuel Contreras (chef de la Dina, la police politique de Pinochet). Il s'agit d'un autre fasciste notoire, vieille connaissance de Lopez Rega et qui jouera un rôle clé dans le financement de la Triple A est Licio Gelli le patron de la loge italienne P2 qui fit fortune dans l'industrie textile. La loge P2 est une loge secrète fondée par Gelli au sein de la maçonnerie italienne. S'appuyant sur un réseau puissant d'hommes politiques, comme Giulio Andreotti de la Démocratie Chrétienne, d'hommes d'affaires et de mafieux, de magistrats, de militaires et de responsables des services secrets, la loge fut dissoute en 1981, après l'attentat de la gare de Bologne (85 morts et 150 blessés). Voir Robin, *op. cit.*, pp. 303-304.

<sup>145</sup> D'après Marie-Monique Robin « Les Français sont en Argentine en 1957, alors qu'il n'y a aucune guérilla, ni parti communiste. Quand la dictature s'installe, en 1976, tout est en place depuis longtemps. Le quadrillage du territoire a été fait dès la fin des années cinquante. Les militaires vont se comporter comme une armée d'occupation dans leur propre pays. Ils vont tout appliquer au pied de la lettre. Y compris la méthode des 'crevettes Bigeard', qui consistent à se débarrasser des prisonniers en les jetant d'un hélicoptère. Tout est repris, mais de manière industrielle. « Les vols de la mort » auront lieu en Argentine tous les mercredis avec vingt, vingt-cinq bonshommes jetés à la mer. Il faut rappeler l'influence de l'École française dans d'autres pays comme l'Irlande, le Rwanda, la Tchétchénie et l'Irak. » Voir entretien Marie-Monique Robin dans l'extrait du trimestriel *Offensive*, n°7, octobre 2005. Disponible sur : [http://www.les-renseignements-generaux.org/var/fichiers/textes/f6\\_escadronsmort.pdf](http://www.les-renseignements-generaux.org/var/fichiers/textes/f6_escadronsmort.pdf) (consulté le 13 janvier 2016).

<sup>146</sup> Le délégué « Sivuca, devenu plus tard député de l'État de RJ, est connu pour sa célèbre phrase : « un bon bandit est un bandit mort ». Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=bIEI9apy1o0> (consulté le 13 janvier 2016).

<sup>147</sup> D'après Zuenir Ventura, Amaury Kruehl n'a pas seulement créé l'« escadron de la mort » mais il a, également, diffusé une pratique au sein de l'institution policière carioca où le binôme violence policière-corrupcion parut dans sa version la plus moderne. Or, en 1959, on découvrit que Kruehl, considéré par les citoyens de 'bien' le 'grand exterminateur de bandits', le chef sévère de la police, était aussi impliqué dans les affaires criminelles de corruption. Voir VENTURA, Zuenir. *Cidade Partida*. São Paulo : Companhia das Letras, 1997. pp. 48-49.

<sup>148</sup> Voir BARBOSA, Adriano. *Esquadrão da morte : um mal necessário ?* Rio de Janeiro : Mandarino, 1971. p. 31.

<sup>149</sup> « Articulant la corruption et la violence - un binôme inséparable qui fleurirait dans la police au cours des décennies suivantes - le SDE a réuni des hommes violents et déterminés à exterminer les bandits de Rio et de ses



récupéré par les militaires par le biais de la multiplication des « escadrons de la mort » qui répondaient à leurs « ordres ».

L'existence de la « Triple A » en tant qu'acteur collectif a disparu de la scène argentine une fois le coup d'État de 1976 déclenché, mais ses méthodes arbitraires ont été largement reproduites par les « groupes opérationnels » dans les « Centres Clandestins de Détention » lors de la dictature - étant donné que plusieurs de ces membres ont rejoint les « patotas » - et, également, par des organisations criminelles au sein de la police *bonaerense* une fois que le gouvernement démocratique s'est mis en place. Au Brésil, l'« Écurie le Cocq » a continué à exister en tant qu'acteur collectif au sein de la police carioca après le coup d'État de 1964 et ses membres ont également travaillé en tant qu'« hommes de main » des militaires, notamment pour faire le « sale boulot » (commettre les exécutions et faire disparaître les corps des prisonniers politiques). L'« Écurie le Cocq », suite au processus d'ouverture démocratique a éclaté en plusieurs petits groupes d'« escadrons de la mort », mais aussi de « justiciers » qui reproduisaient leurs méthodes arbitraires et qui se sont répandus depuis Rio de Janeiro vers São Paulo et Espírito Santo. Les cas de la « Triple A » et de l'« Écurie le Cocq », toutes proportions gardées, révèlent donc le rapprochement institutionnel et fonctionnel entre d'un côté l'univers de la police intimement lié à celui du crime et, de l'autre côté, l'« univers » idéologique de répression politique mis en place par les militaires.

### **2.1.1. Toile de fond historique**

L'Argentine des années 60 et 70 est marquée par des vagues de répression et d'instabilité politique. Depuis la fin des années 50, une grande partie de la société argentine – notamment la classe moyenne antipéroniste - se rassemblait autour d'une demande pour la modernisation de la politique et d'un programme visant le développement rapide de l'économie. Les gouvernements radicaux diamétralement opposés à Arturo Frondizi (1958-1962) – qui a intensifié la répression contre les militants péronistes avec le « Plan Conintes »<sup>150</sup> - et d'Arturo Illia (1963-1966) – qui légalisa le péronisme, en éliminant les restrictions qui pesaient sur lui<sup>151</sup> et, en

---

environs. Ces hommes, également connus sous le nom d'« escadron de la mort », escaladeraient les bidonvilles, envahiraient les taudis et feraient exploser les voleurs, en les chassant comme des rats. Ils nettoieraient la ville » (tda.). Voir Ventura, *op. cit.*, p.35.

<sup>150</sup> DAMIN, Nicolás. *Plan Conintes y Resistencia Peronista 1955-1963*. Buenos Aires: Instituto Nacional Juan Domingo Perón, 2008.

<sup>151</sup> Ces prohibitions ont été établies par le décret 4161/56. Ce décret a été sanctionné par la junte militaire qui a

amnistiant l'ensemble des prisonniers politiques - ont essayé chacun à sa façon de mettre en place ce programme.

Cependant, gouverner l'Argentine à cette époque n'était pas une tâche facile et ce d'autant plus pour les radicaux : d'un côté, une grande partie de la population demandait le retour immédiat de Perón, de l'autre côté, la montée des secteurs conservateurs exigeait le retour des militaires. Le gouvernement convoqua donc en 1965 des élections législatives qui donnèrent une large victoire électorale aux péronistes. Cette victoire a provoqué des fissures au sein des forces armées dont une partie était fidèle à Peron, mais dont l'autre était farouchement opposée à ce dernier. Les militaires antipéronistes soutenus par certaines branches syndicales et, également, par une partie du radicalisme et de la presse entreprirent une vraie campagne de dénigrement du gouvernement d'Illia. Ce mouvement aboutit au coup d'État qui amena Carlos Onganía au pouvoir et instaura la « Révolution Argentine » (1966-1973), pendant laquelle la répression politique des opposants du régime prit de l'ampleur.

La gestion du général Lanusse (1966-1973) – appelée également « dictature tortionnaire » par la jeunesse révolutionnaire péroniste (JRP) - a dû reconnaître qu'un système basé sur la proscription du péronisme était impraticable. L'appel à des élections en 1973 a été imposé par des circonstances d'instabilité sociale et politique qui échappaient aux militaires : suite au « Cordobazo »<sup>152</sup> en 1969 les groupes armées communistes<sup>153</sup> se sont multipliés et ont intensifié leur lutte révolutionnaire en même temps qu'ils exigeaient le retour de Perón. La réponse autoritaire des militaires n'a pas réussi à déstabiliser ce mouvement en aboutissant aux élections de 1973 qui ouvrirent la voie au « deuxième péronisme »<sup>154</sup>.

Ceci dans ce contexte complexe – entre deux dictatures militaires – où le Péronisme est atteint d'une grave rupture interne (la droite et la gauche péronistes s'entretuaient<sup>155</sup>) symbolisée par le « Massacre d'Ezeiza » dont émergea la « Triple

---

gouverné *de facto* l'Argentine de 55-58 et il interdisait toute forme d'affirmation idéologique ou de soutien péroniste.  
<sup>152</sup> Important mouvement de protestation populaire qui eut lieu à Córdoba, l'une des principales villes industrielles de l'Argentine, le 29 mai 1969. Ce soulèvement populaire a été à l'origine de la chute de la dictature de Juan Carlos Onganía.

<sup>153</sup> Notamment, les FAP (Forces Armées Péronistes), les FAR (Forces Armées Révolutionnaires) et les ERP (Armée Révolutionnaire du Peuple) qui, rejoignirent par la suite aux Montoneros. Ces groupes étaient composés principalement de jeunes étudiants, déçus des pratiques des syndicats et des partis politiques traditionnels de droite et de gauche. Ils ont appelé à la révolution populaire comme moyen de construire une « nouvelle société ».

<sup>154</sup> Voir Sidicaro, *op. cit.*, 2010.

<sup>155</sup> Pour comprendre cette rupture interne, il est nécessaire de revenir quelques années en arrière avec le « Mouvement Tacuara » : « Tacuara représentait la jeunesse nationaliste après le premier péronisme. Son soutien théorique était la notion nationaliste de la 'croix et de l'épée' de Meinvielle et l'exemple historique du nationalisme de l'entre-deux-guerres. Sa pratique est basée sur l'idée d'un combat de tout ou rien contre un ennemi interne et un traître à la patrie. Son nom revient aussi à Tacuara Joe Baxter, l'un des leaders de l'ERP (Armée Révolutionnaire du Peuple). Ainsi, ce mouvement n'est pas une idéologie avec deux démons mais un seul : l'héritage historique du fascisme argentin. Cette vision militariste de la politique l'avait réduit donc à un conflit qui présentait une guerre

A ». Ce « massacre » qui eut lieu lors d'un rassemblement organisé par la faction gauche du péronisme à l'Aéroport d'Ezeiza le jour du retour de Perón de l'exil marqua un tournant irréversible : la droite et son bras armé, voulant se rassurer sur le fait que leur « leader » tellement attendu, trancherait en faveur de leur camp idéologique, ont créé une mise en scène de terreur, en mettant une centaine de tireurs d'élite, postés à des points stratégiques pour tirer dans la foule. La police et l'armée n'intervinrent pas et le bilan fut lourd : plus d'une centaine de morts et plusieurs blessés<sup>156</sup>. Ce fait faussa l'équilibre interne des forces au sein du péronisme et produit un phénomène de violence politique incontrôlable. Perón fut élu président le 23 septembre 1973 et se tourna vers la droite du mouvement péroniste, en donnant, (in)directement<sup>157</sup>, carte blanche aux actions arbitraires des « bandes parapolicieres » qui composèrent la « Triple A ». Une guerre larvée suivit entre la droite et les Montoneros et fit des milliers de morts, en préparant le terrain à la prise de pouvoir de la junte militaire en 1976 qui, au delà de la répression politique des dictatures passées, mit en place une machine d'anéantissement idéologique et d'extermination du « communisme » en Argentine.

Si, pour Perón, il avait été très difficile de gouverner un pays divisé, à la tête d'un parti divisé, cela coûta beaucoup plus cher à sa veuve Isabel. Suite à la mort de Perón en 1974, l'influence politique de José Lopez Rega s'accrut de plus en plus depuis son poste de « Ministre du Bien Être Social » et, la « Triple A » entra réellement en action. À la mi-1975, au cours de la crise économique, Lopez Rega et son bras armé étaient tombés en disgrâce, et le péronisme prit un tournant plus à gauche en se

---

sacrée d'« anéantissement » comme la seule solution possible. Cet héritage fasciste ne peut pas être limité ni automatiquement lié à la genèse des Montoneros (encore moins dans ses bases de gauche qui n'avaient aucune relation avec Tacuara). Il faudra la chercher dans sa tradition nationaliste dans l'Armée et dans l'Église, dans la Triple A et dans le terrorisme d'État conséquent de la dernière dictature (1976-1983) » (tda.). Voir : FINCHELSTEIN, Federico. *La Argentina fascista: los orígenes ideológicos de la dictadura*. Buenos Aires: Editorial Sudamericana, 2008. pp.134-135.

<sup>156</sup> Les chiffres officiels du massacre affirment qu'il y a eu 13 morts et 365 blessés, alors que d'autres observateurs extra-officiels parlent de plus de 300 morts et au moins 1000 blessés.

<sup>157</sup> Dans l'entretien réalisée par Ragendorfer à Marcelo Larraquy pour le documentaire « Parapolicial Negro... », l'une des questions reposait sur la responsabilité de Perón sur les attentats de la Triple A. À laquelle Larraquy répondit : « Perón lisait les journaux comme tout le monde et il voyait qu'il y avait un groupe, qui n'était pas *montoneros*, et qui organisait des actions armées contre des groupes de *montoneros*. Je ne sais pas si Perón a demandé à la SIDE (« Service de renseignement de l'État »), tant à l'armée qu'aux services de l'État d'organiser ce type d'attentats. Mais je sais que lorsqu'une journaliste a demandé à Perón ce que le gouvernement était en train de faire contre les attentats fascistes, c'est ainsi que la journaliste Guzzeti les a qualifiés, Perón lui a dit de faire des recherches et de confirmer par elle-même ses dires, c'est-à-dire qu'il essaye de montrer une position équilibrée. Mais il y a une différence, car ceux qui constituaient l'orthodoxie, la droite, la défense de la doctrine de Perón, étaient à l'intérieur de l'État que commandait Perón. Il y a plein d'éléments qui le prouvent, comme la restitution de Villar en tant que sous-chef de la police le 24 janvier 1974, ce qui démontre la volonté de Perón de réprimer les mouvements de Montoneros, car Perón connaît Villar et que Villar avait déjà réprimé le péronisme ». (tda.). Entretien réalisé par Ricardo Ragendorfer à Marcelo Larraquy lors de la réalisation du documentaire « Parapolicial Negro : apuntes para una prehistoria de la AAA », dont la transcription m'a été gracieusement cédée par la production le 26/04/2016.

rapprochant de sa base syndicale. Cependant, cette tentative de sauver le gouvernement ne fut pas suffisante pour rétablir l'ordre politique et économique durement touché par les années passées d'instabilité et de violence. Ainsi, le 24 mars 1976, le coup d'État mit fin par la force à la deuxième expérience du péronisme au pouvoir et mit fin également aux activités de la « Triple A ».

La toile de fond historique de l'émergence de l'« Écurie Le Cocq » au Brésil dans les années 60 est marquée d'un côté, par des vagues progressistes au niveau national – avec les gouvernements de Juscelino Kubitschek de Oliveira (le père du « Brésil moderne »<sup>158</sup>) et celui de João Goulart, caractérisé par un vrai tournant à gauche et, d'un autre côté, des mesures conservatrices au niveau régional et local par le biais de l'organisation des forces de droite autour de l'oligarchie rurale et des fractions de droite de l'Église catholique et des forces armées.

C'est à Rio de Janeiro (« État de la Guanabara »<sup>159</sup> à l'époque) lors du gouvernement de Carlos Lacerda (UDN) que les réponses conservatrices se prononcèrent davantage avec l'encouragement et l'aide financière à la formation de groupes « parapoliciers » déjà existants au sein de la Police Spéciale depuis la SDE d'Amari Krueel et qui étaient responsables de « chasser les bandits »<sup>160</sup>. Lacerda parvint donc à se faire élire, en stimulant les instincts de peur de la petite bourgeoisie *carioca*, et conspira presque ouvertement contre João Goulart et le Mouvement pour les réformes de base sociale qui avaient donné voix à une partie historiquement « marginalisée » de la population.

C'est pourquoi, à cette époque, les bidonvilles de Rio de Janeiro ont été à nouveau les cibles prioritaires de la spéculation immobilière et des politiques de contrôle et de « nettoyage ethnique et social ». D'une part, le gouvernement incitait les politiques coercitives d'« assistance sociale » qui forçait le déplacement des populations pauvres vers des complexes urbains lointains, notamment, vers la zone ouest et la zone nord de la ville<sup>161</sup>. D'autre part, la police carioca gérait les « problèmes

---

<sup>158</sup> Juscelino Kubitschek a lancé son « plan pour le développement » qui comptait sur une forte participation des capitaux étrangers afin de « moderniser » le Brésil. Pour cela, il ciblait les bases des industries automobile et navale et ouvrait de nombreuses routes vers le centre ouest du Brésil, ce qui se consolida avec la construction de Brasilia et, par conséquent, le titre de nouvelle capitale du pays.

<sup>159</sup> Après le transfert de la capitale fédérale vers Brasilia, la ville de Rio de Janeiro est devenue un État, l'État de Guanabara.

<sup>160</sup> Cette politique d'« élimination physique décrite par Amaury comme étant 'la forme la moins chère de combattre le crime', était appliquée de manière sélective. On choisissait les victimes et on essayait de garder une certaine apparence légale, en simulant toujours la légitime défense » (tda). Voir : LOPES, Adérito. *O Esquadrão da morte*. Lisboa: Prelo, 1973. p. 23.

<sup>161</sup> La majorité de ces complexes urbains lointains – appelés au Brésil de « quartiers prolétaires » (« bairros proletários ») ont été construits avec le financement des États Unis. Le quartier de Vila Kennedy en est l'un des exemples. Ce quartier a été financé avec les ressources de l'« Alliance vers le Progress », un programme nord-

sociaux » avec une violence inouïe et une idéologie très répandue diffusée au sein du « lacerdisme udeniste » selon laquelle la « pauvreté », l'« indigence » devraient être éliminées d'une manière ou d'une autre, par des moyens légaux ou illégaux.

L'évènement emblématique qui expliqua cette idéologie et la mesure dans laquelle la police se l'appropriée ensuite eut lieu pendant les mois qui suivirent la désignation du Général de l'Aéronautique Gustavo Borges – éminent fasciste d'extrême droite – par le gouverneur Lacerda pour le poste de Secrétaire de la Sûreté de l'État de Guanabara. La « Section de répression à la Mendicité » de la Police *carioca* ne supportant plus de s'occuper des mendiants qui « infestaient » la villa, décida de les éliminer en noyant 19 d'entre eux dans la rivière Gandu<sup>162</sup>. C'est grâce à une survivante que l'on apprit la tragédie, et le gouvernement se vit dans l'obligation d'ordonner l'ouverture d'une enquête. La conclusion de cette enquête attribua le massacre à la décision individuelle de quelques policiers sans que la direction de la police ou le gouvernement de l'État en soient tenus pour responsables. Cependant, plusieurs sources démontrèrent qu'entre 1962 et 1963 le gouvernement avait donné carte blanche aux groupes « parapoliciers » afin qu'ils mettent en place une « opération tue-mendiants » pour accueillir la visite de la Reine Elizabeth.

L'« Écurie le Cocq » garda ses racines dans ce contexte arbitraire de montée du fascisme d'extrême droite antérieure au coup d'État de 1964. La victoire des forces de droite libéra les instincts les plus bas d'une fraction de la petite bourgeoisie sympathisante de ce fascisme et les méthodes les plus violentes du système répressif policier. L'élimination physique des soi-disant « marginaux » commença donc avant l'avènement de la dictature<sup>163</sup> mais elle ne prit des dimensions nationales qu'en 1968-1969 avec la recrudescence de la répression politique envers les « communistes », où le modèle de l'« Écurie le Cocq » fut reproduit également à São Paulo, à Santos, à

---

américain de promotion de projets sociaux en Amérique latine destiné à freiner la progression du communisme. Villa Kennedy a été contemplée avec une réplique de la « Statue de la Liberté » pour marquer cette « alliance ».

<sup>162</sup> La rivière Gandu est rentrée dans l'histoire des exécutions par les groupes para-policiers étant donnée la quantité des corps qui y ont été retrouvés : « la rivière Gandu a été le premier cimetière clandestin de cadavres du escadron de la mort (...) le registre des autorités policières, qui ordonnaient recueillir les corps sans au moins un examen sur place, décrivait toujours d'un inconnu, blanc ou noir, habillé ou nu, méconnaissable, emmené à la morgue locale pour être enterré dans une fosse peu profonde (« cova rasa »). Après la date limite légale, ils étaient enterrés, définitivement, comme indigents. Ces dossiers cachent des centaines de crimes » (tda). Voir Barbosa, *op. cit.*, p. 105.

<sup>163</sup> Même après la dictature, l'Écurie poursuivit ses activités en tant qu'« organisation à fins philanthropiques » formée également par des policiers et des justiciers, qui agirent en ayant pour but d'« améliorer le moral et servir la communauté ». Ses missions – pendant plusieurs années mises dans la clandestinité - étaient désormais ciblées sur des actions d'extermination *tout court* destinées à « désinfecter » l'espace urbain de personnes considérées indésirables. Aujourd'hui, les nostalgiques de l'Écurie le Cocq au sein de la police prêchent la formation de groupes d'auto-défense pour protéger leurs « hommes de bien » à RJ. Voir par exemple une article très récent dans la presse sensationnaliste *carioca* sur le retour de l'Écurie le Cocq : ALARCÓN, Emilio. « Scuderia Detetive Le Cocq : 'A vítima agora é o policial, reagrupar é necessário' ». *Jornal Nação*, Rio de Janeiro, 25/08/2017. Disponible sur : <https://jornalnacao.com/scuderia-detetive-le-cocq-a-vitima-agora-e-o-policial-reagrupar-e-essencial/#> (Consulté le 19 mars 2018).

Salvador et à Victoire, capitale de l'État d'Espírito Santo. Le régime militaire et les gouvernements de ces États, devant l'extension prise par les mouvements révolutionnaires se sont aperçus de l'intérêt potentiel de se servir des méthodes des « escadrons de la mort » dans la lutte contre les « subversifs ». Face à ce fait, les autorités ont protégé (« blindé ») les actions de ces groupes en niant leur existence<sup>164</sup>.

## 2.1.2. Les origines de la « Triple A » et de L'« Écurie le Cocq »

Analyser les origines et les « évolutions » de ces deux acteurs collectifs est une tâche extrêmement difficile étant donné la rareté des sources fiables. En Argentine, les sources sont un peu plus accessibles – revues d'extrême droite comme *El Caudillo*<sup>165</sup> ou *Cabildo*<sup>166</sup> ou quelques ouvrages académiques sur la thématique ou encore des témoignages des survivants des attentats de la « Triple A »<sup>167</sup> - qu'au Brésil où la majorité des sources disponibles se résume à la chronique policière et à certains récits parfois enthousiastes<sup>168</sup> des journalistes sur les activités des « escadrons » de cette époque<sup>169</sup>. Certains journaux des années 70 tant à RJ qu'en SP ont divulgué les assassinats commis par les « escadrons » comme s'ils étaient de véritables « spectacles publics ». Des journaux tels que *A Última Hora*<sup>170</sup>, *la Luta Democrática*, *O Dia*<sup>171</sup> se

---

<sup>164</sup> C'est le cas notamment du gouverneur de São Paulo entre 1967-1971, Abreu Sodré (UDN), qui nia à plusieurs reprises l'existence de l'Escadron et, également, du secrétaire de la Sécurité du gouvernement de Guanabara, le général Luis França de Oliveira, qui alla même jusqu'à créer un groupe composé de onze policiers « célèbres » de Rio, qu'il appela les « Onze hommes en or » dans le but évident de donner, par la création de cet Escadron « officiel », une couverture aux Escadrons « non officiels ». (tda). Voir : Lopes, *op. cit.*, p. 28.

<sup>165</sup> El Caudillo de la Tercer Posición (Le Caudillo de la troisième position) a vu le jour le 16 novembre 1973 et était un magazine de la droite péroniste, dirigée par Felipe Romeo (personnage très important dans les secteurs conservateurs et d'extrême droite, qui s'était enfui du pays lorsque la cause de la « Triple A » a été reprise en 2007 et ce jusqu'à sa mort). Le magazine fonctionnait comme un moyen de propagande de la Jeunesse Péroniste de la République d'Argentine (JPRA), du Commandement d'Organisation (C de O), de la Jeunesse Syndicaliste Péroniste et, notamment, de l'Alliance Anticomuniste Argentine (Triple A). Ce magazine a été financé par Lopez Rega et, par conséquent, par le Ministère des Affaires Sociales et s'opposait radicalement au *Descamisado* (l'hebdomadaire de Montoneros). Voir les numéros sur le site « ruinas digitales » : <http://www.ruinasdigitales.com/el-caudillo/listado-de-numeros/> (Consulté le 15 janvier 2016).

<sup>166</sup> Le magazine Cabildo est devenu l'expression la plus emblématique du nationalisme catholique fasciste argentin. Le premier numéro fut mis en vente le 17 mai 1973, huit jours avant l'investiture du Dr Héctor J. Cámpora en tant que président de la République argentine.

<sup>167</sup> Par exemple, nous avons eu accès à une série d'entretiens cédés par la production du film « Parapolicial Negro... » avec soit des chercheurs et des journalistes qui travaillent directement sur la Triple A soit avec ses propres victimes.

<sup>168</sup> Par exemple, le livre « Esquadrão da morte : um mal necessário? » d'Adriano Barbosa dans lequel il laisse sous-entendu sous forme de question ce qu'une grande partie de la population brésilienne pensait à l'époque : les escadrons de la mort seraient-ils un « mal nécessaire » ?

<sup>169</sup> Notamment, les récits d'Hélio Bicudo, qui, lors de la dictature militaire fut procureur de la République de l'État de São Paulo et un fort combattant des escadrons de la mort. Voir : BICUDO, Hélio, *Do Esquadrão da Morte aos Justiceiros*, São Paulo : Edições Paulinas, 1988. Voir également Lopes, *op. cit.*, 1973.

<sup>170</sup> A « Última Hora » est, dans les années 70 et 80, un journal totalement différent de celui créé des décennies plus

concentraient notamment sur le binôme sexe/ crime afin de mieux toucher les classes populaires.

Cependant, parmi ces sources rares, deux chroniques méritent d'être retranscrites presque intégralement. Le premier récit raconte le déroulement d'une opération dirigée par Morales et Almirón qui eut lieu en 1963, en d'autres termes, 10 ans avant l'avènement de la « Triple A » :

« *Le Pélican* Irusta, qui dirigeait une bande de malfrats très active, avait prévu de braquer un magasin de vente en gros du quartier Saavedra. Le matin du 23 août 1963, quatre de ses hommes ont pénétré l'entrepôt par la porte principale et deux autres par une porte secondaire. Ils misaient sur l'effet de surprise, sans savoir qu celui-ci allait se retourner contre eux. Ils ont été reçus par une pluie de tirs. Irusta a été atteint par une salve de mitrailleuse et est mort avant même de toucher le sol. On a tué deux autres en leur tirant dessus depuis un marché ouvert de la zone et le reste, à coup de tirs effectués à l'intérieur de l'entrepôt. Il paraît qu'on a retrouvé parmi les morts le *batidor* (organisateur du coup). Et que ses derniers mots furent :

- Ne tire pas *Chango*, c'est moi !

C'était à l'époque le surnom du sous-commissaire Morales. Il était secondé par Almirón, qui portait le grade de sous-inspecteur, et par trois sous-officiers : Edwin Farquarsohn, Jorge Rivero et Aldo Ernesto Dumas. Ils appartenaient à la très dangereuse Sous-section de surveillance générale, une des branches opérationnelles de la section de Vols et Vols qualifiés. On pourrait dire que leur spécialité était la prévention du délit ; en d'autres termes, ils décelaient les vols et braquages avant que ceux-ci n'aient lieu. Et ils avaient une tactique infaillible : ils recevaient d'abord des informations sur une opération possible ; ensuite, ils tendaient une embuscade et massacraient les voleurs. C'était tellement efficace qu'ils réussirent à organiser une vingtaine de guet-apens et à abattre 76 bandits, rien qu'au cours de ce semestre-là. À ce sujet, il faut souligner que Morales et les siens furent des pionniers dans l'utilisation d'indics à des fins d'extermination. Toutefois, à la différence de ceux qu'ils signalaient, le sort des indics n'était pas toujours scellé. Certains ont même réussi à intégrer de manière officieuse le noyau dur de la brigade. Tel fut le cas d'Adolfo Ocampo, qui constitue un véritable paradigme de la délation dans l'histoire de la police argentine. Il se présentait tous les après-midis à la même heure au bureau des Vols et Vols qualifiés ; de leur côté, Morales et d'autres policiers lui rendaient visite une ou deux fois par semaine à son domicile.

---

tôt par Samuel Wainer, avec l'intention de soutenir Getúlio Vargas et qui sera connu exactement pour son contenu politique. Dans les années 70, c'est un journal en crise, avec une perte importante de public et d'annonceurs. Son contenu devint principalement sensationnaliste, en mettant l'accent sur la police et les faits divers, construisit son récit sur un ton mélodramatique et avec un fort attrait populaire, principalement du fait des marques de langage familier et d'oralité. Archive historique disponible sur le site de l'Archive Publique de l'État de São Paulo : <http://www.arquivoestado.sp.gov.br/uhdigital/> (consulté le 15 janvier 2016).

<sup>171</sup> « O Dia », sous la direction de Chagas Freitas, un politicien conservateur, s'inscrivit dans le même modèle de journalisme du journal « Última Hora ». De plus, la discorde de ces deux journaux pour les titres les plus « sensationnalistes » sera représentatif du journalisme carioca de cette période.

Cette année là, la *patota* « officielle » (la crème de l'escadron) s'était même rendue chez lui pour fêter Noël avec sa famille. D'ailleurs, les voisins pensaient qu'il était policier. Cette confusion était alimentée par le fait que Ocampo participait régulièrement à des opérations de police. Mais personne n'imaginait la véritable nature de son lien avec les policiers. Dans tous les cas, cet homme avait le droit de braquer des contrebandiers, dont il vendait le butin par la suite. Le *Chango* désignait la victime et Ocampo dénonçait l'acheteur. En d'autres termes, la *patota* ne se contentait pas de conserver les marchandises et l'argent mais exigeait de l'acheteur une importante rançon en échange de sa libération. »<sup>172</sup>

Le deuxième récit décrit les circonstances de fondation de l' « Écurie le Cocq » et l'émergence des « escadrons de la mort » à Rio de Janeiro :

« Trois octobre 1964 à l'aube. Des hommes rampaient dans la brousse autour de la cabane et se mettaient en position de tir. L'étreinte se resserrait. Une voix perça l'obscurité à Cabo Frio, dans un lieu connu comme Saco de Fora.

- Cara de Cavallo, tu es cerné. Sors de là, les mains en l'air. (...)

- Tu vas mourir comme un chien, espèce de bandit. Sors de là ou on te tire dessus.

Se sachant perdu, Cara de Cavallo actionna son arme. Ses tirs le localisèrent à l'intérieur de la cabane. Les rafales de mitrailleuse se succédèrent et l'assaut fut lancé. On compta plus de 60 impacts de balle sur le cadavre du bandit. (...)

---

<sup>172</sup> « El *Pelicano* Irusta, que encabezaba una prolífica banda de hampones, había planeado asaltar un almacén mayorista del barrio de Saavedra. A tal efecto, en la mañana del 23 de agosto de 1963, cuatro de sus hombres irrumpieron en ese lugar por la entrada principal y otros dos lo hicieron por una puerta secundaria. Apostaban al factor sorpresa, sin suponer que éste se les volvería en contra. Lo cierto es que serían recibidos con una lluvia de tiros. Irusta fue atravesado por una ráfaga de ametralladora y murió antes de caer al suelo. Otros dos murieron baleados desde los puestos de una feria pública vecina, y el resto, con disparos efectuados desde el interior del negocio. Dicen que entre ellos habría estado el mismísimo *batidor* del asunto. Y que sus últimas palabras fueron:

– ¡No tires *Chango*, soy yo!

Ese era el apodo del entonces subcomisario Morales.

Lo secundaba Almirón, que tenía grado de subinspector, y tres suboficiales: Edwin Farquarsohn, Jorge Rivero y Aldo Ernesto Daumas. Todos ellos prestaban servicios en la peligrosísima subsección de Vigilancia General, una de las patas operativas de Robos y Hurtos. Se podría decir que su especialidad era la prevención del delito; en otras palabras, esclarecían asaltos antes de que éstos se cometieran. Y con una táctica infalible: primero recibían el dato de un posible hecho; luego se emboscaban para masacrar a los ladrones. Y lo hacían sin ningún tipo de consideración. Tan es así que, únicamente en el transcurso de aquel semestre, habían efectuado unas 20 ratoneras con un saldo favorable de 76 pistoleros abatidos. Al respecto, cabe destacar que Morales y los suyos fueron pioneros en el uso de soplones con fines de exterminio. Sin embargo – a diferencia del hecho descripto –, éstos no siempre tenían fecha de vencimiento. Algunos, incluso, integraron de manera oficiosa el elenco estable de aquella brigada. Tal fue el caso de Adolfo Ocampo, que pasaría a la historia policial argentina como un verdadero paradigma de la delación. Todas las tardes concurría puntualmente a las oficinas de Robos y Hurtos; a su vez, Morales y otros policías iban a visitarlo un par de veces por semana a su propio domicilio. Incluso, la patota policial en pleno festejó allí la Navidad de ese año, con los familiares del confidente. Los vecinos hasta creían que éste era policía. Tal confusión se vio robustecida por el hecho de que Ocampo solía participar en operativos policiales. Pero nadie imaginaba la naturaleza real de aquella relación. Lo cierto es que ese hombre tenía autorización para asaltar a contrabandistas; después vendía el botín. El *Chango* le marcaba a la víctima y Ocampo delataba al comprador. En resumen, la patota no sólo se quedaba con la mercadería y el dinero de la venta sino que, además, le exigía al reducir una elevada suma para recuperar la libertad. » (tda). Chronique écrite par Ricardo Ragendorfer pour la revue « Caras & Caretas » en août 2007, qui a donné naissance au film « Parapolicial Negro.. ». Cette note m'a été envoyée par Ricardo en format word et n'est pas disponible sur internet.



Cara de Cavalo trabalhava sempre sozinho. Ele não tinha cúmplices e usava mulheres para fazer cumprir suas exigências aos alvos. Sua execução foi feita pelos companheiros do Gringo, na beira da morte. Pouco tempo depois foi fundada a Escuderia Milton Le Coque, destinada a preservar a memória do falecido. Ela se inspirou em um artigo de David Nasser intitulado « Dez por um », no qual o jornalista exigia a vida de dez criminosos por cada policial morto. Nasser foi assim nomeado presidente honorário.

Para o emblema, uma cabeça de morto, dois ossos cruzados e as siglas E.M., as de a Esquadra Motorizada da Polícia Especial, depois a extinção da P.E. O brasão da Esquadra Motorizada simbolizava o perigo ao qual os homens estavam expostos e o perigo de morte que implicava suas manobras no guidão da sua motocicleta, mas a utilização das siglas E.M. servia de proteção. A ideia da esquadra ganhou corpo e foi colocada sob a presidência do detetive Euclides Nascimento, chamado Garotão, um velho colega de Le Coque no seio da E.M. da Polícia Especial. O número de associados aumentou, assim como o número de aqueles que foram admitidos em virtude de laços afetivos ou de cooperação com a polícia, e que tinham o direito de exibir o emblema do grupo em seus veículos. Por todas estas razões, mas principalmente em razão de seu logotipo E.M. distintivo, começou a confundir-se com a Esquadra da Morte. Por aliás, havia caçadores de criminosos famosos entre os líderes do grupo.

A cidade do Rio e a Baixada Fluminense atravessavam então uma fase intensa de execuções de marginais e de indivíduos não identificados. Os corpos eram levados para a Ilha da Madeira e a Restinga da Marambaia. As estradas desertas estavam cobertas de cadáveres perfurados por balas. Contava-se as vítimas por centenas, e elas ultrapassavam o milhão atualmente. No centro do mistério de estas matanças, ressurgiu, a Esquadra da Morte, lendária, como o responsável das execuções. Mas quem era a Esquadra? A polícia? Havia de numerosas acusações, mas as provas faltavam. Na realidade, o ato de matar tornou-se um gesto comum entre os policiais como entre os criminosos, e todos faziam prova de uma mesma violência. A polícia não queria mais voltar às costas dos homens ao pé da sepultura.»<sup>173</sup>

---

<sup>173</sup> « Madrugada do dia 3 de outubro de 1964. Homens rastejavam pelo mato baixo, ao redor do casebre, e tomavam posição de tiro. O cerco foi-se apertando. Uma voz gritou na escuridão, em Cabo Frio, no local conhecido por Saco de Fora :

- Cara de Cavalo, você está cercado. Saia daí, de mãos na cabeça. (...)

- Vai morrer como um cão, seu bandido. Saia daí ou vai bala agora mesmo.

Perdido no bloqueio, Cara de Cavalo acionou sua máquina. Seus tiros localizaram-no dentro do casebre. As rajadas de metralhadora partiram sucessivas e veio a invasão do esconderijo. Mais de 60 buracos de bala foram contados no cadáver do bandido. (...) Cara de Cavalo sempre roubou sozinho. Não tinha quadrilha e usava mulheres para levar suas exigências aos banqueiros de jogo. Sua execução foi a promessa cumprida pelos companheiros do Gringo, à beira do túmulo. Pouco depois, nasceu a Escuderia Milton Le Coque, destinada a manter viva a lembrança e o exemplo do companheiro morto. Foi inspirada num artigo de David Nasser, intitulado « Dez por um », em que o repórter cobrava a vida de dez criminosos por um policial morto. Nasser foi escolhido presidente de honra. Como distintivo, a caveira, duas tibias cruzadas e a inscrição E.M., mesmo emblema da Esquadra Motorizada da Polícia Especial, a que pertenceram Le Coque e a maioria dos seus companheiros, transferidos para a Polícia Civil, ao extinguir-se a P.E. O escudo da Esquadra Motorizada representava o perigo a que se expunham seus homens, no desafio à morte em acrobacias de motocicleta, mas a sigla E.M. serviria para abrigo da violência. A ideia da escuderia tomou corpo, realizou-se, sob a presidência do detetive Euclides Nascimento, o Garotão, velho companheiro de Le Coque na E.M. da Polícia Especial. Cresceram seus associados, alastrou-se o número dos que, por colaboração ou laços afetivos com a polícia, foram admitidos como amigos da Escuderia, com direito ao uso do emblema do grupo em seus carros. Por todas as circunstâncias e, sobretudo, pela marca E.M. de seu distintivo, a escuderia passou a ser confundida com a Esquadra da Morte. Além de tudo, entre os homens de proa do grupo, havia conhecidos caçadores de criminosos. O Rio e a Baixada Fluminense passavam por uma fase intensa de execuções de marginais ou

Aussi bien les éléments suscités par le premier récit que ceux qui émergent du second sont très riches et démontrent les caractéristiques liberticides de ces groupes avant même qu'ils deviennent des engrenages essentiels à la répression politique. En effet, leurs méthodes arbitraires – la « chasse aux bandits communs », la « délation » et leurs liens étroits avec l'univers criminel - ont été largement fonctionnels à la « chasse aux criminels politiques » qui fut mise en place lors des régimes d'exception.

Au début des années 60 à Buenos Aires, Rodolfo Almirón, Juan Ramon Morales, Edwin Farquasohn et d'autres membres du « Département de vols et de vols qualifiés » de la Police Fédérale ont organisé un groupe criminel associé à la bande de Miguel Prieto, le « Fou Prieto ». Leur spécialité couvrait plusieurs affaires criminelles, telles la contrebande, les enlèvements, le trafic de drogues et la traite de personnes. Une grande partie des profits de ces « activités » servait donc à payer la protection policière du groupe de Morales et d'Almirón. Lors de cette période un tournant qualitatif s'est produit aussi bien au niveau du type de « criminalité » présente à Buenos Aires qu'au niveau des caractéristiques de fonctionnement de la police.

« Il y a comme une nouvelle étape dans l'histoire criminelle, qui est marquée par une série de circonstances. Il me semble que l'une d'entre elles est l'émergence d'un nouveau type de criminel. Je ne sais pas si l'on peut parler d'un nouveau type de délinquant mais d'une série de bandes qui, concrètement, sont plus violentes et privilégient les armes à la planification de braquages élaborés. Par ailleurs, on observe qu'il y a une série de nouveaux délits liés à la contrebande. La contrebande produit de la *mejicaneada*, c'est à dire le vol de marchandises en interne. Un autre type de délit qui surgit à cette époque, ou du moins sa dénomination, est celui de la piraterie de l'asphalte. D'après ce que j'ai pu trouver, au début des années 60 est apparue une bande que la presse appelle « Les pirates de l'asphalte », et c'est sous cette appellation que l'on désigne par la suite ce type de spécialité. Un autre élément important à cette époque est l'émergence d'une police à la main de fer. La police a toujours été intraitable, néanmoins, une nouvelle génération surgit. La figure de proue de cette nouvelle police était Evaristo Meneses, le commissaire Meneses, qui dirigeait la Section de Robos y Hurtos. Meneses est parti ou a été forcé de partir à la retraite en 1961. Et c'est le commissaire Horacio Gargiulo, ancien bras droit de Meneses, qui prit la relève à la tête de la section. Il y a toute une série de

---

desconhecidos. As águas do Gandu arrastavam corpos, cujas ossadas iam dar na Ilha da Madeira e Restinga da Marambaia. Pelas estradas desertas, corpos crivados de balas. Chegaram às centenas e já passam do milhar. No mistério da matança, ressurgem, lendário, o Esquadrão da Morte como responsável pelas execuções. Mas quem era o Esquadrão ? A polícia ? As acusações eram muitas, mas faltavam as provas. Na verdade, matar já se transformara numa mentalidade a dominar policiais e bandidos, igualando todos na mesma violência. A polícia não queria mais despedir-se de seus homenes à bica das sepulturas. » (tda). Voir Barbosa, *op. cit.*, p. 45-48.

nouveaux chefs, parmi lesquels on trouve Juan Ramón Morales, à la tête de la surveillance générale. »<sup>174</sup>

Le « Fou Prieto » finit brûlé vif dans la prison de Devoto le 21 Janvier 1965. Morales, Almirón et Farquasohn furent poursuivis pour « manquement au devoir » de la surveillance du prisonnier puis ils furent acquittés. Ils furent ensuite expulsés de la Police Fédérale en 1970, mais trois ans plus tard, Lopez Rega les a réintégré<sup>175</sup> en les élevant de trois grades dans la hiérarchie au sein de la police. C'est le début de l'histoire de la « Triple A ».

À Rio de Janeiro, à l'origine de l' « Escadron », il y a eu l'assassinat d'un célèbre inspecteur de la police, Milton Le Cocq par un bandit également célèbre, Cara de Cavallo<sup>176</sup> (« Tête de Cheval »). Les collègues de Le Cocq vengèrent sa mort, en exécutant « Cara de Cavallo ». Au début de 1965 – a dictature militaire étant déjà en place -, ces mêmes policiers décidèrent de « légaliser » leurs actions d'extermination en créant un club auquel ils donnèrent le nom d'« Écurie Le Cocq » ou « Escadron

---

<sup>174</sup> « Hay como una nueva etapa en la histórica criminal, que está marcada por una serie de circunstancias. Una, me parece, es la aparición de un nuevo tipo de delincuente. No se si un nuevo tipo de delincuente. Pero una serie de bandas, concretamente, más violentas con una notoria predilección por el uso de las armas antes que por los planes demasiado elaborados para cometer asaltos. Por otro lado, lo que uno ve, es que hay una serie de delitos nuevos que sobre todo están relacionados con el tema del contrabando. El contrabando lo que genera es la mejicaneada, el robo interno de las mercaderías. También otro delito que aparece en la época, o por lo menos aparece la denominación, es la cuestión de la piratería del asfalto. A principio del año 60, por lo que pude ver, hay una banda, justamente, a la que la prensa llama 'Los piratas del asfalto'. Después esa denominación se utiliza ya para denominar la especialidad. Otro factor de la época es el surgimiento de una policía de mano dura, la policía históricamente ha tenido mano dura, pero una nueva promoción en todo caso. La figura mas visible de esa policía fue Evaristo Meneses, el comisario Meneses, jefe de Robos y Hurtos. Meneses se retira en el año 61 o lo retiran. Y ahí es cuando toma la jefatura de Robos y Hurtos el comisario Horacio Gargiulo que era el segundo de Meneses hasta eses momento. Y, a la vez, aparecen una serie de nuevos jefes, entre ellos Juan Ramón Morales como jefe de vigilancia general » (tda). Entretien réalisée par Ricardo Ragendorfer à Osvaldo Aguirre lors de la réalisation du documentaire « Parapolical Negro : apuntes para una prehistoria de la AAA », dont la transcription m'a été gracieusement cédée par la production.

<sup>175</sup> « Écoute, je pense que eux deux (Morales et Almirón) avaient une entreprise de sécurité... ils étaient en dehors de la police et ils assuraient par eux-mêmes la sécurité d'une usine, quelque chose de très informel, et c'est López qui les réintègre. C'est ce qui se produit, mais regarde la différence en termes de parcours et de ceux qui les réembauchent. Villar (également licencié quelques années plus tôt) est réintégré de force par Perón pour combattre la guérilla à l'aide de la police. López Rega demande à Morales d'organiser son dispositif de sécurité et de créer une force qui dispose d'une capacité opérationnelle, qui devait lui permettre de réaliser des attentats contre ses ennemis. Perón avait une vision beaucoup plus professionnelle de la répression, même si Villar employait des méthodes de répression illégales, tandis que López Rega cherchait à construire quelque chose de similaire à ce qu'il avait connu au cours de sa vie, quelque chose à échelle d'un quartier, avec des policiers qu'il connaissait et dont il connaissait les activités délictuelles. Il voulait en quelque sorte les intégrer dans une entreprise délictuelle mais avec une fonction politique [...]. López Rega observe le fonctionnement du Péronisme et il voit que toutes les factions sont organisées en bandes, les syndicats, les groupes nationalistes ou péronistes et décide de former sa propre bande, car il sait qu'à cette époque la politique consistait à pouvoir frapper en premier de manière violente. » (tda.). Entretien Marcelo Larraquy, *op. cit.*, 2016.

<sup>176</sup> Hélio Oiticica, l'un des plus importants artistes contemporains brésiliens, a dédié une oeuvre à *Cara de Cavallo*. Oiticica avait une certaine fascination pour les types marginaux et les *malandros* de la périphérie de Rio de Janeiro, principalement dans la communauté de Mangueira. Cara de Cavallo, accusé d'avoir tué un policier, a été l'une des premières victimes de l'escadron de la mort en octobre 1964. Oiticica lui rend donc hommage avec l'oeuvre intitulée « Soyez marginal, soyez héros ». Cette oeuvre est devenue notable au sein du mouvement appelé *marginália* ou culture marginale, très présent sur la scène culturelle brésilienne à partir de 1968. L'artiste a été accusé de faire l'apologie du crime. Cependant, le concept même de marginalité qui est au sein de son oeuvre est considéré comme une forme de transgression des valeurs conservatrices identifiées au régime militaire et, également, en opposition à un contexte produit par les contradictions au sein de la société brésilienne.

motorisé ». L'EM est donc devenu un club avec un statut légal. D'après son bilan de 1972, il comptait mille cinq cents membres – non seulement des policiers, mais également des politiciens, des avocats et des industriels<sup>177</sup>.

Avant la mort de Milton Le Cocq et l'« institutionnalisation » de l'« Écurie », le mythe de l'inspecteur expert « chasseur de bandits » existait déjà au sein de la PE.

« Jaguar : Au sein de la PE (Police Spéciale) vous faisiez partie du groupe de Le Cocq ?

Sivuca : Au début je ne faisais pas partie du groupe. (...) Quand je suis arrivé j'ai entendu plein d'histoires sur Le Cocq. C'était déjà un détective renommé. C'est pour cela que je me suis intéressé à lui. (...) Le Cocq avait un talent qui est difficile à trouver de nos jours. Il accordait une grande importance au collectif, ce qui lui permettait d'affirmer sa légitimité en tant que leader tout en rassurant les membres du groupe. C'était une équipe (...) qui ne se chargeait que d'opérations spéciales. Le Cocq avait aussi une autre technique : à chaque fois qu'il y avait une mission importante pour laquelle il fallait des policiers inconnus en renfort, il allait à la PE (Police Spéciale) et choisissait une demi douzaine de collègues. C'est comme ça que j'ai commencé à travailler avec Le Cocq. Une nuit il s'est pointé là bas et il a dit : 'On a une opération au morro<sup>178</sup> Dans la favela du Borel. On va prendre Buck Jones'. Tout le monde s'est enthousiasmé. (...) Cette nuit-là nous sommes allés dans la favela, mais nous n'avons pas trouvé le bandit. Nous sommes revenus le lendemain et nous avons encerclé les lieux. Le Cocq y est allé tout seul et a échangé des coups de feu avec le marginal. Buck Jones est mort. (...) Le Cocq menait les groupes. Il sélectionnait les gens. Ceux qui ne faisaient pas l'affaire étaient écartés. Il a réussi à organiser un groupe qui était considéré comme la crème de la police. »<sup>179</sup>

---

<sup>177</sup> Lopes, *op. cit.*, p. 7.

<sup>178</sup> Synonyme de *favela* au Brésil.

<sup>179</sup> Jaguar : Na PE você era do grupo de Le Cocq ?

Sivuca : No principio eu não fiz parte do grupo (...) Quando cheguei encontrei uma série de histórias sobre Le Cocq. Ele também já era famoso como detetive. Esta foi a razão que me interessou. (...) Le Cocq tinha uma habilidade difícil de encontrar hoje em dia. Ele dava muita importância ao grupo porque isso dava uma certa segurança ao líder e também aos membros do próprio grupo. Um time da pesada que só fazia serviços especiais. (...) Le Cocq utilizou também um artifício : todas as vezes que tinha uma missão importante, acrescido de policiais desconhecidos que participavam da diligência, ele ia na PE e pegava meia dúzia de colegas. Foi exatamente aí que comecei a trabalhar com Le Cocq. Numa certa noite ele apareceu por lá e disse : 'Nós temos um serviço no morro do Borel. Vamos pegar Buck Jones'. Todo mundo se entusiasmou. (...) Naquela noite fomos pro morro, mas não encontramos o bandido. No dia seguinte voltamos pro Borel e ficamos cercando o morro. Le Cocq sozinho trocou tiros com o marginal. Buck Jones morreu. (...) Le Cocq levou os grupos. Ia selecionando. Quem não servia era alijado. Aí ele organizou um grupo que passou a ser considerado a nata da polícia » Entretien avec Sivuca dans Barbosa, *op. cit.*, pp.188-190.

### **2.1.3. Le mode de fonctionnement autoritaire : les modèles « Triple A » et « Écurie Le Cocq »**

La « Triple A » et l'« Écurie Le Cocq » peuvent être considérées comme des « escadrons de la mort » dans la définition la plus large, en d'autres termes, un groupe armé qui met en place, généralement de façon clandestine, des pratiques répressives et arbitraires, telles que les exécutions sommaires, les séquestrations et les disparitions des corps de toute personne perçue comme interférant avec l'ordre social, économique ou politique établi. Ils peuvent être une branche au sein de la police, un groupe paramilitaire, une unité spéciale d'un gouvernement où ont été détachés des membres de la police ou de l'armée.

La « Triple A » serait plutôt une unité spéciale du gouvernement péroniste composée, notamment des membres de la police. Ce groupe a été créé par Lopez Rega au sein du Ministère du Bien-Être Social lorsqu'il était Ministre des Affaires Sociales de 1973 à 1975 pour combattre l'« ennemi interne » du péronisme ou « tous ceux qui avaient des positions gauchistes ou de dissidence avec l'orthodoxie ou avec ce que l'on appelait les structures classiques du péronisme »<sup>180</sup>. Lopez Rega voulait défendre les principes historiques du justicialisme face à la montée de ceux – dont les « Montoneros », - qui cherchaient un péronisme plus lié aux valeurs « marxistes » du socialisme national<sup>181</sup>.

---

<sup>180</sup> « Todos los que tuvieran posiciones de izquierda o disidentes con la ortodoxia o con lo que se llamaba las estructuras clásicas del peronismo ». Entretien Larraqy.

<sup>181</sup> Toutefois « ce que le discours officiel de cette époque voulait faire passer pour une éradication de la violence n'était en fait que l'élimination de l'une des sources de violence à travers une véritable politique d'état. Or, les membres de la Triple A, qui enlevaient et assassinaient, ont été très rapidement intégrés aux groupes de travail des forces armées. De nombreux témoignages font état de ces échanges de personnel, voire de partage d'infrastructures. Il ne s'agissait donc pas de mettre un terme aux affrontements, mais de déchaîner une violence de l'État plus intense encore ». CALVEIRO, Pilar. *Poder y desaparición : los campos de concentración en Argentina*. Buenos Aires : Colihue, 2004. p.187.



La « Triple A » avait une structure pyramidale où plusieurs « groupes opérationnels » qui, bien qu'ils aient été soumis au commandement de Lopez Rega, agissaient de façon assez autonome, et étaient divisés par « zones ».

« La Triple A était un ensemble dispersé de bandes, chaque groupe avait un ennemi et une mission à accomplir. Il me semble qu'en tant que structure, la Triple A n'avait pas de commandement organique, un chef et différents... oui, ils divisaient des zones entre eux, s'ils avaient le même ennemi, s'ils avaient un appui étatique, si des membres des forces de sécurité participaient, ou des délinquants, etc., mais les communiqués expriment tous une sorte de pédagogie de la terreur. Ensuite, la Triple A commence à prendre son envol et je suis convaincu que López Rega finit par être dépassé par les événements, sa capacité de répression n'est plus suffisante et l'organisation se fait infiltrer, d'abord par la police et ensuite par les forces armées, jusqu'au moment où les militaires décident de prendre le pouvoir et la Triple A cesse d'exister parce qu'elle n'a plus de raison d'être »<sup>183</sup>.

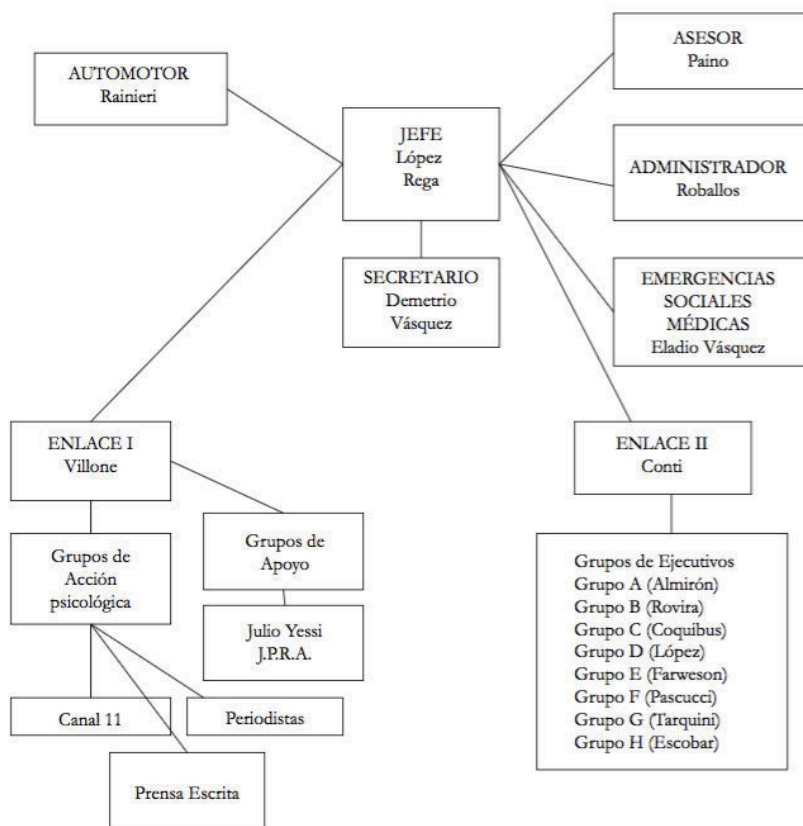
Chaque hameau d'une zone déterminée comprenait un chef qui recevait les renseignements de la « centrale » (le « Ministère du Bien-Être Social ») sur les « terroristes » listés<sup>184</sup>. Le chef du secteur était responsable de six pâtés de maisons

<sup>182</sup> Couvertures de la revue « El Caudillo », référence pour les membres de la « Triple A » et où la liste de personnes qui allaient être exécutées était diffusée.

<sup>183</sup> « La triple A eran bandas dispersas, cada grupo tenía un enemigo y una misión que cumplir. Me parece que la estructura triple A como estructura no tenía un mando orgánico, un jefe y distintos... si se dividían zonas, si tenían el mismo enemigo, si tenían apoyo estatal, había participantes de las fuerzas de seguridad, había delincuentes, etc., pero los comunicados, todos expresan como una pedagogía del terror, después la triple A va tomando vuelo propio que estoy convencido que excede a López Rega, a la capacidad represiva de López Rega y se va haciendo infiltrada primero por la policía y después por las fuerzas armadas hasta que finalmente los militares deciden tomar el poder y la triple A deja de existir porque no tiene razón de ser ». Entretien Larraquy, *op. cit.*, 2016..

<sup>184</sup> A titre d'exemple, l'exécution du frère de l'ancien président: « Que le peuple argentin sache qu'à 14h20 le numéro 1 déguisé Silvio Frondizi, traître des travailleurs, communiste, bolchevik, idéologue et fondateur de l'Armée populaire révolutionnaire, a été exécuté ». Un autre exemple: « La liste continue ... Troxler est mort. Tué à cause de sa condition de bolchevik et de mauvais argentin. Ils continueront à tomber. Voici la liste jointe des exécutions. Vive la patrie. Longue vie à Perón. Viva Isabel ». Exemples cités par Larraquy, *op. cit.*, 2011, p. 307.

tandis que le chef de la zone de deux secteurs entiers. Ce dernier confirmait la présence du « terroriste » et retransmettait l'information à la « centrale » qui, à son tour, organisait une « opération » afin de séquestrer la victime. Le « terroriste » était arrêté soit chez lui soit sur la voie publique sous les cris « Police Fédérale ! ».



185

Par la suite, les responsables de l'opération lui mettaient une capuche et des menottes et il était placé dans un camion où on lisait « Ministère de l'Intérieur » ou « R.2 Secteur de Renseignements ». Il était donc déplacé vers le « Ministère » où il subissait plusieurs séances de torture, notamment avec l'utilisation de la « picana eléctrica » (« gégène »<sup>186</sup>) par les membres de la police. Si le groupe décidait de l'exécution du « terroriste », tous ses objets personnels lui étaient enlevés et brûlés dans la chaudière du Ministère afin d'empêcher son identification. Par la suite, ils droguaient la victime, la mettaient dans un sac en plastique et l'emmenaient dans la

<sup>185</sup> « Organigramme fondateur de la Triple A ». Source : Rostica, *op. cit.*, pp. 21-51.

<sup>186</sup> La *picana eléctrica* était l'une des techniques des tortures la plus utilisée lors des dictatures latino-américaines. Il s'agissait d'une dynamo électrique manuelle dont l'utilisation première était d'alimenter les téléphones de campagne. Comme technique de torture, le principe était de placer les électrodes (+/-) à différents endroits du corps, afin que le courant électrique traverse celui-ci. La plupart du temps une électrode était placée sur une oreille et l'autre sur les parties génitales, ce qui entraînait selon l'intensité et la durée d'utilisation des dommages irréversibles aux emplacements où celles-ci étaient placées. Le général Bignone (dernier dirigeant de la junte argentine) a raconté à la journaliste Marie-Monique Robin, dans le documentaire « Escadrons de la mort, l'école française », ce qui suit : « nous avons tout repris des Français : le quadrillage du territoire, l'importance du renseignement dans ce genre de guerre, les méthodes d'interrogatoire... », précisant même devant la caméra que c'est eux qui leur ont appris l'usage de la picana (la gégène) « dans le cadre du renseignement qui est la pierre angulaire de la lutte antiterroriste ». Le documentaire est disponible sur YouTube via le lien : <https://www.youtube.com/watch?v=NsmUc-KCy5M> (consulté le 5 avril 2016).

banlieue de Buenos Aires, en général dans le bois d'Ezeiza où elle était fusillée. La « Triple A » a également employé des méthodes comme les attentats à la bombe. Quasiment toutes les actions étaient signées « Triple A » avec les trois lettres – AAA – écrites avec du sang, marquées par des balles ou taillées avec un couteau ou une dague dans le corps même du militant assassiné<sup>187</sup>.

À la différence de la « Triple A », l'« Écurie le Cocq » était plutôt une « branche » au sein de la police qui avait pour but, premièrement, « d'exterminer les bandits » ou toute autre personne considérée « en marge » du système socio-économique (mendiants, enfants de rue, prostituées, personnes sans domicile fixe, habitants des « favelas »...) et, lors de la dictature militaire, exterminer les prisonniers politiques tout en multipliant, leurs actions contre ceux qu'ils considéraient comme des « marginaux ». Il n'y avait pas au sein de l'« Écurie » et – au sein d'autres groupes d'« escadrons » qui vont poursuivre ses méthodes – une idéologie politique qui menait leurs actions comme celle qui influençait la « Triple A », autrement dit, « salir para cazar surdos » (« aller à la chasse des cocos »). L'idéologie du « nettoyage social » fut simplement transférée, une fois le coup d'État militaire brésilien instauré, vers une doctrine de l'« ennemi politique intérieur », le « communiste », qui fut développée au sein des forces armées et mise ensuite en pratique par les policiers.

Ainsi, l'« Écurie » a servi en tant que réceptacle des individus – policiers et civils – qui croyaient en la « purification » de la société par le biais d'une politique d'extermination des « déviants ». Même si l'« Écurie » était structurée autour du groupe fidèle à Milton Le Cocq au sein de la PE, cela n'empêchait pas d'autres policiers – membres de l'« Écurie » ou seulement inspirés par son « mythe » - de créer d'autres groupes autonomes qui sortaient également pour « chasser les bandits ».

Ce mode de fonctionnement était suivi d'une « spectacularisation »<sup>188</sup> de leurs « massacres », en tirant profit de la presse sensationnaliste de l'époque.

« À minuit passé, dans la journée du 6 mai 1968, une voix surgit du mystère de l'Esquadrão da Morte (Escadron de la Mort) :

- Allô, c'est le bureau des reportages sur la police ?
- Je vous écoute – répond le reporter somnolent en service.
- Écoute, c'est la Rosa Vermelha<sup>189</sup> (Rose Rouge) qui parle, relations publiques de l'Escadron. On a laissé un cadavre à la Estrada da Barra. Vous

---

<sup>187</sup> Voir la biographie d'Horacio Paino, l'un des membres de la Triple A : PAINO, Salvador Horacio. *Historia de la Triple A*. Montevideo: Editorial Platense S.A. 1984.

<sup>188</sup> Mise en scène à grand spectacle.



pouvez y aller, c'est tout frais. Il y aura d'autres annonces plus tard. Bonne nuit. [...]

La phase la plus violente des tueries venait de commencer. Moins d'une semaine plus tard, un nouvel appel de Rosa Vermelha, personnage sinistre, au bureau des reportages policières :

- Cette fois-ci on l'a laissé dans un jardin, à Bonsucesso. Il est assis sur un banc, un type sage. Allez-y, vous ne serez pas déçus.

Il n'y avait plus rien à confirmer. Rosa Vermelha était, de fait, un des bourreaux et il était au courant de tout. Sur le banc de la petite place de Bonsucesso, le cadavre de l'homme [...]. À droite, une phrase : 'La tête de mort est en cavale'.

À gauche, un message surligné annonçait : 'Les prochains seront Fávio Vilar, Nijini Vilar et Fernando C.O.'. Tous ceux qui étaient nommés étaient accusés de voler des voitures. »<sup>190</sup>

Plusieurs policiers membres des « Escadrons de la mort » faisaient partie du corps de fonctionnaires de l'« Invernada da Olaria », un commissariat situé dans la zone nord de la ville de Rio de Janeiro devenu célèbre pour les innombrables cas de tortures et d'exécutions des prisonniers de droit commun qui eurent lieu dans ses locaux. L'« invernada » fut créée en 1962 par le gouverneur Carlos Lacerda pour « préserver la loi et l'ordre ». Ce commissariat était également l'endroit où, se réalisait, avec le consentement de Lacerda, une série d'arrestations politiques, principalement d'étudiants et de dirigeants syndicaux. Même s'il était connu que l'« Invernada » était une sorte de « centrale » où circulaient plusieurs groupes des « escadrons » de l'époque, le Gouverneur répétait fièrement la phrase « sur l'« Invernada » je peux compter »<sup>191</sup>. Elle fut ensuite aménagée en « Centre Clandestin de Détention » (CCD) des prisonniers politiques lors de la dictature militaire.

---

<sup>189</sup> Le pseudonyme de Rosa Vermelha (Rose Rouge) est dû à la discussion téléphonique à l'éditeur du journal dans laquelle il affirmait: « Je ressens presque du plaisir sexuel en voyant des balles percer le corps des criminels et le sang qui jaillit comme une rose rouge de la terre » (tda). Voir *Revista Veja*, de 29 de julho de 1970, p.31. Cité dans le rapport *Comissão da Verdade de Rio Relatório*, Rio de Janeiro: CEV-Rio, 2015. p. 366. Disponible sur : [http://www.memoriasreveladas.gov.br/administrador/component/com\\_simplefilemanager/uploads/Rio/CEV-Rio-Relatorio-Final.pdf](http://www.memoriasreveladas.gov.br/administrador/component/com_simplefilemanager/uploads/Rio/CEV-Rio-Relatorio-Final.pdf) (Consulté le 15 février 2016).

<sup>190</sup> « Nos primeiros minutos do dia 6 de maio de 1968, uma voz surge no mistério do Esquadrão da Morte :

- Alô, é da reportagem policial ?

- Pode falar – responde o repórter sonolento de plantão.

- Olha, aqui fala o Rosa Vermelha, relações públicas do Esquadrão. Deixamos um cadáver na Estrada da Barra. Pode ir. É quente. Aguarde novos avisos. Boa noite. (...)

Estava apenas começando a fase mais violenta da matança. Não demorou mais que uma semana e novo telefonema do Rosa Vermelha, personagem, sinistra na madrugada da reportagem policial :

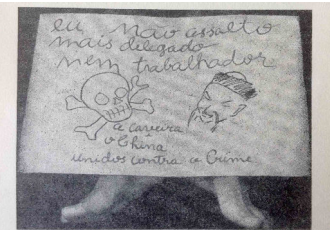
- Desta vez deixamos no jardim, em Bonsucesso. Está sentadinho no banco. Gente boa. Vai que é firme.

Já não se precisava mais de confirmação. Rosa Vermelha era, de fato, um dos carrascos e sabia de tudo. No banco da pracinha de Bonsucesso, o cadáver do homem (...). No canto direito uma frase : 'A caveira esta solta'. À esquerda um destaque com a inscrição : os proximos serão Flávio Vilar, Nijini Vilar e Fernando C.O'. Todos os elementos citados eram acusados de participação em roubo de carros » (tda). Voir Barbosa, *op. cit.*, p. 54 -55.

<sup>191</sup> Voir *Jornal Correio da Manhã*, Edição de 07 de novembro de 1964. p. 3 cité dans le rapport *Comissão da Verdade de Rio Relatório*, *op. cit.*, p. 365.



O Esquadrão da Morte deixa a sua marca. Na foto um dos executados no atêrro Glória-Flamengo



No homicídio de Nova Iguaçu, foi encontrado o cartaz acima, junto a vítima

192

Cet encouragement des hauts échelons du pouvoir politique à la violence envers les « marginaux » a construit une préférence à agir dans l'impunité et à cotoyer de près l'« arbitraire » pour pouvoir résoudre les « problèmes » liés à la criminalité de l'époque au sein des institutions de sécurité brésiliennes, notamment, *cariocas*. Cela est évident dans la déclaration au journal « Última Hora » de « Rosa Vermelha », la « porte-parole » des « Escadrons » :

« La distance entre la justice et la police ne permet pas toujours un combat efficace du crime et des criminels. Ainsi, il ne nous reste qu'à parler leur langage : la loi du talion. Nous avons toujours pu compter sur le soutien du Secrétaire de la Sécurité qui voulait voir la ville épargnée du crime, nous allons donc travailler pour mettre ça en pratique. Il en a été ainsi à l'époque du General Krueel, du General Borges et il en est ainsi aujourd'hui avec le General França. Nous espérons que les gens distingués de Guanabara comprendront notre intention<sup>193</sup> ».

<sup>192</sup> Source : Barbosa, *op. cit.*

<sup>193</sup> « A distância entre a Justiça e a polícia nem sempre permite um combate mais eficaz ao crime e aos criminosos. Assim, só nos resta falar a mesma linguagem deles: a lei do cão. Sempre que contarmos com o apoio do Secretário de Segurança que queira ver a cidade livre do crime, nós trabalharemos. Foi assim na época do General Krueel, do Coronel Borges e está sendo agora com o General França. Esperamos que o distinto povo da Guanabara compreenda nossa intenção » (tda). Voir *Revista Veja*, de 29 de julho de 1970, p.31 cité dans dans le rapport Comissão da Verdade de Rio Relatório, *op. cit.*, p. 367.

### **3.1. La systématisation des pratiques répressives-arbitraires : consolidation d'un « appareil terroriste d'État »<sup>194</sup>**

Deux mécanismes ont servi de piliers « légitimateurs » aux coups d'États orchestrés par les militaires et à la systématisation des pratiques répressives-arbitraires au sein des institutions de sécurité : la « Doctrine de la Sécurité Nationale » (DSN)<sup>195</sup> et, dans ce cadre, le processus de construction de l'« ennemi intérieur » dans la figure du « subversif ». Ces mécanismes évoquent la période de la Guerre Froide et la théorie de la « guerre totale » où l'ennemi du « monde occidental » était le communisme à l'intérieur du territoire. La « guerre totale », mise en place par les deux puissances mondiales de l'époque – États-Unis et Russie -, n'était pas seulement militaire mais également économique, politique, idéologique et scientifique. Le champ de bataille se traduisait par des guerres dans d'autres pays où les deux puissances mesuraient leurs capacités respectives à conquérir des territoires et à imposer leur influence.

Aux États-Unis, le « National Security Act » de 1947 réorganisa les Forces Armées, en associant les stratégies de défense de sécurité intérieure - forces policières - avec celles de défense nationale – l'armée. Étant donné l'influence croissante des États-Unis sur les pays du sud du continent depuis la transformation de la Doctrine

---

<sup>194</sup> Voir : HUGGINS, Martha Knisely. *Vigilantism and the state in modern Latin America : essays on extralegal violence*. New York: Praeger, 1991 ; HUGGINS, Martha Knisely, HARITOS-FATOUROS, Mika ; ZIMBARDO, Philip George. *Violence workers : police torturers and murderers reconstruct Brazilian atrocities*. Londres: University of California Press, 2002 ; CAIMARI, Lila. *Apenas un delincuente. Crimen, castigo y cultura en la Argentina. 1880-1955*. Buenos Aires: Siglo XXI, 2004 ; CHAMAYOU, Grégoire. *Les chasses à l'homme: histoire et philosophie du pouvoir cynégétique*. Paris: La fabrique, 2010 ; KOONINGS, Kees, KRUIJT, Dirk. *Societies of fear : the legacy of civil war, violence and terror in Latin America*. New York: Zed Books, 1999 ; KOONINGS, Kees, KRUIJT, Dirk. *Armed actors : organized violence and state failure in Latin America*. New York: Zed Books, 2004. MENJÍVAR, Cecilia, RODRÍGUEZ, Néstor. *When states kill : Latin America, the US, and technologies of terror*. Austin: University of Texas Press, 2005.

<sup>195</sup> La Doctrine de la Sécurité Nationale (DSN) fut l'adaptation latinoaméricaine du paradigme de la sécurité nationale développée aux États-Unis pendant la Guerre Froide. Jusqu'à la fin des années 1950, la doctrine militaire prédominante et – acceptée universellement – était basée sur le concept classique d'ennemi extérieur, c'est-à-dire de l'ennemi situé hors des frontières géographiques d'un pays. A partir des années 1960, ces concepts stratégiques ont eu tendance à être modifiés. C'est à partir de ce moment-là que l'ennemi cessa d'être externe et devint interne à la société, il s'intériorisa et aboutit à un changement de doctrine militaire très important qui redéfinit le rôle des militaires. Cela conduisit les forces armées à prendre le pouvoir pour extirper cet élément malin du noyau sain de la société. Effectivement, la fonction militaire résidait dès lors dans la préparation pour la guerre intérieure contre les subversifs. Voir : ORGAZ, Carlos Alfredo. *La difícil convivencia: fuerzas armadas y sociedad civil en la Argentina*. Buenos Aires : GEL, Grupo Editor Latinoamericano, 1996.

Monroe de 1923 en subterfuge pour l'expansion impérialiste à partir du corollaire Roosevelt en 1904, les militaires latino-américains ont suivi les principes de la « sécurité nationale » dictés par leur voisin du nord afin de garantir leur place dans le « monde libre » de la menace communiste. Le rôle nord-américain au sein des dictatures militaires latino-américaines s'est surtout traduit par l'augmentation des programmes d'assistance technique, d'entraînement et d'approvisionnement en armements et équipements militaires<sup>196</sup>. Les « Écoles de guerre » créées à l'image de l'« U.S. Army War College » et, également, de l'« Institut des Hautes Études de Défense Nationale »<sup>197</sup> (IHEDN) en France – l'« École Supérieure de Guerre » au Brésil et l'« École de la Défense Nationale » en Argentine - ont été des lieux d'un « nouveau professionnalisme »<sup>198</sup> au sein de l'armée, de la diffusion de cette Doctrine de Sécurité Nationale<sup>199</sup> et de la construction idéologique de l'« ennemi intérieur ».

La « doctrine de la guerre révolutionnaire » (DRG) mise en place par l'État français lors des guerres coloniales d'Indochine (1946-1954) et d'Algérie (1954-1962) eut également une forte influence idéologique sur les méthodes répressives employées par les militaires latino-américains<sup>200</sup>. Face aux révoltes nationalistes aussi bien dans les colonies que dans la « métropole », un quadrillage militaro-policier intensif fut déployé par l'État français afin d'éradiquer la « gangrène subversive pourrissant le corps national »<sup>201</sup>. Cette gangrène représentait la menace « rouge et verte » qui illustre le rapport Libermann : l'encerclement de l'Europe par l'alliance d'un « monde islamique » en vert et d'un « monde communiste » en rouge, une « menace globale », à la fois raciale et idéologique, à la fois interne et externe<sup>202</sup>.

<sup>196</sup> Orgaz, *op. cit.*, 1996.

<sup>197</sup> Et, aussi, le « Centre des Hautes Études Militaires » (CHEM) et « École Supérieure de Guerre » (ESG). Le CHEM étant généralement réputé pour sa perspective stratégique et l'ESG pour son orientation tactique.

<sup>198</sup> Stepan parle d'« un nouveau professionnalisme militaire » dans lequel convergent les aptitudes politiques et les doctrines militaires. Voir : STEPAN, A. *The New Professionalism of Internal Warfare and Military Role Expansion*. In: *Authoritarian Brazil, Origins, Policies, and Future*. New Haven: Yale University Press, 1973.

<sup>199</sup> Doctrine formalisée pour la première fois dans l'« École de Guerre de Rio » en 1950, puis diffusée largement à partir de la « US Army School of Americas » au Panama.

<sup>200</sup> Pendant et après la guerre d'Algérie, des généraux français ont été envoyés en Amérique du Sud (basés à Buenos Aires, ils y restèrent jusqu'à la chute de la junte du Général Jorge Rafael Videla) ainsi qu'à l'École militaire des Amériques pour y enseigner leurs méthodes contre-insurrectionnelles. Le documentaire de Marie-Monique Robin cité plus haut fait un portrait didactique des enseignements français auprès des armées sud-américaines.

<sup>201</sup> « Les théories contre-subversives et la technologie sécuritaire sont alimentées à travers le partage d'expérimentations internationales et donc formulées différemment selon les États et les armées. Ainsi, explicitement ou non, les conceptions de la DGR française renvoient aussi bien au répertoire colonial de l'Empire britannique qu'aux doctrines d'action psychologique du III Reich, à la psychologie des foules, l'anthropologie coloniale et la criminologie depuis la seconde partie du XIX siècle jusqu'au début du XX siècle. (...) L'idée centrale de la DGR présente le militaire comme le « chirurgien » attitré du corps national : professionnel doté d'un répertoire de techniques et de méthodes « éthiques et scientifiques » pour connaître et traiter les menaces visant la souveraineté de l'État et la vie de la nation, qui serait le seul à pouvoir traiter le cancer subversif à sa racine ». (tda). Voir Rigouste, *op. cit.*, pp.5-63.

<sup>202</sup> Il s'agissait de créer une catégorie dans laquelle l'URSS, le communisme et la Ligue arabe étaient des « dangers » pour le bloc occidental. D'après le rapport, l'URSS était un danger puisqu'elle s'armait et cherchait à désintégrer le bloc occidental, le communisme, puisqu'il cherchait à désarmer l'armée occidentale, la Ligue arabe et l'islamisme du fait qu'ils appelaient à la guerre sainte sur les territoires occidentaux. D'après Rigouste, la

Quelques dispositifs constituèrent la panoplie qui donna corps à la DGR et qui ont également été adoptées par la DSN en Amérique latine:

- « - mise en place d'un régime d'exception juridique ;
- quadrillage et recensement : surveillance et contrôle, physique et statistique, des identités et des relations sociales de la population ;
- déplacement et internement : déportations et camps de concentration (mais aussi torture massive et disparitions forcées) ;
- renseignement : écoutes, infiltrations, retournements de délateurs (et torture) ;
- action psychologique et propagande (manipulation des médias en direction de la population, des troupes ou de l'étranger) ;
- contre-terrorisme : emploi confidentiel et discrétionnaire des forces spéciales (création de « faux maquis » et des fausses organisations adverses visant à justifier la répression, formation des milices paramilitaires pouvant faire office d' « escadrons de la mort » et suppléer les forces spéciales dans le cadre de « coup tordus ») ;
- création d'une autodéfense composée d'éléments « indigènes » (...) »<sup>203</sup>

En Amérique-latine, le concept de l'« ennemi intérieur » fut donc construit sur une panoplie adaptée à la « menace communiste » qui serait en tout lieu. C'est une « guerre » qui ne fixe pas d'« ennemi » réel à combattre car elle ne se déroule pas sur des « frontières territoriales » mais sur des « frontières idéologiques ». La DGR ainsi que la DSN considèrent « la population comme un milieu de prolifération de la subversion révolutionnaire » et pensent « l'ennemi à la fois comme acteur d'un pourrissement invisible et un corps politique concurrent ». C'est pourquoi les services de renseignement deviennent des acteurs centraux dans le processus de désignation de cet « ennemi idéologique »<sup>204</sup> et le concept de « sécurité intérieure » le pilier sur lequel s'appuie l'appareil répressif dictatorial.

L' « opération Condor »<sup>205</sup>, lancée le 25 novembre 1975 par Augusto Pinochet et articulée par la « Central d'Intelligence Américaine » (CIA) - à laquelle ont participé les chefs des services de renseignements des régimes dictatoriaux chilien, argentin, uruguayen, paraguayen, bolivien et brésilien - est paradigmatique et révèle une

---

« question post-coloniale », cette expérience, influencerait toujours certaines pratiques de l'État français et les imaginaires sur lesquels ils s'appuient. La notion du « danger » représenté par l' « ennemi intérieur », serait incarné aujourd'hui, notamment par les immigrés venus des anciennes colonies et resterait très prégnante dans l'esprit des « élites de la nation ». *Idem*, p. 6.

<sup>203</sup> Rigouste, *op. cit.*, p.64.

<sup>204</sup> Voir CONESA, Pierre ; WIEVIORKA, Michel, *La fabrication de l'ennemi ou Comment tuer avec sa conscience pour soi*. Paris : R. Laffont, 2014.

<sup>205</sup> Également connu sous le nom de « Commandement moral » ou « Société internationale de la mort », ce plan soutenait les politiques secrètes d'au moins six régimes militaires sud-américains pour mener une opération secrète conjointe visant à tuer des ennemis communs, ceux dénommés 'gauchistes', communistes et marxistes, à l'étranger. CALLONI, Stella. Los Archivos del Horror del Operativo Cóndor. *CovertAction*, automne 1994, p. 57. Disponible sur: <http://www.derechos.org/nizkor/doc/condor/calloni.html#Archivador%20245> (consulté le 5 mars 2016).

coopération régionale entre ces régimes en vue d'échanger des informations, d'arrêter et d'éliminer les opposants par des actions coordonnées au nom de la DSN. C'est à cette époque que la torture, les disparitions forcées et les exécutions sommaires se systématisèrent à des degrés différents selon les dictatures, ~~en~~ impliquant les forces répressives et guerrières (forces policières, forces armées, forces de la marine et de l'aéronautique) dans son ensemble dans la complicité avec le terrorisme d'État contre un « ennemi commun intérieur », le communisme.

La répression et l'acte arbitraire unissent donc leurs forces en faveur du pouvoir militaire :

« les mécanismes et les technologies de la répression révèlent la nature même du pouvoir, la façon dont il se conçoit lui-même, la manière dont il intègre, réaffecte, restitue ce qui lui échappe, ce qu'il estime être extérieur à sa nature. (...) Le pouvoir montre et dissimule en permanence, et il se révèle autant par ce qu'il affiche que par ce qu'il cache. La face cachée et la face visible présentent des aspects apparemment incompatibles, qui s'avèrent pourtant entretenir d'étranges liens »<sup>206</sup>

La systématisation des pratiques répressives-arbitraires a été facilitée par des mécanismes et des technologies qui se nourrissent de ce jeu entre la face « cachée » et la face « visible » du pouvoir en place. Les innombrables lieux de « non droit » - les « centres clandestins<sup>207</sup> de détention » (CCDs) - qui se répandaient sur les territoires argentin et brésilien au fur et à mesure que le régime d'exception se renforçait, en sont des cas d'analyse emblématiques. Le fonctionnement des CCDs est concomitante à la mise en place des « départements d'Opérations de renseignement » dans ces deux pays. Cela est également symptomatique du processus de perfectionnement de l' « appareil d'organisation logistique de la terreur » qui s'est consolidé avec la coopération ferme et structurée sur le terrain entre les forces militaires et les forces policières.

La province de Buenos Aires bénéficiait d'une véritable structure répressive mise à disposition par le « proceso » préparée à la lutte « contre-subversive » et à l'élimination de « l'ennemi intérieur » : elle présentait à la fois une quantité supérieure de centres clandestins par rapport aux autres provinces argentines<sup>208</sup> et, également, un

---

<sup>206</sup> CALVEIRO, Pilar. *Poder y desaparición: los campos de concentración en Argentina*. Buenos Aires: Colihue, 1998, p.45.

<sup>207</sup> « Clandestine » dans le sens de caché, officieux, puisqu'en fait, ces centres de torture en dehors des garnisons militaires et des bâtiments publics étaient plutôt connus de toute la chaîne de commandement et étaient même financés avec des fonds officiels. Hannah Arendt soutient « que ces espaces physiques spécialement préparés pour la captivité, la torture et la mort sont la véritable institution centrale du pouvoir organisateur dans le cadre du terrorisme d'Etat » « que estos espacios físicos especialmente preparados para el cautiverio, la tortura y la muerte son la verdadera institución central del poder organizador en el marco del terrorismo de estado ». (tda). Voir ARENDT, Hannah. *Los orígenes del totalitarismo*. Madrid : Alianza Editorial, 2002, p. 653.

<sup>208</sup> Parmi les 762 centres de détention répertoriés par la secrétaire de droits de l'homme du gouvernement argentin, 239 étaient situés dans la province de Buenos Aires. Voir en Annexes II. Documents : la carte de la répartition des

nombre très important d'« hommes » et d'infrastructures propres à l'institution policière *bonaerense*. Plusieurs « directives » - « décrets » établis par le pouvoir militaire afin de donner une façade de légitimité au régime d'exception - ont été réglementés et ont rendu opérationnelle cette structure terroriste. Parmi ces innombrables « directives », certaines ont eu un rôle primordial dans la systématisation des pratiques répressives-arbitraires au sein de la police *bonaerense*.

En l'occurrence, la directive 405/76 avait pour but le renforcement graduel mais continu de l'action répressive dans la ville de Buenos Aires et dans le « grand Buenos Aires »<sup>209</sup>. D'après cette directive, ces « zones » étaient prioritaires car elles seraient les plus visées par les actions subversives dûes à la plus grande concentration d'industries et, par conséquent, d'« ouvriers ». Elle établissait également la création d'une Centrale d'Opérations et de renseignement (COI)<sup>210</sup> responsable de la coordination entre les actions de renseignement et celles de répression. Cette directive et celle d'un an après - 504/77, qui fixaient les missions relatives aux forces de sécurité y compris les polices provinciales dont la *bonaerense* -, ont créé les bases pour l'exécution logistique du « projet idéologique » des forces armées. En effet, l'utilisation des ressources de la police sous le contrôle opérationnel d'une autorité militaire dans « la lutte contre la subversion – (LCS) » est régie par les critères suivants :

- « 1) Les autorités militaires sont chargées de formuler les demandes des moyens nécessaires pour l'exécution de chaque opération, qui doivent être répondues en priorité par les autorités policières concernées.
- 2) En formulant ces demandes opérationnelles aux autorités policières, elles doivent tenir en compte de ne pas affecter de manière significative leur capacité à remplir leurs missions normales.
- 3) Les opératifs policiers affectés à une « opération » restent sous le contrôle direct de l'autorité militaire pendant le temps qui exige l'accomplissement de la « mission ». Une fois la « mission » terminée, les fonctions habituelles reviennent à l'autorité policière d'origine.
- 4) Les corps policières, lors de l'exécution de ces « missions », sont censés à les mettre en place contre les « subversifs », qui, en fonction de la situation locale, sont déterminés par l'autorité militaire dans le

---

centres de détention dans l'ensemble du pays.

<sup>209</sup> D'après cette directive, les forces militaires : « Ils intensifieront progressivement et rapidement l'action contre-subversive (...) afin de compléter l'anéantissement de l'adversaire dans la zone où il maintient une plus grande capacité » (tda). Cela visait notamment les municipalités de Moreno, Morón, Merlo, La Matanza, Esteban Echeverría, Almirante Brown, Lomas de Zamora, Lanús, Avellaneda et Quilmes. Voir : Orden Parcial Nro 405/76. *Reestructuración de jurisdicciones para intensificar las operaciones...*, mayo 1976. Disponible sur: <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/document/militar/40576.htm> (consulté le 5 mars 2016).

<sup>210</sup> La lettre b, article 3 de la même directive 405/76 prévoyait que le régime militaire : « Organise, dans la juridiction susmentionnée, un centre d'opérations et de renseignement (COI) pour coordonner et intégrer les actions de renseignement et les opérations de sécurité de nature immédiate. La COI doit être intégrée (...) par du personnel spécialisé délégué par SIDE, B ICIA 601. Police fédérale et police de la province de Buenos Aires, à cette fin, le Commandant Général de l'Armée adaptera les ordres et directives en vigueur ». (tda). Voir Orden Parcial Nro 405/76, *op. cit.*, 1976.

commandement.

(...)

5) Dans tous les niveaux militaires de commandement, les représentants des agents des polices provinciales peuvent intégrer les appareils de renseignements et d'opérations de renseignement, lorsque cela est jugé nécessaire par les autorités militaires<sup>211</sup> ».

Le territoire national argentin a donc été divisé en 5 zones qui correspondaient aux différents corps de l'Armée – 1<sup>er</sup> Corps, 2<sup>ème</sup> Corps, 3<sup>ème</sup> Corps, 5<sup>ème</sup> Corps et le Commando des Instituts Militaires. Ces zones furent ensuite divisées en sous-zones et, finalement, en régions (« Áreas »). Chaque « Commando de Sub-zone » et chaque « Chef de région » avait pour mission de coordonner la lutte « contre-subversive » à l'intérieur de sa région « administrative ». Afin de « libérer une zone » pour entreprendre une « opération » ils devaient se rapporter à la hiérarchie militaire de la zone visée<sup>212</sup>. Les « actions » étaient menées par les « Commandos d'Opérations Tactiques », composés notamment par des membres des forces policières, et les commissariats de police servaient de CCDs des « prisonniers de guerre ». La réglementation ROP 30-5 titrée « Prisonniers de guerre » prévoyait cette disposition dans la Section II de l'article 4018 :

« Les divisions de première ligne établiront des 'lieux de réunion' dans la partie arrière de chaque commissariat de police. Ces « lieux », dans la mesure du possible, se situeront dans des 'zones protégées' ou 'clôturées' offrant une sécurité maximale avec une surveillance minimale. (...) Le fonctionnement de ces lieux sera sous la responsabilité des troupes de la police militaire de la division soutenant ce commissariat. (...) »<sup>213</sup>.

---

<sup>211</sup> Voir : Directiva del Comandante en Jefe del Ejército N° 504/77. *Continuación de la ofensiva contra la subversión durante el período 1977/78*, Abril 1977. Disponible sur : <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/document/militar/50477.htm> (consulté le 5 mars 2016).

<sup>212</sup> Voir : MÁNTARAS, Mirta. « El manual de la repression ». *Página 12*, Buenos Aires : 24/03/1999. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/1999/99-03/99-03-24/pag33.htm> (consulté le 5 mars 2016).

<sup>213</sup> Article cité dans le rapport du jugement du procès oral et public pour les crimes commis pendant la dernière dictature civilo-militaire argentine (1976-1983) dans le réseau des centres de détention clandestine, de torture et d'extermination (CCDTyE) connu sous le nom de "Circuit Camps". Le procès a commencé le 12 septembre 2011 et était en charge de la Cour pénale n° 1 de La Plata, composée des juges Mario Portela et Roberto Falcone et présidée par le juge Carlos Rozanski. Après plus d'une année de la tenue des audiences, le 19 décembre 2012, la sentence a été annoncée devant une salle d'audience complète, et le 25 mars 2013, ont été annoncés ses motifs. Au-delà des références précédentes dans plusieurs autres rapports sur l'existence d'un génocide en Argentine, c'était le premier cas où les crimes étaient décrits « sans équivoque » comme un génocide, devant la demande unanime de l'accusation et les différentes plaintes. La sentence complète est disponible sur : <http://www.cij.gov.ar/nota-11023-Lesa-humanidad--difundieron-los-fundamentos-del-fallo-que-conden--a-23-acusados-por-el--Circuito-Camps-.html> (consulté le 5 mars 2016).



Les CCDs argentins étaient de deux natures<sup>214</sup> :

- 1) « Lieu de réunion de Détenus » (*Lugar de reunión de Detenidos*) (LRD) ou « Lieu Définitif » (*Lugar definitivo*) (LD). Centres - ou *pozos* (« puits ») - où les détenus étaient gardés en général pendant de longues périodes jusqu'à ce que leur « destination finale » soit décidée - soit la libération soit la prison légale soit l'exécution ou la disparition<sup>215</sup> (« traslado final »<sup>216</sup>). Ces lieux possédaient une bonne infrastructure et une organisation interne destinées à héberger, torturer et exécuter une grande quantité de détenus.
- 2) « Lieu transitoire » (*Lugar transitorio*) (LT). Ici le temps de séjour était court. Dans ces lieux - qui possédaient des infrastructures très précaires - les détenus arrivaient immédiatement après l'enlèvement. C'est dans les LTs que le destin des détenus était décidé : soit le transfert aux LRDs soit la prison « officielle ».

Les « LRDs » présentaient une architecture interne similaire : on comptait plusieurs salles de tortures appelées *quirófanos* (« salles d'opérations ») dans le jargon des tortionnaires. Dans ces salles se réalisaient ce qu'ils nommaient les *cirugías mayores* (« chirurgies les plus importantes »), autrement dit plusieurs formes de tortures psychologiques combinées à des souffrances physiques. C'était dans ce lieu où les détenus restaient dans un premier temps, confrontés au processus de « déshumanisation » par le biais de pratiques d'anéantissement de leur personnalité<sup>217</sup>.

---

<sup>214</sup> Voir : Informe de la Conadep (Comisión Nacional sobre la desaparición de personas). *Nunca más, Capítulo I, La acción represiva*, septembre 1984. Disponible sur : <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/investig/articulo/nuncamas/nmas1e01.htm> (consulté le 6 mars 2016).

<sup>215</sup> La CONADEP évalue à 8 960 le nombre de personnes qui continuent d'être victimes de disparition forcée, sur la base des plaintes reçues par cette Commission et par les organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme. Voir : Informe de la Conadep (Comisión Nacional sobre la desaparición de personas). *Nunca más, conclusiones*, septembre 1984. Disponible sur : <http://www.desaparecidos.org/arg/conadep/nuncamas/479.html> (consulté le 6 mars 2016).

<sup>216</sup> Le « traslado final » (« transfert final ») était le code utilisé internement pour se référer au système mis en place pour assassiner les personnes kidnappées. Carlos Muñoz, survivant du plus grand centre de détention clandestin de la Marine lors de la dernière dictature civico-militaire argentine, affirme sur les « vols de la mort » : « Nous savions qu'ils les montaient inconsciemment dans un avion et les jetaient dans la mer. Même dans la section documentation, j'ai découvert un livre où – de manière très suggestive - l'ensemble du parcours suivi par un cadavre quand il s'est décomposé dans la mer a été développé ». (tda). Voir : Informe de la Conadep (Comisión Nacional sobre la desaparición de personas). *Nunca más, "El traslado"*, septembre 1984. Disponible sur : <http://www.desaparecidos.org/arg/conadep/nuncamas/136.html> (consulté le 6 mars 2016).

<sup>217</sup> Lorsque nous parlons de torture, nous ne nous référons pas seulement à l'infliction de souffrances physiques à une personne, mais aux humiliations et de souffrances causées physiquement et psychologiquement : nous parlons de la peur de la torture et peur de la mort qu'un prisonnier subit ; à l'isolement ; à l'impuissance totale face à l'impunité avec laquelle les bourreaux opéraient ; à la faim et au froid à ceux qui soumettent habituellement la victime ; aux maladies non traitées ou guéries ; aux violations » (trad.). PEREYÀ, Daniel. « Militares torturadores ». *Mientras Tanto*, Barcelona : 3/08/2004. Disponible sur : <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=2857> (consulté le 6 mars 2016).

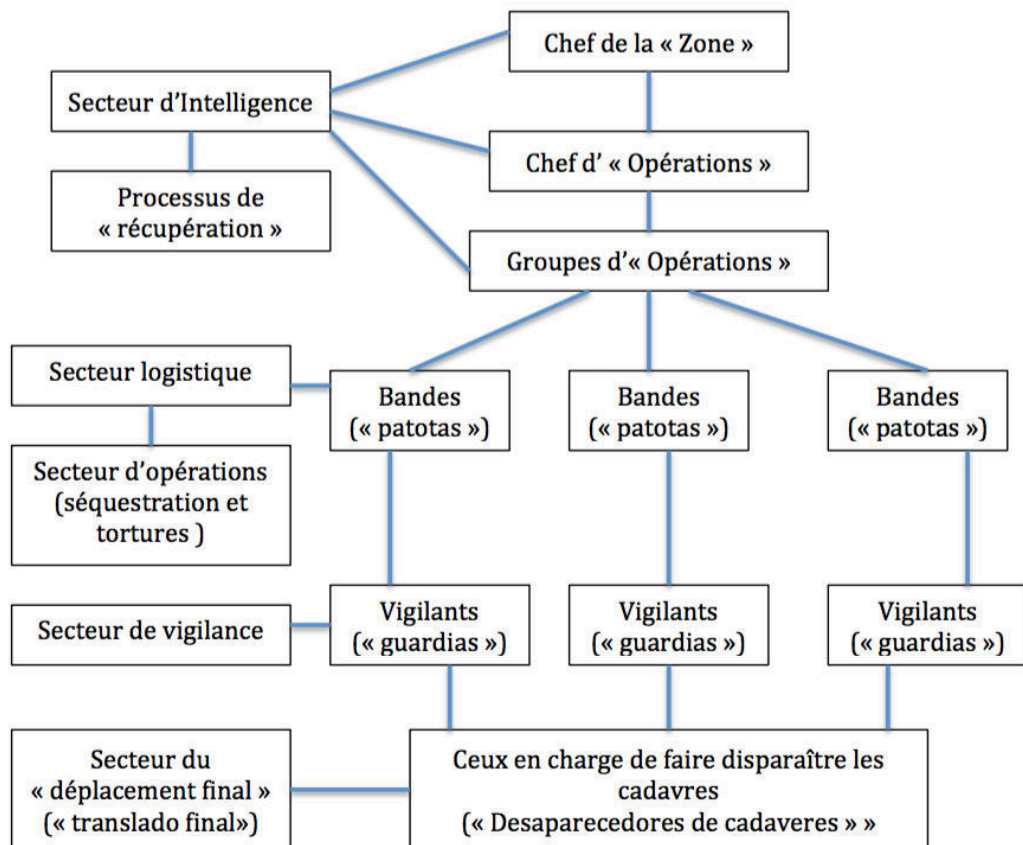
Le « processus de récupération » avait pour but de « récupérer » certains détenus afin de les réintégrer aux valeurs « occidentales et chrétiennes ». À cet effet, ils étaient soumis à un ensemble d'actions doctrinaires – comme le *tabicamiento*<sup>218</sup> - liées à des travaux forcés au sein des CCDs.

La structure des CCDs était pyramidale avec une hiérarchie verticalement établie : le Chef militaire de la « Zone » (ou de la « sub-Zone ») était au sommet de la pyramide suivi par le Chef d'« Opérations » qui à son tour coordonnait les Groupes d'« Opérations » (*grupos de tareas* également connus sous le nom de *patotas* – littéralement « la bande de copains ») composés notamment de policiers issus des commissariats des régions concernées. Une partie de ces groupes étaient en charge de la séquestration et du déplacement des détenus vers les CCDs, tandis qu'une autre partie menait les « interrogatoires » et les sessions de torture. Deux autres groupes faisaient encore partie de cette structure : les *guardias* (responsables de la surveillance des détenus) et les *desaparecedores de cadaveres* (responsables de faire disparaître le corps des détenus exécutés).

---

<sup>218</sup>Le kidnappé était encapuchonné – « tabicado » - une situation dans laquelle il resterait tout au long de son séjour dans le CCD. Cela cherchait à lui faire perdre la notion d'espace, à laquelle il a été privé non seulement du monde en dehors du « pozo », mais aussi de toute externalité immédiate, au-delà de son propre corps. C'était l'un des fardeaux les plus lourds qu'ils devaient supporter. D'après le témoignage de Lisandro Raúl Cubas : « La torture psychologique du 'capuchon' est aussi terrible ou plus terrible que la torture physique, bien qu'il y ait deux choses qui ne peuvent pas être comparées puisque avec la première l'on essaie d'atteindre le seuil de la douleur. Le 'capuchon' cherche le désespoir, l'angoisse et la folie. (...) 'Encapuchonné' je suis pleinement conscient que le contact avec le monde extérieur n'existe pas. Rien ne te protège, la solitude est totale. Ce sentiment de vulnérabilité, d'isolement et de peur est très difficile à décrire. Le simple fait de ne pas pouvoir voir mine le moral et diminue la résistance. (...) le 'capuchon' était insupportable, tellement qu'un mercredi de 'transfert final', désespéré, j'ai demandé d'être amené à la mort, je criais : "moi ..., moi ..., le 571" (le 'capuchon' avait atteint son but, ce n'était plus Lisandro Raul Cubas, c'était un numéro). Voir : Informe de la Conadep (Comisión Nacional sobre la desaparición de personas). *Nunca más, "Tabicamiento"*, septembre 1984. Disponible sur : <http://www.desaparecidos.org/arg/conadep/nuncamas/59b.html> (consulté le 7 mars 2016).

**Organigramme n°1 : Structure organisationnelle des « Centres de  
Détenition Clandestine » - CCDs en Argentine<sup>219</sup>**



Ainsi, la dictature brésilienne qui débuta en 1964 atteignit un degré maximal de répression, centralisation et utilisation politique des forces policières à partir de 1969, à l'évènement de l' « Acte Institutionnel numéro 5 »<sup>220</sup>. Une dizaine d'années-après les « Actes institutionnels » brésiliens, les « directives » argentines ont eu le même but : de

<sup>219</sup> Organigramme créé par l'auteur à partir des informations disponibles dans le rapport « Nunca más ». Voir : Informe de la Conadep (Comisión Nacional sobre la desaparición de personas). *Nunca más*, septembre 1984. Disponible sur : <http://www.desaparecidos.org/arg/conadep/nuncamas/>

<sup>220</sup> D'après Carlos Fico, déjà en 1964, « un projet répressif global a été développé, basé sur la perspective de 'l'utopie autoritaire', selon laquelle il serait possible d'éliminer le communisme, la 'subversion', la corruption, entre autres. Ce qui empêcherait la marche du Brésil vers son objectif d'être le 'pays du futur'. Un tel projet a été forgé dans la phase des premiers IPM's (« Inquéritos Policiais Militares » ou « Enquêtes de la Police Militaire » qui étaient des instruments d'investigation et de persécution utilisés par les membres des forces armées brésiliennes pour guider la répression des opposants à la dictature civil-militaire brésilienne) à partir du mécontentement des membres de la 'force autonome' ('embryon dur' des militaires) avec la lenteur des sanctions appliquées par Castelo Branco lors de la première 'Opération Ménage'. (...) Ainsi, l'acte institutionnel n° 5 était la maturation d'un processus qui avait commencé bien avant, ce n'était pas une conséquence des épisodes de 1968 ». (tda). Voir : FICO, Carlos. Versões e controvérsias sobre 1964 e a ditadura militar. *Revista Brasileira de História*, 2004, vol. 24 no. 47, pp. 29-60. Disponible sur : <http://www.scielo.br/pdf/rbh/v24n47/a03v2447.pdf> (consulté le 7 mars 2016).

donner une façade de « légitimité » au régime d'exception des forces armées. Grâce à ces dispositifs administratifs, les militaires ont gouverné par le biais de « décrets » en construisant tout un système « souterrain » de répression<sup>221</sup>. L'AI 5 au Brésil, promulgué en décembre de 68, établissait la suspension des « droits politiques » et l'application des « mesures exceptionnelles de défense »<sup>222</sup> en réponse à un supposé renforcement de la « guérilla urbaine » communiste.

Dans le sillage de ce tournant répressif, le « décret » 667 de juillet de 1969<sup>223</sup> joua un rôle essentiel dans l'organisation de l'appareil de terreur dictatorial car il établissait que le contrôle opérationnel des polices militaires devait désormais être centralisé par les forces armées. Ainsi, les polices militaires brésiliennes sont devenues des forces auxiliaires de l'Armée – ce qui fut d'ailleurs maintenu lors de la rédaction de la Constitution Fédérale de 1988<sup>224</sup> constituant une vraie « enclave autoritaire » au processus de consolidation démocratique brésilien – ainsi, outre leur fonction de mission préventive, elles furent également chargées de la maintenance de la « sécurité intérieure ».

Parallèlement à ce « décret » et dans le cadre de durcissement du régime autoritaire post-AI5, les militaires ont mis en place le système DOI-CODI<sup>225</sup> – « Département d'Opérations de Renseignements - Centre d'Opérations Interne » à travers plusieurs directives secrètes formulées par le « Conseil de Sécurité National » et approuvées par le président Colonel Costa e Silva. Les CODIs étaient des centrales de planification, coordination et administration des « mesures exceptionnelles de

---

<sup>221</sup> Anthony Pereira a qualifié de « légalité autoritaire » l'exercice d'une vaste prérogative judiciaire, mise en pratique dans le but de donner une « façade légale » aux actions arbitraires commises par les organes répressifs de la dictature, dont le sens exprime l'existence 'd'une zone de terreur extrajudiciaire et, d'autre part, une sphère de routine légale bien établie'. Voir : PEREIRA, Anthony. *Ditadura e repressão: o autoritarismo e o Estado de direito no Brasil, no Chile e na Argentina*. São Paulo: Paz e Terra, 2010. p. 53.

<sup>222</sup> Par exemple : « I - cessation de privilège judiciaire pour les prérogatives de fonction; II - suspension du droit de vote et d'être élu aux élections syndicales; III - interdiction d'activités ou de manifestations sur un sujet politique; IV - mise en œuvre, le cas échéant, des mesures de sécurité suivantes: a) la libération surveillée; b) l'interdiction de fréquenter certains endroits; c) domicile déterminé ». (tda). Voir : Ato Institucional N°. 5, de 13 de dezembro de 1968. Disponible sur : [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/AIT/ait-05-68.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/AIT/ait-05-68.htm) (consulté le 7 mars 2016).

<sup>223</sup> D'après l'article 1° « La police militaire, considérée comme des forces auxiliaires, réserve de l'armée, sera organisée conformément au présent décret-loi. Paragraphe unique. Le ministère de l'armée exerce le contrôle et la coordination de la police militaire, successivement à travers les organes suivants, comme prévu dans le règlement: a) état-major général de l'armée sur tout le territoire national; b) les armées et les commandements militaires des zones dans leurs juridictions respectives; c) Les régions militaires dans les territoires régionaux. (tda) Voir : [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/decreto-lei/Del0667.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/decreto-lei/Del0667.htm) (consulté le 7 mars 2016).

<sup>224</sup> D'après, l'article 144 « La sécurité publique, devoir de l'Etat, droit et responsabilité de tous, est exercée pour préserver l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens, au moyen des organismes suivants:

V - la police militaire et les pompiers militaires.

Paragraphe 6 - La police militaire et les pompiers militaires, forces auxiliaires et de réserve de l'armée sont subordonnées, avec la police civile, aux gouverneurs des États, du district fédéral et des territoires ». (tda). Voir : [https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao.htm](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao.htm) (consulté le 7 mars 2016).

<sup>225</sup> Dès les années 1970 les DOI/CODI ont été organisés dans les villes des principaux États brésiliens : I à Rio de Janeiro, le II à São Paulo, le IV à Recife ; le Commandement Militaire du Plateau central à Brasília; en 1971 le V à Curitiba, celui de la quatrième division de l'Armée à Belo Horizonte, celui de la sixième région militaire à Salvador, celui de la huitième région militaire à Belém et celui de la dixième région militaire à Fortaleza et, en 1974, le III à Porto Alegre.

défense » – tant de sécurité que de renseignements - tandis que les DOIs étaient des unités dynamiques d'action dont la mission consistait à exécuter les opérations de répression politique planifiées par les CODIs. Les CODIs étaient organisés selon les divisions de l'État Major de l'Armée – « Zones de Défense Interne » (ZDI)<sup>226</sup> – et dirigés par le chef de l'État-Major des Armées correspondant à chaque ZDI. Les DOIs étaient des appareils éminemment opérationnels ayant pour but l'anéantissement de la lutte subversive par le biais d'opérations « contre-subversives » dirigées par l'Armée et mises en pratique, notamment, par les forces policières. D'après un document officiel défini par l'Armée<sup>227</sup> comme document « secret », la création des DOIs permettait :

- 1) Capacité plus efficace de contrôle et de coordination d'opérations ;
- 2) Rapidité d'actionnement des moyens logistiques pour les opérations contre-subversives grâce à ce contrôle ;
- 3) Facilité de sélection de personnel qualifié<sup>228</sup> et de la formation subséquente des équipes hautement préparées pour affronter, dans des conditions optimales, les méthodes et les techniques opérationnelles propres aux organisations communistes ;
- 4) Possibilité d'acquérir une vaste expérience opérationnelle, continue et approuvée par ses innovations et adaptations dans le cadre de la lutte contre-subversive.

L'organigramme opérationnel des DOIs se structurait de la façon suivante :

- 1- Secteur d'opérations et d'informations - SOI et 2- Secteur administratif – SA. Le SOI se subdivisait entre le 1.1 - Secteur de renseignements – SR, le 1.2 – Secteur d'Analyse d'Information – SAI et la 1.3 – Section de Perquisitions et de Saisies - SPS.

La mission du SR était notamment d'obtenir des renseignements et de réaliser des enquêtes ayant pour but d'identifier et de localiser les « éléments subversifs » afin de transmettre ces informations aux agents de la SPS. Le SR agissait à travers plusieurs « groupes de renseignements », composés chacun d'un agent, un assistant et

---

<sup>226</sup> « Zone de défense interne » a été le nom donné pendant la dictature militaire brésilienne à l'espace terrestre sous la juridiction de l'armée ou d'un commandement militaire dans certaines régions, à des fins de sécurité intérieure. Voir : GASPARI, Elio. *A Ditadura Envergonhada*. São Paulo: Companhia das Letras, 2002. p. 365.

<sup>227</sup> Voir sur le site des « Archives de la dictature », les documents rassemblés par Elio Gaspari. Disponible sur : <http://arquivosdaditadura.com.br/documento/galeria/sissegin#pagina-1> (consulté le 7 mars 2016).

<sup>228</sup> La majorité des membres du DOI étaient issus de la Police Civil et Militaire. La sélection des membres de ces deux polices pour intégrer les DOI était réglementés par un document tenu secret intitulé « Système de Sécurité Intérieure », « Sissegin ». Dans ce document, il est assumé par les forces armées qu'il existe une corruption structurelle au sein des forces policières, si bien que ceux qui sont sélectionnés pour constituer les DOI sont honnêtes et font un excellent travail. Selon eux, « ce sont des hommes de ce genre qui doivent intégrer les DOI et, plus nombreux ils sont, mieux c'est pour l'armée parce que moindre sera le fardeau qui leur est assigné. Les postes clés et les rôles de direction devraient cependant rester sous la responsabilité des forces armées. Ainsi, la police travaillera toujours encadrée par eux » (tda). Disponible sur : <http://arquivosdaditadura.com.br/documento/galeria/sissegin#pagina-2> (consulté le 7 mars 2016).

une voiture, habituellement de la marque Volkswagen. La mission de la SPS était donc d'analyser ces informations et mettre en place les opérations de séquestrations des éléments suspects et de démanteler leurs « appareils » (*aparelhos*, terme utilisé pour définir le lieu où les membres des groupes de gauche qui vivaient dans la clandestinité se cachaient). Le SPS était réparti en trois équipes - A, B et C. Chacune d'elles était composée de quatre groupes d'environ quatre ou cinq agents et bénéficiait d'une voiture spacieuse, souvent les modèles C14, *Opala Chevrolet* ou Van.

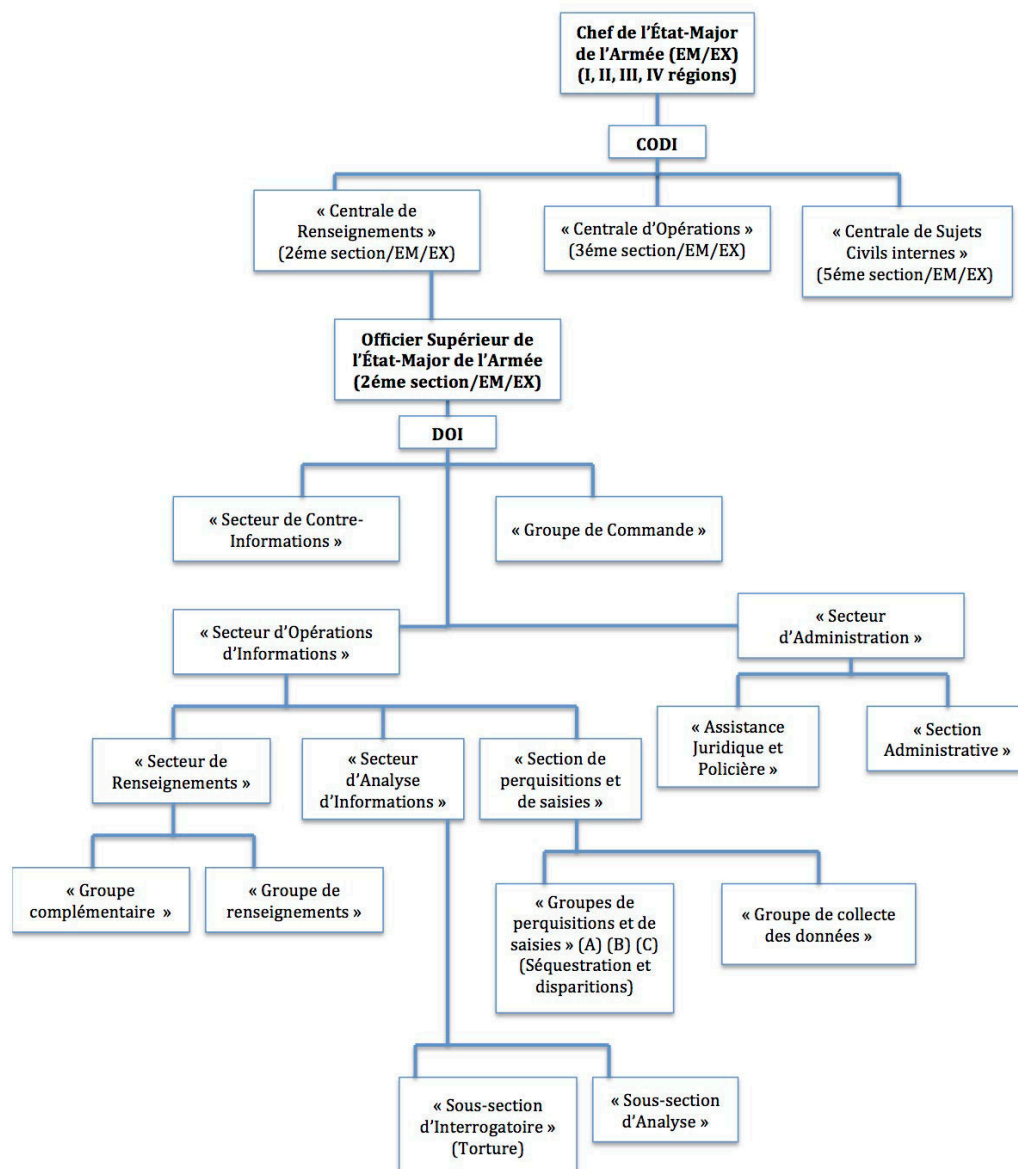
Le SAI avait pour fonction de fournir au commandant du DOI et aux autres secteurs, les informations, études et conclusions sur les organisations subversives qui agissaient dans leur région administrative. Ce secteur était subdivisé entre la 1.2.1- Subsection d'Analyse - SA et la 1.2.2- Subsection d'interrogatoire - SI. La mission de la SA était d'analyser les témoignages forcés obtenus sous la torture par les « groupes d'interrogatoire » de la SI. Étant donné que la SI menait des « interrogatoires » 24h sur 24 de façon ininterrompue, ce secteur se divisait en trois « groupes » composés de six agents chacun. Tout comme pour le cas argentin, les secteurs d'interrogatoires utilisaient un langage technique médical pour faire référence aux tortures (« *cirurgias* »), aux lieux d'« opérations » (« *salas de operações* »), aux bourreaux (« *médicos* ») et aux prisonniers importants qui allaient arriver au centre DOI-Codi (« *luz vermelha chamando UTI* ») :

« Lumière rouge, ici l'ambulance... - Ici le médecin de garde. – Chirurgie urgente. Préparez les instruments. – La salle d'opérations est prête. – Appelez le directeur de l'hôpital. – Ici Croix Rouge I, répondez... - Urgences médicales en état d'alerte. – Ambulance en route vers l'hôpital. Réception des victimes confirmée. – Des civières sont prêtes à l'entrée de l'hôpital. – Urgences Médicales, ici l'ambulance 1. Priorité. Convoquez médecins et infirmiers. - Urgences Médicales, ici l'ambulance 2. Préparez le bistouri. – Ici le directeur de l'hôpital, nous avons fait le nécessaire. Nous vous attendons. [...] »<sup>229</sup>

---

<sup>229</sup>« Luz vermelha chamando UTI... - Aqui é o médico de plantão. - Cirurgia urgente. Prepare os instrumentos. - Sala de operações pronta. - Chame o diretor do hospital. - Cruz vermelha I chamando... - UTI em estado de alerta. - Ambulância a caminho do hospital. Internações confirmadas. - Macas prontas à entrada do hospital. - Luz vermelha chamando UTI. Prioridade. Convocar médicos e enfermeiros. - Cruz vermelha 2 chamando UTI. Preparar bisturi. - Diretor do hospital falando. Providências tomadas. Estamos aguardando (...) (tda) ». Voir : SOUZA, Percival de. *Autópsia do medo – Vida e morte do delegado Sérgio Paranhos Fleury*. Rio de Janeiro: Globo, 2000. p. 7-8.

## Organigramme n°2 : Structure organisationnelle du « Système DOI-CODI » au Brésil<sup>230</sup>



Une fois l'AI5 instauré et le système DOI-Codi en plein fonctionnement, le renforcement de la répression, le nombre de séquestrations et des détenus ont subi une augmentation exponentielle. L'Armée eut donc besoin de créer des conditions logistiques pour affronter cette nouvelle réalité. C'est donc dans ce contexte que des commissariats, des prisons, des casernes, des installations militaires et policières de toutes natures, ainsi que des stades, des maisons de particuliers furent utilisés comme Centres Clandestins de Détenus – CCDs. Dans ces lieux, la torture, les exécutions et

<sup>230</sup> Organigramme du système DOI-CODI créée par l'auteur et basé sur les informations disposées sur le document tenu secret du Sissegim. Disponible sur : <http://arquivosdaditadura.com.br/documento/galeria/sissegim#pagina-7> (consulté le 7 mars 2016).

les disparitions forcées des opposants politiques de gauche devinrent des pratiques courantes.

Les CDDs brésiliens étaient de deux types en fonction de leurs spécificités au sein de la chaîne répressive :

- 1) Lieux « officiels » de détention (LOD) : ces endroits étaient localisés dans les dépendances même des installations « officielles » de l'armée et de la police – casernes, commissariats, prisons, entre autres. Ils recevaient notamment des suspects qui faisaient partie d'organisations communistes et des membres de ces organisations qui n'étaient pas considérés membres clés mais qui pouvaient donner des informations précises sur la localisation des « appareils » communistes et sur les stratégies des « têtes » de ces derniers. Parfois, des criminels de droit commun étaient également envoyés à ces endroits. Ces lieux possédaient une bonne infrastructure et une organisation interne susceptibles d'héberger, torturer et exécuter une grande quantité de détenus.
- 2) Lieux « clandestins » de détention (LCD) : ces endroits étaient localisés dans des « maisons de particuliers », « clandestines » et la plupart du temps éloignées des centres urbains. L'émergence de ces endroits marqua un tournant important concernant la stratégie répressive du régime militaire : au Brésil, au fur et à mesure que les dénonciations de torture et d'exécutions attiraient l'attention internationale les militaires décidèrent d'investir dans les « LCD » ou « maisons de la mort » et également dans l'adoption de la pratique de « disparition forcée »<sup>231</sup> en tant que politique de l'État afin d'éviter l'image négative du régime devant l'opinion internationale. Ces lieux recevaient notamment les membres clés des organisations communistes et avaient pour but de leur faire dénoncer d'autres membres de ces organisations ou alors de les retourner et les faire servir le régime en tant que collaborateurs<sup>232</sup>. Le refus de l'un ou de l'autre,

---

<sup>231</sup> « La Commission Nationale pour la vérité (CNV) a estimé que la disparition forcée se produit dans les situations suivantes: 1) les arrestations officiellement non-reconnues suivies du refus d'information sur les allées et venues de la victime; 2) la détention officiellement reconnue suivie du déni d'information sur le lieu où se trouve la victime; et (3) décès officiellement reconnus sans identification satisfaisante des restes humains. Ce sont des modus-operandi qui prétend exonérer la responsabilité de la répression, avec de fausses versions officielles pour les morts sous la torture. Sur la base de ces définitions, certaines victimes ont été considérées disparues même si les documents de décès officiels, tels que le certificat de décès et le rapport de cadavre ont été émis. Cela était possible car leurs restes n'étaient pas trouvés ou identifiés » (tda.). Voir : Relatório da Comissão Nacional da Verdade : volume III – Mortos e desaparecidos políticos. *Memórias reveladas*. Brasília : CNV, dezembro 2014. p. 26. Disponible sur : [http://cnv.memoriasreveladas.gov.br/images/pdf/relatorio/volume\\_3\\_digital.pdf](http://cnv.memoriasreveladas.gov.br/images/pdf/relatorio/volume_3_digital.pdf) (consulté le 8 mars 2016).

<sup>232</sup> Dans la version de l'un de ses idéalisateurs, le colonel de l'armée Paulo Malhães, pseudonyme « Dr. Pablo », membre du Mouvement Anti-communiste (MAC), ex-cadre du Centre de Renseignements de l'Armée (CIE) a



les conduisait automatiquement à la mort. La majorité des corps des militants qui sont passés par ces « maisons » n'ont pas encore été retrouvés.  
»

Il est incontestable que lors des dictatures argentine et brésilienne, les CCDs furent des pièces fondamentales dans le perfectionnement de l'engrenage de terreur des régimes militaires et marquèrent un tournant répressif-arbitraire majeur. En effet, ils ont permis à l'État dictatorial de développer diverses pratiques extra-judiciaires de façon systématique et structurée - sa face « honteuse » -, tout en conservant un voile de « légalité » - son visage « présentable ». La nécessité d'entreprendre ce tournant répressif se posa dans des circonstances où l'État militaire n'estimait pas efficace l'intensité de l'usage de la force répressive – l'« exercice du pouvoir punitif formel » - contre les opposants politiques. L'établissement des CCDs représentait un changement prémédité visant l'exercice massif et arbitraire d'« un pouvoir punitif souterrain »<sup>233</sup>.

Ce « pouvoir souterrain » consistait notamment à :

- a) priver de liberté de façon illégale des personnes soupçonnées de s'opposer à l'« ordre » que les militaires imposaient ;
- b) déplacer ces personnes dans des lieux clandestins de détention afin de pouvoir appliquer des méthodes arbitraires de répression sans devoir répondre aux critiques de l'opinion internationale et des organismes de lutte pour les Droits de l'Homme ;
- c) cacher tous les faits aux familles des détenus et disparus et nier avoir procédé à leur détention pour éviter les demandes d'*habeas corpus* ;
- d) utiliser systématiquement la torture afin d'obtenir des informations privilégiées des personnes emprisonnées ;
- e) choisir de relâcher, légaliser l'arrestation, exécuter ou « faire disparaître » chaque victime selon des critères majoritairement aléatoires qui mettent en évidence le pouvoir discrétionnaire et arbitraire pratiqué dans ces CCDs<sup>234</sup>.

---

déclaré que la création de ces lieux (LCD) avaient pour objectif de « terroriser » les prisonniers, les amenant à faire des dénonciations au sujet de leurs organisations. Un autre objectif était de les « renverser » (« virá-los »), c'est-à-dire de faire d'eux des collaborateurs du régime militaire. Selon Malhães, « quand le gars entre dans la caserne, il sait qu'il est en sécurité, que personne ne va le tuer à l'intérieur de la caserne. Par contre, quand vous l'emmenez dans une maison, il se pose la question 'pourquoi m'avoir amené ici et ne pas m'emmener à la caserne?' Et nous avons joué avec ça, non?...vous avez conscience que vous êtes en état d'arrestation, mais vous n'êtes pas coincé dans la caserne. Vous êtes coincé dans une maison. De là, vous pouvez aller n'importe où. Vous n'êtes protégé de quoi que ce soit. 'Que diriez-vous, parlons? Faisons-nous un accord?' La maison est pour ça » (tda). Voir : *Depoimentos do coronel Paulo Malhães, ex-agente CIE, parte 1 / 2*. Comissão Estadual da Verdade, Rio de Janeiro : fevereiro e março de 2014. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=e2SnsSYG7O0> (consulté le 8 mars 2016).

<sup>233</sup> Voir : ZAFFARONI, E. Raúl. *Derecho Penal (Parte General)*. Buenos Aires: Ediar, 2002.

<sup>234</sup> Voir « Causa Primer Cuerpo de Ejército » In Informe de la Conadep (Comisión Nacional sobre la desaparición de personas). *Nunca más*, septiembre 1984. Disponible sur : [http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/juicios/argentin/capital/1ercpo/resoluc/2005/1ercpo\\_20051020\\_02.htm](http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/juicios/argentin/capital/1ercpo/resoluc/2005/1ercpo_20051020_02.htm) (consulté le 8 mars 2016).

## 2.3. La « séquence autoritaire » : séquestration-torture-mort-disparition

*« J'ai été kidnappé par un commando fortement armée, dans la matinée du 18 Novembre 1977, à l'angle des rues Jujuy et Garay. À partir de ce moment-là et jusqu'au 28 Décembre 1977, j'ai été interné dans un camp appelé Club Atlético ; ensuite, jusqu'en Août 1978, j'étais à El Banco ; puis d'Août 1978 à fin Janvier 1979 j'étais en détention à El Olimpo. Tous ces camps de concentration étaient situés dans des installations contrôlées par l'Armée, la Police Fédérale et le Service Pénitentiaire, et dépendaient du 1<sup>er</sup> Corps de l'Armée de Terre. Entre les mois de Janvier et mars 1979 j'ai été interné, avec une dizaine de disparus, dans les locaux de la División Cuatrерismo de Quilmes (ancienne fosse Malvinas), de la police de la Province de Buenos Aires, sous contrôle d'un groupe qui – dans un acte de rébellion – avait vidé l'Olimpo sans prévenir le 1<sup>er</sup> Corps. En Mars 1979, le 1<sup>er</sup> corps nous a retrouvés et nous sommes kidnappés une deuxième fois (alors que nous étions déjà séquestrés !) et transférés à l'ESMA (« Escuela de Mecánica de la Armada »). Entre Mars 1979 et Août 1981, j'étais retenu prisonnier à l'ESMA. Pour résumer, cette longue odyssée a eu lieu dans cinq camps de détention différents pendant trois ans et huit mois. [...] Je dois dire que lorsque quelqu'un se faisait enlever par les commandos de la dictature, il ou elle était porté disparu. La séquence mise en place était disparition-torture-mort. Nous, Les disparus, nous passions la plupart de la journée et de la nuit cagoulés, menottés, les fers aux pieds et les yeux bandés, dans une geôle qu'on appelait le tuyau, tellement elle était étroite. [...] On pouvait se faire torturer à nouveau dans le bloc opératoire avant d'être, comme tous les autres, « transférés », un euphémisme qui masquait la véritable destination, l'assassinat. Quelques uns, parmi nous, pour des raisons obscures connues uniquement par nos tortionnaires, ont été épargnés. »<sup>235</sup>.*

*« Au début, ils appliquaient les chocs électriques à haut voltage. Mais après, ils pouvaient utiliser des chocs moins puissants parce que notre mémoire les*

---

<sup>235</sup> « Fui secuestrado por un grupo operativo fuertemente armado en la mañana del 18 de Noviembre de 1977, en la esquina de Jujuy y Garay. Desde esa fecha hasta el 28 de Diciembre de 1977 fui internado en el campo llamado Club Atlético; luego, hasta Agosto de 1978, estuve en El Banco; desde Agosto de 1978 hasta fines de Enero de 1979 estuve detenido en El Olimpo. Estos campos de concentración estaban localizados en construcciones controladas por el Ejército, la Policía Federal y el Servicio Penitenciario y dependían del 1er Cuerpo de Ejército. Desde Enero de 1979 hasta Marzo de 1979 estuve, junto a otros diez desaparecidos, en la División Cuatrерismo de Quilmes (ex pozo Malvinas), de la Policía de la Provincia de Buenos Aires, bajo el control de un grupo que -en rebeldía- había vaciado el Olimpo con desconocimiento del 1er Cuerpo. En Marzo de 1979, el 1er Cuerpo nos descubre y somos secuestrados nuevamente (¡estando secuestrados!) y llevados a la ESMA. Desde Marzo de 1979 hasta Agosto de 1981, estuve detenido en la ESMA. Resumiendo, esta larga odisea abarcó cinco campos de detención a lo largo de tres años y ocho meses. (...) Debo decir que, desde el momento en que alguien era secuestrado por los grupos de tareas de la dictadura, él o ella era un desaparecido. La secuencia establecida era desaparición-tortura-muerte. La mayoría de los desaparecidos transcurríamos día y noche encapuchados, esposados, engrillados y con los ojos vendados, en una celda llamada tubo por lo estrecha. [...] Podíamos también volver a ser torturados en el quirófano y, finalmente, como todos los demás, ser "trasladados", eufemismo que encubría el verdadero destino, el asesinato. A algunos pocos, por oscuras razones que sólo los represores conocían, se nos dejó con vida » (tda.) Voir témoignage de Mario Villani et d'autres sur le site de l'association de victimes, familles de victimes et détenus dans les « CCD » lors de la dernière dictature argentine. Disponible sur : <http://www.exdesaparecidos.org/aedd/testimonios/mariovillani.php> (consulté le 8 mars 2016).

associait au choc à haut voltage. À ce moment-là, nous étions déjà à leur merci. Je trouve que c'est très important parce que cela prouve que cette équipe de tortionnaires utilisait les méthodes qu'ils appelaient de manière euphémistique des « techniques d'interrogatoire ». Il n'était pas question d'agissements incontrôlés d'un sadique lambda. Ensuite, la torture était progressive, faite d'allers-retours, de menaces et de la certitude qu'ils nous faisaient ressentir en permanence que tout pouvait recommencer à tout moment. L'objectif était de nous anéantir petit à petit, en tant que personnes et en tant que militants. [...] Cela faisait à peu près deux mois que j'étais retenue à la Vila Militar lorsque l'on m'a de nouveau transféré au DOI-CODI (Détachement d'opérations d'information – Centre d'opérations de défense interne). Je n'arrivais pas à accepter que cela fût possible. Je m'étais convaincue que tout cela allait bientôt prendre fin. [...] J'étais tellement désespérée qu'ils m'ont donné une injection, et j'ai été transférée, à moitié inconsciente, à la Barão de Mesquita. Là-bas, tout était différent. Les cellules avaient des lits avec des draps et les appareils de torture avaient été remplacés par des cellules à contrôle de son et de température, celles qu'on appelle les frigos. Les prisonniers ne pouvaient pas dormir ni manger et on leur faisait supporter des températures extrêmement froides. [...] Aujourd'hui, je pense que le DOI-CODI de la Barão de Mesquita était réservé à partir de cette période aux prisonniers qui devaient subir cet « interrogatoire scientifique ». En même temps, les militants clés des organisations armées furent condamnés à mort et exécutés sommairement. On ne les envoyait pas au DOI-CODI. Ils étaient torturés et assassinés ailleurs, par exemple à la Casa da Morte (Maison de la Mort) à Petrópolis »<sup>236</sup>.

Des milliers de victimes ont « circulé »<sup>237</sup> dans les CCDs argentins et brésiliens. En Argentine, entre 1976 et 1982, d'après la « Commission nationale sur les disparitions de personnes » (CONADEP) ces centres ont vu passer près de 10 000 personnes. Même si ce chiffre a été attribué grâce aux plaintes des victimes, il est toujours très compliqué d'établir le nombre exact de disparitions<sup>238</sup>. Par ailleurs, il

<sup>236</sup> « O choque no início tinha de ser de alta voltagem. Mas depois, eles podiam dar choques pequenos que a nossa memória era do choque de alta voltagem. Nos já estaríamos nas mãos deles. Acho isso muito importante porque demonstra também que essa equipe de torturadores estudava os métodos que eles eufemisticamente chamavam de técnica de interrogatório." Não era simplesmente uma explosão de um sádico de plantão. Num segundo momento então, a tortura era progressiva, feita de idas e vindas, de ameaças e da nossa certeza, permanentemente alimentada por eles, que tudo poderia recomeçar a qualquer momento. O objetivo era, pouco a pouco, nos anular, como pessoas e como militantes. (...) Estava já há cerca de dois meses na Vila Militar quando em final de agosto fui levada de novo para o DOI-CODI. Essa possibilidade não passava pela minha cabeça. Tinha me convencido de que tudo aquilo acabara. (...). Estava tão desesperada que me deram uma injeção e fui levada quase desmaiada para a Barão de Mesquita. Lá estava tudo mudado. As celas tinham cama e lençol e os aparelhos de tortura foram substituídos por celas com controle de som e de temperatura, as chamadas geladeiras. Os presos eram colocados sem poder dormir, sem comer e em temperaturas baixíssimas. (...) Hoje, me parece que o DOI-CODI da Barão de Mesquita, a partir desse momento, foi reservado para presos que passariam por esse "interrogatório científico". Ao mesmo tempo, os militantes das organizações armadas considerados chaves foram sumariamente condenados à morte. Não iam para o DOI-CODI. Iam ser torturados e assassinados em outros lugares, como a Casa da Morte em Petrópolis » (tda.). Voir teigmonage de Lucia Murat accordé en audience publique tenue le 28/05/2013 pour la Commission de l'État de Rio de Janeiro. Disponible sur you tube: <https://youtu.be/ZvyKtFdZrKk>

<sup>237</sup> La notion de « circulation » fait ici référence directe à celle des « Circuits » concernant les dictatures militaires brésilienne et argentine. Cette notion dénote une méthodologie répressive où les victimes étaient constamment déplacées d'un CCD vers d'autres CCDs. Chaque CCD jouait un rôle particulier au sein des « Circuits ».

<sup>238</sup> « Personne ne sait exactement combien de personnes ont été des 'détenus – disparues' et combien ont été tuées, par les forces armées et/ou le Triple A en Argentine. Les listes que nous avons des détenus-disparus atteignent environ 10 000 noms. Cependant, elles ont été faites sur la base des plaintes reçues par la CONADEP et les

existe des controverses et même des batailles idéologiques au sujet de ces chiffres concernant d'un côté certains macristes et les forces armées et, de l'autre côté, certains kirchneristas et des associations de droits de l'homme comme « Les mères de la Place de Mai », qui évoquent pour leur part le chiffre de 30 000 disparus<sup>239</sup>. En ce qui concerne le Brésil, le nombre officiel de morts et disparus semble nettement inférieur<sup>240</sup> : la Commission Nationale pour la Vérité (CNV) a confirmé dans son rapport final que 434 personnes ont été victimes directes de la dictature. Parmi ces victimes, 243 ont été portées disparues et – parmi ces derniers, 33 ont été identifiés<sup>241</sup>. Cependant, la CNV a également révélé dans son rapport que ce nombre est inexact et peut-être bien supérieur, en tenant compte, par exemple, du nombre d'indiens qui ont été exécutés par le régime, à savoir, environ 8 350<sup>242</sup>. Concernant la quantité de personnes persécutées et/ou emprisonnées pendant la dictature brésilienne, cela est supérieur à l'Argentine : 50 000 personnes ont été affectées et leurs droits violés par la répression dictatoriale<sup>243</sup>.

Parmi les témoignages donnés par ces victimes, les mots : séquestration, torture, exécution, disparitions se répètent sans cesse et suivent une logique perverse traduite par la « séquence autoritaire » - séquestration-torture-mort-disparition

---

organisations des droits de l'homme et n'incluent pas les multiples cas dans lesquels les victimes ne pouvaient ou voulaient déposer une plainte. En 1978, l'armée elle-même estimait que 22 000 personnes avaient déjà été 'aspirées' ('chupadas'). On estime que le nombre total est plus élevé, mais nous ne connaissons jamais le nombre exact avant que l'armée elle-même ne délivre la liste complète des personnes disparues » (tda.). Voir : « Lista de detenidos-desaparecidos y asesinados en Argentina » In Proyecto Desaparecidos. Disponible sur : <http://www.desaparecidos.org/arg/victimas/listas/> (consulté le 9 mars 2016).

<sup>239</sup> Voir : CUÉ, Carlos E. Daniel. « Polémica en Argentina por las cifras de desaparecidos de la dictadura ». *El País*, Espanha : 28/01/2016. Disponible sur : [https://elpais.com/internacional/2016/01/27/argentina/1453931104\\_458651.html](https://elpais.com/internacional/2016/01/27/argentina/1453931104_458651.html) (consulté le 9 mars 2016).

<sup>240</sup> Au Brésil, le nombre de disparus est peut-être beaucoup moins important qu'en Argentine dû au fait que les militaires brésiliens ont officiellement rétabli la peine de mort en 69 avec la « Loi de Sécurité Nationale » alors qu'en Argentine elle n'a jamais été reconnue en tant que pratique de l'État contre ses opposants politiques.

<sup>241</sup> La CNV entend par la mort: 1) les exécutions sommaires ou arbitraires (y compris les décès résultants de la torture); 2) les morts dans les conflits armés avec les agents du pouvoir public; (3) les suicides survenus à cause de l'imminence de l'emprisonnement et/ou torture et, également, des séquelles suite aux tortures infligées. (...) La CNV a considéré comme une disparition forcée toute privation de liberté perpétrée par des agents de l'Etat - ou par des personnes ou des groupes avec l'autorisation, le soutien ou le consentement de l'Etat - suivie du refus d'admettre la privation de liberté, en empêchant l'exercice des garanties. Voir : Relatório da Comissão Nacional da Verdade, op. cit., 2014, p. 26. Disponible sur : [http://cnv.memoriasreveladas.gov.br/images/pdf/relatorio/volume\\_3\\_digital.pdf](http://cnv.memoriasreveladas.gov.br/images/pdf/relatorio/volume_3_digital.pdf) (consulté le 8 mars 2016).

<sup>242</sup> Selon le rapport, pendant la période considérée, au moins 8 350 indiens ont été tués dans des massacres, dépossédés de leurs terres, ont subi des expulsions forcées, ont été emprisonnés, torturés et affectés par de mauvais traitements, viols, entre autres. Beaucoup ont été simplement exterminés et enterrés dans des fosses clandestines au milieu de l'Amazonie. Dans le chapitre « Violations des droits de l'homme des peuples autochtones », les chiffres détaillés des exécutions sont les suivants : 3 500 à Cinta-Larga (RO), 2 650 Waimiri-Atroari (AM), 1 180 Indiens Tapayuna (MT), 354 Indiens Yanomami (AM / RR), 192 Xetá (PR), 176 Panará (MT), 118 Parakanã (PA), 85 Xavante de Marãiwatsédé (MT), 72 Araweté (PA) et plus de 14 Arara (PA). Voir : Relatório da Comissão Nacional da Verdade : volume II – Violações de direitos humanos dos povos indígenas. *Memórias reveladas*. Brasília : CNV, dezembro 2014. Disponible sur : <http://cnv.memoriasreveladas.gov.br/images/pdf/relatorio/Volume%202%20-%20Texto%205.pdf> (consulté le 10 mars 2016).

<sup>243</sup> Voir : NASCIMENTO, Luciano. « Ditadura militar violou direitos de 50 mil pessoas, diz Comissão Nacional da Verdade ». *Agência Brasil - EBC*, Brasília : 25/02/2013. Disponible sur : <http://memoria.etc.com.br/agenciabrasil/noticia/2013-02-25/ditadura-militar-violou-direitos-de-50-mil-pessoas-diz-comissao-nacional-da-verdade> (consulté le 10 mars 2016).

– subie par la majorité des détenus des CCDs. Du côté des oppresseurs, les codes terminologiques utilisés pour faire référence à cette séquence sont chargés d’euphémismes tels qu’« ‘opérations’ – ‘perquisitions’ – ‘saisies’ – ‘interrogatoires’ – ‘techniques’ – ‘machines’ - ‘expéditions’ – ‘transferts’ ». Cet artifice est double : d’une part, il sert à « bureaucratiser » les pratiques répressives-arbitraires pour qu’elles deviennent « machinales » et « nécessaires » dans un but ultime de « sauver » la patrie des subversifs et, d’autre part, il sert au processus de « déshumanisation des détenus », de les « vider » de leurs personnalités afin de les anéantir physiquement et, principalement, psychologiquement<sup>244</sup>.

« Dans le cadre du dispositif de liquidation des personnes et des cadavres, la fragmentation et la bureaucratisation créent des mécanismes qui visent à diluer la responsabilité, à la niveler pour, au bout du compte, la gommer. Ce n’est pas un hasard si les forces armées se sont refusées à reconnaître les camps comme un instrument étatique de répression, une instance qui faisait de l’État le persécuteur et l’exterminateur institutionnel »<sup>245</sup>.

Ce n’est pas non plus un hasard si la plupart des CCDs étaient « camouflés » dans des dépendances de l’armée ou de la police, dans des « puits » ou dans des « maisons secrètes ». Cela démontre le haut degré de complicité entre les « corps de sécurité » dans l’exécution d’un plan commun de répression – il y avait, à la fois, un esprit de corps ou de corporation, un secret partagé (« unité ») et une division bien marquée des tâches pour diluer les responsabilités individuelles (« fragmentation »).

À partir de l’année 76, avec la mise en place du « Processus de Réorganisation Nationale », la société argentine fut confrontée à un immense saut de la terreur en comparaison aux années précédentes, concernant notamment la quantité de séquestrations, de tortures et de disparitions perpétrées<sup>246</sup>. La logistique d’« enlèvements » se perfectionna suite à la répartition des tâches entre les différents

---

<sup>244</sup> Les ouvrages sur la Shoah décrivent également cette méthode de « bureaucratisation » de l’extermination et « déshumanisation » des détenus juifs par une politique naziste. Voir : ARENDT, Hannah. *Los orígenes del totalitarismo*. Madrid : Alianza Editorial, 2002 ; ARENDT, Hannah. *Eichmann em Jerusalem*. São Paulo : Companhia das Letras, 2016 ; LEVI, Primo. *Trilogía de Auschwitz: Si esto es un hombre, La tregua, Los hundidos y los salvados*. España : El Aleph Editores, 2005.

<sup>245</sup> CALVEIRO, Pilar. *Poder y desaparición : los campos de concentración en Argentina*. Buenos Aires : Colihue, 2004. p. 67.

<sup>246</sup> Cela se passe également puisque le « Proceso de Reorganización Nacional » qui démarra avec le général Videla se proposait à épurer la société argentine, en anéantissant toute l’opposition politique. Ainsi, pour les militaires et leurs alliés civils et religieux, il s’agissait en effet « de “discipliner une société anarchisée” et de “fonder un nouveau modèle économique” pour libérer l’Argentine des “plaies” l’empêchant d’atteindre son destin manifeste : le péronisme comme “populisme démagogique” imbattable dans les urnes, le syndicalisme en tant que facteur de pouvoir “exacerbé et irrationnel”, la bourgeoisie “prébendière” [...] et le virus “désagrégateur et internationalisant” de la gauche enkystée dans la politique, le syndicalisme et surtout la culture ». Voir : REATO, Ceferino *Disposición Final. La confesión de Videla sobre los desaparecidos*, Buenos Aires, Editorial Sudamerica, 2012. p. 13.

« groupes opérationnels » - « patotas »<sup>247</sup> - et la police de la « zone visée » :

« Pendant la dictature militaire de 1976, lorsqu'un commando devait intervenir dans un quartier en tant que 'groupe d'action' afin de s'introduire dans une maison et séquestrer quelqu'un, l'action était coordonnée avec la police. Pour pouvoir réaliser l'intervention, ils confirmaient auprès de la police qu'ils avaient bien 'feu vert' ou que la 'zone était libérée'. Ainsi, si un voisin appelait le commissariat, celui-ci n'intervenait pas. Il y avait trois manières d'obtenir un 'feu vert' : 1) par signal radio ; 2) en se garant quelques instants devant le commissariat du coin ; 3) en prévenant le Departamento Central de Policía (Département Central de Police). »<sup>248</sup>

La mise en place des CCDs entraîna donc un changement quantitatif et qualitatif des méthodes de tortures et de disparitions par conséquent, perfectionna la « logistique d'enlèvement » et, ainsi, renforça le contexte exceptionnel de la terreur :

« La quasi totalité des plaintes reçues par la CONADEP (Commission nationale de la disparition de personnes) mentionnent des actes de torture. Ce n'est pas un hasard. La torture a été un élément clé dans la méthodologie adoptée. Les Centres clandestins de détention ont été conçus, entre autres, pour la pratiquer impunément. L'existence et la généralisation des pratiques de torture sont accablantes, tant par le degré d'imagination des tortionnaires que par leur personnalité et celle de ceux qui les ont autorisées et utilisées comme méthode [...]. Que dire de ces actes, sinon qu'il s'agit d'un immense échantillon des plus graves et inqualifiables perversions, sur lequel des gouvernements illégitimes ont puisé une grande partie de leur domination sur toute une nation ? »<sup>249</sup>

Les CCDs permirent que la torture soit utilisée de façon absolue et illimitée. Au caractère illimité des méthodes, s'ajoutait un usage illimité dans le temps. Les officiers

---

<sup>247</sup> La « patota » (la « bande ») était le groupe opérationnel chargé d'enlever les « subversifs » que ce soit dans la rue, chez eux ou sur leur lieu de travail.

<sup>248</sup> « Cuando en un barrio iba a actuar un 'grupo de tareas' durante la dictadura militar de 1976, se llevaba a cabo una coordinación entre el comando que iba a introducirse en alguna casa de la zona para secuestrar a alguien, y la policía. Para poder realizar el operativo de secuestro, se le solicitaba a la fuerza policial que diera 'luz verde' o 'zona liberada'. De esta manera, si algún vecino se comunicaba con la comisaría, ésta no tomaba intervención en lo que estaba sucediendo. Las tres formas registradas para pedir luz verde fueron : 1) mediante un aviso de radio ; 2) estacionando por un momento frente a la comisaría del lugar ; 3) informándose al Departamento Central de Policía » (tda). Voir « Circuit Camps », Tribunal Oral Federal N° 1 de La Plata, Buenos Aires: décembre 2012, p. 43. La sentence complète est disponible sur : <http://www.cij.gov.ar/nota-11023-Lesa-humanidad--difundieron-los-fundamentos-del-fallo-que-condenaa-23-acusados-por-el-Circuito-Camps-.html> (consulté le 11 mars 2016).

<sup>249</sup> « En la casi totalidad de las denuncias recibidas por esta Comisión (CONADEP) se mencionan actos de tortura. No es casual. La tortura fue un elemento relevante en la metodología empleada. Los Centros Clandestinos de Detención fueron concebidos, entre otras cosas, para poder practicarla impunemente. La existencia y generalización de las prácticas de tortura sobrecoge por la imaginación puesta en juego, por la personalidad de los ejecutores y de quienes la avalaron y emplearon como medio [...] ¿qué otra cosa sino un inmenso muestrario de las más graves e inqualificables perversiones han sido estos actos, sobre los que gobiernos carentes de legitimidad basaron gran parte de su dominio sobre toda una nación? ». Voir : « Nunca más », *op. cit.*, 1984, p. 26. Disponible sur : <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/investig/articulo/nuncamas/nmas1c01.htm> (consulté le 10 mars 2016).

de l' « École de Mécanique de l'Armée » - ESMA- affirmaient que face à l'action subversive, il s'avérait nécessaire d'utiliser des méthodes « non conventionnelles » : « le seul moyen d'identifier cet ennemi invisible passe par l'information obtenue sous la torture qui, pour être efficace, doit être illimitée ». Ce que confirma Graziela Geuna : « s'ils n'arrivaient pas à nous briser en quelques heures, ils avaient des jours devant eux, des semaines, des mois » (...) « Nous ne sommes pas pressés : ici, le temps n'existe pas » répétaient-ils à l'envi<sup>250</sup>.

La majorité des CCDs de la province de Buenos Aires – Zone 1 réfèrent au 1<sup>er</sup> Corps de l'Armée - était donc située dans les locaux mêmes de la Police *bonaerense* et faisaient partie du « Circuit Camps »<sup>251</sup>. Ce « Circuit » fait référence aux 26 CCDs connus qui, pendant la dernière dictature, étaient sous le commandement du chef de la Police *bonaerense*, le colonel Ramon Camps et son « homme de main », Miguel Etchecolatz<sup>252</sup>, commissaire général de cette même police.

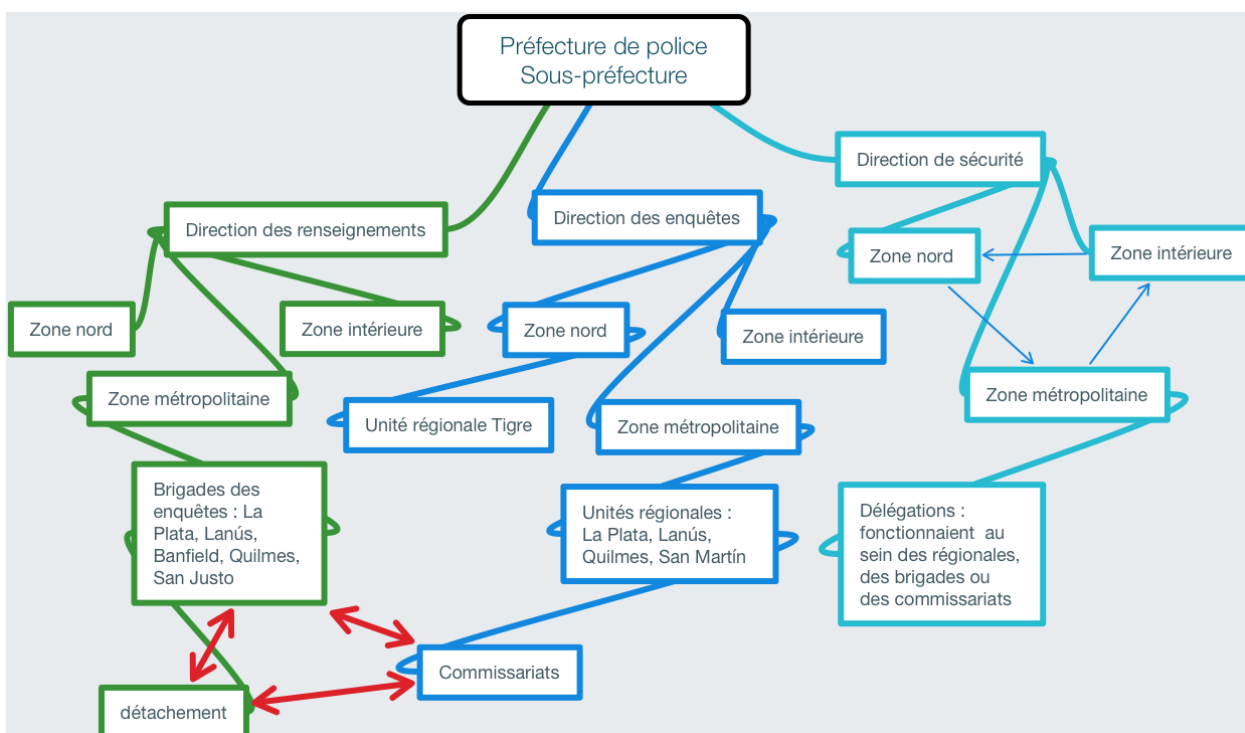
---

<sup>250</sup> Calveiro, *op. cit.*, pg. 89-90.

<sup>251</sup> Dans la province de Buenos Aires, le Colonel Ramón Juan Camps, lors de la dictature argentine, a mis en œuvre l'extermination des opposants basée sur l'opération de plus de vingt CCD's, la plupart située dans le Grand Buenos Aires et dans la ville de La Plata. Antisémitisme, c'était un avocat absolument convaincu de l'existence d'une « conspiration juive » et de l'expression de la « ligne dure » au sein de l'armée. Les soi-disant « Circuit Camps » étaient l'un des plus importants, à la fois pour le territoire et pour la densité de population qu'il englobait. Concrètement, cela impliquait qu'il y avait une structure complexe dans laquelle différents groupes opérationnels (« groupes de travail »), indépendants les uns des autres, se déplaçaient, pouvaient même agir dans la même zone et utiliser, dans certains cas, les mêmes centres de détention clandestins.

<sup>252</sup> Miguel Etchecolatz était commissaire général de la police de la province de Buenos Aires, où il est devenu le bras droit du chef de la police de Buenos Aires, le général Ramón Camps. En vertu de sa position, il était responsable par les 26 camps clandestins de détention qui opéraient dans la province susmentionnée.

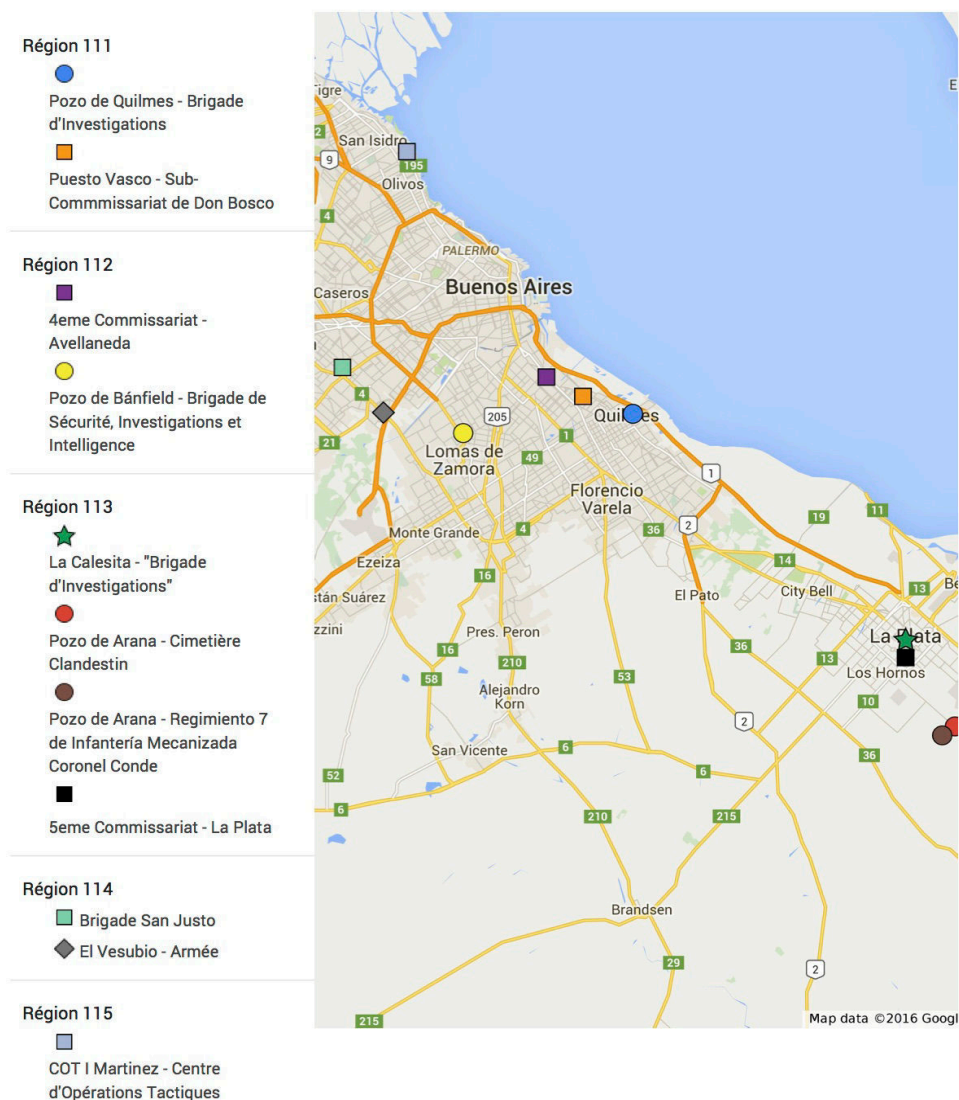
**Organigramme n°3 : Organigramme « police bonaerense » sous le commandement de Ramon Camps et Miguel Etchecolatz<sup>253</sup>**



<sup>253</sup> Organigramme créé par l'auteur basé sur les informations de l'archive: « Circuit Camps », Tribunal Oral Federal N° 1 de La Plata, Buenos Aires: decembre 2012. Disponible sur la sentence: <http://www.cij.gov.ar/nota-11023-Lesa-humanidad--difundieron-los-fundamentos-del-fallo-que-conden--a-23-acusados-por-el--Circuito-Camps-.html> (consulté le 11 mars 2016).



## Carte n°1 : Cartographie du « Circuit Camps »<sup>254</sup>



Le « Circuit Camps » comprenait plusieurs sous-circuits comme par exemple celui qui fonctionnait dans la région 113 de la sous-zone 11 entre la « Brigade d'Investigations de La Plata » (*La Calesita*), le « Détachement de Arana » (*El pozo de Arana*) et le « 5ème Commissariat de La Plata ». La « Brigade d'Investigations de la Plata » était la « porte d'entrée » de ce « sous-circuit » et sa « centrale opérationnelle ». Bien que la torture y fût pratiquée, ce lieu était destiné à l'admission et à la détention temporaire des prisonniers (LT). Puis, les prisonniers étaient « déplacés » vers le « Détachement de Arana » (LRD), principal centre de tortures, exécutions sommaires et lieu où les corps des « prisonniers » étaient brûlés<sup>255</sup> - appelés « capachas » ou

<sup>254</sup> Carte créée par l'auteur base sur les informations de l'archive : « Circuit Camps », *op. cit.*, 2012.

<sup>255</sup> Des chercheurs de l'équipe d'anthropologie médico-légale argentine (EAAF) lors des fouilles menées autour d'un mur qui sépare la cour intérieure du « Pozo d'Arana » de l'extérieur ont trouvé 10 000 fragments d'os, la plupart calcinés, comme s'il s'agissait d'une fosse commune. Voir : GALLEGU-DÍAZ, Soledad. Hallados huesos humanos calcinados en un centro de detención de la dictadura argentina. *El País*, España : 10/12/2008. Disponible sur : [https://elpais.com/internacional/2008/12/10/actualidad/1228863602\\_850215.html](https://elpais.com/internacional/2008/12/10/actualidad/1228863602_850215.html) (consulté le 11 mars 2016).

« parrillas ». Les « survivants » du *pozo* d'Arana étaient « placés » dans le « 5<sup>ème</sup> Commissariat de La Plata » (LD) et attendaient donc soit leur libération, soit leur décret d'emprisonnement, soit leur « transfert final » de nouveau vers le *pozo* d'Arana et, donc, son exécution et la « disparition » qui s'en suivait.

Lors de l'examen réalisé par la CONADEP en 1984, des témoins ont parfaitement situé le *pozo* d'Arana et ont décrit le lien « logistique » qui existait entre ce dernier, la Brigade d'Investigations et la 5<sup>ème</sup> Commissariat de la Plata :

« Nous avons appris que le Dr. Fanjul Mahía – au dire de sa famille – avait été kidnappé et retenu à la Brigada de Investigaciones de La Plata (Brigade d'investigation de La Plata) ; de là, il a été emmené au 5<sup>ème</sup> Commissariat, où il est resté pendant plusieurs mois. Plus tard, il a été aperçu à Arana, à la Brigada de Investigaciones et de nouveau à Arana, avant de disparaître sans laisser de traces. »<sup>256</sup>

**Carte n°2 : « Sous-circuit » *La Calesita - El pozo de Arana - « 5ème Commissariat de La Plata »*<sup>257</sup>**



<sup>256</sup> Voir : « Pozo de Arana », Dossier No. 2680 In Proyecto Desaparecidos. Disponible sur : <http://desaparecidos.org/nuncamas/web/ccd/p/pozoaran.htm> (consulté le 11 mars 2016).

<sup>257</sup> Carte créée par l'auteur base sur les informations de l'archive : « Circuit Camps », *op. cit.*, 2012.

Les activités normales du « 5ème Commissariat » de La Plata ont fonctionné simultanément avec les activités clandestines du CCD. De même, le personnel qui « gardait » les détenus était composé de membres de la Police *bonaerense*. Ainsi, tant l'espace physique que le personnel jouait un double rôle – entre public-clandestin, légal-arbitraire - à travers lequel ils alternaient les tâches de bureau et de service à la population en même temps qu'ils surveillaient les « otages » et participaient aux sessions de tortures menées par les « patotas ». Les détenus étaient entassés dans des cachots à l'intérieur du Commissariat où normalement étaient détenus les prisonniers de droit commun.

« Lorsque ces commissariats étaient utilisés en tant que CCD (Centres clandestins de détention), les détenus étaient des détenus-disparus. [...] Dans un commissariat, personne ne peut ignorer qu'il y ait des prisonniers qui disparaissent du jour au lendemain. Par ailleurs, même quand il ne s'agissait pas d'un CCD, c'était souvent les commissariats qui après avoir donné le 'feu vert' devaient prendre en charge l'«interrogatoire» des détenus. Cela constitue déjà une irrégularité énorme. Personne n'est censé interroger un détenu qu'il n'a pas placé lui-même en détention. »<sup>258</sup>

Le « sous-circuit » entre « Brigade d'Investigations de La Plata » - *Pozo* d'Arana – et le « 5ème Commissariat de La Plata » n'était pas le seul au sein du « Circuit Camps ». D'autres détenus qui étaient également sous le contrôle de la « patota » de la région 113 ont subi d'autres déplacements : du Détachement d'Arana (*Pozo* de Arana) vers le 4ème Commissariat de Avellaneda ou vers la Brigade de Quilmes (*Pozo* de Quilmes) ou alors vers la Brigade de Banfield (*Pozo* de Banfield). En outre, certains détenus sous contrôle d'un « groupe d'opérations » n'opérant pas directement dans la ville de La Plata (région 113) ont été déplacés temporairement vers le *Pozo* de Arana depuis COT I Martínez (région 115), Puesto Vasco (région 111) ou depuis la Brigade de San Justo (région 115). Tous ces CCDs appartenaient au « Circuit Camps ».

De nombreux témoignages de prisonniers donnés auprès de la Commission

---

<sup>258</sup> « Si estas comisarías operaban como CCD's, los detenidos eran detenidos-desaparecidos. (...) Nadie en una comisaría puede desconocer que un día tiene detenidos y al siguiente ya no están. Nadie puede desconocer en una comisaría que esos detenidos ingresaron allí sin los papeles habituales de detención. Además, aun cuando no se tratara de un CCD, en muchos casos eran las comisarías las que, después de dar « luz verde » tenían a su cargo la « interrogación » de los detenidos. Esto ya es en sí mismo una irregularidad mayúscula. Nadie interroga un detenido que no detuvo » (tda.). Voir : VALLESPÍR, Alejandra, *La policía que supimos conseguir*, Buenos Aires : Planeta, 2002. p. 46.

Nationale sur la Disparition de Personnes (Conadep) en Argentine déclarent avoir parcouru plusieurs CCDs au sein du même « circuit Camps » :

« Après m’ avoir détenu à mon domicile de la Capitale Fédérale, ils m’ ont enmené au siège de la Policia de la Provincia de Buenos Aires (Direction centrale de la police), où j’ ai été interrogé par Camps y Etchecolatz ; de là, j’ ai été transféré au Campo de Mayo, où l’ on m’ a obligé à signer une déclaration. On m’ a ensuite déposé au Puesto Vasco, où j’ ai été torturé, avant de revenir au Departamento Central de Policía (Direction centrale de la police), où j’ ai pu contacter ma famille après 25 jours de détention. On m’ a ensuite enmené au COT I Martinez pour être torturé à nouveau, puis de nouveau à la Direction centrale de la police fédérale, avant que ma situation soit finalement légalisée et qu’ on me transfère à la Penal de Magdalena Jacobo Timerman »<sup>259</sup>.

Au Brésil, le « système DOI-CODI » a fonctionné entre les années 1969 et 1979 notamment dans le cadre du Système de Sécurité Interne (SISSEGIN) et il a été appliqué dans les principales régions militaires du pays – São Paulo, Rio de Janeiro, Recife, Brasília, Curitiba, Belo Horizonte, Salvador, Belém, Fortaleza et Porto Alegre, - devenant l’ appareil le plus efficace dans la répression des opposants politiques de la dictature militaire. Ce système possédait une structure mixte formée par des membres de la police civile, de la police militaires, de la police fédérale et des trois forces de l’ armée, sous le commandement de l’ armée de terre.

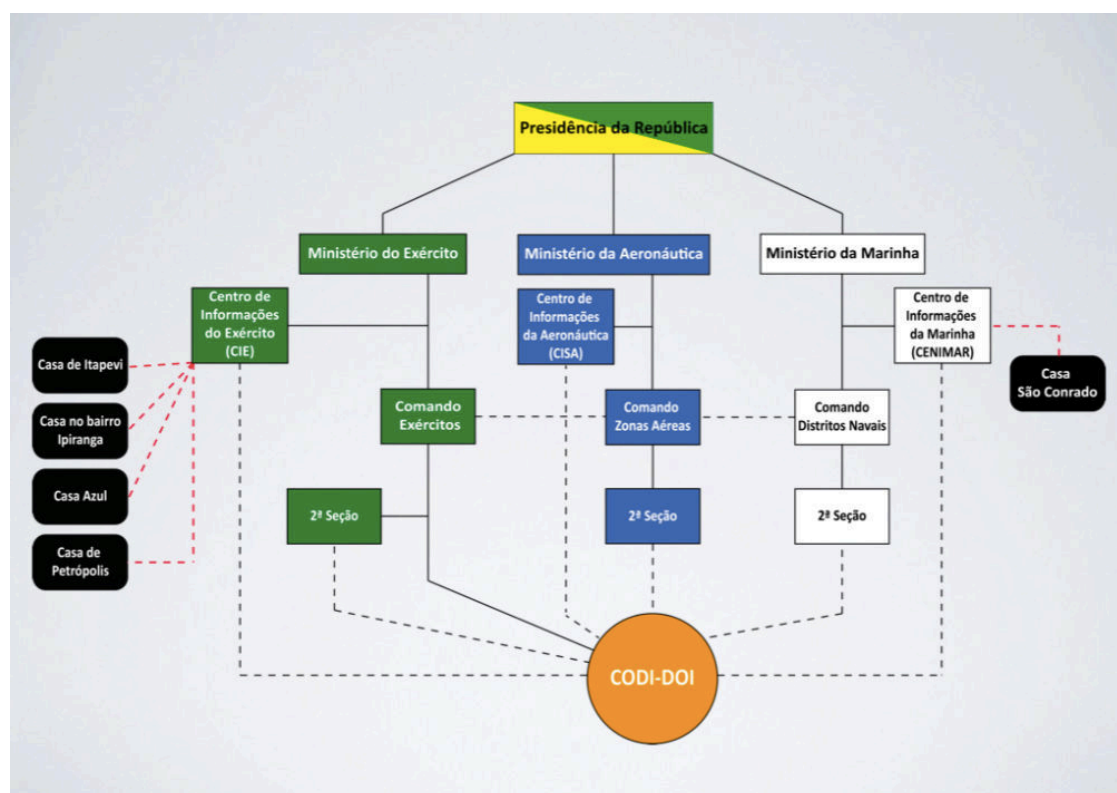
Les forces armées pouvaient compter sur l’ appui logistique des « organes de renseignements » du Centre d’ information de l’ Armée (CIE – *Centro de informações do Exército*), du Centre d’ information de l’ Aéronautique (CIA – *Centro de informações da Aeronáutica*) et du Centre d’ information de la Marine (CIM – *Centro de informações da Marinha*). Ces trois organes ont donc été centralisés par le DOI-CODI (qui appartenait au CIE). En outre, chacun de ces organes possédait des CCDs (LOD et LCD) qui répondaient directement à leur commandement, à la région militaire correspondante et qui étaient en relation directe avec les « circuits DOI-CODI » respectifs à ces régions<sup>260</sup>.

---

<sup>259</sup> « Luego de detenerme en mi domicilio de la Capital Federal, me llevaron a la jefatura de la Policía de la Provincia de Buenos Aires donde me interrogaron Camps y Etchecolatz; de allí me trasladaron a Campo de Mayo, donde me hicieron firmar una declaración. Luego me depositaron en Puesto Vasco, donde fui torturado, para pasar nuevamente al Departamento Central de Policía, donde después de veinticinco días pude tener contacto con mi familia. De allí me llevan al COT I Martínez para ser nuevamente torturado, luego otra vez al Departamento Central de la Policía Federal y por último me legalizan definitivamente en el Penal de Magdalena Jacobo Timerman » (tda.). Voir Legajo N° 4635 In « Nunca más », *op. cit.*, 1984. Disponible sur : <http://www.desaparecidos.org/arg/conadep/nuncamas/166.html> (consulté le 11 mars 2016).

<sup>260</sup> « (...) Les services de renseignements militaires effectuaient également des opérations de sécurité, autrement dit ils étaient des « exécutants » et pouvaient être qualifiés de « corps mixtes », d’ information et de sécurité. (...) Ils ont

## Organigramme n°4 : Organigramme « DOI-CODI »<sup>261</sup>



Sur le « système DOI-CODI », la « Commission Nationale de la Vérité » (CNV) brésilienne met en lumière les faits suivants :

« (‘Le système DOI-CODI’) installé dans tout le territoire national, il avait certaines particularités, mais il respectait la règle qui prévoyait de centraliser toutes les informations relatives au combat contre les actions de résistance à la dictature. Au niveau des États, après avoir été sélectionnés, des policiers civils et militaires étaient mis à disposition du commandement de l’Armée dans la région, et celle-ci les transférait aux DOI (Détachements d’opérations d’information), qui recevaient également des militaires de la Marine et des Forces aériennes, ainsi que des agents de la Police fédérale. Avec un tel groupe conformé par des policiers et des militaires, il était possible de conjuguer l’expérience de la police en termes de combat contre la criminalité et en termes de techniques d’investigation et d’interrogation, avec le sens de la discipline et la capacité de planification caractéristique des Forces armées »<sup>262</sup>.

également parrainé des « opérations », à savoir des arrestations de personnes qui seraient interrogées et des prisonniers politiques torturés par des agents de ces corps » (tda.). Voir. FICO, Carlos. *Como eles agiam*. Rio de Janeiro: Record, 2001, p. 92.

<sup>261</sup>Source : Relatório da Comissão Nacional da Verdade. *Memórias reveladas*. Brasília : CNV, dezembro 2014. Disponible sur : <http://cnv.memoriasreveladas.gov.br/> (consulté le 11 mars 2016).

<sup>262</sup> « Instalados em todo o território nacional, tinham particularidades, mas seguiam a regra geral de centralizar todas as informações relativas ao combate das ações de resistência à ditadura. Nos estados, após seleção, policiais civis e

La plupart des témoignages donnés par des prisonniers à la CNV concordent sur le fait que dans un premier temps, le rôle de la police civile, notamment des membres du « Département de l'Ordre Politique et Sociale » - DOPS- qui consistait en l'usage de la torture afin d'extraire des informations, était essentiel pour les militaires. En effet, bien que les organismes de répression – police civile et militaire - antérieures à la création du DOI-CODI n'étaient pas logistiquement préparés à combattre les actions entreprises par la gauche armée, ses « agents » avaient accumulé une grande expérience dans les « interrogatoires » musclés envers les criminels de droit commun.

« (...) la Police civile disposait des types les mieux préparés pour torturer... Car ils faisaient ça depuis longtemps, ils avaient déjà une expérience de la torture. Le militaire y allait franco, il était capable de te tuer, mais il ne comprenait pas encore, si on peut dire, l'essence de la torture. Par exemple, un colonel s'adresse au type et il lui dit : - 'Vous êtes un communiste', et l'autre lui répond : - 'Et vous êtes une brute'. Et il a tué le type, je veux dire, il l'a tué sans obtenir ce qu'il voulait. Un policier civil aurait peut-être tué le type, mais pas avant d'avoir ce qu'il recherchait, il avait l'expérience de la torture. Plus tard, les militaires se sont perfectionnés. (...) »<sup>263</sup>

Le circuit « DOI-CODI » de l'État de Rio de Janeiro était subordonné au 1er Corps de l'Armée et comportait 21 CCDs (14 dans la région métropolitaine et 7 distribués parmi les autres régions de l'état). Le siège physique du DOI-CODI se situait<sup>264</sup> dans le bâtiment de la Brigade d'enquêtes criminelles (PIC)<sup>265</sup> au fond de la

---

militaires ficavam à disposição do comando do Exército na área, que os encaminhava ao DOI, que também recebiam militares da Marinha e da Força Aérea, além de agentes da Polícia Federal. Com esse corpo integrado por policiais e militares era possível conjugar a experiência das polícias no combate ao crime e em técnicas de investigação e interrogatório, com a disciplina e o planejamento característico das Forças Armadas». Relatório da Comissão Nacional da Verdade. *Memórias reveladas*. Brasília : CNV, dezembro 2014, p. 139. (consulté le 11 mars 2016).

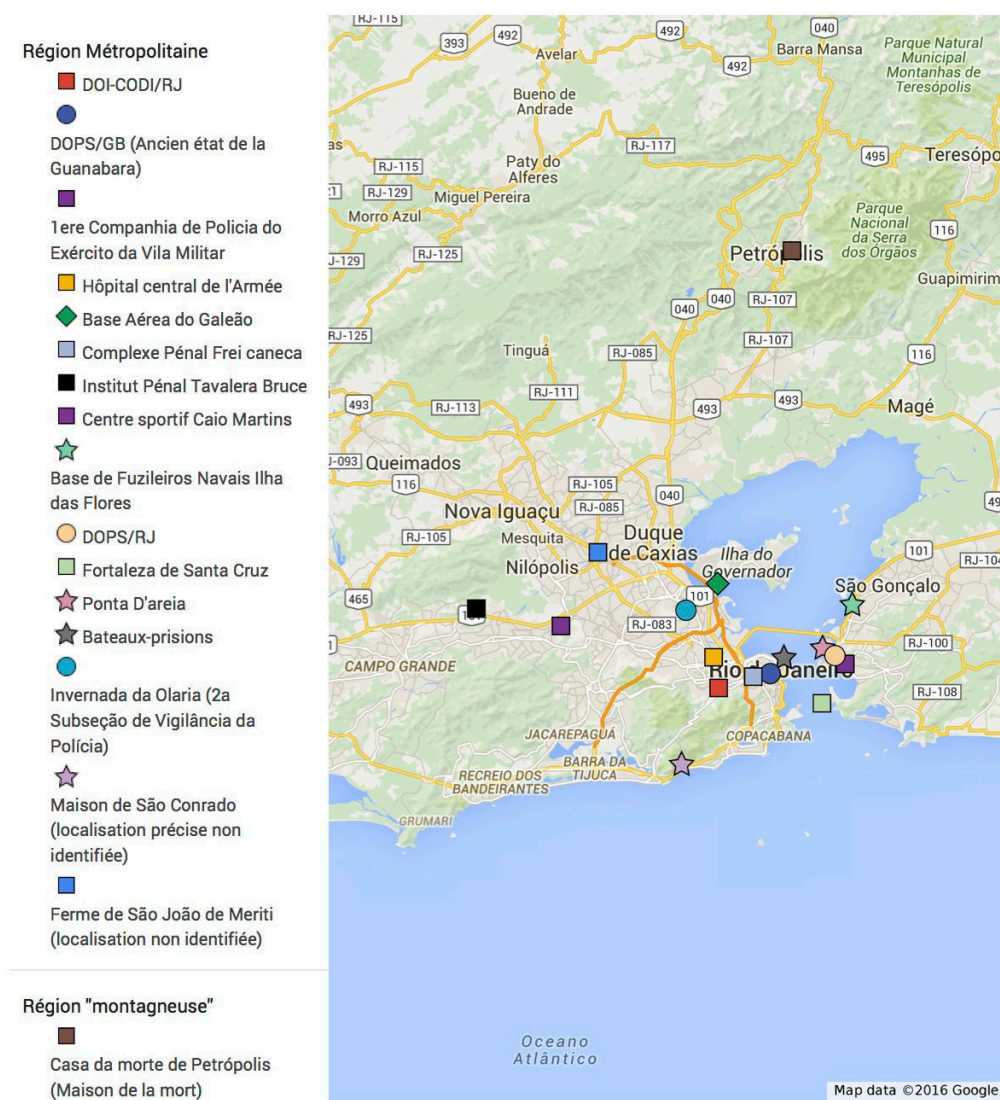
<sup>263</sup>« (...) a Polícia Civil tinha os caras mais preparados pra tortura mesmo...Porque já vinham há muitos anos, já tinham a prática da tortura. O militar batia de frente, ele era capaz de te matar, mas ele ainda não tinha, digamos o seguinte, a essência da tortura. Por exemplo, um coronel virou pro cara e disse assim: - "O senhor é um comunista", aí ele disse assim: - "E o senhor é uma besta". Ele matou o cara, quer dizer, matou sem colher o que queria. Um policial civil poderia até matar o cara, mas antes colheria o que queria, eles tinham a prática da tortura. Depois, os militares se aperfeiçoaram [...] Entretien avec Fernando Palha Freire, l'un des ex-prisonniers et survivants du DOI-CODI / RJ cité par Rafaella Lúcia de Azevedo Ferreira Bettamio dans le cadre de son mémoire intitulé « O DOI-CODI carioca: Memória e cotidiano no 'Castelo do Terror'. Disponible sur : <http://www.documentosrevelados.com.br/wp-content/uploads/2015/11/dissert-rafaella-final-pos-defesa-pendrive.pdf> (consulté le 11 mars 2016). Ce témoignage coïncide avec la déclaration donnée par Claudio Guerra, ex-policier civil et ex-délégué du DOPS, devenu l'un des principaux 'exécutants opérationnels' du système DOI-CODI et du Secrétariat National d'informations, le SNI à Rio de Janeiro. D'après lui : « (...) l'armée n'avait aucune expérience pour combattre la gauche armée. Nous qui savions enquêter, guetter, faire de l'embuscade et tuer. Nous, la police civile. Et dans la police civile, le département de police des vols était celui qui avait les meilleurs cadres. Elle et le DOPS. Au nom de la Sécurité d'Etat brésilienne, les membres des services de renseignements pouvaient tout faire: persécuter, mettre des écoutes illégales, enquêter, poursuivre, condamner, interroger, torturer, tuer, faire disparaître les corps et éloigner les familles de leurs proches. Il n'y avait pas de code d'éthique, ni formel ni informel, pour guider notre conduite. Tout était autorisé » (tda). Voir : GUERRA, Cláudio em depoimento à NETTO, Marcelo ; MEDEIRO, Rogério. *Memórias de uma Guerra Suja*. Rio de Janeiro : Topbooks, 2012. p. 98.

<sup>264</sup> Avec la fin de la dictature civile et militaire, le siège de la police de l'armée a été fermé à toute inspection de la société civile jusqu'en 2013, date à laquelle ses portes ont été réouvertes. Après de longues négociations avec le ministère de la Défense et le commandement de l'armée, seules trois actions ont été menées sur place par les commissions de l'État et de la vérité nationale.

<sup>265</sup> Il est à noter que le PCI était déjà utilisé comme lieu d'arrestation et de torture avant la définition du nom DOI-CODI en 1970. En outre, à cette date, le 1er BPE hébergeait le DOI-CODI tout en maintenant son fonctionnement en tant que bataillon de police. Par conséquent, souvent, lors des témoignages d'ex-prisonniers politiques, l'endroit

cours du 1er Bataillon de la Police Militaire (BPE – *Batalhão de Policia do Exército*). Ainsi, ce bâtiment a servi tant comme centrale opérationnelle du « circuit DOI-CODI/RJ » que comme CCD (LOD)<sup>266</sup> où la torture, les exécutions sommaires et les disparitions forcées étaient des pratiques courantes.

## Carte n°2 : Cartographie « circuit DOI-CODI »<sup>267</sup>



était appelé soit de DOI-CODI, soit de PIC ou Police de l'Armée (PE) de Barão de Mesquita pour faire référence au 1er BPE.

<sup>266</sup>Selon Dulce Pandolfi, arrêté en août 1970 dans les locaux du DOI-CODI: « Le bâtiment avait deux étages. Contrairement à ce que beaucoup de gens imaginent, cet endroit n'était pas un «sous-sol de la dictature», un lieu clandestin. (...) J'étais dans une dépendance officielle de l'armée brésilienne. Une institution qui travaille à plein régime, avec tous ses rituels, ses symboles, ses hymnes, sa routine. (...) Au rez-de-chaussée, il y avait la salle de torture, ses murs peints en violet et bien équipés, d'autres salles d'interrogatoire avec des fournitures de bureau, parfois aussi utilisées pour torturer, et quelques cellules minimales appelées solitaires, très sale, où il n'y avait pas de matelas. Dans les intervalles des sessions de torture, les prisonniers étaient jetés là. Au deuxième étage du bâtiment il y avait quelques petites cellules et deux autres plus grandes, ces dernières avec des salles de bains et plusieurs lits superposés. Dans une de ces cellules, j'ai passé la plupart du temps » (tda.). *Comissão da Verdade de Rio Relatório*, Rio de Janeiro: CEV-Rio, 2015. p. 145. Disponible sur : <http://www.cev-rio.org.br/site/arq/NDH-PUC-Politiclas-Publicas-de-Memoria-para-o-Estado-do-RJ.pdf> (consulté le 11 mars 2016).

<sup>267</sup>Carte créée par l'auteur basé sur les informations de l'archive : *Comissão da Verdade de Rio Relatório*, Rio de Janeiro: CEV-Rio, 2015.

Le siège du DOI-CODI/RJ était le « carrefour » de plusieurs sous-circuits du « circuit DOI-CODI/RJ ». Il était rare que les suspects de « crimes politiques » par le dispositif de « menagem »<sup>268</sup> établit suite à l'AI5 par la Justice Militaire ne soient pas passés au moins une fois lors de leurs « déplacements » par ce bâtiment. Plusieurs suspects n'en sont jamais ressortis.

La logistique de déplacement vers d'autres CCDs se mettait en place suite à l'arrivée de nouveaux « suspects ». Toutefois, étant donné que les anciens « suspects » qui avaient déjà été « interrogés » étaient toujours encadrés par le dispositif de « menagem », ils ne pouvaient pas être orientés vers la « juridiction commune » et se voir condamnés à une peine de prison. Par conséquent, le département du « conseil juridique et policier » du DOI/RJ les gardait au DOI-CODI/RJ ou les transférait vers d'autres CCDs, notamment le DOPS/RJ ou bien encore les mettait en liberté sous caution jusqu'à ce qu'ils soient jugés dans la première instance de la justice militaire s'il était confirmé que le suspect n'était pas « dangereux ».

« (...) j'ai été détenue pendant trois mois à la PE, la Polícia do Exército (Police de l'Armée), dans la rue Barão de Mesquita. Ensuite on m'a transférée au DOPS (Département d'ordre politique et social) [...] À la PE, on était au milieu de tout ce triage en se faisant torturer ou en entendant les cris de quelqu'un d'autre, et on devait attendre qu'ils prennent en charge notre cas pour être transférés. Donc, à cet endroit, ça circulait beaucoup. Il y avait toujours beaucoup de monde dans la caserne parce que, lorsqu'une organisation tombait, il pouvait y avoir 30 ou 40 personnes capturées pendant la nuit qui arrivaient et l'endroit devenait plein à craquer. Donc, il y avait des moments de calme et des moments où il y avait beaucoup de monde. [...] c'était ça la PE, la PE n'avait pas la routine habituelle des centres de détention traditionnels, personne ne recevait de visites, parce que c'était une phase totalement illégale de l'emprisonnement (...) »<sup>269</sup>

---

<sup>268</sup> Le dispositif du « menagem » (« emprisonnement en dehors de la prison »), stipulé par le Code de procédure militaire, a été créé par le décret-loi n° 1002 en octobre 1969. Avec ce dispositif, les suspects de crimes politiques - qui, depuis la mise en place de l'AI-5, étaient jugés par la justice militaire - pouvaient être arbitrairement détenus et emmenés à la caserne responsable de la région militaire où ils se trouvaient. La 'menagem' était justifiée en tant que forme d'arrestation provisoire jusqu'à leur procès en première instance visant à empêcher l'accusé d'être en contact avec d'autres prisonniers politiques qui avaient déjà été condamnés. Ainsi, des suspects de crimes politiques dans la région militaire de Rio de Janeiro ont été détenus au DOI-CODI / RJ, situé dans la 1ère caserne du BPE, et y ont été détenus sans droit aux formalités conventionnelles d'une prison, telles que les visites des membres de la famille et un avocat de défense. Ce décret-loi de 21 octobre de 1969 est disponible sur : [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/Decreto-Lei/Del1002.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/Decreto-Lei/Del1002.htm) (consulté le 11 mars 2016).

<sup>269</sup> « Fiquei três meses lá na PE, na Polícia do Exército, na Rua Barão de Mesquita. Depois fui levada para o DOPS [...] lá na PE, a gente ficava nessa triagem, sendo torturado ou ouvindo grito de tortura, e esperando lá o tempo até eles resolverem a nossa situação e sermos transferidos. Então lá era um esquema de uma circulação muito grande de pessoas. Daí o quartel estava sempre cheio, porque, de repente, quando caía alguma organização, apareciam lá 30 ou 40 pessoas presas naquela noite e aquilo ficava abarrotado de gente. Então, tinha momentos que a coisa ficava mais tranquila e tinha momentos que aquilo ali ficava realmente lotado. [...] a PE era isso, a PE não tinha uma rotina desses presídios da linha tradicional, lá ninguém recebia visita, porque era a fase completamente ilegal da sua prisão » (tda.). Entretien avec Dulce Pandolfi, l'une des ex-prisonniers et survivants du DOI-CODI/RJ cité par Rafaella Lúcia de Azevedo Ferreira Bettamio dans le cadre de son mémoire intitulé « O DOI-CODI carioca:



Où alors, si le « suspect » était lié à des cas « enquêtés » par l'une des autres forces armées – marine ou aéronautique -, il était mis à disposition de ces organismes : les sous-circuits étaient alors du DOI-CODI/RJ vers les CCDs de la Centrale d'informations de l'Aéronautique – CISA (« Base Aerea do Galeão ») ou vers les CCDs de la Centrale d'informations de la Marine – CENIMAR (« Base Naval da Ilha das Flores », « Centro de Armamento da Marinha », « Navios-Prisão », « Casa de São Conrado », « Invernada da Olaria »).

Toutefois, les principaux « sous-circuits » restaient ceux qui reliaient les CCDs de la Centrale d'intelligence de l'Armée – CIE avec ceux de la Centrale d'intelligence de la Police Civile, les DOPS. Par exemple, celui entre le DOPS/GB - DOPS/RJ - DOI-CODI/RJ. Ce fut le cas de Rosalina Santa Cruz, militante de la « Vanguarda Armada Revolucionária Palmares » (VAR-Palmares)<sup>270</sup> : Rosalina Santa Cruz militait politiquement auprès de groupes de paysans de la municipalité de Cachoeiras de Macacu et ceux de la région de la Baixada Fluminense. Elle a été arrêtée dans sa maison avec son mari et emmenée au DOPS/GB. Lorsque la police politique découvrit que Rosalina ne militait pas seulement auprès de paysans, mais qu'elle remplissait un rôle important dans la structure VAR-Palmares, elle et son mari ont été envoyés afin d'être interrogés par le DOPS/RJ et, finalement, par le DOI-CODI / RJ<sup>271</sup>. Il reste évident à partir de ce cas que chaque CCD remplissait une fonction précise dans la chaîne de répression.

Un autre « sous-circuit » important était celui entre DOI-CODI/RJ – Hôpital central de l'Armée (HCE) – et DOI-CODI/RJ. L'HCE a joué un rôle majeur au sein de

---

Memória e cotidiano no 'Castelo do Terror'. Disponible sur : <http://www.documentosrevelados.com.br/wp-content/uploads/2015/11/dissert-rafaella-final-pos-defesa-pendrive.pdf> (consulté le 11 mars 2016).

<sup>270</sup> L'avant-garde armée révolutionnaire Palmares (VAR-Palmares) était un groupe formé en 1969 par l'union entre l'avant-garde populaire révolutionnaire (VPR) et le commandement de la libération nationale (COLINA) dans le contexte de la lutte contre le régime dictatorial brésilien qui démarra en 1964. Au cours des premiers mois de 1969, VPR et COLINA ont fait emprisonner plusieurs membres, ce qui a permis l'union des deux groupes en juillet de la même année. Cependant, il y avait des désaccords internes sur les stratégies à adopter. Un parti a estimé que le travail politique avec la guérilla était plus important que l'entraînement militaire. C'était la pensée de COLINA, tandis que le VPR croyait que la lutte armée et échelonnée était la voie de la réalisation de la révolution socialiste au Brésil.

<sup>271</sup> « J'ai été arrêtée à Rio de Janeiro et du DOI-CODI de Rio ils m'ont amenée au DOPS de Niterói. Ma mère ne savait pas, personne ne savait où j'étais kidnappée (...) Je peux vous dire qu'ici, dans ce DOPS, j'ai traversé des choses très sérieuses aussi. J'ai été arrêté avec le Prêtre Jefferson da Conceição (...) ils ont commencé à nous tabasser dans cette DOPS à Niterói – puis ~~lorsque~~ les militaires du DOI-CODI sont venus parce qu'ils avaient découvert dans notre maison des documents qui nous incriminaient. Ils sont venus ici dans cette DOPS et ont commencé à nous battre aussi de façon absurde. (...) C'est dans cette DOPS que cela s'est passé, le délégué m'a appelée et m'a demandé si j'étais enceinte ... J'avais déjà eu plus de 20 jours de torture ... ce jour-là l'équipe du DOI-CODI est arrivé ici et m'a accroché sur un mur, m'a menotté ainsi que mon compagnon dans la même pièce et m'ont donné des coups de genou dans l'estomac jusqu'à ce que je saigne » (tda.). Témoignage de Rosalina Santa Cruz, l'une des ex-prisonniers et survivants du DOI-CODI, pour la Commission de Vérité assiégée à Niterói le 26/03/2014. *Comissão da Verdade de Rio Relatório*, Rio de Janeiro: CEV-Rio, 2015, p.185. Disponible sur : <http://www.cev-rio.org.br/site/arq/NDH-PUC-Politiclas-Publicas-de-Memoria-para-o-Estado-do-RJ.pdf> (consulté le 12 mars 2016).

la chaîne répressive structurée par le régime militaire. Ce CCD a rempli deux fonctions principales : 1) récupérer les prisonniers politiques qui avaient été sauvagement torturés à l'intérieur du DOI-CODI/RJ ou dans d'autres CCDs afin qu'ils puissent être à nouveau soumis à des « interrogatoires » ; 2) forger de faux rapports d'expertise sur la cause de la mort – « suicide » ou « accidents » divers – des victimes des agents de l'État. Le cas d'Estrella Bohadana est emblématique :

« L'état dans lequel on revenait de la torture était, en général, un état vraiment, vraiment lamentable. Vraiment, s'il n'y avait pas eu ce transfert à l'hôpital [...] Je suis arrivée là-bas et je suis tombée dans le coma et j'ai perdu la notion du temps. (...) J'étais dans une cellule, à l'hôpital. Et là j'ai traversé une longue période, sans pouvoir marcher, avec beaucoup de problèmes physiques. Cependant, les interrogatoires ont continué, à l'intérieur de l'hôpital, sans torture physique bien sûr, mais clairement avec de la torture psychologique, émotionnelle, je veux dire, avec de nombreuses menaces. Vous êtes prisonnière à l'hôpital et on vous dit 'dès que tu sors d'ici, on va te défoncer, tu vas voir, on va te faire disparaître'. Donc, c'était très violent d'un point de vue émotionnel. À l'hôpital, j'ai eu quelques contacts avec d'autres camarades. Notamment Marcos Arruda, qui était dans l'aile masculine et qui avait été sauvagement torturé. Là-bas, tout le monde avait été sauvagement torturé. Et si on se retrouvait à l'hôpital c'est parce qu'on n'avait pas supporté physiquement. L'hôpital ne garantissait rien. Moi, par exemple, quand je suis sortie de l'hôpital, j'ai été torturée de nouveau. On m'a ramenée à Barra Mansa et on m'a torturée, ça a recommencé. Je veux dire, alors que je pensais que c'était fini. Parce que franchement, qu'est-ce qu'ils espèrent obtenir d'un prisonnier après trois mois de torture ? Il n'a plus d'informations à donner. Il y a un côté sadique, machiavélique [...]. C'était, de fait, une situation d'inégalité absolue. »<sup>272</sup>

Il existe très peu d'exceptions qui ne suivaient pas le « circuit officiel » du dispositif de « ménage ». Ces cas exceptionnels sont très peu connus puisqu'ils faisaient partie du « circuit clandestin du DOI-Codi/RJ ». Autrement dit, certains « suspects clés » pour le régime militaire, notamment les militants qui jouaient des

---

<sup>272</sup>« O estado em que se voltava da tortura era, em geral, um estado muito, muito lamentável. Realmente se não fosse essa ida pro hospital (...) Eu cheguei lá, entrei em coma e perdi a noção de tudo. (...) Eu já estava dentro de uma cela, dentro do hospital. E aí foi um período longo, sem poder andar, com muitas fragilidades físicas. Mas mesmo assim, os depoimentos continuam, lá dentro mesmo do Hospital, claro que sem tortura física, mas visivelmente com a tortura psico- lógica, emocional, quer dizer, com muitas ameaças. Você está presa no hospital e ser ameaçada "assim que sair do hospital, vamos te quebrar, vamos acontecer, vamos te sumir". Então, era um negócio muito violento, do ponto de vista emocional. Lá mesmo no HCE, tive contato com outros companheiros. Marcos Arruda, que estava na ala masculina, que também tinha sido barbaramente torturado. Ali, ninguém tinha sido menos que barbaramente torturado. E porque não suportou fisicamente, foi parar no hospital. O hospital não era garantia de nada. Eu, por exemplo, quando sai do hospital, voltei a ser torturada. Voltei para Barra Mansa e lá voltei a ser torturada, tudo de novo. Quer dizer, quando eu achava que a coisa já tinha parado. Porque realmente, o que podem querer de um preso depois de três meses de tortura? Não tem mais nada de informação pra dar. Existe o lado sádico, maquiavélico (...) De fato, era uma situação de absoluta desigualdade » (tda.). Témoignage d'Estrella Bohadana, l'une des ex-prisonniers et survivants, pour le projet « Torre das Donzelas ». Disponible sur: <http://www.torredasdonzelas.com.br/vozes-da-memoria-videos/estrella-dalva-bohadana> / (consulté le 12 mars 2016).

rôles essentiels au sein des organisations de gauche étaient séquestrés et envoyés directement vers les LCD ou les « maisons de la mort ». S'ils n'acceptaient pas de collaborer avec les militaires ils étaient exécutés et « disparaissaient »<sup>273</sup> automatiquement. La « maison » de Petrópolis est entrée dans l'histoire répressive brésilienne comme un lieu d'horreurs d'où personne ne sortait vivant.

Dans sa biographie, Amilcar Lobo, médecin du « circuit DOI-CODI/RJ » écrit ce qu'il avait entendu du colonel Rubens Paim Sampaio<sup>274</sup> :

« Lobo, ce n'est pas la première fois que je tue quelqu'un ici à Petrópolis, tu le sais bien. Il y en a déjà eu plus de dix qui ont connu le même sort. Personne ne sort vivant d'ici. Je t'ai dit ça la première fois que tu étais ici, ou tu l'as déjà oublié ? »<sup>275</sup>

La « logistique » des déplacements entre les CCDS – argentins et brésiliens - d'un même « sous-circuit » ou entre deux ou trois « sous-circuits » était rationnellement conçue. Elle avait ainsi pour but l'efficacité maximale du plan d'extermination des agents subversifs avec un minimum de « responsabilité » individuelle » des personnes impliquées dans leur mort, étant donné le haut degré de « fragmentation » et de « spécialisation » des tâches. Toutefois, la « logistique » ne se limitait pas à la rationalité des « déplacements » inter-CCDs, mais également à l'architecture et à l'organisation interne des CCDs.

« (...) de longues enfilades de compartiments des dépôts ordonnés et séparés par leur architecture et en fonction des différentes phases du processus de disparition (la capture, la torture, l'assassinat, la disparition des corps), le cloisonnement entre les services qui extorquent l'information et ceux qui la traitent, et cloisonnement du camp proprement dit en tant que compartiment séparé de la réalité »<sup>276</sup>

---

<sup>273</sup> Il est très difficile de préciser le nombre de prisonniers qui sont passés par « Maison de la mort » de Petrópolis et également la destination des corps de ceux qui ont pu y être assassinés. Les agents de répression ont donné des versions différentes sur les méthodes utilisées pour la disparition. Des enterrements supposés dans les cimetières de la municipalité ou même dans l'arrière-cour de la maison jusqu'à l'incinération dans les fours du moulin à sucre Cambahyba, à Campos dos Goitacazes (à 300 kilomètres, au nord de l'État). Pour plus d'informations sur la politique et les méthodes de disparition forcée lors de la dictature au Brésil, voir : Relatório da Comissão Nacional da Verdade : Parte III – Métodos e práticas nas graves violações de direitos humanos e suas vítimas. *Memórias reveladas*. Brasília : CNV, dezembro 2014. Disponible sur : [http://cnv.memoriasreveladas.gov.br/images/pdf/relatorio/volume\\_3\\_digital.pdf](http://cnv.memoriasreveladas.gov.br/images/pdf/relatorio/volume_3_digital.pdf) (consulté le 12 mars 2016).

<sup>274</sup> Colonel de l'armée et chef du bureau du Ministre de l'Armée depuis août 1970. Identifié par Ines Etienne Romeu comme tortionnaire à la « Maison de la Mort » à Petrópolis, il a travaillé sous le pseudonyme « Docteur Teixeira. » Il a participé à des cas de torture, d'exécution, de disparition forcée et de dissimulation de cadavre.

<sup>275</sup> « Lobo, não é a primeira vez que mato alguém aqui em Petrópolis, você bem sabe disto. Já foram mais de dez que seguiram este destino. Ninguém sai com vida daqui. Disse isso a você na primeira vez que esteve aqui, já esqueceu? » (tda.) LOBO, Amilcar. *A hora do lobo, a hora do carneiro*. 1a edição. Rio de Janeiro: Editora Vozes, 1989. p. 37.

<sup>276</sup> Calveiro, *op. cit.*, p. 106.

Ainsi, les « déplacements » n'étaient pas seulement inter-CCDs mais il existait également une logique de « circulation » à l'intérieur même des CCDs entre les différents espaces (salles de torture, cuisine, salles de bain, cellules, sous-sol, etc.), les différentes méthodes de torture appliquées (physiques et psychologiques), les différents groupes d'opérations responsables (« ceux qui séquestraient », « ceux qui surveillaient », « ceux qui torturaient », « ceux qui interrogeaient », « ceux qui exécutaient », « ceux qui faisaient disparaître les corps », etc.) et le temps de permanence dans les CCD (les nouveaux arrivants, les détenus qui étaient déjà passés par les premières sessions de torture, les deuxièmes, les troisièmes et ainsi de suite, ceux qui attendaient leur « jugement », les « collaborateurs » du régime, etc.). Cette « circulation » interne permettait d'un côté aux « liquidateurs de se concevoir comme de simples maillons d'une longue chaîne que personne ne contrôlait » et de l'autre côté, « à fractionner un processus qui, fondamentalement, formait un tout indissociable »<sup>277</sup>.

Ce « tout indissociable » était renforcé par la « loi du silence » entre les personnes impliquées, qu'elles soient membres des forces armées de terre, de l'aéronautique, de la marine ou des forces policières. Les membres de la police ont joué un rôle essentiel, en participant directement à toutes les étapes de la chaîne répressive à côté des militaires : ils ont libéré les « zones », ils ont séquestré, ils ont surveillé, ils ont torturé, ils ont exécuté, ils ont fait disparaître les corps des subversifs et leurs bâtiments ont abrité des CCDs.

À Buenos Aires, parmi les 26 CCDs du « Circuit Camps », 17 fonctionnaient dans des locaux de la Police *bonaerense*, notamment des commissariats, sub-commissariats et brigades d'enquêtes qui assuraient à la fois les « services habituels » de lutte contre les crimes et délits de droit commun. À Rio de Janeiro, parmi les 22 CCDs connus du « Circuit DOI-CODI » seulement quatre fonctionnaient dans des locaux de la Police *carioca*. Mais cela ne révèle pas une implication inférieure dans la politique d'anéantissement des « subversifs » des forces policières *cariocas* par rapport aux *bonaerenses*. Il est avéré à partir de plusieurs témoignages de victimes et, également, de confessions de certains bourreaux que le « sale boulot » - torture, assassinats et disparitions - était largement réalisé par les membres de la police *carioca*.

En Argentine, cette différence entre les deux « Circuits » montre un point important concernant le fonctionnement arbitraire des régimes d'exception dans ces

---

<sup>277</sup> *Idem*, pp. 108-109.

deux pays et, par conséquent, la manière dont les forces policières se sont impliquées dans la répression politique. L'analyse du « Circuit Camps » démontre que la systématisation des pratiques répressives-arbitraires et que l'organisation de l'appareil répressif de l'État argentin s'articule à partir des CCDs. Ainsi, étant donné que la grande majorité des CCDs bénéficiait de la « structure » et de la « logistique » déjà mise en place par l'institution *bonaerense*, ces forces légales ont fini par côtoyer quotidiennement l'« arbitraire ».

L'analyse du « Circuit DOI-CODI » atteste également qu'au Brésil la systématisation des pratiques répressives-arbitraires et l'organisation de l'appareil répressif s'articulait à partir du « DOI-CODI », sa centrale opérationnelle, vers d'autres CCDs qui pouvaient être « officiels » - bâtiments de la police, armée, marine, aéronautique – ou « clandestins » - maisons privées. Les forces policières se partageaient donc entre groupes d'« opérations officiels » - notamment, ceux rattachés à la Police Politique, les DOPs - et groupes d'« opérations secrètes ou clandestines » - composés de policiers choisis parmi les membres des « escadrons de la mort ». Ici, le « mode de fonctionnement arbitraire » n'était pas organisé depuis les commissariats locaux, mais à partir d'une « centrale » - le DOI-CODI – qui organisait les CCDs dans des lieux assez hétérogènes. Bien que les pratiques répressives-arbitraires fussent été également répandues au sein des bâtiments « officiels », le régime, - en mettant en place les « maisons secrètes » - avait l'intention de « décentraliser » le « sale boulot », qui devait être réalisé dans la « clandestinité » absolue par des policiers habitués à ce type de méthodes arbitraires. Il n'est pas anodin si, encore aujourd'hui, il est difficile de connaître de façon précise la quantité des CCDs – notamment, des « maisons secrètes » et des cimetières clandestins qui ont fonctionné pendant la dictature brésilienne.

Ainsi, les « modes de fonctionnement arbitraires », soit organisés depuis les propres commissariats locaux – comme le démontre le cas argentin – soit organisés, en séparant les actions « officielles » des « clandestines » au sein des forces policières – plus marqué dans le contexte brésilien -, laisseront des traces propres à chaque contexte dans les enjeux de « démocratisation » des pratiques autoritaires des polices *bonaerense* et *carioca*.

# **Chapitre 3**

## **Les enjeux de la**

### **« démocratisation » des institutions policières *bonaerense* et *carioca***

Afin de comprendre les enjeux de la « démocratisation »<sup>278</sup> qui se sont imposés aux polices *bonaerense* et *carioca* dans un contexte de transition post-dictatures, il s'avère essentiel d'analyser le processus parallèle d'*institutionnalisation* d'un « modèle autoritaire » au sein des institutions policières. Autrement dit, la manière dont ces enjeux démocratiques sont articulés à la « normalisation », à la pérennisation et à l'assimilation du « modèle autoritaire » au sein des politiques sécuritaires, des pratiques policières et des relations sociales dans un régime démocratique naissant. Il s'agit donc ici de relever les conditions qui rendent possible la permanence de pratiques policières autoritaires en démocratie.

### **3.1. Entre « ruptures » et « transactions » : les démocraties argentine et brésilienne naissantes**

Les années 80 et 90 sont marquées par un bouleversement important au niveau des régimes politiques dans plusieurs pays d'Amérique latine<sup>279</sup> : c'est le moment où

---

<sup>278</sup>D'après Renée Fregosi, cela se traduit « sous la forme d'une succession de changements de régime plus ou moins pacifiques, mais aussi à travers des processus divers de démocratisation politique ». De plus, « sous le terme générique de 'démocratisation', on englobe en effet des avancées en matière de démocratie qui peuvent se produire dans des contextes très différents : des changements de régimes bien entendu (passages de la dictature à la démocratie), mais aussi des démocraties matures perfectionnant leurs procédures et s'adaptant à de nouveaux défis, des démocraties limitées s'ouvrant à de nouveaux espaces et à de nouveaux acteurs sociaux, voire des régimes autoritaires qui se libéralisent (baisse d'intensité de la répression, tolérance accrue vis-à-vis des pratiques politiques pourtant prohibées) ». Voir FREGOSI, Renée. *Parcours transnationaux de la démocratie : Transition, consolidation, destabilization*. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, 2011. p. 101.

<sup>279</sup>C'est le cas de l'Équateur en 1978, du Pérou en 1980, de la Bolivie en 1982, de l'Argentine en 1983, de l'Uruguay en 1984, du Brésil en 1985 et du Chili en 1988.

les gouvernements dictatoriaux ont laissé la place à des régimes démocratiques par le biais des élections libres<sup>280</sup>. Ces périodes sont très complexes car elles constituent un « patchwork » d'éléments du passé dictatorial cousus avec des éléments des démocraties naissantes. C'est pourquoi, faire une analyse socio-historique de ce moment, présuppose la compréhension qu'au sein même du processus de « changement de régime », il existe plusieurs « agencements », « transactions », « négociations », « pactes », mais aussi des « ruptures » entre les acteurs du passé autoritaire et les nouveaux acteurs démocratiques.

Les jeunes démocraties sont donc constituées d'intérêts, de volontés et de pratiques politiques et sociales diverses qui passent également par un processus d'avancées et de reculs qui n'aboutissent pas toujours à une démocratie parfaitement consolidée.

« Parce que la démocratie n'est pas seulement un régime politique, mais aussi un type de société paradoxale et ambivalente, elle doit être considérée sur plusieurs niveaux de la réalité politique et sociale et comme portant en elle les germes de sa propre négation »<sup>281</sup>

Dans ce cadre théorique, le processus difficile de démocratisation des institutions policières est un objet d'étude privilégié dans la mesure où il met tout particulièrement en valeur ces ambivalences. Les polices argentine et brésilienne ont joué un rôle essentiel dans la répression politique mise en place par les régimes militaires lors des dernières dictatures. Mais avant même les périodes dictatoriales, ces forces maintenaient déjà des liens forts avec les milieux criminels de l'époque et les pouvoirs politiques locaux. Ce « passif autoritaire » a donc généré un « environnement » de violence dans lequel la police a été régulièrement impliquée. Ainsi, dans quelle mesure la période post-dictatoriale – notamment les années 80 et 90 - dans ces deux pays a-t-elle « pérennisé » certaines caractéristiques autoritaires des années passées au sein des nouvelles structures démocratiques ?

Toute transition commence avec la crise de l'ancien régime autoritaire<sup>282</sup>. Cette première étape est généralement appelée « ouverture politique » ou « libéralisation

---

<sup>280</sup> Manuel Garretón parle de la « transition » comme le processus qui va de la crise terminale du régime militaire jusqu'aux premières élections libres ». Voir : GARRETON, Manuel. *Reconstruir la política. Transición y consolidación. Democracia en Chile*. Santiago : Andante, 1987, p. 37.

<sup>281</sup> Fregosi, *op. cit.*, p. 77.

<sup>282</sup> Selon Juan José Linz, les transitions commencent généralement par un événement particulièrement traumatisant qui déclenche un état de crise au sein de ces régimes militaires, en démarrant le processus de transition. En général, il y a une rupture au sein de la coalition militaire dominante qui provoque une crise de légitimité et, donc, la capacité du régime à limiter le pluralisme s'érode. Par conséquent, ses capacités répressives diminuent et les mobilisations populaires augmentent. Voir : LINZ, J. J. *Crisis, Breakdown & Reequilibration*. Londres : John Hopkins University Press, 1978.

»<sup>283</sup> et elle ne peut pas être définie à l'avance. Au Brésil, par exemple, le processus entre le début de la « libéralisation » jusqu'au début de la phase de démocratisation a duré quasiment dix ans, tandis que dans d'autres transitions ce processus s'est déroulé très rapidement. En Argentine, seulement quelques mois se sont écoulés entre le processus de libéralisation et les élections libres.

Étant donné l'origine de ces processus d'« ouverture », les transitions peuvent être séparées entre les « pactées » (ou par « transactions ») et les « non pactées » (ou par « ruptures »)<sup>284</sup>. Les transitions pactées ont ouvert la voie à des « négociations » qui ont favorisé la continuité des structures, des élites et des pratiques politiques des régimes autoritaires passés. Le Brésil, l'Uruguay et le Chili sont les exemples les plus emblématiques de ce cas de figure. Les transitions par « rupture », au contraire, se produisent soit suite à une défaite militaire extérieure soit par une crise interne profonde au sein du régime autoritaire. Le cas argentin est l'exemple représentatif de la transition par « rupture » en Amérique latine.

En Argentine, le processus de « transition » est donc marqué par l'effondrement du régime dictatorial suite à la défaite des Malouines, le renversement du dictateur Galtieri par leurs pairs et par la poursuite judiciaire mise en place par le gouvernement démocratiquement élu du radical Raúl Ricardo Alfonsín (de l'UCR entre 1983-1989) des hauts commandants militaires responsables de graves violations des Droits Humains pendant la dictature<sup>285</sup>.

Alfonsín a dû démissionner cinq mois avant de quitter officiellement la présidence devant l'incapacité de contrôler une hyperinflation féroce et sans précédent. Cette détérioration dans le domaine économique a été accompagnée d'une crise politique, provoquée par le soulèvement militaire des *carapintadas*<sup>286</sup> de 1987

---

<sup>283</sup> Andrés Fontana définit « 'ouverture politique' comme le processus de suppression - généralement progressive et *de facto* - des restrictions à l'activité politique imposée par un régime autoritaire ». Voir : FONTANA, A. *Fuerzas Armadas, partidos Políticos y transición a la democracia*. Buenos Aires: Estudios CEDES, 1984, p.5.

<sup>284</sup> Voir : O'DONNELL, Guillermo, SCHMITTER, Philippe C., WHITEHEAD, Laurence (dir.). *Transiciones desde un gobierno autoritario*. Buenos Aires : Paidós, 1986.

<sup>285</sup> La défaite de la guerre des Malouines en juin 1982, dans le cadre d'une très grave crise interne de la junte militaire et d'une situation économique et sociale critique, est considérée comme le début de la fin de la dictature. En novembre, la Junta a annoncé son intention de « négocier » avec les partis politiques sur la solution électorale et sur les conditions du futur « processus d'institutionnalisation », et a indiqué qu'une amnistie était à l'étude. Parmi les conditions de cet accord il était établi comme non négociables le thème des disparus, la lutte contre la subversion et la présence des forces armées dans le prochain gouvernement. Cependant, les forces politiques, réunies depuis 1981 dans bloc de l'opposition, ont refusé de se mettre d'accord si cela signifiait accepter les contraintes imposées par les forces armées. Parmi ses revendications figuraient la sortie électorale non conditionnée et la révision de la politique économique. Néanmoins, la condamnation des violations des droits de l'homme n'occupait pas une place centrale dans leurs demandes. Voir QUIROGA, Hugo. *El tiempo del Proceso. Conflictos y coincidencias entre políticos y militares 1976-1983*. Santa Fé : Homo Sapiens Ediciones, 2004.

<sup>286</sup> Les *carapintadas* (« visages peints ») étaient des militaires de l'extrême-droite « nationaliste » qui se sont soulevés contre les procédures judiciaires initiées pendant la validité et l'exécution des lois du « Punto final »



coordonnés par Aldo Rico<sup>287</sup>. La convergence de ces deux processus a érodé la crédibilité du gouvernement. Il a donc fait appel aux élections anticipées qui menèrent le candidat justicialiste Carlos Menem (entre 1989 et 1999) et son vice-président Eduardo Duhalde (entre 1989 et 1991) au pouvoir. Afin de proposer une « réconciliation nationale »<sup>288</sup>, pendant les premières années du gouvernement justicialiste, - entre fin 1989 et 1990 -, Menem a décidé d'amnistier les *carapintadas*. Puis, il prit une mesure très controversée, en effet, le gouvernement des Hauts commandements donna son « pardon » (*el indulto*) aux Juntas Militaires du *Proceso*<sup>289</sup>.

Sur le terrain économique, le gouvernement Menem a décidé de combattre l'hyperinflation en mettant en place un programme néolibéral d'ouverture de marché et des privatisations des entreprises publiques. Ces réformes ont entraîné des coupes budgétaires des programmes sociaux qui touchèrent directement la population : la classe moyenne précédemment substantielle s'est réduite rapidement, tandis que la pauvreté et les inégalités ont augmenté progressivement<sup>290</sup>.

Cela coïncide – mais n'est pas nécessairement la cause principale<sup>291</sup> - avec une

---

d'abord et de l' « Obediencia Debida » afin de forcer l'État à abandonner toute velléité de poursuites judiciaires contre les militaires impliqués dans des violations des Droits de l'Homme lors de la dictature militaire argentine. Pour cela, ils ont donc mené plusieurs tentatives de coup d'État entre 1987 et 1990. Bien que les dirigeants *carapintadas* ont été arrêtés, jugés et condamnés à la prison, la majorité n'a pas reçu de punition. Les dirigeants et les participants des soulèvements contre Alfonsín ont été agraciés par le président Carlos Menem en 1989.

<sup>287</sup> Aldo Rico, leader *carapintada*, a commencé sa vie politique en formant le parti « Movimiento por la Dignidad y la Independencia » au sein duquel il a été élu député en 1991. Comme l'Unión Cívica Radical et le Frente Grande el Modin, son parti s'est opposé à la PJ, mais il a changé sa position et s'est allié avec le « duhaldismo » (un courant du Peronisme). En 1997, il est devenu maire de San Miguel. En 1999, Carlos Ruckauf l'a nommé ministre de la sécurité, mais quatre mois plus tard, il a été renvoyé au milieu d'un scandale où il a fait des déclarations qui ont mit mal à l'aise le président Fernando de la Rúa. Cependant, il a réussi quand même à revenir à l'intendance de San Miguel où il a été élu maire jusqu'en 2003. Voir : ARES, Carlos. « El 'carapintada' Aldo Rico dirigirá la policía de Buenos Aires ». *El País*, España : 06/11/1999. Disponible sur : [https://elpais.com/diario/1999/11/06/internacional/941842810\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1999/11/06/internacional/941842810_850215.html) (consulté le 18 mars 2016).

<sup>288</sup> « Je viens de fermer pour toujours une blessure qui nous a frustré pendant de nombreuses années, nous nous sommes écroulés, elle nous a fait mal. Je viens fermer le chapitre absurde de la division cruelle entre tous les Argentins. Entre les civils et les militaires. En bref, entre tout le peuple argentin. Entre un peuple qui ne veut plus continuer à payer ses factures avec le passé. Entre un peuple qui en a déjà marre de la frustration, du ressentiment, de l'anarchie, du chaos et de la décadence (...) Je vous appelle à l'héroïsme de la réconciliation nationale. Je vous appelle à être des soldats de l'union entre tous les Argentins. Je vous appelle à partager le plus grand honneur qu'un homme d'armes peut partager, être un protagoniste, responsable et patriotique, de la pacification nationale » (tda.). Voir : *Discursos oficiales del Presidente de la Nación, Dr. Carlos Saúl Menem*, Dirección General de Difusión, Secretaría de Medios de Comunicación, Presidencia de la Nación, República Argentina (varios tomos). Discurso oficial del 01/11/89, pp. 145-147.

<sup>289</sup> Le 29 décembre, le président Menem a promulgué le décret 2741/90, qui « pardonnait » les anciens commandants militaires de la dernière dictature qui avaient été condamnés en 1985, à savoir, les anciens généraux Jorge Rafael Videla et Roberto Viola, les généraux Ramon Camps et Ovidio Richeri, les anciens amiraux Emilio Massera et Armando Lambruschini et l'ancien brigadier Orlando Agosti. Ce même jour, il a également promulgué le décret 2742/90 grâce auquel l'ancien chef de l'organisation Montoneros, Mario Eduardo Fiermenich, a été « gracié ».

<sup>290</sup> Voir : KESSLER, G. *L'appauvrissement des classes moyennes en Argentine*, tesis para optar al grado de Doctor en Sociología. París: EHESS, 1998 ; MINUJIN, A. & G. KESSLER. *La nueva pobreza en Argentina*. Buenos Aires: Planeta, 1995; TORRES, H. « Cambios socioterritoriales en Buenos Aires durante la década de 1990 », *Eure*, 26, 80, Santiago : mayo 2001, pp. 33-57.

<sup>291</sup> Les principales analyses théoriques sur la thématique de la violence urbaine veulent rompre avec l'idée que pauvreté et crime sont des facteurs directement liés, autrement dit, il existe forcément une relation causale entre les deux. Voir : CAMPOS COELHO, E. « A criminalização da marginalidade e a marginalização da criminalidade », *Revista de Administração Pública*, 12(2), Rio de Janeiro : 1978, pp. 139-161 ; CAMPOS COELHO, E. « Sobre sociólogos, pobreza e crime », *Dados*, v.3, n.3, Rio de Janeiro : 1980 ; LAMNEK, S. *Teorías de la criminalidad* :

période de montée de la criminalité<sup>292</sup> et, par conséquent, le renforcement de la sensation d'insécurité vécue par la population générale<sup>293</sup> qui a été accompagnée par des politiques sécuritaires « musclées ». C'est à cette époque que la police *bonaerense* fut directement impliquée dans plusieurs affaires criminelles et d'innombrables pratiques arbitraires telles que le « *gatillo facil* » et les « *razzias* ». Les années 90 ont également été marquées par un renouveau concernant les répertoires d'actions collectives<sup>294</sup> contre les réformes néolibérales de l'époque.

« La société a joué un rôle important dans la mise en place d'actions politiques, sociales et culturelles, en réponse à l'augmentation de l'inégalité et de l'exclusion. (...) on assiste à l'émergence d'une multiplicité de formes de protestation, de résistance et de recompositions inédites développées depuis la seconde moitié des années 1990 aux niveaux local, provincial ou national : actions collectives menées par des organisation de chômeurs, collectifs culturels, assemblées de quartier, clubs de troc, usines récupérées... »<sup>295</sup>

Ainsi, dans ce contexte complexe de post-dictature où, d'un côté, les problèmes liés aux inégalités croissantes se renforcent et, de l'autre côté, les nouveaux répertoires de l'action collective se multiplient, la décision du gouvernement pour y faire face a été le durcissement du contrôle social. Les autorités ont donc organisé ce contrôle par le biais de la répression policière et de la « criminalisation » des groupes sociaux les plus mobilisés<sup>296</sup>.

Au Brésil, le processus de transition à la démocratie a été long et contrôlé par les militaires. Il s'agit donc d'un exemple emblématique du processus « pacté » d'ouverture démocratique où les militaires ont mis en place une « baisse de tension

---

*una confrontación crítica*. Mexico : Siglo XXI, 1980 ; ZALUAR, A. *A máquina e a revolta : as organizações populares e o significado da pobreza*. São Paulo : Brasiliense, 1985. MISSE, M. « Crime e pobreza : velhos enfoques, novos problemas ». *Seminário Brasil em perspectiva : os anos 90*. Departamento de Ciências Sociais do IFCS-UFRJ : Laboratório de Pesquisa Social, 26-08-1993. FASSIN, D. ; PAUGAM, S., Marginalidad et marginados. La construction de la pauvreté urbaine en Amérique latine. In : *L'exclusion, l'état des savoirs*. Paris : La Découverte, 1996, pp. 263-271.

<sup>292</sup> HINTON, Mercedes. *The state on the streets : police and politics in Argentina and Brazil*. London : Lynne Rienner, 2006. p. 20.

<sup>293</sup> Voir KESSLER, G. *El sentimiento de inseguridad: Sociología del temor al delito*. Buenos Aires: Siglo XXI, 2009.

<sup>294</sup> « Toute population a un répertoire limité d'actions collectives, à savoir de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés. [...] Ces différents moyens d'action composent un répertoire, un peu au sens où on l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plutôt à celui de la commedia dell'arte ou du jazz qu'à celui d'un ensemble classique. On en connaît plus ou moins bien les règles, qu'on adapte au but poursuivi. [...] Le répertoire en usage dicte l'action collective ». Voir: TILLY, C. *La France conteste*. Paris: Fayard, 1986, p. 541-542.

<sup>295</sup> Voir : KESSLER, G. « Clairs-obscur de la structure sociale. Tendances en contrepoint dans l'Argentine du XXI<sup>e</sup> siècle ». *Problèmes d'Amérique latine*, N° 82 (4), 2011, p. 4.

<sup>296</sup> Voir : MERKLEN, D. « Une nouvelle politique pour les classes populaires: Les piqueteros en Argentine ». *Tumultes*, 27, 2006/2.

lente, progressive et sûre »<sup>297</sup> du régime autoritaire afin de garder leurs privilèges et garantir que leurs crimes du passé ne soient pas jugés<sup>298</sup>. Cette « baisse de tension » a connu au moins trois phases principales : la première phase débuta en 1974 au sein du gouvernement du général Ernesto Geisel et était caractérisée par l'« atténuation » des principes de la « Doctrine de Sécurité Nationale ». La deuxième phase a été marquée par la victoire lors des élections indirectes de 1974<sup>299</sup> du « Mouvement Démocratique Brésilien » (MDB, actuel PMDB), le parti d'opposition modérée au parti militaire, l'« Alliance de Renovation Nationale » (ARENA).

Finalement, la troisième phase commença dès 1979 avec l'élargissement du processus de la « baisse de tension » à travers la libéralisation des mouvements sociaux, la promulgation de la « loi d'amnistie »<sup>300</sup> et la réorganisation de la politique représentative consignée par la fin du bipartisme, système qui avait duré tout au long du régime militaire brésilien. Terminé à la fin du gouvernement Sarney (1985-1990)<sup>301</sup>, le processus de « transition à la démocratie » (1974-1989) était très particulier car il dura en quelque sorte plus longtemps que le régime militaire stricto sensu lui-même (1964-1974), celui-ci débouchant sur un régime civico-militaire de transition<sup>302</sup>.

---

<sup>297</sup> Le gouvernement Geisel a eu lieu entre 1974 et 1979 et a été marqué par le soi-disant processus de démocratisation « lent, progressif et sûr » qui visait à détendre la situation politique du pays. Ces qualificatifs ont montré que les militaires les plus modérés voulaient passer le contrôle politique du pays aux civils. Mais cela ne se produirait qu'avec un « contrôle » restreint de l'ouverture par le pouvoir militaire, en d'autres termes, sans altérer les bases autoritaires et violentes qui avaient été construites depuis 1964. Geisel était considéré comme modéré, car la ligne militaire stricte, même avec l'anéantissement de la guérilla s'opposait toujours au passage du pouvoir politique aux civils. Pour la ligne stricte, il était encore nécessaire d'effectuer la chasse aux soi-disant subversifs par la torture, la persécution et les disparitions.

<sup>298</sup> Juan J. Lins déclara que, dans le processus de transition négociée, les dirigeants devaient être en mesure d'« agir au nom des intérêts de ceux qu'ils représentent vraisemblablement et avec la capacité de s'engager envers ceux qu'ils représentent » (tda.) Voir : LINZ, Juan J. ; QUINTANA, Enrique F. *Liderança inovadora na transição para a democracia e uma nova democracia: o caso da Espanha*. In : *A transição que deu certo: o exemplo da democracia espanhola*. São Paulo: Trajetória Cultural, 1989. p. 227.

<sup>299</sup> Toutes les élections sous le régime militaire ont élu des candidats militaires du parti ARENA (National Renewal Alliance). Lors des élections des candidats militaires radicaux (1966 et 1969), il n'y avait pas d'autres candidats, à savoir une élection à une seule liste. Aux élections des candidats militaires modérés (1974 et 1978) il y avait une autre liste d'opposition, à l'exception de 1964, où tous les candidats étaient de militaire. La candidature militaire a été indiquée par le président Médici ayant comme opposition la plaque du Mouvement Démocratique Brésilien (MDB).

<sup>300</sup> La décision de la promulgation de la « loi d'amnistie » fut une étape importante, considérée comme la première étape du processus de démocratisation, qui a abouti au mouvement des élections directes, et par l'Assemblée constituante. Cependant, même s'il s'agissait d'un premier pas vers l'ouverture politique, il devint également l'obstacle créé pour empêcher les enquêtes sur les performances des militaires et des fonctionnaires de l'État pendant la période d'exception.

<sup>301</sup> Le gouvernement Sarney (1985-1990) fut l'expression ultime de ce "cercle de fer" qui contrôla avec succès le changement politique au Brésil. (...) Les slogans de l'Alliance Démocratique, "conciliation" et "pacte social", ont pu neutraliser les deux procédés de l'opposition au régime dictatorial qui ont émergé dans la conjoncture 1977-1980 (grèves ouvrières, mouvements sociaux de base et protestations des entrepreneurs contre l'intervention de l'Etat dans l'économie), ainsi que la fameuse campagne pour des élections directes à la Présidence de la République en 1984. Le résultat fut l'amélioration d'un régime antipopulaire ou, comme l'appelait Florestan Fernandes, d'une « démocratie forte », à savoir une forme politique ni explicitement dictatoriale, au point d'être combattue en tant que telle, ni pleinement démocratique et libérale. Voir : FERNANDES, F. *A ditadura em questão*. São Paulo : T. A. Queiroz, 1981, p. 10.

<sup>302</sup> La longueur inhabituelle de la transition brésilienne par rapport à d'autres pays, est liée au fait que le régime

A la fin des années 80, avec l'échec des plans successifs de stabilisation mis en place pour contrôler l'hyperinflation, le pays plongea dans une stagnation économique et, par conséquent, les inégalités<sup>303</sup> augmentèrent exponentiellement. Dans ce contexte, les idéaux d'ouverture des marchés en cours dans le monde ont également trouvé la place pour se développer au Brésil. Les années 90 furent donc marquées ainsi qu'en Argentine par des politiques néolibérales telles que la dérèglementation de l'économie, la libéralisation des échanges, l'État minimal et les privatisations des entreprises publiques. Les références de ce modèle de gouvernance ont été notamment les gouvernements de Fernando Collor de Melo<sup>304</sup> (« Parti chrétien des travailleurs » - PTC, ancien « Parti de la Reconstruction Nationale » - PRN entre 1990 et 1992), de son vice-président et remplaçant Itamar Franco (1990-1995) - après la destitution de Collor pour corruption – et, à certains égards suivi également par celui de Fernando Henrique Cardoso (1995-2003).

Au lieu d'arrêter les processus d'appauvrissement de la population en général et de *favelisation* dans les grandes métropoles, les politiques néolibérales les ont accélérés. Ces facteurs se sont juxtaposés au contexte d'augmentation des flux liés à l'économie de la drogue, notamment de la cocaïne venant des pays voisins – Colombie, Pérou et Bolivie – et passant par le Brésil. À ce moment-là, Rio de Janeiro est devenu un point de transit important pour l'exportation de cocaïne vers les États-Unis, l'Europe et l'Afrique du Sud et, également, pour la consommation domestique. À la fin des années 1990, le Brésil était le deuxième plus grand marché pour la consommation de cocaïne dans le monde, après les États-Unis. Par conséquent, la criminalité organisée s'accroît dans les territoires marginalisés des grandes villes. C'est également le moment où la police *carioca* fut impliquée dans plusieurs affaires criminelles et pratiques arbitraires comme les cas des « *autos de resistência* » et des « *chacinas* ».

---

autoritaire fut hiérarchiquement contrôlé par une organisation militaire qui avait assez de puissance pour contrôler le rythme de la transition et d'en extraire un prix élevé pour son retrait du pouvoir. Voir LINZ, J. ; STEPAN, A.

<sup>303</sup> « En 1983, le Brésil est devenu l'un des pays les plus inégalitaires du monde, les 10% les plus riches de la population bénéficiant de 47,7% du revenu total tandis que les 40% les plus pauvres ne recevaient que 8,1% du revenu total ». Voir Hinton, *op. cit.*, p. 96.

<sup>304</sup> Premier président élu par le biais d'élections directes, son succès électoral est dû en grande partie à la stratégie de marketing politique créée en conjonction avec le rôle fondamental de la télévision dans la formation de l'opinion de l'électorat brésilien. Certains commentateurs soutiennent que la victoire de Collor aux urnes n'aurait pas été possible sans l'intervention de Rede Globo, en mettant l'accent sur le débat principal entre Collor et Lula, publié dans le *Jornal Nacional*, dont l'édition avait l'intention de bénéficier de façon explicite à Collor. L'influence de Globo aux élections de 1989 a fait l'objet du documentaire « *Beyond Citizen Kane* », produit par Simon Hartog en 1993. Voir : « *Beyond Citizen Kane* » de Simon Hartog, 1993, 105'. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=s-8scOe31D0> (consulté le 18 mars 2016).

### **3.2. « Gatillo facil », « Autos de resistència », « Razzias » et « Chacinas » : la permanence des pratiques policières autoritaires en démocratie**

Les années 90 en Argentine et au Brésil ne furent pas seulement marquées par la mise en place des politiques économiques néolibérales, l'escalade de la pauvreté et la montée de la criminalité mais, également, par un processus d'« autonomisation » des forces policières. Certaines pratiques arbitraires comme le « *gatillo facil* » et les « *razzias* » en Argentine, les « *autos de resistència* » et les « *chacinas* » au Brésil devinrent récurrentes dans ce contexte. L'instabilité économique juxtaposée à une sensation d'insécurité croissante alimentèrent une « peur » au sein d'une partie de la population – notamment, de la classe moyenne haute et riche –vis-à-vis, d'une part, des territoires pauvres dans les régions métropolitaines des grandes villes associées automatiquement au crime et, d'autre part, une « méfiance » des nouveaux mouvements sociaux de gauche qui émergeaient dans ce contexte d'ouverture démocratique<sup>305</sup>.

Ces facteurs ont encouragé les gouvernements des deux pays à viser des politiques sécuritaires axées sur le « contrôle » de ces deux « problèmes sociaux » majeurs - la criminalité organisée émergente et les nouveaux mouvements sociaux - qui dérangent l'« ordre » des démocraties naissantes. Si, pendant les périodes dictatoriales, les forces policières ont servi aux militaires pour l'exécution du « sale boulot » de la répression politique clandestine, elles ont été fonctionnelles aux gouvernements civils lors des premières années démocratiques pour le « maintien de l'ordre » sans que pour autant la répression « hors la loi » soit abolie. Cette période marqua donc un tournant important en ce qui concerne la répression policière puisque les pratiques arbitraires ont demeuré mais étaient désormais couvertes du « voile

---

<sup>305</sup> Notamment, les *Piqueteros* en Argentine et les Mouvement des Travailleurs Sans Terre (MST) au Brésil.

institutionnel » des politiques de « lutte contre l'insécurité ». Dans ce contexte, les forces policières ont reçu « carte blanche » des gouvernements civils pour entreprendre une répression « préventive » et discrétionnaire des nouveaux acteurs susceptibles de mettre l' « ordre » en péril.

La police *bonaerense* était impliquée dans plusieurs cas d'exécutions extra-judiciaires – rassemblées sous l'expression « *gatillo facil* »<sup>306</sup> (« la gâchette facile ») - et des *razzias*<sup>307</sup> – incursions violentes des forces policières dans des territoires soit marginalisés soit des rassemblements d'individus considérés « dangereux »<sup>308</sup>, suivies de perquisitions illégales et/ou de morts et/ou de massacres. Ces méthodes répressives ciblaient notamment les secteurs les plus pauvres de la population et, en particulier les jeunes dits « oisifs » de ces régions. Si le « *gatillo facil* » en tant que méthode de répression au sein des forces policières *bonaerenses* remonte aux années 50-60, il deviendra une pratique systématique en démocratie. Les premiers « *gatillos facil* » font référence aux cas des fusillades clandestines entreprises, notamment par la police *bonaerense* qui eurent lieu d'abord sous la « Revolución Libertadora »<sup>309</sup> puis, sous le « Plan Conintes »<sup>310</sup>. Ces événements tragiques furent occultés jusqu'à ce que le journaliste Rodolfo Walsh<sup>311</sup> les révélât dans un livre devenu un classique, intitulé « Operación Massacre »<sup>312</sup>, publié en 1957. Walsh écrivit également vers la fin des

---

<sup>306</sup> L'expression « *gatillo facil* » est énoncée par diverses organisations de défense des droits humains, principalement par « Coordinadora contra la repression policial e institucional » - CORREPI (« Coordinateur contre la répression policière et institutionnelle ») et se réfère spécifiquement à une exécution extrajudiciaire ou à un dommage grave causé illégalement par un agent de l'État.

<sup>307</sup> Une *razia* policière peut se traduire en français par un raid de la police, à savoir, des interventions policières (le plus souvent faites tôt le matin ou tard le soir) dans le but de créer la surprise chez les cibles visées (personnes soupçonnées de crimes et/ou simplement terroriser les populations marginalisées).

<sup>308</sup> Le cas de Walter Bulacio, notamment. Bulacio, âgé de 17 ans, a été arrêté dans une *razzia* avant d'entrer dans un concert de rock. Aucune enquête sérieuse de l'affaire n'a été faite, tenant en compte l'application de la torture aux 73 détenus le 19 avril 1991 dans le 35<sup>e</sup> commissariat de police dans la capitale fédérale. L'autopsie de Walter Bulacio a révélé des marques de traits horizontaux parallèles sur les mollets et sur la plante du pied, ainsi que sur les lèvres. Tous les détenus ont déclaré avoir été battus ou avoir vu d'autres personnes battues. Rien de tout cela n'était suffisant pour enquêter sur la perpétration du crime de torture, bien que les plaignants l'aient demandé à plusieurs reprises. Après l'intervention de 36 juges - dont la Cour suprême de justice de la nation - le commissaire Miguel Angel Espósito a été poursuivi et condamné à une peine de détention préventive seulement pour le crime de privation illégale de liberté qualifiée, réitérée à 73 occasions.

<sup>309</sup> Connue également sous l'expression de « Revolución Fusiladora » pour faire référence aux militaires et civils fusillés en 1956 à l'occasion du soulèvement du général Juan José Valle (qui a été lui aussi fusillé) contre le coup d'État de Fronzini et le gouvernement d'Aramburu.

<sup>310</sup> Pendant le « Plan Conintes » la loi martiale (décret-loi 10.363) fut proclamée qui établissait des fusillades comme peine maximale. « Ce dernier décret établit, en résumé, ce qui suit: 1) Pendant la validité de la loi martiale, les dispositions de la loi 13.234, de l'organisation générale de la Nation en temps de guerre, seront applicables. 2o) Tout officier des forces armées actives et exécutant des actes du service peut ordonner un procès sommaire avec pouvoirs d'appliquer ou non la peine de mort en tirant sur toute perturbation de la tranquillité publique. 3e) Toute personne qui porte des armes, désobéit aux ordres de la police ou manifeste des attitudes suspectes de quelque nature que ce soit est considérée comme perturbatrice » (tda). WALSH, R. J. *Operación Massacre*. Buenos Aires : Ediciones de la Flor, 2005. p. 58.

<sup>311</sup> Rodolfo Jorge Walsh, disparu à Buenos Aires le 25 mars 1977 lors de la dictature argentine, était un journaliste argentin, écrivain et traducteur qui militait dans les organisations de guérilla FAP et Montoneros.

<sup>312</sup> « Les faits qui ont donné naissance à l'enquête ont commencé dans la nuit du 9 juin 1956, se sont poursuivis à l'aube du 10 juin et ont eu des répercussions au-delà des jours suivants. Perón avait été renversé en septembre 1955 et le général Pedro Eugenio Aramburu prend le pouvoir. Au milieu de l'année 1956, le général péroniste Juan José Valle mena une révolution afin de provoquer la chute d'Aramburu, de sorte que Perón puisse reprendre le pouvoir.

années 60 pour le journal de la « Centrale Générale des Travailleurs » (CGT argentine) une série d'articles dans lequel il racontait avec minutie les pratiques criminelles et répressives arbitraires de la police *bonaerense* ainsi que l'usage habituel de la « gégène » comme méthode pour mener les enquêtes et « clarifier » les délits communs et, également, comme moyen d'anéantissement du mouvement syndical péroniste de l'époque. Ces articles furent intitulés « la secta del gatillo alegre » (« la secte de la gâchette heureuse ») - une référence donc pour le « gatillo facil » de nos jours - et à « la secta de la picana » (« la secte de la gégène ») et sont prémonitoires d'un répertoire arbitraire d'action propre à la *bonaerense* et qui se révèle donc plus élargi que les cas des fusillades clandestines. Cela englobe également plusieurs types d'affaires criminelles dans lesquelles la *bonaerense* était impliquée<sup>313</sup>. Walsh résumait ce répertoire avec une phrase devenue classique : « *la secta del gatillo alegre y la picana es también la logia de los dedos en la lata* »<sup>314</sup>.

Ce fut lors des premières années d'ouverture démocratique que les organisations de lutte contre la violence policière, notamment la « Coordinadora contra la represión policial e institucional – CORREPI » avec l'aide des proches des victimes systématisèrent les informations disponibles concernant les personnes exécutées dans tout le pays par les forces de sécurité de l'État depuis 1983<sup>315</sup>. L'index de « gatillo facil » a toujours été croissant depuis cette année dans la région métropolitaine de Buenos Aires avec des pics en 1990 et 1999<sup>316</sup>.

---

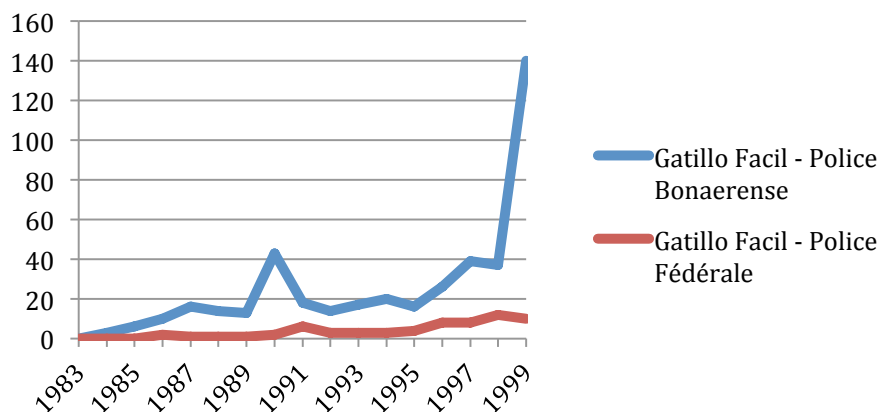
La révolte a échoué et l'ouragan répressif fut atroce. La loi martiale a été décrétée. Tous n'ont pas été tués, certains ont réussi à échapper aux ténèbres de la mort, et leurs révélations sur l'exil, la clandestinité ou les tribunaux ont été recueillies et faisaient partie de l'histoire du journaliste. Leurs noms: Nicolás Carranza, Francisco Garibotti, Carlos Alberto Lizaso, Mario Brión et Vicente Damián Rodríguez. Presque six mois après le fait, quelqu'un dit à Walsh: 'Il y a un fusillé qui est en vie'. Au cours des mois suivants, il découvrit qu'il y en avait plus d'un: il y avait sept survivants de cet abattoir. Et il les contacta un par un, tout en reconstituant les faits et en accumulant, clandestinement, les preuves catégoriques qui deviendront *Operación Massacre* (tda.). ». Voir : Informe de la Conadep (Comisión Nacional sobre la desaparición de personas). *Capítulo II - El caso de Walsh : un clandestino*. Septiembre 1984. Disponible sur <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/investig/wolf/walsh03.htm> (consulté le 18 mars 2016).

<sup>313</sup> Nous traiterons l'implication des forces policières dans les affaires criminelles par la suite.

<sup>314</sup> Pour cette phrase qui peut être traduite en français comme : « la secte de la 'gâchette facile' et de la 'gégène heureuse' est, également, le club des doigts dans la boîte », Walsh désigne la police, non seulement comme une machine de torture et d'exécution extrajudiciaire, mais aussi comme d'excellents voleurs engagés dans diverses affaires criminelles.

<sup>315</sup> La méthode de recensement utilisée par la CORREPI était la suivante : «1- Nous incluons seulement les cas qui ont abouti à la mort de la victime. 2- Nous n'incluons que les cas où les meurtriers étaient membres des agences répressives de l'Etat: police fédérale, police provinciale, gendarmerie, préfecture, service pénitentiaire, sécurité "privée" ou armée. 3- Nous n'incluons que les cas dans lesquels le décès est survenu dans des circonstances dans lesquelles la victime n'était pas dangereuse. 4- Nous incluons des cas de gâchettes faciles 'classiques' (fusillades masquées comme pseudo-confrontations), gâchettes faciles 'coupables' (morts de tiers provoqués par la police lors de confrontations réelles), morts dans les prisons et commissariats, tortures suivies de morts et de disparitions. » Voir : Informe de la CORREPI – Coordinadora contra la represion policial y institucional. *Novena Actualización del Archivo de Casos de Personas Asesinadas por las Fuerzas de Seguridad en Argentina 1983 – 2004*, diciembre 2004. Disponible sur: <http://correpi.lahaine.org/?p=549> (consulté le 18 mars 2016).

<sup>316</sup> Le pic en 1990 est surtout lié à la tragédie qui a eu lieu dans la prison d'Olmos dans la ville de La Plata, capitale de la province de Buenos Aires. Le 5 mai, un incendie éclata dans un pavillon de la prison d'Olmos pouvant accueillir 25 détenus, qui en ont hébergé 45. Trente-trois prisonniers sont morts brûlés et/ou asphyxiés Le pic de 1999 fait également référence à plusieurs cas avec des méthodes qui se répètent : exécutions extra-judiciaires,



317

Les modalités de « gatillo facil » en démocratie rassemblent trois catégories qui répondent à des fonctions spécifiques :

1) Les exécutions extra-judiciaires se divisent, notamment en quatre types :

a) Les cas de « légitime défense » : les policiers *bonaerenses* présentent les faits d'« abus de pouvoir » comme des affrontements pour dissimuler ce qui constitue en fait une exécution extra-judiciaire. Ces exécutions ciblent notamment les petits délinquants.

C'est le cas par exemple de l'évènement connu sous le nom de « Massacre de Germania » qui a eu lieu en janvier de 1984 dans la région de Germania, municipalité de General Pinto, au nord-ouest de la région métropolitaine de Buenos Aires. À cette occasion, un groupe de policiers *bonaerenses* commandés par le commissaire Carlos « El Vampiro » Miniscarco – personnage important de l'époque, impliqué dans d'autres évènements arbitraires<sup>318</sup> quelques années plus tard - ont tiré sur deux voleurs qui se sont rendus sans aucune résistance. La biopsie démontra que les coups de feu avaient percé les aisselles des victimes qui étaient agenouillées avec les bras levés<sup>319</sup>. Le procès pénal ouvert contre Miniscarco et les autres policiers a été rejeté par manque de preuves. Le principal témoin écouté lors du procès était un ami du commissaire.

---

tortures suivies de mort, suicides forcés dans les prisons, entre autres. Cela démontre, tout d'abord, depuis 1990, un processus croissant d'« autonomisation » des forces policière avec une diversification de leurs méthodes arbitraires, de plus, cela révèle une tendance quise confirma lors des années 2000 – et que nous verrons dans la 2ème partie de la thèse – d'un saut quantitatif du nombre des « gatillos facil ».

<sup>317</sup> Il est intéressant de noter que, même si la police fédérale est aussi responsable pour certains cas, c'est la police bonaerense qui systématise le nombre des « gatillos facil » de chaque force policière en tant que *modus operandi*.

<sup>318</sup> Notamment, le massacre de Ramallo et l'assassinat du journaliste et photographe José Luiz Cabezas que nous verrons ultérieurement.

<sup>319</sup> Voir : Informe de la CORREPI – Coordinadora contra la repression policial y institucional. *Archivo de Casos 1983 – 2012*, juin 2013. Disponible sur : <http://materialanarquista.espiv.net/files/2013/06/Archivo-2012-por-fecha.pdf> (consulté le 18 mars 2016).



Par ailleurs, il existe plusieurs cas où les personnes exécutées n'étaient pas impliquées dans des affaires criminelles. Un cas emblématique de l'époque est connu sous le nom de « Massacre de la Villa Albertina » qui eut lieu en juin de 1985 à « Villa Albertina » dans la municipalité de Lomas de Zamorra, zone sud de la région métropolitaine *bonaerense*. A cette occasion, un cortège de policiers *bonaerenses* - César García, Angel Rodríguez, Adrián Ferrara, Claudio Smith et Guillermo Monteiro (le « Rambo ») – firent une incursion dans cette localité afin de capturer trois voleurs mais assassinèrent finalement trois innocents. Les victimes étaient Florentino Moreno, en fauteuil roulant, sa femme Lidia Raquel Lopez, qui était enceinte, et sa fille, Margarita Leonor de 2 ans. Le procès pénal contre les responsables fut ouvert mais classé par la suite, même s'il s'avéra que les balles appartenaient à la police. Les policiers Claudio Smith et Guillermo Monteiro sont également des personnages importants de l'époque : le premier devint chef de la police *bonaerense* des années plus tard alors que le deuxième commanda un « groupe d'extermination » responsable de divers cas de « nettoyage social » dans la zone sud de la région métropolitaine.

Finalement, le cas qui est devenu emblématique pour les organisations de droits de l'homme dans la lutte contre le « gatillo facil » était le « Massacre de Budge »<sup>320</sup>. Cet événement eut lieu en mai de 1987 dans la région de « Ingeniero Budge » (d'ailleurs très proche de « Villa Albertina », lieu du massacre décrit ci-dessus), municipalité de Lomas de Zamora, au sud du *conurbano bonaerense*. Les policiers *bonaerenses* Juan Balmaceda, Isidro Romero et Jorge Miño, rattachés au 10ème commissariat de police, sont sortis à la recherche de trois jeunes suite à la dénonciation d'un commerçant de la région qui les accusaient d'avoir cassé la vitre de son commerce. Les *bonaerenses* les ont trouvés sur une terrasse buvant des bières et les ont criblés de balles sur place. Dès le début, les policiers ont essayé de présenter le cas comme un affrontement avec des criminels suspects, en déposant même des armes autour des corps. La pression des familiers et des voisins a rendu possible l'ouverture de deux jugements oraux. Le premier a été achevé en mai 1990. A cette occasion, Balmaceda et Mino ont été condamnés à cinq ans de prison et Romero à douze ans. Le premier procès a été annulé par la Cour suprême et la deuxième décision, contenue dans le procès-verbal du 24 Juin 1994, a décidé d'une peine de 11 ans de prison pour les trois policiers *bonaerenses* qui se sont évadés pendant une longue période avant

---

<sup>320</sup> Il fut l'un des premiers cas de gatillo facil qui généra la mobilisation populaire face à l'impunité du judiciaire, récupérant ainsi les trajectoires des organisations historiques des droits de l'homme tels que les mères et les grands-mères de la Plaza de Mayo. En souvenir du massacre de Budge et des centaines de jeunes tués par les forces de police, la loi n° 26 811, promulguée en janvier 2013, établit le 8 mai comme « Journée nationale de lutte contre la violence institutionnelle ».

que leur peine soit effectivement appliquée. Balmaceda bénéficie aujourd'hui de la peine d'arrêt domiciliaire.

# El caso Budge llega al más alto nivel

Manifestación de vecinos ante la Casa Rosada y petitorio al propio Presidente

Unos 300 vecinos de Ingeniero Budge, acompañados por dirigentes políticos y de entidades de derechos humanos, manifestaron ayer frente a la Casa de Gobierno y solicitaron una audiencia al presidente Raúl Alfonsín para que se interese personalmente en la investigación del confuso episodio ocurrido en esa localidad bonaerense y en el que perdieron la vida tres jóvenes.

Mientras tanto, en funciones del gobierno bonaerense se consideró "inminente" la presentación ante la Justicia de los policías Juan Ramón Balmaceda y Jorge Alberto Miño, quienes están prófugos y acusados de haber participado en el "homicidio" de los jóvenes Oscar Aredez, Agustín Olivera y Roberto Argüez.

Un uso de sus párrafos, la carta-documento de los vecinos de Budge, dirigida a Alfonsín, expresa "usted es responsable por nuestras vidas y por eso nosotros solicitamos de usted audiencia para que nos reciba personalmente".

Los vecinos solicitaron "verdad y justicia" y denunciaron hechos de violencia contra los principales testigos de cargo, señalando al respecto que "son similares a los que ocurrieron en el pasado y aparecen como resabios de esa historia que estamos sufriendo".

Los manifestantes se reunieron sobre la calle Balmaceda, frente a la Casa de Gobierno, y allí desplegaron carteles en los que reclamaban "basta de muerte de los jóvenes", "patrocinó a Balmaceda y su suculdidad", y señalaban "no eran delincuentes, eran inocentes", y "somos ciudadanos, no delincuentes".

Se va a acabar, se va a acabar, esta costumbre de matar", fue una de las consignas entonadas por los presentes, que permanecieron por más de una hora frente a la sede gubernamental.

Por su parte, el subsecretario de Justicia bonaerense, Daniel Márquez, sostuvo que "sea cual fuere" el resultado de las investigaciones, los efectivos policiales involucrados "serán sancionados por dañar la imagen de la institución".

Márquez se entrevistó con el juez Penal de Lomas de Zamora Juan Carlos Rousseau, que interviene en la causa, para ratificarle "todo el apoyo del gobierno" a la investigación.

Agregó el funcionario que "quamos pendientes del desenlace de este episodio" y que este es su caso "exclusivamente judicial".

"No debemos apartarnos un solo milímetro de la Justicia porque ella y sólo ella es de donde surgirá la verdad sobre lo sucedido en Ingeniero Budge", recalcó Márquez.



Vecinos de Budge durante la marcha frente a la Casa Rosada. Le pidieron entrevista al presidente para tratar el grave episodio.

## Los habitantes de Ing. Budge le entregaron una nota a Alfonsín

Al son de bombos, tambores, además de estruendos como "se va a acabar esta costumbre de matar", "patrocinó, pareados para los milicos que matan sin razón", y otros términos irreproducibles, un centenar de pobladores de la localidad de Ingeniero Budge realizó una demostración ante la Casa de Gobierno en reclamo del total esclarecimiento de los hechos que costaron la vida a tres jóvenes de ese vecindario.

Los manifestantes, entre los que se hallaban la madre de una de las víctimas y el doctor León Zimerman, abogado defensor de las familias de Oscar Aredez y de Agustín Olivera, y uno de los tres testigos, como se dio a conocer, se agitaron las espinas para detener y procesar a los dos policías que permanecen prófugos.

Al respecto, en las últimas horas de la tarde, se conoció la versión, dada por la agencia Dy, de que se reunió, en la presentación de los subsidios Miño y Balmaceda ante una dependencia policial del Gran Buenos Aires.

"Además, se le habría indicado una fuente gubernamental a la agencia, vicerrector de la misma, además, que hubo un puente entre ellos y las autoridades a fin de convertir el aspecto de la presentación.

Sin embargo, las fuerzas del orden no tuvieron necesidad de intervenir. La nota

Los vecinos de Ingeniero Budge señalan en la nota que "nuestros hermanos que esos atropellos, amenazas y castigos pertenecían al pasado, pero parece que todavía quedan resabios de esa historia".

"Si en un régimen republicano y democrático -agrega-, un ministro de Gobierno, los funcionarios de ese Ministerio y los policías que de ellos dependen no ofrecen garantías a un pueblo indefenso donde ni siquiera están seguros los testigos y los familiares de los muertos en el hecho, nos parece justo, razonable y urgente dignificar al señor Presidente.

Tras enumerar una serie de irregularidades que rodearon a la muerte de los jóvenes Roberto Argüez, Oscar Aredez y Agustín Olivera, los vecinos manifiestan que viven con "inseguridad y pánico" y denuncian "las versiones muy parciales y prematuras del ministro de Gobierno de la provincia y del subsecretario de Justicia, en especial del doctor Juan Portes, cuando afirma que se presentaron sendos réditos políticos de sus muertes".

El jefe de la policía bonaerense, comisario general Wilfredo Aquilino, ordenó la disponibilidad de los policías Juan Ramón Balmaceda y Jorge Miño, aún prófugos, por la muerte de los tres jóvenes, según informó anoche el subsecretario de Justicia bonaerense, Daniel Márquez.

Márquez, quien se reunió ayer por la tarde con el juez de Lomas de Zamora, Carlos Rousseau, ratificó la confianza del gobierno provincial a la Justicia, "cualesquiera fuere el resultado de la investigación".

El jefe de la policía bonaerense, comisario general Wilfredo Aquilino, ordenó la disponibilidad de los policías Juan Ramón Balmaceda y Jorge Miño, aún prófugos, por la muerte de los tres jóvenes, según informó anoche el subsecretario de Justicia bonaerense, Daniel Márquez.

Márquez, quien se reunió ayer por la tarde con el juez de Lomas de Zamora, Carlos Rousseau, ratificó la confianza del gobierno provincial a la Justicia, "cualesquiera fuere el resultado de la investigación".



Vecinos de Budge durante la marcha frente a la Casa Rosada. Le pidieron entrevista al presidente para tratar el grave episodio.

## Ge Aprovechó la Marcha Para Hacer un Reclamo en la Rosada

El grupo liderado por el abogado León Zimerman, quien se reunió ayer por la tarde con el juez de Lomas de Zamora, Carlos Rousseau, ratificó la confianza del gobierno provincial a la Justicia, "cualesquiera fuere el resultado de la investigación".

El grupo liderado por el abogado León Zimerman, quien se reunió ayer por la tarde con el juez de Lomas de Zamora, Carlos Rousseau, ratificó la confianza del gobierno provincial a la Justicia, "cualesquiera fuere el resultado de la investigación".

El grupo liderado por el abogado León Zimerman, quien se reunió ayer por la tarde con el juez de Lomas de Zamora, Carlos Rousseau, ratificó la confianza del gobierno provincial a la Justicia, "cualesquiera fuere el resultado de la investigación".

El grupo liderado por el abogado León Zimerman, quien se reunió ayer por la tarde con el juez de Lomas de Zamora, Carlos Rousseau, ratificó la confianza del gobierno provincial a la Justicia, "cualesquiera fuere el resultado de la investigación".

## "BUDGE": EL PUEBLO PIDE

El grupo liderado por el abogado León Zimerman, quien se reunió ayer por la tarde con el juez de Lomas de Zamora, Carlos Rousseau, ratificó la confianza del gobierno provincial a la Justicia, "cualesquiera fuere el resultado de la investigación".

El grupo liderado por el abogado León Zimerman, quien se reunió ayer por la tarde con el juez de Lomas de Zamora, Carlos Rousseau, ratificó la confianza del gobierno provincial a la Justicia, "cualesquiera fuere el resultado de la investigación".

El grupo liderado por el abogado León Zimerman, quien se reunió ayer por la tarde con el juez de Lomas de Zamora, Carlos Rousseau, ratificó la confianza del gobierno provincial a la Justicia, "cualesquiera fuere el resultado de la investigación".

El grupo liderado por el abogado León Zimerman, quien se reunió ayer por la tarde con el juez de Lomas de Zamora, Carlos Rousseau, ratificó la confianza del gobierno provincial a la Justicia, "cualesquiera fuere el resultado de la investigación".

321 Image 1 : « L'affaire Budge atteint le plus haut niveau : manifestation des voisins devant la Casa Rosada et demande au président en personne » ; Image 2 : « Les habitants d'Ingeniero Budge ont remis une note à Alfonsín » ; Image 3 : « Budge, le peuple réclame ». Voir : Fondo DIPPBA - Dirección de Inteligencia de la Policía de la provincia de Buenos Aires. Mesa "DS" ("Delincuente Subversivo"). Varios, legajo N° 26185, "Homicidio en Riña en Ingeniero Budge", Tomo 1. Disponible sur : <http://www.comisionporlamemoria.org/archivo/fondo-dippba/> (consulté le 19 mars 2016)

b) Les cas d'« élimination des témoins » : Il existe également plusieurs cas d'exécutions de délinquants qui ont été tués afin de les empêcher de témoigner devant la justice sur l'implication des policiers dans des affaires criminelles.

C'est en effet le cas de José Luis Vergara, voleur de voitures qui bénéficiait de la protection des policiers *bonaerenses* de la ville de Mar del Plata. Il a été assassiné par les policiers Jorge Borelli (le 2ème chef de l'Unité régionale) et Ramón Insúa en juin de 1991 car il les avait dans l'implication de la *bonaerense* de la région avec ces affaires criminelles. -Il y a également le cas de Pablo Cantone qui a été tué en avril 1999 par les policiers du département de Vols et Vols qualifiés. Pablo Cantone était recherché dans l'enquête sur le vol d'un camion de la Poste Argentine, produit en septembre 1998, pendant lequel le sergent de la *bonaerense* Rodolfo Gallegos a été tué. L'implication du sergent et d'autres membres de ce département de la *bonaerense* dans le vol de ce camion est soupçonnée et la déclaration de Pablo Cantone devant le juge aurait pu être la clé pour le prouver.

c) Les cas d'exécutions par la police *bonaerense* des militants politiques<sup>322</sup> dans le cadre du processus de « criminalisation des nouveaux mouvements sociaux ».

Agustín Ramírez était un militant politique chrétien de base engagé dans la cause du mouvement des sans terre et du mouvement des sans abris. Vers la fin des années 80, certains commissaires-priseurs de la région de San Francisco Solano, la municipalité de Quilmes, étaient impliqués dans des affaires obscures de ventes de terrains, dont beaucoup appartenaient à la mairie. La manoeuvre illégale était la suivante : ils vendaient ces terrains à des prix très bas à des personnes sans terres et sans abris de la région. Lorsque ces personnes arrivaient pour en prendre possession, elles étaient violemment expulsées et les terrains étaient revendus. Agustín Ramírez a commencé à dénoncer ces manoeuvres illégales et, par conséquent, les commissaires-priseurs ont embauché certains policiers *bonaerenses* pour le tuer. Il a été exécuté en juin 1988 et le procès pénal a été classé<sup>323</sup>.

d) Les cas de « nettoyage social » (« *limpieza social* ») mise en place par des policiers – « groupes d'extermination »<sup>324</sup> – contre les jeunes, le plus souvent des mineurs,

---

<sup>322</sup> Ces cas sont beaucoup plus nombreux à partir des années 2000. Nous verrons de façon plus détaillée cette croissance lors de la deuxième partie de la thèse.

<sup>323</sup> Les policiers, avant de tuer Agustín, se sont trompés et ont tué une autre personne – Javier Sotelo – qui n'avait aucun lien avec la militance politique locale. Voir : Informe de la CORREPI, *op. cit.*, 2013.

<sup>324</sup> En Argentine, les organisations des droits de l'homme comme la CORREPI et la presse font référence à ces groupes, en utilisant le terme « escadrons de la mort ». Etant donné que ce terme n'est pas neutre et établit une relation directe avec les groupes qui agissaient lors des périodes dictatoriales, notamment, le cas de la Triple A, nous

habitants des communautés pauvres (appelés péjorativement ~~de~~ « pibes chorros », signifiant : « jeunes délinquants »<sup>325</sup>).

Dans la région sud du *conurbano bonaerense*, notamment dans les municipalités de La Matanza et Lomas de Zamora, vers la fin des années 80, il s'est formé un groupe d'extermination commandé par le policier sergent Guillermo Eduardo Monteiro, le « Rambo » - impliqué également dans le « Massacre de Villa Albertina ». Le premier cas connu date du mois d'octobre 1986 dans la municipalité de La Matanza lorsque trois jeunes de la région soupçonnés d'être des « rateritos » - des petits voleurs - ont été retrouvés exécutés dans un terrain vague avec des balles dans la nuque, bâillonnés avec leurs chaussettes ainsi que les mains et les pieds liés avec leurs propres lacets. Au mois de décembre 1987, ce même groupe fut impliqué dans un autre cas de « nettoyage social » également à La Matanza. Suite à la dénonciation d'une personne qui disait avoir vu des hommes armés près du cimetière de Villegas, les policiers, lors de la recherche, ont croisé deux mineurs et les ont exécutés. Puis, ils ont simulé une confrontation, mais les corps ~~avaient~~ présentaient des signes clairs laissant penser qu'ils avaient été traînés sur le sol et battus avant leur mort<sup>326</sup>. Le procès du premier cas a été classé et les policiers ont été libérés du procès du deuxième cas sous prétexte de légitime défense.

e) Les cas d'exécutions de détenus dans les prisons *bonaerenses* : les policiers du service pénitentiaire sont impliqués dans plusieurs cas d'exécutions (tortures suivies de mort, suicides forcés, négligence, etc.) qui ont lieu au sein des prisons de la région métropolitaine, notamment celle d'Olmos dans la municipalité de La Plata, capitale de la province de Buenos Aires.

## 2) Les « tortures » suivies de mort<sup>327</sup> :

---

préférerons donc les appeler des « groupes d'extermination » afin de bien marquer leur différence. En démocratie, ces groupes agissent, notamment en établissant le contrôle social par le biais d'extermination à ceux qui sont considérés préjudiciables aux gens « de bien », à savoir, tous les minorités qui sont en marge. Donc, il n'existe plus de répression politique (vis-à-vis du « communiste » ou subversif, par exemple) mais un « nettoyage social » (vis-à-vis des pauvres, des indigents...).

<sup>325</sup> Nous verrons par la suite que la grande majorité de ces « pibes chorros » (« garçons voleurs ») sont en fait obligés de voler pour la police bonaerense.

<sup>326</sup> Informe de la CORREPI, *op. cit.*, 2013.

<sup>327</sup> Du point de vue législatif, la torture est un crime grave, passible de la même peine que l'homicide dans sa forme simple (de 8 à 25 ans de prison), augmentant le minimum de deux ans lorsque des blessures qui en résultent sont très graves ou l'emprisonnement à vie lorsque le résultat est la mort. Cependant, à côté de la figure de la « torture », coexistent des types criminels atténués, tels que des contraintes illégales (« *apremios ilegales* ») et des sévérités (« *severidades* ») condamnées à des peines d'emprisonnement de 5 ans maximum (6 si aggravées par le résultat). La peine maximale infligée permet la libération immédiate de l'accusé et une éventuelle condamnation à l'exécution conditionnelle. La majorité des cas dans le *conurbano*, étant sans aucun doute des cas de tortures, ont été juridiquement caractérisés comme des contraintes ou des sévérités et sont punis par une insoutenable légèreté, ou entraînent directement l'impunité de l'accusé.

a) « Se les fue la mano » : cette expression fait référence aux divers cas où les policiers lors des tortures à des prisonniers – arrêtés légalement ou illégalement - perdent le contrôle et finissent par les tuer. Ces cas peuvent être séparés en quatre catégories : 1) les cas de torture suivies de mort, visant la protection des délinquants qui travaillent pour la police *bonaerense* : ce sont les cas des jeunes arrêtés illégalement et qui doivent avouer sous la torture un crime qu'ils n'ont pas commis, mais qui donne lieu à une enquête en cours menée par le commissariat ; 2) les cas de torture suivies de mort des jeunes qui refusent de voler pour la police ; 3) les cas de tortures suivies de mort des jeunes qui volent pour la police ou qui travaillent comme « délateurs » mais qui décident d'arrêter ; 4) les cas de torture suivies de mort afin de menacer certains individus pour qu'ils paient le « péage » de certaines activités licites (commerçants ambulants, prostitution, « surveillants » de voitures ?...) ou illégales (vol, trafics ..) pour pouvoir « travailler » dans la zone contrôlée par le commissariat de police déterminé.

L'un des cas emblématiques de ce type de « gatillo facil » fut la mort de Sergio Gustavo Durán. Il a été arrêté pour vérification d'antécédents le 6 août 1992 et emmené au 1er commissariat de police de la municipalité de Morón, dans la zone sud du conurbano *bonaerense*. Douze heures plus tard, il est mort en route vers l'hôpital. L'expertise a déterminé que la mort était survenue à cause de tortures affligées pendant plus de huit heures. Les policiers ont utilisé des méthodes de l'époque de la dictature comme le « submarino seco » (le « sous-marin sec », un sac sur sa tête pour provoquer d'étouffement) et la « picana eléctrica » (« la gégène ») dans les testicules<sup>328</sup>. L'affaire Durán a été le premier cas depuis 1983 dans lequel la réutilisation de la « gégène » s'est avérée dans un commissariat de la police *bonaerense*.

---

<sup>328</sup> Lors de la première autopsie, il a été écrit qu'il était mort par « intoxication des substances qu'il avait ingérées », sans préciser lesquelles, et que les marques qu'il avait sur les testicules correspondaient à des « écorchures ». Le médecin Carlos Alberto Rossi Alvarez n'avait rendu disponible aucune analyse chimique afin d'appuyer cette hypothèse, et le rapport ne faisait pas référence à l'origine traumatique de plusieurs autres blessures que le corps présentait. Ni les marques (sûrement de la gégène) dans le scrotum, ni les dents cassées, ni la blessure sur la langue et les coups sur le visage n'ont pas été considérés dans le rapport. Voir : Informe de la CORREPI – Coordinadora contra la repression policial y institucional. *Torturó, mató, se quedó y no lo pescaron*. Juillet 2004. Disponible sur : <http://correpi.lahaine.org/?p=461> (consulté le 19 mars 2016).



## Raúl Rodolfo Gastelú



### BUSCADO

POR ASESINO Y TORTURADOR

- Cabo de la policía bonaerense, prófugo por haber torturado hasta matar a Sergio Gustavo Durán (17) en la 1ª de Morón en 1992.
- La CORREPI lo encontró dos veces, y ambas veces la policía y la justicia lo dejaron escapar.
- La última vez estaba en su domicilio en la localidad de Moreno

**SI LO VE: NO AVISE A LA POLICIA**



329

Un autre cas emblématique bien moins connu que celui de Sérgio Durán fut le suicide forcé de Mario Abella dans le commissariat de Baradero, municipalité del Mar del Plata. En 18 mois, Mario avait été arrêté neuf fois dans ce même commissariat et des preuves indiquèrent, qu'à chaque arrestation, il subissait des tortures pour le dissuader de se déclarer comme témoin dans l'enquête sur la mort d'Analía Ledesma qui impliquait directement les policiers de Baradero. En octobre de 1997, Mario a été détenu pour la dixième fois et 6 heures après, il a été retrouvé pendu. En dépit du fait avéré selon lequel la police *bonaerense* a pour le moins incité Mario à se suicider sous la menace de torture, le procès a été classé en 2000.

### 3) Les disparitions

a) Les policiers faisaient disparaître les corps afin de ne pas laisser de traces d'autres crimes qu'ils avaient commis comme les exécutions extra-judiciaires et les tortures suivies de mort détaillées ci-dessus. Ce fut le cas en l'occurrence de Miguel Bru qui a été arrêté illégalement en août de 1993 par les policiers du 9ème commissariat de la

<sup>329</sup> Ce cas a été suivi par les avocats de CORREPI. L'officier sous-inspecteur de la bonaerense, Fernandez, a été condamné à la réclusion à perpétuité en 1995. Rogido, Gastelú, Farese et Nicolosi, les autres accusés membres de la bonaerense, étaient des fugitifs pendant des années. Les deux premiers ont été arrêtés en 1996, Farese en 1997 et Nicolosi en 1998. Farese s'est évadé du poste de police en février 1998. Gastelú et Rogido ont été libérés par la Chambre de Morón. Farese reste un fugitif. Gastelú et Rogido se sont enfuis le jour du début du procès en août 2003 et Nicolosi a été condamné à la réclusion à perpétuité. CORREPI retrouva Gastelú mais le groupe Halcón le laissa s'échapper. Il a été retrouvé encore une fois et finalement condamné à la réclusion à perpétuité. Farese et Rogido sont toujours en fuite. Voir : Informe de la CORREPI – Coordinadora contra la repression policial y institucional. *Marcha a doce años del asesinato de Sergio Durán*. Juillet 2004. Disponible sur : <http://correpi.lahaine.org/?p=465> (consulte le 19 mars 2016).

municipalité de La Plata. Après l'arrestation, son corps a disparu et ce jusqu'à ce jour. Les policiers impliqués ont effacé son « entrée » sur les registres du commissariat pour éliminer toute trace de sa présence dans ces lieux. L'enquête sur la disparition de Miguel Bru a été mise sous la responsabilité du juge Amílcar Vara qui ne cessait de répéter que « sans corps il n'existe pas de crime »<sup>330</sup>. Pendant des années, le juge Vara a donc bloqué l'enquête et a refusé de prendre le témoignage des amis de Miguel contre les policiers du commissariat de la Plata. En 1995, il a été démis de ses fonctions pour avoir étouffé les affaires de plus de 25 cas où les policiers *bonaerenses* avaient été mis en accusation<sup>331</sup>.



332

À Rio de Janeiro, à partir des années 90, deux types spécifiques de pratiques arbitraires se sont répandus : 1) les « autos de resistênciã » (« résistance à l'arrestation ») et 2) les « chacinas » (« massacres »). Ces pratiques présentaient des similitudes et des différences avec, respectivement, les « gatillos facil » et les « razzias » en Argentine. Cependant, tandis que le « gatillo facil » est une expression forgée par les organisations des droits de l'homme pour dénoncer les plusieurs cas de violence institutionnelle en Argentine, les « autos de resistênciã » sont une procédure juridique utilisée, notamment par la police militaire pour « nier l'illégalité »<sup>333</sup> de leurs actes arbitraires. Les policiers justifient l'utilisation de cette procédure affirmant que ces actes ont été commis en légitime défense ou pour « vaincre la résistance » (« autos de resistênciã »)<sup>334</sup> des suspects. Concernant les différences entre les

<sup>330</sup> Voir « Indymedia ». *El caso Miguel Bru*. La Plata : novembre 2012. Disponible sur : <http://argentina.indymedia.org/news/2012/11/826546.php> (consulté le 19 mars 2016).

<sup>331</sup> En 2000, après sept années d'un processus qui a fini par révéler les faits, seulement quatre des policiers qui ont tué Miguel ont été condamnés : l'ancien officier Walter Abrigo et l'ancien sergent Justo López, qui ont travaillé au service de rue (« servicio de calle »), ils ont écopé de la prison à vie; le commissaire Juan Domingo Ojeda et le sous-officier Ramón Cerecetto ont été condamnés respectivement à trois et deux ans de prison.

<sup>332</sup> Voir « Asociación Miguel Bru ». Disponible sur : <http://www.ambru.org.ar> (consulté le 19 mars 2016).

<sup>333</sup> L'article 23 du Code pénal brésilien traite de l'exclusion de l'illégalité : « Il n'y a pas de crime lorsque l'agent pratique le fait : I - en état de nécessité ; II - en légitime défense ; III - en stricte conformité avec le devoir légal ou dans l'exercice de la loi » (tda.). Voir : Decreto-Lei N° 2.848 de 7 de dezembro de 1940. Disponible sur : [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/decreto-lei/Del2848compilado.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/decreto-lei/Del2848compilado.htm) (consulté le 19 mars 2016).

<sup>334</sup> Les « autos de resistênciã » n'étaient qu'une simple information, dans laquelle l'agent de sécurité, après un événement meurtrier impliquant des « résistants », à savoir, une résistance passive à une arrestation dans l'acte ou par une ordonnance du tribunal, rapportait minutieusement les événements. Cette procédure était prévue dans le décret-loi 3.689 du 3 octobre 1941, notre Code de procédure pénale, article 292 : « Si une personne s'oppose à une arrestation ou à une détermination flagrante par une autorité compétente, l'exécuteur testamentaire et les personnes

« razzias » et les « chacinas », les premières sont des incursions violentes de la police visant des arrestations illégales collectives sans que, pour autant, ~~que~~ le résultat soit nécessairement un « massacre », alors que les « chacinas » sont des « exécutions collectives » ou des « disparitions forcées de personnes » suite à une « razzia ».

La procédure juridique de l'« auto de resistência » a été initialement réglementée pendant la dictature militaire par l'« Ordre de service n° 803 » d'octobre 1969 de la Police Judiciaire de l'ancien État de la Guanabara<sup>335</sup>. Ce n'est pas un hasard qu'un tel « ordre de service » ait été instituée quelques mois après l'établissement de l'AI 5 en 1969, une période marquée par le renforcement de la répression du régime militaire. La mise en place de cette procédure coïncide également avec la participation institutionnalisée des polices militaires à l'action répressive arbitraire des commandements militaires. Ainsi, un sentiment de liberté d'action et d'impunité s'est construit durablement et est devenu consubstantiel au *modus operandi* de la police militaire, perdurant également après la fin de la dictature et le retour de son administration par les gouvernements des États. Ce sentiment s'est davantage renforcé avec la permanence en démocratie des « autos de resistência ». En effet, les années 90 à Rio de Janeiro ont été marquées par l'action sans contrôle de « groupes d'extermination » commandés par des membres de la police militaire et par leurs innombrables « chacinas » (« massacres ») restées impunies jusqu'à nos jours.

L'utilisation du terme « autos de resistência » par le gouvernement de Rio de Janeiro pour faire référence à des homicides commis par des policiers dans « l'accomplissement de leurs fonctions » ne commença à être pris en compte en tant que statistique officielle qu'à partir de l'année 1993. Mais c'est à partir de l'année 1997 que ces « procédures juridiques » ont été remises en question et soumises à la publicisation régulière grâce à une forte pression des organisations des droits de l'Homme qui suivaient les familles des victimes. Cette pression fut une réaction à l'augmentation exponentielle du nombre d'« autos de resistência » lors de la période 1995-1996, ce qui coïncidait avec les politiques répressives du gouvernement Marcelo

---

qui l'assistent peuvent utiliser les moyens nécessaires pour se défendre ou surmonter la résistance ». Voir : Decreto-Lei N° 3.689 de 3 de outubro de 1941. Disponible sur : <http://www.planalto.gov.br/ccivil/03/decreto-lei/Del3689.htm> (consulté le 20 mars 2016). Par ailleurs, dû à la banalisation de l'utilisation de ce dispositif par la police et, par conséquent, grâce aux fréquentes dénonciations des organisations de droits de l'homme vis-à-vis des exécutions restées impunies à cause des « autos de resistência », en mai 2017, le Sénat a approuvé un projet de loi qui demandait la suppression de l'article 292 du Code de Procédure Pénale pour mettre fin aux « autos de resistencia ». Voir : Senado Notícias. *CCJ aprova projeto que extingue os 'autos de resistência'*. Brasília: 3/05/2017. Disponible sur : <https://www12.senado.leg.br/noticias/materias/2017/05/03/ccj-aprova-projeto-que-extingue-os-autos-de-resistencia> (consulté le 20 mars 2016).

<sup>335</sup> Guanabara a été un État brésilien qui a existé entre 1960 et 1975 sur le territoire actuel de la ville de Rio de Janeiro. Le territoire de l'État de Guanabara était à l'endroit où jadis la capitale fédérale du Brésil – avant la construction de Brasília – était située.



Alencar (1995-1999).

L'un des instruments emblématiques de cette politique était connu sous l'expression de « gratificação faroeste » (« récompense far west ») ou sous le nom « officiel » des « prêmios por bravura » (« primes pour acte de bravoure »). Il s'agissait de « primes de salaire » données aux policiers pour « bonne performance ». Ces « primes » - qui pouvaient augmenter les salaires des policiers « courageux » jusqu'à 150% du salaire de base - ont été créées par un décret du gouverneur Marcelo Alencar, en novembre 1995<sup>336</sup>, lorsque le général Nilton Cerqueira<sup>337</sup> était à la tête de la sécurité publique de l'État de Rio de Janeiro. Par conséquent, à cette époque, le nombre d'« autos de resistência » a quadruplé<sup>338</sup> et cette procédure est devenue synonyme de « bravoure », en renforçant le processus d'« autonomisation » des forces policières.

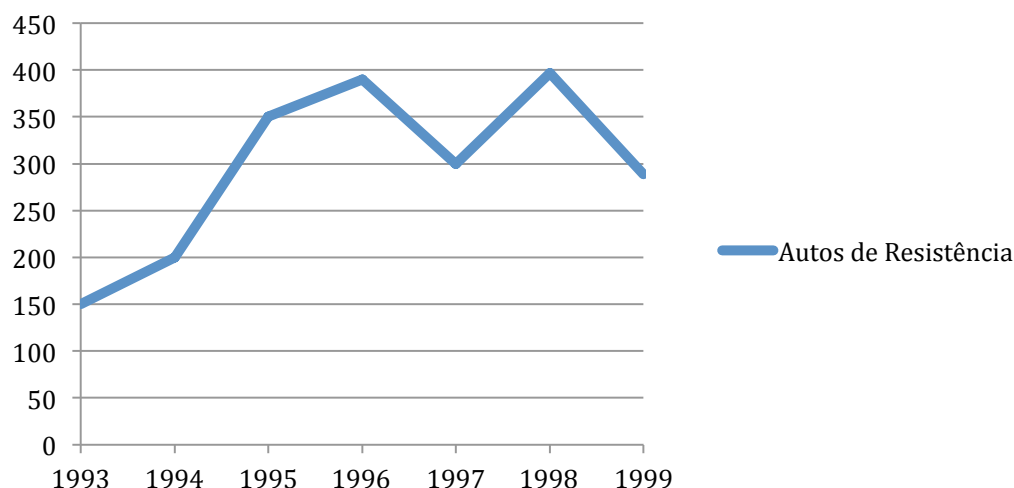
---

<sup>336</sup> La « gratificação faroeste » a été annulée en 1998 grâce au projet du député Carlos Minc du Parti des travailleurs. D'après lui : « La 'récompense far west' augmente la violence, car celui qui tue le plus gagne plus, ce fait a doublé le taux de létalité dans les affrontements avec la police ». Voir : DA ESCÓSSIA, Fernanda. « Rio acaba com bônus da polícia por bravura », *Folha de São Paulo*, São Paulo, 26/06/1998. Disponible sur : <http://www1.folha.uol.com.br/fsp/cotidian/ff26069830.htm> (consulté le 20 mars 2016).

<sup>337</sup> Nilton Albuquerque Cerqueira était, en pleine dictature militaire en 1971, major de l'infanterie de l'armée et chef de la 2ème section (secteur de l'information) de la 6ème Région militaire, basée à Salvador - BA. Le 17 septembre 1971, Carlos Lamarca et José Campos Barreto, militants du MR-8, ont été exécutés par les troupes commandées par Nilton Cerqueira, 'mission' connue sous le nom de 'opération Pajussara'. En janvier 1974, le colonel Cerqueira est nommé au 'Commandement militaire du Planalto', basé à Brasília. Il a reçu la 'médaillon de bronze de pacificateur' en tant qu'hommage donné à nombreuses personnes qui ont participé à la machine de répression lors de la dictature militaire. Le colonel Nilton Cerqueira a pris ses fonctions en 1995 sous le gouvernement Marcelo Alencar, en affirmant qu'il « s'occuperait les favelas de Rio pour mettre fin à la violence ». Voir « Verbetes biográfico » sur le site de la « Fundação Getúlio Vargas » (FGV), disponible sur : <http://www.fgv.br/cpdoc/acervo/dicionarios/verbetes-biografico/cerqueira-nilton> (consulté le 20 mars 2016).

<sup>338</sup> Les « récompenses » combinées à des « primes pour acte de bravoure » ont entraîné la croissance des homicides classés « auto-résistants », à savoir, que 3 personnes assassinées par mois début 1995 sont passées à plus de 20 par mois en 1996. La Police Militaire de Rio de Janeiro sous le commandement de Cerqueira n'a jamais été aussi libéricide depuis le régime militaire. Entre janvier et mai 1995, la moyenne de morts causées par la PM était de 3,2 personnes par mois. Après l'arrivée de Cerqueira à la tête du Secrétariat de la Sécurité publique de RJ, entre juin 1995 et février 1996, le nombre de morts causées par la PM est passée à 20,55 par mois. Voir : ZAVERUCHA, Jorge. « Poder Militar : entre o autoritarismo e a democracia ». *São Paulo em Perspectiva* : Paulo Oct./Dec. 2001. Disponible sur : [http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0102-88392001000400009#back6](http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0102-88392001000400009#back6) (consulté le 20 mars 2016).

## Autos de Resistência



339

Lors des premières années du retour de la démocratie, la présence d'innombrables « chacinhas » dénotait un *continuum* de la permissivité arbitraire de la dictature dans les pratiques quotidiennes de la police. Les politiques de sécurité musclées mises en place par le gouvernement Moreira Franco (1987-1990) pour « pacifier » Rio de Janeiro sont le prélude d'un contexte postérieur de débordement violent des forces policières. L'exemple de la région de la Baixada Fluminense<sup>340</sup> à Rio de Janeiro est exemplaire pour comprendre l'effet pervers de ces politiques étant donné le nombre de « groupes d'extermination » qui y agissaient depuis la fin de la dictature<sup>341</sup>.

« Une augmentation de 38% du nombre d'homicides à Baixada par rapport à la même période de l'année d'avant (1986) a confirmé les déclarations liberticides de la police, publiées dans les journaux, à savoir, que le 'moment de la vengeance' était arrivé, dans lequel aucun bandit ne sera plus appelé de citoyen, son destin étant le 'fossé' »<sup>342</sup>.

<sup>339</sup> Tableau avec le nombre de cas d'« autos de resistência » de l'État de Rio de Janeiro entier. Les cas relatifs à la ville, à la région métropolitaine et les autres régions de l'État ne commencent à être comptabilisés séparément qu'à partir de l'année 1999. Nous verrons les cas relatifs de l'année 2000 jusqu'à nos jours lors de la deuxième partie de la thèse.

<sup>340</sup> Nous allons adopter les critères définis par la « Fundação para o Desenvolvimento da Região Metropolitana do Rio de Janeiro » (FUNDREM) pour établir les limites de la « Baixada Fluminense », à savoir le degré d'urbanisation et la densité de population. Cette définition est la plus couramment utilisée, ne couvrant que les municipalités situées au nord de la municipalité de Rio de Janeiro, dans la région anciennement connue sous le nom de Baixada da Guanabara. Cela correspondrait donc aux municipalités de Duque de Caxias, São João do Meriti, Nilópolis, Nova Iguaçu, Belford Roxo, Queimados e Japeri. Voir : RIO DE JANEIRO. *Fundação para o Desenvolvimento da Região Metropolitana. Unidades Urbanas Integradas de Oeste*. Plano Diretor, vol. II – Duque de Caxias. Rio de Janeiro : FUNDREM, 1979.

<sup>341</sup> Les évêques de Duque de Caxias et Volta Redonda, respectivement, D. Mauro Morelli et D. Valdir Calheiros, se sont rendus en Italie, emportant avec eux un rapport, où ils dénonçaient devant plusieurs organisations internationales, le meurtre de 1175 personnes par des groupes d'extermination dans la Baixada, dont 184 mineurs, seulement pendant les 6 premiers mois de 1989. Voir : SOUZA ALVES, José Cláudio. *Dos barões ao extermínio : Uma história da violência na Baixada Fluminense*. Rio de Janeiro : APPH, CLIO, 2003. p. 160.

<sup>342</sup> « Um aumento de 38% no número de homicídios na Baixada em comparação ao mesmo período do ano anterior (1986) confirmava as declarações dos policiais, veiculadas nos jornais de que havia chegado a « hora da forra », na

Bien que Leonel Brizola, lors de ses premier (1983-1986) et second gouvernements (1991-1994), ait mis en place des politiques sécuritaires plus « progressistes »<sup>343</sup>, essayant de réduire le nombre d’homicides en même temps qu’il envisageait de désarticuler le pouvoir des « groupes d’extermination » au sein de la police carioca, l’héritage du gouvernement antérieur s’est néanmoins imposé. Les « chacinas » se sont donc enchaînées les unes après les autres. Les plus meurtrières des années 90 ont été les suivantes : la « chacina » de Belford Roxo et la « chacina » de Acari en 1990, la « chacina » de Vigário Geral et Candelária en 1993 et la « chacina » de Nova Brasília en 1994<sup>344</sup>.

Il existe très peu des données sur la « chacina » de Belford Roxo. La couverture du « Jornal do Brasil » du 14 février 1990 n’affiche qu’une petite note :



qual bandido não vai mais ser chamado de cidadão, sendo seu destino a ‘vala’ » (tda.). Voir Souza Alves, *op. cit.*, p. 159.

<sup>343</sup>Par exemple, dans les premiers mois de l’année 1991, le « Département générale de la police de la Baixada », sous le commandement du Délégué Helio Luz, a été créé. Hélio était un personnage reconnu par son parcours au sein de la Police Civile et, également, par l’opinion publique pour son intégrité et son efficacité. (...) Conscient, donc, de la dépendance des autres délégués vis-à-vis des structures du pouvoir local de cette région, puisqu’ils étaient normalement nommés directement par leurs parrains politiques, Hélio Luz a demandé et a eu carte blanche pour procéder aux changements qu’il estimait nécessaires. Il a commencé le remplacement des 16 délégués de la Baixada, faisant une modification totale du cadre existant. Conformément à ce changement, Hélio coordonnera la création du Service d’Homicide de la Baixada et le placera à côté du 54ème DP de Belford Roxo. Toujours au début de l’année 1991, le « Centre de dénonciation des Groupes d’extermination de la Baixada » a également été créé. Voir : *Ibid.*, p.162-163.

<sup>344</sup>À São Paulo, dans le contexte violent et arbitraire du système carcéral, la « chacina » de Carandiru en 1992 est aussi emblématique.

<sup>345</sup> « Dix personnes, dont 2 femmes, ont été assassinées à Belford Roxo, circonscription de la municipalité de Nova Iguaçu (Baixada Fluminense) par des tirs dans la tête par un groupe de 10 à 15 hommes, tous vêtus de noir. La police enquête sur deux hypothèses : l’implication des victimes dans le trafic de drogues et l’action des groupes d’extermination ».

# Chacina na Baixada Fluminense

Nova Iguaçu, RJ — Christina Bocayuva

## Homens de preto matam 10 pessoas em Belford Roxo

Oito homens e duas mulheres foram assassinados com tiros na cabeça em Belford Roxo (Nova Iguaçu, Baixada Fluminense), na maior chacina já ocorrida no Grande Rio. As 10 pessoas, que morava em seis humildes quartos na localidade chamada Wona, no Parque Fluminense, foram mortas por um grupo de 10 a 15 homens, que espancaram as vítimas e obrigaram-nas a deitar no chão, para então assassiná-las friamente. Entre os mortos, quatro eram trabalhadores. Para a polícia, o crime pode estar relacionado ao tráfico de drogas e também está sendo investigada a possibilidade de os assassinos integrarem algum grupo de extermínio.

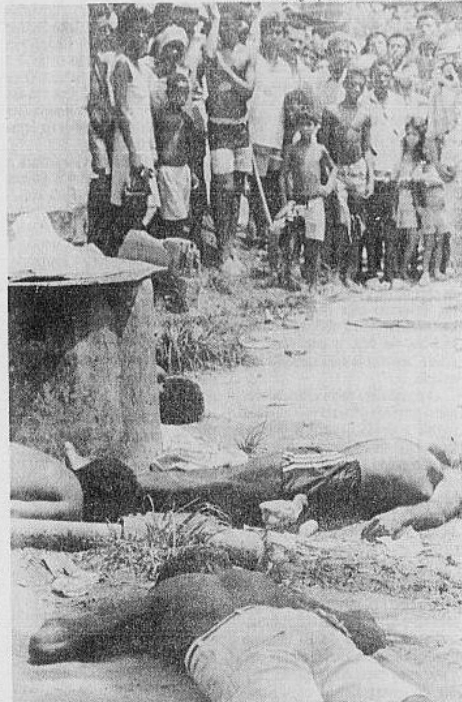
Os policiais obtiveram poucas informações, porque os moradores do bairro temem represálias. Um homem que não quis se identificar disse que os assassinos chegaram ao local, o Lote 10 da Rua Luis Henrique, em dois Monzas e duas motocicletas. O grupo se dividiu e os criminosos invadiram os seis quartos. Logo em seguida, ouviram-se vários disparos; cinco minutos depois, os criminosos foram embora, tomando a direção da Avenida Joaquim da Costa Lima.

Foram mortos: os irmãos Ubiratan, de 28 anos, e Jorge Alberto da Silva, de 32; Oreste Ferreira de Souza, 53; Jailton da Silva, 29; Maria de Jesus Santa-

na, 23, e seu companheiro, Gilberto dos Santos; Marília Araújo dos Santos e o companheiro, Neivaldo Francisco da Silva. Dois dos mortos foram identificados apenas como Jorge e Maluco. A polícia pediu informações sobre as vítimas ao Instituto Félix Pacheco, para verificar se tinham antecedentes criminais.

O proprietário dos quartos, Argeu Luis da Costa, informou que Oreste Ferreira de Souza, Jailton da Silva e os irmãos Ubiratan e Jorge Alberto eram trabalhadores e moravam no local há cerca de oito anos. Os dois casais estavam lá há 15 dias e Jorge e Maluco, há cerca de um mês. Argeu contou que outro morador dos quartos, conhecido como Pelé, sua mulher, Lúcia, e o filho de 5 anos foram poupados pelos criminosos. Pelé, no entanto, levou um tiro no braço direito e outro na perna esquerda. Luciano da Silva Oliveira, irmão de Ubiratan e Jorge Alberto, trabalha à noite e não estava em casa.

Disse ainda Argeu que, depois de ter alugado os quartos a Gilberto, Marta, Neivaldo, Marília, Jorge e Maluco, descobriu que eles estavam envolvidos em roubos e tráfico de tóxicos. Os seis lhe foram apresentados, contou Argeu, por Pelé, que, segundo o dono dos quartos, é assaltante de ônibus. De acordo com Argeu, os seis costumavam cheirar cocaína e fumar maconha e, embora nenhum deles trabalhasse, sempre tinham dinheiro. Argeu disse que os dois casais vieram de Feira de Santana (BA), para onde voltariam depois do Carnaval.



Chacina atrai a curiosidade de muitos vizinhos das 10 vítimas

346

Les victimes étaient pauvres et habitants d'une région – la Baixada Fluminense – connue d'un côté par la violence du trafic de drogues et d'un autre côté par l'action des « groupes d'extermination ». Le *modus operandi* de la police dans cette région lors du gouvernement Moreira Franco fut très répressif avec des incursions arbitraires qui ~~laissent~~ ~~faisaient~~ toujours des morts et qui se justifiaient par le biais du discours gouvernemental de combat musclé contre les trafiquants<sup>347</sup>. Cela renforçait l'impunité des « groupes d'extermination » de la région, eux-mêmes composés de policiers. Il s'est donc répandu l'idée que les victimes étaient impliquées dans le crime et, par conséquent, les responsables de la « chacina » de Belford Roxo n'ont jamais été arrêtés et les enquêtes ont été classées.

La première « chacina » qui a connu une visibilité internationale fut celle d'« Acari ». Et ce, grâce à la lutte des mères des victimes qui ont mené un vrai combat pour déconstruire l'image qui faisait de leurs enfants des « bandits », raison

<sup>346</sup>Source : Jornal do Brasil, « Chacina na Baixada Fluminense ». Rio de Janeiro : 14/02/1990. Disponible sur : [http://memoria.bn.br/DocReader/docreader.aspx?bib=030015\\_11&pasta=ano%20199&pesq=Belford%20Roxo](http://memoria.bn.br/DocReader/docreader.aspx?bib=030015_11&pasta=ano%20199&pesq=Belford%20Roxo) (consulté le 21 mars 2016).

<sup>347</sup>Le lieutenant-colonel Nilson Madureira a synthétisé dans plusieurs passages de son étude « La PM et les tensions sociales à travers une vision de la communauté du Rebu » les résultats de la politique répressive du gouvernement Moreira Franco: « Les favelas ont été envahies, les taudis détruits, provoquant la résistance des deux côtés: les habitants des communautés pauvres ne collaboraient pas avec la PM, et la PM de son côté renforce l'image que les habitants des favelas étaient des criminels potentiels. Cependant, la criminalité n'a pas diminué et la peur du crime a totalement envahi la population, qui exigeait de plus en plus le renforcement des politiques de sécurité ». Voir : NOBRE, Carlos. *Mães de Acari : Uma história de luta contra a impunidade*. Rio de Janeiro : Relume-Dumarã, 1994. p. 74-75.

pour laquelle « ils auraient fini par disparaître »<sup>348</sup>. La « chacina d'Acari » est emblématique car il s'agit du premier cas de disparition forcée collective mise en place en démocratie par les membres des forces policières. Le « cas d'Acari » a débuté en juillet 1990 avec la disparition de onze personnes, trois filles et huit garçons<sup>349</sup>. Parmi ces onze personnes, huit étaient des mineurs. Ces jeunes ont disparu dans la municipalité de Magé, dans une maison rurale qui appartenait à la grand-mère de l'un des jeunes. La plupart d'entre eux vivaient dans la communauté pauvre de « Acari », la zone nord de Rio de Janeiro. La version la plus répandue sur la « chacina d'Acari », construite à partir des témoignages des habitants de la communauté et des mères des disparus, affirme que le groupe a voyagé afin d'échapper à la police qui tentait d'extorquer de l'argent à certains d'entre eux impliqués dans des « affaires » de vols de marchandises<sup>350</sup>.

**Mães em desespero na 'terra da impunidade'**

■ Livro revela novos dados da chacina de Acari

Novas revelações sobre o desaparecimento de 11 pessoas em Acari, em 1990, devem reacender, nos próximos meses, os debates sobre um dos escândalos policiais brasileiros de maior repercussão internacional, com o lançamento do livro *As mães de Acari na terra da impunidade* de Carlos Nobre. O jornalista compilou dados novos e antigos num quadro original sobre um crime que não quer calar.

Lançado pelo Centro de Articulação das Populações Marginalizadas (Ceap), com prefácio da primeira-dama da França Danielle Mitterand, centrado na saga das mães dos 11 jovens desaparecidos de Acari, o livro é uma coletânea de depoimentos de gente envolvida no caso e de entrevistas com autoridades do governo, da polícia e do Judiciário. Ao lado, observações e reflexões do autor, jornalista experiente e militante do movimento negro que cobriu o caso Acari desde seus primeiros momentos.

**Esperança** — Entre os novos ângulos que Nobre revela, minio formado por policiais civis e militares. Os outros jovens teriam sido mortos como *queima de arquivo*.

O livro também ressalta a atuação de policiais cumpridores do dever, como o tenente-coronel Brum e o detetive inspetor Ivani Costa Cardoso, que fizeram o possível para não deixar as investigações caírem e dar uma atenção digna às mães dos desaparecidos. E, do outro lado, desempenhos como o do atual deputado estadual Emir Lahranga (PSDB), então comandante do 9º BPM, onde serviam na época os soldados acusados do sequestro. Num dos depoimentos mais sérios, o atual comandante do 9º BPM, tenente-coronel César Pinto, a cargo de Larangeira de tentar liberar o carro de um traficante, pôs sob suspeita sua eleição e o acusa também de envolvimento no caso.

**Dor intragável** — Entre as preciosidades como um revelador depoimento do procurador-geral de Justiça Antônio Carlos Biscaia sobre a polícia carioca, o livro (que será editado na França e na Inglaterra) aproxima o público das dores das mães de Acari, reflete o impacto do intragável sabor da ausência de...

*Líder assassinada, Edméia agora é símbolo da luta por justiça*

351

Les policiers impliqués dans les disparitions des jeunes sont liés à un « groupe d'extermination » appelé « Cavalos Corredores »<sup>352</sup>. Ce groupe a également été mêlé en 1993 aux « chacinas » de la Candelária et de Vigário Geral. Ils appartenaient au 9ème bataillon de la police militaire (« BPM de Rocha Miranda) qui contrôlait

<sup>348</sup> Voir Nobre, *op. cit.*, p. 77 e 78.

<sup>349</sup> Ils étaient : Rosana Sousa Santos, 17 ans ; Cristiane Souza Leite, 17 ans, Luiz Henrique da Silva Eusébio, 16 ans ; Hudson de Oliveira Silva, 16 ans ; Edson Souza Costa, 16 ans ; Antônio Carlos da Silva, 17 ans, Viviane Rocha da Silva, 13 ans ; Wallace Oliveira do Nascimento, 17 ans ; Hélio Oliveira do Nascimento, 30 ans ; Moisés Santos Cruz, 26 ans e Luiz Carlos Vasconcelos de Deus, 32 ans.

<sup>350</sup> Voir le livre-témoignage « As mães de Acari » de Carlos Nobre, *ibid.*

<sup>351</sup> Source : Jornal do Brasil, « Mães em desespero na terra da impunidade », Rio de Janeiro : 2/05/93. Disponible sur : [http://memoria.bn.br/DocReader/DocReader.aspx?bib=030015\\_11&PagFis=17334&Pesq=](http://memoria.bn.br/DocReader/DocReader.aspx?bib=030015_11&PagFis=17334&Pesq=) (consulté le 21 mars 2016).

<sup>352</sup> Ils s'appelaient « chevaux coureurs » (« Cavalos corredores ») dû à leur façon de rentrer dans les communautés pauvres en courant et en tirant de tous côtés.

administrativement les régions où se situaient les communautés d'« Acari » et de « Vigário Geral ». Les corps des jeunes disparus n'ont jamais été retrouvés et l'enquête sur la « chacina » a été classée pour manque de preuves en 2010.



La « chacina » de la Candelária fait référence à une autre pratique très répandue au sein des forces policières : elle démontre de façon éclairée la fonction de « nettoyage social » mis en place par les « groupes d'extermination » qui en échange recevaient de l'argent des commerçants locaux préoccupés par la montée de la criminalité. Cet événement met également en lumière le phénomène d'extermination des « mineurs de rue »<sup>354</sup> qui s'est renforcé dans les grandes villes latino-américaines à partir des années 90<sup>355</sup>. Dans la nuit du 23 juillet 1993, aux alentours de l'Église de la Candelária dans le centre-ville de Rio de Janeiro, six mineurs et deux jeunes, tous « sans domicile fixe » ont été exécutés par le groupe « cavalos corredores ». Ces enfants SDF étaient, entre 1988 et 1993, (voir le graphique « l'évolution des crimes contre des mineurs) la cible préférentielle des « groupes d'extermination » car certains d'entre eux commettaient des petits vols et dégradait l' « image » de certaines régions. Cela se révélait très mauvais pour les « affaires » des commerçants locaux qui embauchaient des policiers pour les « chasser » ou tout simplement les « exécuter ». La « chacina » de la Candelária fut l'évènement emblématique de cette logique perverse, notamment du fait que cela s'est produit en plein centre-ville de Rio de

<sup>353</sup> Source : Jornal do Brasil, « Novo inquérito vai apurar os grupos de extermínio », Rio de Janeiro : 6/09/93. Disponible sur : [http://memoria.bn.br/DocReader/DocReader.aspx?bib=030015\\_11&PagFis=17334&Pesq=](http://memoria.bn.br/DocReader/DocReader.aspx?bib=030015_11&PagFis=17334&Pesq=) (consulté le 21 mars 2016).

<sup>354</sup> Voir : CHIARA, Renato. *Les enfants de la rue : dans les favelas contre les escadrons de la mort*. Paris : Saint Augustin, 1998.

<sup>355</sup> Selon le concept adopté par les Nations Unies, « le terme désigne chaque enfant (garçon ou fille) pour qui la rue (au sens le plus large du terme, qui comprend les terrains vagues et non habités, par exemple) devient son logement et/ou leur source de survie, ~~en~~ n'étant pas protégé ou correctement supervisé par un adulte responsable. Ce terme désigne les enfants qui sont privés de ressources et qui vivent ou passent la plupart de leur temps dans la rue, sans nécessairement être en infraction. De tels crimes correspondent aux « extinctions des enfants », que la Commission nationale de lutte contre la violence, formée par des organisations non-gouvernementales pour contrôler la violence contre les enfants, définis comme la « présomption d'homicide volontaire contre ceux qui ont moins de 18 ans, pour des raisons extra-familiales, ayant pour but d'imposer un ordre extra-juridique ». HUMAN RIGHTS WATCH/AMERICAS. *Final Justice. Police and Death Squad Homicides of Adolescents in Brazil*. New York, 1994. p. 11.

Janeiro et qu'il a par conséquent connu une répercussion internationale. Cependant, d'innombrables cas d'exécutions de mineurs dans des régions plus éloignées du centre-ville – comme la « baixada fluminense » et la région métropolitaine zone ouest de Rio de Janeiro - n'ont pas suscité le même intérêt.



## PM é suspeita da morte de 7 meninos de rua no Rio

Numa covarde execução de extermínio executada enquanto os vítimas dormiam, como uma fogueira, seis homens chocaram sete meninos de rua e feriram o líder do grupo e um lavador de carros na multidão de candelária Praça Pio X, centro financeiro da cidade e sede de um dos mais sagrados símbolos do Rio: a Igreja de Nossa Senhora da Candelária. Segundo os sobreviventes, policiais militares participaram do massacre. Um dos suspeitos é o soldado da PM José



356

La « chacina » de Vigário Geral<sup>357</sup> fut également emblématique par le nombre de victimes, le *modus operandi*, et les motivations qui ont poussé les policiers à la mettre en place. Suite à une *razzia* du groupe les « cavalos corredores » réalisée une nuit d'août 1993 par 36 policiers cagoulés, 21 innocents ont été exécutés. Selon les témoignages des familles des victimes, la « chacina » fut une réponse à l'assassinat de quatre policiers militaires par les trafiquants de la région.

<sup>356</sup> Source : Jornal do Brasil, « Exterminio na Candelária », Caderno Cidade, Rio de Janeiro : 24/07/1993. p. 1-6. Disponible sur : [http://memoria.bn.br/DocReader/DocReader.aspx?bib=030015\\_11&PagFis=94332](http://memoria.bn.br/DocReader/DocReader.aspx?bib=030015_11&PagFis=94332) (consulté le 21 mars 2016).

<sup>357</sup> Voir le documentaire sur la chacina de Vigário Geral « Lembrar para não esquecer : Vigário Geral » de Milton Alencar Jr., 2011, 51'. Disponible sur : <https://vimeo.com/133104213> (consulté le 22 mars 2016).

## Revolta, choro e palavrões

Ao tomar conhecimento da chacina, o comandante do 9º BPM, Coronel César Pinto, foi ao local do crime e teve de enfrentar a revolta dos subordinados. Chocados, muitos policiais choraram e chegaram a dizer palavrões ao oficial. O comandante preferiu não organizar operação em Vigário Geral, logo após o encontro dos corpos, mas não pôde evitar a caçada aos assassinos, durante toda a noite por equipes dos Batalhões de Caxias e Rocha Miranda. Os traficantes, porém, não foram encontrados.

“Se organizasse uma operação, os envolvidos levariam a situação para o campo pessoal e outros inocentes morreriam”, tentou explicar o comandante, constrangido com as reclamações.

## Quatro PMs são fuzilados em subúrbio do Rio

Quatro policiais do 9º Batalhão (Rocha Miranda) foram fuzilados no final da noite de sábado por um grupo de 10 homens, que a polícia identificou como traficantes da Favela de Vigário Geral. A matança ocorreu na Praça Catolé do Rocha, naquele subúrbio, onde funciona uma boca-de-fumo. Os PMs foram surpreendidos quando chegaram, num Gol, para patrulhar o local. Os

assassinos empilharam os corpos dos policiais e fugiram em três carros. Morreram no tiroteio o sargento Ailton Benedito Ferreira Santos, o cabo Irapuan Calixto Caetano e os soldados Luis Mendonça Santos e Jose Carlos Santana. O comandante do 9º Batalhão, coronel Cesar Pinto, disse que os policiais cometeram falta disciplinar ao não comunicarem a saída ao batalhão (Página 11)



La meurtre des policiers eut lieu sur la place « Catolé da Rocha » située dans la communauté de « Vigario Geral »<sup>358</sup> lors d’une négociation qui a dégénéré entre ces derniers et les trafiquants au sujet du prix du « péage » - « mineira » - payé habituellement aux policiers pour la commercialisation de la drogue<sup>359</sup>.

<sup>358</sup> Communauté créée dans le cadre de la politique d’habitation des « Parques Proletários » (« Parcs prolétaires ») de l’État Nouveau de Getulio Vargas. Avec le processus de migration intense à Rio de Janeiro au début des années 1930, le débat sur les modèles de logement, en particulier le thème des favelas, est mis en évidence. Pendant cette période, une réforme urbaine majeure – le Plan Agache et l’édition du Code du Bâtiment de 1937 (Décret n° 6.000 / 37) – a été proposée dans le but d’éradiquer les favelas. Les favelas étant alors traitées comme de véritables « épidémies sociales ». Dans le Plan Agache, la favela est considérée comme « la lèpre qui menaçait l’ordre social ». C’est dans le Code du bâtiment de 1937, publié sous le gouvernement de Getulio Vargas, qui pour la première fois est faite une référence officielle concernant la question de l’émergence et la croissance des favelas, ainsi que l’établissement d’une politique sociale répressive et discriminatoire à leur égard. Sous les auspices de l’idéologie de l’Estado Novo et coordonnés par le médecin Victor Tavares de Moura, les « Parcs Prolétaires » sont créés non seulement dans le but d’établir une politique de logement pour l’éradication des favelas, mais aussi dans le but d’appliquer une nouvelle « pédagogie civilisatrice » par laquelle ceux qui y sont déplacés doivent s’intégrer dans l’« ordre naturel de la société ».

<sup>359</sup> Nous verrons par la suite ces liens entre la police et la criminalité.



## 'Mineira' é mau hábito de policiais

Uma moradora que não se identificou contou que os policiais civis e militares costumam seqüestrar, espancar e até marcar dia para receber o resgate de criminosos. É a chamada *mineira* — a velha prática de extorsão policial que se sofisticou a ponto de hoje o dinheiro ser recolhido por policiais corruptos diretamente nas bocas de fumo, com os traficantes, o que é conhecido na gíria policial como *arrego*. Duas testemunhas da chacina reconheceram vozes de policiais entre o *pelotão* de mascarados que invadiu a

favela de Vigário Geral, e vincula a matança à execução dos quatro PMs na noite de sábado.

Outra testemunha, uma jovem, disse que escapou dos matadores citando o nome de dois PMs do 9º Batalhão. Em abril, a quadrilha liderada pelo traficante e sequestrador Adias Ferreira, o *Adão*, assassinou brutalmente o detetive Ronaldo Pereira Sampaio, os carcereiros Sérgio Vasconcelos e Elias do Spoto Cabral e o motorista Clézio da Silva, no Jardim América. Os policiais teriam ido ao Jardim América para acabar com um *pega* e foram executados com tiros de metralhadoras e fuzis AR-15. Depois da prisão de Adias Ferreira, o *Adão*, o traficante Flávio Pires da Silva, o *Flávio Negão*, passou a controlar a favela.

## RASTROS DO ENVOLVIMENTO DE PMS

### Seqüência de mortes teve início sábado

O assassinato dos 21 moradores da favela de Vigário Geral ocorreu um dia depois da morte de quatro PMs, na Praça Catolé do Rocha, durante uma diligência que o comando do 9º Batalhão (Rocha Miranda) desconhecia. Os quatro ocupavam um mesmo carro de patrulha quando foram surpreendidos por 10 homens que controlavam uma boca-de-fumo na praça.

Depois de 15 minutos de tiroteio, um PM morreu dentro do carro e três foram retirados e mortos com tiros de metralhadoras, fuzis

norte-americanos AR-15, escopetas e pistolas automáticas. A estudante Maria Clara Manso da Silva, de 15 anos, que estava em um Opala, foi ferida com um tiro na perna.

Os bandidos abandonaram o Gol com os corpos do sargento Ailton Benedito Ferreira dos Santos, o cabo Irapuã Calixto Caetano e os soldados Luiz Mendonça Santos e José Carlos Santana a 500 metros do local. O principal suspeito do assassinato é Flávio Pires da Silva, o *Flávio Negão*, de 23 anos, chefe do tráfico em Vigário Geral.

Os policiais — que estavam armados com metralhadoras — cometeram falta disciplinar por não terem comunicado a saída ao plantão. Existe a suspeita de que eles tenham sido atraídos à praça através de uma denúncia falsa.

# JORNAL DO BRASIL

## Massacre de 21 pessoas provoca revolta em favela e choca o Rio

Na maior chacina já registrada pela Polícia do Rio, 21 moradores — 13 homens, seis mulheres e dois adolescentes — da favela de Vigário Geral, subúrbio carioca, foram assassinados por um grupo de 50 homens na madrugada de ontem, 24 horas depois de uma outra chacina, no mesmo bairro, na qual quatro policiais militares fo-

ram mortos numa emboscada armada pelos traficantes da área. O secretário de Polícia Civil, Nilo Batista, disse que a exemplo do massacre dos meninos de rua na Candelária, a repressão dos PMs é o ponto de partida das investigações. A maioria das vítimas não tinha ficha na polícia. Encapuzados, os criminosos agiram em cinco pontos da

favela. Num bar, onde o assalto ainda era a vitória da seleção, foram mortos oito homens e numa casa morreu uma família inteira — oito pessoas, todas da igreja Assembleia de Deus.

Revoltados, moradores interditaram o tráfego de carros e de trem no bairro e impediram a entrada da polícia. So 13 horas depois do crime, com

a chegada do vice-governador, Nilo Batista, os bombeiros conseguiram recolher os corpos. Em nota oficial e pronunciamento na TV, à noite, o governador Brizola afirmou que o episódio está ligado a "uma inadmissível operação de vingança" a qual, se confirmada, exigirá um "choque disciplinar" na PM. Para o cardeal arce-



JORNAL DO BRASIL

CIDADE

2ª Edição — terça-feira, 24/08/93 — R\$ 15

## Encapuzados fuzilam 21 pessoas em favela

Em ação típica de policiais, quadrilha leva o terror a Vigário Geral um dia depois da morte de 4 PMs por traficantes do local

Entre as vítimas, um médico foi morto abater do à queimada de marmita no trabalho. Uma mulher ficou abraçada à Bíblia, a casa simples, cheia de poças de sangue. A madrugada de ontem chegou com trovão, terror e piléto no bairro de Vigário Geral, onde vivem 30 mil do total de 1 milhão de habitantes do Rio. Abandoados destruíram orelhões e deixaram ruas sujas, encostando lâmpadas a tiros. Aos primeiros minutos de segunda-feira, o Parque Policial de Vigário Geral, no subúrbio do mesmo nome, na Zona da Leopoldina, testemunhou — entre freiras de porta e tralada pela polícia flutuante — a maior chacina registrada a exemplo de um total de 21 pessoas — 13 homens, seis mulheres e dois adolescentes sem ficha na polícia. Todos foram mortos à queima-tropa ou com tiros na cabeça.

Com covardia suficiente para atear greves desarmadas, os exterminadores foram cerca de 50 homens que não economizaram tiro e gargalharam enquanto escolhiam as vítimas. "Queremos beber sangue", gritavam os assassinos. A chacina divergiu entre eles ao se encetararem os não grupo de cinco crianças, de 10 a 15 anos de idade. "Fuzilam encapuzado por dem", gritou um dos assassinados, segundo testemunhas. As crianças escaparam.

A prática revela os mesmos instintos empregados pelos exércitos de ocupação nazista durante a Segunda Guerra Mundial. Para cada militar alemão morto



Joazeiro (E) abraça seu filho no momento do assassinato de seu irmão Edmilson, e mãe recorda a revolta ao lado da prima Elaine e de sua mãe. Aparentado

"Eles vieram em grupo em nossa direção. Pediram documentos, todos mostraram, jogaram na calça e começaram a arrear. Jogaram uma bomba dentro de um banheiro", contou Ubirajara, ocorrido numa casa improvisada por moradores de Vigário Geral e Hospital Geral Vargas, na Penha. Ele explicou que não conseguiu identificar o grupo de homens que chegou depois dos primeiros tiros de metralhadora. O corpo de Fábio Pinheiro Lima, de 17 anos, que estava na Praça Clóvis, em Vigário Geral, morreu na noite. Foi o primeiro a ser assassinado, por volta das 23h30 de domingo, com tiros no lado de mole, incendiada. Por volta da meia-noite de do-



360

Enfin, deux « chacinas » eurent lieu dans la favela de « Nova Brasília », d’abord le 18 octobre 1993 puis le 8 mai 1994 suite à des *razzias* policières. « Nova Brasília » est l’une des 15 favelas qui forment le « Complexo do Alemão »<sup>361</sup>, situées dans la zone nord de Rio de Janeiro. Ce « complexe » de favelas est connu pour être le « siège » du « Comando Vermelho »<sup>362</sup> (« Commando Rouge »), l’une des principales organisations criminelles au Brésil. Par conséquent, cette région a été très touchée à plusieurs reprises par des incursions violentes de la police dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues depuis les années 90. Lors de ces deux *razzias*, 26 personnes (13 lors de la première *razzia* et 13 lors de la deuxième) - y compris 6 mineurs - ont été exécutées. De plus, pendant la première *razzia*, 3 femmes ont été torturées et violées par les policiers. Les faits ont été justifiés comme étant la réponse à des faits de « résistances à l’arrestation » (« autos de resistência »).

Ces deux « chacinas » sont déterminantes car c’est la première fois que, pour légitimer des exécutions collectives, les responsables ont utilisé cette procédure juridique. L’enquête fut alors stoppée et ils en sont sortis impunis. Par ailleurs, cette « chacina » est également déterminante car devant l’inertie de la justice brésilienne

<sup>360</sup> Source : Jornal do Brasil, « Massacre de 21 pessoas provoca revolta em favela e choca o Rio », Rio de Janeiro : 31/08/1993. p. 1-6. Disponible sur : [http://memoria.bn.br/DocReader/docreader.aspx?bib=030015\\_11&pasta=ano%20199&pesq=Vigário%20Geral](http://memoria.bn.br/DocReader/docreader.aspx?bib=030015_11&pasta=ano%20199&pesq=Vigário%20Geral) (consulté le 21 mars 2016).

<sup>361</sup> Le « Complexo do Alemão » est composé de 15 favelas : Itararé, Joaquim de Queiróz, Mourão Filho, Nova Brasília, Morro das Palmeiras, Parque Alvorada, Relicário, Rua 1 pela Ademas, Vila Matinha, Morro do Piancó, Morro do Adeus, Morro da Baiana, Estrada do Itararé, Morro do Alemão e Armando Sodré avec près de 60 000 habitants, selon les données officielles et environ 120 000, selon les estimations des propres résidents.

<sup>362</sup> La « Commando Rouge » a été créé en 1979 dans la prison de Cândido Mendes à Ilha Grande à RJ lors de la dictature militaire brésilienne sur la base des relations entre les prisonniers ordinaires et les militants des groupes armés qui combattaient le régime dictatorial. Il a émergé de la « Phalange Rouge » (« Phalange Vermelha »), qui a été créée par Rogério Lemgruber encore pendant la décennie de 1970 avec la devise « Paix, Justice et Liberté ». La « Phalange » avait comme mission l’établissement d’une « boîte commune » qui était régulièrement alimentée par le produit des activités criminelles des membres qui étaient en liberté et l’argent collecté servait donc, non seulement à financer des tentatives d’évasion, mais aussi à adoucir les conditions de vie difficiles des prisonniers en renforçant l’autorité et le respect du « commando rouge » au sein de la communauté carcérale. Puis, le commando rouge s’est spécialisé dans le trafic de drogues à Rio de Janeiro et la vente de cocaïne fut responsable de la grande extension de la puissance du CV, au tournant des années 70 à 80. Le Brésil est définitivement entré dans la route de la drogue, comme point de distribution pour l’Europe et comme marché de consommation interne pour le produit de basse qualité. Voir : AMORIM, Carlos. *Comando Vermelho : a história do crime organizado*. Rio de Janeiro : Record, 1993.

concernant ce cas, mais faisant référence à plusieurs autres, le « Centro pela Justiça e o Direito Internacional (CEJIL) » et le « Human Rights Watch/Americas » ont déposé le 24 juillet 1996 une dénonciation détaillée du *modus operandi* autoritaire de la police brésilienne auprès de la « Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme » (CIDH)<sup>363</sup>. C'est aussi la première fois que la CIDH acceptait une dénonciation qui concernait les pratiques arbitraires commises par des forces policières brésiennes en démocratie.

Il est intéressant de noter que les principales « chacinas » commises par les policiers sont antérieures aux années où le taux d'« autos de resistência » a augmenté. L'une des hypothèses soumise est que, suite à plusieurs dénonciations des organisations des Droits de l'Homme et aux pressions internationales pour que les « chacines » s'arrêtent, les forces policières ont inventé un artifice afin de donner un « voile légal » à leurs pratiques arbitraires. Cela démontre donc un processus pervers d'« institutionnalisation » de l'exécution extra-judiciaire par le biais d'une procédure juridique. Les « autos de resistência » ont donc introduit une « marge discrétionnaire » assez importante au pouvoir répressif de la police carioca de cette époque.

Bien que certaines pratiques arbitraires des forces policières, à Buenos Aires et à Rio de Janeiro, soient propres à des périodes autoritaires et demeurent dans les années 90 en pleine ouverture démocratique, la proportion concernant le nombre de victimes dans les deux pays est différente. Tandis que dans la province de Buenos Aires entre 1993 et 1999, 295 cas de « gatillo facil » ont été répertoriés, dans l'État de Rio de Janeiro pendant la même période, le nombre des « autos de resistência » est largement supérieur et atteint 2076 cas<sup>364</sup>.

La différence considérable entre le nombre de victimes exécutées par la police à Buenos Aires et à Rio de Janeiro met en évidence des caractéristiques propres à chaque terrain d'analyse. À Buenos Aires les cas des « gatillos facil » ne peuvent pas être caractérisés comme des « massacres », alors qu'à Rio de Janeiro, les « massacres » y sont récurrents et peuvent atteindre le nombre de 30 personnes tuées lors d'une seule opération. Une autre donnée qui marque la différence de ces deux

---

<sup>363</sup> Voir COMISSÃO INTERAMERICANA DE DIREITOS HUMANOS. Informe n° 36/01. Caso 11.694 Evandro de Oliveira e Outros. Brasil. 22/02/2001. Disponible sur : [www.cidh.oas.org/annualrep/2000port/11694.htm](http://www.cidh.oas.org/annualrep/2000port/11694.htm) (consulté le 21 mars 2016).

<sup>364</sup> Parmi ces 2076 cas, il est difficile de préciser ceux qui correspondent effectivement à la « résistance à l'arrestation » et ceux qui se réfèrent à des « exécutions extra-judiciaires ». Cependant, la proportion très inégale entre le nombre de « civils suspects » morts et le nombre de policiers morts en confrontation – pendant l'année 1998, 15 policiers ont été exécutés contre 400 personnes tuées qui avaient « théoriquement » résistées à l'arrestation - révèle la banalisation de l'utilisation de cette procédure juridique.

terrains est la présence à Rio de Janeiro des innombrables « groupes d'extermination » qui y agissaient lors des années 90 tandis qu'à Buenos Aires son nombre est très réduit.

L'une des hypothèses pour comprendre ces différences tient notamment compte des facteurs socio-économiques étant donné qu'à Rio de Janeiro, le clivage entre riches et pauvres est beaucoup plus importante qu'à Buenos Aires. L'imaginaire des classes moyennes et riches *cariocas* par rapport aux politiques de sécurité s'est construit autour d'un discours de la « criminalisation de la pauvreté » qui encourage la police à « chasser les bandits » sans entrave. À Buenos Aires, si ce discours existe<sup>365</sup> bien, il n'a pas été répandu dans les années 90, étant donné que cette brèche économique et sociale était moins importante qu'à Rio de Janeiro à la même époque, et sûrement aussi du fait qu'en Argentine, historiquement, une culture plus humaniste a globalement dominé malgré la récurrence des épisodes autoritaires. Ce discours s'est également renforcé du fait de la complexité des groupes criminels sur chaque terrain : à Rio de Janeiro, les « commandos » qui contrôlaient le trafic de drogues étaient très organisés, autonomes et en position de « négociateur » avec les forces policières, alors qu'à Buenos Aires ils se caractérisaient par des petites « bandes » de délinquants qui n'étaient pas en mesure de négocier avec la police, mais qui « travaillaient » plutôt pour ces derniers.

---

<sup>365</sup> Le problème de la stigmatisation des « villeros » (issus des « villas », bidonvilles en Argentine) en tant que stéréotype associé à la construction de la subalternité des secteurs populaires en Argentine est traité par Rosana Guber. Voir : GUBER, Rosana. *Villeros, o cuando querer no es poder*. UNCPBA : Tandil, 2013.

## **DEUXIÈME PARTIE**

**Le processus « mafieux » de la police et les *caractéristiques néo-autoritaires* : reconfigurations, réformes et contre-réformes**

La deuxième partie de ce travail vise à rendre compte du processus mafieux de la police à travers la variable appelée « nouvelles formes d'autoritarisme ». Pour ce faire, nous entreprendrons une analyse comparative des *caractéristiques néo-autoritaires* des polices *bonaerense* et *carioca* par le biais des *reconfigurations*, des *réformes* et des *contre-réformes* concernant ces deux institutions policières. Dans cette optique, il s'agira, dans un premier chapitre, d'entreprendre une analyse sur *les reconfigurations*, tout d'abord, des « rapports de clientèle » établis au sein des « machines politiques » dans les régions métropolitaines de BA et RJ pour, ensuite, comprendre dans quelle mesure ces *reconfigurations* ont ouvert la voie à de nouvelles « pratiques criminelles » disséminées au sein des « machines répressives » policières *bonaerense* et *carioca*. Nous chercherons dans un second chapitre, à rendre compte de façon plus précise des tentatives de *réformes* mises en place dans le cadre des politiques de sécurité afin de freiner ces *reconfigurations* et d'établir un contrôle plus ferme sur l'action policière et ses liens obscurs avec le pouvoir politique. Enfin, dans un troisième chapitre nous traiterons plus spécifiquement des *contre-réformes* et leurs effets pervers, à savoir le rétablissement des politiques de sécurité musclées survenues pour répondre à la montée exponentielle de la « sensation d'insécurité » sur les deux terrains en cause, notamment du *tournant sécuritaire* des années 2000. Nous verrons donc dans quelle mesure les *nouveaux autoritarismes* entraînent des conditions ambivalentes concernant les rapports politiques et sociaux, les pratiques policières et les politiques sécuritaires dans un régime démocratique.

## **Chapitre 4**

# **Les *reconfigurations* des « machines » politiques et répressives en démocratie**

Le processus de « démocratisation » des institutions de sécurité *bonaerense* et *carioca* a été accompagné par des « reconfigurations » au sein des « machines » politiques et répressives dans la région métropolitaine de BA et RJ. Ces « reconfigurations » se sont alimentées des ambivalences des démocraties naissantes qui laissaient apparaître en leur sein, en même temps qu'elles se « stabilisaient », de nouvelles formes d'autoritarisme. Ce processus paradoxal a donc entraîné de nouveaux « rapports » entre le pouvoir politique, la police et le crime sur ces deux terrains.

### **4.1. Les *reconfigurations* des « machines politiques » : les cas des « barons du *conurbano* » et des « barons de la *baixada fluminense* »**

Le concept de « machine politique » fut développé pour la première fois à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup> au sein des départements de sociologie et de science-politique nord-américains par le biais de plusieurs études sur les caractéristiques particulières de la vie politique de ce pays<sup>366</sup>, particulièrement dans les grands centres urbains tels que New York et Chicago. Les « machines politiques » émergent donc en tant que telles dans un contexte d'explosion démographique de ces grands centres lors du XIX<sup>ème</sup> siècle, résultat de plusieurs vagues d'immigration

---

<sup>366</sup> CLIFFORD, Thomas. *The Political Machine: An American Institution*. New York : Vantage Press, 1975.

européenne et, par ailleurs, de la migration issue de l'exode rural. Ces bouleversements ont entraîné de graves problèmes sociaux dans les quartiers où ces populations se sont installées, mettant ainsi en lumière/ révélant ainsi l'incapacité des gouvernements municipaux de fournir des réponses satisfaisantes.

Dans ces conditions, les « machines politiques » comme celle de Tammany Hall dirigée par le *boss* William Magear Tweed (1823-1873) à New York City<sup>367</sup>, comblèrent ce vide institutionnel de représentation politique et construisirent un électorat fidèle, en particulier parmi les groupes d'immigrants<sup>368</sup>, en réussissant ainsi, à créer un ancrage territorial solide et à se perpétuer au pouvoir de façon durable.

Les premières études s'attardaient sur la critique morale de ce phénomène et concevaient les « machines » comme des « anomalies politiques » qui se caractérisaient fondamentalement par l'utilisation de mécanismes considérés illicites comme la corruption, la violence, la fraude électorale, le copinage, etc. Elles étaient donc aperçues comme des instruments politiques « immoraux » ne servant que dans le seul but de maximiser les gains personnels de leurs dirigeants – les *boss* - en contraposition aux partis politiques qui, eux, se servaient de moyens légitimes d'action<sup>369</sup>.

Dès les années 1930, la recherche s'éloigne de ces présuppositions, en adoptant un cadre théorique axiologiquement neutre. L'une des études clés de cette deuxième perspective fut notamment celle d'Alex Gottfried. Selon lui, « toute organisation politique stable, effective, dotée d'un *leadership* et d'une hiérarchie interne clairement définies, intégrée par des membres engagés, peut être considérée

---

<sup>367</sup> « La clé de l'efficacité de Tammany était la capacité de gagner des élections en distribuant des faveurs personnelles aux électeurs et aux travailleurs du parti, contrôlant ainsi davantage de fonctions publiques pour dispenser plus de faveurs. Ce système d'auto-perpétuation était un précurseur plus petit et plus intime du New Deal ». (tda.). Voir : Clifford, *op. cit.*, p. 19-21.

<sup>368</sup> « L'incorporation de ces différentes nationalités dans le courant du processus politique et la courtoisie de leurs votes, a directement inséré l'émigré européen dans la ligne de vie du système politique américain et a facilité sa participation aux machinations du gouvernement. Beaucoup se sont impliqués dans la prise de décision et le *leadership* au sein de leurs propres communautés et circonscriptions pour servir de liaison avec les responsables des composantes politiques respectives de l'organisation à l'échelle de la ville ». (tda.). Voir Clifford, *op. cit.*, p. 8-9.

<sup>369</sup> « L'idée d'une supériorité morale des classes moyennes protestantes sur les immigrés catholiques a perduré dans l'analyse des machines à travers notamment les travaux de deux politistes conservateurs, Edward Banfield et James Q. Wilson. Selon eux, le clientélisme et la corruption étaient ancrés dans des structures familiales archaïques et empêchaient toute résolution collective des problèmes communs. Banfield et Wilson opposent donc le *private regarding ethos* des classes populaires immigrées qui les conduisait à voter en fonction d'amitiés, d'échanges de bons procédés et en fin de compte de leur intérêt privé, au *public regarding ethos* des classes moyennes réformatrices, qui faisaient leur choix en fonction de l'intérêt général. Cette analyse mettait en valeur le rôle joué par la culture dans la vie politique (au détriment du pouvoir ou des inégalités) et valorisait implicitement le sens civique des réformateurs. Elle était révélatrice de l'ambivalence du discours réformateur, à la fois sincèrement scandalisé par la corruption, le clientélisme et les dysfonctionnements dans le gouvernement des villes, et plus ou moins subtilement xénophobe ». Voir : BONNET, François. Les machines politiques aux États-Unis. Clientélisme et immigration entre 1870 et 1950. *Politix*, vol. 4, n° 92, Paris, 2010. p. 92. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-politix-2010-4-page-7.htm> (consulté le 21 mars 2016).



comme une 'machine politique' »<sup>370</sup>. Mais si cette analyse s'éloigne du caractère moralisateur des analyses précédentes, elle retombe dans l'autre extrême, celui du « danger relativiste », autrement dit, celui de la mise à l'écart d'une perspective plus précise sur le phénomène.

Dans « Le savant et le politique », Max Weber analyse le rôle du *boss* au sein de ces « machines » politiques auxquelles il considère très proches au système de partis. Ainsi, il se pose la question de « qu'est-ce qu'un *boss* ? » afin de démontrer dans quelles mesures sa position est absolument centrale pour le fonctionnement de ces « machines ». D'après Weber, le *boss*

« (...) C'est un entrepreneur politique capitaliste, pourvoyeur de voix électorales pour son profit et à ses risques et périls. A l'origine, il est avocat, tenancier de bar ou propriétaire d'établissements de ce genre ou encore créancier, autrement dit il fait un métier qui lui donne les possibilités de poser les premiers jalons et qui lui permet d'étendre ses filets jusqu'à contrôler un certain nombre de voix. Parvenu à ce résultat, il prend contact avec le boss voisin, il attire par son zèle, par son habileté et avant tout par sa discrétion, l'attention des anciens dans la carrière et désormais la voie lui est ouverte pour gravir les différents échelons. Le boss est ainsi devenu un élément indispensable du parti, car tout est centralisé en ses mains. C'est lui qui procure en très grande partie les moyens financiers. Mais comment s'y prend-il pour les obtenir ? Partiellement par les cotisations des membres, mais avant tout par une taxe dont il frappe les traitements des fonctionnaires qui, grâce à lui et à son parti, ont trouvé une situation. De plus, il y a également les pots-de-vin et les pourboires. Celui qui à l'intention de violer impunément une des nombreuses lois des États doit auparavant obtenir la connivence des bosses et leur verser une certaine somme d'argent sous peine de se heurter aux pires inconvénients. Mais toutes ces diverses ressources ne suffisent point à constituer le capital nécessaire à l'entreprise politique du parti. Le boss est l'homme indispensable pour recueillir directement les fonds que les grands magnats de la finance versent à son organisation. Ceux-ci ne confieraient jamais une somme d'argent destinée à des fins électorales à un fonctionnaire rétribué du parti ni en général à aucune personne officiellement comptable du budget du parti; mais le boss, à cause de sa prudence et de sa discrétion en matière d'argent, est évidemment l'homme clés des milieux capitalistes qui financent les élections. Le boss typique est généralement un homme qui sait ce qu'il veut. Il ne recherche pas les honneurs; le professionnel (c'est ainsi qu'on l'appelle) est certes méprisé par la « bonne société ». Il ne recherche exclusivement que le pouvoir, soit comme source d'argent soit aussi pour lui-même »<sup>371</sup>.

---

<sup>370</sup> GOTTFRIED, Alex. *Political Machines*, International Encyclopedia of Social Sciences, vol. 12. New York : Free Press, 1968, p. 248.

<sup>371</sup> Voir : WEBER, Max. *Le savant et le politique*. Paris : Union Générale d'Éditions, 1963. p. 54.

Une autre analyse particulièrement importante pour dépasser les positions extrêmes et qui porte le focus sur une approche fonctionnelle de la « machine politique » fut celle de Robert Merton (1964)<sup>372</sup> dans laquelle il soutient que

« les défauts fonctionnels de la structure officielle engendrent une structure de remplacement (non-officielle) pour satisfaire plus efficacement les besoins existants. Quelles que soient ses origines historiques spécifiques, la « machine politique » persiste comme « appareil » destiné à satisfaire les besoins de divers groupes de la population qui, sans elle, resteraient insatisfaits (...) Elle ne regarde pas le corps électoral comme une masse vague et indifférenciée de votants. La machine reconnaît que l'électeur est avant tout un homme vivant dans un quartier déterminé, avec des problèmes et des désirs personnels spécifiques (...) la machine soude ses liens avec les hommes et femmes par des réseaux compliqués de relations personnelles »<sup>373</sup>.

Bien que le concept même de « machine politique » fasse référence à un phénomène relativement spécifique aux Etats-Unis des années 1870-1950, il est intéressant de comparer son fonctionnement avec celui de la « machine politique » latino-américaine concernant notamment la façon dont les rapports de « clientèle »<sup>374</sup> se structurent dans chaque contexte. Raymond Wolfinger propose de distinguer le « clientélisme » (*machine politics*) des « machines politiques » (*political machines*). Selon lui, le « clientélisme » serait diffus et consubstantiel à la politique, en reposant sur les faveurs, les recommandations personnelles, l'amitié, la corruption, tandis que les « machines politiques » seraient des organisations centralisées conçues pour gagner les élections en mobilisant des clientèles dans le cadre de relations personnelles et de solidarités ethniques<sup>375</sup>.

---

<sup>372</sup> D'après Merton « adopter une attitude exclusivement morale en face de 'la corruption de la machine politique', c'est perdre de vue les conditions structurelles qui engendrent d'elles-mêmes les 'maux' que l'on réprovoie si sévèrement. Adopter un point de vue fonctionnel vis-à-vis de la machine politique, ce n'est pas en faire l'apologie, c'est fournir une base plus solide pour son élimination ou sa transformation, grâce à des modifications de structure visant à éliminer ces exigences du monde des affaires, ou, s'il y a lieu, à les satisfaire par un moyen de remplacement ». Voir : MERTON, M., K. *Éléments de théorie et de méthode sociologique*. Paris : Plon, 1965. p. 131-132.

<sup>373</sup> Le propos de Merton est de distinguer les fonctions manifestes des fonctions latentes d'un phénomène social. Les fonctions manifestes sont évidentes et recherchées par les acteurs. Dans le cas des machines politiques, il s'agit du clientélisme, de la corruption, de l'intimidation des opposants, etc. Les fonctions latentes ne sont ni évidentes ni désirées. Merton soutient, par exemple, que l'intégration des immigrés est une conséquence non-intentionnelle du phénomène clientélaire. Voir : Merton, *op. cit.*, p. 122.

<sup>374</sup> « Le clientélisme politique a été l'un des concepts les plus forts et les plus récurrents dans l'étude des pratiques politiques des populations pauvres en Amérique latine. La notion a été utilisée - et, parfois, abusée - pour expliquer les raisons pour lesquelles les pauvres et les démunis suivaient parfois des leaders populistes et d'autres fois suivaient des régimes autoritaires ou conservateurs. Le clientélisme est compris comme l'un des éléments centraux de l'appel populiste, mais il est également considéré comme un mode d'inclusion politique verticale tout à fait distinct du populisme ». (tda). Voir : AUYERO, Javier. Poor people's lives and politics: The things a political ethnographer knows (and doesn't know) after 15 years of fieldwork. *New Perspectives on Turkey*, n° 46, 2012. p. 96. Disponible sur : <http://javierauyero.com/wp-content/uploads/2014/10/AuyeroNewPerspectivesonTurkey.pdf> (consulté le 22 mars 2016).

<sup>375</sup> Voir : WOLFINGER, R., « Why Political Machines Have Not Withered Away and Other Revisionist Thoughts », *Journal of Politics*, vol. 34, n° 2, University of Chicago Press, 1972.

Il est établi que le « rapport de clientèle » ou de « patronage » - « à savoir, un rapport de dépendance personnelle non lié à la parenté et qui repose sur un échange réciproque de faveurs entre deux personnes, le patron et le client qui contrôlent des ressources inégales »<sup>376</sup> est un phénomène très ancré dans l'histoire politique du continent latino-américain. Bien que ces « rapports » évoluent et se différencient en fonction du contexte historique et des caractéristiques socio-culturelles propres à chaque terrain, ils gardent des éléments constitutifs similaires : il s'agit bien d'une *relation personnelle* entre un patron – le *boss* – et un 'client' ; d'une *relation de réciprocité (d'échange)* de don et de contre-don ; d'une *relation de dépendance* entre deux personnes en position inégale ; et d'une *structure verticale* qui établit un système pyramidal complexe où « les clients seront à leur tour des patrons d'autres clients qui auront eux-mêmes leurs clients. Ainsi des pyramides et des chaînes de clientèle peuvent se développer. Les 'super-patrons' qui les contrôlent pourront former des alliances avec d'autres patrons (...) nous nous trouvons alors en présence de réseaux »<sup>377</sup>.

Les recherches de Javier Auyero sur les « reconfigurations » du phénomène clientéliste en démocratie sont un exemple fort intéressant. Il analyse cet univers complexe d'interactions sociales qui constitue les « réseaux de clientèle » à partir de la perspective du « client ». Par le biais de plusieurs enquêtes ethnographiques dans les banlieues pauvres de la région métropolitaine de Buenos Aires, il remet ainsi en question l'approche théorique classique sur le concept de « clientélisme politique » qui se concentre simplement sur le moment spectaculaire de l'échange « votes contre faveurs »<sup>378</sup>. D'après lui : « le clientélisme politique continue d'être l'une de ces images et récits simplificateurs qui obscurcissent plutôt que clarifient notre compréhension des pratiques et des représentations des groupes populaires »<sup>379</sup>. Il affirme qu'il ne faut pas chercher les pratiques clientélistes dans la simple « distribution d'aliments ou de boissons avant un acte politique ou une élection, mais

---

<sup>376</sup> MÉDARD, Jean-François. Rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique. *Revue française de science politique*, vol. 26, n°1, 1976. p.103. Disponible sur: [https://www.persee.fr/doc/rfsp\\_0035-2950\\_1976\\_num\\_26\\_1\\_393655](https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1976_num_26_1_393655) (consulté le 22 mars 2016).

<sup>377</sup> Médard, *op. cit.*, p. 1-14.

<sup>378</sup> « L'échange de 'faveurs contre votes' capte l'attention des analystes de différentes orientations politico-idéologiques dans leurs moments de plus grande spécularité (...). Mais ces moments extraordinaires, bien qu'ils soient certainement des expressions du clientélisme politique, sont loin de constituer leur noyau fondateur: les actes, les enjeux au sein des partis politiques, les actions collectives sont l'expression d'un phénomène social plus durable, plus persistant, plus quotidien. Je veux dire, les formes épisodiques et médiatiques du clientélisme ne doivent pas nous faire perdre de vue leurs formes plus routinières et méconnues, formes fondamentales pour comprendre non seulement comment le favoritisme politique opère mais pourquoi il dure malgré les critiques périodiques et les plaintes » (tda.). Voir AYUERO, Javier. *La política de los pobres : las practicas clientelares del peronismo*. Buenos Aires : Manantial, 2001. p. 15.

<sup>379</sup> « El clientelismo político continúa siendo una de esas imágenes y narrativas simplificadoras que oscurecen más que clarifican nuestra comprensión de las prácticas y representaciones de los grupos populares » (tda.). Voir : Auyero, *op. cit.*, p. 38.

dans le réseau de relations et de représentations culturelles construites quotidiennement entre les politiciens et les 'clients' »<sup>380</sup>. Ces « réseaux de relations et de représentations culturelles » dont parlait Auyero ont été soigneusement entretenus et reconfigurés dans le *conurbano bonaerense et carioca* suite à l'ouverture démocratique sur ces deux terrains.

L'expression « barons du conurbano » (« barones del conurbano ») fut créée lors des années 90, notamment par la presse argentine pour critiquer la perpétuation au pouvoir de certains « intendentes » (« maires ») péronistes - les maires des municipalités - de la région métropolitaine de BA<sup>381</sup>. Il est vrai que cette expression peut fausser l'analyse et « appauvrir » la complexité du phénomène, en rassemblant dans le même terme « barons », des « intendentes » aussi différents au niveau de leur gestion que de leurs idéologies et stratégies politiques au sein du péronisme. Cependant, quatre caractéristiques communes à ces « intendentes » confèrent une certaine légitimité au terme « barons » et dénotent des *reconfigurations* de la « machine politique » péroniste<sup>382</sup> présente dans le *conurbano* à cette époque.

La première caractéristique concerne la durée démesurée de perpétuation au pouvoir de certains « intendentes » membres du Parti Justicialiste<sup>383</sup> en démocratie. Le cas le plus emblématique est celui de Raúl Othacehé (« El Vasco »)<sup>384</sup> qui fut

---

<sup>380</sup> Auyero préfère donc parler d'un « univers social de résolution de problèmes grâce à une intervention politique personnalisée » (« universo social de resolución de problemas mediante la intervención política personalizada ») pour échapper des simplifications liées au terme « clientélisme politique ». Voir Auyero, *op. cit.*, p. 39.

<sup>381</sup> Le *conurbano* de Buenos Aires - un cordon avec plusieurs couronnes qui entoure la ville autonome de Buenos Aires - occupe à peine deux pour cent de la province de BA, mais en concentrant près de 70% de la population. Il est constitué de vingt-quatre municipalités : Lomas de Zamora, Quilmes, Lanús, General San Martín, Tres de Febrero, Avellaneda, Morón, San Isidro, Malvinas Argentinas, Vicente Lopez, San Miguel, José C. Paz, Hurlingham, Ituzaingo, La Matanza, Almirante Brown, Merlo, Moreno, Florencio Varela, Tigre, Berazategui, Esteban Echeverría, San Fernando y Ezeiza. Voir : INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA Y CENSOS (INDEC). *Qué es el Gran Buenos Aires?*. Buenos Aires : INDEC, 2005.

<sup>382</sup> Nous pouvons parler d'une « machine politique péroniste » qui ne se caractérise pas par la différence tranchée entre *machine politics* et *political machine* mais plutôt par une combinaison entre ces deux concepts. Voir : OTERO, Daniel. *El entorno : la trama íntima del aparato duhaldista*. Argentina : Nuevohacer, 1997 ; O'DONNEL, María. *El aparato : los intendentes del conurbano y las cajas negras de la política*. Argentina : Aguilar, 2005 ; SABINA, Frederic. *Malos políticos, buenos vecinos*. Argentina : Prometeu, 2005.

<sup>383</sup> Puis, plusieurs d'entre eux ont adhéré au « Front pour la Victoire » (« Frente para la victoria » - FPV), une alliance électorale argentine d'orientation Kirchneriste fondée en 2003 pour soutenir la candidature présidentielle de Néstor Kirchner, qui a été élu président de la Nation pendant la période 2003-2007. Son parti majoritaire est le Parti Justicialiste (Péroniste), mais il est aussi composé du « Parti Intransigeant » (« Partido Intransigente »), du « Grand front » (« Frente Grande ») et du « Parti Communiste » (Partido Comunista), ainsi que des forces politiques appartenant au radicalisme.

<sup>384</sup> Othacehé a été dénoncé par des organisations de défense des droits de l'homme pour persécution et harcèlement contre des opposants. En 2003, des organisations de défense des droits humains ont dénoncé Othacehé devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). Selon ces groupes, il était responsable des morts « douteuses des opposants politiques » et des « événements policiers brutaux » dans la municipalité de Merlo. Depuis 2010, il a été également l'objet d'une enquête par la Commission des droits de l'homme de la Chambre des députés et par le Service Paix et justice du Prix Nobel de la Paix Adolfo Pérez Esquivel dû aux revendications de différentes organisations non-gouvernementales pour des violations des droits de l'homme. En outre, il a été accusé en 2016 d'enrichissement illicite. Voir O'donnell, *op. cit.*, 2005, p. 159-194. Sur les accusations d'enrichissement illicite : NIELL, Paz Rodrigues. « Imputan por enriquecimiento ilícito a Raúl Othacehé, intendente de Merlo durante 24 años ». *La Nación*, Argentina : 23/08/2016. Disponible sur : <https://www.lanacion.com.ar/1930739-imputan-por-enriquecimiento-ilicito-a-raul-othacehe-intendente-de-merlo-durante-24-anos> (consulté le 22 mars 2016).

« intendente » de la municipalité de Merlo pendant 24 ans, entre 1991 et 2015. D'autres cas sont également représentatifs comme celui d'Alejandro Granados (connu également sous le pseudonyme « le shérif »)<sup>385</sup> qui fut « intendente » de la municipalité d'Ezeiza, tout d'abord entre 1995 et 2013 puis, depuis les élections de 2015 après son poste de Ministre de la Sécurité de la province de BA entre 2013 et 2015 lors du gouvernement de Daniel Scioli. Tel fut également le cas de Jesus Cariglino<sup>386</sup>, « intendente » de la municipalité de Malvinas Argentinas pendant 20 ans, entre 1995 et 2015. Dans la municipalité de la Matanza, deux alliés politiques ont construit leur ancrage territorial depuis 1999 : Alberto Balestrini et Fernando Espinoza<sup>387</sup>. Ici les *reconfigurations* font surtout référence aux stratégies politiques mises en place par ces « intendentes » : il ne s'agissait plus seulement de l'utilisation de la violence, de la coercition ou de la menace directe envers les opposants ou envers

---

<sup>385</sup> Alejandro Granados a été auparavant ultra ménémiste, ensuite duhaldista, il a su également se joindre au Kirchnerisme et, finalement, pour 2015, a négocié avec Cambiemos. Granados gouverne Ezeiza depuis 1995, à savoir, depuis la création-même de la municipalité. Ainsi, ses habitants ne connaissent pas d'autre maire et l'opposition n'a pas d'espace politique. En raison de sa manière personnelle (« personnalisme ») de gérer le pouvoir, l'opposition l'accuse d'administrer la municipalité « comme si c'était sa ferme ». Un autre opposant a souligné la façon dont Granados gère et manipule les problématiques liées à la sécurité qui est son cheval de bataille : « Nous vivons dans une municipalité plus ou moins sûre, oui, mais ce qui n'est pas sûr, c'est de dire que quelqu'un t'a volé, parce qu'il [Granados] te paie pour que tu ne le dénonces pas. C'est pourquoi les taux de criminalité sont très bas, car ils ne sont pas réels, nous avons de la délinquance comme partout ailleurs, mais ici c'est comme ça : ils te donnent ce que tu demandes et toi tu ne dis rien, tu ne dénonces rien ». C'est pourquoi Granados est connu dans le conurbano bonaerense sous le pseudonyme « le shérif ». Voir : PECORARO, Natalia. « Granados: el patrón menemista que tiene a Ezeiza en un puño ». *La Nación*, Argentina, 3/01/2012. Disponible sur : <https://www.lanacion.com.ar/1437048-granados> (consulté le 23 mars 2016).

<sup>386</sup> La gestion de Jesus Cariglino en tant que maire de la municipalité de « Malvinas Argentinas » fut caractérisée par plusieurs cas d'abandon (notamment, au sein du système de santé) et de violence institutionnelle vis-à-vis des habitants des communautés pauvres de la région. Certains de ces cas ont entraîné la mort des victimes, y compris des mineurs dû à des abus commis par les forces policières. Des cas de violence de genre ont également été réitérés lors des réponses violentes de la police contre les manifestants, notamment de femmes qui s'opposaient à l'administration de Cariglino. Dans l'une de ces manifestations, la police bonaerense a tiré contre une femme enceinte (qui a fini paraplégique). Des menaces de mort ont également été faites contre le principal nom de l'opposition, le candidat Leonardo Nardini. En raison de son autorité, Cariglino fut décrit comme « mafieux » et « fasciste ». Pendant son long séjour au pouvoir, Cariglino a accumulé un grand nombre de plaintes, à la fois politiques et judiciaires. Malgré ces arbitrariedades, le candidat de l'oppositio, Nardini, serait finalement élu en 2015, finissant avec deux décennies de gouvernement de Jesus Cariglino à Malvinas Argentinas. Voir : PIRES, Lucía. « Malvinas Argentina: Advirten que la justicia "encubre" la responsabilidad politica de Cariglino en la represion a vecinos ». *Agepeba*, Argentina, 16/06/2015. Disponible sur : <http://www.agepeba.org/2015/06/16/malvinas-argentinas-advirten-que-la-justicia-encubre-la-responsabilidad-politica-de-cariglino-en-la-represion-a-vecinos/> (consulté le 23 mars 2016).

<sup>387</sup> « Si l'on prend en compte le nombre d'habitants, La Matanza est la cinquième province du pays, mais dispose de ressources d'une municipalité. Elle aurait pu être une candidate parfaite pour mettre en place la division administrative en unités plus petites et dirigeables. Mais devant le flot incessant des votes, la logique de l'appareil péroniste' (« aparato peronista ») a prévalu sur l'idée d'offrir une meilleure qualité de vie aux voisins (« vecinos »). Depuis le retour à la démocratie, différentes lignes internes du Parti Justicialiste (PJ) ont réussi à se succéder dans un processus apparent de changement sans rupture. Cette dynamique « gatopardiste » a préservé l'intégrité de la municipalité et a permis une coexistence harmonieuse entre la politique et les 'affaires' » (tda.). Voir O'Donnel, *op. cit.* p. 197. Les gouvernements d'Alberto Balestrini, d'abord, et de Fernando Espinoza, ensuite, sont des exemples paradigmatiques de ce « changement sans ruptures » étant donné que le deuxième était, avant d'être maire lui-même, le chauffeur et la « main droite » du premier. Les deux sont des noms importants pour garder le « bastion péroniste » dans la municipalité la plus importante au niveau politique du conurbano. Cependant, le pair Balestrini-Espinoza n'a pas été épargné d'allégations de déficiences dans la gestion concernant la santé, le logement et le manque d'infrastructures, ainsi que les dénonciations de violence politique et de clientélisme.

la population locale mais de tirer profit des « ambivalences » du système représentatif démocratique<sup>388</sup> naissant pour ainsi instaurer un pouvoir personnel et quasi illimité.

La deuxième caractéristique concerne la nature socio-économique des municipalités gouvernées par ces « barons » : elles se distinguent notamment par des régions où le taux de concentration de la pauvreté<sup>389</sup> est très élevé. Les régions les plus pauvres du *conurbano bonaerense* ont toujours entretenu une relation de longue date avec le péronisme historique et sa doctrine « travailliste ». Ce n'est donc pas un hasard si la « machine politique péroniste »<sup>390</sup> n'a aucune force dans les municipalités riches du *conurbano* comme, par exemple, à Vicente Lopez et à San Isidro. Les *reconfigurations* font ici référence notamment à la relation historique de la politique péroniste avec ces territoires pauvres et leurs populations. Cette relation lors des années 90 a subi des changements importants à cause du processus de désindustrialisation du *conurbano* accompagné de l'augmentation de la pauvreté ainsi que de la diversification des marchés criminels. Bien que les liens entre les classes travaillistes et le péronisme soient encore présents dans le *conurbano*, d'autres liens moins « idéologiques » et davantage basés sur les « bénéfices immédiats » tirés de la condition de pauvreté et du crime se sont établis<sup>391</sup>.

Le troisième facteur est une conséquence directe des deux caractéristiques précédentes et a trait à l'émergence des « réseaux complexes de clientèle » survenus en réponse à ces reconfigurations lors de l'ouverture démocratique. Ces « réseaux » sont formés par de nouveaux acteurs qui acquièrent des rôles primordiaux pour le bon

---

<sup>388</sup> La nouvelle constitution de 1994 n'a pas changé le contenu de la « Ley Electoral de la provincia de Buenos Aires y Ley Orgánica de los Municipios » qui garantissait la réélection pour une durée indéterminée des maires, conseillers et législateurs dans le conurbano. Ce fut seulement en août 2016 qu'une nouvelle loi a été votée pour mettre fin à cette possibilité de rester au pouvoir indéfiniment. Voir : JORQUERA, Miguel. « El fin para la reelección indefinida ». *Página 12*, 18/08/2016. Disponible sur : <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-307172-2016-08-18.html> (consulté le 15 août 2016).

<sup>389</sup> L'indice de développement humain (IDH) de 2001 concernant la région métropolitaine de BA démontre cette relation entre pauvreté et permanence au pouvoir de ces « barons », étant donné que les municipalités les plus démunies sont également celles où les « barons » contrôlent les votes : d'un total de 135 municipalités qui composent la province de BA, La Matanza est au 121<sup>e</sup> du ranking avec l'IDH 0,826, Malvinas Argentinas est au 125<sup>e</sup> du ranking avec l'IDH 0,812, Merlo est au 128<sup>e</sup> du ranking avec l'IDH 0,802, Ezeiza est au 131<sup>e</sup> avec l'IDH 0,788 et José C. Paz est au 133<sup>e</sup> du ranking avec l'IDH 0,773. Voir : INFORME SOBRE DESARROLLO HUMANO EN LA PROVINCIA DE BUENOS AIRES 2004-2005. *Integración social de los jóvenes*. Buenos Aires: Fundación Banco de la Provincia de Buenos Aires, marzo 2005. Disponible sur : [http://hdr.undp.org/sites/default/files/argentina\\_buenos\\_aires\\_2004\\_2005\\_sp.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/argentina_buenos_aires_2004_2005_sp.pdf) (consulté le 23 mars 2016).

<sup>390</sup> Voir : Auyero, *op. cit.*, 2001 ; O'donnell, *op. cit.*, 2005 ; Sabina, *op. cit.*, 2005.

<sup>391</sup> « (...) une appréciation croissante de la politique de voisinage ou des 'réseaux informels de voisinage' démontre la capacité d'adaptation et de subsistance du péronisme au tournant néolibéral des années 90. Les raisons pour lesquelles cette valorisation s'est produite ne sont pas les mêmes pour Auyero et pour Levitsky. Alors que pour Auyero le 'clientélisme s'est élargi davantage dû à la pauvreté croissante et l'exclusion que pour la valorisation de l'activité politique et du débat idéologique' - propres des époques antérieures - pour Levitsky cette 'politique entrepreneuriale' - 'fondée sur l'échange matériel - aurait surgi pour remplacer des liens syndicaux et idéologiques entre militants et partis'. Malgré les divergences indiquées, les auteurs partagent l'avis que, dans les années 90, il y aurait eu une perte de liens idéologiques et même d'un engagement personnel dans l'activité politique. Comme la politique médiatique, la politique des réseaux informels - qu'ils soient de clientèle ou entrepreneuriaux - est perçue comme un moyen de capturer des adeptes: superficiel, non-idéologiques, visuel, éphémères et non-engagés; bref, d'un symptôme de dévaluation de la politique ». (tda.) Sabina, *op. cit.*, 2005. p. 72-73.

fonctionnement de la « machine politique » péroniste tels que les conseillers municipaux, les référents des quartiers – appelés « punteros »<sup>392</sup> -, les représentants du pouvoir judiciaire – les « fiscales » et les chefs de la police bonaerenses – les « porongas »<sup>393</sup>. Le « puntero » joue un rôle essentiel au sein de ces « réseaux » car il est l'intermédiaire entre la population locale et le pouvoir politique. Il « tisse » les relations entre les « patrons » et les « clients », en visant la « résolution des problèmes quotidiens » dont parle Auyero. Cela fonctionne

« grâce aux connexions personnelles que les 'punteros' entretiennent avec des fonctionnaires municipaux ou provinciaux, qui permettent de toucher à des ressources étatiques. C'est une réalité que de tels personnages obscurs existent dans le monde politique, où ils prennent en charge les sales besognes – qu'il s'agisse d'assurer la sécurité lors d'un événement, de 'mettre la pression' à un dirigeant, de gérer le trafic de drogues ou encore d'organiser la violence collective en ce qui concerne les 'hooligans' »<sup>394</sup>.

Le quatrième facteur met en lumière les ambivalences propres à la « machine politique » péroniste à l'aune du phénomène des « barons » : si, d'un côté, elle a révélé le visage violent de la façon de faire de la politique dans le *conurbano* qui rappelle celle des « caudillos historiques », d'un autre côté, elle a rendu possible un minimum de « justice sociale » - la distribution directe des ressources (aliments, médicaments, emplois...) - dans ces territoires pauvres<sup>395</sup>.

---

<sup>392</sup> « Le 'puntero' et les prêtres sont les seuls auxquels les pauvres peuvent s'adresser. Les gens des banlieues, parfois, quand ils ont besoin d'une tombe parce que leur grand-mère est morte, s'adressent au prêtre ou au 'puntero' local. Ainsi, lorsque l'on pose la question 'comment éliminer le puntero?', je réponds : d'accord, certaines choses sont manipulées et même arbitraires, mais qui va les remplacer ? L'État va-t-il les remplacer ? Or, l'État arrive juste à travers les 'punteros'... parfois, quand une rue est réaménagée ou des égouts sont mis, celui qui garantit que les machines de l'État entrent est le 'puntero'. Plus qu'une absence de l'Etat, dans le conurbano, il y a une présence illégale et arbitraire de l'État, à travers le 'puntero', la police et les marchés illégaux, qui sont en connivence avec les maires ». (tda.) Voir entretien avec Rodrigo Zarazago : LARRAQUY, Marcelo. « En el conurbano, al único que pueden acudir los pobres es al cura o al puntero ». Clarín, 21/02/2016. Disponible sur : [http://www.clarin.com/opinion/Zarazago-CIAS-pobreza-ONGs-punteros\\_0\\_1526847345.html](http://www.clarin.com/opinion/Zarazago-CIAS-pobreza-ONGs-punteros_0_1526847345.html) (consulté le 23 mars 2016).

<sup>393</sup> En argot, le mot « poronga » sert à la fois à indiquer qui est le chef des prisonniers en prison et à indiquer qui est le chef d'une ligne au sein de la police. Nous verrons la relation clientélisme-pouvoir répressif-violence plus en détail par la suite.

<sup>394</sup> « Gracias a los contactos personales que los punteros tienen con funcionarios municipales o provinciales y que permiten el acceso a recursos del Estado. Ciertamente es que en el universo de la política existen estos personajes oscuros, que realizan el trabajo sucio de la política - desde la seguridad en un acto hasta el 'apriete' a un dirigente, desde el tráfico de drogas hasta la organización de la violencia colectiva en el caso de los 'barrabravas' ». (tda.) Voir : AUYERO, Javier. *Clientelismo político : las caras ocultas*. Buenos Aires : Capital Intelectual, 2004. p. 17.

<sup>395</sup> D'après Auyero, « Le clientélisme est nourri par la violence structurelle. Autrement dit, sa persistance, sa croissance et sa vitalité incontestées au cours de la dernière décennie doivent se situer dans le contexte de l'explosion du chômage et de la pauvreté, une explosion qui jette des millions de citoyens dans des conditions d'extrême vulnérabilité. Dans ce contexte, le clientélisme est, sans aucun doute, une forme de contrôle politique. (...) Par ailleurs, le clientélisme est l'un des moyens prédominants par lesquels les démunis résolvent leurs problèmes de survie quotidienne (de l'obtention de nourriture et de médicaments à un emploi public ou à une allocation chômage). Il est vrai que, dans les territoires d'exclusion réelle où vivent la plupart des soi-disant clients, ces ressources signifient dans de nombreux cas, la différence entre la vie et la mort et, par conséquent, le degré de liberté sur lequel

Ces changements politiques ont émergé lors du processus de démocratisation et coïncident avec l'arrivée au pouvoir d'Eduardo Duhalde en 1991. En effet, Duhalde a ancré son pouvoir dans le *conurbano bonaerense* au côté de son épouse, Hilda « Chiche » Duhalde, grâce au soutien politique des « barons » et à la mise en place de plusieurs programmes sociaux qui étaient financés par les « Fonds de Réparation Historique »<sup>396</sup> du *conurbano*, notamment le « Plan Vida » également connu sous le nom de « manzaneras ». Le « Plan Vida » était un programme social de distribution d'aliments de grande ampleur mis en place en 1994 par Chiche Duhalde lorsqu'elle était à la tête du « Conseil Provincial de la Famille » (« Consejo Provincial de la Familia »)<sup>397</sup>. Ce programme s'appuyait sur l'aide de femmes bénévoles – les « manzaneras »<sup>398</sup> – choisies par leurs propres « voisins » de quartiers en tant que représentantes politiques. Elles s'occupaient notamment de la distribution du lait, des céréales et des œufs à des enfants de moins de 6 ans et à des femmes enceintes issues des régions les plus pauvres – celles dont les « besoins fondamentaux [étaient] non satisfaits » - inscrites dans la « Carte de la Pauvreté » (« Mapa de la Pobreza »). Le système des « manzaneras » a donc posé les bases du « duhaldisme » qui s'est ainsi constitué par la combinaison de l'assistancialisme direct avec également l'injection directe de fonds publics. Ainsi, bien que les stratégies politiques qui leur sont propres naissent au sein de la « machine péroniste » elles se sont émancipées, en instaurant un « appareil » qui répondit à ces *reconfigurations* survenues lors des années 90.

---

ils comptent, diminue considérablement. Mais ces derniers, les clients, sont loin d'être des acteurs passifs dans un drame qui leur est dicté de l'extérieur, ils sont loin d'être des automates qui répondent par leur présence à un acte ou un vote à chaque fois qu'ils ont une faveur ou qu'ils reçoivent un don ». Voir : Auyero, *op. cit.*, 2004. p. 17.

<sup>396</sup> « Grâce à sa propre négociation en tant que vice-président de la nation, Eduardo Duhalde a géré le 'Fonds de réparation historique du *conurbano bonaerense*' ('Fondo de Reparación Histórica del Conurbano Bonaerense'). Avec des ressources provenant de la participation fiscale fédérale, il réclamerait pour Buenos Aires - la province qui proportionnellement recevait le moins - une compensation. Le *conurbano bonaerense* était le territoire vers où des millions de migrants d'autres provinces en Argentine ont été attirés dû à l'expansion industrielle orientée pour le marché interne entre les années 40 et 70. On sait peu de choses sur la distribution effective des 700 millions de pesos par an du 'Fonds', bien que dans la zone étudiée, le sud du Grand Buenos Aires, il a été traduit en : éclairage public, égouts et équipements communautaires, pavage d'avenues, accès secondaire et le soi-disant accès aux quartiers, aux écoles et aux unités sanitaires, ce qui justifierait l'investissement dans les infrastructures dans les quartiers les plus ségrégués et dans les bidonvilles ('villas') ». (tda.). Voir Sabina, *op. cit.*, p. 82.

<sup>397</sup> L'origine de ce Plan remonte à l'époque où Eduardo Duhalde était maire de la municipalité de Lomas de Zamora (de 1974 à 1976 et de 1983 à 1987). Avec lui, en tant que Secrétaire de la Santé et de l'Action Sociale, il y avait le chef de la Chambre des députés de la province, Osvaldo Mércuri. Ils ont mis en place un système d'aide alimentaire dans les régions les plus misérables du *conurbano*. Vers 1983, il a été définitivement consolidé, avec le nom de « Plan Alimentaire Municipal » (PAMU). Il s'agissait essentiellement de fournir de la nourriture (légumes, lait et œufs) aux personnes les plus démunies, en accordant une attention particulière aux femmes enceintes et aux enfants. La particularité de ce plan était le fait que ceux qui dirigeaient ce travail de distribution d'aliments n'étaient pas des « punteros » péronistes, mais des entités de bien public et des gens avec une reconnaissance de voisinage, comme, par exemple, des prêtres de paroisse.

<sup>398</sup> Chaque femme attachée au projet Plan Vida est responsable de quatre « manzanas ». Chaque « manzana » en Argentine correspond à un pâté d'hameau.



Au Brésil, les « barons » et leurs « médiateurs politiques » – connus sous le terme « cabos eleitorais » - sont moins fidèles à un parti politique<sup>399</sup> qu'en Argentine. Les « rapports de clientèle » brésiliens et leurs *reconfigurations* s'établissent donc autour des « machines politiques » qui sont garants de la continuité des privilèges des « barons » locaux. À cet égard, ces derniers cherchent toujours la « stabilité politique », autrement dit, le maintien d'une bonne entente avec le pouvoir central, indépendamment de la couleur politique du parti – gauche, centre ou droite - ou du type de régime – démocratique ou autoritaire - auquel ils appartiennent.

Lors de l'ouverture démocratique, des *reconfigurations* au sein de ce « système essentiellement gouverniste » concernant les « rapports de clientèle » ont émergé afin de rétablir la « stabilité » dans une période de « changement » et de « renouvellement » politique. Le cas des « barons de la *baixada fluminense* » à RJ en est emblématique. L'expression « barons » fait d'abord référence aux « seigneurs des moulins à sucre » (« senhores de engenho ») qui étaient nombreux dans la région de la Baixada lors de la période coloniale et, qui par la suite, avec l'avènement de la république, ont dû s'adapter au système « coroneliste »<sup>400</sup> émergent.

La région de la « Baixada Fluminense »<sup>401</sup> (littéralement la « plaine fluviale »), une vaste zone qui prolonge Rio de Janeiro vers l'ouest, dans la direction de São Paulo, est donc héritière de ce système oligarchique de pouvoir et des « rapports de clientèle » qui en découlent. Ces « rapports » ont subi des changements importants

---

<sup>399</sup> L'expression pour nommer la dynamique propre aux « négociations » entre candidats et partis politiques avant les élections au Brésil s'appelle la « danse des partis ». Les candidats mettent « à vendre » comme dans un bureau d'affaires leurs « enclos électoraux » et reçoivent en échange une proposition des partis politiques intéressés. Ils choisissent donc les partis en fonction de ceux qui leur offrent plus de privilèges et de bénéfices économiques.

<sup>400</sup> « Le pouvoir privé quasi absolu des grands propriétaires terriens s'est affaibli à mesure du déclin de la valeur économique de leurs terres. En même temps, le District Fédéral, représentant la plus grande visibilité de la sphère du pouvoir public, traitait ses relations conflictuelles avec les dirigeants politiques de Rio de Janeiro, et les deux, à leur tour, s'intéressaient de plus en plus aux votes ruraux que la région de la Baixada offrait pour rendre viable de nouvelles formes de légitimation du pouvoir. Ainsi, les maîtres rebelles de l'époque coloniale, qui exerçaient le droit et le gouvernement dans un système esclavagiste et patriarcal, cédaient la place aux 'colonels', leaders d'un système rural en déclin et avides des avantages du pouvoir central, même si cela signifiait la perte de leur autonomie ». Voir ALVES, José Cláudio Souza. *Dos Barões ao Extermínio : Uma história da violência na Baixada Fluminense*. Duque de Caxias, Rio de Janeiro : APPH, CLIO, 2003. p. 78-79.

<sup>401</sup> José Cláudio Souza Alves adopte une définition de la « Baixada Fluminense » basée sur la relation entre l'histoire de violence et les taux élevés d'homicides dans la région. D'après lui, certains facteurs expliquent cette relation : « la domination des 'senhores de engenho' (les anciens maîtres de propriétés de plantations de canne à sucre) et la construction d'un pouvoir politique public local; les relations de violence de ces 'senhores' avec les quilombos ('lieux de résistance des esclaves) et la décadence de la région; la réincorporation urbaine de la Baixada en périphérie et la restructuration politique locale, à partir des années 30; tous ces sujets finissent par décrire l'histoire des multiples formes de ségrégation et de domination auxquelles différents secteurs sociaux ont été soumis: esclaves, pauvres non-esclaves, petits propriétaires fonciers, travailleurs ruraux, locataires, travailleurs urbains, électeurs, noirs et mineurs, les principales victimes des exécutions sommaires, les groupes politiques vaincus sous fortes menaces, population en situation d'abandon par l'État, entre autres. (...) ». Ainsi « la formulation d'une histoire de Baixada Fluminense sur les relations de pouvoir, notamment dans la construction de l'État, permet d'opérer une analyse plus détaillée des formes instrumentales de la violence, au sens large, et permet d'identifier les ruptures, les continuités, les dynamiques sphères économiques, culturelles et sociales ». Voir Alves, *op. cit.*, p. 20.

depuis les années 30<sup>402</sup> dûs au rapide processus d'urbanisation, à la concentration démographique croissante issue des vagues de migration interne venues du Nord-Est du pays et, par conséquent, au potentiel électoral de cette « masse urbaine » émergente qui s'est établit dans cette région après la « révolution » de 1930.

La trajectoire politique de Tenorio Cavalcanti<sup>403</sup> – qui a fait coïncider un « antipopulisme-conservateur » au niveau national avec un « clientélisme-personnaliste » au niveau local auprès de la population pauvre de la Baixada - est emblématique et met en relief les caractéristiques propres du clientélisme brésilien. L'appartenance à un parti politique au niveau national – dans le cas de Tenório Cavalcanti, élu député fédéral de l'État de Rio de Janeiro par l'« União Democrática Nacional » (UDN)<sup>404</sup> – ne remet pas en question les « fidélités » à l'égard des « barons » issus d'autres partis et/ou idéologies politiques au niveau local ni, donc, les négociations qu'il faut instaurer afin d'assurer leurs « currais eleitorais »<sup>405</sup> (« enclos électoraux »). En effet, Tenório Cavalcanti, conscient de la montée en puissance de la « machine politique » du « Partido Trabalhista Brasileiro » (PTB) et, par conséquent, du « vote à gauche » de la population de la Baixada vers la fin des années 50, a également entrepris un « tournant à gauche » dans son programme politique. De telle sorte que les slogans qu'il a adoptés - la réforme agraire, le combat contre l'impérialisme et le soutien aux manifestations et aux mouvements des ouvriers et des

---

<sup>402</sup> « Avec le vote universel post-1930, le coronelismo s'impose dans la Baixada. D'une part, les dirigeants locaux qui dirigent les troupes des électeurs; de l'autre, la situation politique dominante dans l'État, qui dispose de la trésorerie, des emplois, des faveurs, de la police, et enfin des ressources qui garantissent la pérennité du pouvoir local. C'est là où la faveur et la violence seront simultanément employées dans le contrôle des dépendants, dans la conviction des récalcitrants, et dans la destruction des ennemis. D'où la valeur croissante que vont avoir les délégués et les sous-délégués de la police, en tant que fournisseurs de services d'Etat aux coreligionnaires municipaux. Ils seront employés pour menacer l'opposition, masquer la persécution des ennemis politiques, nier les faveurs et empêcher les droits politiques des opposants ». Voir Alves, *op. cit.*, p. 80.

<sup>403</sup> Connue également sous le pseudonyme l'« homme du manteau noir » car il portait toujours un manteau et un chapeau noir. Les « cabos eleitorais » l'appelaient « le roi de la Baixada » et ses ennemis « le député tireur ». En 1954, il fonde le journal « Luta Democrática », qu'il utilisera comme outil de propagande politique, notamment pour attaquer des adversaires et des opposants politiques, parmi lesquels Getúlio Vargas. Le journal, avec un fort attrait sensationnaliste, est devenu le troisième plus grand à Rio de Janeiro dans les années 60. Tenório portait toujours une mitraillette MP-40 fabriquée en Allemagne, qu'il appelait « Lurdinha », pour terroriser ses ennemis. Le film « O homem da capa preta » de Sérgio Rezende tisse un portrait réaliste de la vie de Tenório Cavalcanti. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=XjrI-cEtVDI> (consulté le 23 mars 2016).

<sup>404</sup> L'Union Démocratique Nationale (UDN) était un parti politique brésilien fondé le 7 avril 1945, frontalement opposé à la politique et à la figure de Getúlio Vargas et d'orientation conservatrice. Sa devise était « le prix de la liberté est la vigilance éternelle » et son symbole était une torche allumée. L'« udenisme » a été caractérisé par la défense du libéralisme classique et de la moralité, et par la forte opposition au populisme. En outre, certains de ses drapeaux ont été l'ouverture économique du capital étranger et la valorisation de l'éducation publique. Le parti avait un fort soutien des classes moyennes urbaines et de certains secteurs de l'élite.

<sup>405</sup> Le « curral eleitoral » (« enclos électoral ») est une expression qui indique une région où un seul homme politique entretient une très grande influence, et cela par le biais de moyens arbitraires. L'origine de l'expression se réfère au moment où le vote était ouvert au Brésil, ce qui rendait possible tous les types de contrôle et menaces par les colonels, en limitant alors le droit au libre choix des électeurs. Ils envoyaient des hommes à main aux bureaux de vote, afin d'intimider directement les électeurs. Ainsi, les régions politiquement contrôlées par les colonels étaient connues pour être des « currais eleitorais ». Dans ces endroits, le colonel offrait aux habitants du travail, de l'argent, du logement, en échange de voter pour lui ou pour son candidat.

paysans de la région - allaient à l'encontre des principes de l' « UDN », sans que cela ne l'empêche de les défendre à grand bruit afin d'assurer son « enclos électoral ».

La relation historique entre les « rapports de clientèle » et la violence dans la région a également subi d'importantes transformations lors des années 50. Elles se traduisent par le passage d'une domination politique oligarchique propre au « coronelisme » et accolée à un milieu rural, vers une domination basée sur le clientélisme, le personnalisme violent et la dispute électorale, apanage d'un milieu plutôt urbain<sup>406</sup> :

« Tenório incarne cette violence qui s'auto légitime en prétendant accéder au camp politique, à un moment où celui-ci était en pleine restructuration, en raison des transformations sociales qui étaient en cours. En se situant au même niveau que l'appareil répressif qu'incarnait la police locale, la sauvegarde de son projet tenait à plusieurs facteurs, parmi lesquels on peut mentionner sa capacité d'action et de réaction violente, ainsi que sa renommée nationale, obtenue en tant qu'homme politique. L'association de ces deux éléments a laissé une trace indélébile sur la région de la Baixada où, encore aujourd'hui, l'association entre la violence et la politique semble être immuable. Cette association existait déjà lors de la consolidation des groupes d'extermination des années 60 »<sup>407</sup>

Tenório s'est donc imposé en gérant la violence et en offrant une protection, très importante pour la population qui venait d'arriver du nord-est du pays, qui manquait de tout, y compris de sécurité. Le contrôle des hommes armés s'est avéré utile pour accroître leur prestige et élargir ainsi leur réseau de relations. Pendant l'interrègne dictatorial les militaires ont établi un contrôle autoritaire direct sur les

---

<sup>406</sup> Il est intéressant d'analyser les différences décrites par Murilo de Carvalho entre les concepts de « coronelismo », « mandonismo » et « clientelismo ». D'après Carvalho, le coronelismo était un système politique national qui a existé au cours de la vieille République et était fondé sur la négociation entre le gouvernement et les colonels locaux. Il se réfère à l'existence de structures de pouvoir oligarchique locales. Le Boss, la tête, ou même le colonel en tant qu'individu, est celui qui, en raison du contrôle d'une ressource stratégique, normalement la possession de la terre par le biais des grandes propriétés foncières, exerce sur la population un pouvoir personnel et arbitraire qui l'empêche d'accéder librement au marché et au choix politique. Le 'coronelisme' serait seulement un moment du 'mandonismo', exactement celui dans lequel le colonel commença à perdre de la force et dût se rapprocher du pouvoir central. Le clientélisme a toujours existé. C'est une caractéristique du coronelismo, comme le patronage. En général, le clientélisme indique un type de relation entre les acteurs politiques qui implique l'octroi d'avantages publics, sous la forme d'emplois, d'avantages fiscaux, d'exemptions, en échange d'un soutien politique, notamment sous forme de vote. Le clientélisme serait alors un attribut variable des systèmes macro-politiques et pourrait contenir plus ou moins de favoritisme dans les relations entre les acteurs politiques. Il n'y a aucun doute que le coronelismo, au sens systémique proposé ici, implique des relations d'échange de nature clientéliste. Mais encore une fois, il ne peut pas être identifié avec le clientélisme, qui est un phénomène beaucoup plus large. Voir : CARVALHO, José Murilo de. Mandonismo, Coronelismo, Clientelismo: Uma Discussão Conceitual. *Dados*, vol. 40, no. 2, Rio de Janeiro, 1997.

<sup>407</sup> « Tenório é a encarnação da violência que se legitima pela pretensão de entrar num campo político que se reestruturava a partir das mudanças sociais que experimentava. Pondo-se no mesmo nível do aparato repressivo formado pela polícia local, a perpetuação do seu projeto dependeu de vários fatores, entre eles o seu poder de ação e reação violenta, e a projeção nacional do seu nome, via conquistas políticas. A combinação desses elementos marcará para sempre a história política dessa região até os dias atuais, e a associação entre política e violência se perpetuara na Baixada como uma característica imutável. Ela estará presente na consolidação dos grupos de extermínio dos anos 60 » (tda.). Voir Alves, *op. cit.*, p. 92.

« machines politiques » de la région. La population de la Baixada ne reprit le « vote à gauche » que lors des premières élections libres de 1982<sup>408</sup>. Le Parti Travailleuse Brésilien (« PTB ») et son candidat pour le gouverneur de l'État de RJ, Leonel Brizola, représentaient donc un pari sur les réformes et les changements de bases sociales qui avaient été ruinées pendant le régime d'exception.

La « machine politique » de la « vague travailliste » s'est étendue tout au long des années 80 jusqu'au début des années 90, en instaurant des *reconfigurations* au sein des « rapports de clientèle » : si, d'un côté, les pratiques du « brizolisme » rappellent celles du « populisme historique getuliste »<sup>409</sup>, d'un autre côté, elles s'adaptent au contexte d'ouverture démocratique caractérisée par de nouvelles demandes sociales qui visaient à combler l'abandon de l'État central, tout en négociant avec certains représentants des anciens modèles violents de domination oligarchique locale. Le « brizolisme » a donc mis en place une « machine politique » ambivalente qui a fait cohabiter l'assistentialisme populiste historique, l'alliance avec de nouveaux référents politiques locaux et la négociation avec les secteurs liés aux anciennes stratégies de « domination oligarchique » de la région.

Au début des années 90, la « vague travailliste » - historiquement liée à des principes plus proches de la gauche classique - a été supplantée par une « vague » représentée par l'ensemble des forces politiques de centre-droite, droite et conservateurs (PL, PFL, PDS, PPB, etc.) – qui se sont rapprochées des principes « néolibéraux » de marché - regroupées majoritairement au sein des deux principaux partis, le « Parti de la Social Démocratie brésilienne » (« PSDB ») et le « Parti du Mouvement Démocratique Brésilien » (« PMDB »). Les deux principaux noms politiques qui prônaient ce projet dans l'État de RJ étaient Marcello Alencar<sup>410</sup> en tant

---

<sup>408</sup> Le « phénomène Brizola » a en réalité réalisé une « *estadualização* » des élections, autrement dit, en souhaitant élire Leonel Brizola au gouvernement de l'État de Rio de Janeiro, environ 50% de l'électorat de la Baixada a également décidé de voter pour les autres candidats du 'Partido Democrático Trabalhista (PDT)'. Voir Alves, *op. cit.*, p. 108.

<sup>409</sup> Le populisme getuliste s'est produit dans la période historique de 1930 à 1964 et a été associé au mouvement civilo-militaire de 1930, lorsque Getúlio Vargas a assumé l'État, soutenu par la bourgeoisie régionale et par les secteurs militaires (« tenentistas »). Dès lors, une recomposition politique a eu lieu parmi les oligarchies locales, réduisant le pouvoir politique de São Paulo et de Minas Gerais et centralisant le pouvoir dans l'État. Cette ligne Getulista a été consolidée avec le coup d'État de 1937 et l'installation de l'État Nouveau (« Estado Novo »). L'État de Vargas s'est appuyé sur les masses urbaines qui se sont élargies avec le processus d'industrialisation du pays. Ainsi, la politique getuliste a renforcé le lien entre les syndicats et l'État, en faisant plusieurs concessions et garanties de travail.

<sup>410</sup> Il a démarré sa carrière politique pendant la dictature au sein du MDB. Plus tard, avec l'ouverture démocratique, il s'est rallié au PDT, mais en 1993, après un désaccord politique avec Leonel Brizola, il a rejoint le PSDB avec son groupe politique. Il a gagné les élections pour le gouvernement de l'État de RJ en 1994. En tant que gouverneur il a mis en place le 'Via Light', a étendu les lignes 1 et 2 du métro, l'étendant à Copacabana et Pavuna. En rompant avec son projet « travailliste » au sein du PDT, il a privatisé une série d'entreprises publiques comme le CERJ (Société nationale d'électricité de Rio de Janeiro), BANERJ (Banque d'État de Rio de Janeiro), CONERJ, CEG (Société gazière de l'État de RJ), Flumitrens et même le Metro et également CTC-RJ (Société de Transport collectif de l'État de Rio de Janeiro). L'un des thèmes les plus importants de son gouvernement était la sécurité publique. L'unification des Secrétariats de la Police Civile et Militaire promue par le Général Euclimar Lima da Silva, qui dirigeait le

que gouverneur et César Maia<sup>411</sup> en tant que maire de la ville de RJ. Lors de leurs gouvernements, les « barons » locaux ont trouvé une voie ouverte et directe de négociation, en récupérant à leur tour certaines pratiques politiques bâties sur le binôme clientélisme et violence, tout en diffusant un discours de « modernisation » et de « développement » de la *Baixada* qui était prôné par cette « vague néolibérale ». Plusieurs projets de privatisation à grande ampleur ont été mis en place pendant le gouvernement Marcello Alencar grâce à la promulgation de la loi qui a créé, en novembre 1995, le « Programme de Privatisation de l'État »<sup>412</sup> (« Programa Estadual de Desestatização »). Dans ce cadre, en visant le potentiel électoral de la *Baixada*, plusieurs projets y ont été proposés, comme le « *Baixada Viva* »<sup>413</sup>, *reconfigurant* ainsi les « rapports de clientèle » avec les « barons » locaux, afin de garantir au niveau de l'État les « votes » indispensables issus de leurs « enclos électoraux ».

Deux « barons de la *Baixada* » ont été indispensables pour assurer la victoire de la « machine politique » de la « vague néolibérale » dans la région : Jorge Júlio Costa dos Santos (« Joca »), maire de la municipalité de Belford Roxo<sup>414</sup> entre 1992 et 1995<sup>415</sup> et José Camilo Zito dos Santos (« Zito ») maire de la municipalité de Duque de Caxias<sup>416</sup> entre 1997 et 2004. Chacun, à sa manière, a ancré son pouvoir personnel, en réactivant des pratiques politiques violentes<sup>417</sup> et, en les combinant avec le discours de « modernisation » de la région diffusé depuis le gouvernement de l'État mais qui se

---

Secrétariat de la Sécurité Publique durant son gouvernement, et l'achat de matériel – armes, voitures, hélicoptères – pour renforcer l'efficacité de la police de Rio de Janeiro ne furent pas en mesure d'abaisser le taux de violence et des enlèvements dans la ville. Mécontent, le gouverneur a exonéré Euclimar Lima, en nommant le général Nilton Cerqueira, connu pour avoir été à la tête des principales opérations contre les opposants au régime militaire (y compris celle qui a entraîné la mort du militant Carlos Lamarca), pour occuper son poste.

<sup>411</sup> César Maia a démarré sa vie politique au sein des partis de gauche comme le Parti Communiste Brésilien (PCB) entre 1974 et 1981 puis, le Parti Démocratique Travailleiste (PDT) entre 1981 et 1991. En 1991, après des désaccords avec Brizola, il a rejoint le PMDB au sein duquel il a été élu maire de Rio en 1992. Sa première administration (1992-1996) a été marquée par la réalisation de plusieurs œuvres dont Rio-Cidade, Favela-Bairro et Linha Amarela, toutes sur-facturées. En 1996, César Maia a rejoint le Parti du Front Libérale (PFL), en réalisant un vrai tournant à la droite entre 1996 et 1999. L'année suivante, Maia a disputé et conquis pour la deuxième fois la ville de Rio de Janeiro, cette fois-ci à nouveau par le PTB. Puis, de retour dans le PFL, il a été réélu en 2004 au premier tour pour remplir son troisième mandat à la tête de la mairie de RJ. En mai 2018, lorsqu'il remplissait ses fonctions en tant que conseiller municipal pour le DEM (nouveau-PFL), ses droits politiques ont été suspendus par la justice pendant huit ans. Condamné par improbité administrative, il a dû également rembourser les caisses publiques de 3,3 millions de reais.

<sup>412</sup> Voir Loi N° 2470, de 28 novembre 1995. Disponible sur : <http://alerjln1.alerj.rj.gov.br/contlei.nsf/c8aa0900025feef6032564ec0060dfff/0c4a3091bb1c4b94032564f800535df8?OpenDocument> (consulté le 24 mars 2016).

<sup>413</sup> « *Baixada Viva* » était l'un des axes d'un programme d'investissement plus large (400 millions de reais) d'assainissement et d'urbanisation dans la *Baixada Fluminense* prévu par le gouverneur de Rio, Marcello Alencar (PSDB), pour structurer un bastion électoral et, donc, chercher à être réélu aux élections de 1998.

<sup>414</sup> L'émancipation de trois grands quartiers de la ville de Nova Iguaçu – Belford Roxo, Queimados et Japeri – a permis la redistribution du pouvoir entre les groupes qui consolidaient leur pouvoir sur le binôme clientélisme-violence. Belford Roxo est devenu par la suite la troisième municipalité la plus peuplée de la *Baixada Fluminense*.

<sup>415</sup> Il a été assassiné en juin de 1995 dans une tentative de vol (certains parlent aussi de crime politique mais cela n'a pas été avéré).

<sup>416</sup> Duque de Caxias est la ville la plus peuplée de la *Baixada Fluminense* : en 1991, 667.821 hab. ; en 1996, 712.145 hab. ; en 2000, 775.456. Voir « Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE) », Disponible sur : <https://cidades.ibge.gov.br/brasil/rj/duque-de-caxias/panorama> (consulté le 24 mars 2018).

<sup>417</sup> Nous verrons lors du prochain point les reconfigurations concernant plus précisément la relation clientélisme-violence-pouvoir répressif.

traduisait localement par la mise en place des « centres sociaux communautaires » (« centros sociais comunitários »<sup>418</sup>), à savoir, des centres de résolution de problèmes quotidiens de la population locale, en échange de soutien politique.

Joca a tout d'abord construit son pouvoir dans la région, en établissant un lien durable entre la politique et le crime : il était à la tête d'un groupe responsable de la réception de produits volés (« aparas »<sup>419</sup>) de camions de cargaison qui ensuite étaient revendus moins chers aux commerçants locaux qui leur payaient également une taxe de « protection »<sup>420</sup>. Ces commerçants - certains sous menace<sup>421</sup> - ont soutenu politiquement sa candidature pour le Parti Libéral (« PL ») au conseil municipal de Nova Iguaçu en 1988.

Lors de son mandat en tant que conseiller municipal, c'était l'image d'un leader charismatique, capable de résoudre les « problèmes quotidiens » de la population locale que Joca a voulu donner. Lorsqu'il était conseiller, il s'est servi de la « machine politique » de la mairie et de son influence politique pour créer un « centre social communautaire », connu sous le nom de « Piscine du Joca », qui distribuait des sacs de nourriture, des jouets, des médicaments outre fournir des services de santé gratuits, des cours de formation, la sécurité et réaliser, entre autres, des travaux de revêtement des rues.

Cela a porté ses fruits et, lors des élections de 1992, lorsqu'il se porta candidat à la mairie de Belford Roxo, pour laquelle il a également mené la lutte pour l'émancipation dans cet ancien quartier de la municipalité de Nova Iguaçu, il obtint 65% des votes. La population de Belford Roxo considérait Joca comme une sorte de « sauveur », comme quelqu'un qui connaissait bien la réalité misérable et violente de

---

<sup>418</sup> L'assistanat politique, sous ses différentes formes, est une marque récurrente dans les pratiques électorales à travers l'histoire du Brésil. Dans l'État de Rio de Janeiro, depuis les années 1990, l'initiative a pris un format très précis à travers les soi-disants centres sociaux - des institutions financées par des politiciens basés sur le bien-être et axées sur la prestation de services à la population locale. Les coûts financiers des centres sociaux n'intègrent jamais les comptes de ces candidats, forts dans l'indépendance supposée des sphères. En général, parce que ce sont des structures sans forme définie (la plupart n'ont pas de CNPJ ni d'insertion formelle) ne souffrent d'aucun type de supervision.

<sup>419</sup> Dans le langage policier, le nom de « para » est donné à l'acte de réception de la cargaison volée.

<sup>420</sup> Les rumeurs selon lesquelles Joca était à la tête d'un groupe d'extermination se sont propagées plus fortement à partir des accusations de l'officier de police Joel Gomes Leal, qui a été tué peu de temps après par ces mêmes groupes. Ce policier était responsable de l'arrestation de Jorginho da Farmácia, Cosminho, Saul et Du Boi, tous condamnés en 1989 pour avoir été les auteurs de certains massacres qui ont eu lieu dans les années 1980 dans le quartier de Belford Roxo. Cependant, Joca n'a jamais été inculpé formellement pour ces liens même si la presse carioca le présentait comme le candidat des « groupes d'extermination » et même s'il se vantait de réussir à « intimider les bandits ». Cela poussait beaucoup de gens à le chercher tous les jours à la mairie pour obtenir la « protection » des « amis de Joca » responsable de la « sécurité » de la région. Voir Jornal do Brasil, « Belford Roxo eleger acusado de extermínio ». Rio de Janeiro : 13/10/1992, p. 13. Disponible sur : [http://memoria.bn.br/DocReader/docreader.aspx?bib=030015\\_11&pasta=ano%20199&pesq=Joca](http://memoria.bn.br/DocReader/docreader.aspx?bib=030015_11&pasta=ano%20199&pesq=Joca) (consulté le 24 mars 2018).

<sup>421</sup> Notamment, le commerçant Gil Marques, propriétaire d'une taverne dans le quartier de Maringá, qui a été assassiné de plusieurs coups de feu suite à son refus d'utiliser son influence locale en faveur de la candidature de Joca. Voir Jornal do Brasil, *op. cit.*, p.13.

cette région, étant donné ses origines humbles, son passage par le « monde du crime » et le fait que – tout comme la majorité des habitants de la Baixada - il y était arrivé très jeune pour fuir la misère et il avait choisi d’y vivre. Suite à son assassinat, à peu près 100.000 personnes se sont rassemblées sur la place centrale de la ville afin d’attendre l’arrivée de son corps et, désormais, il a acquis une « aura » presque « mystique » auprès de la population locale<sup>422</sup>. Ce n’est pas anodin si son épouse – Maria Lúcia Santos – a été élue maire avec la devise « Maria Lúcia c’est Joca » (« Maria Lúcia é Joca »)<sup>423</sup>, dans la municipalité-même où Joca avait établi son « enclos électoral » entre 1997 et 2000 puis, entre 2005 et 2008.

Si « Joca » a ancré son pouvoir, en *reconfigurant* la relation clientélisme et violence, notamment à partir d’une « carrière criminelle », « Zito », policier municipal et habitant de Duque de Caxias, a entrepris également cette *reconfiguration* mais par le biais d’une « carrière répressive ». Il était connu, notamment dans le quartier Dr. Laureano et les alentours, – où il a établi son « enclos électoral » - par ses « méthodes violentes » utilisées tant pour décourager ses adversaires politiques<sup>424</sup> que pour « chasser les bandits ». En 1988, il a réussi à se faire élire conseiller municipal par le « Parti Travailleuse de la Rénovation » (« PTR ») et en 1993, il a été nommé président de la Camera/ Chambre des conseillers par le maire récemment assermenté Moacyr do Carmo du « Parti du Front Libéral » (« PL »). Cette nomination s’est produite en échange de son solide soutien politique à la candidature de ce dernier à la mairie de Duque de Caxias lors des élections de 1993.

En tant que président de la Chambre, Zito a mobilisé la « machine politique » de la ville, en structurant un « centre social » qui suivait les mêmes lignes que celui de Joca. La « fondation Zito » (« Fundação Zito ») bénéficiait d’un service de consultations médicales gratuites et d’ambulances disponibles pour réaliser des déplacements d’urgence pour la population locale<sup>425</sup>. Ce fut le début d’un parcours politique à succès avec quelques « mésaventures » dont il est toujours sorti indemne<sup>426</sup>. Il a été élu député de l’État entre 1995 et 1996 ; entre 1997 et 1998 ; et

---

<sup>422</sup> Voir MONTEIRO, Linderval Augusto. « Para além do ‘voto de sangue’: escolhas populares e liderança política carismática na Baixada Fluminense. O caso Joca ». *Cadernos do Desenvolvimento Fluminense*, Rio de Janeiro : n.2, julho, 2013. Disponible sur : <http://www.e-publicacoes.uerj.br/index.php/cdf/article/view/9093> (consulté le 24 mars 2016).

<sup>423</sup> Voir Alves, *op. cit.*, p. 117.

<sup>424</sup> Il a été accusé d’avoir assassiné au moins trois opposants politiques. L’immunité parlementaire du nouveau mandat l’acquittait de l’arrestation liée à la même accusation. Voir Alves, *op. cit.*, pp.- 114-115.

<sup>425</sup> Voir PAULO, Marli da Silva. « Relações de Clientela entre eleitor e candidato: Centros Sociais na Baixada Fluminense (Duque de Caxias e Nova Iguaçu) ». *Tese de Doutorado em Ciência Política*. Universidade Federal Fluminense (UFF) : 2006.

<sup>426</sup> Il a été également mis en accusation en 2013 pour « détournement de fonds publics » dans un schéma de corruption qui bénéficiait à certains « partenaires sociaux » (fondations, ongs, entre autres) du milieu de la santé. Cependant, ce fait ne l’a pas empêché de se représenter lors des élections en 2015 en tant que député pour l’État de

depuis 2015 et, il a été élu maire de la municipalité de Duque de Caxias entre 1997 et 2004 et entre 2009 et 2011<sup>427</sup>. Outre sa propre réussite, l'image de Zito, façonnée depuis longtemps dans la région de la Baixada Fluminense, a « encouragé » son « clan familial » à poursuivre le même chemin : sa fille Andréia Zito a été élue député de l'Etat en 1998, en 2002 puis député fédéral en 2006 et 2010 tandis que son frère Waldir Zito a été élu maire de Belford Roxo en 2001.

Ainsi, bien que les « machines politiques » *bonaerense* et *carioca* et les « rapports de clientèle » qui en découlent gardent certaines caractéristiques historiques propres aux systèmes de domination « oligarchiques » - le « caudillisme » en Argentine et le « colonelisme » au Brésil – elles subissent des *reconfigurations*, des *réarrangements* tout au long de l'histoire récente et, en particulier, lors de l'ouverture démocratique. C'est donc à l'avènement de la démocratie que les disputes électorales entrent en jeu et, par conséquent, les « machines politiques » développent des stratégies diverses pour assurer leur pouvoir.

Dans le *conurbano bonaerense*, la « machine politique péroniste », dont les « barons du conurbano » sont des pièces fondamentales pour le bon fonctionnement de l'engin, redéfinit les liens entre « patrons » et « clients », en mettant en place des stratégies pour préserver son pouvoir au niveau national et pour ainsi créer des conditions de « gouvernabilité ». Le *conurbano*, à la différence de la *baixada fluminense*, a un poids politique qui s'élève à l'échelle nationale étant donné le caractère « centralisateur » de la province de Buenos Aires dans le cadre de la fédération argentine. Une expression très répandue du jargon politique argentin dit que « la madre de todas las batallas » se joue dans les municipalités les plus peuplées du *conurbano*<sup>428</sup>.

---

RJ. Voir : O Globo, « Justiça bloqueia bens de ex-prefeito de Caxias e de 24 acusados de desviar 700 milhões de reais ». Rio de Janeiro : 24/01/2013. Disponible sur : <http://oglobo.globo.com/rio/justica-bloqueia-bens-de-ex-prefeito-de-caxias-de-24-acusados-de-desviar-700-milhoes-7386613> (consulté le 25 mars 2018).

<sup>427</sup> Il est intéressant de noter qu'à chaque mandat en tant que député, Zito était, par la suite, élu maire. Ce fait démontre une forte compréhension des enjeux et stratégies à mettre en place pour assurer son « enclos électoral ». De plus, le cas de Zito illustre parfaitement dans quelle mesure ces stratégies sont directement liées au mouvement de la « danse des partis », à savoir, à chaque nouvelle élection Zito a rejoint un parti politique différent : PTR entre 1988-1992, PSB entre 1992-1994, PSDB entre 1994-2011 et PP de 2011 jusqu'à nos jours.

<sup>428</sup> Les maires de cette région avec 9.000.000 habitants (sur un total de 13.800.000 dans toute la province) ont fini par tirer des avantages de la nouvelle Constitution adoptée en 1994, qui intégrait entre autres nouveautés le vote direct avec ballottage pour les élections présidentielles. Le système indirect, qui régna depuis 1853 jusqu'à cette réforme constitutionnelle, cherchait à soutenir le fédéralisme et à compenser les asymétries entre les provinces avec l'intermédiation du collège électoral: sa composition augmentait l'importance électorale des régions moins densément peuplées et atténuait le poids de celles plus densément peuplées. Avec l'introduction du vote direct, la province de Buenos Aires est passée de l'envoi de 25 % des délégués au collège électoral pour envoyer près de 40 % de l'électorat national. À partir de ce moment-là, certaines municipalités ont eu une incidence plus grande que certaines provinces dans le dépouillement des votes.



La victoire en ballottage<sup>429</sup> de Nestor Kirchner lors des élections de 2003 est un exemple emblématique : même avec sa défaite dans la « Ciudad Autónoma », sa quatrième position à Mendoza et à Santa Fé, sa cinquième position à Córdoba, - des provinces très importantes - il a réussi à passer au deuxième tour grâce à sa victoire dans la province de BA. Presque la moitié du total de ses votes provenaient du *conurbano*, où le soutien de l'ex-gouverneur de la province de BA et « président par intérim » d'Argentine entre 2002 et 2003, Eduardo Duhalde, fut essentiel.

La région de la *baixada fluminense* a un poids politique très important au sein de la province de Rio de Janeiro, ce qui n'a pas toujours une influence directe – comme c'est le cas du *conurbano bonaerense* – dans les résultats des élections à l'échelle nationale. Dans la *baixada fluminense*, les « machines politiques » ne sont pas nécessairement attachées à un projet national – comme c'est le cas en Argentine – mais à des « coalitions politiques » – les « vagues » « travailliste » et « néolibérale » - qui se regroupent ayant pour objectif d'assurer leurs victoires sur certains « enclos électoraux » à l'échelle régionale. Les « barons de la baixada » sont donc des pièces fondamentales pour préserver la bonne entente de cette « négociation » (« barganha ») renforcée par les défauts de la démocratie naissante : avant les élections, le jeu « de qui donne plus » s'instaura sur l'échiquier politique de la région. Cela fait référence aux accords entre les différents partis (généralement en vue d'une fonction au nouveau gouvernement) et aux alliances entre les forces politiques (pas nécessairement autour des idées ou des programmes politiques) pour atteindre certains objectifs électoraux<sup>430</sup>.

---

<sup>429</sup> Carlos Menem arriva en tête à l'issue du premier tour, mais se retira de la course avant le second tour, permettant, ainsi, la victoire de Kirchner.

<sup>430</sup> Ce constat révèle certaines caractéristiques particulières au système politique brésilien et que le politiste Sergio Abranches a appelé « presidentialisme de coalition ». Le « presidentialisme » est le système de gouvernement dans lequel le chef de l'exécutif est directement élu au suffrage populaire et a un mandat indépendant du Parlement. Ainsi, l'expression « de coalition » utilisée pour qualifier « presidentialisme » se réfère aux accords et alliances entre des partis qui ne partagent pas nécessairement les mêmes convictions politiques. Dans les systèmes multipartites, où plus de deux grands partis se présentent aux élections et occupent des sièges au Congrès, il est peu probable que le parti du Président dispose d'une large majorité au Parlement pour approuver ses projets et mettre en œuvre ses politiques. Le plus souvent, la « coalition » est faite pour soutenir un gouvernement, en lui donnant un soutien politique dans le législatif (en premier lieu) et en influençant la formulation des politiques (en second lieu). Ainsi, certains partis, en fonction de la conjoncture politique, se réunissent pour former un *consortium* pour soutenir le chef du gouvernement. L'ancien président Fernando Henrique Cardoso a noté que, quel que soit le président élu, son « capital électoral » (les « votes ») doit être converti le lendemain des élections en « capital politique » (« les soutiens »). Sinon il règne, mais sans la fameuse « base alliée », il ne peut pas gouverner.

## **4.2. Les *reconfigurations* de la « machine répressive » en démocratie : la « Maldita Policia » *bonaerense* et la « Banda Podre » *carioca***

Pendant les régimes dictatoriaux, les forces policières *bonaerense* et *carioca* ont été utilisées pour la mise en place d'un pouvoir autoritaire-arbitraire orchestré par les militaires en même temps que ces derniers « fermaient les yeux » sur l'implication des premiers dans des activités criminelles telles que les jeux clandestins, la prostitution, le vol des marchandises, entre autres délits de « moindre importance » - les « contraventions » - de l'époque. Les *reconfigurations* de la « machine répressive » *bonaerense* et *carioca* font donc référence à de nouvelles collusions établies lors des années 90 en pleine ouverture démocratique entre la police, le pouvoir politique local et les milieux criminels émergents. Dans ce contexte, la démocratisation des institutions de sécurité se voit freinée par deux processus qui se renforcent simultanément : celui de la « globalisation du crime »<sup>431</sup> et celui du « tournant sécuritaire »<sup>432</sup>, les deux débutant dans les années 90 et prenant une ampleur démesurée à partir des années 2000.

Ainsi, les effets pervers de la combinaison de ces deux processus se traduisent à l'échelle locale par l'émergence de « réseaux souterrains complexes de complicités » qui se développent entre ces différents acteurs, d'un côté, à cause de la montée en puissance des « marchés criminels » divers et, par conséquent, de l'augmentation des flux de capitaux illégaux et, de l'autre côté, dû à l'« autonomisation » des forces policières dans le cadre de la lutte contre l'« insécurité », qui devient la principale stratégie électorale en démocratie. Les *reconfigurations* de la « machine répressive » en démocratie ne sont pas survenues pour rompre avec les pratiques autoritaires qui demeuraient au sein de la police et du pouvoir politique local. Par conséquent, ces *reconfigurations* accompagnent celles de la « machine politique » et se caractérisent par un processus d'adaptation à ce nouveau contexte où les « zones d'ombres » dans la

---

<sup>431</sup> Voir BAUER, Alain. « La globalisation du crime ». *Pouvoirs*. Paris : n° 132, 2010, p. 5-16. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2010-1-page-5.htm> (consulté le 25 mars 2016).

<sup>432</sup> Nous verrons les effets pervers de ce tournant sécuritaire, principalement au sein des politiques de sécurité mises en place sur les deux terrains lors des prochains chapitres.

démocratie se multiplient<sup>433</sup>. Ce fait a peut-être créé les conditions favorables pour que la « machine répressive » soit détournée et même, dans certains cas, soit mise en service visant le développement d'une « entreprise d'auto financement illégale » de la police qui cherche ses dividendes dans l' « économie criminelle ».

### **4.2.1. Les origines de la « maldita policia » et de la « banda podre »**

L'expression « Maldita Policia » (« Maudite Police ») a été inventée par le journaliste Carlos Dutil dans le cadre d'un grand reportage qui mettait en lumière les « réseaux souterrains » des complicités et des protections entre la police *bonaerense*, le pouvoir politique – les dits « barones del conurbano » - et les bandes criminelles de la région métropolitaine de BA<sup>434</sup>. Ce reportage a été publié dans la revue « Noticias »<sup>435</sup> du 10 août 1996 dont la couverture affichait le portrait<sup>436</sup> de Pedro Klodczyk, chef de la police bonaerense de l'époque (image ci-dessous) impliqué dans plusieurs affaires de corruption<sup>437</sup>.

---

<sup>433</sup> Selon Hélène Heuillet, « la police est la police du pouvoir ». Voir : HEUILLET, Hélène. *Baja politica, alta policia. Un enfoque histórico y filosófico de la policia*. Buenos Aires : Prometeu Libros, 2010. p. 17.

<sup>434</sup> Deux autres reportages avaient également fait parler de ces réseaux : le premier, le 29 septembre 1994 dans l'émission « Edición Plus » a montré la participation des policiers bonaerense dans le commerce de la drogue et a remis en cause les biens du commissaire Mario Rodríguez, l'homme fort de la région. Le deuxième, diffusé par « Telenoche » a dénoncé des policiers de la « Division du trafic de drogue » de Quilmes, qui vendait de la drogue.

<sup>435</sup> Voir DUTIL, Carlos. « Los soldados del diablo ». *Noticias*. Buenos Aires : 10 agosto 1996. Puis, Carlos Dutil et le journaliste Ricardo Ragendorfer ont publié en 1997 le livre devenu classique sur l'histoire criminelle de la police *bonaerense* dans les années 90. Voir DUTIL, Carlos ; RAGENDORFER, Ricardo. *La Bonaerense. Historia criminal de la Policia de la Provincia de Buenos Aires*. Buenos Aires : Planeta, 1997.

<sup>436</sup> Le portrait a été pris par le photographe José Luiz Cabezas, assassiné une année plus tard, en 1997, dans un événement confus où des entrepreneurs, des hommes politiques, des policiers *bonaerenses* et des groupes criminels liés au trafic des drogues étaient impliqués. Nous verrons plus précisément ce cas lors du 5ème chapitre.

<sup>437</sup> Voir KOLLMAN, Raúl. « Murió el jefe que batió el record de denuncias por corrupción ». *Página 12*. Buenos Aires : 5 novembre 2000. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/2000/00-11/00-11-05/pag18.htm> (consulté le 25 mars 2016).



438

L'expression « Maldita Policia » fut une réponse ironique à la phrase d'Eduardo Duhalde suite à son arrivée en 1991 à la tête du gouvernement de la province de Buenos Aires (1991-1999) par laquelle il affirmait : « tenemos el mejor jefe (Pedro « El Polaco » Klodczyk) de la mejor policia del mundo » (« nous avons le meilleur chef de la meilleure police au monde »<sup>439</sup>). Pendant la période entre l'énonciation de la phrase de Duhalde et la publication de ce reportage, plusieurs dénonciations impliquant la *bonaerense* et ses « porongas » eurent lieu. L'épisode qui dévoile pour la première fois les *reconfigurations* de la « machine répressive » *bonaerense* en démocratie et le système des « porongas » fut le massacre de Wilde en 1994<sup>440</sup>.

Le 10 Janvier 1994, dans une zone commerciale de Wilde, municipalité du sud du *conurbano*, un groupe de policiers *bonaerenses* sans uniforme et à bord de voitures banalisées ont poursuivi et tiré plus de 200 coups de feu sur deux autres voitures. Dans l'une d'elles, se trouvaient Norberto Cicutín et Claudio Diaz, deux libraires qui travaillaient dans la région. Dans l'autre voiture, il y avait Norberto Corbo, chauffeur d'une voiture de location qui transportait les passagers Héctor Bielsa et Gustavo Mendoza. Cicutín, Corbo, Bielsa y Mendoza, ont été tués et il n'y eût qu'un seul survivant, Díaz. Bielsa était le seul impliqué dans des affaires de trafics de drogues et entretenait des « liens de complicités » avérés avec la Brigade de Lanús, dont le chef

<sup>438</sup> Source: Revue « Noticias », *op. cit.*

<sup>439</sup> D'après Dutil et Ragendorfer, « Duhalde devait se différencier et, en même temps, contrôler minimalement la police anarchique avec laquelle il devait maintenir la sécurité dans sa province (...) sa promesse électorale de la transformer en 'Policia del siglo XXI', dans le cadre d'un plan de sécurité provincial assez confus, reposait sur un pacte avec les bonaerenses. Le gouvernement s'était engagé à rééquiper les forces de sécurité et à ne pas interférer dans ses affaires internes. En retour, il a demandé la subordination, la présence dans les rues et une main ferme contre le délit » (tda.). Voir Dutil ; Ragendorfer, *op. cit.*, p. 13.

<sup>440</sup> Il a été suivi par d'autres épisodes paradigmatiques dans les années 90 – le massacre d'Andreani en novembre 1996 et l'assassinat du photographe José Luiz Cabezas en janvier 1997 - que nous verrons plus attentivement lors du chapitre 5.

adjoint à l'époque était le commissaire Juan José Ribelli<sup>441</sup>, « poronga » emblématique de la « Maldita Policia » de la région sud du *conurbano*.

« Juan José Ribelli connaissait du bout des doigts les bandes en activité dans la zone ; surtout celles de pirates du bitume et 'découpeurs' de voitures volées, qui était sa spécialité. Il avait réussi à assembler un formidable 'groupe d'opérations' qui l'accompagnait partout, mais son réseau était encore plus vaste : nombreux ont été ceux qui ont prospéré sous son aile et qui, une fois partis vers d'autres activités, gardèrent des liens de fidélité envers lui. Le réseau d'informateurs et de mouchards grâce à laquelle ses hommes contrôlaient le monde du crime pour en tirer des bénéfices était tout aussi impressionnant. Grâce à cette organisation, Ribelli était devenu l'un des receleurs de fonds les plus efficaces de La Bonaerense : tous les 5 du mois, il se rendait sans faute à la Direction pour répartir les dividendes avec « Les Porongas » (les grands chefs). Au-delà de l'argent 'légal' et de l'«historique» – à savoir celui qui provenait des bookmakers et des proxénètes –, Ribelli imposait un 'péage' spécial aux trafiquants et à des délinquants en tout genre, contre le droit de mener des activités dans sa zone d'influence. Mais sa renommée a pris une autre dimension grâce aux 'arrangements'. Il s'agissait d'extorsions pratiquées sur des délinquants capturés alors qu'ils étaient sous le coup d'un mandat d'arrêt, ou pris en flagrant délit. Cela pouvait aussi concerner des commerçants ou des hommes d'affaires dont il savait qu'ils étaient impliqués dans des activités illicites : les variantes sont infinies pour ces hommes de rues. Son activité commerciale était un complément parfait aux biens qu'il recevait comme paiement pour ses services. Productif, Ribelli exigeait la documentation des biens en question et faisait signer des preuves de vente/achat pour pouvoir ensuite les commercialiser (il s'agissait souvent de voitures) par le biais de ses activités légales. »<sup>442</sup>.

Les enquêtes sur le massacre de Wilde ont donc révélé ces « liens » entre le commissariat de Lanús et les « milieux criminels » de la région. Quant à la police *bonaerense*, elle a tenté de les dissimuler : le rapport institutionnel sur l'affaire

---

<sup>441</sup> Ribelli a été arrêté, jugé puis acquitté par son implication dans l'attentat terroriste contre l'Association Israélienne d'Argentine - AMIA qui a eu lieu cette même année, 6 mois plus tard. L'« affaire judiciaire » qui a suivi cet attentat dans lequel 85 personnes ont perdu la vie à cause d'une voiture piégée qui s'est lancée contre le siège d'AMIA a mis en lumière un énorme réseau criminel des dissimulations et fausses pistes qui impliquaient la propre justice, le pouvoir politique et la police fédérale. Voir le document « Atentado a la AMIA, Juicio por encubrimiento » disponible sur :

<http://memoriaactiva.com/wp-content/uploads/2015/06/ManualCCLiviano.pdf> (consulté le 25 mars 2016).

<sup>442</sup> « Juan José Ribelli conocía al dedillo las bandas que operaban en el área; sobre todo las de piratas del asfalto y "cortadores" de autos robados, su especialidad. Había llegado a formar un envidiable "grupo de operaciones" que lo acompañaba en cada destino, pero que estaba lejos de agotarse allí: bajo su mando prosperaron hombres que, desde otros destinos, mantuvieron su fidelidad. La red de informantes y buchones, a través de la cual sus hombres controlaban el mundo del hampa para sacarle provecho, no era menos impactante. A través de esta organización, Ribelli se había convertido en uno de los más eficientes recaudadores de La Bonaerense: los días 5 de cada mes visitaba puntualmente la Jefatura para repartir dividendos con "Los Porongas" (los mandamás). Además del dinero de "la legal" o "la histórica" - es decir, el proveniente de quinieleros y proxenetas -, Ribelli cobraba "peaje" en efectivo o en especies a narcotraficantes y todo tipo de delincuentes, para permitirles operar en su zona de influencia. Pero su fama creció con los "arreglos". Se trataba de extorsiones a delincuentes detenidos, con pedidos de captura o pescados con las manos en la masa. También a comerciantes o empresarios a quienes sabía involucrados en alguna maniobra ilegal; las variantes son infinitas para los muchachos de la calle. Su actividad comercial era el complemento perfecto para los bienes que recibía en pago. Prolijo, Ribelli reclamaba la documentación del objeto en cuestión y hacía firmar boletos de compra-venta para poder más tarde comercializar esos bienes (generalmente automotores), a través de sus negocios ». (tda.). Voir Dutil, Ragendorfer, *op. cit.*, p. 56.

déclarait que les policiers étaient à la recherche de « suspects » qui se déplaçaient dans des voitures similaires à celles des victimes, et qu'ils ont dû ouvrir le feu parce que les « délinquants » n'ont pas tenu compte des sommations et ont commencé à répliquer. Cependant, les tests balistiques effectués par la gendarmerie nationale ont dévoilé qu'aucune des voitures de police balisées n'avait d'impact de balles, ce qui rend inconcevable l'hypothèse de la confrontation, alors que les deux voitures des « suspects » étaient criblées de plus de 200 balles. L'enquête judiciaire a également indiqué que les victimes étaient blessées suite à la fusillade et qu'elles ont été achevées une fois que leurs corps ont été retirés des véhicules. Suite au « massacre de Wilde », le chef de la police *bonaerense* de l'époque, Pedro « El Polaco » Klodzyc, a soutenu la version de « légitime défense » diffusée par les policiers, en affirmant dans la presse qu'il s'agissait de « trois 'délinquants' battus lors d'une 'confrontation' » et que des armes de tous types « ont été trouvées »<sup>443</sup> à l'intérieur des voitures.

En réalité, l'« opération » des *bonaerenses* avait pour but d'exécuter Bielsa et d'autres criminels qui avaient « rompu l'accord » avec le commissariat de Lanús et « volé » cinq kilos de drogue et de l'argent issus des « butins ». Ainsi, même si toutes les preuves démontraient que dans l'épisode de Wilde, les policiers *bonaerenses* avaient commis des exécutions extra-judiciaires liées à des représailles dans le cadre de leurs affaires criminelles, la Cour d'appel de Lomas de Zamora a finalement ignoré ces preuves et toutes les personnes impliquées ont été acquittées<sup>444</sup>. Le massacre de Wilde et les autres cas qui l'ont suivi sont reliés par des « réseaux souterrains » de complicités criminelles, de protections et d'échanges de faveurs entre plusieurs acteurs qui se coordonnaient par le biais d'un « système pyramidal » qui les soutenait et d'un « mode de fonctionnement » similaire.

« Toute la structure de La Bonarense reproduit la division de tâches en vigueur au sein de son groupe dirigeant. Celle-ci attribue au chef la gestion politique, les relations publiques et l'exécution des tâches ; alors que le sous-chef est le responsable administratif, une fonction clé qui implique le contrôle des 'chiffres', les promotions et les transferts des troupes et la gestion des enquêtes. Le troisième échelon est celui de l'action : par exemple, les chefs d'opérations sont aux Brigades ce que les Directions générales sont à la Direction centrale. Le Secrétariat général s'occupe, quant à lui, de la planification. Ils obtiennent tous une part proportionnelle des 'gains'. La principale contribution à la 'caisse' de La Bonarense provient des Directions

---

<sup>443</sup> Voir : « Duda si hubo un tiroteo en Wilde ». *Diario Clarín*, Buenos Aires : 13/1/94. P. 44-45.

<sup>444</sup> Le juge dans la justice criminel Silvia González a rejeté la version de la police et a examiné l'hypothèse d'une exécution. Ainsi, elle a mis en accusation le commissaire César Córdoba et les officiers Oscar Mantel, Hugo Reyes et Daniel Valenga et Eduardo Gómez et les sous-officiers, Osvaldo Lorenzón, Carlos Saladino, Julio César Gatto, Pablo Francisco Dudek, Marciano Gonzalez et Marcos Rodriguez et a ordonné leur arrestation. Après cette première décision, l'affaire a été confiée au juge Emilio Villamayor qui a ordonné leur libération

générales du trafic de drogues. Les ‘Patas Negras’ (les policiers de La Bonarense) les appellent ‘le tronc’, parce que c’est à travers celles-ci que remonte l’argent collecté et que sont distribués les ‘extras’ qui assurent le contrôle des commissariats et qui remplissent les poches de leurs chefs »<sup>445</sup>.

A Rio de Janeiro, l’expression la « Banda Podre » de la police (la « bande pourrie ») a été inventée lors des années 90, notamment par la presse, pour faire référence aux secteurs corrompus au sein de l’institution policière. Si cette expression révèle l’intérêt croissant visant à dénoncer les collusions entre le pouvoir politique, la police et les milieux criminels, elle peut également masquer la complexité des « réseaux souterrains de complicités » et le caractère « systématique » de ces pratiques criminelles au sein de la « machine répressive » *carioca* en les limitant seulement à l’idée d’une « bande pourrie » qui, une fois extirpée, serait « purifiée ».

L’exemple des « enlèvements avec extorsion » est illustratif de ces « réseaux » et de la compréhension des reconfigurations de la « machine répressive » *carioca* lors des années 90. L’expression « industrie des enlèvements avec extorsion »<sup>446</sup> a été largement diffusée par la presse brésilienne et a été présentée, dans un premier temps, comme l’une des innombrables activités criminelles entreprises par le « trafic des drogues ». Ce constat – qui jusqu’alors ne faisait pas référence au rôle primordial des policiers dans ces « affaires » – se contentait de reproduire les déclarations des propres « chefs » de la police qui mettaient en corrélation l’augmentation des « enlèvements » avec le manque d’intérêt du gouvernement dans une politique de sécurité « musclée » contre les « trafiquants de drogues ».

Il s’agissait par conséquent de véhiculer une critique directe à l’égard des politiques dites « progressistes » mises en place par Leonel Brizola, gouverneur de l’État de RJ (entre 1983-1987 et ensuite entre 1990-1994), accusé d’avoir empêché la police d’agir avec « main forte » et ainsi de refuser de mettre de l’« ordre »<sup>447</sup> dans

---

<sup>445</sup> « Toda la estructura de la Bonaerense reproduce la división de roles del vértice de su cúpula. Esta otorga al jefe el manejo político, las relaciones públicas y la ejecución ; mientras que el subjefe es el responsable administrativo, una función clave porque implica el control de ‘los números’, los ascensos y traslados de la tropa, los sumarios. El tercer escalón esta reservado a la acción : los jefes de operaciones son a las Brigadas, por ejemplo, lo mismo que las Direcciones Generales a la Jefatura. La Secretaría General, en cambio, se ocupa del planeamiento. Todos, con su parte proporcional de la ‘recaudacion’. El aporte más importante a la ‘caja’ de la Bonaerense proviene de las Direcciones Generales de Narcotráfico, Investigaciones y Seguridad. El de esta última es conocido entre los Patas Negras (los policia bonaerenses) como el ‘tronco’, porque por él sube la recaudación tradicional y bajan los ‘extras’ para mantener el funcionamiento de las comisarias y los bolsillos de sus jefes ». Dutil, Ragendorefer, *op. cit.*, p. 114-115.

<sup>446</sup> Voir : Folha de São Paulo, « Quadrilhas cariocas de tráfico controlam a indústria de sequestros ». São Paulo : 11/03/94. Disponible sur : <https://www1.folha.uol.com.br/fsp/1994/3/11/cotidiano/16.html> (consulté le 26 mars 2016).

<sup>447</sup> La criminalité urbaine violente a été interprétée à l’époque de façon très réduite comme étant générée et continuellement aggravée par les actions des trafiquants de drogues sans tenir compte de la violence au sein de l’institution policière même. Pour surmonter la crise de sécurité publique, le diagnostic a donc souligné la nécessité

les bidonvilles. Cependant, trois événements majeurs à l'époque ont suggéré que le « diagnostic » donné par les « chefs » de la police, incité par les médias et accepté par une grande partie de la société brésilienne à propos de l'« industrie des enlèvements » était précaire : les *chacinas* d'Acari et Vigário Geral et la « liste du Castor ».

Tant la *chacina* d'« Acari » que celle de « Vigário Geral » ont révélé qu'une grande partie de la police *carioca* – et non seulement une « bande pourrie » - était directement impliquée avec les criminels qu'elle devait justement combattre à travers la formation des « groupes d'extermination » au sein des commissariats et bataillons de la police militaire (« BPM ») et comptait sur la « protection » de certains acteurs politiques locaux. En effet, la condition de réussite du fonctionnement de l'« industrie des enlèvements » était une autre « industrie » plus complexe, celle de la « protection » donnée par les policiers en échange de la « parte da policia » (« partie de la policia »), autrement dit, l'« arreglo » (l'« accord »), la « mineirada »<sup>448</sup>. Quand il y avait un désaccord entre police et délinquants sur l'« arreglo » ou lorsque ces derniers ne payaient pas la « partie de la police », il existait deux cas de figure : soit les policiers enlevaient, exécutaient et faisaient disparaître les impliqués – le cas d'Acari – soit ils simulaient une confrontation où les « forces de l'ordre » - les bons – combattaient les « bandits » - les méchants – le cas de Vigário Geral – dans la logique binaire qui était renforcée et largement répandue par les défenseurs du renforcement de la répression policière dans les *favelas* et banlieues pauvres de la région métropolitaine de RJ.

Le troisième événement est connu sous l'expression « liste du Castor » et faisait référence à l'enquête menée par le Ministère Public brésilien, résultant de la divulgation des noms des personnes qui auraient reçu des « pots de vin » de Castor Andrade, l'un des « chefs banquiers » les plus importants du « jeu de l'animal »<sup>449</sup> à Rio de Janeiro. Cette liste<sup>450</sup> révélait un énorme « réseaux de complicités et de

---

d'un changement politique afin d'anéantir cet acteur criminel dans les favelas et mettre en place une réforme « modernisante » de l'appareil de sécurité publique. Cette interprétation a justifié une politique de sécurité stricte et très « meurtrière » qui a eu lieu entre 1995 et 1996 avec le général Nilton Cerqueira, secrétaire à la Sécurité publique de Rio de Janeiro à cette époque.

<sup>448</sup> Le terme « mineirada » renvoie à l'action de « garimpar », à savoir le creusement des mines d'or pour revendre. Ce terme, en argot, signifie extorquer, faire du chantage ou menacer mais toujours lié à la police. La « mineirada » était si répandue dans les favelas que les trafiquants incluaient déjà dans le rapport coût / bénéfice, « la part de la police ».

<sup>449</sup> Le « jogo do bicho » (« jeu de l'animal ») est un jeu d'hasard illégal au Brésil. Très populaire à travers le pays, surtout au sud-est, le jeu est un type de loterie organisée régionalement par des organisations clandestines dont les dirigeants sont appelés *contraventores* (« contrevenants »), *bicheiros* ou *banqueiros* (« banquiers »). À l'inverse de la plupart des loteries officielles, il est possible de parier sans limite de mise, ni supérieure ni inférieure. En dépit de sa popularité, ce jeu est officiellement interdit, bien que plus ou moins toléré, principalement à Rio de Janeiro. Voir MISSE, Michel. « Crime organizado e crime comum no Rio de Janeiro: diferenças e afinidades ». *Rev. Sociol. Polit.*, Curitiba : v. 19, n. 40, out. 2011, p. 13-25.

<sup>450</sup> Voir : Folha de São Paulo, « A lista de Castor de Andrade ». São Paulo : 10/04/94. Disponible sur : <http://www1.folha.uol.com.br/fsp/1994/4/10/brasil/27.html> (consulté le 27 mars 2016).



protections » entre le « crime organisé » – le « jeu de l’animal » mais également le trafic des drogues, les bandes de ravisseurs, les voleurs des voitures, etc. – la « bande pourrie » de la police et plusieurs hommes politiques<sup>451</sup> importants comme César Maia, le maire de la ville de RJ à l’époque<sup>452</sup>. Sur cette liste - parmi les noms de plusieurs « chefs » de la police militaire<sup>453</sup> *carioca* – est apparu celui d’Hélio Vígio<sup>454</sup> qui, à l’époque, était à la tête du « Département Anti-Séquestration » (DAS), celui d’Otávio Seiler, commissaire et ancien « commissaire chef » de la « DAS », celui d’Edson Oliveira, directeur général de la Police Fédérale de RJ et celui de Jorge Mário Gomes, secrétaire de la Police Civile.

Tant l’expression la « Maldita policia » à BA que l’expression la « Banda Podre » à RJ sous-entendaient l’existence, d’un côté, d’une police « maldita » (« maudite »), « podre » (« pourrie ») qui était pleinement mêlée à des affaires criminelles et, de l’autre côté, d’une police « honnête », composée de « bons » policiers qui subissaient la mauvaise réputation de leurs pairs. Il est vraie que l’expression « Maldita policia » créée pour caractériser les *bonaerenses* lors des années 90 dénonçait une « organicité criminelle » au sein de l’institution qui était plus généralisée que celle évoquée par l’expression la « Banda podre » à RJ. Cette dernière, à la même époque, traduisait un « mode de fonctionnement » criminel clandestin – l’idée de « bande » - de la police *carioca*, mais qui ne devait pas être reproché à toute l’institution. Du côté de BA, l’expression faisait donc au contraire référence à un « mode de fonctionnement » criminel davantage « institutionnalisé » au sein de la *bonaerense*. Cependant, plus que s’interroger sur l’existence d’une « bonne » ou d’une « mauvaise » police, il serait davantage intéressant d’analyser ces deux expressions à l’aune des éléments qui ressortent des « modes de fonctionnement » propres à chaque contexte.

---

<sup>451</sup> Sur la liste se trouvaient également les noms de Paulo Maluf, maire de São Paulo, et de l’ancien président Fernando Collor.

<sup>452</sup> Les annotations de Castor indiquaient des contributions mensuelles fixes à des campagnes politiques, comme celle de César Maia, qui a reçu environ 100 000 dollars pour financer sa campagne à la préfecture de Rio.

<sup>453</sup> Une centaine d’officiers et de soldats rattachés, notamment au 14<sup>e</sup> Bataillon de la Police Militaire (BPM de Bangu) et au 9<sup>e</sup> Bataillon de la Police Militaire (BPM de Rocha Miranda) étaient sur cette liste. Ces deux bataillons étaient connus par leurs actions en tant que groupes d’extermination. Voir Folha de São Paulo. « Escândalo do bicho envolve 100 », São Paulo : 5/04/94. Disponible sur : <https://www1.folha.uol.com.br/fsp/1994/4/05/cotidiano/2.html> (consulté le 26 mars 2016).

<sup>454</sup> Vígio a été inculpé en mai 1994, accusé de recevoir des pots-de-vin de « bicheiros », mais il est resté dans la direction de DAS, et plus tard est devenu directeur de la Division de Vol.

## 4.2.2. Le « mode de fonctionnement criminel » des polices bonaerense et carioca : le système des « porongas » et des « grupos de extermínio »

Afin de comprendre le « mode de fonctionnement criminel » de la *bonaerense* il est essentiel de revenir au tout début du mandat du candidat péroniste Eduardo Duhalde. Grand connaisseur des subtilités et des « arrangements » du pouvoir dans sa province, Duhalde était conscient que pour préserver son pouvoir politique, il devait assurer, d'un côté, les relations harmonieuses avec les « barones del *conurbano* » et, de l'autre côté, celle avec les « chefs » - les *porongas* - de la police *bonaerense*<sup>455</sup>.

« Duhalde a établi un lien avec La Bonarense, notamment en lui attribuant une quantité importante de moyens matériels et financiers, ainsi qu'une grande marge de manœuvre et la promesse de ne pas interférer au niveau gouvernemental face aux différentes activités et pratiques institutionnelles mises en œuvre par les secteurs policiers les plus actifs, tout cela en échange d'une garantie de maintien de l'ordre qui limite les revendications sociales les plus véhémentes. Ainsi, le pouvoir politique a offert à la corporation policière la faculté de s'autogouverner (...). Les paramètres organiques fondés sur le dualisme fonctionnel et la centralisation organisationnelle furent inchangés. Mais le plus remarquable a été le choix d'un mode de fonctionnement institutionnel articulé sur la base du paradigme de la 'main forte' et sur la généralisation des formes de régulation policières d'un réseau étendu d'activités criminelles qui ne se cantonnait plus aux domaines des jeux illicites et de la prostitution, mais qui intégrait également le trafic de drogues illicites, l'enlèvement de personnes à des fins d'extorsion, le vol de bétail et divers types de vols qualifiés, soit un ensemble d'activités à haute rentabilité. »<sup>456</sup>.

---

<sup>455</sup> « Duhalde a habilement exercé le gouvernement de Lomas de Zamora, l'une des municipalités les plus controversées de la GBA ('Grand Buenos Aires'). Il connaît suffisamment le territoire et ses habitants pour en devenir le leader politique incontesté depuis des années. Il a grandi dans cette géographie des rues inévitablement détruites, impossibles à localiser, chaotiques; où les occupations des victimes du modèle néolibéral sont arrivés avant les 'copropriétés de luxe' entourés de murailles. Peut-être parce qu'il vient d'un de ces noeuds commerciaux variés qui entremêlent les différentes réalités sociales du conurbano, Duhalde maintient des relations de longue date et sur de bonnes bases avec la police de Buenos Aires; une vertu fondamentale. Et dans les temps de transformation et d'ajustement comme celui imposé par le ménémisme - dont Duhalde est une composante aussi essentielle que Domingo Cavallo, où les contradictions sociales sont inévitablement marquantes - la Police passe pour être une source importante pour gouverner et devient ainsi une arme stratégique. Les 'Patatas Negras', comme leurs pairs fédéraux les ont surnommé en allusion aux bottes courtes qu'ils portaient autrefois comme uniforme, n'ont jamais été une force facile à manier par le pouvoir politique. Si un fédéral n'est pas d'accord avec un ordre, il en discutera jusqu'à l'insubordination; et il est clair pour vous que ce type ne va pas se conformer à ce que vous avez commandé, mais qu'il va essayer de vous faire passer pour un idiot. D'un autre côté, le *bonaerense* vous dira toujours 'oui, docteur, quoi que vous commandiez', d'une manière parfois servile, mais quand vous vous retournez, il vous a poignardé dans le dos ' ». Voir Dutil, Ragendorfer, *op. cit.*, 1997, p.14.

<sup>456</sup> « Duhalde estableció un vínculo con la Policía Bonaerense que consistió básicamente en concederle a esta agencia una gran cantidad de recursos materiales y financieros, un amplio margen de maniobra para su accionar y el compromiso de no ingerencia gubernamental frente a las actividades y prácticas institucionales desarrolladas por los

Ce *modus operandi* qui se traduisait par l'« autonomisation » du pouvoir répressif et par le contrôle direct des policiers sur une diversité croissante d'affaires criminelles a rendu possible la mise en place d'un système d'« auto-financement économique » illégal de l'institution policière *bonaerense* par le biais d'un type d'organisation « entrepreneuriale criminelle ».

« le contrôle que la police de Buenos Aires (établit), le contrôle en termes de gestion du territoire, du volume de délits, c'est-à-dire, nous partons du principe que la police, tout en 'veillant' sur l'ordre et la sécurité de ses habitants, assure la gestion des délits (...) il s'agit d'organisations qui sont au service du bénéfice économique provenant des délits »<sup>457</sup>

Ce contrôle de gestion du territoire et du crime est basé sur un système pyramidal, hiérarchisé et organique où chaque département de *la bonaerense* possède une « caisse noire » - la « caja chica » régulièrement entretenue par les policiers responsables des « services de rue » : le département anti-drogue est le responsable de la gestion du trafic de drogues ; le département pour combattre le vol est le responsable de la gestion des vols ; le département anti-séquestration est le responsable de la gestion des séquestrations et des extorsions et, ainsi de suite. La pratique de la « caisse noire » en démocratie rappelle celle du « butin de guerre » lors des périodes autoritaires pendant lesquelles les membres des « groupes de travail » de *la bonaerense* (« grupos de tareas »), outre la responsabilité de l'enlèvement, de la torture, des exécutions sommaires et des disparitions forcées des détenus, faisaient main basse sur de leurs propriétés et de leurs biens.

« (...) chaque commissariat dispose de son propre réseau de quartier qui se consacre à récolter des fonds à partir de tous les délits qui sont contemplés par le code pénal (...) et ils y participent non seulement en touchant une 'part' du butin, mais en formant des bandes mixtes avec des kidnappeurs, des voleurs, des trafiquants (...) et c'est complètement structurel parce qu'à

---

sectores policiales más activos, todo ello a cambio de conseguir una situación de seguridad que no diera lugar a demandas sociales exarcebadas. De este modo, desde el poder político se le concedió a la corporación policial la facultad de autogobierno (...) Los parámetros orgánicos asentados en el dualismo funcional y el centralismo organizacional se mantuvieron incólumes. Pero lo más notable fue el apuntamiento de una modalidad de funcionamiento institucional articulado sobre la base del paradigma de la 'mano dura' y de la generalización de la regulación policial de una extendida red de actividades criminales ya no solamente asentada en el juego clandestino y la prostitución sino también en el tráfico de drogas prohibidas, el secuestro extorsivo de personas, el robo de ganado y diversas formas de robos calificados, todos ellos, emprendimientos de alta rentabilidad » (tda.). Voir : SAIN, Marcelo. Política, Policía y Delito : La red Bonaerense. Buenos Aires : Capital Intelectual, 2004. p. 63.

<sup>457</sup>« el control que la policía bonaerense, el control gerencial sobre el territorio, el control gerencial sobre los delitos, es decir, partimos de la base que la policía además de 'vigilar' el orden y la seguridad de sus habitantes también controla y gerencia los delitos (...) son organizaciones que están a servicio de la recaudación económica a través de los delitos (...) » Entretien avec le journaliste et écrivain Ricardo Ragendorfer à Buenos Aires le 12/03/2013.

l'époque où nous écrivions *La Bonarense*, à ce moment-là, mais ça existe encore aujourd'hui, chaque commissariat devait collecter 30 000 dollars par mois, et la moitié était répartie entre les commissaires, sous-commissaires et les autres membres du réseau, tandis que l'autre moitié allait aux directions régionales, et là, les gens des directions régionales gardaient la moitié et le reste allait aux chefs hauts-placés, tu vois ? On parle d'environ 300 commissariats, c'est à dire que les chiffres sont colossaux, et il faut également rajouter ce qui était collecté par les brigades (...) d'un côté il y a l'échelon de la sécurité, conformé par les commissariats et de l'autre, celui des enquêtes qui collectait une somme similaire et prenait la moitié, tandis que l'autre moitié allait au pouvoir politique ou au pouvoir judiciaire. »<sup>458</sup>

Les piliers d'appui de cette organisation pyramidale sont le « système des *porongas* », également appelé par Ragendorfer de « système des *Dauphins* ».

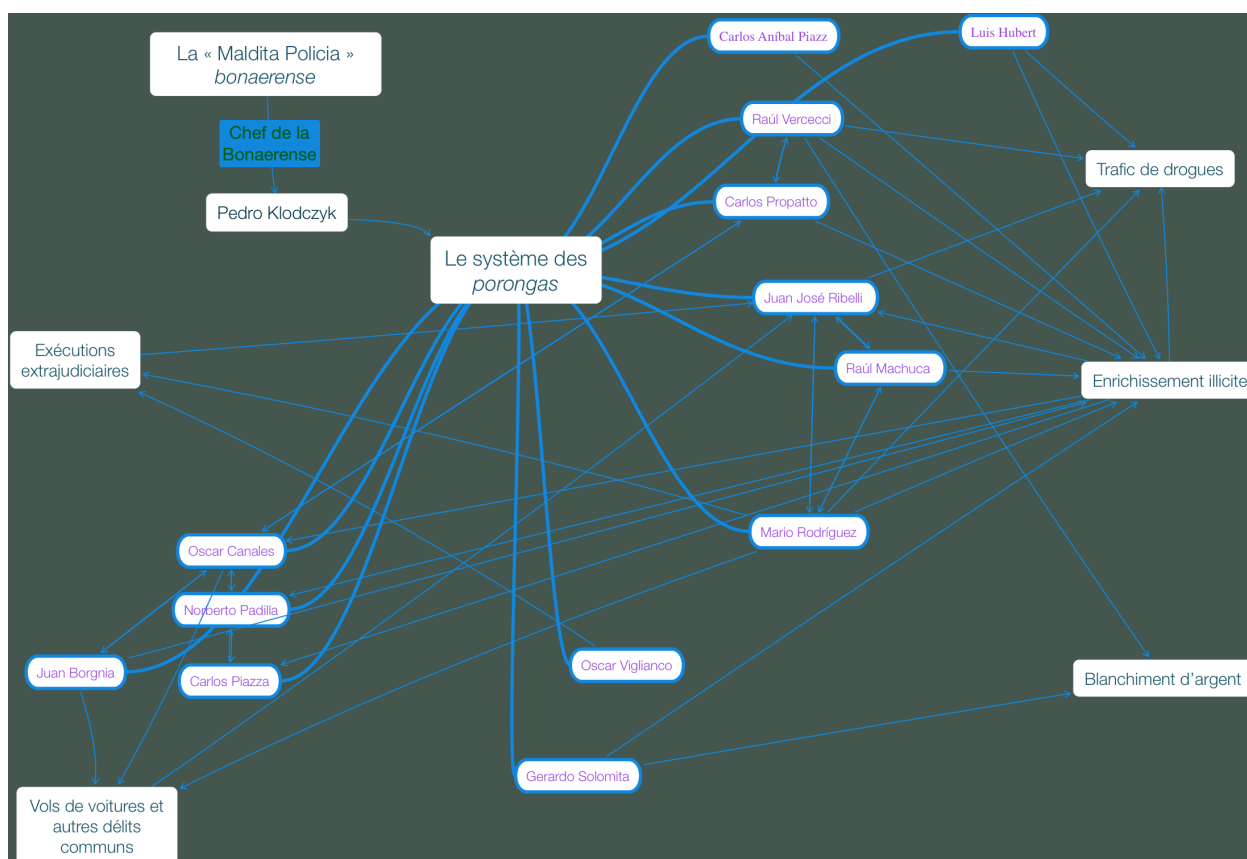
« Il y a une organisation en bandes, il y a des rôles, ils sont très disciplinés en ce qui concerne le crime (...) et il y a un système par le biais duquel... moi je l'appelle le système des *Dauphins*. Une fois que l'un des *porongas* (chefs) se retire, il perpétue son pouvoir grâce à ses hommes de confiance, ses favoris, ses 'enfants du cœur' (...) en plus, lorsqu'ils s'orientent vers d'autres activités, ils ne partent pas tous seuls, ils amènent avec eux leur 'bande' (...) donc par exemple lorsque le commissaire machin était transféré de la brigade de toxicomanie à celle des enquêtes de la Matanza, il débarquait avec tout son 'État-major'. Au sein de son 'État-major', le gars avait ses favoris et par conséquent, lorsqu'il abandonnait son poste – soit en raison de son âge ou parce qu'il était placardisé suite à un problème – il se faisait succéder par l'un d'entre eux. C'est à dire que cette personne continuait à obéir les ordres de quelqu'un qui ne faisait plus partie de la police (...) »<sup>459</sup>.

---

<sup>458</sup> « (...) cada comisaria tiene su servicio de calle y el servicio de calle se dedica a recaudar en absolutamente todos los delitos contemplados por el código penal (...) y no solo participan de esas actividades cobrando un 'canon' sino a través de la participación directa en bandas mixta de secuestradores, bandas mixta de ladrones, bandas mixta de narcotraficantes (...) y es una cosa estructural porque cuando nosotros escribimos la bonaerense, en ese momento, y es una cosa que aun persiste, cada comisaria tenía que recaudar 30.000 dólares por mes y desos 30.000, 15 se repartía entre comisarios y sub-comisarios y el resto de los integrantes del servicio de calle y 15 subía en arriba, a las regionales, de ahí la gente de las regionales se quedaba con la mitad y otro se iba a la jefatura, entiendes ? Estamos hablando de 300 comisarias o sea de una cifra colosal, a lo que hay que añadir la recaudación de las brigadas (...) por un lado existe el escalafón de seguridad que son las comisarias y por otro lado el escalafón de investigaciones que recaudan una cantidad similar, se quedan con la mitad y la otra mitad la derivan al poder político o al poder judicial. » (tda.). Entretien, *op. cit.*, 12/03/2013.

<sup>459</sup> « hay bandas, hay líneas internas, dentro del delito son muy disciplinados (...) y hay un sistema por el cual, yo lo llamo sistema de los *Delfines*, una vez que un determinado *poronga* cessa en sus funciones perpetua su poder a través de sus hombres de confianza, sus centenados, sus 'hijos del corazón' (...) además todos esos cuando pasan de destino no se van solos de su destino anterior a su destino nuevo en solitario, sino que se van con toda su « patota » (...) o sea cuando, al comisario tal lo pasaban de toxicomania a la brigada de investigaciones de la Matanza, no iba solo sino venía con todo su 'Estado Mayor'. Entre su 'Estado Mayor', el tipo tenía sus preferidos, en consecuencia, cuando el tipo abandonaba sus tareas – ya sea por que pasaba a retiro por edad, ya sea por que lo exoneraban por algún problema – lo sucedía uno de esas personas, lo sucedía uno estrecho colaborador suyo. O sea, seguía obedeciendo las ordenes de esa persona que orgánicamente ya no estaba en la policía. (...) » (tda.). *Idem*, 13/03/2013.

Ainsi, ce « système » reste stable au fur et à mesure que les politiques de « mano dura » sont maintenues<sup>460</sup>. Les *porongas bonaerenses* jouent avec deux variables: lorsqu'ils veulent promouvoir un allié politique – les « rapports de clientèle » s'activent et ils se placent dans la rue et « protègent » la population ; lorsqu'ils sont empêchés – par des « menaces » de réformes - de mettre en place leurs « services de rue » (collecte des fonds pour la « caisse noire ») - ils « libèrent la zone » autrement dit ils laissent la zone sans surveillance « liberan zonas » (« ils laissent une région sans vigilance ») aux bandits alliés, tout en alimentant la sensation d'insécurité générale. La pratique de « liberar zonas » était largement utilisée pendant la dictature : la police « liberava zonas », à savoir qu'elle n'intervenait pas sur un « territoire » déterminé par l'armée, permettant aux escadrons de la mort d'exécuter le « sale boulot ».



461

<sup>460</sup> Nous verrons plus en détail la corrélation entre les politiques de « mano dura » (« main fort ») et la « sensation d'insécurité » lors du 6ème chapitre de cette 2ème partie.

<sup>461</sup> Schéma développé par l'auteure basé sur « la causa des 33 orientales », qui fait référence aux trente-trois commissaires (« porongas ») préférés de Pedro Klodczyk. Ils ont tous accumulé de petites fortunes, qui comprennent plusieurs maisons et bâtiments. Voir: VALES, Laura ; KOLLMAN, Raúl. « Los comisarios pasaron la gorra ». *Página 12*. Buenos Aires: 31/08/98. Disponible sur: <https://www.pagina12.com.ar/1998/98-08/98-08-31/pag09.htm> (consulté le 26 mars 2016)

À Rio de Janeiro, le « mode de fonctionnement criminel » de la police était caractérisé par le système des « groupes d'extermination ». Les actions de ces groupes sont passés par plusieurs *reconfigurations* : ils ont émergé lors des années 50 et 60<sup>462</sup>, puis ils sont devenus partie intégrante des régimes dictatoriaux et sont plutôt connus comme des « escadrons de la mort » et finalement, ils se sont systématisés par le biais de la mise en place d'une « organisation entrepreneuriale d'exécution » au sein de la « machine répressive » *carioca* lors des années 90. Cette dernière étape coïncide notamment avec le projet néolibéral mené par le gouvernement Marcello Alencar qui réactivait le binôme clientélisme et violence<sup>463</sup>.

Si, lors de la dictature, ces groupes effectuaient le « sale boulot » de la répression politique pour les forces armées, progressivement, dans les années 80 avec l'ouverture démocratique, ils concentraient leurs « activités d'extermination » sur la protection des intérêts des « élites » économiques locales - les commerçants, les hommes politiques et les groupes criminels (les membres du « jeu de l'animal », les trafiquants de drogues, les trafiquants de marchandises volées, etc) - en échange de bénéfices économiques et politiques.

« La peur qu'un tueur répandait dans une communauté donnée lui apportait, dans un premier temps, un pouvoir de commandement sur ce groupe social et à plus long terme, dans le cas où les détenteurs du pouvoir économique auraient besoin d'éliminer un associé ou un opposant, la possibilité d'être embauché pour exécuter la tâche »<sup>464</sup>.

Dans les années 90, la diversification des marchés criminels et les *reconfigurations* des « machines politiques » ont renforcé les « réseaux des complicités » sous-jacents aux « groupes d'extermination » : dans la Baixada Fluminense ces groupes se partageaient les territoires entre eux, visant à tirer des profits économiques des marchés criminels en expansion en même temps qu'ils soutenaient les projets des « partenaires » politiques locaux :

---

<sup>462</sup> Ces groupes émergent entre 1956 et 1958 au sein du département de police spéciale créée par le colonel Amaury Krueel. A cette époque les groupes d'extermination se dédiaient notamment à « chasser les bandits » sans avoir une implication directe et/ou autonome dans les affaires criminelles. Puis, en 1964, ils forment l'Escuderie le Cocq en ayant pour but de créer une vraie « machine répressive » pour « venger la mort » des policiers morts par les bandits. Leur slogan était « pour chaque policier tué, 10 bandits seraient exécutés ». Voir : VENTURA, Zuenir. *Cidade Partida*. São Paulo : Companhia das Letras, 1997. p. 28-48.

<sup>463</sup> Le « projet néolibéral » donne de la consistance à ce binôme, le modernise, englobe les privatisations, la dérégulation, les grands investissements publicitaires, sans pour autant résoudre la problématique du manque de services publics concrets. Ainsi, le soutien aux groupes politiques locaux liés aux groupes d'extermination et aux structures traditionnelles de domination apparaissait, à ce stade, comme l'alternative choisie par le pouvoir central au détriment de sa réelle implication dans ces régions.

<sup>464</sup> « O temor disseminado por um matador em uma determinada comunidade rendia um poder de mando sobre aquele agrupamento social num primeiro momento e a longo prazo, a possibilidade de que, em surgindo a necessidade por parte dos detentores do poder economico em eliminar um sócio ou opositor, vir a ser contratado para o serviço ». (tda.). Voir Alves, *op. cit.*, p. 166.

« À partir des premières recherches effectuées par la Commission spéciale<sup>465</sup> (qui enquêtait sur les crimes perpétrés dans la Baixada Fluminense), on constata que la région de Duque de Caxias était divisée en territoires par des groupes d'individus ; qu'il y avait, dans chaque région 'un ou deux patrons' qui étaient en quelque sorte amis. Ainsi, le quartier Dr. Laureano était la région de Zito et de Camilo, et ce dernier divisait sa principauté avec Paulinho au Doigt Nerveu (« Dedo Nervoso »), qui de son côté étendait son emprise jusqu'à Vila São Luiz, où régnaient Boca, Zitinho, Tião da Mineira et tant d'autres. Au parc Beira Mar, les habitants devaient faire la révérence à Dino, et c'était ainsi dans toute la région. Une partie du pouvoir de ces hommes tout-puissants provenait des documents que la plupart possédait : cartes d'officiers *ad hoc*, de Commissaires en charge des mineurs, de gardes municipaux ou de policiers civils ou militaires. On les voyait quotidiennement au Forum, et ils fréquentaient assidument la Préfecture, le Conseil municipal, ainsi que les banquiers des jeux du hasard clandestins, les Soares : ils étaient intimement liés au pouvoir dans toutes ses facettes »<sup>466</sup>.

Ainsi, plus que la conception d'un simple « groupe de tueurs » appartenant à la police et soutenu par le pouvoir politique local, cette *reconfiguration* correspondait à un nouveau « mode de fonctionnement » de la « machine répressive » *carioca*. Ce « mode de fonctionnement » a dû s'adapter notamment à l'expansion exponentielle du trafic de drogues qui se répandaient lors des années 90 tout le long de la route Presidente Dutra. Cette route, qui traversait la région de la Baixada Fluminense, était également la principale porte d'entrée de la cocaïne vers les « favelas » de la zone sud de Rio de Janeiro où la demande de cette drogue augmentait également de façon exponentielle.

Dans ce nouveau contexte, « trafiquants de drogues » et « groupes d'extermination » ont partagé par le biais de la violence des espaces de pouvoir différents dans la région. Les premiers assuraient le bon fonctionnement des « points de vente » de la drogue en payant aux seconds l'« arreglo » - l'accord, le règlement, l'arrangement – pour pouvoir la commercialiser librement. Les seconds, afin de garantir l'équilibre des « réseaux des complicités » locaux, entretenaient un discours

---

<sup>465</sup> Cette commission a été créée dans le premier gouvernement de Brizola (1983-1986) pour enquêter sur les crimes commis par les « escadrons de la mort » dans la Baixada Fluminense.

<sup>466</sup> « Nos primeiros levantamentos feitos pela Comissão Especial (que investigava os crimes ocorridos na Baixada Fluminense) constatou-se que a Comarca de Duque de Caxias era dividida em territórios entre grupos de homens ; que cada área havia 'um dono ou dois' e que todos eram de certa forma amigos entre si. Assim era que, por exemplo, o bairro Dr. Laureano era a região de Zito e de Camilo e o segundo dividia o principado com Paulinho Dedo Nervoso, que, por sua vez extendia seu domínio até a Vila São Luiz, onde reinavam Boca e Zitinho, Tião da Mineira e tantos outros. No parque Beira Mar, deviam os moradores reverenciar Dino e assim era por toda a região. Os tais homens fortes que tudo podiam tiravam parte de seu poder da documentação que a maioria portava : carteiras de oficiais *ad hoc*, de Comissários de Menores, de guardas municipais ou policiais civis e militares, mas todos eles eram vistos no Fórum diariamente, como também frequentavam a Prefeitura, a Câmara dos Vereadores e sempre rodeavam os banqueiros de bicho locais, os Soares : eram íntimos do poder em suas várias faces » (tda.). Voir : Alves, *op. cit.*, p. 161.

d'« ordre » construit tout au long de l'histoire de la région à partir d'un savoir-faire basé sur les menaces et les exécutions des « ennemis » de ce même « ordre ».

Les « cavalos corredores » - « groupe d'extermination », dont les responsables sont les chacinas d'Acari, Vigário Geral et Candelária – sont apparus dans un contexte politique favorable à leur « autonomisation » – le gouvernement Moreira Franco (1987-1991) - où la devise était d'en finir avec la violence liée au « trafic de drogues » en 100 jours. Ce groupe a été formé au sein du 9<sup>ème</sup> Bataillon de la Police Militaire (« BPM de Rocha Miranda »<sup>467</sup>) qui était commandé à l'époque par le colonel Emir Larangeira<sup>468</sup>.

#### « RAPPORT EVOQUE LES 'CHEVAUX COUREURS' »

Le rapport décrit en détail l'extorsion pratiquée par la police militaire le 14 juillet, dans la favela Açari. Les policiers Paulo Roberto Borges da Silva, Carlos Alberto Souza Gomes,IVALDO BARBOSA DO NASCIMENTO, Eduardo José Rocha Creazola et Wilton Elias da Cunha sont mentionnés après avoir été identifiés par plusieurs témoins comme ayant participé à l'extorsion. Curieusement, au moins trois de ces policiers sont suspectés d'avoir participé à la tuerie de Vigário Geral, le 29 août. Après avoir énuméré les Policiers militaires impliqués dans l'extorsion, le rapport s'intéresse aux agissements des 'Chevaux coureurs'. « Ils faisaient tous partie d'un groupe spécialement créé par le colonel Emir Larangeira pour combattre le trafic de drogues. Ils ont marqué les esprits par la terreur qu'ils faisaient régner dans les communautés les plus pauvres, et on commença à les appeler les Chevaux Coureurs car ils étaient les seuls policiers qui rentraient dans les favelas en courant. [...] Il convient de souligner que ces policiers bénéficient toujours de la protection du colonel Emir Larangeira, actuellement à la retraite et exerçant en tant que député fédéral », affirme le rapport »<sup>469</sup>.

---

<sup>467</sup> Les communautés policées par le 9<sup>ème</sup> BPM (« Bataillon de la Police Militaire ») sont Cavalcanti, Engenheiro Leal, Madureira, Turiaçu, Vaz Lobo, Oswaldo Cruz, Cascadura, Quintino Bocaiúva, Bento Ribeiro, Campinho, Maréchal Hermès, Coelho Neto, Colegio, Honório Gurgel et Rocha Miranda. Ces régions sont très denses et historiquement violentes. Le 9<sup>ème</sup> BPM dans les années 1990 était connu sous le nom de « triangle des Bermudes » car de nombreux suspects emmenés par policiers ont simplement disparu suite à leur entrée dans le commissariat.

<sup>468</sup> Accusé de diriger ce groupe d'extermination, Emir Larangeira a même écrit un livre, appelé « Cavalos Corredores », pour nier l'existence du groupe. Le colonel, qui a été élu député par le PSDB, a admis le soupçon qu'un groupe de personnes s'était rendu sur les lieux pour kidnapper les jeunes et les exécuter ensuite, mais ces personnes ne seraient pas des policiers. Selon son explication, le crime contre les jeunes avait été pratiqué par une bande de criminels rivale. En ce qui concerne les « Cavalos Corredores », Larangeira commente: « Eh bien, il n'est pas facile d'expliquer ce qui n'existe pas, mais je ne peux pas surmonter l'insistance des médias à vendre les sensationnels 'Cavalos Corredores'. Eh bien, ils m'ont attribué l'erreur d'avoir créé un groupe d'extermination avec cette dénomination. En premier lieu, et comme je l'ai déjà prouvé, je n'ai pas du tout créé un groupe d'extermination, à cause de ces gens vils et abjects qui m'accusaient de cette accusation ténébreuse. (...) Je pense aussi que j'aurais choisi un nom plus approprié, car le cheval n'est pas mon fort. J'aime les chiens, et peut-être, alors, je nommerais mon 'groupe d'extermination' de 'chiens coureurs', ce qui serait plus comme moi ». Voir LARANGEIRA, Emir. *Cavalos Corredores : a verdadeira história, fatos reais*. São Paulo : Beto Brito, 2004. p. 146.

<sup>469</sup> « RELATÓRIO CITA 'CAVALORES CORREDORES'. No relatório, a extorsão praticada por policiais militares em 14 de julho, na favela de Acari, é descrita com detalhes. Os policiais Paulo Roberto Borges da Silva, Carlos Alberto Souza Gomes,IVALDO BARBOSA DO NASCIMENTO, Eduardo José Rocha Creazola e Wilton Elias da Cunha são citados por terem sido identificados pelas testemunhas como alguns dos autores da extorsão. Curiosamente, pelo menos três desses policiais são suspeitos de terem participado da chacina de Vigário Geral, em 29 de agosto. Após enumerar os PMs envolvidos com a extorsão em Acari, o relatório discorre sobre a atuação dos Cavalos Corredores. « Todos faziam parte de um grupo especialmente criado pelo coronel Emir Larangeira para o



Le reportage ci-dessus, apparu le 12 septembre 1993 dans le journal « O Dia », révélait des extraits d'un rapport du « Service d'Homicides de la Baixada Fluminense » et confirmait l'existence des « Cavalos Corredores » en les reliant directement au commandement du colonel Larangeira. Ce dernier – qui était impliqué également dans plusieurs affaires criminelles - bénéficiait de l'« immunité parlementaire » accordée par sa fonction de député de l'État de Rio de Janeiro pour le parti le PSDB. Ces « réseaux des complicités » ont été largement dénoncés par les « mères » des disparus d'Acari et, notamment, par l'une d'elles, Edméia da Silva Eusébio qui a été assassinée par ce même groupe en plein centre de la ville de RJ – à côté de la station « Central du Brésil » - le 15 janvier de 1993.

Dans un entretien donné quelque jours avant son assassinat, Edméia raconte de façon détaillée l'implication du colonel Larangeira avec les « cavalos corredores » :

- *Et sur la participation du colonel Emir Larangeira dans tout cela ? À l'époque il commandait bien le 9<sup>ème</sup> bataillon de la Police militaire ?*
- C'est ça. Ses hommes faisaient de l'extorsion pour son compte. Il était à la tête de tout ça. Et c'est lui qui donnait l'ordre de tuer.
- *Il y avait un groupe d'exécution ?*
- Oui. C'est ce groupe qui est venu ici chez moi. Le colonel a créé ce groupe pour tuer. Il a aussi fait assassiner le frère du chef du trafic d'Acari. (...) C'est un bourreau. Comment c'est possible d'être un tueur, et d'être là avec votre bande sans participer ?
- *Et alors ?*
- Alors, Ivani, de la Commission spéciale, a commencé à enquêter. Et là, Bira a commencé à dire qu'il allait me tuer moi, S., Penha et Neném. Comme il avait peur, Ivani a demandé à ce qu'on soit mis sous protection. [...] Et puis quand Ivani était sur le point de révéler tout ça, ils l'ont retiré de la Commission spéciale<sup>470</sup>. C'est Larangeira qui l'a fait virer.
- *Vous pensez que Larangeira est intervenu pour le faire partir ?*
- Il doit être intervenu parce que lorsque la police militaire est venue, il m'a fait paniquer. [...] Larangeira me regardait avec une tête de 'je vais te tuer' et il disait : « ça ne sert à rien, ça va foirer ». Jusqu'il y a peu, il disait que ça allait

---

combate ao tráfico de drogas. Ficaram conhecidos pelo terror que implantavam nas comunidades mais carentes, ganhando o epíteto de Cavalos Corredores por serem os únicos policiais que entram nas favelas correndo (...) Cabe aqui salientar que estes policiais ainda têm a proteção do coronel Emir Larangeira, hoje reformado e deputado estadual”, afirma o documento ». Voir : Reportage du journal « O Dia », paru le 12 septembre 1993 cité dans la thèse de ARAÚJO, Fabio Alves. *Do luto à luta : a experiência das mães de Acari*. Mémoire en Sociologie : Programa de Pós- Graduação em Sociologia e Antropologia do Instituto de Filosofia e Ciências Sociais da Universidade Federal do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, 2007. p. 40-41.

<sup>470</sup> « Avec plus de 20 ans de profession, Ivani considère l'affaire Acari comme l'une des plus compliquées de sa carrière, en raison des pressions subies par les détectives de la Commission spéciale. Chaque fois qu'ils confirmaient des liens entre l'affaire et la corruption de la police, les pressions du haut de la hiérarchie devenaient visibles (...) - j'ai travaillé dur sur l'affaire Acari. Je me suis beaucoup impliqué, j'ai travaillé dur, j'ai beaucoup cherché dans la région de Magé pour trouver des indices. Mes collègues et moi-même nous avons dévoué sans réserve à l'affaire. C'était un cas typique d'enlèvement suivi d'extermination pratiquée par des policiers. (...) - Nous allions bien. Nous avons soulevé des témoins importants, découvert les traces des ravisseurs. Si nous n'avions pas été retirés de la Commission spéciale, nous aurions clarifié l'affaire » (tda.). Voir Nobre, *op. cit.*, p. 144.

foirer. J'ai reçu un message de gens hauts placés, du même niveau que lui, qui disait qu'ils étaient en train de préparer... mais on a toujours peur de lui, parce que c'est un salaud et un bourreau. De la même manière qu'il a tué Paulinho, le frère du trafiquant Cy, il peut nous tuer. Quand le gamin a commencé à témoigner devant un juge, il a trouvé le moyen de le tuer »<sup>471</sup>.

L'analyse du cas des « cavalos corredores » démontre que, si les « groupes d'extermination » à RJ se formaient majoritairement au sein des commissariats de police, ils ne répondaient pas, comme à BA, à une structure « pyramidale » organisée depuis la propre institution et en ayant pour but d'alimenter la « caisse noire » - « *caja chica* » - de chaque département. La structure des « groupes d'extermination » était davantage « tentaculaire », « clandestine » et régie par des mécanismes de pouvoir qui allaient au-delà de ceux articulés au sein même des commissariats puisque liés à des projets politiques qui avaient comme piliers la devise de l' « ordre » par le biais de l' « extermination ».

« Les implications politiques de la violence illégale dans la construction d'une sécurité et d'une sociabilité minimums proviennent non seulement de la reconnaissance de son efficacité à l'échelle locale, mais également par la prise en compte du pouvoir de base de cette violence dans les calculs politiques des groupes dominants aux niveaux des États fédérés et à échelle nationale. (...) Ainsi, les bénéfices tirés du recours aux exécutions sommaires ont, non seulement permis de structurer un mécanisme de contrôle sur les sphères juridiques, législatives et exécutives du pouvoir, mais également de garantir le soutien d'une population sans autres alternatives quant à la formulation d'autres voies d'accès au pouvoir »<sup>472</sup>.

---

<sup>471</sup> « - *E a participação do coronel Emir Larangeira nisso tudo? Na época ele comandava o 9° BPM?*

- E: É, o pessoal dele extorquia para bancar o Larangeira. Era tudo a mando dele. E ele também manda matar.

- *Tem um grupo de extermínio?*

- E: Foi esse grupo que veio aqui em casa. O coronel criou este grupo para matar. Ele também mandou matar o irmão do dono do tráfico do Acari. (...) Ele é exterminador. Como é que eu sou exterminador, você vai estar com seu grupo aqui dentro e eu não vou estar participando?

- *E então?*

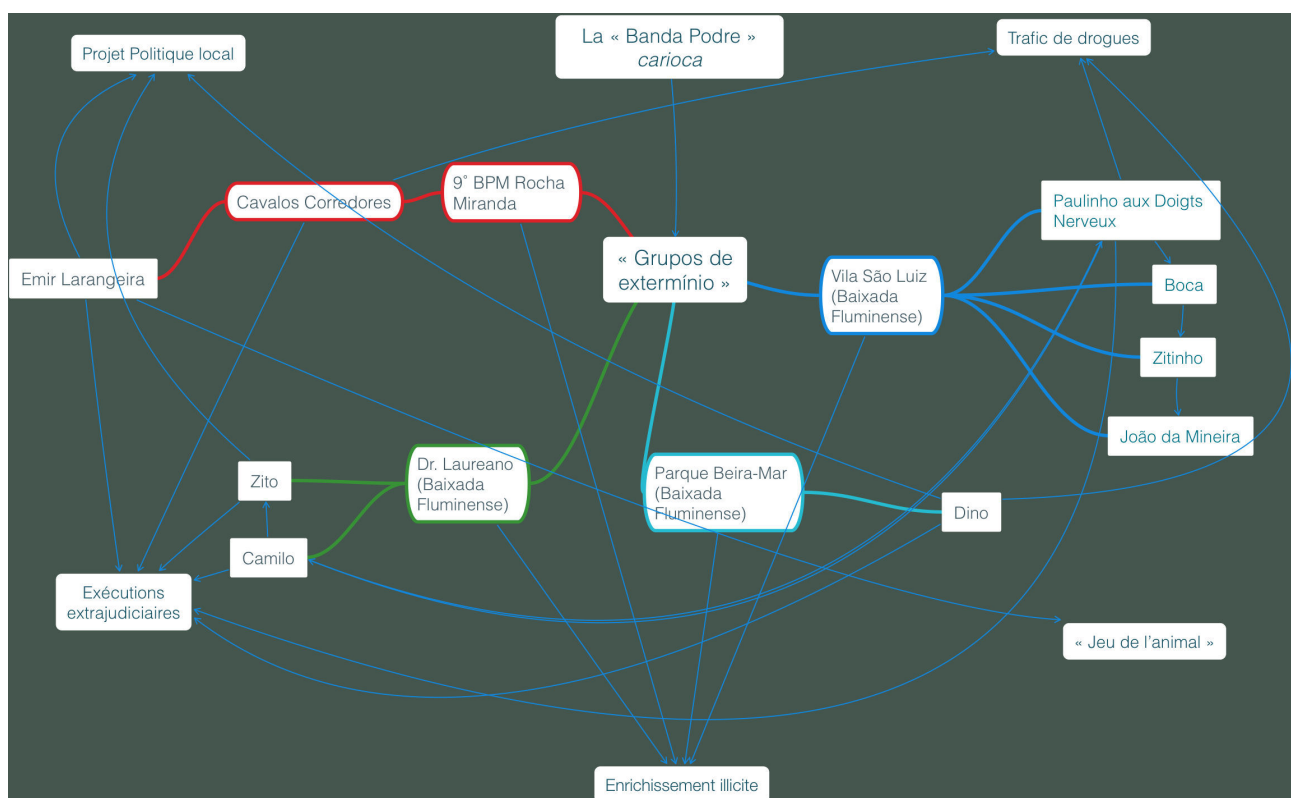
- Então, o Ivani, da Comissão Especial, começou a investigar. Aí, o Bira começou a dizer que ia matar eu, a S., a Penha e a Nênem. Com medo, o Ivani pediu pra botar segurança pra gente. (...) De repente quando o Ivani já estava no cafofo, como diz na gíria, tiraram ele da Comissão Especial. O Larangeira tirou o Ivani.

- *A senhora acha que o Larangeira interferiu para ele sair?*

- Deve ter interferido, porque no reconhecimento dos PMs ele me botou em pânico. (...) O Larangeira olhava pra mim com uma cara de « eu vou te matar » e dizia : « Não adianta, que vai melar ». Até a pouco tempo, ele dizia que ia melar. Eu recebi um recado de gente alta, igual a ele, de lá de dentro, que eles estavam armando...mas a gente sempre tem medo dele, porque é um safado, ele é exterminador. Do mesmo modo como ele matou o Paulinho, irmão do traficante Cy, ele pode matar a gente. Quando o menino começou a depor para o juiz, ele deu um jeito e matou o garoto. » (tda.). Entretien réalisé par le journaliste Marcos Nobre et reproduit dans son livre « *As mães de Acari* ». Voir *Idem*, p. 119-135.

<sup>472</sup> « *As implicações políticas da violência ilegal na construção de uma segurança e sociabilidade mínima surgiram não apenas pelo reconhecimento local da sua eficácia, mas também pela inclusão da base de poder que essa violência construía nos cálculos políticos dos grupos dominantes estaduais e federais (...) Assim, os dividendos arrecadados com o emprego das execuções sumárias foram capazes de estruturar não só um mecanismo de controle sobre as esferas jurídicas, legislativas e executivas do poder, mas garantiram, principalmente, o respaldo de uma massa sem alternativas quanto a formulação de outras vias de acesso ao poder* » (tda.). Voir Alves, *op. cit.* p. 174.

Ainsi, tandis qu'à BA il s'agissait d'une structure « entrepreneuriale criminelle » destinée à l'« auto-financement économique illégal » de la propre institution *bonaerense* et de ses *porongas*, il s'agissait à RJ, d'une structure « entrepreneuriale criminelle » qui visait le profit de ses propres membres ainsi que le « financement économique illégal » des « projets de pouvoir locaux »<sup>473</sup> intégrés parfois directement par ces mêmes membres des « groupes d'extermination ».



474

<sup>473</sup> Certains politiciens locaux soutiennent les groupes d'extermination et utilisent parfois le contrôle qu'ils exercent sur la population locale pour obtenir des votes ou intimider leurs adversaires. Il est également allégué que certaines personnes accusées d'appartenir à ces groupes travaillent ouvertement pour certains politiciens locaux. Les personnes qui s'opposent au contrôle exercé par ces groupes dans leurs quartiers respectifs courent le risque de perdre la vie; il est également très risqué de les dénoncer à la police, étant donné qu'une grande partie des policiers participent directement à ces groupes. Ainsi, entre 1991 et 1993, dans la grande Rio de Janeiro, les groupes d'extermination ont exécuté 31 chefs de communauté.

<sup>474</sup> Schéma développé par l'auteur.

# **Chapitre 5 : Le contexte « criminel » des années 90 et les réformes des polices *bonaerense* et *carioca* en démocratie**

Le processus d' « autonomisation » des polices *bonaerense* et *carioca* a atteint son apogée pendant les années 90 avec les « reconfigurations » de leurs pratiques répressives et criminelles : les cas de tortures, de massacres, d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées, ainsi que l'implication directe des forces policières dans les affaires criminelles qui ont été innombrables à ce moment-là. Leur récurrence démontrait qu'il ne s'agissait pas de pratiques isolées, mais plutôt de l' « institutionnalisation » d'un *modus operandi* arbitraire et criminel largement ancré au sein de ces deux polices. Ainsi, des réformes institutionnelles se sont montrées pressantes, étant donné le nombre croissant des dénonciations des ~~familiers~~ proches des victimes. De plus, les rapports élaborés par les organisations des droits de l'Homme et les nombreuses enquêtes judiciaires et plusieurs reportages de la presse ont révélé l'incompétence des gouvernements de BA et de RJ dans le contrôle sur leurs propres polices ainsi que sur leurs affaires criminelles chaque fois plus complexes.

## **5.1. Le processus de « (re) prise en main » des polices *bonaerense* et *carioca***

En janvier 1994 à BA, le « massacre de Wilde » fut le premier cas par le biais duquel les liens obscurs entre pouvoir répressif, pouvoir criminel et pouvoir politique ont été dévoilés publiquement. Cependant, c'est la récurrence de plusieurs événements criminels impliquant la *bonaerense* en 1996 et 1997 qui marquèrent le point d'inflexion et, par conséquent, obligèrent Eduardo Duhalde, gouverneur de la

province de BA à l'époque, à mettre en place une vraie réforme afin de (re) prendre en main le contrôle de l'État sur cette institution<sup>475</sup>.

Les événements qui s'inscrivent dans le prélude de cette réforme sont les suivants :

Le 20 Février 1996, dans la municipalité de « La Plata », des centaines d'étudiants ont été violemment réprimés pendant une manifestation contre l'assemblée qui visait à réformer le « Statut de l'Université de La Plata ». Lors de cette manifestation, plusieurs jeunes gens ont été blessés et plus de 300 personnes ont été arrêtées par les *bonaerenses* pour « vérification d'antécédents ». Cette mesure a été considérée très abusive dans la mesure où le rassemblement était pacifique et, donc, n'avait rien qui pouvait justifier une inculpation des étudiants.

Quelques jours plus tard, le 2 mars 1996, un autre événement survint : Cristian Campos, un jeune issu d'un quartier pauvre de la municipalité de « Mar del Plata », a été également arrêté pour « vérification d'antécédents » par le sergent Eduardo Jurado et le caporal Jorge Guiguet. Cristian a été retrouvé le 8 mars avec des impacts de balles sur le visage et la poitrine ainsi que des traces de torture sur le corps. L'exécution fut une réponse à des dénonciations que Cristian ~~était en train d'émettre / émettait~~ concernant les menaces et harcèlements de Jurado pour qu'il accepte de « travailler » - autrement dit, de « voler » - pour les *bonaerenses*<sup>476</sup>.

Toujours en 1996, en juillet, le juge fédéral de la ville de Buenos Aires, Eduardo Galeano, a ordonné l'arrestation de douze policiers *bonaerenses* dirigés par le commissaire Juan Jose Ribelli, fonctionnaire très proche de Klodczyk et déjà impliqué dans d'autres affaires criminelles importantes comme celle du « massacre de Wilde ». Le juge a considéré qu'ils faisaient partie d'une « asociación ilícita para delinquir » (« association illégale visant à commettre des crimes ») et qu'ils étaient, également, des « partícipes necesarios » (« participants nécessaires ») dans l'attentat de l'AMIA (qui plus tard s'est révélé être une dénonciation fallacieuse, ~~en~~ mettant en lumière un

---

<sup>475</sup> « À l'époque, 49% de la population de Buenos Aires pensait qu'il y avait des groupes de policiers impliqués dans les crimes de trafic de drogue, tandis que 41% croyaient que toute l'institution était intervenue dans cette activité criminelle. Seulement 0,6% estimait qu'il n'y avait pas de politiciens liés au trafic de drogue. Un nombre relatif similaire concevait que la police provinciale participait également à des vols de véhicules (...). Dans ce contexte, Duhalde, conscient de l'impossibilité politique de cette stratégie délégative (pacte et délégation du gouvernement de la sécurité à la police de Buenos Aires), a donc dû mettre en place des changements importants dans le domaine de la sécurité » (tda.). Voir SAIN, Marcelo. *El péndulo : Reforma y contrareforma en lamPolicia de la Provincia de Buenos Aires (1997-2002)*. Buenos Aires : Editorial Octubre, 2015. p. 130.

<sup>476</sup> « Au cours du procès oral mené en 1997, le sergent Eduardo Jurado a expliqué qu'il était courant dans le travail de la police de 'hacer aprietes' (« presser ») les délinquants, à savoir de les torturer ou de les forcer, même à l'extérieur du commissariat. En octobre, Jurado a été condamné à la réclusion à perpétuité pour privation de liberté et tortures suivies de mort, Guiguet et un autre de ses collègues ont été condamnés à la réclusion à perpétuité et d'autres impliqués à 15 ans de prison » (tda.) Voir : Sain, *op. cit.*, p. 125.

schéma complexe de dissimulation politique et judiciaire des vrais responsables des faits<sup>477</sup>).

Un mois plus tard, un autre groupe de *bonaerenses* de la « Division des Fraudes et Escroqueries » du *conurbano* nord et son « poronga » a été accusé d'avoir exigé des « pots de vin » à des hommes d'affaires dont les entreprises étaient l'objet d'une enquête menée par cette même « division » pour fraude fiscale présumée<sup>478</sup>.

Ces événements - et d'autres aussi graves mais moins médiatisés - ont donc remis en question les méthodes de répression adoptées et/ou tolérées par Pedro Klodczyk, le chef de la police *bonaerense* polémique à l'époque, qui a dû démissionner de ses fonctions en novembre 1996 et fut remplacé par le commissaire Adolfo Vitelli. C'est donc depuis ce réaménagement initial qu'a débuté le laborieux processus de réforme qui, après de nombreux aléas, a atteint son stade le plus radical, notamment avec l'« intervention civile » et l'« annonce d'état d'urgence » de la *bonaerense*. L'« intervention civile » consistait en la suppression de la direction de la police représentée par la figure du « chef militaire » et du « sous-chef militaire » - les « *porongas* » - et la nomination d'un « intervenant civil extérieur » à l'institution *bonaerense* avec des pouvoirs extraordinaires<sup>479</sup>.

Cette décision a été prise suite à la diffusion d'un rapport officiel ordonné par Eduardo De Lazzari - qui remplaçait Alberto Piotti, ancien Secrétaire de Sécurité écarté de son poste suite au soupçon d'avoir entravé l'enquête sur l'attaque terroriste de l'AMIA – dans lequel a été déclaré pour la première fois une « situation d'urgence » et par le biais duquel s'assumait le fait que depuis les hautes hiérarchies

---

<sup>477</sup> L'attaque a été réalisée en faisant exploser une puissante charge explosive qui se trouvait dans une camionnette convertie en voiture piégée. Ceci, selon l'enquête judiciaire, avait été préparé par Carlos Alberto Telleldín, un délinquant voué au vol et au «doublement» d'automobiles qui opérait en étroite relation avec le groupe de policiers bonaerenses poursuivis en justice. Comme il était indiqué dans l'enquête, ce camion avait été livré par ces derniers aux auteurs de l'attaque (...) Cependant, lors de l'instruction, le juge Galeano a commis de nombreuses irrégularités qui ont été dénoncées par quasiment toutes les parties et qui ont porté atteinte à la défense de l'accusé et à la régularité de la procédure et donc a démontré le manque d'impartialité du magistrat. Ensuite, le tribunal a déclaré la procédure susmentionnée nulle et a ordonné que le magistrat, les fonctionnaires judiciaires et les procureurs fassent l'objet d'une enquête pour les crimes qu'ils auraient commis au cours de l'instruction sur l'affaire (...) Il a également acquitté Telleldín, Ribelli et les autres policiers bonaerenses de culpabilité et de responsabilité. La décision susmentionnée a permis d'observer que l'enquête sur l'attaque de l'AMIA était une vaste opération de dissimulation politique et judiciaire des vrais auteurs, essayant de donner une fausse solution à l'affaire et leur imposant un cadre d'impunité. Voir Sain, *op. cit.*, p. 125-126. Voir légalement la sentence complète sur l'attentat AMIA sur : <https://www2.jus.gov.ar/amia/sentencia.htm> (consulté le 21 mars 2016).

<sup>478</sup> Apparemment, la police n'a pas demandé un montant fixe aux entreprises, mais a fonctionné selon l'ampleur du commerce. En général, les valeurs demandées pour chaque opération allaient de 50 000 à 500 000 pesos. Voir : LARRONDO, Ricardo. « Detienen por coima a toda una cúpula policial ». Argentina : *La Nación*, 29/08/1996. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/168461-detienen-por-coima-a-toda-una-cupula-policial> (consulté le 21 mars 2016).

<sup>479</sup> Grâce à la signature du gouverneur de la province de BA des décrets 4.506 et 5.508, les hiérarchies de chef et chef adjoint de la force ont été abolies. Ces fonctions ont alors commencé à être dirigées pour la première fois dans l'histoire par un civil, Carlos Alberto Beraldi, à la tête du Secrétariat de la Sécurité. Voir : *La Nación*, « Intervienen en la bonaerense », Buenos Aires : 20/12/1997. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/83589-intervienen-la-policia-bonaerense> (consulté le 27 mars 2016).

de l'institution de sécurité *bonaerense* se coordonnait un réseau de protection institutionnelle qui rétro-alimentait le cercle vicieux de la corruption au sein de la police :

« Au sein de l'organisation policière il y a des lignes d'action qui maintiennent entre-elles une relation fonctionnelle et privée et qui imposent loyauté à un chef supérieur responsable du dôme de la conduite, en échange de privilèges fonctionnels, de postes importants, etc., qui permettent de lever des fonds illicitement pour ce patron supérieur . Le « tête » de ces lignes d'action, parfois, est exercé organiquement par un fonctionnaire qui, à son tour, répond à un autre policier à la retraite ou à un civil qui a une position politique importante »<sup>480</sup>.

Le noyau du problème institutionnel semblait donc clair et aussi bien les mesures d'urgence qui devaient être mises en place. La réponse à cette constatation fut la déclaration officielle « d'état d'urgence de la police *bonaerense* » par la loi 11.880. D'après son deuxième article :

« L'urgence comprend les aspects organisationnels, fonctionnels, opérationnels et de travail de la police de Buenos Aires, et poursuivra les objectifs suivants:

- a) Transformer la structure de la police, créer, modifier, mettre fin ou supprimer des fonctions totalement ou partiellement, en assignant ou en réaffectant les mêmes dans les termes par lesquelles elles sont déterminés, afin de lui donner l'efficacité nécessaire pour remplir ses missions fondamentales.
- b) Optimiser les ressources humaines et matérielles et les services fournis.
- c) Moderniser et rationaliser ses ressources humaines.
- d) Mettre en œuvre, à partir de la réaffectation des ressources humaines et matérielles, le renforcement institutionnel de la police de Buenos Aires.
- e) Intégrer l'institution policière dans un cadre de service communautaire et de crédibilité. »<sup>481</sup>

Cette loi a rendu possible la mise en place d'un processus élargi d'épuration au sein de la police *bonaerense* qui a initialement engendré la retraite forcée de deux cents officiers et sous-officiers approximativement, y compris de nombreux

---

<sup>480</sup> « Dentro de la organización policial existen líneas que mantienen una relación funcional y privada que impone lealtad a un jefe superior encumbrado en la cúpula de conducción, a cambio de privilegios funcionales, destinos destacados, etc., que permite recaudar fondos ilicitamente para ese jefe superior. El liderazgo de estas líneas, a veces, está ejercido en forma orgánica por un funcionario que, a su vez, responde a otro policía en situación de retiro o bien civil con cargo político destacado ». (tda.). Voir : VERBITSKY, Horacio. « Plin caja : Ruckauf, Rico, Roman y el sistema de recaudación política que destruyó a la policía ». *Página12*. Buenos Aires : 19 de diciembre de 1999. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/1999/99-12/99-12-19/pag10.htm> (consulté le 27 mars 2016).

<sup>481</sup> « La emergencia comprende los aspectos organizativos, funcionales, operativos y laborales de la Policía Bonaerense, y perseguirá los siguientes objetivos: a) Transformar la estructura de la Policía, creando, modificando, extinguiendo o suprimiendo total o parcialmente funciones, asignando o reasignando las mismas en los términos que ellas se determinen, a fin de dotarla de la eficiencia para atender sus misiones fundamentales ; b) Optimizar los recursos humanos y materiales, y los servicios que se prestan ; c) Depurar y racionalizar sus recursos humanos ; d) Implementar a partir de la reasignación de los recursos humanos y materiales, el fortalecimiento institucional de la Policía Bonaerense ; e) Integrar a la Institución Policial en un marco de servicio y credibilidad comunitarios. » (tda.). Voir : LEY 11.880 (DEROGADA POR LEY 12.155). Emergencia de la *Policía Bonaerense*. Disponible sur : <http://www.gob.gba.gov.ar/legislacion/legislacion/1-11880.html> (consulté le 27 mars 2016).

fonctionnaires issus des échelons supérieurs de la hiérarchie institutionnelle. Ainsi, le 25 novembre 1996, Vitelli, le nouveau « chef » de la *bonaerense*, suivant les ordres de De Lázari, a écarté huit commissaires généraux qui étaient à la tête des principaux départements de l'institution<sup>482</sup>. Ces derniers occupaient des postes clés dans la direction opérationnelle de la « Maldita Policia » sous le commandement de Klodczyk.

L'« intervention civile » puis le processus d'épuration des cadres impliqués dans des affaires criminelles avaient pour but l'organisation d'une « nouvelle police » afin d'écartier l'image négative de celle associée à la « maudite » (« maldita »). Ces démarches ont pris davantage d'ampleur avec la mise en place d'une nouvelle structure ministérielle, le « Ministère de la Justice et de la Sécurité », dirigé par Leon Arslanian<sup>483</sup>.

La « nouvelle police *bonaerense* », envisagée par Arslanian, a été conçue en tenant compte les critères suivants :

1) nouvelle répartition des fonctions ; 2) décentralisation opérationnelle ; et 3) division territoriale

Les brigades spéciales – celles de lutte contre le trafic des drogues, des vols et vols qualifiés, des fraudes et escroqueries, etc - qui étaient impliquées dans les affaires criminelles qu'elles devaient en fait poursuivre ont été dissoutes. Le nouveau modèle a mis en oeuvre la « décentralisation » et la « départementalisation » de l'institution *bonaerense* par la suite à travers leur division en 18 « départementales policières »<sup>484</sup> qui coïncidaient avec le démembrement antérieur de la province de Buenos Aires en 18 « régions départementales judiciaires ».

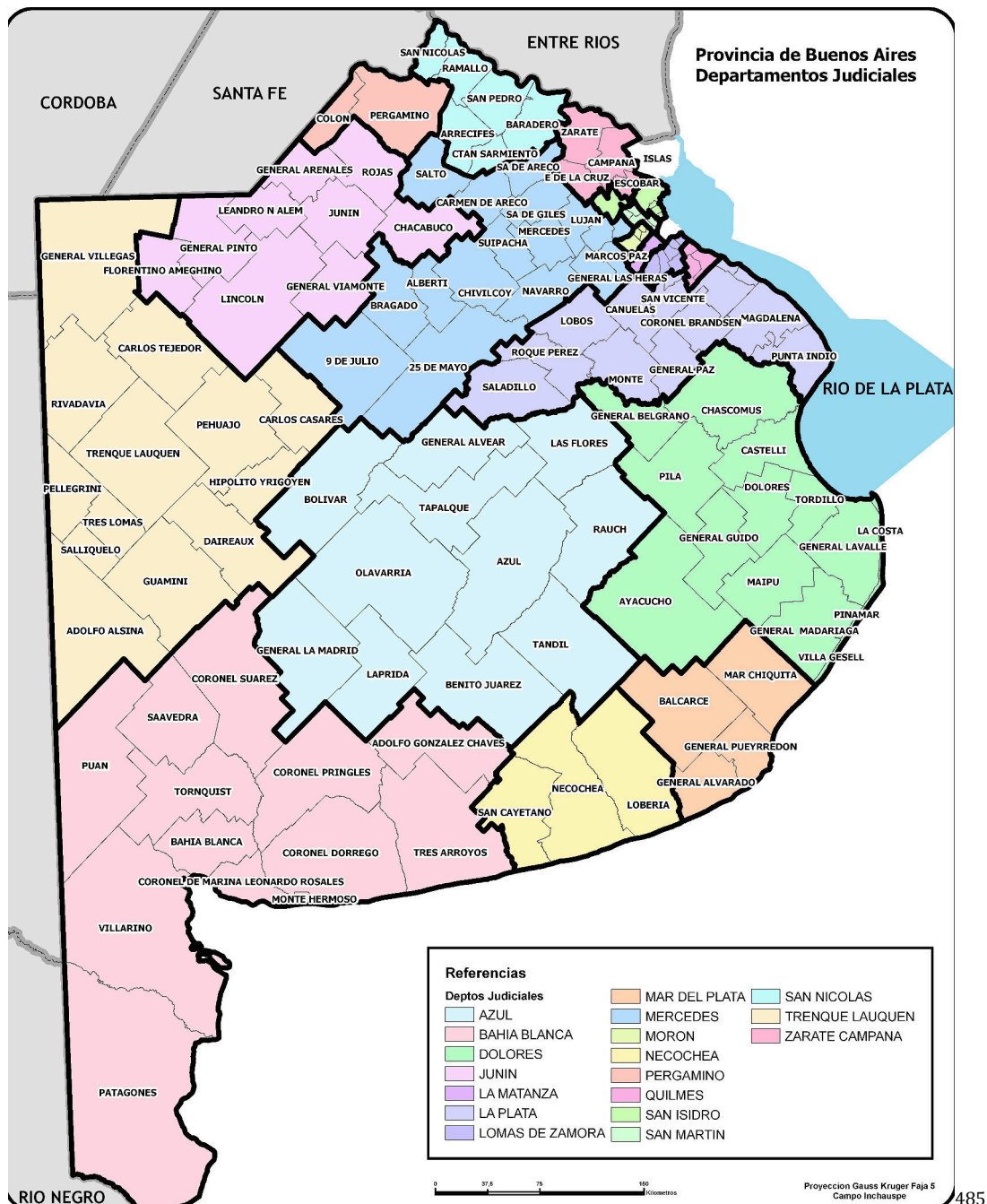
---

<sup>482</sup> Ils étaient commissaires principaux : Eduardo Alfredo Pérez Rejón – Secrétariat général -, Guillermo Eusebio Riviere – Direction générale de la sécurité -, José Miguel Ojeda – Direction de l'administration et des finances -, Miguel Ángel Fuster – Direction générale de science et technique criminalistique -, Hugo Alberto Vacarezza – Direction générale du trafic de drogue-, Hugo Néstoe Báñez - Gestion générale du personnel -, Rubén Constantini - Direction de la Planification -, et Juan Carlos Rebollo – Direction de sécurité des Îles.

<sup>483</sup> León Carlos Arslanián est un avocat et ancien juge argentin qui s'est distingué, entre autres, pour avoir intégré le tribunal qui a condamné en 1985 les militaires (« Juicio à las juntas ») qui gouvernaient le pays pendant la dictature appelée « Processus de Réorganisation Nationale » (1976-1983). Il a occupé des postes importants dans plusieurs gouvernements, principalement dans le domaine de la sécurité.

<sup>484</sup> Les départementales policières fonctionneraient de manière autonome et se relieraient entre elles, leur fonction principale étant d'empêcher la survenance de crimes et de dissoudre les réseaux de corruption à travers un processus de différenciation fonctionnelle. De plus, la création d'une pluralité d'agences de police était prévue qui remplirait les fonctions précédemment accomplies par un seul, rendant ainsi possible la décentralisation du commandement.





485

D'après Arslanian, ces trois mesures répondaient à un changement de modèle concernant la structure institutionnelle de la police *bonaerense* qui, jusque-là, gardait des caractéristiques semblables au « modèle prussien » d'organisation militaire dominant en Argentine au XIX siècle :

« nous avons une organisation policière d'un verticalisme extrême, avec un chef de police à la tête, avec un pouvoir sur l'ensemble de l'institution, avec un modèle de décentralisation relative, dans la mesure où, bien qu'il y ait des

485 Voir LEY 5827 ORGÁNICA DEL PODER JUDICIAL, disponible sur : <http://www.gob.gba.gov.ar/legislacion/legislacion/1-5827.html> (consulté le 27 mars 2016)

commissaires et autres organisations, ce modèle entraînait la concentration de la totalité du pouvoir entre très peu de mains: le chef en particulier, accompagné d'un petit personnel qui l'assistait (...) La deuxième caractéristique de cette institution était que, bien qu'il eût une dépendance organique avec le ministère du gouvernement, en réalité c'était une institution autosuffisante. Qu'est-ce que je veux dire par là? C'est à partir de là que les plans, les programmes, les conceptions de la stratégie de la politique criminelle ont été faits. En d'autres termes, la politique criminelle de la province de Buenos Aires, en tant que politique d'État, relevait en dernier ressort de l'institution policière. »<sup>486</sup>

Cependant, un an et demi après la mise en œuvre de la réforme - le 5 Août 1999 -, Arslanian a démissionné en raison de « confrontations idéologiques » avec Carlos Ruckauf, le candidat favori au gouvernement de la province de Buenos Aires par le parti justicialiste et défenseur de la « remilitarisation » de la police et d'une politique de « mano dura » au sein de la *bonaerense*<sup>487</sup>.

« -Et pourquoi es-tu parti?

- Pas parce que la réforme n'a pas fonctionné mais parce qu'un conflit politique a été soulevé. Et devant ce conflit, je ne voulais pas gâcher les chances du gouverneur et du candidat à la présidence ni du candidat au poste de gouverneur. Il n'est pas bien que moi je continue des disputes publiques avec celui qui aspire à être gouverneur. Et beaucoup moins si celui qui ambitionne ce poste dit que tout ce que nous avons fait ne fonctionne pas et qu'il fera mieux. Si c'est le cas, j'arrête de faire ce que je fais maintenant.

-Pourquoi?

-Pour que lui puisse faire mieux quand il sera gouverneur. J'ai démissionné pour cela, et non pas parce que j'ai échoué. Je n'ai pas non plus démissionné en corroborant avec ceux qui disent que l'insécurité dans la province est due à la réforme. Si tel est le cas, pourquoi y a-t-il aussi de l'insécurité dans la capitale fédérale, qui n'a pas été réformée?

- Quelle est ta propre réponse?

- Nous revenons à la même chose, aux conséquences du modèle économique. L'Argentine a les mêmes problèmes que l'Amérique latine et les Caraïbes. Les gens commettent des crimes quand il n'est pas bénéfique pour eux de continuer à respecter le pacte social. C'est ainsi. Discutons sur cette base, et pas sur celle qui croit que nous allons résoudre le conflit social seulement par la police et

---

<sup>486</sup> « Teníamos una organización policial de un verticalismo extremo, con un jefe de policía a la cabeza, con poder sobre toda la institución, con un modelo de descentralización relativo, en la medida en que si bien había regionales y, por debajo de las regionales, las comisarías y otros organismos, este modelo conllevaba la concentración de la totalidad del poder en muy pocas manos: en el jefe en particular, acompañado por un pequeño estado mayor que lo asistía (...) La segunda característica que tenía esta institución era que, si bien tenía una dependencia orgánica con el ministerio de gobierno, en realidad era una institución autosuficiente. ¿Qué quiero decir con esto? Que desde allí se hacían los planes, los programas, los diseños de la estrategia de la política criminal. Dicho de otro modo, la política criminal de la provincia de Buenos Aires, como política de estado, en definitiva, estaba en manos de la institución policial. ». ARSLANIAN, León. *Descentralización y fortalecimiento del Estado*. Ponencias presentadas en el marco del seminario internacional realizado en junio de 2005. Provincia de Buenos Aires : Ministerio del Gobierno, 2005. p. 97. Disponible sur : <http://municipios.unq.edu.ar/modules/mislibros/archivos/222.pdf> (consulté le 27 mars 2016).

<sup>487</sup> Nous verrons plus en détail la contre-réforme de Ruckauf lors du prochain chapitre.

par la justice. C'est ridicule. »<sup>488</sup>

Cela démontrait l'existence de positions divergentes au sein du parti justicialiste par rapport à cette réforme, dont les changements étaient loin d'être acceptés de façon unanime par les *barons* péronistes du *conurbano*. Si Duhalde était au début favorable à la réforme d'Arslanian, au fur et à mesure que les élections nationales s'approchaient, il a changé petit à petit de « camp », en finissant par soutenir la position de Ruckauf<sup>489</sup>.

Les années 90 à RJ sont connues sous l'expression « les années des 'chacinas' » étant donné plusieurs cas d'exécutions sommaires commises contre les populations pauvres par les membres de la police au sein des « groupes d'extermination »<sup>490</sup>. Ces années coïncident également avec la montée de la criminalité organisée liée au trafic des drogues, notamment dans les communautés pauvres de la zone nord de RJ et de la région de la « Baixada Fluminense ». Ce n'est donc pas un hasard si les policiers impliqués dans ces exécutions les justifiaient, en affirmant que les victimes étaient des « criminels » – plus précisément, des trafiquants - et que les débordements consistaient en des cas de « légitime défense ». L'acceptation ou la critique de ce « discours violent » et, également, l'impunité ou la mise en accusation de ces groupes de policiers oscillaient en fonction des politiques de sécurité mises en place par les gouvernements de l'État de RJ à l'époque.

Deux positions majoritaires ont donc monopolisé le débat politique et médiatique et ont divisé la société civile concernant les lignes directrices de la sécurité publique : d'une part, les défenseurs de la réforme de la police *carrioca*, en

---

<sup>488</sup> « ¿Y por qué se fue? »

–No porque la reforma no funcionara sino porque se planteó un conflicto político. Y ante ese conflicto no quise malograr las chances ni del gobernador y candidato a presidente ni del candidato a gobernador. No está bien que yo mantenga disputas públicas con el que aspira a ser gobernador. Y mucho menos si el aspirante dice que todo lo que hicimos nosotros no sirve y que él hará algo mejor. Si esto es así, yo dejo de hacer lo que estoy haciendo ahora.

–¿Por qué?

–Para que él haga algo mejor cuando sea gobernador. Yo renuncié por eso, y no porque haya fracasado. Tampoco renuncié siguiendo a los que dicen que la inseguridad en la provincia se debe a la reforma. Si esto es así, ¿por qué hay inseguridad también en la Capital Federal, que no tuvo reforma?

–¿Cuál es su propia respuesta?

–Volvemos a lo mismo, a las consecuencias del modelo económico. La Argentina tiene los mismos problemas que América latina y el Caribe. La gente delinque cuando no le resulta beneficioso seguir respetando el pacto social. Esto es así. Discutamos sobre esta base, y no creyendo que vamos a resolver la conflictividad social solo mediante la policía y la Justicia. Es ridículo. » (tda.). Voir : GRANOVSKY, Martín. « Conducir no es leer encuestas y correr ». *Página 12*, Buenos Aires : 06/08/99. Disponible sur : <http://www.pagina12.com.ar/1999/99-08/99-08-06/pag03.htm> (consulté le 27 mars 2016).

<sup>489</sup> Ruckauf, dans son offensive pour récupérer l'avantage dans les sondages, avait promis - en cas d'être élu gouverneur - de renommer un officier de police en tant que chef de la *bonaerense*, ce qui ruinait la réforme d'Arslanian. Duhalde, alors, a suggéré au candidat de nommer d'ores et déjà les noms de son équipe. Désavouée, le ministre Arslanian n'a pas eu d'autre choix que de démissionner.

<sup>490</sup> Les « chacinas » le plus connues sont les suivantes : Belford Roxo et Acari en 1990, Candelária et Vigário Geral en 1993, Nova Brasília en 1993 et 1994.

visant à établir un contrôle plus ferme sur son action répressive lors des « opérations » dans les communautés pauvres et, d'autre part, les partisans d'une « police forte », avec un haut degré d'« autonomie » pour pouvoir ainsi annihiler « sans freins » la criminalité organisée, ce qui, lors de ces « opérations », se traduisait par des pratiques liberticides et des massacres.

Ces « fluctuations » sont donc observées dans les prises de positions des gouvernements qui se sont succédé : d'un côté, Leonel Brizola entre 1983 et 1987 puis, entre 1991 et 1995, et son choix pour « humaniser »<sup>491</sup> la police *carioca* et, de l'autre côté, Moreira Franco entre 1987 et 1991 qui a opté pour une politique de sécurité « musclée » et pour la « remilitarisation » des forces policières. Le gouvernement Marcelo Alencar entre 1995 et 1998 a donné suite aux politiques « musclées » de Moreira Franco<sup>492</sup>, tout en prêtant une attention spéciale au problème de la corruption au sein de la police, notamment avec la nomination d'Hélio Luz à la tête de la police civile – aussi appelée « police judiciaire »<sup>493</sup> - de RJ.

Ainsi, les premières tentatives de (re)prise en main de la police *carioca* ont eu lieu pendant les deux gouvernements de Leonel Brizola, étant dirigées, dans un premier temps sur les pratiques arbitraires de la police puis sur leurs « affaires criminelles ». Lors du premier gouvernement, ce processus s'est donc focalisé plutôt sur le rétablissement du contrôle civil des forces policières militaires, visant éviter leurs débordements autoritaires. Pour cela, Brizola a mis en place une réforme guidée par le principe d'élargissement du respect des droits de l'homme aux communautés pauvres et par un projet d' « humanisation » du travail de la police. Ces principes ont été inscrits dans le « Plan de développement économique et social » - PDE, les lignes directives du pouvoir exécutif dans l'État de Rio de Janeiro pour la période 1984-1987 :

« Le changement de comportement du gouvernement envers les communautés doit commencer par le respect des droits de l'homme à tous les niveaux, en particulier en ce qui concerne la sécurité du citoyen commun. Il est nécessaire de créer avec la population la conscience de la fin de l'arbitraire et de l'impunité, en ce qui concerne les autorités de l'Etat. Le citoyen ne devrait pas

---

<sup>491</sup> Leonel Brizolla tenait à cœur cette idée d'« humaniser » les forces policières. Cela consistait à disséminer au sein des institutions de sécurité un programme de conscientisation et sensibilisation en « Droits de l'Homme ».

<sup>492</sup> Nous verrons les gouvernements Moreira Franco et Marcelo Alencar lors du prochain chapitre.

<sup>493</sup> La police civile répond aux gouvernements des États et est appelé « police judiciaire », car elle est directement liée à l'activité d'enquête, à la recherche de preuves et aux problèmes de sécurité sociale non immédiats. La police civile cherche à enquêter et à résoudre les crimes après sa dénonciation et c'est là, l'une des principales différences entre la police civile et militaire. La police civile agit habituellement en sachant déjà sur quel crime elle est en train de se pencher, tandis que la police militaire cherche à restreindre l'exécution d'un crime, ou à l'observer d'une manière urgente, l'empêchant de se produire.

craindre la police, qui sera amenée à le protéger, pas à le réprimer (...) la nouvelle administration agit en collaboration avec la communauté. Le maintien de l'ordre public passera par la police préventive, le dialogue et l'action politique, et le gouvernement garantit aux citoyens le droit de s'exprimer librement. »<sup>494</sup>

Certaines pratiques policières courantes et globalement permises par les politiques « musclées de sécurité » ont été donc explicitement interdites dans ce document, telles que les « *blitzes* sélectives »<sup>495</sup> ainsi que les emprisonnements sans flagrant délit. Les opérations dans les *favelas* qui impliquaient les raids dans les maisons des habitants sans ordonnances judiciaires – connues sous l'expression « pied dans la porte » (« pé na porta ») - tout comme l'interdiction de réprimer les manifestations, les grèves et les marches pacifiques ont été également bannis.

Brizola a également créé, lors de son premier mandat, le « Conseil de Justice, Sécurité Publique et Droits de l'Homme »<sup>496</sup> qui était présidé par le gouverneur lui-même. Ce « Conseil », mis en place le 29 septembre 1983, rassemblait des membres de diverses organisations des droits de l'Homme et des personnalités importantes de la société civile, dans le but de mettre en place un forum de débat au sein duquel les nouvelles lignes directrices qui allaient guider les politiques de sécurité publique seraient définies. Son principal objectif – qui rejoignait celui du « PDE » - était de promouvoir le respect des droits fondamentaux de tous les citoyens afin d'empêcher que les idéologies et les pratiques en vigueur tout au long de la dictature militaire restent et se diffusent au sein des nouvelles institutions démocratiques. Notamment un département spécial - le premier de la démocratie brésilienne - a été constitué au sein du Secrétariat général de ce Conseil afin de recueillir les témoignages des victimes de la répression politique dictatoriale, en collaboration avec le Comité spécial du Conseil

---

<sup>494</sup> « A mudança de conduta do governo em relação à comunidade deve começar pelo respeito aos direitos humanos em todos os níveis, particularmente no que diz respeito à segurança do cidadão comum. É necessário criar junto à população a consciência do fim da arbitrariedade e da impunidade, no que se refere às autoridades estaduais. O cidadão não deve temer a polícia, que será acionada para protegê-lo, não para reprimi-lo (...) a nova administração atua em colaboração com a comunidade. A manutenção da ordem pública se fará através do policiamento preventivo, do diálogo e da ação política, e o governo garante ao cidadão o direito de se manifestar livremente. »(tda.). Voir : *Plano Diretor da PMERJ (1984-87)*. Publicado pela Imprensa da PMERJ, edição de abril de 1986, p. 9. In Arquivo do Instituto Carioca de Criminologia (ICC).

<sup>495</sup> D'après Deluchey, « la guerre implique aussi certaines stratégies. Pour la stratégie guerrière, les journalistes brésiliens et les policiers utilisent souvent le mot blitz (éclair). Ce terme est évidemment associé au blitzkrieg, la 'guerre éclair' menée par l'armée hitlérienne en 1939-1940 sur le continent européen. 'Blitz', au pluriel : bitzen, signifie pour la police brésilienne une opération-éclair, basée sur les principes de la surprise et de l'encercllement d'une population visée, ayant pour objectif d'appréhender les délinquants. Voir : DELUCHEY, Jean-François. « De la 'guerre contre le crime' au Brésil : culture autoritaire et politiques publiques de la sécurité ». *Autrepart*. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), n° 26, 2003/2. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2003-2-p-173.htm> (consulté le 28 mars 2016).

<sup>496</sup> Le Conseil, composé de citoyens issus des segments les plus divers de la société brésilienne, a obtenu des résultats significatifs après plus de trois années de travail, prônant le respect des Droits de l'Homme comme sa mission sociale. Entre 1984 et 1986, le Conseil a tenu trente-quatre sessions ordinaires et une session extraordinaire, examinant 2 221 plaintes et produisant 3 087 documents de dénonciation attirant l'attention nationale et internationale de ses activités.

pour le Groupe « Torture plus jamais » (« Tortura Nunca Mais »).

Au niveau de l'organigramme institutionnel, l'une des premières mesures du gouvernement Brizola a été l'extinction du « Secrétariat de Sécurité Publique » (SSP), dont la structure centralisée avait été façonnée par les forces armées et dont les « idéologies répressives » restaient très identifiées à l'appareil de contrôle discrétionnaire et arbitraire issu de la dictature militaire. La SSP a donc été démembrée en trois nouveaux « Secrétariats » - le « Secrétariat de l'État de la Police Civile », le « Secrétariat de l'État de la Police Militaire » et le « Secrétariat de l'État de la Défense Civile » - afin d'entreprendre une « décentralisation opérationnelle ». Cette mesure envisageait également l'affaiblissement progressif du rôle et de l'influence des forces armées concernant les décisions administratives et les lignes directives adoptées par les forces policières. À cet égard, suite à la promulgation de la loi 689 du 19 novembre 1983 qui délimitait ce remaniement, Brizola a signé un décret, par le biais duquel il était prévu que les commandements de ces « Secrétariats » soient composés d'officiers de carrière au sein de la Police Militaire qui seraient désormais nommés directement par le gouverneur et non plus par les échelons supérieurs des forces armées comme c'était le cas jadis <sup>497</sup>.

Deux nouveaux officiers ont donc été désignés par Brizola : le commissaire Arnaldo Campana à la tête de la Police Civile et le colonel Carlos Magno Nazareth Cerqueira à la tête de la Police Militaire. La réforme prit forme, principalement grâce au colonel Cerqueira, officier très respecté par les organisations de Droits de l'Homme, étant donné son ferme engagement dans la lutte pour la « démocratisation » des forces policières.

Ainsi, aussitôt assermenté, le colonel Cerqueira inclut dans les lignes directives de sa politique de sécurité la catégorie de « police communautaire »<sup>498</sup> afin de déconstruire l'image négative de la « police militaire ostensible et répressive » fonctionnelle du dernier régime autoritaire. Le premier document officiel de la

---

<sup>497</sup> Voir « Decreto-lei 667 de 2 julho de 1969 » disponible sur [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/decreto-lei/Del0667.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/decreto-lei/Del0667.htm) avec le « Decreto-lei 1072 de 30 de dezembro de 1969 » disponible sur [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/decreto-lei/Del1072.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/decreto-lei/Del1072.htm) (consulté le 30 mars 2016).

<sup>498</sup> O cel. Nazareth Cerqueira était le responsable de la formulation de la catégorie « police de proximité » au Brésil. Il décida de mener ce projet qui, selon les résultats, conduirait à la conception d'un nouveau modèle de police qui serait étendu à toutes les autres unités de la police militaire. C'est le « Centre intégré de Police Communautaire » (CIPOC), inauguré en 1983 dans la région du 18<sup>e</sup> bataillon. Lors de cette expérience, les représentants de la police et de la communauté se rencontreraient pour discuter des problèmes qui affectent le plus le maintien de l'ordre public, puis élaborer des stratégies pour résoudre les causes du phénomène ensemble de telle sorte qu'il ne se produirait plus ainsi, la communauté pourrait rester en sécurité. Voir : RIBEIRO, Ludmilla. « O nascimento da polícia moderna: uma análise dos programas de policiamento comunitário implementados na cidade do Rio de Janeiro (1983-2012) ». *Análise Social*, 211, xlix (2.o), 2014. Disponible sur : [http://analisesocial.ics.ul.pt/documentos/AS\\_211\\_a03.pdf](http://analisesocial.ics.ul.pt/documentos/AS_211_a03.pdf) (consulté le 30 mars 2016).

nouvelle « Police Militaire de l'État de Rio de Janeiro » - PMERJ embrassait donc les principes qui serviraient de piliers à ce modèle :

« Promouvoir, en adaptant la structure de la police militaire aux exigences de la sécurité publique, reconfigurant le comportement de l'organisation dans une nouvelle conception de l'ordre public, dans laquelle la collaboration et l'intégration communautaire sont les nouvelles références importantes impliquant un nouveau policier et un nouvelle police. »<sup>499</sup>

Brizola a également mis en place, en 1983, une « Commission Spéciale »<sup>500</sup> au sein de la Police Civile pour attaquer le problème des « exterminations » dans la « Baixada Fluminense » qui étaient liées notamment aux groupes composés de policiers militaires. Cette mesure représentait un vrai changement concernant la « volonté politique » d'affronter une question considérée jusqu'alors « tabou » dans la région. Cependant, si la « Commission Spéciale » a obtenu certains résultats positifs, elle n'a pas réussi à éradiquer la pratique de l' « exécution », largement répandue au sein des « bataillons » :

« En octobre de la même année, seulement 36% des affaires portées devant la commission avaient été couronnées de succès. Le nombre de témoins a rapidement diminué, car dans certains cas, le juge n'avait pas ordonné la détention des soldats accusés, qui ont continué à travailler normalement. Quelle garantie la police donnerait-elle aux 610 témoins existants? En décembre de la même année, la presse avait déjà parlé du retour de l'escadron de la mort à Baixada »<sup>501</sup>.

Brizola revint sur le devant de la scène politique pour un deuxième mandat entre 1991 et 1995 dans un contexte alarmant suite à l'échec complet des politiques de « mano dura » de Moreira Fanco. Ainsi, aussitôt au pouvoir, Brizola nomma encore une fois le colonel Nazareth Cerqueira à la tête de la PMERJ. Les lignes directives de ce deuxième mandant étaient, d'une part, de renforcer et de développer davantage le discours des droits de l'Homme, en élargissant le modèle de la « police communautaire », non seulement à des communautés pauvres mais, également, à des

---

<sup>499</sup> « Promover, adaptando a estrutura policial militar às exigências da Segurança Pública, o ajustamento comportamental da organização dentro de uma nova concepção de ordem pública, na qual a colaboração e a integração comunitária sejam os novos e importantes referenciais, o que implica um novo policial e uma nova polícia. »(tda.). Voir Ribeiro, *op. cit.*, p.34.

<sup>500</sup> Cette commission a été créée avec les dispositions établies dans les articles 4° e 6° de la Loi n° 4.319 de 16 mars 1964, promulguée par João Goulart quelques jours avant le coup d'État de 1964 et qui établissait le « Conseil pour la défense des droits de la personne humaine ».

<sup>501</sup> « Em outubro daquele ano, apenas 36% dos processos instaurados pela comissão haviam conseguido êxito. O número de testemunhas diminuía rapidamente, até porque em alguns casos o juiz não decretava a prisão preventiva de soldados acusados, que continuavam a trabalhar normalmente. Que garantia a polícia daria às 610 testemunhas existentes? Em dezembro do mesmo ano, a imprensa já falava na volta do esquadrão da morte na Baixada » (tda.). Voir Alves, *op. cit.*, p.157.

quartiers aisés de la ville et, d'autre part, de focaliser sur la « reconquête » des territoires contrôlés par les trafiquants de drogues avec la mise en place d' « une troupe d'élite » au sein de la Police Militaire – le fameux « Bataillon d'Opérations policières Spéciales », le « BOPE » créé en mars 1991 :

« Fondamentalement, la plupart des actions menées par le BOPE sont répressives face à la préparation technique, tactique et psychologique de ses membres, et dans presque toutes ces actions, arrestations de délinquants dangereux, détentions, ainsi que saisies de matériaux (armes, toxiques, etc. ) ont eu lieu, ce qui démontre l'efficacité et l'efficience de cette unité »<sup>502</sup>.

Ainsi, Brizola tentait lors de son deuxième mandat de concilier « l'eau et le feu » : à la fois héros de la défense des droits humains face aux abus commis contre les populations issues des communautés pauvres et implacable dans le combat contre le crime organisé, cherchant à répondre aux demandes des populations plus aisées avec une politique de sécurité « musclée ».

Une autre mesure significative à ce moment-là, concernant la tentative de cibler davantage les actions des « groupes d'exterminations » fut la mise en place dès les premiers mois de 1991 du « Département Général de la Police dans la Baixada », sous le commandement d'Hélio Luz. Ce dernier était connu au sein de la Police Civile de l'État de Rio de Janeiro pour son engagement dans la lutte contre la répression politique de l'État brésilien lors de la dictature militaire, - alors que très peu de policiers se sont tournés contre le régime d'exception – et sa réputation d'être efficace, incorruptible<sup>503</sup> et très critique du « modèle de police » soutenu par les différents gouvernements jusqu'alors :

« L'institution qui existe a été créée pour être violente et corrompue ... la police d'ici a été faite pour assurer la sécurité de l'Etat et de l'élite ... elle se protège avec un personnel recruté dans la périphérie, une bonne partie a été recrutée en périphérie, puis ils donnent du pouvoir à ces hommes et un salaire minimum et ils se débrouillent, et quand il y a besoin de protection du patrimoine, le recours à la violence a toujours été permis et toléré (...) alors cette police a été créée pour être violente et corrompue ... La police brésilienne est efficace et remplit bien son rôle de défense de l'Etat et de la classe

---

<sup>502</sup> « Fundamentalmente, a maioria das ações executadas pelo BOPE são de caráter repressivo, face ao preparo técnico, tático e psicológico de seus integrantes, e em quase todas essas ações ocorrem prisões de delinquentes perigosos, detenções, bem como apreensões de materiais (armamento, tóxicos etc.), o que demonstra a eficácia e eficiência desta Unidade, face à destinação constitucional da Corporação ». Ribeiro, *op. cit.*, p. 106.

<sup>503</sup> Un autre personnage important, à la fois dans la réduction des homicides à Baixada et dans le dévoilement de la structure du pouvoir dans la région ainsi que dans le travail du Ministère Public contre les groupes d'extermination, fut Tânia Maria Sales Moreira, une promotrice qui commença à travailler dans la région de Duque de Caxias en juillet 1989.



dirigeante ... depuis les années 90 on a commencé à vouloir une police dirigée pour défendre la société, alors il a tout inversé, a pris un virage à 180 ° (...) maintenant le problème est que cette police n'existe pas, donc il faudra construire cette police, cette police devra être construite ... c'est ce qui se fait maintenant, mais c'est une situation très difficile cette période de transition, de transformer une police qui visait uniquement la sécurité de l'Etat dans en une police qui est également orientée vers la sécurité de la société ...maintenant, la question est de savoir si la police peut cesser d'être corrompue? Est-ce dans l'intérêt de la société d'avoir une force de police qui n'est pas corrompue? Avant la question était de savoir si la police était corrompue. Je dis, la police est corrompue, il n'y a plus ce doute, elle est violente et corrompue. Et il est efficace dans la corruption et la violence. (...) le jeu qui existe est le « jeu de répression du ghetto » (...) pour garder la favela sous contrôle. Comment gardez-vous 2 millions de personnes sous contrôle? Avec la répression. Je suis payé pour cela. Mais ce qui est actuellement rediscuté, c'est cela. Mais quand vous commencez à rediscuter la police (et là c'est compliqué) vous devrez commencer à rediscuter le Ministère Public, vous devrez rediscuter le pouvoir judiciaire, vous devrez rediscuter l'État »<sup>504</sup>

Luz, étant donc conscient des rapports de « complicités » établies entre les commissaires de la Baixada Fluminense, les élites politiques locales – les « barons », qui étaient ceux qui nommaient directement ces premiers, - et les « groupes d'extermination », a accepté ce poste à condition que le gouvernement lui donne « carte blanche » pour poursuivre de lourdes « réformes » afin de pouvoir rompre cette « relation organique ». Avec cette « carte » sous le bras, il a mis en marche un remaniement colossal dans la région : 16 commissaires ont été destitués et, donc, remplacés par des commissaires de sa confiance issus des appels d'offres internes de la Police Civile<sup>505</sup>. Dans cette même année, un « Centre de Dénonciations des actions des Groupes d'Exterminations » a été créé. Cette réforme a eu des effets positifs immédiats avec la mise en évidence de la structure du pouvoir qui servait de pilier aux rapports de

---

<sup>504</sup> « A instituição que existe foi criada para ser violenta e corrupta (...) a policia aqui foi feita pra fazer segurança de Estado e de elite (...) eles se protegem com um pessoal que foi recrutado na periferia, boa parte foi recrutado na periferia, então eles dão poder a esses homens e um salário mínimo e mandam eles se virarem e quando há necessidade de proteção ao patrimônio, sempre foi permitido e tolerado o uso da violência (...) então essa policia foi criada pra ser violenta e corrupta (...) a policia brasileira é eficiente e cumpre bem o seu papel de defender o Estado e a classe dominante (...) dos anos 90 pra cá começaram a querer uma policia voltada pra defender a sociedade, aí inverteu, deu 180° (...) agora só que essa policia não existe, então vai ter que construir essa policia, essa policia vai ter que ser construída (...) é isso que está sendo feito agora, mas é uma situação bastante difícil esse periodo de transição, de transformar uma policia voltada somente pra segurança do Estado em uma policia que seja voltada também para segurança da sociedade (...) Agora, a questão que se coloca é se a policia pode deixar de ser corrupta ? Há interessa da sociedade em ter uma policia que não seja corrupta ? Antes a dúvida era se a policia era corrupta. Eu afirmo, a policia é corrupta, não há mais essa dúvida, ela é violenta e corrupta. E ela é eficaz na corrupção e na violência (...) o jogo que existe é o 'jogo de guetto da repressão' (...) mantém a favela sob controle. Como você mantém 2 milhões de pessoas excluídas sob controle ? Com repressão. Eu sou pago pra isso. Mas o que está sendo rediscutido agora é isso. Só que quando começar a rediscutir a policia (e aí é complicado) vai ter que começar a rediscutir o Ministério Público, vai ter que rediscutir a magistratura, vai ter que rediscutir o Estado ». Entretien donné par Helio Luz pour le documentaire « Noticias de uma guerra particular » de Kátia Lund e João Moreira Salles, 1997, 49'35. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=kBNIU3n4BDE> (consulté le 30 mars 2016).

<sup>505</sup> Ces appels d'offre ont été institués par le décret-loi de mars 1985, ayant pour but la « professionalisation » de la police civile et de son éloignement des forces armées.

complicité entre ces différents acteurs criminels et, par conséquent, a entraîné à une réduction du nombre d'homicides dans la région et à un contrôle plus ferme sur les actions de ces « groupes d'extermination ».

Cependant, cela ne dura pas, puisqu'en février 1992, Hélió Luz a mis à disposition son poste, en affirmant refuser à « renforcer une structure de police avec laquelle il n'était pas d'accord ». Cet événement a eu lieu après le refus du vice-gouverneur de l'État de RJ, Nilo Batista<sup>506</sup>, à la demande de Luz du licenciement de certains commissaires impliqués dans des affaires de corruption liés notamment au « jeu de l'animal » qui étaient à la tête des principaux départements de l'institution, tels que Joel Vieira, le sous-secrétaire de Police ; Elson Campello, directeur du département général de Police spécialisée et bras droit de Nilo Batista<sup>507</sup> ; Mauro Ricart, le directeur de l'Institut de Criminalistique Carlos Éboli ; et de Luiz Eduardo Cruz, le chef de cabinet du Secrétariat de la Police.

## **5.2. Le processus de « (ré) autonomisation » des polices *bonaerense* et *carioca***

Tant à Buenos Aires qu'à Rio de Janeiro, les tentatives pour « (re)prendre en main » les polices *bonaerense* et *carioca* ont eu un caractère d'urgence et ont été facilitées par de graves événements de violence et de corruption policières qui remettaient en cause la stabilité et la légitimité des gouvernements en place. Il n'a donc jamais été question d'une vraie réforme institutionnelle et politique de longue durée visant un nouveau modèle de sécurité publique citoyen et approprié à la gestion démocratique des conflits<sup>508</sup>. Ces tentatives étaient donc vouées à l'échec, en

---

<sup>506</sup> Le nom de Nilo Batiste s'affichait également dans la « liste du Castor » sur les impliqués dans les affaires du « jeu de l'animal ».

<sup>507</sup> Voir : LIMA, Roni. « Procuradoria entra com ação contra delegado ». *Folha de São Paulo*, São Paulo : 7/05/1994. Disponible sur : <http://www1.folha.uol.com.br/fsp/1994/5/07/brasil/34.html> (consulté le 30 mars 2016).

<sup>508</sup> D'après Marcelo Sain, « la réforme de la police est donc une tâche en suspens pour les démocraties latino-américaines et implique un changement institutionnel beaucoup plus large et plus complexe que le simple changement doctrinal, organisationnel et fonctionnel de l'institution policière. Réformer la police, c'est réformer la politique ou, plutôt, restructurer la manière traditionnelle de faire le lien entre les dirigeants politiques et, plus particulièrement, les autorités gouvernementales et l'institution policière. Il est nécessaire de supposer qu'une politique de sécurité publique démocratique implique que les responsables du gouvernement de la sécurité publique, en collaboration avec les autorités compétentes de la société civile, élaborent, formulent et développent des stratégies inclusives et intégrales de gestion des conflits et, dans ce cadre, s'attaquer au problème criminel et, dans le

permettant son discrédit par certains groupes de policiers impliqués dans des affaires criminelles et par les élites politiques et économiques qui tiraient profit de leurs pratiques ainsi que par une partie de la population qui demandait « *mano dura* » contre la criminalité. Les réponses aux « réformes » ont été alors immédiates, entraînant des (re)structurations qui visaient à arrêter ces « avancées » et à démarrer donc un processus de « (ré) autonomisation » des deux polices.

À Buenos Aires, deux évènements ont été illustratifs de cette « réaction conjointe » : le massacre d'Andreani, le 6 novembre 1996 et l'assassinat de José Luiz Cabezas, le 25 janvier 1997.

Le premier s'est déroulé dans le bâtiment d'une branche du service postal Andreani, municipalité d'Avellaneda, lorsque 15 criminels se sont introduits en visant la banque à l'intérieur. Au moment de l'irruption, plus de 40 policiers *bonaerenses* les attendaient, déclenchant une fusillade qui a laissé 9 morts. Ce massacre est également connu sous l'expression « *la ratonera*<sup>509</sup> de Andreani » (« le piège à souris d'Andreani ») dû à la version<sup>510</sup> qui considère qu'en réalité, ce vol qui avait été d'abord organisé conjointement entre criminels et policiers au sein de l'un des départements de la *Bonaerense*, - celui de la municipalité de Lanús, dont la « tête » (le « *poronga* ») était le commissaire Mario « Chorizo » Rodrigues<sup>511</sup> – était devenu un « piège » contre ces mêmes criminels afin de donner une image d'efficacité à ce secteur de la *bonaerense*. Ce n'est donc pas un hasard si le « massacre » se déroule quelques temps après le début du processus d'épuration mené par De Lazzari, qui

---

même esprit, mener à bien la réforme institutionnelle de la police. » (tda.). Voir : ARIAS, Patricia ; ROSADA-GRANADOS, Héctor ; SAIN, Marcelo Fabián. *Reformas policiales en América latina : Principios y lineamientos progresistas*. Programa de Cooperación en Seguridad Regional, Observatorio de Crimen Organizado en América Latina y el Caribe. Colômbia : Fundación Open Society Institute (Zug), 2012. P. 21. Disponible sur : <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/la-seguridad/09383.pdf> (consulté le 10 avril 2016).

<sup>509</sup> Dans le jargon de la police, une « *ratonera* » est un vol à main armée qui compte sur la complicité de la police et des assaillants.

<sup>510</sup> Voir CÓRDOBA, Alejandro Javier. *Ratonera : la historia oculta de la masacre de Andreani*. Argentina : Del autor, 2007.

<sup>511</sup> « La justice enquête également pour savoir si le commissaire Rodriguez « Chorizo » a fourni des armes aux criminels. Il s'est basé pour cela sur le témoignage de deux ex-policiers qui l'accusaient. L'un d'eux, le sergent Domingo Schiliase a déclaré à la justice que peu de temps avant le massacre d'Andreani, il avait participé à une réunion entre le policier Arturo Alvarez, une vieille connaissance de « Chorizo », et l'un de ses indics. L'informateur a raconté à Schiliase que le plan d'attaque d'Andreani était en train de se préparer et qu'il avait été recruté par les criminels pour leur obtenir des « armes et des vêtements de travail », à savoir des uniformes de la compagnie qu'ils se préparaient à voler. La rencontre avec « Chorizo », a eu lieu dans l'Unité Régionale de Lanús et c'est lors de cette réunion, que l'informateur a conclu une entente avec le commissaire et lui a donné les noms des personnes qui ont planifié le vol. En retour, selon les policiers, « Chorizo » lui aurait fourni les armes que l'infiltré avait promis de fournir aux assaillants. Voir : KOLLMANN, Raúl ; VALES, Laura. « Lo que el Chorizo no queria contar ». *Página 12*, Buenos Aires : 18/08/1999. Disponible sur : <http://www.pagina12.com.ar/1999/99-08/99-08-18/pag03.htm> (consulté le 10 avril 2018).

visait également à licencier « Chorizo » Rodrigues, déjà impliqué dans plusieurs autres affaires criminelles et dans certains cas très médiatisés de « gatillo facil »<sup>512</sup>.

Par ailleurs, l'assassinat du photojournaliste José Luiz Cabezas fut préparé quasiment une année avant, en mars 1996, lorsque ce dernier menait une enquête avec le journaliste Gabriel Michi pour la revue « Noticias » sur un complexe « réseaux criminel » qui mettait en évidence des complicités entre des hommes d'affaires argentins protégés par le pouvoir politique et judiciaire, et le trafic international de drogues, d'armes et d'or. Le fait déclencheur a été une photo prise par Cabezas dans la station balnéaire de Marbella, municipalité de Pinamar<sup>513</sup>, d'Alfredo Yabrán, l'un de ces hommes d'affaires les plus influents. Yabrán gardait des liens étroits avec le président argentin de l'époque, Carlos Menem, et dirigeait alors plusieurs entreprises de transport, de logistique et de sécurité utilisées par ces « réseaux » pour blanchir de l'argent.



Le visage d'Yabrán était devenu un bien précieux pour tous les médias depuis le 25 août 1995, quand le ministre de l'Economie, Domingo Cavallo, l'avait accusé

<sup>512</sup> Rodriguez « Chorizo » a toujours été considéré par ses pairs comme un « dur » avec suffisamment de contacts pour éviter légalement les pires accusations. Il a été dénoncé, par exemple, pour avoir dissimulé le meurtre de la première personne disparue en démocratie, le garçon Andrés Núñez. Núñez qui est décédé le 28 septembre 1990 à la Brigade d'Investigation de La Plata, dans une session de torture pour avouer le vol d'une bicyclette. Son corps a été retrouvé cinq ans plus tard. Peu de temps auparavant, en 1994, Rodriguez avait été identifié comme l'instigateur des deux attaques subies par le journaliste Hernán López Echagüe, qui enquêtait sur une mafia policière opérant dans le marché central. Dans l'affaire Cabezas, le nom de « Chorizo » est apparu parce que son cousin n'est autre qu'Alberto « La Liebre » Gómez, précisément le chef de police de Pinamar à l'époque du crime du photographe ». Voir Kollmann, Vales, *op. cit.*

<sup>513</sup> Cette station balnéaire est connue pour être fréquentée par les élites politique et économique d'Argentine.

<sup>514</sup> La photo d'Alfredo Yabrán sur la couverture de la Revue « Noticias ».

directement devant le Congrès des députés d'être le « chef des mafias incrustées au sein du pouvoir »<sup>515</sup>. Son visage n'avait jamais été diffusé auparavant et lors d'une des rares interviews concédées il déclara être fier de cet anonymat : « me prendre en photo c'est comme me tirer une balle dans la tête (...) même les services de renseignement n'ont pas une image de moi »<sup>516</sup>. La couverture de la revue Noticias du 5 mars 1996 a donc causé un énorme malaise : un moment d'intimité entre Yabrán et son épouse s'y affichait en évidence avec le titre « Yabrán frappe à nouveau ». L'image prise par Cabezas a été accompagnée d'un long reportage où étaient révélées avec précision toutes les affaires obscures d'Yabrán à Pinamar<sup>517</sup> et, également, ses comparses dans le crime.

Suite à cette publication, Cabezas a reçu plusieurs menaces de mort. Il a été finalement séquestré par la bande « Los Horneros »<sup>518</sup> en complicité avec les policiers *bonaerenses* de Pinamar qui avaient libéré la « zone » la nuit du 25 janvier 1997 et qui, l'ont assassiné par la suite. Yabrán a été mis en accusation pour être le commanditaire du crime, mais il n'a jamais pu être jugé étant donné qu'il se suicida le 20 mai 1998. Les autres neuf condamnés - Gregorio Ríos, le main droite et chef des gardes du corps d'Yabrán ; Gustavo Prellezo, policier *bonaerense* accusé d'être l'exécuteur ; Sergio Cammaratta y Aníbal Luna, également des policiers *bonaerenses*, chargés de la logistique de l'homicide conjointement avec Horacio Braga, Sergio González, José Luis Auge y Miguel Retana, membres de la bande « Los Horneros », qui avaient été « embauchés » par Prellezo pour réaliser l'enlèvement – ont été condamnés à la prison à perpétuité.

---

<sup>515</sup> Voir : La Nación, « Acuerdo entre Cavallo y la familia Yabrán », Buenos Aires : 25/10/2001. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/345842-acuerdo-entre-cavallo-y-la-familia-yabran> (consulté le 15 avril 2016).

<sup>516</sup> « Sacarme una foto a mí es como pegarme un tiro en la frente (...) Ni los servicios de inteligencia tienen una foto mía » (tda.). Voir : CAMINOS, Mauricio. « La foto que le costó la vida a Cabezas ». *La Nación*, Buenos Aires : 25/01/2012. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/1443287-la-foto-que-le-costo-la-vida-a-cabezas> (consulté le 15 avril 2016).

<sup>517</sup> « Simple vendeur dans les années 70, Alfredo Yabrán avait amassé une fortune durant les temps sombres de la dictature. Une trajectoire fulgurante à en juger par les luxueuses villas quasi fortifiées qu'il collectionnait. A celui que la presse avait surnommé 'Papi Mafi' était attribué le contrôle, sous des prête-noms, de multiples courriers privés, transports de fonds, dépôts de douane et duty free shops d'aéroports, impression de pièces d'identité et de registre d'armes" Un véritable Etat dans l'Etat impossible à bâtir, selon l'opposition, sans de solides appuis au sein du pouvoir. La presse révélait aussi l'impressionnant autant que douteux réseau de sécurité protégeant l'homme d'affaires, composé d'ex-militaires accusés de violations des droits de l'homme sous la dictature. Voir : MARY, Claude. « Argentine : l'étrange suicide du sulfureux Alfredo Yabrán, il était soupçonné d'avoir ordonné le meurtre d'un photographe ». *Libération*, Buenos Aires : 22/05/1998 ». Disponible sur : [http://www.liberation.fr/planete/1998/05/22/argentine-l-etrange-suicide-du-sulfureux-alfredo-yabran-il-etait-soupconne-d-avoir-ordonne-le-meurtre\\_236781](http://www.liberation.fr/planete/1998/05/22/argentine-l-etrange-suicide-du-sulfureux-alfredo-yabran-il-etait-soupconne-d-avoir-ordonne-le-meurtre_236781) (consulté le 15 avril 2016).

<sup>518</sup> Les quatre membres de la bande du quartier « Los Hornos » à La Plata qui ont participé à l'assassinat de José Luis Cabezas ont été recrutés par l'officier Gustavo Prellezo pour des « opérations spéciales » à mener sur la côte atlantique. Prellezo les connaissait du quartier - il y était né aussi – et, donc, leur relation était tissée par ces échanges de service entre les membres de la force et les criminels. « Los Horneros » étaient connus pour perpétrer des vols, agressions, séquestrations dans le *conurbano bonaerense*. Ils faisaient aussi partie des groupes violents de supporters de foot (« hinchas ») de l'équipe « Estudiantes de La Plata ».

D'après Marcelo Sain,

« Le meurtre de Cabezas et, en particulier, la participation d'un groupe important de policiers bonaerenses dans l'affaire ont remis en question la viabilité du processus de réforme mis en œuvre par le gouvernement provincial. Les mesures de changement menées par De Lazzari ont commencé à s'affaiblir et à perdre l'élan et le soutien politique du gouverneur Duhalde. L'enquête a révélé que l'homme d'affaires menemiste Alfredo Yabrán était le principal responsable du crime, mais en réalité, ce qui n'a jamais fait partie de l'enquête judiciaire ou des soupçons publics de Duhalde est la possibilité que ce meurtre brutal ait été ordonné par un des secteurs ou par certains chefs déplacés de l'ancien dôme de la police (la « maldita policia ») dirigé par Klodczyk comme réponse pour son déplacement de l'institution et, dans une moindre mesure, pour la réforme de la police lancée quelques mois plus tôt »<sup>519</sup>.

Outre ces deux cas, d'autres stratégies ont été mises en place afin de diffuser un discours d' « anarchie institutionnelle » et, ainsi, de faire échouer la réforme, mettant en évidence le mécontentement de certains « porongas » visés par le processus d'épuration de De Lazzari et d'Arslanian : dans plusieurs municipalités du *conurbano*, la pratique de « libérer les zones » (« zonas liberadas ») des bandes criminelles a été banalisée. Par conséquent, les taux de criminalité ont augmenté de façon exponentielle et la sensation d'insécurité s'est renforcée, notamment influencée par le rôle instigateur de la presse sensationnaliste<sup>520</sup>. D'après Ragendorfer,

« il fallait négocier avec le pouvoir politique de l'époque, et s'il n'y a pas d'entente c'est donc une 'zone libérée' (...) par exemple, l'une des manifestations les plus fréquentes dans les années 90 du mécontentement policier envers le pouvoir politique était la profanation des cimetières israéliens. À l'époque, d'une part, on considérait injuste que 18 de leurs officiers soient emprisonnés pour l'affaire AMIA, et d'autre part, c'était très

---

<sup>519</sup> « El asesinato de Cabezas y, en particular, la participación en él de un grupo significativo de policías bonaerenses pusieron en tela de juicio la viabilidad del proceso reformista implementado por el gobierno provincial. Las medidas de cambio llevadas a cabo por De Lazzari empezaron a flaquear y a perder impulso y respaldo político del gobernador Duhalde. La pesquisa apuntó al empresario menemista Alfredo Yabrán como mandante del crimen pero, en verdad, lo que nunca fue parte de la investigación judicial ni de las sospechas públicas de Duhalde es la posibilidad de que ese brutal asesinato haya sido ordenado por alguno de los sectores o jefes desplazados de la vieja cúpula policial encabezada por Klodczyk como un 'pase de factura' por su desplazamiento de la institución y, en menor medida, por la reforma policial iniciada unos meses antes ». Voir Sain, *op. cit.*, 2015, p. 141.

<sup>520</sup> L'insécurité dans la province est apparue comme l'une des principales questions à l'ordre du jour en 1997. Pour l'opinion publique de la ville de Buenos Aires et du conurbano bonaerense, la croissance de la criminalité était le principal problème du pays, après le chômage. Tout au long de cette année, l'exigence que le gouvernement garantisse la sécurité face à l'augmentation de la criminalité a fini par occuper la deuxième place face aux principales revendications sociales. Le sentiment général était que les crimes avaient considérablement augmenté. L'une des particularités de cette situation était la diffusion médiatique intense des vols violents et des homicides survenus dans la capitale fédérale et dans la banlieue de Buenos Aires. De cette manière, la question pénale qui commençait déjà à être appelée « insécurité » et la crise de l'institution policière émergeaient comme des problèmes qui se chevauchaient. Voir : KESSLER, Gabriel. *El sentimiento de Inseguridad : Sociología del temor al delito*. Buenos Aires: Siglo XXI, 2009. p. 79.

facile à faire et il y avait beaucoup de résonance, et, à la différence de quand un groupe fasciste profane un cimetière israélite, laissant des suásticas peints et d'autres symboles, si dans le cimetière israélien profané aucun symbole n'est laissé, c'est sûrement la police qui l'a fait (...) c'est comme envoyer un message »<sup>521</sup>

Ce contexte démontre la capacité exceptionnelle des *bonaerenses* de se « (ré)adapter » à certaines mesures établies par la réforme, notamment, celle de « couper les têtes » de l'institution (« cortar las cabezas »), à savoir, de mettre fin au système des « porongas ». Ragendorfer analyse, également, cette étape transitoire d'« anarchie institutionnelle » par le biais d'un « système » qu'il appelle des « meutes policières » (« jaurías policiales ») :

« en ce qui concerne Arslanian, il fut l'un des premiers à réaliser que la chose fonctionnait de cette façon, que le système recueillait du bas vers le haut, autrement dit que la 'collecte de fonds' avait un système pyramidal et que la seule façon de détruire cela était de rompre avec cette structure pyramidale, (...) alors, Arslanian divisa cette structure. Par exemple, à l'époque de la 'maldita policia', chaque commissaire devait recueillir 30 000 dollars par mois, 15 000 restaient en bas et étaient répartis entre les membres du commissariat et 15 000 montaient vers les régionales (...) on parle de 500 commissariats (...) les commissariats correspondaient à l'échelle de sécurité, puis il y a les brigades qui avaient un mode de fonctionnement similaire qui répondaient à l'échelle des enquêtes...sécurité, enquêtes, tout montait, (...) alors Arslanian divisa tout ça (...) il les divisa de telle manière qu'ils n'avaient plus de contact entre eux, autrement dit cette pyramide n'existait plus, ce qui a brisé la route de l'argent, la route de la collecte de fonds, mais, comme je dis toujours, les *bonaerense* sont comme l'eau, ils prennent la forme du conteneur qui les contient, et ce qui était une entreprise pyramidale qui travaillait avec des habitudes entrepreneuriales devint à l'époque d'Arslanian un nombre indéterminé de 'meutes policières' autonomes qui rivalisaient entre-elles pour gérer le crime dans la province de Buenos Aires (...) si bien que ce fut une expérience qui a primitivisé la corruption, l'amenant vers un stade antérieur, cela n'a pas pour autant cessé d'être une affaire moins violente »<sup>522</sup>

---

<sup>521</sup> « El negocio es pactar con el poder político de turno, y si no pactan, 'zona liberada' (...) por ejemplo, una de las manifestaciones más usuales en los 90 de descontento policial hacia el poder político era profanar cementerios israelitas (...) en ese momento consideraban injusto que 18 oficiales de ellos hayan ido presos por el caso AMIA, por una lado y, por otra parte, era muy cómodo, era fácil de hacer y tenía una gran resonancia y, la diferencia entre cuando un grupo fascista profana un cementerio israelita es que un grupo fascista deja pintadas suásticas y esos símbolos, pero cuando en el cementerio israelita profanado no aparece ninguna pintada es seguramente la policía que lo hace (...) es como enviar un mensaje. » (tda.). Entretien avec le journaliste et écrivain Ricardo Ragendorfer à Buenos Aires le 12/03/2013.

<sup>522</sup> « Con respecto a lo de Arslanian, él fue uno de los primeros en darse cuenta que la cosa funcionaba de esa manera, de que se recaudaba de abajo hacia arriba, o sea, que la recaudación tenía un sistema piramidal y que la única manera de destruir esto era romper esa estructura piramidal, (...) entonces, Arslanian divide esa estructura. Por ejemplo, en la época de la « maldita policia », cada comisaria tenía que recaudar por mes 30 mil dólares, 15 mil se quedaban abajo y se repartían entre las personas de esa comisaria y 15 mil subían a las regionales (...) estamos hablando de 500 comisarias (...) las comisarias corresponden al escalafón seguridad, después están las brigadas que tenían un modus operandi similar que digamos responden al escalafón de investigaciones, seguridad, investigaciones, todo subía, todo subía (...) entonces Arslanian divide todo eso (...) lo divide de tal manera que no tengan contacto entre sí, o sea, que no existe esa pirámide, lo que rompió la ruta del dinero, la ruta de la

La situation a donc exigé une réponse rapide des maires du *conurbano*. Et parmi ces derniers, certains « barons » qui étaient en faveur du retour des « porongas » et du rétablissement du « système pyramidal d'autofinancement »<sup>523</sup> de la *bonaerense* ont donc mis Duhalde sous pression pour que la réforme soit suspendue. Arslanian lui-même a dû reconnaître plus tard la volonté de certains « barons » de maintenir intacte la reproduction du lien structuré historiquement avec les *bonaerenses* : « J'ai dû faire face aux pressions des maires, quand nous avons touché leur système de 'collecte de fonds', mais ils n'ont pas réussi à nous imposer leur volonté »<sup>524</sup>.

Dans un tel climat, certains « barons » se sont sentis capables de proposer la formation de « piquetes armados », à savoir de « bandes armées » d'« auto-défense » pour faire face à l'« insécurité ». C'est le cas par exemple de Luis Patti, ex-commissaire de police et à l'époque « intendente » de la municipalité d'Escobar qui envisageait de convoquer des policiers à la retraite, des employés municipaux et des « vecinos » (« voisins » des quartiers) pour organiser ces « piquetes » :

« Ou bien ils nous donnent une réponse, renforçant la sécurité ou nous ferons des piquets armés. Nous les avons averti et tout le monde s'en fiche. Si nous devons faire un piquet pour contrôler, nous le ferons entre la municipalité et les voisins, et ensuite, ne nous dites pas que nous sommes armés dans les rues. Il y a des moments où j'ai envie de saisir le fusil et de faire les procédures moi-même »<sup>525</sup>.

La démission d'Arslanian qui s'en est suivie a été un triomphe de la réactivation des mesures « musclées » de sécurité proposées par Carlos Ruckauf, le futur gouverneur de la province de Buenos Aires et, également, du rétablissement du

---

recaudacion, pero, como yo siempre digo, la bonaerense, y otras policias tambien, son como el agua, tienen la forma del envase que lo contienen, y lo que antes era una empresa piramidal que funcionaba con hábitos hasta empresariales deriva en la época de Arslanian en una cantidad indeterminada de jaurias policiales autonomas que rivalizaban entre si para gerenciar el delito en la provincia de Buenos Aires (...) no obstante era una experiencia que primitivizó a la corrupcion, la llevo a un estadia anterior pero no por eso dejaba de ser un asunto menos violento ». Entretien avec le journaliste et écrivain Ricardo Ragendorfer à Buenos Aires le 31/08/2015.

<sup>523</sup> Entre certains maires et la police s'est structuré un système étendu d'avantages dans lequel les premiers garantissaient une certaine protection politique à ces derniers, en échange, ceux-ci, entre autres faveurs, contribuaient au financement de l'activité politique territoriale à travers l'injection des fonds provenant du jeu clandestin, de la prostitution et, dans une moindre mesure à ce moment-là, du trafic de drogue, du vol de véhicules à moteur et d'autres crimes.

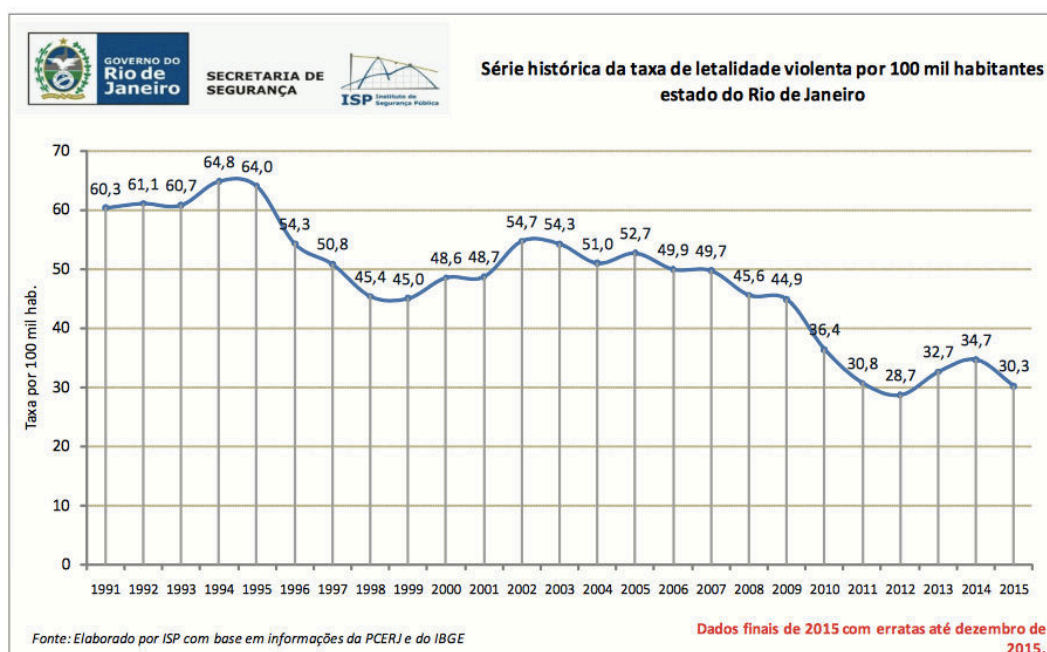
<sup>524</sup> « Me tuve que bancar presiones de intendentes, que las hubo cuando les tocamos su sistema recaudatorio, pero no nos torcieron la mano » (tda.). Voir Sain, *op. cit.*, 2015. p. 225.

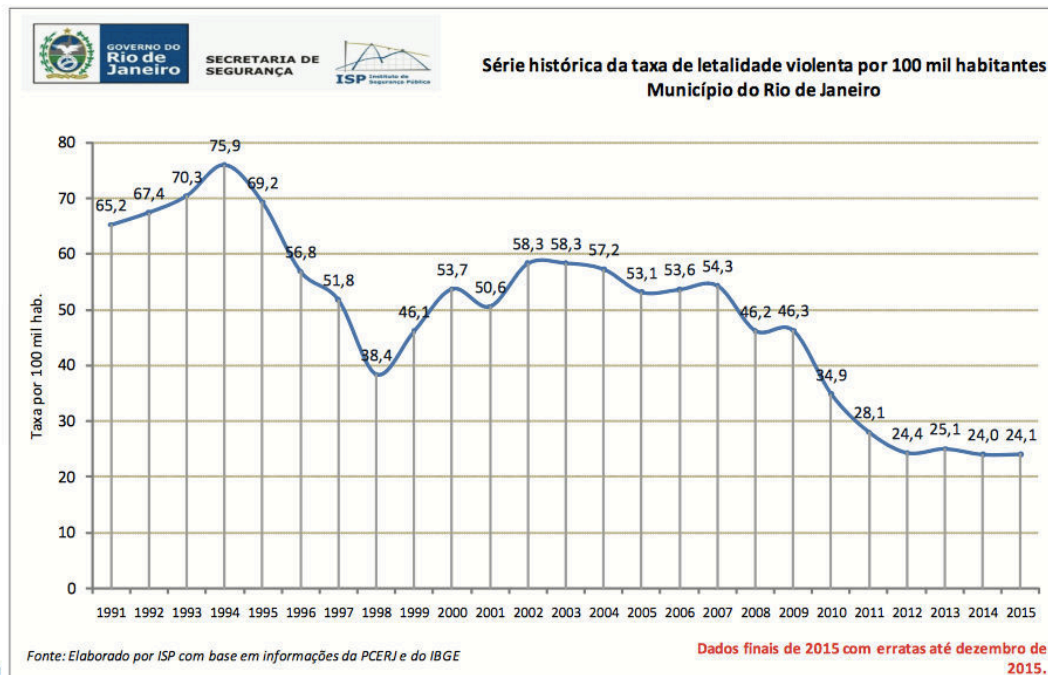
<sup>525</sup> « O nos dan una respuesta, reforzando la seguridad y controlando remises y colectivos, o vamos hacer piquetes armados. Este es un tema que venimos adviertiendo y nadie nos da bolilla. Si tenemos que hacer piquetes para controlar, los vamos hacer entre el municipio y los vecinos, y que después no nos plateen que andamos con armas en las calles. Hay veces que me dan ganas de agarrar la escopeta y hacer procedimientos yo mismo. » (tda.). Le lendemain de cette déclaration, Arslanian a déclaré de son côté que la proposition de Patti était absurde et que, en vérité, il voulait créer des 'escadrons de la mort', faire revivre le Triple A et qu'il le dénoncerait pour apologie et instigation au crime. Voir : Pagina 12, « Un piquetero a la justicia », Buenos Aires : 22/07/1999. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/1999/99-07/99-07-22/pag17.htm> (consulté le 16 avril 2016).



système de los « porongas » et, par conséquent, d'un processus de « (ré)autonomisation » des forces policières *bonaerenses*.

À Rio de Janeiro, malgré la volonté politique de Brizola de (re)prendre en main la police *carioca*, les politiques de sécurité publique mises en place n'ont réussi ni à réduire drastiquement les taux élevés de criminalité ni à démanteler le « modèle de police autoritaire » héritière de la dictature. La fin du gouvernement Brizola a donc été marquée par un scénario de crise politique et institutionnelle. La crise politique se réfère à certaines affaires de corruption qui ont touché directement le gouvernement : tout d'abord, au niveau national, son soutien inconditionnel au gouvernement Fernando Collor, alors président du Brésil et qui a été soumis en 1992 à un processus de destitution pour corruption puis, au niveau local, les graves dénonciations qui compromettaient son vice-président, Nilo Batista, en l'associant directement à des affaires de corruption liées au « jeu de l'animal ». La crise institutionnelle fait surtout référence à la perte de contrôle sur la criminalité organisée, le retour des « groupes d'exterminations » avec les « massacres » de la Candelária et Vigário Geral en 1993 et la croissance des taux d'homicides qui ont été les plus élevés de la période démocratique brésilienne.





526

En outre, étant donné que les tentatives du gouvernement de restreindre les formes « répressives traditionnelles » du maintien de l'ordre dans les communautés pauvres n'ont pas atteint les résultats souhaités par la majorité de la population – qui se résumait, principalement, à la demande de mettre fin à la criminalité organisée – elles ont été progressivement perçues comme une sorte de complicité de ce gouvernement avec le crime et la corruption, particulièrement avec les affaires du jeu de l'animal. Il s'est alors répandu au sein de la société, notamment à la fin de son deuxième mandat, un fort rejet des discours des droits de l'Homme, en même temps que se diffusait une demande croissante d'« intervention fédérale » avec l'envoi des forces armées pour le contrôle de la criminalité.

Le discours de maintien de la « loi et de l'ordre » commença à se propager en 1992 pendant la réalisation de l'ECO 92, une importante rencontre internationale sur l'environnement qui se tenait à Rio de Janeiro. Lors de cet événement, les forces armées ont assumé les services de police de façon ostensible, en raison de la présence d'un certain nombre de fonctionnaires internationaux et de chefs d'Etat dans la ville. L'ambiance « pacifique »<sup>527</sup> qui a marqué la rencontre dans la ville a été attribuée, par

<sup>526</sup> Taux de criminalité des années 90 et 2000. Le premier graphique fait référence au taux de létalité violente pour 100 000 habitants dans l'État de Rio de Janeiro et le deuxième fait référence à ce même taux dans la municipalité de Rio de Janeiro. Sources : « Institut de Sécurité Public » – ISP de l'État de Rio de Janeiro (« Instituto de Segurança Pública »).

<sup>527</sup> La présence massive de policiers dans le centre ville et dans la zone sud a permis de réduire de 37% les dénonciations dans les commissariats et le nombre d'incidents avec les touristes est passé de 20 à 8 par jour. Cependant, dans le reste de la ville, le « nettoyage » n'a eu aucun effet. Les taux de criminalité sont restés les mêmes ou voire ont empiré. Voir STYCER, Maurício. « Paranoia com segurança mudou a cara do Rio em 1992 ». *UOL notícias*. São Paulo : 12/06/2012. Disponible sur : <https://noticias.uol.com.br/cotidiano/ultimas-noticias/2012/06/12/paranoia-com-seguranca-mudou-a-cara-do-rio-em-1992.htm> (consulté le 20 avril 2016).

une grande partie de l'opinion publique, à la présence de ces troupes dans les rues. Cependant, la réalité a été faussée par cette « ordre artificiel » puisqu'il s'agissait d'une situation exceptionnelle limitée dans le temps – qui devrait perdurer seulement pendant la période de réalisation de l'évènement – et dans l'espace – qui se résumait à protéger les quartiers aisés et les régions où eut lieu l'ECO 92.



528

Mais malgré cette constatation, le contexte de crise à la fin de 1994 obligea le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro à demander de nouveau au gouvernement fédéral, l'intervention exceptionnelle des forces armées, cette fois-ci pour aider la police carioca à combattre le trafic de drogues. Cette « opération » connue sous le nom de « Operação Rio » a donc inauguré un type d'effort conjoint extraordinaire entre police-armée qui deviendra très courant après les années 2000<sup>529</sup>. Ainsi, sous la protection d'hélicoptères, de chars, d'artillerie lourde et de chiens spécialement entraînés, des milliers de soldats de l'armée et de policiers fédéraux, rejoints par la Police Militaire et Civile de l'Etat de RJ, placés sous commandement militaire, ont simultanément attaqué plusieurs dizaines de favelas. L' « Opération Rio » a duré du

<sup>528</sup> Voir TORRES, Sergio. « Carros blindados apontam seus canhões para a favela da Rocinha ». Folha de São Paulo : 2/06/1992.

<sup>529</sup> Nous verrons davantage ce point lors du prochain chapitre sur le « tournant sécuritaire » des années 2000.

1er novembre jusqu'au 30 décembre 1994 et a été marquée par plusieurs cas de perquisitions sans mandat, de torture, des détentions et exécutions arbitraires.



530

En analysant ce contexte dans son livre « O futuro de uma ilusão : o sonho de uma nova polícia », le colonel Nazareth Cerqueira décrit les principes qui ont guidé le modèle de police souhaité par le gouvernement Brizola et reconnaît, également, l'échec du projet :

« Je ne doutais pas que les orientations politiques et le nouveau contexte démocratique exigeaient une nouvelle police, une nouvelle police et une

<sup>530</sup> Le journal « Folha de São Paulo » a dédié un reportage entier à l'« Opération Rio » le 19/11/1994.

nouvelle conception de l'ordre public qui s'éloignait des paramètres adoptés jusque-là, à savoir, la doctrine de la sécurité nationale. J'étais sûr qu'il fallait une nouvelle formulation philosophique, organisationnelle et opérationnelle de la police brésilienne, estimant que ce moment démocratique était une opportunité importante pour une telle entreprise (comme j'avais tort!). (...) Nous avons certainement échoué. Nous n'avons pas pu mettre en œuvre le modèle démocratique que nous avons défendu. Nous ne savions pas comment arrêter les trafiquants dans les favelas sans envahir les taudis, sans mettre en danger la vie des autres; nous ne savions pas comment faire enquêter la police pour les arrêter; nous ne savions pas comment faire comprendre à la police que leur tâche principale était d'arrêter et de ne pas tuer »<sup>531</sup>

Le souvenir des jours de l'« ordre » de l'ECO 92 et de l'« Opération Rio » ont subsisté dans l'imaginaire d'une partie de la population et de la presse<sup>532</sup> et ont servi de principale « carte à jouer » pour les projets politiques qui prônaient un modèle ostensible de sécurité publique. Cela a facilité la victoire de Marcelo Alencar du PSDB (« Parti de la Social-Démocratie brésilienne ») aux élections de 1995 et la réactivation du processus de (ré)autonomisation des forces policières cariocas. Alencar a préconisé le retour déclaré d'un « modèle autoritaire » de la police avec la nomination du General Nilton Cerqueira à la tête du « Secrétariat de Sécurité Publique » (SSP). Cet organisme, hérité de la dictature, avait été supprimé par Brizola en 1983 et a été alors rétabli par Alencar en 1995. De plus, le choix du gouvernement par le général Nilton Cerqueira démontrait les lignes directives de ce « modèle » du fait que ce dernier avait joué un rôle important dans la répression politique lors de la dictature militaire au sein de ce même « Secrétariat »<sup>533</sup>.

---

<sup>531</sup> « Não tinha dúvidas de que as diretrizes políticas e o novo contexto democrático estavam exigindo uma nova polícia, um novo policial e uma nova concepção de ordem pública que fugisse dos parâmetros, até então adotados, da doutrina de segurança nacional. Tinha certeza de que havia necessidade de uma nova formulação filosófica, organizacional e operacional da polícia brasileira, acreditando que aquele momento democrático era uma importante oportunidade para tal empreendimento (como me enganei!). (...) É certo que falhamos. Não conseguimos implantar o modelo democrático que defendíamos. Não soubemos prender traficantes nas favelas sem invadir barracos, sem colocar em risco a vida de terceiros; não soubemos fazer a polícia investigar para prender; não soubemos fazer a polícia entender que a sua principal tarefa era prender e não matar ». Voir : CERQUEIRA, Carlos. M. N. *O futuro de uma ilusão: o sonho de uma nova polícia*. Rio de Janeiro: Freitas Bastos, 2001. p. 49-50.

<sup>532</sup> « Le point de vue dominant de l'opinion publique dans les années 1990 était qu'il n'y avait pas d'autre alternative que l'utilisation de plus en plus incontrôlée de la force militaire contre les « bandits ». Par exemple, l'approbation par la majorité de la population de l'exécution d'un assaillant par un policier à proximité d'un centre commercial à Rio en mars 1995, qui a été diffusée à la télévision. La presse reflète donc la montée des soi-disant « mouvements de la loi et de l'ordre » au Brésil qui dictent des politiques criminelles qui affirment: 1) que la punition est justifiée en tant que châtiment et rétribution; 2) que les crimes odieux sont passibles de la peine de mort ; 3) que l'arrestation provisoire doit être prolongée; 4) que davantage de prisons de sécurité maximale doivent être ouvertes. Voir : CALDEIRA, César. « Segurança pública e seqüestros no Rio de Janeiro 1995-1996 ». *Tempo Social*, Vol. 9, n°1, São Paulo : maio 1997. Disponible sur : [http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0103-20701997000100007#nt88](http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0103-20701997000100007#nt88) (consulté le 25 avril 2016).

<sup>533</sup> Nilton de Albuquerque Cerqueira était général de réserve de l'armée et député fédéral en licence, élu avec 40.000 voix - en grande partie des policiers - par le PP / RJ, parti qui a soutenu la candidature du gouverneur Marcelo Alencar. Il a dirigé la Police Militaire de RJ dans la période 1981-82, moment où il a institué le système de promotion par acte de bravoure. Il fut à la tête du Doi-Codi de l'État de Bahia pendant la dictature militaire et le responsable de la mort en 1971 du capitaine Carlos Lamarca, important militant de gauche qui s'est opposé au régime militaire.

Les deux principales mesures de Cerqueira qui ont mis fin aux tentatives de ce modèle d'« humanisation » de la police par Brizola ont été l'instauration de la « promotion » et de la « récompense »<sup>534</sup> pour acte de bravoure. Ces mécanismes controversés connus également sous l'expression « premiações Faroestas » (« prix de l'Ouest Sauvage ») déterminaient que les policiers qui se distinguaient dans la confrontation avec les criminels recevaient des « honneurs militaires » et des « bonus supplémentaires » à leurs salaires. Si dans les zones plus centrales de RJ – notamment, dans les quartiers de la zone sud de la ville - cette politique se traduisait par la présence ostensible et « militarisée » de la police dans le contrôle des *favelas*, dans les zones plus éloignées – zone nord, ouest et Baixada Fluminense -, elle a déclenché des opérations liberticides qui encourageaient à nouveau la pratique de la « chasse aux bandits » très répandue au sein de la police *carioca* par le biais des « groupes d'exterminations ».

Ce n'est donc pas une coïncidence si, entre 1995 et 1996, les « chefs » du 9ème Bataillon de la Police Militaire – au sein duquel se sont également formés les « Cavalos Corredores », « groupe d'extermination » responsable de plusieurs « massacres » et, notamment, celui d'Acari, Vigário Geral et Candelária entre 1992 et 1993 – ont reçu des « promotions » et des « récompenses » alors que ce même bataillon était responsable d'un nombre disproportionné d'exécutions arbitraires masquées par le dispositif de l' « auto de resistência » (« auto résistance »). Le lieutenant-colonel Marcos Paes, commandant du 9e Bataillon entre août 1995 et février 1996 a attribué à son unité la mort de 75 personnes dans 11 opérations, grâce auxquelles il a obtenu une « promotion pour acte de bravoure ».

D'après lui, « les morts se sont produites lors des affrontements avec des criminels présumés (...) il s'agissait de marginaux qui sont tombés au combat (...) tous ceux qui sont morts avaient des armes et d'abord ont tiré contre la police ». Le lieutenant Marcelo Moreira Malheiros a mené 8 des 11 opérations et a participé à 3 autres. Dans ces 11 « missions », la police a seulement arrêté une personne. En aucun cas, les enquêtes sur les scènes de crime n'ont été remises en question. Malheiros a été également promu pour « acte de bravoure » le 21 Août 1996. Le document qui lui a accordé cet « honneur » décrit Malheiros comme un « brave officier dont les actions

---

<sup>534</sup> Le 8 novembre 1995, le Gouverneur Marcello Alencar a signé un décret (Décret n ° 21753 du 8 novembre 1995) autorisant des gratifications pour la police civile, militaire et les pompiers qui démontraient un acte de « bravoure » dans le cadre de leur travail. Selon les termes du décret, « l'augmentation de salaire autorisée varie de 50 à 150% du salaire de base du policier ».

visent toujours à la préservation de l'ordre public et son dévouement est démontré dans ses performances brillantes ... »<sup>535</sup>.

Par ailleurs, la nomination de Cerqueira ne répondait pas seulement à une demande de la société d'éradiquer le crime organisé, mais également de cesser la corruption au sein de la police *carioca*. En édifiant un « modèle autoritaire » au sein de cette institution de sécurité, Cerqueira envisageait d'établir un contrôle plus ferme sur l'implication des policiers dans les affaires criminelles, notamment ceux liés aux enlèvements d'extorsion de fonds à des entrepreneurs brésiliens, ce qui était habituel à l'époque<sup>536</sup>.



537

Ainsi, l'une des mesures les plus inattendues de son mandat a été la nomination d'Helio Luz en mai 1995, tout d'abord, à la tête du Département de la « Division Anti-Enlèvements » (« Divisão Anti-Sequestros » - DAS) puis, en tant que chef de la Police Civile *carioca*. Cette désignation est surprenante car Helio Luz ayant combattu le régime militaire et étant membre du Parti des Travailleurs (PT)<sup>538</sup>, il se trouvait du côté opposé du spectre politique du général Cerqueira. Par ailleurs, c'était un critique acharné des politiques de sécurité musclées conçues jusqu'alors par le gouverneur Alencar. Lors d'un entretien, Helio Luz explique la raison pour laquelle il avait accepté ce poste malgré leurs différences :

<sup>535</sup> Voir HUMAN RIGHTS WATCH/AMERICAS. *Brutalidade Policial Urbana no Brasil*. New York, 1997, p. 36. Disponible sur : <http://www.dhnet.org.br/w3/hrw/james.pdf> (consulté le 30 avril 2016).

<sup>536</sup> Ici nous pouvons observer que cette politique était premièrement tournée vers l'élite économique, car ces enlèvements étaient commis contre les grands entrepreneurs brésiliens dans les quartiers aisés de la ville de Rio de Janeiro. Cela n'a donc pas été une politique conçue visant à éliminer la pratique de l'« arreglo » – les négociations entre les policiers et les « têtes » du jeu de l'animal et ceux du trafic de drogues – qui continuait à se dérouler normalement dans les quartiers pauvres de la ville, mais ayant pour but de calmer les humeurs et faire face au sentiment d'insécurité des classes supérieures.

<sup>537</sup> Source: Caldeira, *op. cit.*, 1997.

<sup>538</sup> Entre 1999 et 2002 il a été député de l'État de Rio de Janeiro pour le Parti des Travailleurs (PT).

« au début c'était une situation étrange, je ne comprenais pas cette invitation, d'abord venant de lui, puis à être invité à être chef de police. Soit ils se sont trompés de nom, soit il y a eu une erreur, il y avait des informations équivoquées, mais non. En fait, pour que ça marche, je ne discute pas d'idéologie avec lui, la proposition est de se mettre au travail, de finir avec la corruption dans la police, dans ce domaine on se comprend (...). La partie opérationnelle sans corruption, faire une police sans corruption, c'est toute la réforme qui a été faite ici à RJ: les « chefs » ne participent à rien, tout le monde le sait, en interne tout le monde le sait, qu'il n'y a pas d' 'arreglo' (négociation), il n'y a rien, alors c'est facile, c'est là qu'on se comprend (...) le niveau de corruption baisse (...) la police fait ce qu'elle est payé à faire: la police civile enquête et la police militaire fait du travail préventif dans la rue »<sup>539</sup>.

Aussitôt que Helio Luz a pris ses fonctions au sein de la DAS, il a fait plusieurs déclarations polémiques, en révélant la complicité entre les policiers de la DAS et les réseaux criminels responsables d'« enlèvements » :

« le problème est que la police avait une déviation permanente de comportement et que, ici, l'impunité était garantie. Donc ce qui se passait dans le DAS, c'est que nous ne savions plus qui kidnappait qui ... parce que la police arrivait au moment où ils allaient payer la rançon et partait avec l'argent...ou alors il y avait des déroulements encore plus catastrophiques, c'est-à-dire, la police était responsable de l'enquête et participait au même temps de la logistique de l'enlèvement ... alors ce qui a été fait, quand je suis arrivé, j'ai dit 'désormais, le DAS ne kidnappe plus...maintenant nous nous battons contre les enlèvements...'. C'est ça, ça a marché, alors la police a commencé à se battre contre les enlèvements, les ravisseurs ont commencé à être arrêtés et tout s'est calmé. »<sup>540</sup>

Les résultats ont été positifs et le nombre d'enlèvements a diminué considérablement de 119 cas en 1995 à 58 cas en 1997, ce qui correspond à la période où Luz était à la tête de la DAS puis de la Police Civile. Cependant, le mandat d'Hélio Luz a de nouveau duré peu de temps et a été marqué par de fortes divergences

---

<sup>539</sup> « No início foi uma situação estranha quando ele me convidou, eu não entendi, primeiro por ser convidado por ele, depois por ser convidado a ser chefe de polícia. Ou erraram no nome ou erraram alguma coisa, havia uma informação trocada, mas não. O que aconteceu, eu não fico discutindo ideologia com ele, a proposta é chegar a trabalhar, cortando a corrupção na polícia, aí nós nos entendemos (...). A parte operacional sem corrupção, fazendo uma polícia sem corrupção, é a base toda que foi feita aqui no RJ é essa : direção não participa de nada, todo mundo sabe disso, internamente todo mundo sabe disso, que não há acerto, não há nada, então fica fácil, aí é que eu me entendo com ele (...) corta o nível de corrupção (...) polícia é feita pra entrar na atividade fim, ou seja, polícia civil investigar e polícia militar fazer trabalho preventivo de rua ». Voir : « Notícias de uma guerra particular », *op. cit.*, 1997.

<sup>540</sup> « o problema é que a polícia tinha um desvio de comportamento permanente e isso aqui a impunidade era garantida. Então o que acontecia na DAS é que a gente não sabia mais quem tava sequestrando quem (...) porque a polícia chegava na hora que ia pagar o resgate, a polícia vinha na frente e saia com o dinheiro do resgate, isso quando não tinha um desdobramento pior que a polícia fazia o levantamento e entrava na logística do sequestro também (...) então o que que foi feito, quando eu cheguei eu disse ó 'a partir de agora a anti-sequestro não sequestra mais (...) agora a gente combate o sequestro (...) ai pronto, deu certo, ai os policiais começaram a combater o sequestro, os sequestradores começaram a ser presos e acalmou' ». Voir *Ibidem*, 1997.



politiques et institutionnelles entre ce dernier et le gouverneur Alencar. Luz s'entêtait à faire des déclarations publiques épineuses qui remettaient directement en cause l'efficacité et la volonté politique du propre gouvernement de l'État de réaliser une vraie réforme au sein de la police. En l'occurrence, il s'opposait à la thèse très répandue qui affirmait que le trafic de drogues était la criminalité organisée la plus dangereuse de l'époque et qu'elle remplacerait l'État dans les *favelas*. D'après lui :

« le crime organisé dans ce pays est le jeu de l'animal (...) le trafic ne remplace pas l'État dans les favelas, d'abord puisqu'il n'a pas le niveau d'organisation pour cela, ensuite, puisqu'il n'a pas cette envie car il fait de la vente en détail (...) ce que nous avons dans les favelas est un énorme marché au détail, le trafiquant est un gérant de la vente au détail (...) la distribution est contrôlée de l'extérieur (...) à part le jeu de l'animal (rires) c'est compliqué, j'ai tendance à dire que c'est l'État le crime organisé, mais je ne dis pas (rires)...en dehors du jeu de l'animal, il n'y a pas de crime organisé à RJ ... c'est bien que ça n'existe pas, car le jour où les criminels s'organiseront avec des *siguer sauer* dans la main il n'y aura personne pour les arrêter ...s'ils avaient un minimum d'organisation ça serait compliqué (...) ce qui se passe est que nous avons une police corrompue et c'est une situation étrange parce que vous arriviez à garder l'équilibre parce que le gars (policier) va là-bas et prend l'argent du délinquant ... alors ce qui s'est passé, ce gars qui prenait l'argent du vagabond a été obligé de persécuter le vagabond (...) ce qui jusqu'alors était un accord qu'il y avait et qui fonctionnait bien, n'a plus fonctionné (...) un de nos policiers qui était auparavant corrompu arrivait là (dans la favela) et disait au trafiquant que désormais l'accord était 'fini' parce qu'autrement « j'arriverais et je lui couperais la 'tête' (...) je n'ai pas combattu les trafiquants, j'ai combattu le policier corrompu (...) ou il allait et arrêtait le délinquant ou je lui ai coupé la 'tête' (...) comment des têtes allaient rouler, c'est la tête du vagabond qui a roulé d'abord, c'était l'affaire (...) les gens qui faisaient l'articulation du trafic et l'enlèvement à RJ ont tous été arrêtés, une quinzaine d'hommes ont été arrêtés ici ... le chef des gangs a été arrêté et puis cela a commencé à se démanteler...c'est pourquoi ce chaos, aujourd'hui nous vivons un chaos ici, des garçons de 15 ans qui ne savent pas qui commande et qui, tirent l'un sur l'autre, le chaos (...) »<sup>541</sup>

---

<sup>541</sup> « Crime organizado nesse país é o jogo do bicho (...) o tráfico não substitui o Estado no morro, primeiro ele não tem nível de organização, segundo ele não tem essa proposta porque aquilo ali é um varejão (...) o que nós temos no morro é um varejão, é um gerente de varejão (...) a distribuição é controlada por fora (...) tirando o jogo do bicho (risos) é complicado, eu fico na tendência de dizer que é o Estado o crime organizado, mas não digo (risos) fora o jogo do bicho não existe crime organizado no RJ (...) ainda bem que não existe, pois no dia que existir com sigs sauer na mão não há quem dê conta (...) se eles tivessem um nível mínimo de organização seria complicado (...) o que acontece é que temos uma polícia corrupta e é uma situação estranha pois você mantém o equilíbrio porque o cara vai lá e tira dinheiro do vagabundo (...) então o que aconteceu, esse sujeito que tirava dinheiro de vagabundo foi colocado pra perseguir vagabundo (...) o que até então era um acordo que havia e dava certo, não deu certo (...) um policial nosso que era corrupto chegou lá e disse pro traficante agora é 'pra dura' porque senão eu chegava lá e cortava o pescoço dele (...) eu não bati encima dos traficantes, eu bati encima do policial corrupto (...) ou vai lá prender o vagabundo ou eu vou cortar o teu pescoço (...) como ia rolar alguma cabeça, rolou a do vagabundo, foi esse o negócio (...) o pessoal que fazia articulação de tráfico e sequestro no RJ estão todos presos, uns 15 homens foram presos aqui (...) liderança de gang foi presa e aí começou a desarticular e aí é esse caos, hoje nós vivemos um caos aqui dentro, uns garotos com 15 anos que não sabem quem faz a liderança, um dá tiro no outro, um caos (...) » Voir : Idem, *op. cit.*, 1997.

Luz s'était également plaint publiquement du retard du gouvernement à présenter à l'Assemblée Législative de RJ, le projet de loi qui établissait un plan pour l'emploi et les salaires des policiers, ce qu'il considérait une première étape vers une vraie « modernisation » de l'institution de sécurité. Le gouverneur a considéré cette attitude « impolie » et « indisciplinée » et a donc décidé de renvoyer Luz en septembre 1997<sup>542</sup>.

---

<sup>542</sup> Voir LIMA, Roni. Indisciplina causa a queda de Hélio Luz. *Folha de São Paulo*, Rio de Janeiro : 2/09/1997. Disponible sur : <http://www1.folha.uol.com.br/fsp/cotidian/ff020901.htm> (consulté le 30 avril 2016).

## **Chapitre 6**

# **Le « tournant sécuritaire » des années 2000 et les *contre-réformes* des polices *bonaerense* et *carioca***

Le continent latino-américain a connu plusieurs vagues d'« insécurité » à partir des années 2000, conséquence directe des *reconfigurations* du marché de la drogue à la lumière d'un espace davantage « transnational ». À Buenos Aires et à Rio de Janeiro, ces *reconfigurations* ont entraîné des « réponses sécuritaires musclées » - les *contre-réformes* des polices - tant au niveau politique-institutionnel qu'au niveau des pratiques sociales. Si, avant les années 90, les forces policières *bonaerenses* et *cariocas* exerçaient plutôt un « contrôle » de la criminalité courante par le biais d'une « négociation » avec les acteurs criminels, à partir des années 90, le scénario s'est caractérisé davantage par un discours « guerrier » de combat contre l'insécurité et la criminalité organisée ayant pour cible principale le trafic de drogues. Lors des années 2000, la « mondialisation du crime » a été suivie de près par la « mondialisation des politiques répressives » au sein des institutions de sécurité. En effet, depuis les attentats contre le *World Trade Center*, la logique transnationale de la « guerre contre le terrorisme » s'est juxtaposée à celle de la « guerre contre le crime organisé », en faisant émerger sur le continent latino-américain la figure hybride du « narco-terroriste » et le dilemme d'une « démocratie sécuritaire »<sup>543</sup>.

---

<sup>543</sup> Voir COLOMBE, Camus. *La guerre contre le terrorisme. Dérives sécuritaires et dilemme démocratique*. Paris : Éditions du Félin, 2007 ; DELMAS-MARTY, Mireille, *Libertés et surêté dans un monde dangereux*, Paris : Seuil, 2010.

## **6.1. Du « contrôle » de la criminalité à la « guerre » contre le crime organisé : le nouveau « paradigme sécuritaire mondial »**

Si le « tournant sur la sécurité » date du début des années 90, depuis l'année 2000, l'évolution des politiques répressives a franchi un cap important en subissant un glissement rhétorique du « contrôle » de la criminalité vers une « guerre » contre le crime organisé<sup>544</sup>. Cette *restructuration* s'est notamment renforcée suite aux attentats du 11 septembre 2001 contre le *World Trade Center*. Il est vrai que l'insécurité et la criminalité ont existé en tout temps et en tous lieux, mais le 11/9 marque un changement de perception sur la conception même de « crime » ainsi que sur l'« ennemi » à combattre dans une nouvelle « guerre » qui se joue dorénavant dans un scénario forgé par un « paradigme sécuritaire transnational »<sup>545</sup>. Les échelles locales, nationales et mondiales s'articulent à des vitesses sans doute accélérées par la globalisation et la question de la sécurité devient centrale. Cependant, la centralité de la « sécurité » peut mettre en péril la démocratie. D'après Delmas-Marty,

« Face à des dangers bien réels, le risque serait que les responsables politiques s'orientent vers de mauvaises réponses, créant un nouveau danger, qui serait de 'perdre la démocratie au motif de la défendre', selon la formule de la Cour européenne des droits de l'Homme, appliquée notamment au terrorisme quand un État le combat en empruntant ses propres armes. En réduisant les libertés, il s'injecte, par une véritable stratégie d'auto-immunisation, une partie du mal, prenant ainsi le risque du 'mimétisme d'une contre-violence qui en nourrit d'autres et finit par contaminer tout le système »<sup>546</sup>.

Ce risque est à chaque fois plus concret étant donné que depuis cette

---

<sup>544</sup> Voir Delmas-Marty, *op. cit.*, p. 35-38.

<sup>545</sup> D'après le rapport du groupe des personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, « nous vivons dans un monde de menaces nouvelles et changeantes (...) aujourd'hui, une menace pour l'un d'entre nous constitue une menace pour tous ». Voir : Rapport du groupe des personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, *Un monde plus sûr: notre affaire à tous*, ONU, 2004, p. 3. Disponible sur : <http://www.un.org/french/secureworld/brochureF.pdf> (consulté le 15 mai 2016).

<sup>546</sup> Delmas-Marty, *op. cit.*, p. 11.

*restructuration*, les États nationaux ont progressivement sanctionné des politiques de sécurité globales dont les discours belliqueux s'imposent, en les intégrant à leurs politiques de sécurité interne au nom de la « bonne gouvernance »<sup>547</sup>. C'est donc un passage sournois par lequel l'insécurité et le crime considérés jadis comme des problèmes de routine justifient désormais un « état d'urgence » permanent où « l'exception tend à devenir la règle »<sup>548</sup>.

En effet, la circulation des normes et des pratiques a eu des effets directs dans l'espace mondial suite aux attentats du 11/09 – la nouvelle « guerre » contre le terrorisme - en déclenchant par la suite des effets indirects dans l'espace régional - latino-américain, par exemple, avec la nouvelle « guerre » contre le crime organisé. Quant aux effets sur les politiques internes des pays comme l'Argentine et le Brésil, ils relèvent également de la banalisation d'un courant sécuritaire et des débordements autoritaires qui datent de bien longtemps, mais se seraient dorénavant trouvés en quelque sorte légitimés à l'aide de ce nouveau contexte. Cette dynamique, conséquence de l'« enchevêtrement des espaces normatifs » à différentes échelles, auraient donc « libéré les responsables politiques, symboliquement et juridiquement, de l'obligation de respecter les limites propres à l'État de Droit »<sup>549</sup>. De ce fait, même les régimes considérés démocratiques peuvent eux-mêmes secréter des mécanismes de contrôle liberticides et sécuritaires où la déraison de l'État s'impose. Par ailleurs, « les solutions totalitaires peuvent fort bien survivre à la chute des régimes totalitaires, sous la forme de tentations fortes qui surgiront chaque fois qu'il semblera impossible de soulager la misère politique, sociale et économique d'une manière qui soit digne de l'homme »<sup>550</sup>, les régimes démocratiques peuvent entretenir des espaces « autoritaires » et finir par « justifier l'injustifiable »<sup>551</sup>, comme la banalisation des pratiques de torture et d'exécutions sommaires, par exemple.

L'idée « exceptionnelle » ou « extraordinaire » de la « guerre contre le terrorisme

---

<sup>547</sup> « La 'bonne gouvernance' (transparence de l'action publique, contrôle de la corruption, libre fonctionnement des marchés, démocratie, État de droit) est installée au cœur des politiques de développement que promeuvent les institutions financières internationales depuis maintenant dix ans. Elle s'est imposée après que la politique d'ouverture et de libéralisation des marchés eut débouché sur des crises financières dans les pays émergents sans satisfaire la promesse d'un relèvement durable des régimes de croissance des pays en développement dans leur ensemble ». Voir : AOUDIA, Jacques ; MEISEL, Nicolas. « L'insaisissable relation entre « bonne gouvernance » et développement ». *Revue Economique*, vol. 59, 2008. p. 1159. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-economique-2008-6-page-1159.htm> (consulté le 15 mai 2016).

<sup>548</sup> « En proclamant l'état de guerre contre le terrorisme, la résolution du Congrès nord-américain du 18 septembre 2001 a permis l'adoption d'un droit pénal d'exception mis en œuvre par le Patriot Act du 25 octobre 2001, dont la plupart des dispositions ont été pérennisées. Les scénarios des juristes américains montrent la quasi -impossibilité d'un retour au droit antérieur. Ils imaginent des conceptions hybrides marquant la permanence d'une partie des transformations (exceptionnelles) réalisées ». Voir *Idem*, p. 12.

<sup>549</sup> Voir Delmas-Marty, *op. cit.*, p. 8.

<sup>550</sup> Voir : ARENDT, Hannah. *Los orígenes del totalitarismo*. Madrid : Alianza Editorial, 2002. p. 202.

<sup>551</sup> Voir : TERESTCHENKO, Michel. *Du bon usage de la torture ou comment les démocraties justifient l'injustifiable*. Paris : La Découverte, 2008.

» est capitale puisqu'elle rend aussi « exceptionnelle » la violence et, donc, la rupture – dite « momentanée », mais qui devient peu à peu « permanente » - avec le pacte international en défense des droits humains. La décision d'avoir recours à des pratiques arbitraires en démocratie est allée de pair avec la « flexibilisation » et la « distorsion » des arguments juridiques internationaux, visant à faire coïncider l'État de droit avec des figures propres à l'État d'exception. La recherche donc d'une conformité « légale » entre les débordements autoritaires de la « guerre contre le terrorisme » et le droit international, provient du fait que tous les États participants sont également signataires de la « Convention de Genève » et de la « Convention contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ».

La déclaration de Victoria Clarke, porte-parole de Ronald Rumsfeld, secrétaire de Défense du gouvernement George Bush, démontre parfaitement l'état d'esprit mondial suite aux attentats de 2001 : « Nous sommes dans une guerre peu conventionnelle. C'est pourquoi chacun de ses aspects, y compris la Convention de Genève et son application, doit être revu ». Ce « nouveau regard » sur la « Convention de Genève » et son application font écho, par exemple, à la nécessité de certaines démocraties dans un cadre transnational de dissocier la sécurité du territoire national avec les « sites noirs et fantômes » (*ghosts and black sites*) et le choix de renverser la figure juridique du « prisonnier de guerre » vers celle du « combattant ennemi illégal » (*« unlawful combatant »*). Ces mécanismes « extraordinaires » ont été largement utilisés, notamment par les États Unis, afin d'entreprendre une véritable délocalisation de la torture et des traitements inhumains ou dégradants, sans pour autant renoncer à sa position de grand défenseur des libertés et garanties individuelles.

Le recours réitéré à des « mesures dites exceptionnelles » dans ce contexte de « guerre permanente » tolère non seulement les représentations que les forces policières - chaque fois plus militarisées - se font de la situation à laquelle elles sont confrontées, mais aussi les modalités – chaque fois plus arbitraires - avec lesquelles elles interviennent pour faire régner l'ordre.

« le déploiement d'une idéologie sécuritaire en a été un élément décisif, s'appuyant sur des discours attisant la peur pour justifier des politiques plus répressives, l'accroissement des effectifs policiers, le renforcement des dispositifs punitifs, indépendamment d'une aggravation objective de la délinquance et de la criminalité, et souvent même dans le contexte de leur diminution. La ségrégation territoriale des catégories les plus modestes a grandement facilité cette transformation, d'une part, en permettant de focaliser l'action de la police sur des quartiers précis, d'autre part, en rendant cette

réalité invisible à la majorité »<sup>552</sup>.

En Amérique-latine, au cours des deux dernières décennies, l'évolution des politiques de sécurité a été également touchée par cette « radicalisation du contrôle social et spatial », s'imposant de manière presque systématique par le biais de l'installation progressive d'une « guerre urbaine » contre le crime organisé qui s'est déployée violemment dans les quartiers pauvres des grandes métropoles du continent.

« Dans ce contexte, à partir de la deuxième moitié des années 90, commencèrent à prendre forme certains postulats et faits conduisant à affirmer le besoin d'une participation organico-fonctionnelle des Forces Armées dans le cadre de la lutte contre les dénommées « nouvelles menaces » apparues à une échelle internationale, régionale et nationale au cours de cette période. On désigna sous l'expression « nouvelles menaces » l'ensemble de risques et de situations de conflit non-conventionnel à savoir, qui ne sont pas le résultat de conflits interétatiques (...) et qui seraient susceptibles d'être résolues par le recours, ou la menace du recours aux forces armées des pays belligérants. Le nouvel 'agenda de sécurité' intégrait la lutte contre le narcotrafic, les phénomènes de guérilla, le terrorisme, les conflits ethniques, raciaux, nationalistes ou religieux, etc., autrement dit, des menaces internes (...) qui constituent des problématiques clairement inscrites dans le domaine de la sécurité intérieure »<sup>553</sup>.

L'Amérique latine portait déjà à cette époque le titre malheureux d'être le continent le plus violent au monde et, également, celui avec le taux de victimisation des jeunes le plus élevé.

---

<sup>552</sup> FASSIN, Didier. *La force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*. Seuil, 2011, p. 320.

<sup>553</sup> « En este marco, a partir de la segunda mitad de la década del 90, comenzaron a manifestarse ciertas postulaciones y hechos conducentes a proclamar la necesidad de participación orgánico-funcional de las Fuerzas Armadas en la conjuración de las denominadas 'nuevas amenazas' surgidas en el escenario internacional, regional y doméstico durante ese período. Se denominaron 'nuevas amenazas' al conjunto de riesgos y situaciones conflictivas no-tradicionales – esto es, no generadas por los conflictos interestatales (...) que estaban particularmente sujetas a una resolución de carácter militar a través del empleo o de la amenaza de empleo de las Fuerzas Armadas de los países contendientes. La "nueva agenda de seguridad", contenía el narcotráfico, el fenómeno guerrillero, el terrorismo, los conflictos étnicos, raciales, nacionalistas o religiosos, etc., es decir, amenazas de carácter internas (...) que constituyen problemáticas claramente inscritas en el ámbito de la seguridad interior. » (tda.). SAIN, Marcelo ; BARBUTO, Valeria. « Las fuerzas armadas y su espacio en la vida democrática ». In *Derechos Humanos en Argentina Informe 2002*, Centro de Estudios Legales y Sociales, Buenos Aires : Siglo XXI, 2002, p. 499-500. Disponible sur : <https://www.cels.org.ar/web/wp-content/uploads/2016/10/IA2002.-Hechos-2001.pdf> (consulté le 10 juin 2016).

## TAXA DE HOMICÍDIOS POR PAÍS (2010 OU ÚLTIMO ANO DISPONÍVEL)

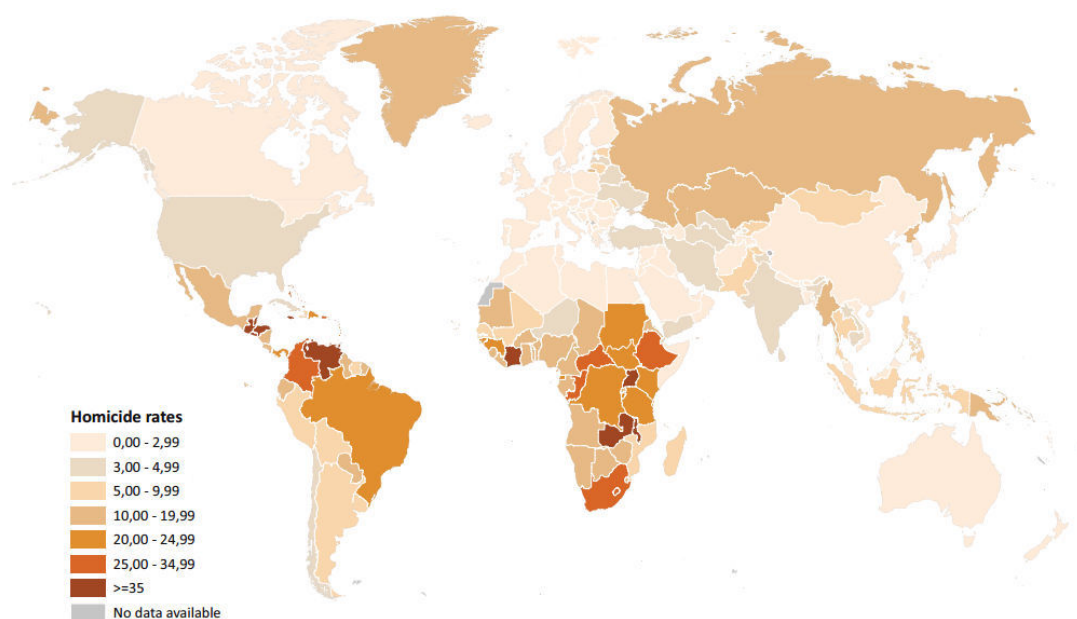


Tabela 2.1.1: Taxas de homicídio jovem, não-jovem e total por região/continente

Região / Continente	Jovem	Não-Jovem	Total
África	16,1	8,5	10,1
América do Norte	12,0	4,6	5,6
América Latina	36,6	16,1	19,9
Ásia	2,4	2,1	2,1
Caribe	31,6	13,2	16,3
Europa	1,2	1,3	1,2
Oceania	1,6	1,2	1,3

554

<sup>554</sup> Le tableau résume la situation de 83 pays, dont seize d'Amérique latine entre 2002 et 2008. Il rapporte les taux d'homicides chez les jeunes et les adultes regroupés par région/continent. On voit que les taux élevés en Amérique latine sont de loin supérieurs à ceux des autres régions analysées, doublant les taux africains, triplant ou quadruplant ceux de l'Amérique du Nord et très éloignés des indices de l'Europe. La probabilité qu'un jeune homme d'Amérique latine soit victime d'un meurtre est trente fois plus grande que celle d'un jeune Européen. Source : United Nations Office on Drugs and Crime – UNODC.



Tabela 2.2.2: Taxas de Homicídio na População Jovem. Países de América Latina. 1994/2005

País	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Argentina	5,9	5,4	6,4	7,1	7,5	8,2	9,9	12,4	13,0	12,5	9,4	
Brasil	34,9	38,2	39,4	42,0	44,5	45,7	50,5	52,1	54,9	56,2	52,9	51,6
Chile	3,5	4,6	4,7	3,0	3,8	3,6	9,4	9,1	9,9	9,3	7,9	
Colômbia	138,0	116,1	119,3	104,6	114,0	120,6	130,6	137,7	142,5	107,3	88,1	73,4
Costa Rica	5,3	6,5	6,1	5,8	7,8	10,1	8,6	8,2	7,1	9,9	8,5	9,2
Cuba	12,4	12,3	10,8	10,2	9,5	5,6	6,6	7,5	7,2	7,5	5,9	7,7
El Salvador		74,7	73,7	59,5	71,8	64,1	58,3	60,2	52,1	57,1	74,4	92,3
Equador	14,7	18,5	19,1	16,5	21,9	20,7	24,3	23,4	22,5	19,0	24,3	26,1
Guatemala	29,2	28,0	29,7	44,0	41,0	27,8	31,8	34,9	45,5	55,1	55,4	
México	23,0	21,6	19,9	18,6	17,4	14,4	12,8	12,5	11,7	10,6	10,0	10,4
Nicarágua	8,1		10,6	9,0	9,5	9,3	12,4	12,0	11,3	16,1	15,5	16,6
Panamá			14,1	18,3	14,2	16,6	19,5	19,7	20,3	22,0	17,8	
Paraguai	12,1	14,8	16,7	13,5	13,1	15,2	19,6	19,0	16,9	17,9	22,3	
Rep. Dominicana	5,9	6,1	7,4	10,0	11,5	12,6	9,2	6,7		5,7	9,1	
Uruguai	4,7	4,6	7,4	5,7	8,5	7,9	7,6	6,3			7,0	
Venezuela	33,1		32,5	26,6	24,9	35,8	59,5	60,3	70,9	80,2	64,2	66,8
<b>América Latina</b>	<b>33,9</b>	<b>32,3</b>	<b>34,5</b>	<b>33,8</b>	<b>35,4</b>	<b>35,9</b>	<b>39,9</b>	<b>41,3</b>	<b>43,1</b>	<b>41,4</b>	<b>37,8</b>	<b>33,6</b>

Tabela 2.2.1: Taxas de Homicídio na População Total. Países de América Latina. 1994/2005

País	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Argentina	4,3	4,1	4,5	4,7	4,7	5,2	5,8	6,9	7,5	7,3	5,8	
Brasil	20,2	22,7	23,4	24,0	24,5	24,7	25,7	26,8	27,4	27,7	25,9	25,2
Chile	2,9	3,3	3,0	2,6	2,8	3,0	5,2	5,5	5,4	5,3	5,4	
Colômbia	77,4	64,4	67,0	60,1	64,2	66,0	72,2	74,3	77,3	61,3	52,6	43,8
Costa Rica	5,6	5,3	5,6	5,8	6,0	6,5	6,5	6,4	6,6	7,3	6,6	7,5
Cuba	8,3	7,8	6,7	6,8	7,4	5,5	5,3	5,4	5,9	5,7	5,8	6,0
El Salvador		45,5	44,7	38,0	44,2	38,3	35,8	35,1	30,8	32,3	39,6	48,8
Equador	11,4	13,4	14,0	12,3	15,1	14,8	16,6	15,6	15,9	13,5	17,5	18,0
Guatemala	20,9	19,6	21,1	28,6	26,2	18,1	19,4	20,3	24,2	28,5	28,5	
México	17,3	16,8	15,4	14,1	14,0	12,4	10,7	10,0	9,7	9,6	8,8	9,3
Nicarágua	5,7		6,3	6,2	5,5	6,5	6,8	7,3	6,8	9,4	10,0	10,4
Panamá			7,8	10,7	8,9	8,6	9,9	10,4	12,1	11,7	10,4	
Paraguai	9,7	10,5	12,0	10,0	10,3	9,8	12,0	11,9	11,2	12,0	12,3	
Rep. Dominicana	4,8	4,6	5,0	6,6	7,8	7,6	5,8	4,6		3,8	5,6	
Uruguai	4,5	4,7	4,4	4,8	5,8	5,4	5,6	4,9			4,5	
Venezuela	15,9		15,2	12,8	12,4	17,4	27,1	27,5	30,9	35,8	29,5	30,1
<b>América Latina</b>	<b>20,3</b>	<b>19,8</b>	<b>20,9</b>	<b>20,3</b>	<b>20,9</b>	<b>20,8</b>	<b>22,0</b>	<b>22,6</b>	<b>23,2</b>	<b>22,3</b>	<b>20,6</b>	<b>18,2</b>

555

En 2003, l'« Organisation des États américains » (OEA) a identifié le crime organisé aux côtés du terrorisme comme la « principale menace à la sécurité régionale » et, par conséquent, les pays de la région ont entrepris un processus de

<sup>555</sup> Considérant le contexte régional, l'Argentine a des taux d'homicides relativement bas dans la population totale (13ème parmi les 16 pays considérés). En revanche, les taux de victimisation des mineurs sont relativement élevés: la proportion de jeunes victimes double presque par rapport aux taux du reste de la population. A partir de l'année 1995 en Argentine, commence une spirale de la violence au sein de la jeunesse, dont les taux font plus que doubler au cours des sept années suivantes, pour atteindre 13 pour 100 000 jeunes. Ayant des taux historiquement élevés, le Brésil occupe les premières places internationales et régionales dans la catégorie des homicides violents et les taux de victimisation des mineurs est seulement inférieur à des pays comme la Colombie et El Salvador entre 1994-2005. Voir : WAISELFSZ, Julio Jacobo. « Mapa da violencia : Os jovens da América Latina ». Brasília : Ministério da Justiça, 2008, p. 24. Disponible sur : [http://www.mapadaviolencia.org.br/publicacoes/Mapa\\_2008\\_al.pdf](http://www.mapadaviolencia.org.br/publicacoes/Mapa_2008_al.pdf) (consulté le 11 juin 2016).

« remilitarisation » de leurs forces de sécurité. En Argentine et au Brésil, ce processus a été sans précédent depuis les dernières dictatures militaires. De ce fait, si lors des vingt ans qui ont suivi l'ouverture démocratique, les politiques de sécurité dans ces deux pays ont fluctué au gré des *reconfigurations* des rapports des pouvoirs politiques et criminels, le « tournant sécuritaire » des années 2000, a marqué un changement important, provoquant un ralliement des principaux partis politiques à un durcissement immédiat de leurs discours et de leurs politiques répressives. Selon Picard,

« dans les États d'Amérique Latine où les États-Unis interviennent dans la définition et la mise en œuvre de la politique sécuritaire, on a constaté une 'remilitarisation' des appareils de sécurité interne et un relâchement du contrôle judiciaire sur la légalité des opérations de police. L'effet de cette confusion des tâches est, entre autres, de mettre conceptuellement en cause le découplage armée/police et d'effacer la différenciation entre les champs de la sécurité intérieure et de la défense, entre l'ethos militaire fondé sur l'utilisation de 'toute la force nécessaire' dans les conflits internationaux et l'ethos des policiers, fondé sur le 'recours minimal' à la force dans les opérations de maintien de l'ordre »<sup>556</sup>.

Cette « rhétorique guerrière a un coût du point de vue de la démocratie, conduisant à des excès qui n'affectent pas seulement les criminels visés, mais atteignent, par les dégâts collatéraux qu'ils occasionnent, des citoyens qui n'ont rien à se reprocher »<sup>557</sup>. Cela s'est traduit par des nouvelles formes d'autoritarisme qui émergent lorsqu'il existe une sorte de « culture de la peur »<sup>558</sup> qui encourage la « démocratisation de la violence et de l'insécurité sociale et politique »<sup>559</sup>.

---

<sup>556</sup> Elle démontre également que « cette transformation s'est traduite généralement par une déflation des forces armées régulières, accompagnée de leur requalification et des fréquences externalisations de la mission sécuritaire des États – articulation entre professionnalisation et dépolitisation des militaires. Elle a induit une mutation de la notion de sécurité, en brouillant la frontière entre espace domestique et espace étranger, entre défense nationale et lutte contre des ennemis extérieurs ou transnationaux et, partant, entre les missions de l'armée et celles de la police ». Voir Picard, 2008, *op. cit.*, p. 319.

<sup>557</sup> Fassin, *op. cit.*, p. 71.

<sup>558</sup> « Ce n'est évidemment pas le contrôle social en lui-même qui pose problème, car l'insécurité n'est pas seulement un sentiment mais une réalité quotidienne que les États ont le devoir de combattre. Ce qui pose problème, c'est le renforcement « d'une culture de la peur à laquelle aucun discours politique, aucune mise en scène médiatique de l'information ne semble résister ». Voir Delmas-Marty, *op. cit.*, p. 35.

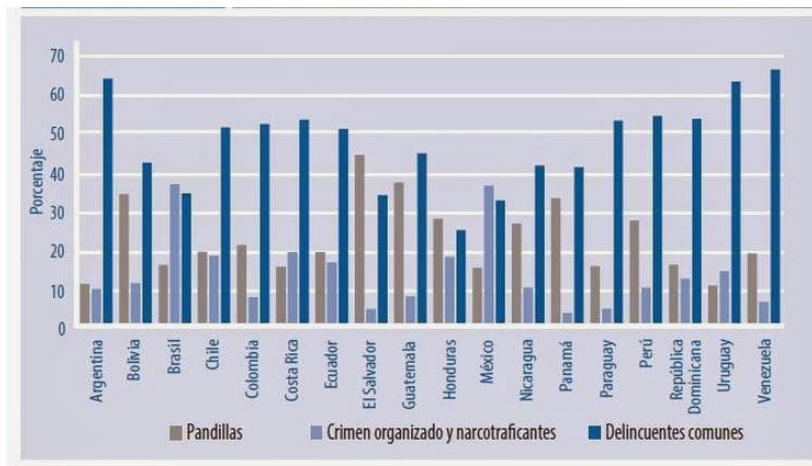
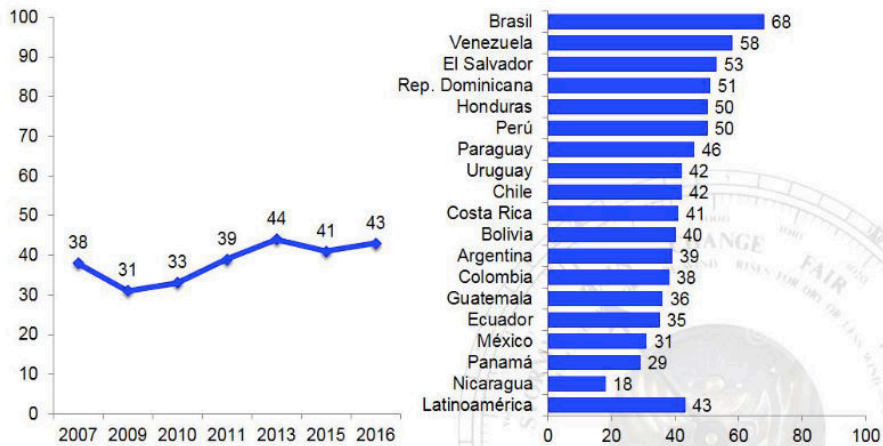
<sup>559</sup> KOONINGS, Kees; KRUIJT, Dirk. *Societies of Fear : The Legacy of Civil War, Violence and Terror in Latin America*. London: Zed Books, 1999, p., 16.

# PREOCUPACIÓN DELITO CON VIOLENCIA: TODO O CASI TODO EL TIEMPO

TOTAL AMÉRICA LATINA 2007-2016 - TOTALES POR PAÍS 2016



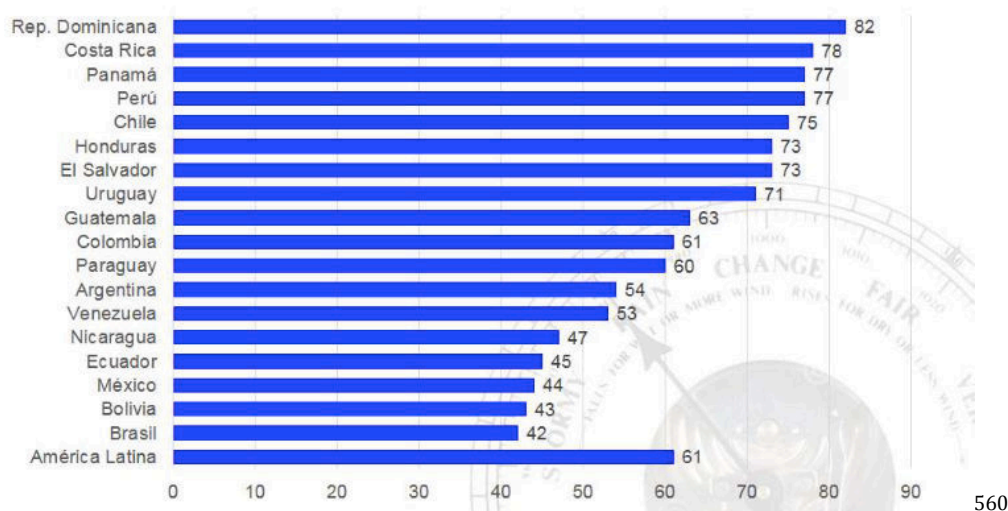
P. ¿Cuán frecuentemente se preocupa Ud. de que pueda llegar a ser víctima de un delito con violencia? ¿Todo o casi todo el tiempo, algunas veces, ocasionalmente, nunca? Aquí sólo 'Todo o casi todo el tiempo'



## MANO DURA NO VIENE MAL TOTAL POR PAÍS 2016



P. Hay gente que dice que un poco de mano dura del gobierno no viene mal a los (nacionalidad). Otros dicen que no se necesita mano dura del gobierno. ¿Cuál frase está más cerca de su manera de pensar?

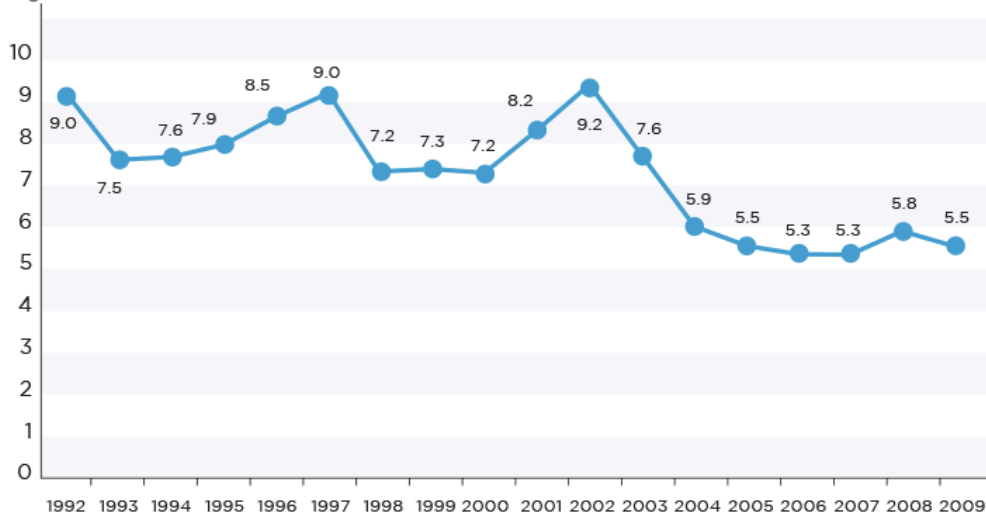


En Argentine, la « culture de la peur » est observée, notamment par le biais du phénomène du « sentiment d'insécurité » (« sentimiento de inseguridad »), une problématique centrale et récurrente de la vie quotidienne et de l'agenda politique et médiatique de ce pays. Le « sentiment d'insécurité » est défini par la crainte d'un danger qui n'est pas clairement identifié, qui peut intervenir n'importe où, à tout moment, indépendamment de la réalité de la violence et des chiffres de la délinquance<sup>561</sup>. La perception d'une irruption du « sentiment d'insécurité » liée à la « peur de la délinquance » s'est déclenchée notamment avec la crise de 2001 et les « pillages » (« saqueos ») où les défaillances du système économique de type néolibéral ont été mises en évidence, plongeant beaucoup d'Argentins dans les niveaux de pauvreté insoupçonnés jusqu'alors.

<sup>560</sup> Le premier graphique fournit des statistiques sur les préoccupations de la population générale pour chaque pays avec des crimes violents. Le Brésil apparaît en première place et l'Argentine en douzième. Le deuxième graphique concerne la principale menace pour la sécurité, compte tenu de l'opinion des personnes interrogées par pays. Le troisième graphique reflète l'acceptation par la majorité de la population latino-américaine de politiques de sécurité publique musclées dû au sentiment d'insécurité général croissant. Source: Latinobarómetro, 2016 (<http://www.latinobarometro.org/lat.jsp>).

<sup>561</sup> Voir KESSLER, Gabriel. *El sentimiento de inseguridad. Sociología del temor al delito*. Buenos Aires : Siglo XXI, 2009, p. 287.

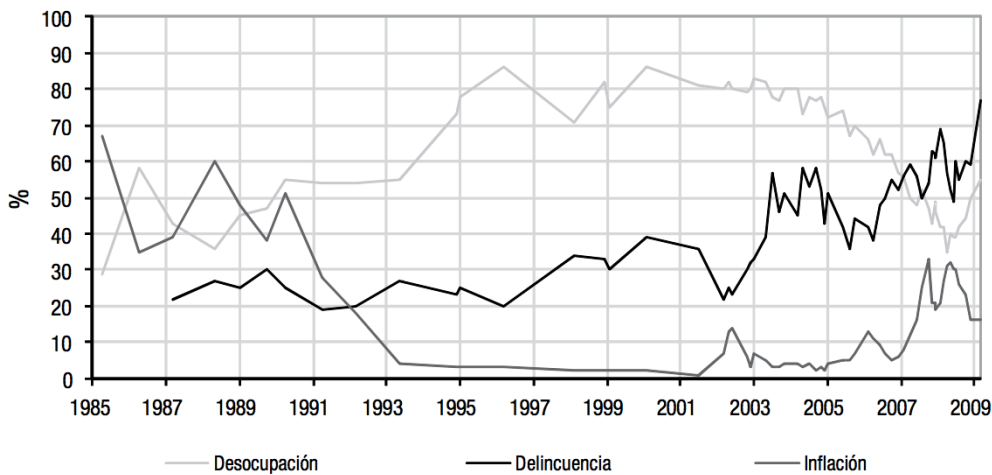
**Gráfico de evolución anual:** República Argentina. Evolución Anual de tasas de Homicidios Dolosos registrados cada 100.000 habitantes\*



562

**Principales problemas del país. Evolución de la desocupación, la inflación y la delincuencia (1985-2009)**

¿Cuál es el problema más grave en el país? ¿Y en segundo lugar? ¿Y en tercer lugar?



563

Ainsi, la « peur » notamment de la « délinquance courante » devient l'une des préoccupations centrales de la société argentine associée non seulement à l'augmentation du taux de criminalité, - qui reste très basse en comparaison à d'autres pays latino-américains comme le Brésil, le Mexique ou la Colombie, par exemple - mais, surtout, à l'aune d'un imaginaire social qui perçoit l' « insécurité » en tout lieu. Cette perception est largement influencée par le rôle des médias et la construction de la

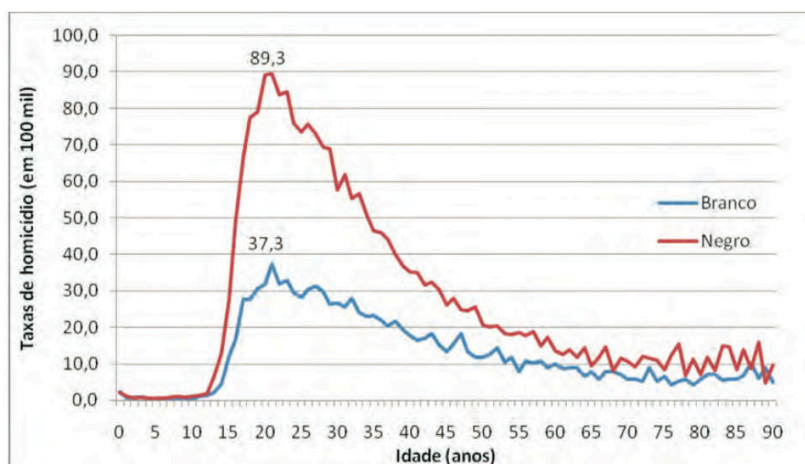
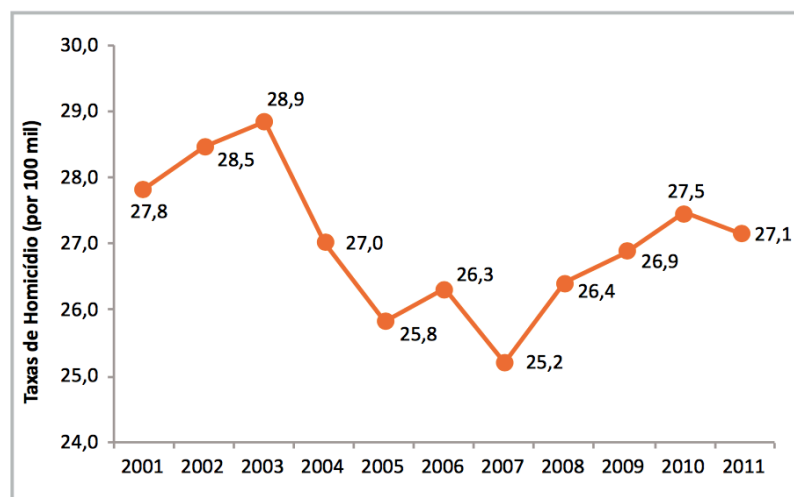
<sup>562</sup> Les taux d'homicide en Argentine sont très variables. L'on avait assisté à une progression constante et régulière du taux des homicides de 1993 à 1997 et ensuite une baisse aussi constante entre 1997 et 2000. Lors de la crise de 2001, le pays a connu une progression très marquée de ces taux de 2000 et 2003 puis une importante baisse de ceux-ci entre 2003 et 2009. Source : Dirección Nacional de Política Criminal.

<sup>563</sup> Ce graphique pointe l'opinion des Argentins sur les principaux problèmes du pays. Il est observé que depuis 2003 - avec l'inflation déjà contrôlée - le principal problème devient la délinquance. Source : Kessler, *op. cit.*

représentation d'un pays dangereux.

« Presse et télévision ont contribué activement à produire la métaphore de la 'vague d'insécurité' et diffuser l'image d'une société terrorisée par une menace aléatoire. Elle est partout (délocalisation) et n'a pas de visage (dés-identification), mais *in fine* elle s'incarne dans la figure de très jeunes gens, les *pibes chorros*, produits de la crise, et d'une culture spécifique, la *cumbia villera* »<sup>564</sup>.

Au Brésil, la notion de criminalité est intrinsèquement – et maladroitement – associée à l'appartenance sociale, raciale – notamment, jeunes pauvres et noirs – et spatiale – les « favelas ».



565

<sup>564</sup> Voir PREVOT-SCHAPIRA, Marie-France, « Lectures », *Problèmes d'Amérique latine*, N° 78, 4/2010, p. 131-136. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2010-4-page-131.htm> (consulté le 15 juin 2016).

<sup>565</sup> Dans le premier graphique, l'on voit que les taux d'homicide au Brésil sont également très variables mais beaucoup plus élevés qu'en Argentine. L'on avait assisté à une progression constante et régulière des taux des homicides de 1993 à 1997 puis une baisse aussi constante entre 1997 et 2000. Lors de la crise économique de 2001, le pays a connu une progression très marquée de ces taux entre 2000 et 2003 puis une importante baisse de ceux-ci

En effet, dans une société historiquement fracturée comme c'est le cas de la société brésilienne, les classes moyenne et supérieure entretiennent une « peur » à l'égard du « crime organisé » en l'identifiant principalement au trafic de drogue et aux « favelas » – considérées comme les espaces dangereux par excellence. C'est le phénomène connu sous l'expression « criminalisation de la pauvreté » ou de la « marginalité » qui se

« fonde sur un simple postulat fortement ancré dans les mentalités: la délinquance est une conséquence directe de la pauvreté. (...) Par la criminalisation de la marginalité, l'ensemble du système de sécurité publique, relayé par les médias et une partie de l'opinion publique, assimile partiellement pauvres et délinquants parce qu'ils seraient tous potentiellement dangereux pour l'ordre public. En conséquence, l'objectif des opérations de police n'est pas uniquement le délinquant mais aussi celui qui, tôt ou tard, pourrait « passer » à la délinquance, à savoir le pauvre »<sup>566</sup>.

Le phénomène de la « panique morale » développé dans les années 1970 par Stanley Cohen est donc, à la fois corollaire de celui du « sentiment d'insécurité » en Argentine et, de celui de la « criminalisation de la pauvreté » au Brésil. Il apporte une réflexion sur la façon dont la société réagit à certaines situations et identités sociales qui représentent un « danger ». D'après lui,

« Une situation, événement, personne ou groupe de personnes, apparaît définie comme une menace aux valeurs et intérêts de la société ; sa nature est présentée de façon simplifiée et stéréotypée par les médias de masse ; rédacteurs en chef, évêques, politiciens et autres bien-pensants érigent des barricades morales ; des experts socialement accrédités y vont de leur diagnostic et de leurs solutions ; on invente des moyens de faire face, ou l'on recourt (plus souvent) à ceux qui existent ; la situation s'efface alors, disparaît, est submergée ou se dégrade et devient plus apparente »<sup>567</sup>.

La généralisation du concept de « dangerosité » a été encouragée par la « panique morale », notamment avec le tournant sécuritaire des années 2000, en entraînant une confusion entre « infraction » et « déviance » et en finissant par créer un amalgame

---

entre 2003 et 2009. Dans le deuxième graphique, l'on peut observer que les victimes les plus visées des homicides violents sont les jeunes – entre 18 et 25 ans – noirs. Source : IBGE.

<sup>566</sup> Voir Deluchey, *op. cit.*, p. 179.

<sup>567</sup> Voir : COHEN, Stanley. *Folk Devils and Moral Panics*. Londres : Routledge, 2005 [1972], p. 1.

entre « culpabilité » et « dangerosité », ce qui aboutit à reconnaître un pouvoir illimité à l'État et notamment aux forces policières. Ce processus est déclenché lorsqu'un comportement et une catégorie de « déviantes »<sup>568</sup> - les « *pibes chorros ou villeros* » en Argentine ou « *pivetes favelados* » au Brésil, des jeunes issus de quartiers pauvres qui traînent dans les rues et écoutent la « *cumbia villera* » ou le « *funk proibidão* », par exemple - sont identifiés comme « dangereux » de sorte que les éventuels écarts qu'ils puissent commettre par rapport à la « norme » sont jugés à l'avance et suscitent une émotion collective forte et une demande dramatique de « sécurité »<sup>569</sup>. Delmas-Marty essaie d'examiner ce « nouveau paradigme sécuritaire » sous l'angle juridique et développe ainsi l'idée d'un brouillage terminologique entre « le droit à la sûreté et le droit à la sécurité ». Elle affirme que

« le discours sécuritaire a brouillé la terminologie pénale, car il autonomise la dangerosité par rapport à la culpabilité et sépare les mesures dites des sûretés des peines, fermant ainsi la boucle car la mesure de sûreté devient la négation du droit à la sûreté »<sup>570</sup>.

Dans ce contexte, les « dérives sécuritaires exceptionnelles » deviennent la règle et finissent par s'accommoder dans le cadre « légal » avec certaines politiques « musclées ». En Amérique latine, ces politiques dites de « *mano dura* » ont subi une influence importante de la doctrine policière nord-américaine de la « tolérance zéro »<sup>571</sup>, connue également sous l'expression « néopunitivisme » qui a été mise en

---

<sup>568</sup> Becker développe dans *Outsiders* la théorie de l'étiquetage. La déviance n'est pas une chose en soi, qui trouverait son origine chez la personne déviante, mais plutôt une catégorie construite au cours des interactions entre ceux que l'on qualifie de déviants, les gens qu'ils fréquentent, ceux qui se chargent de faire respecter les normes (qu'elles soient légales ou culturelles). D'après lui, « les groupes sociaux créent la déviance en instituant des normes dont la transgression constitue la déviance, en appliquant ces normes à certains individus et en les étiquetant comme des déviants ». Voir : BECKER, Howard. *Outsiders: Études de sociologie de la déviance*. Paris : Métailie, 1985. p. 32-33.

<sup>569</sup> Erich Goode et Nachman Ben-Yehuda définissent la panique morale comme le 'consensus', partagé par un nombre substantiel de membres d'une société, selon lesquels une catégorie particulière d'individus menace la société et l'ordre moral. Par conséquent, ce nombre considérable de personnes qui se sentent menacées tend à reconnaître que 'quelque chose doit être fait' au sujet de ces personnes et de leur comportement. Quelque chose à faire indique le renforcement de l'appareil de contrôle social, à savoir de nouvelles lois ou une hostilité encore plus grande et plus intense qui mènent également à une condamnation publique d'un certain style de vie. Voir : GOODE, Erich ; BEN-YEHUDA, Nachman. *Moral Panics – The Social Construction of Deviance*. Malden : Blackwell Publishing, 2003.

<sup>570</sup> Delmas-Marty, *op. cit.*, p. 23.

<sup>571</sup> « Tolérance zéro » c'est le slogan qui annonce la politique de sécurité de Giuliani lors de sa campagne pour les élections de 1993. L'expression a été empruntée à Ronald Reagan, qui l'utilisa en 1982 lors de la première étape de la lutte contre les drogues. La 'tolérance zéro' appelle à punir plus sévèrement les délinquants à la moindre infraction, vise à raccourcir au maximum le délai entre le délit et la réponse judiciaire et prône un renforcement de l'institution policière. Cette politique réaffirme l'importance des pouvoirs publics en appliquant la loi au pied de la lettre, avec une intransigeance sans faille et en réprimant toutes les infractions, même mineures, causées sur la voie publique, afin de restaurer l'ordre et le sentiment de sécurité. Par la lutte systématique et sans relâche contre tout comportement déviant, la tolérance est ainsi réduite à zéro : les circonstances atténuantes ainsi que les excuses ne sont plus à l'ordre du jour et il s'agit d'être « dur avec le crime », pour reprendre l'un des autres slogans de la campagne républicaine de 1993. Voir : CONVARD, Quentin. « La politique de la tolérance zéro à New Yorkfield: dans les années 1990 ». *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*. N°35, 2012/1. Disponible sur :



place au début des années 90 par le nouveau maire républicain de New York, Rudolph Giuliani. Cette doctrine – dont le nom technique et institutionnel est *Quality of life policing*<sup>572</sup> - émerge dans un moment de restructuration « néolibérale » avec le « consensus de Washington » et la dé-régularisation économique, et se caractérise par une articulation entre « la main invisible » du marché et le « poing de fer » de l'État Pénal<sup>573</sup>. Cela démontre les choix des gouvernements de traiter la problématique de la violence, en élargissant le pouvoir punitif de l'État au lieu d'élargir les facultés sociales propres à l'État providence. Les « contre-réformes » des polices *bonaerense* et *carioca* promues lors des années 2000 sont des exemples révélateurs de ce « transfert » transnational de savoirs concernant les politiques pénales.

## **6.2. Les « manos duras » de la démocratie : le « retour » de la « Maldita Policia » et de la « Banda Podre »**

Dans son ouvrage 'Prisons de la misère'<sup>574</sup> paru en 1999, Loïc Wacquant démontre les stratégies mises en place par un réseau de *think tanks* formé, tout d'abord, sous la présidence de Reagan puis rassemblés, dans les années 90, autour du « Manhattan Institute for Policy Research » qui avaient pour but la diffusion d'une vision néolibérale par le biais des médias dominants et des instituts de conseil en politiques favorables au marché. Cet institut est, donc particulièrement connu pour l'influence de ses principes dans la « gestion » des politiques publiques et, notamment celles de sécurité et du « maintien de l'ordre urbain » dans le contexte post-11/9 de lutte contre le terrorisme.

L'une des théories les plus répandues au monde formulée au sein de cet institut et qui a influencé directement Rudolph Giuliani, maire de New York, et William Bratton, son chef de police, fut celle des « vitres brisées » (« broken windows »). Il

---

<https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2012-1-page-19.htm> (consulté le 15 juin 2016).

<sup>572</sup> Cette formule souligne la volonté du maire d'améliorer la qualité de vie des citoyens par l'intervention de la police et sous-tend l'idée que la sévérité des forces de l'ordre est utile à l'amélioration des conditions de vie des citoyens.

<sup>573</sup> Voir : WACQUANT, Loïc. « La tornade sécuritaire mondiale : néolibéralisme et châtement à l'aube du XXIe siècle », *Mouvements*, n°63, 2010/3. p.139. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2010-3-page-137.htm> (consulté le 15 juin 2016).

<sup>574</sup> Voir : WACQUANT, Loïc. *Les prisons de la misère*. Paris : Raisons d'Agir, 1999.

s'agit d'une théorie sécuritaire présentée pour la première fois en mars 1982 dans la revue *Atlantic Monthly* par deux criminologues d'Harvard, James Wilson et George Kelling<sup>575</sup>. L'originalité de cette théorie réside, précisément, dans la manière dont les deux criminologues pensent le lien entre l'« insécurité » et le « sentiment d'insécurité ». Communément, cette relation était faite de la façon suivante : la criminalité commise dans un lieu donné provoque la peur ressentie par les habitants ou les passants. Si la criminalité se répète à plusieurs reprises dans ce même lieu, le « sentiment d'insécurité » vers cet espace se renforcera jusqu'à ce qu'il soit « étiqueté » comme un « lieu dangereux ».

Or, James Wilson et George Kelling ont raisonné à l'inverse de ce schéma, en inversant la relation entre ces deux concepts. Ils partaient du présupposé que des « lieux » caractérisés par un manque de lien social – associés majoritairement à des quartiers pauvres ou issus de l'immigration – sont plus susceptibles d'être « dangereux », ils demandent donc un « contrôle » constant et régulier des autorités avec des « réactions » dures face à des ~~petits~~ désordres sans importance afin d'empêcher une « tendance presque innée » de leurs habitants à chuter dans la délinquance. Cela est souvent résumé par l'adage 'qui vole un œuf, vole un bœuf', « ce concept criminologique tend à démontrer que les désordres sans importance instaurent un contexte propice à la perpétration de plus grands crimes »<sup>576</sup>.

Cette théorie a été récupérée suite aux attentats de 11/9 et a servi en tant qu'important modèle de politique publique dans la « lutte antiterroriste » (« counterterrorist policing »). Dans le rapport de 2006 de l'« Institut Manhattan » Kelling, le co-auteur de la théorie de la 'vitre brisée' et l'ancien commissaire de la police de New York, William J. Bratton, affirme

« L'application de la théorie des 'Vitres brisées' dans le domaine du contre-terrorisme prend deux formes : la première consiste à créer un environnement hostile aux terroristes ; la deuxième implique de reconnaître que les équivalents terroristes de la fraude dans les transports publics sont la traversée illégale de frontières, la falsification de documents et autres crimes mineurs et précurseurs, que les terroristes perpètrent afin de financer leurs opérations et préparer leurs attaques. »<sup>577</sup>.

---

<sup>575</sup> Voir : KELLING, George L. ; WILSON, James Q. « Broken Windows », *The Atlantic Monthly*, March 1982. Disponible sur : <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/1982/03/broken-windows/304465/> (consulté le 23 juin 2016).

<sup>576</sup> Voir : Convard, *op. cit.*, p. 24.

<sup>577</sup> « Application of Broken Windows theory in counterterrorist policing has two components: the first is creating a hostile environment for terrorists; the second is recognizing that terrorism's equivalents to subway fare beating are illegal border crossings, forged documents, and other relatively minor precursor crimes that terrorists often commit

Dans la lignée de ces transformations post-11/09 s'est créée « l'Inter-American Policy Exchange (IAPE) » au sein de l'Institut Manhattan, un programme conçu pour « exporter » les principales stratégies de lutte contre le désordre, la criminalité urbaine et la lutte antiterroriste en Amérique latine. Ce n'est donc pas une coïncidence si les principaux enthousiastes de ce projet de « transfert » des modèles sécuritaires nord-américains étaient à nouveau William Bratton et George Kelling<sup>578</sup>. Cela faisait partie d'une série de mesures néolibérales comprenant les 'zones d'aménagement économique' (*business improvement districts*), la réforme du système d'enseignement par la distribution de 'bons à la scolarité' (*school vouchers*) et l'évaluation bureaucratique, le *downsizing* des administrations publiques par la suppression des postes de fonctionnaires et les privatisations, y compris, de la sécurité<sup>579</sup>.

Par conséquent, Wacquant propose une double thèse selon laquelle un nouveau 'sens commun punitif' forgé aux États Unis apparaît comme l'une des mesures insérées dans un cadre plus élargi de ce pays dans l'offensive contre le « terrorisme » et, conjointement, contre l'État-providence<sup>580</sup>. Il affirme que cette dissémination n'était pas seulement une réponse interne à l'évolution du taux et du profil de la criminalité mais, surtout, un produit de l'expansion externe du projet néolibéral. Ainsi, le 'modèle de New York' du maintien de l'ordre serait bien

« la part visible de l'iceberg d'une réorganisation plus large de l'autorité publique qui inclut la flexibilisation du marché de travail déqualifié et le remaniement restrictif de la protection sociale en *workfare* sur le modèle offert par l'Amérique post-fordiste et post-keynésienne »<sup>581</sup>.

---

to fund the operations to prepare their attacks ». (tda.). Voir : BRATTON, William J., « Securing our cities : Counterterrorism After 9/11 », *On the Ground*, Manhattan Institut, 2006. Disponible sur : <http://www.manhattan-institute.org/securing-our-cities> (consulté le 23 juin 2016).

<sup>578</sup> Soutenus par le bureau permanent de l'IAPE à Santiago du Chili, Bratton et Kelling diffusent les « modèles sécuritaires » nord-américains par l'intermédiaire des *think tanks* de la droite locale mais également par le biais des organisations patronales et de riches donateurs privés, offrant des conférences, des réunions d'expertise politique, et participant même à des réunions publiques avec des maires et des chefs de police locaux.

<sup>579</sup> Voir : Wacquant, *op. cit.*, 2010/3, p.144.

<sup>580</sup> « Il s'agit moins d'adopter des stratégies réalistes pour réduire la criminalité que de mettre en scène la détermination des autorités à lancer une attaque frontale contre elle, de sorte à réaffirmer rituellement la fortitude du gouvernant. Le 'consensus de Washington' sur la dérégulation économique et la réduction de la protection sociale a de fait été élargie pour englober le contrôle punitif de la criminalité sur un mode pornographique et managérial, la 'main invisible' du marché appelant le 'poing de fer' de l'État pénal. La coïncidence géographique et chronologique de leurs trajectoires de propagation corrobore ma thèse centrale selon laquelle la montée en puissance et l'exaltation de la police, des tribunaux et des prisons dans les sociétés du Premier et du Second monde au cours des deux décennies passées sont une composante à part entière de la révolution néolibérale. ». Voir : *Idem*, p. 146

<sup>581</sup> Voir : *Idem*, p. 140.

En Amérique latine, la *réappropriation* des préceptes des « experts du marché » qui s'appuyaient sur le lien néfaste entre néo-libéralisation et pénalité punitive ont entraîné des effets pervers, d'un côté, par l'accroissement des disparités économiques et, de l'autre côté, par la diffusion d'un « sentiment d'insécurité » aiguë de la criminalité urbaine et, ainsi, par la récupération du discours qui encourage la fausse corrélation entre « pauvreté » et « criminalité ». De plus, les « projets politiques » se sont de nouveau tournés vers la gestion des territoires et des personnes « en marge », en ré-invoquant le jeu de solutions punitives qui ciblait

« l'élargissement des pouvoirs et prérogatives de la police qui centre son action sur les délits de rue et les infractions liées à la drogue ; l'accélération et durcissement des procédures judiciaires ; l'expansion de la prison réduite à sa fonction d'entrepôt humain, et la normalisation de la 'pénalité d'urgence' appliquée de façon différentielle à travers l'espace social et physique (...) Les responsables politiques ont à cœur d'imposer un maintien de l'ordre inflexible et une incarcération accrue pour rétablir la sécurité dans les rues et contenir les troubles qui secouent leurs villes, en dépit de la corruption endémique dans la police, à la débâcle des procédures judiciaires, et la cruelle brutalité des maisons d'arrêt et des prisons de leurs pays, qui garantissent que les stratégies de *mano dura* se traduisent sans coup férir par une escalade de la peur du crime, de la violence, et des détentions et peines extra-légales pour des délits mineurs, allant jusqu'à l'occupation quasi militaire et le châtement collectif de quartiers entiers »<sup>582</sup>

À Buenos Aires, les politiques de « *mano dura* » réapparaissent sur scène lorsque Carlos Ruckauf<sup>583</sup> se profile comme le candidat favori du parti justicialiste pour gouverner le *conurbano* avec le « slogan » : « il faut tirer sur les délinquants » (« hay que meter bala a los delinquentes »<sup>584</sup>) lors de la campagne électorale de 1999. Ruckauf était un fervent défenseur de la mise en place d'un processus de « contre-réforme » au sein de la *bonaerense* et, donc, d'une démarche opposée à celle démarrée précédemment par Arslanian. Eduardo Duhalde, prévoyant la victoire de Ruckauf dans le *conurbano* et, par conséquent, l'appui de ce dernier à sa propre candidature

---

<sup>582</sup> Voir : *Idem*, p. 144-145

<sup>583</sup> Il était fonctionnaire du gouvernement de Carlos Saúl Menem, d'abord en tant que Ministre de l'Intérieur et plus tard en tant que vice-président. Lorsqu'il était Ministre de l'Intérieur, il a été interrogé par les proches des victimes de l'attentat à la bombe de l'AMIA en 1994, car les forces de sécurité qui opéraient avant et après l'attaque dépendaient de son ministère.

<sup>584</sup> Voir : SORIANO, Fernando. « Inseguridad. 'Hay que meter bala a los delinquentes', su polémica propuesta ». *El Clarín*. Buenos Aires : 1/12/2015. Disponible sur : <http://www.clarin.com/policiales/inseguridad-palermo-ruckauf-meter-bala-a-los-delinquentes-0-SyWejyFw7g.html> (consulté le 25 juin 2016). Les mesures pour combattre l'insécurité proposées par Ruckauf ont été décrites dans son livre intitulé « Seguridad Ya! » (« Sécurité maintenant ! »). La vidéo de la publicité est disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=5eUFLrgq7eg> (consulté le 25 juin 2016).

pour les élections présidentielles qui allaient avoir lieu dans cette même année, opte pour abandonner Arslanian et le processus de « réforme ».

À sa place, il nomme Osvaldo Lorenzo, « un juge 'patanegra' »<sup>585</sup> - titre qu'il s'est vu décerner grâce à ses bonnes relations avec la *vieille bonaerense* - qui a commencé sa carrière en tant qu'avocat « sacapresos » (« celui qui fait sortir des prisons les prisonniers ») dans le *conurbano* ouest puis, en tant que juge fédéral dans la municipalité de Campana-Zárate. L'une des premières mesures de Lorenzo a été la nomination d'Héctor Lufrano à la direction générale du Secrétariat de Sécurité. Cette nomination a fait polémique étant donné que Lufrano a travaillé pendant plusieurs années en tant qu'avocat de Luis « El Gordo » Valor, connu dans le milieu policier pour être à la tête d'un bande de voleurs de camions blindés. Suite à la révélation de cette relation, Duhalde a affirmé que la permanence de Lufrano à ce poste lui semblait inopportune, en forçant donc sa démission qui a eu finalement lieu le 8 septembre 1999. La sortie de Lufrano relança donc plusieurs critiques à l'encontre du gouvernement qui préconisaient le « retour » de la « Maldita Policía »<sup>586</sup>. Lors des premiers jours de mandat, Lorenzo avait annoncé

« l'examen des dossiers de quasiment 1000 policiers qui avaient été mis à pied suite à diverses fautes disciplinaires, afin de promouvoir leur réintégration. L'idée était de les réintégrer même si en réalité, l'objectif de fond était de réincorporer de nombreux officiers et sous-officiers mis à pied ou partis à la retraite sous la gestion d'Arslanian et qui étaient liés aux anciens chefs de la police de Buenos Aires. En outre, concernant les postes de la direction centrale et des directions départementales, Lorenzo a désigné des officiers qui étaient clairement opposés au processus de réforme mené par Arslanian, et qui étaient liés aux anciens chefs de police mis à pied ou partis à la retraite lors des premières purges décrétées en 1998. Tout cela faisait partie d'un accord secret souscrit entre le ministre Lorenzo et les anciens chefs de la police dirigés par le commissaire Mario Rodríguez. Ceux-ci s'engageaient à contrôler le niveau de criminalité en négociant avec les bandes criminelles une sorte d'*impasse*, en échange de la nomination à des postes de direction de l'institution policière où à des postes opérationnels clés d'officiers qui leur étaient proches et qui avaient été écartés par Arslanian. Une bonne partie d'entre eux devaient être réincorporés. Et en échange, en régulant le nombre de délits et en reconstituant les systèmes traditionnels de captation illégale de fonds, ces 'leaders' policiers s'engageaient à favoriser une situation d'ordre

---

<sup>585</sup> « Il a travaillé dans la zone ouest pendant 11 ans comme avocat 'sacapresos', tel que défini par un ancien policier qui l'a connu il y a longtemps à Morón. Depuis lors, il connaît très bien la police. "Il est un juge 'patanegra', a défini un collègue en référence à ses liens avec la vieille *bonaerense*, mais l'ancien magistrat se défend: 'Je la respecte, je ne suis pas un ami de la police' ». Voir : *La Nación*, « Respetuoso de la bonaerense », Buenos Aires : 23/08/1999. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/150642-respetuoso-de-la-bonaerense> (consulté le 25 juin 2016).

<sup>586</sup> Voir: MOREIRO, Luis. « Renunció el titular de la seguridad bonaerense ». *La Nación*. Buenos Aires : 8/09/1999. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/152628-renuncio-el-titular-de-la-seguridad-bonaerense> (consulté le 25 juin 2016).

public favorable au gouvernement de Duhalde, en vue des élections provinciales »<sup>587</sup>.

Dans ce contexte explosif, au sein de la *bonaerense* s'articulait également un autre « coup d'effet » qui visait à rétablir la confiance de la population vis-à-vis de la police du *conurbano* et de la lutte contre la délinquance et, par conséquent, renforcer la popularité du gouvernement en même temps qu'il éloignerait les soupçonnés d'un « retour » de la *vielle bonaerense* et de son système de *porongas*. Il s'agissait donc d'organiser une « ratonera » (« piège à souris ») au même format que celui d'Andreani. En effet, l'une des pratiques les plus communes au sein des commissariats du *conurbano* consistait en l'association illicite entre policiers et criminels – les « bandas mixtas » (« bandes mixtes »), autrement dit, les policiers se mettaient d'accord avec les criminels « partenaires » afin de libérer une zone déterminée pour que ces derniers puissent effectuer un vol sans être importunés. Les profits de l'« opération » étaient ensuite partagés entre les policiers du commissariat de la zone et les criminels<sup>588</sup>. Dans une « ratonera », la méthode est exactement la même à l'exception que les policiers « font semblant » de se mettre d'accord pour réaliser cette « opération », mais à la dernière minute, ils rentrent en scène pour la combattre et en sortir comme les « héros » de l'affaire.

Ainsi, ce qui est demeuré célèbre comme la « ratonera de Ramallo » ou, plus précisément, le « massacre de Ramallo » s'est déroulé le matin du 16 Septembre 1999, lorsque trois criminels qui entretenaient des « affaires » avec les policiers du commissariat de la municipalité de Ramallo ont essayé de prendre d'assaut la branche du « Banco de la Nación Argentina » qui se situait dans cette localité. Les criminels se sont rendus compte de la « ratonera » orchestrée par la police et ont donc décidé de

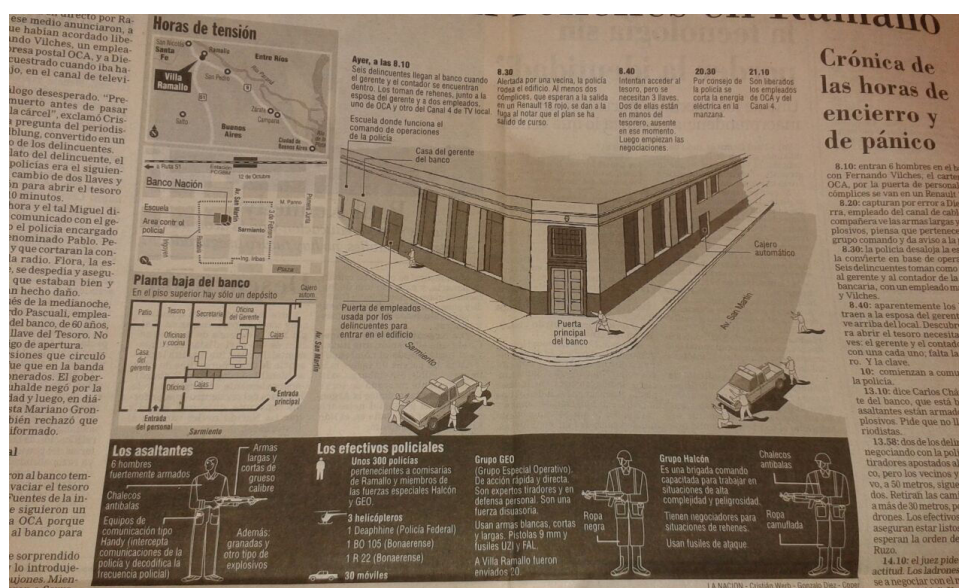
---

<sup>587</sup> « la revision de los legajos de casi 1000 policia que se encontraban en disponibilidad por la comision de diversas faltas disciplinarias, a los efectos de promover su reincorporacion a la fuerza. La idea consistia en reincorporarlos aunque, en verdad, la pretension de fondo era que volvieran a la fuerza numerosos oficiales y suboficiales pasados a retiro o cesanteados durante la gestión de Arslanian y que estaban ligados a los viejos jefes de la extinta Policía Bonaerense. Asimismo, en los cargos de la jefatura central y de las jefaturas departamentales, Lorenzo designó a oficiales claramente contrarios al proceso de reforma encabezado por Arslanian y ligados a los antiguos jefes policiales pasados a retiro o exonerados en las primeras purgas decretadas durante 1998. Todo esto se inscribía en un acuerdo reservado suscrito entre el ministro Lorenzo y los antiguos jefes policiales encabezados por el comisario Mario Rodríguez. Éstos se comprometieron a controlar la criminalidad negociando con la delincuencia una suerte de *impasse*, a cambio de posicionarse en los cargos de conducción de la institución policial o en puestos operativos claves a oficiales vinculados con ellos que habían sido desplazados por Arslanian. Muchos de ellos debían ser reincorporados. Y a partir de ello, regulando el delito y reconstituyendo los sistemas tradicionales de recaudación ilegal de fondos, estos 'líderes' policiales prometían generar una situación de seguridad favorable al gobierno duhaldista en vista de las elecciones provinciales ». Voir : Sain, *op. cit.*, 2015, p. 282.

<sup>588</sup> « Si vous voulez voler une banque, vous devez donner (de l'argent à la police); pour faire (voler) des maisons ou des gens dans une région, vous devez donner (de l'argent à la police); pour voler les voitures, voler les camions, tous paient un 'péage'. Dans le cas (du meurtre de) Cabezas, les voleurs de Pinamar étaient des jeunes gens engagés par la police et emmenés sur la côte par des policiers. (...) Il y a une preuve de la façon dont ils travaillent. Cela donne aux 'porongas' ('têtes') un pouvoir énorme sur les délinquants, qui préfèrent 'négocier', s'associer que prendre des risques. » (tda.). Voir Sain, *op. cit.*, 2015, p. 282.

prendre en otage six personnes. Cela a duré plus de vingt heures, durant lesquelles le bâtiment où ils se trouvaient a été encerclé par plusieurs unités de la police bonaerense de la zone de Ramallo, y compris des effectifs du groupe d'opérations spéciales militarisées, « Halcón ». Plusieurs négociations ont été mises en marche œuvrent vue de libérer les otages et, parallèlement, cacher les liens existants entre la police et les criminels.

Trois otages ont été finalement libérés. Mais suite à la tentative de fuite<sup>589</sup> des criminels avec les trois autres, la police a fini par cribler de balles, avec plus de 170 tirs, la voiture où ils se trouvaient<sup>590</sup>. C'est ainsi que la « ratonera » s'est terminée en « massacre » : deux otages – Carlos Chaves et Carlos Santillán - et un criminel – Javier Hernández - ont été tués; le criminel, Carlos Sebastián Martínez, et le dernier otage, Flora Lacave, ont été blessés ; et le dernier criminel, Tito Saldaña, qui est sorti indemne de la fusillade a été retrouvé pendu dans la cellule du commissariat de police de Villa Ramallo où il a été arrêté. La police a déclaré qu'il s'était suicidé, mais tout indique qu'il a été assassiné pour couvrir leurs liens avec les bonaerenses de la zone<sup>591</sup>.



<sup>589</sup> Le premier caporal Aldo Cabral a écopé de 17 ans de prison. Il connaissait les mouvements de la police et était celui qui gérait le Yaesu modulé avec la fréquence VHF 159.455 de la police, à travers lequel des garanties ont été données aux assaillants pour s'échapper par un couloir soi-disant exempt de risques policiers. Voir CECCHI, Horacio. Ramallo, diez años despues. Pagina 12. Buenos Aires : 13/09/2009. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/diario/sociedad/3-131680-2009-09-13.html>. (consulté le 25 juin 2016).

<sup>590</sup> La fusillade a été filmée et mise sur youtube.

Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=tNJSmjITGOY> (consulté le 25 juin 2016).

<sup>591</sup> En 2006, un avis d'expert de la Cour suprême de justice de la province de Buenos Aires a établi que Saldaña était effectivement mort après avoir été pendu par deux personnes ou plus avec une bande de matelas, dans d'une cellule de l'unité de police susmentionnée. Voir Cecchi, *op. cit.*, 2009.



592

Si l'enquête judiciaire de l' « affaire Ramallo » a bien mis en lumière les réseaux des complicités entre la *bonaerense* et les criminels, elle a minimisé la responsabilité des policiers impliqués : dix ans après le « massacre », la peine la plus dure – 24 ans - a été donnée à Carlos Martinez, le criminel survivant qui conduisait la voiture. Il a été estimé responsable de la mort d'Hernández, son comparse, des deux otages, Chaves et Santillán et, également, de la prise d'otages des six personnes. Les policiers impliqués<sup>593</sup> ont été condamnés à des peines entre 13 et 17 ans et responsabilisés d'être « complices » de la bande, alors qu'ils ont été les vrais *porongas*, autrement dit, les propres instigateurs de l' « opération » criminelle<sup>594</sup>.

Suite à l'échec de la « ratonera » de Ramallo, les violentes critiques exprimées à l'encontre du gouvernement de Duhalde, concernant l' « anarchie institutionnelle » de la *bonaerense* se sont renforcées, entraînant la démission de Lorenzo à son poste et son remplacement en situation d'urgence par Carlos Soria, député national du Parti Justicialiste. Finalement, le 24 octobre, Carlos Ruckauf, le candidat au poste de gouverneur pour le Parti Justicialista a remporté les élections provinciales et, dans une large mesure, grâce à sa position « dure » face aux questions liées à l'insécurité.

<sup>592</sup> Source : Archives disponibles sur : <http://lamasacrederamallo.blogspot.fr> (consulté le 30 juin 2016).

<sup>593</sup> Le deuxième procès, résultant de cette affaire, a débuté le 19 octobre 2004 et, le 7 décembre, le même tribunal a déterminé les peines des huit policiers, sept ont été condamnés, mais seulement deux demeurent en prison. (...) Lors de ce procès, l'inspecteur Omar Isaias, deuxième *poronga* de la Direction d'Enquêtes départementales de San Nicolás, a été condamné à deux ans de prison. Voir Sain, *op. cit.*, p. 288.

<sup>594</sup> « Ramallo pour les opérations de la *Bonaerense* a représenté une plaque tournante, une révision progressive des méthodes. (...) La violence policière était plus sélective et dirigée. Les bandes mixtes ont continué à exister, mais leur spécialité se tournait plutôt vers les enlèvements contre rançon. Il a été prouvé que l' « entreprise » (criminelle), qui continue d'exister, est plus efficace s'il n'y a pas de choc d'image et se produit en silence ». Voir : Cecchi, *op. cit.*, 2009 ; CECCHI, Horacio. *Mano Dura. Crónica de la masacre de Villa Ramallo*. Buenos Aires : Colihue, 2000.



Au niveau national, Eduardo Duhalde a été battu par le candidat de la coalition UCR-Frepaso, Fernando de la Rúa. Le projet de « mano dura » de Ruckauf s’est montré immédiatement et clairement par le biais, premièrement, de la nomination d’Aldo Rico, ancien lieutenant-colonel de l’armée argentine et leader *carapintada*, à la tête du Ministère de la Sécurité puis, à la mise en place de la *Ley Ruckauf*<sup>595</sup> (« loi Ruckauf ») qui rétablissait le poste de « chef » de la Police Provinciale de Buenos Aires et, par conséquent, « ré-institutionnalisait » le système des *porongas*. Pour ce poste, il a désigné le commissaire général Ramón Orestes Verón, policier « dur » de la vieille *bonaerense* et l’un des membres actifs du « clan » de Klodczyk.

La nomination de Verón a été fortement appuyée par Aldo Rico, qui lors d’un entretien donné au journal Clarín attaquait le processus de réforme d’Arslanian, en affirmant que « les 13 millions d’habitants du *conurbano* étaient pris en otage par les délinquants car la police ne disposait d’aucun pouvoir pour prévenir les délits »<sup>596</sup>. Il ajoutait également l’importance d’attribuer plus d’autonomie<sup>597</sup> aux policiers qui seraient à nouveau « épaulés » par un « chef d’uniforme » :

« (...) il faut placer quelqu’un en uniforme à la tête de la police. C’est un principe de hiérarchie : la verticalité du commandement. Aujourd’hui, il y a un commissaire (Verón) qui donne les ordres, et ses subordonnés savent à quoi s’en tenir. Ce commissaire sera à la tête de la direction. (...) Les commissaires se sentent soutenus par le gouvernement. Aujourd’hui, ils savent qu’on les soutient. Moi je leur dis : allez-y, faites ce que vous avez à faire. C’est une question d’attitude. Le message sous-jacent est : si vous vous trompez, je vous soutiens »<sup>598</sup>.

À Rio de Janeiro, les problèmes liés à la pauvreté et aux inégalités ont toujours été perçus par la grande majorité de la population aisée en tant que « cas de police »,

---

<sup>595</sup> La Chambre des Députés de Buenos Aires a sanctionné le 23 février la loi 12.405, modifiant le code de procédure pénale de la province de Buenos Aires qui durcit la législation pénale dans la province. Publiée dans la Gazette officielle de la province de Buenos Aires, la nouvelle norme modifie et met des obstacles au régime des libérations/mises en liberté en imposant des préceptes qui limitaient sévèrement la discrétion des juges dans leur administration et, en même temps, élargissaient les pouvoirs discrétionnaires de la police. Voir : La Nación, « Diputados aprobó la Ley Ruckauf », Buenos Aires : 24/02/2000. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/6513-diputados-aprobo-la-ley-ruckauf> (consulté le 26 juin 2016).

<sup>596</sup> « hay que poner a un uniformado al frente de la policía. Es un principio de conducción: la vercalidad del mando. Ahora existe un comisario (Verón) que ordena y los subordinados saben a qué atenerse. Ese comisario se hará cargo de la jefatura. (...) Los comisarios se sienten respaldados por el gobierno. Ahora saben que están apoyados. Yo les digo : vayan e intervengan. Es una cuestión de actitud. El mensaje es : si usted se equivoca, yo los banco » (tda.). Voir : Diálogo Clarín, « Inseguridad : entrevista a Ministro de seguridad bonaerense, Aldo Rico, y de Justicia, Jorge Casanovas », Buenos Aires : 29/01/2000. Disponible sur : [https://www.clarin.com/sociedad/gente-va-reclamar-gatillo-facil\\_0\\_SyMtpilAFx.html](https://www.clarin.com/sociedad/gente-va-reclamar-gatillo-facil_0_SyMtpilAFx.html) (consulté le 27 juin 2016).

<sup>597</sup> Pour cela, l’attribution des prix appelés « actos de arrojo » ont été mis en place. Ce sont des dispositifs similaires aux « atos de bravura » brésiliens. Voir Diálogo Clarín, « Inseguridad : Decreto del gobierno bonaerense. Premios en efectivo por « actos de arrojo » (« actes d’audace ») de los policías », Buenos Aires : 3/10/2000. Disponible sur : [https://www.clarin.com/sociedad/premios-efectivo-actos-arrojo-policias\\_0\\_SyuinKx0Ye.html](https://www.clarin.com/sociedad/premios-efectivo-actos-arrojo-policias_0_SyuinKx0Ye.html) (consulté le 27 juin 2016).

<sup>598</sup> Voir Diálogo Clarín, *op. cit.*, 29/01/2000.

autrement dit, comme des questions qui doivent être résolues avec la présence ferme, puissante et, préférentiellement, « militarisée » de la police dans les quartiers pauvres. Ce sentiment trouve ses racines dans la propre conception de sécurité publique brésilienne qui tout au long de l'histoire a été confondue avec la conception de sécurité interne et défense nationale. Ce schéma a atteint son apogée lors de la dictature militaire avec la « doctrine de sécurité nationale », mais elle s'est reconfigurée en démocratie tout en préservant le principe selon lequel la sécurité est un sujet exclusif et réservé à l'État et non à la société.

De ce fait, les politiques de « *mano dura* » au Brésil et, notamment, à Rio de Janeiro sont cause et/ou conséquence d'un « processus de 'policiaisation' des forces armées qui se déroule simultanément à un processus de 'militarisation' des forces policières »<sup>599</sup>. Alors qu'au niveau du discours, les autorités politiques *cariocas* condamnent publiquement les répressions violentes et les violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité, au niveau de leur pratique, ils ont largement été complices de ces débordements lors du tournant sécuritaire des années 2000. Cela s'est traduit, d'un côté, par la promotion d'opérations de police dans les communautés pauvres basées sur le modèle militaire de la « guerre urbaine » et, de l'autre côté, par la banalisation de missions dans les quartiers aisés coordonnées par des unités de l'armée formées spécialement pour maintenir « l'ordre public ».

« La guerre contre le crime se base également sur une stratégie de 'grignotage progressif du territoire', par l'implantation de mini-casernes de police militaire, notamment dans les périphéries des grandes villes, ou favelas, qui semblent représenter des zones de 'non-droit', des territoires que la force publique a pour mission de 'reconquérir'. En conséquence, chaque opération policière menée sur un de ces territoires assimilés au camp ennemi constitue une 'bataille' »<sup>600</sup>.

Les gouvernements d'Anthony Garotinho entre 1998 et 2002 puis, celui de sa femme, Rosinha Garotinho, entre 2003 et 2007 à RJ furent emblématiques des politiques de « contre-réforme » mises en place à cette époque et, par conséquent, du « retour » de la « Banda Podre » au sein de la police *carioca*. Au début de son mandat, Anthony Garotinho avait même esquissé un projet de « réforme » avec la nomination d'Eduardo Soares - un anthropologue spécialiste des questions de sécurité et des droits humains - à la tête du Sous-secrétariat de la Sécurité de l'État de RJ. Le projet mis en

---

<sup>599</sup> Voir ZAVERUCHA, J. *FHC, forças armadas e polícia: entre o autoritarismo e a democracia, 1999- 2002*. Rio de Janeiro: Record, 2005. p. 19.

<sup>600</sup> Voir Deluchey, *op. cit*, p. 175.

place par Soares privilégiait donc un modèle de sécurité publique qui conjugait la lutte contre la criminalité, la modernisation des polices, la « démilitarisation » des polices militaires et le respect des droits de l'Homme<sup>601</sup>, notamment, avec des programmes comme le « Commissariat légal » (« Delegacia legal »<sup>602</sup>), les « Zones de sécurité intégrées » (« Áreas integradas de segurança »<sup>603</sup>), les « Efforts collectifs pour la paix » (« Mutirões pela paz »<sup>604</sup>) et les « Centres de contrôle des polices » (« Ouvidorias da polícia »<sup>605</sup>).

Cependant, la présence de Soares à ce poste ne dura pas : il fut exonéré par Garotinho en mars 2000 suite à ses allégations concernant le « retour » d'une « bande pourrie » (« banda podre ») infiltrée dans le commandement de la police et représentée par la nomination de Rafik Louzada à la tête de la Police Civile.



<sup>601</sup> En conséquence directe de cette réforme, le bilan de la première année a été une réduction de 40% du nombre de personnes mortes par la police, ainsi qu'une réduction du nombre de policiers tués, et d'un record des armes confisquées.

<sup>602</sup> « Commissariat légal » était le programme de modernisation des commissariats de la Police Civile de l'État de Rio de Janeiro, lancé en 1999, qui comprend la standardisation des dossiers d'occurrence (« Registros de ocorrência » - RO) avec l'utilisation d'une base de données centrale grâce à l'informatisation des procédures. Le nom « légal » découle de la suppression des emprisonnements dans les commissariats, une pratique précédemment tolérée en raison de lacunes dans le système pénitentiaire, mais absolument illégale.

<sup>603</sup> Les zones intégrées de sécurité publique envisageaient une meilleure coordination entre les forces de police et les besoins des divisions administratives officiellement adoptées par les municipalités, étant donné que ces dernières démarquent les indicateurs démographiques, socio-économiques et d'infrastructure, ainsi que la base à partir de laquelle la planification et la fourniture de services publics essentiels, y compris la sécurité, sont organisées.

<sup>604</sup> Les 'mutirões' sont les précurseurs des Unités de Police Pacificatrice (UPP), déterminant une police communautaire à plein temps. Il était important de mettre fin aux incursions béliques (de la police) et de servir les communautés avec des services de sécurité 24 heures sur 24, comme tout autre quartier de la ville. Mais pour que cela fonctionne, il aurait fallu : 1) que la police soit vraiment respectueuse, 'communautaire', ce qui ne s'est pas produit ; 2) que l'Etat était présent pour remplir ses autres obligations, dans le domaine de l'assainissement, de l'éducation, de la santé, de l'environnement. Sans cette présence multidimensionnelle, cela serait également perdu, et 3) une condition préalable à la durabilité : une réforme complète de la police, en particulier de la police militaire, car sinon cette police finirait par reproduire la brutalité et la corruption connues et à moyen terme supprimerait toute légitimité et mettrait fin au programme, comme c'était le cas définitivement ». (tda.). Voir : AZEVEDO, Guilherme. « UPP fracassou porque só ela não basta, diz ex-secretário nacional de Segurança », Uol Notícias, Rio de Janeiro, 6/01/2017. Disponible sur : <https://noticias.uol.com.br/cotidiano/ultimas-noticias/2017/01/06/upp-fracassou-porque-so-ela-nao-basta-diz-ex-sub-da-seguranca-do-rj.htm?mobileDev&width=320> (consulté le 25 juillet 2018).

<sup>605</sup> Les « Ouvidorias da Polícia » ont été mises en place afin d'encourager un contrôle accru de la part de la société sur les polices civiles et militaires de Rio de Janeiro.

<sup>606</sup> Photo de l'acte de soutien à Luiz Eduardo Soares, renvoyé par le gouverneur Anthony Garotinho en 2000 après avoir dénoncé la « banda podre » (« bande pourrie ») de la police.

Depuis son arrivée, Soares mettait en place un processus d'épuration par le biais de dénonciations des policiers impliqués dans des cas d'exécutions sommaires et d'affaires criminelles. Le fait de trop fut un rapport qui accusait Louzada d'être l'un des neuf bénéficiaires de l'extorsion de R\$ 220,000 fait à Lobão, trafiquant de la favela de Rocinha, pour que ce dernier puisse être ainsi mis en liberté<sup>607</sup>. Par ailleurs, Soares dénonçait le commissaire Mário Azevedo – qui avait été nommé par Louzada au poste de coordination de la police de la ville de RJ - de participer à des « bandes mixtes » qui recevaient des voitures volées, outre avoir coordonné l'« opération policière » qui, en mai 1995 a entraîné la mort de 13 trafiquants de drogue présumés dans la favela Nova Brasília<sup>608</sup>.

D'après lui,

« (...) les choses se passaient plutôt bien, sans trop de remous internes à la corporation, avec de nombreuses négociations à tous les niveaux, jusqu'à ce qu'un changement dans la ligne politique du gouvernement, ou plutôt du gouverneur, provoqua une réévaluation et l'adoption d'une option différente, qui se traduisit par des changements à la direction de la police civile, le 13 décembre 1999. Cette alliance, je ne pouvais pas l'accepter, car elle rendait impossible toute tentative de réforme, aussi modérée fût-elle (...)»<sup>609</sup>

Dans son ouvrage, « Meu casaco de General »<sup>610</sup> (« Mon manteau de Général », Soares raconte son expérience de « 500 jours au front de la sécurité publique de Rio de Janeiro » lors du gouvernement Anthony Garotinho. Il développe une analyse de ce contexte, en pointant du doigt la promiscuité ingouvernable qui prenait de nouveau de l'ampleur entre la politique, le crime et l'appareil policier. Soares dénonce, d'un côté, la Police Civile, la présentant comme un archipel de fiefs soumis à des « barons » qui veillent sur le maintien du corporatisme et du réseau rentable de la corruption et, de l'autre côté, la Police Militaire et ses archaïsmes, les

---

<sup>607</sup> Voir : MAGALHÃES, Mario ; TORRES, Sergio. « Garotinho demite coordenador de policia acusado de ligação com crime ». Folha de São Paulo, São Paulo, 20/03/2000. Disponible sur : <http://www1.folha.uol.com.br/fsp/cotidian/ff2103200001.htm> (consulté le 27 juillet 2018).

<sup>608</sup> Voir : DA ESCÓSSIA, Fernanda. « 26 mortes, ninguém preso: chacinas de Nova Brasília levam Brasil a julgamento na OEA », UOL notícias, Rio de Janeiro, 11/10/2016. Disponible sur : <https://noticias.uol.com.br/ultimas-noticias/bbc/2016/10/11/26-mortes-ninguem-preso-chacinas-de-nova-brasilia-levam-brasil-a-julgamento-na-oea.htm> (consulté le 27 juillet 2018).

<sup>609</sup> « (...) as coisas estavam indo razoavelmente bem, sem grandes traumas internos à corporação, com muita negociação para cada passo, até que a mudança de eixo político do governo, ou melhor, do governador, levou-o a uma reavaliação e o conduziu a uma opção diferente, que se traduziu na mudança da chefia da polícia civil, no dia 13 de dezembro de 1999. Essa aliança eu não poderia aceitar, pois ela inviabilizaria qualquer processo de reforma, por mais moderado que fosse.(...)» (tda.). Voir : SENTO-SÉ, João Trajano. « Entrevista com Luis Eduardo Soares ». *Horizontes Antropológicos*, Porto Alegre, ano 7, n°15, p. 239-270, julho de 2001. p. 243. Disponible sur : [http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0104-71832001000100010](http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0104-71832001000100010) (consulté le 3 juillet 2016).

<sup>610</sup> SOARES, Luiz Eduardo. *Meu casaco de general : 500 dias no front da segurança pública do Rio de Janeiro*. São Paulo : Companhia das Letras, 2000.

abus de pouvoir, la brutalité et la participation récurrentes de ses membres aux escadrons de la mort. Il soutient que,

« (...) dans un monde de sécurité publique rongé par le crime, on ne fait pas de la politique de façon traditionnelle, car la plupart des adversaires ne suivent pas les règles institutionnelles en vigueur, et n'obéissent pas au même code pénal : on tue, on torture, on fait du chantage, on menace, on kidnappe, on pratique de l'extorsion, on promeut des actes terroristes, on sabote les initiatives du gouvernement. Par conséquent, la vertu ne consiste pas à être tolérant, flexible, pluraliste et fédérateur. Au contraire d'autres secteurs du monde institutionnel, dans le monde de la sécurité et de la police, il faut être inflexible, intolérant et radical avec les criminels en uniforme, aux limites de la loi et des règles institutionnelles. »<sup>611</sup>.

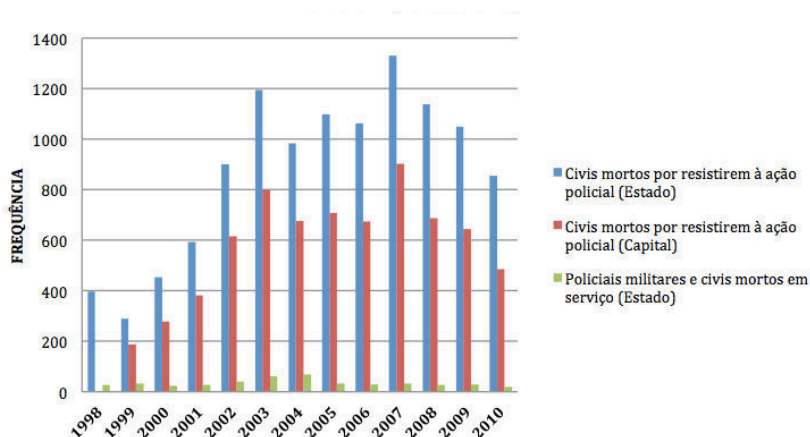
Après la sortie de Soares, la réforme de la police proposée par ce dernier a été abandonnée par le gouvernement, dont les politiques de sécurité se sont tournées de plus en plus vers la promotion de la « *mano dura* ». Cela s'est traduit, notamment, par de grandes « opérations » contre le trafic de drogues menées conjointement par les forces policières, les troupes d'élite comme le Bataillon d'Opérations Spéciales (« BOPE ») et les forces armées. Le début des années 2000 a été marqué par la banalisation des « descentes » de forces de sécurité effectuées sans « mandat de perquisition ou saisie » ou alors, avec des « mandats collectifs de perquisition et saisie génériques » (« punitions indiscriminées ») qui finissent par étiqueter l'ensemble de la communauté en tant que criminel. Ces « mandats collectifs » sont une aberration juridique par le biais desquelles les juges autorisent les « raids policiers » soutenant le caractère permanent du crime de « trafic de drogues » et résultant dans le fait que, par conséquent, tous les résidents et toutes résidences d'une communauté déterminée sont inclus dans les limites du concept de « générique » ou « itinérant » de ces mandats<sup>612</sup>.

---

<sup>611</sup> « (...) no campo da segurança pública minado pelo crime, não se faz política no sentido usual, pois o segmento mais significativo dos adversários não segue as regras da institucionalidade vigente, não obedece nem mesmo o código penal: mata, tortura, chantageia, ameaça, seqüestra, extorque, promove atos terroristas, sabota as iniciativas do governo. Portanto, a virtude não está em ser tolerante, flexível, plural e amplo. Ao contrário de outros setores da vida pública, na segurança é preciso ser inflexível, intolerante e radical com os criminosos fardados, nos limites da lei e das regras institucionais ». Voir Sento-Sé, *op. cit.*, p. 257.

<sup>612</sup> L'extrapolation du droit procédural brésilien contenue dans le document intitulé « mandat de perquisition et saisie itinérant et/ou générique » consiste en la matérialisation de l'étiquetage criminel et le renforcement du processus de criminalisation de la pauvreté. Ce mandat de perquisition permet à la police d'envahir toute résidence dans les favelas avant même qu'une enquête de police n'ait commencé. En l'occurrence, le pouvoir judiciaire de l'État peut, en vue d'arrêter un trafiquant, délivrer, donc, un « mandat de perquisition et de saisie itinérante et/ou générique » contre la communauté dans laquelle vit le trafiquant, rendant ainsi possible toutes sortes d'arbitraire contre la communauté entière. Cet instrument est devenu extrêmement populaire dans les actions de police, où la nécessité légale du mandat - par la loi, individuelle et spécifique - a été arbitrairement supprimée au nom de critères « génériques » qui considèrent finalement tous les habitants des bidonvilles comme des suspects. Voir : LYRA, Diogo Azevedo ; FREIXO, Marcelo ; SYLVESTRE, Marie-Eve ; DE LIRA, Renata Verônica Côrtes. Relatório RIO : violência policial e insegurança pública, Rio de Janeiro : Justiça Global, 2004. Disponible sur : [http://www.dhnet.org.br/dados/relatorios/a\\_pdf/r\\_jg\\_rj\\_dh\\_rio\\_2004.pdf](http://www.dhnet.org.br/dados/relatorios/a_pdf/r_jg_rj_dh_rio_2004.pdf) (consulté le 3 juillet 2016).

Les résultats de ces « opérations » ont été catastrophiques : en quatre ans, la population de Rio de Janeiro a vu le nombre de décès dans les interventions de la police plus que quadrupler (de 250 civils approximativement tués en 1999 le nombre de morts est passé à 1200 en 2003).



613

Cependant, la perspective très punitive et répressive esquissée après la démission de Soares fut considérée – contrairement au climat réel de « guerre » et de massacres perpétrés par les forces policières lors des « raids »<sup>614</sup> - efficace et a donc mérité d'être récompensée : le Secrétaire de la Sécurité publique de RJ à l'époque, le Colonel Josias Quintal, a reçu en 2001 la « Médaille Pedro Ernesto », la plus haute distinction accordée par les conseillers municipaux de la ville. Selon l'Association de défense des Droits de l'Homme, « Tortura Nunca Mais », Josias Quintal a travaillé au DOI-CODI, l'ancien département d'enquête et de répression mis en place par les forces Armées pendant la dictature militaire brésilienne. De plus, l'hommage décerné à Quintal lui fut attribué par Jerônimo Guimarães Filho, policier civil et conseiller municipal du « Parti du Mouvement Démocratique brésilien (« PMDB ») qui

<sup>613</sup> En bleu, le nombre de civils morts pour avoir résisté à l'action de la police (l'État de RJ), en rouge le nombre de civils morts pour avoir résisté à l'action de la police (la ville de RJ) et en vert le nombre de policiers civils et militaires morts en service (ville et État de RJ confondus). Source : ISP – RJ et NECVU – UFRJ.

<sup>614</sup> Seulement lors de l'année 2003 : le 10 janvier 2003, une opération de police a été lancée dans les favelas de "Rebu" et de la "Coréia" dans la région de Senador Camará, avec environ 250 policiers civils et militaires. Le bilan de l'opération a été de 14 civils tués. Le 17 avril 2003, un nouveau massacre, cette fois-ci de quatre travailleurs assassinés dans la communauté de Borel, a retenu l'attention de la société civile après une série de dénonciations, sans toutefois avoir procédé à l'arrestation des responsables jusqu'à aujourd'hui. Le 11 mai 2003, le nouveau secrétaire d'Etat à la Sécurité publique, Anthony Garotinho, a nommé le lieutenant-colonel Alvaro Rodrigues Garcia au commandement du 22ème bataillon de la police militaire à Benfica. Álvaro Rodrigues, en 1997, a été attrapé par un caméraman amateur commandant une séance de passage à tabac parmi les habitants de la favela de Cidade de Deus. L'endroit a été plus tard connu sous le nom du « mur de la honte ». Voir Relatório RIO : violência policial e insegurança pública, *op. cit.*, 2004.

répondait à une enquête judiciaire en raison de sa participation présumée à un groupe d'extermination dans la zone ouest de Rio de Janeiro<sup>615</sup>.

En 2003, le secrétaire de la sécurité publique Josias Quintal a soutenu sa politique lors de la mise en oeuvre d'une autre grande opération policière appelée « Opération Rio Sûr » (« Operação Rio Seguro ») qui visait le contrôle du crime organisé lors du carnaval, en annonçant le suivant : « notre 'bloc' est dans la rue et si jamais il doit y avoir lieu un conflit armé, ça se fera. Si quelqu'un doit mourir pour cela, il va mourir. Nous allons combattre sans pitié, il n'y aura pas de discussion »<sup>616</sup>. Cette déclaration est significative du contexte « guerrier » établi par le gouvernement de l'État depuis l'année 2000 et coïncide avec une « guerre » interne des factions de la drogue à RJ symbolisée par la perte de pouvoir du « Commando Rouge » (« Comando Vermelho ») qui a subi une fracture avec la formation du « Troisième Commando » (« Terceiro Comando ») en 1994<sup>617</sup>.

Les « contre-réformes » donc mises en place, en re-ciblant les stratégies de « mano dura » ont fini par faciliter le retour en force de la « Maldita Policia » à BA et de la « Banda Podre » à RJ, en entraînant des *restructurations* au sein des systèmes criminels de ces deux corps policiers, respectivement celui des *porongas* et des *groupes d'exterminations*. Ces changements au niveau local ont été accompagnés de près par trois dynamiques qui découlent, d'une part, de l'influence du modèle « punitif » nord-américain et, d'autre part, du « tournant sécuritaire mondial » des années 2000.

- 1) La « remilitarisation » des forces policières. Ce processus s'est traduit par la recrudescence des moyens répressifs et la banalisation des procédures judiciaires arbitraires des polices dans la « guerre » contre le crime organisé, l'un des volets de la « lutte antiterroriste » en Amérique latine. Il s'est concrétisé par l'augmentation exponentielle des investissements des États nationaux et, également, via les aides financières issues des coopérations internationales, notamment, avec les Etats-Unis dans l'intérêt de la « sécurité régionale ». En l'occurrence, l'une des stratégies les plus courantes adoptée par

---

<sup>615</sup> Nous verrons lors de la prochaine partie que Jeronimo Guimaraes, policier civil et conseiller municipal, avec son frère, Natalino Guimaraes, ont été les *porongas* d'un groupe de policiers qui contrôlent certaines régions de la zone ouest de la ville de RJ, employant des méthodes avec de fortes caractéristiques mafieuses.

<sup>616</sup> « Nosso bloco está nas ruas e, se tiver que ocorrer conflito armado, vai ter. Se alguém tiver que morrer por isso, que morra. Nós vamos partir para dentro, não tem conversa ». (tda.). Voir : « Isto é o poder », Folha de São Paulo, São Paulo, 1/03/2003. Disponible sur : <http://www1.folha.uol.com.br/fsp/cotidian/ff0103200312.htm> (consulté le 4 juillet 2016).

<sup>617</sup> Le « Troisième commandement » (TC) a commencé à contrôler les points de vente dans les zones ouest et nord, régions plus périphériques de la ville de Rio de Janeiro. En 2000, il a subi une rupture interne, d'un côté se forme le « Troisième Commandement Pur » (TCP) et, de l'autre côté, certains membres du TC ont rejoint les « Amis des Amis » (ADA), qui étaient auparavant leurs alliés.

ce dernier fut l'intervention « directe » dans les pays producteurs de drogues – notamment, la Colombie et le Mexique – et « indirecte » dans les pays consommateurs – le cas de l'Argentine et du Brésil. Cela s'est matérialisé par le financement de multiples « opérations spéciales » conjointes entre police et armée, par des formations destinées aux troupes militaires et policières, en ciblant sur les tactiques de « guerrilla » et, également, par l'approvisionnement des armes et des équipements de guerre, comme les chars, les hélicoptères et les matériels électroniques de surveillance.

- 2) La « modernisation » des forces policières. Ce processus s'est caractérisé par la mise en valeur des « unités spécialisées » destinées à mener des opérations à hauts risques avec des armements et des tactiques adaptés à un contexte de « guerre urbaine » qui se voit renforcée par une nouvelle « war on drugs ». Cela a constitué au sein des polices une sorte d'« élite » policière extrêmement violente, mais considérée efficace, puisqu'« incorruptible » et destinée à combler les erreurs et incompétences des « divisions policières traditionnelles ». C'est en effet le cas de la « Division Spéciale de Sécurité Halcón » – Groupe Halcón de la police *bonaerense* et le « Bataillon d'Operations Policières Spéciales » - BOPE de la police militaire *carioca*. L'organisation et les missions attribuées à ces « unités spécialisées » ont été directement influencées par la « Special Weapons And Tactics » (« Armes Et Tactiques Spéciales »), des équipes d'intervention et de sécurité des services de police nord-américains plus connus sous l'acronyme SWAT.
- 3) La « privatisation » de la sécurité publique. Ce processus est aussi contemporain que celui de la « privatisation » de la guerre<sup>618</sup>, une dynamique globale qui s'est progressivement généralisée suite aux attentats de 11/9. Cela

---

<sup>618</sup> « Depuis la fin de la guerre froide, sous les effets conjugués de la libéralisation du secteur de la Défense, de la réduction du format des armées des Etats-Unis et en réponse aux exigences de rationalisation des budgets de la Défense, les sociétés militaires privées (SMP) indépendantes ou appartenant à de grands groupes du complexe militaro-industriel américain occupent une place grandissante dans l'architecture militaire et de la sécurité nationale américaine. Pour des raisons budgétaires et opérationnelles, certaines tâches autrefois assurées par les forces armées sont désormais externalisées. Aussi assiste-t-on à l'émergence de pratiques de délégation de fonctions de la sécurité vers le secteur privé permettant à la puissance américaine d'assurer un contrôle des espaces de crises sans entamer la disponibilité opérationnelle des armées ni mettre en péril la vie des soldats américains. Ceci, grâce à l'externalisation de nombreuses fonctions logistiques, de formation ou d'entraînement des armées américaines et étrangères, mais aussi de fonctions paramilitaires de combat. Différentes sociétés américaines déjà citées (DynCorp, MPRI ou KBR), aux activités et aux ramifications mondiales, sont ainsi présentes dans les Balkans, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie ou dans la région andine, jouant un rôle croissant dans l'architecture de la défense américaine en quête de flexibilité et d'un moindre coût politique des conflits de basse intensité ». Voir : MAKKI, Sami. « Privatisation de la sécurité et transformation de la guerre ». *Politique Étrangère*. N°4, pp. 849-861, 2004. p. 850. Disponible sur : [http://www.persee.fr/doc/polit\\_0032-342x\\_2004\\_num\\_69\\_4\\_1117](http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_2004_num_69_4_1117) (consulté le 6 juillet 2016).



répond à une demande croissante de la population pour plus de sécurité tandis qu'il existe une méfiance aussi grandissante vis-à-vis des forces de sécurité publiques à cause de la mise en lumière, notamment depuis les années 90, de l'implication de ces derniers dans les affaires de corruption en complicité avec les acteurs criminels qu'elles devaient combattre. Ainsi, le « sentiment d'impunité » de la société envers la police renforce un « sentiment d'insécurité » et de vulnérabilité face à la criminalité qui se présente chaque fois plus « ingouvernable ». Cette corrélation corrobore avec la croyance selon laquelle le secteur public est défaillant par rapport au secteur privé, considéré efficace et performant. Par conséquent, la population, en l'occurrence aisée, redirige ses demandes vers une « industrie privée » de la sécurité en pleine hausse. Une dynamique de cause-conséquence perverse s'opère donc : si, d'un côté, les couches aisées de la population – vers qui historiquement la sécurité publique est destinée - ont le choix d'engager ou non des « entreprises légales » de sécurité privée, de l'autre côté, les couches défavorisées endurent des menaces et des rackets des « entreprises illégales » avec des configurations diverses – les « entrepreneurs de la violence »<sup>619</sup> composés de civils, de policiers ou de militaires - qui « offrent » de la sécurité.

Dans certaines localités du *conurbano bonaerense* à partir des années 2000, des « agences de sécurités privées » qui se trouvaient dans une frontière trouble entre le légal et l'illégal dirigées par des policiers ont émergé ayant pour but d'« offrir » un service de surveillance contre la criminalité croissante des *vecinos*, les « voisins » plus aisés du quartier en échange d'une taxe de « protection. Tous les policiers impliqués dans ces « agences » entretenaient des liens clairs de protections réciproques avec les *punteros* et hommes politiques locaux.

Dans certains quartiers de la région métropolitaine de RJ, également depuis les années 2000, le phénomène des « Milices » a émergé et a pris de l'ampleur. Ces dernières sont des groupes de policiers pratiquant des extorsions et des appropriations irrégulières des domaines normalement gérés par le pouvoir public tels que la sécurité (à travers également une taxe de « protection » demandée à la population de ces quartiers contrôlés) l'eau, la lumière, le gaz, la télévision satellite, le transport

---

<sup>619</sup> Bertrand Badie s'appuie sur le concept d'« entrepreneurs de la violence » pour définir les nouveaux mercenaires qui émergent dans un contexte de terrorisme, de violence généralisée, décentralisée et déterritorialisée. Voir : BADIE, Bertrand. *Nous ne sommes plus seuls au monde. Un autre regard sur l'ordre international*. Paris : La Découverte, 2016.

alternatif. De plus, parmi ces policiers, plusieurs se sont candidatés directement en tant que députés, conseillers municipaux ou ils ont établi des réseaux clientélistes avec des hommes politiques locaux.

Ainsi, il est intéressant d'observer que la conjugaison de ces trois démarches, plutôt que résoudre les problématiques liées à la criminalité croissante ou qu'empêcher les pratiques liberticides et corrompues des forces policières ont, en fait, bâti un terrain favorable à l'émergence de nouveaux phénomènes criminels à caractéristiques davantage « mafieuses » au sein des institutions de sécurité qui sont exceptionnels dans l'histoire de ces deux sociétés<sup>620</sup>.

---

<sup>620</sup> Nous verrons ce point de façon plus détaillé lors de la troisième partie de la thèse.

## **TROISIÈME PARTIE**

**Le processus mafieux de la  
police et la *zone grise*  
*démocratique* :  
« juxtapositions »,  
« stabilisations » et  
« déstabilisations »**

La troisième partie de ce travail vise à comprendre le processus mafieux de la police en s'appuyant sur la variable de la « zone grise » de la démocratie. Nous entreprendrons une analyse comparative des caractéristiques « grises » des forces policières *bonaerense* et *carioca* à travers certaines dynamiques telles que les « juxtapositions », les « stabilisations » et les « déstabilisations ». Dans un premier chapitre, il s'agira de « juxtaposer » les deux hypothèses analysées auparavant 1) En quoi la « zone grise » est un produit des dictatures récentes (« continuités autoritaires ») et 2) En quoi la « zone grise » est un produit de nouvelles formes d'autoritarisme en démocratie (« ambivalences démocratiques ») - afin d'établir des « contours » à la notion même de « zone grise ». Puis, nous mettrons à l'épreuve ces « juxtapositions » par le biais de certains cas empiriques qui sont paradigmatiques d'un mode de fonctionnement davantage « mafieux » au sein de l'institution policière. Nous faisons référence à de nouveaux phénomènes tels ceux des « Escadrons » à BA et des « Milices » à RJ. Dans un deuxième chapitre, nous décrypterons les éléments qui traduiraient le basculement possible d'un processus « mafieux » des polices *bonaerense* et *carioca* dans des « polices-*mafiosi* » à proprement parler. Pour cela, nous nous interrogerons sur quelle mesure ce mouvement est en lien avec les enjeux de « stabilisations » de cette « zone grise » dans la démocratie de ces deux pays. Dans un troisième chapitre, nous traiterons plus spécifiquement des démarches mises en place, notamment par les gouvernements et par la société civile, visant à « déstabiliser » ces nouvelles configurations « mafieuses ». Enfin, nous observerons les effets en retour qui émergent par ricochet et qui cherchent la « recomposition » et le « rétablissement » de la « zone grise » comme milieu propice à leur persistance.

## **Chapitre 7**

# **Les *juxtapositions* des « continuités autoritaires » et des « ambivalences démocratiques » au sein des institutions de sécurité *bonaerense* et *carioca***

Le processus de « démocratisation » des institutions de sécurité argentine et brésilienne coïncide paradoxalement avec l'émergence d'une « zone grise » démocratique. Ce paradoxe apparaît avec davantage de clarté lors des vingt dernières années, avec la montée en puissance de certaines configurations davantage « mafieuses » au sein des forces policières. Or, ces configurations ne sont pas seulement « autoritaires », produits des « continuités » du passé dictatorial, ou « criminelles » issues des « ambivalences » des démocraties récentes, mais plutôt d'un « tressage » entre ces deux dernières. La particularité de ces nouveaux phénomènes est donc le fait qu'ils parasitent la démocratie tout en s'intégrant complètement à elle. Ils cherchent donc des « espaces gris » dans des frontières troubles entre le légal et l'illégal afin d'étendre impunément leurs agissements

### **7.1. *Intreccio*, les tressages entre pratiques policières autoritaires et néo-autoritaires en démocratie**

Le mot *intreccio* de l'italien possède plusieurs significations en français : « 1) la *concaténation* des éléments flexibles ; 2) l'action et le résultat du *tressage* ; 3) une série de signes ou chiffres *entrelacés* entre eux; 4) un complexe d'éléments, de phénomènes qui *s'entrecroisent* et *interfèrent* les uns avec les autres; 5) la combinaison des faits,

des événements qui forment la *trame* d'une œuvre littéraire, théâtrale ou d'un film; 6) une comédie qui est basée sur la *complexité de l'intrigue* plutôt que sur l'approfondissement psychologique des personnages; 7) la disposition dans un *tissu* des  *fils de chaîne et de trame* »<sup>621</sup>. L'*intreccio* est également associé aux *entrelacements*, qui sont des ornements composés de lignes courbes (et parfois brisées) enlacées les unes dans les autres. Ce sont des méthodes d'*entrelacement* propres à la peinture, à la sculpture et à la gravure où la présence de *tresses* est innombrable et se caractérise par des figures *enchevêtrées*. Bien que paraissant nébuleuses et confuses, ces tresses ne sont pas des tracés aléatoires, mais elles répondent à des critères rigoureux de géométrie, qui peuvent s'avérer extrêmement complexes à démêler.



Ainsi, les différentes définitions de l'*intreccio* et les configurations visuelles des *entrelacements* offrent un répertoire pictural riche pour illustrer un procédé où le *tressage*, la *concaténation*, le *croisement*, l'*assemblage* de différentes « figures » finit par produire un nouveau « tableau », une nouvelle « conformation » jusqu'alors impensée. La métaphore de l'*intreccio* semble intéressante dans le but d'analyser un nouveau « tableau » assez intriqué qui émerge dans des régimes démocratiques où ces « figures » sont des éléments pratiques de la réalité sociale. Néanmoins, cette nouvelle « configuration » n'est pas constituée de composants extérieurs, advenus d'un *dehors* mais qui, en réalité se sont produits *dedans*, à l'intérieur même des sociétés « démocratiques » et d'ailleurs, notamment, à leurs défaillances. Ici, l'idée d'*intreccio* symbolise donc certains « enchevêtrements » qui sont si difficiles à discerner qu'ils sont souvent interprétés comme des « corps étrangers » alors qu'en réalité, ils doivent

---

621 « 1) concaténation d'éléments flexibles; 2) l'action et le résultat de l'entrelacement; 3) ensemble de signes ou de figures entrecoupés les uns avec les autres; 4) complexe d'éléments, de phénomènes qui se croisent et interfèrent les uns avec les autres; 5) Combinaison des faits, des événements qui forment l'intrigue d'une œuvre littéraire, théâtrale ou cinématographique; 6) la comédie entremêlée, qui est basée sur la complexité de l'intrigue plutôt que sur l'approfondissement psychologique des personnages; 7) Disposition dans un tissu des fils de chaîne et de trame ». Voir : <http://dizionari.repubblica.it/Italiano/I/intreccio.php>

être perçus davantage comme des « corps étranges » que les déficiences du régime démocratique laissent apparaître. Les institutions de sécurité – notamment, dans les deux cas d'étude – sont des exemples paradigmatiques de l'*intreccio*, autrement dit, de ce tressage de « corps étranges » – les pratiques policières autoritaires et néo-autoritaires – dans la démocratie et qui ouvrent la voie à de nouveaux tableaux d'analyse plutôt « gris »<sup>622</sup>.

D'un côté, les pratiques policières autoritaires représentent une « figure » de « continuité » dans le présent démocratique, qui renvoie aux agissements de ces « corps étranges » au passé autoritaire, notamment, dictatorial ; de l'autre côté, les pratiques policières néo-autoritaires correspondent à une « figure » d'« ambivalence » de la démocratie actuelle qui situe les manœuvres de ces « corps » dans les « contraintes » du processus d'approfondissement de ce régime. Ainsi, la « figure » « continuité » caractérise les difficultés à « rompre » avec le passé autoritaire, tandis que la « figure » « ambivalence » révèle les « agencements criminels » au sein des institutions de sécurité dans la démocratie contemporaine. Ces deux « figures » sont tellement intriquées dans le « modus operandi » habituel de ces deux forces policières, qu'il s'avère nécessaire de les dénouer afin d'analyser dans quelle mesure l'approfondissement du processus « mafieux » de ces polices est en lien avec ce tressage, cet *intreccio*.

En effet, c'est cette « coexistence », cette « juxtaposition » entre pratiques autoritaires et néo-autoritaires qui ouvre la voie à certaines caractéristiques « hybrides », « grises » qui caractériserait l'accommodement de l'« exceptionnel » processus « mafieux » de la police au processus « régulier » de démocratisation des institutions de sécurité en Argentine et au Brésil. Ainsi, les siciliens appellent *intreccio* un espace moral et politique que les *mafiosi* partagent avec certains fonctionnaires publics et élites politiques. L'étude sur les représentations sociales et culturelles de la « Mafia » italienne permet d'approfondir davantage le concept de « zone grise » et le processus « mafieux » des polices *bonaerenses* et *carioca*, tout en assumant les risques

---

622 Le concept de « zone grise » a été magistralement forgé par Primo Levi dans son livre « Les naufragés et les rescapés » pour essayer de comprendre le fonctionnement des Lager, en déconstruisant la façon manichéenne d'analyser l'histoire qui « répugne aux demi-teintes et aux complexités (...) portées à réduire le flot d'évènements humains aux conflits, et les conflits à des duels ». D'après lui, le Lager était un « laboratoire du privilège » et « là où existe un pouvoir exercé par un petit nombre ou par un seul homme, le privilège naît et se prolifère, même contre la volonté du pouvoir lui-même, mais il est normal que le pouvoir, au contraire, le tolère ou l'encourage (...) la classe hybride des prisonniers – fonctionnaires en constitue l'ossature, et, en même temps, l'élément le plus inquiétant. C'est une zone grise, aux contours mal définis, qui sépare et relie à la fois les deux camps des maîtres et des esclaves. Elle possède une structure interne incroyablement compliquée, et accueille en elle ce qui suffit pour confondre notre besoin de juger ». Voir LEVI, Primo. Trilogie de Auschwitz: Si esto es un hombre, La tregua, Los hundidos y los salvados. España : El Aleph Editores, 2005. pp. 497-502.

théoriques vis-à-vis des différences insurmontables entre la « Mafia » en tant que sujet politique propre d'un contexte très précis qui l'Italie et les configurations « mafieuses » produites au sein des forces policières qui agissent dans les banlieues de BA et RJ.

Le concept d'*intreccio* prend néanmoins tout son sens dans ces deux contextes éloignés dans le temps et dans l'espace, et révèle plus que « la simple réciprocité entre *mafiosi* et État ; celui-ci met en lumière une vaste 'zone grise' où il devient impossible de définir précisément où l'un s'arrête et où l'autre commence »<sup>623</sup>. Cependant, où s'arrête le policier et commence le *mafioso* et où s'arrête le *mafioso* et commence le policier ? La « zone grise » représente-t-elle un moment de basculement où les frontières peuvent devenir tellement floues entre le policier et le *mafioso* que la démocratie est elle-même mise en péril ? Serait-il donc possible à ce moment-là de parler de l'émergence du « corps » étrange de la Police-*mafiosa* ?

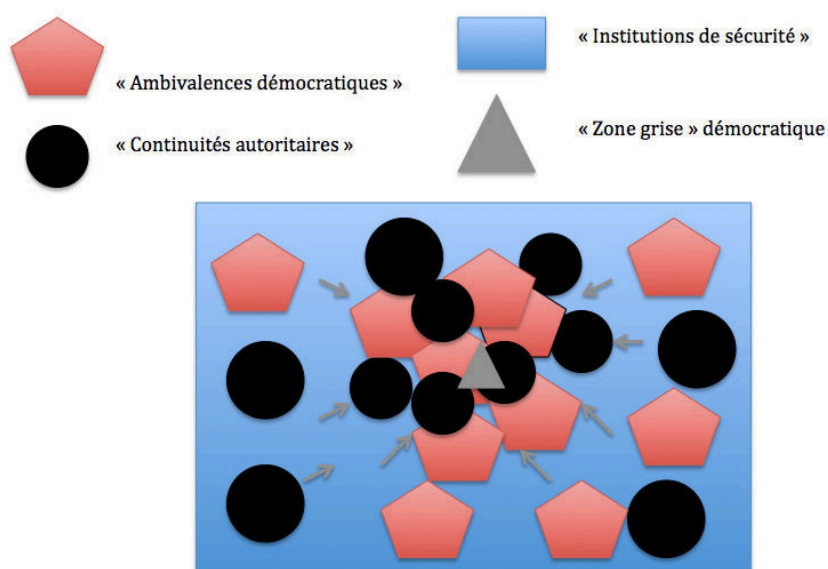


Diagramme 1 : « Juxtapositions »

623 AUYERO, Javier, Routine politics and violence in Argentina : The gray zone of state power, Royaume-Uni : Cambridge studies in contentious politics, 2007. p. 34.



## **7.2. Les organisations à caractéristiques « mafieuses » au sein des polices *bonaerense* et *carioca***

Certaines configurations « mafieuses » émergent au sein des polices *bonaerense* et *carioca*, combinant pratiques autoritaires, issues des « continuités autoritaires », et « néo-autoritaires », résultats des « ambivalences » de la démocratie. Les caractéristiques « mafieuses » de ces groupes seraient donc le résultat d'un processus de longue durée où se juxtaposent ces deux pratiques dans certains territoires propices à leur émergence et propagation. Avant de démontrer ce tressage avec des cas empiriques et des témoignages issus de deux terrains d'analyse, il serait intéressant d'entreprendre une analyse comparée avec d'autres organisations considérées « mafieuses » qui ont émergé ailleurs. Il s'agirait ici de présenter les organisations à caractéristiques mafieuses par le biais de leur « gestion de pouvoirs »<sup>624</sup> – par exemple, « leur recours à la violence programmée », « leur maniement des pouvoirs extra-légaux », « leur accumulation de capitaux », « leur dimension politique » et « le consensus social », autrement dit, la contiguïté que ces groupes établissent avec la société contrôlée – en vue d'établir un trait commun à la généalogie de ces groupes et au modèle originaire de la Mafia italienne.

### **7.2.1. Le modèle originaire : la Mafia italienne**

Il est impossible de saisir le phénomène mafieux sans analyser la société dans laquelle il est né et s'est développé. Ainsi, quelle est-elle la première société dans laquelle a vu jour la naissance de la Mafia et dans quel contexte ? C'était la société sicilienne au lendemain de l'« Unité » (le « *Risorgimento* »<sup>625</sup>) dans la seconde moitié

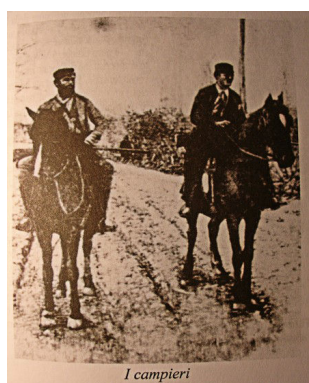
---

624 Humberto Santino propose l'adoption d'un « paradigme de la complexité », basé sur la relation fonctionnelle existant entre les divers aspects : crime, accumulation, pouvoir, code culturel, consensus social. Voir : SANTINO, Umberto. *Per una storia sociale della mafia*, cité par Augusto Cavadi, *A scuola di antimafia*, Palerme, Centro Impastato, 1994 ; SANTINO, Umberto. *L'alleanza e il compromesso. Mafia e politica dai tempi di Lima e d'Andreotti ai nostri giorni*, Soveria Manelli, Rubbettino, 1997.

625 Le *Risorgimento* (mot italien signifiant « renaissance ») est une période de l'histoire de l'Italie dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle au terme de laquelle les rois de la maison de Savoie unifient la péninsule italienne par l'annexion de la Lombardie, de Venise, du royaume des Deux-Siciles, du duché de Modène et Reggio, du grand-duché de Toscane, du duché de Parme et des États pontificaux au royaume de Sardaigne. Jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Italie était, d'après Metternich, une « expression géographique ». L'unification italienne est donc un

du XIX<sup>ème</sup> siècle avec l'incapacité de l'État italien d'imposer en Sicile ses propres normes de légitimité et ses propres règles de fonctionnement.

Ainsi, à la suite de la décomposition du pouvoir féodal sur l'île, à défaut d'avoir lieu un processus de formation d'un État moderne avec la prise en main du monopole de la violence par des sujets qui ont le droit de l'utiliser légalement (pouvoirs de la police, administration de la justice, etc.), il a eu lieu, au contraire, un processus de dissémination de la violence. Les 'barons', désarçonnés par leur perte de légitimité embauchaient une force clandestine violente pour surveiller leurs propriétés. Les hommes de main que les « barons » embauchaient et qui étaient des salariés des *feudi*, défendaient la propriété avec une grande efficacité, jusqu'à en devenir progressivement les maîtres véritables : ainsi est née la Mafia<sup>626</sup>. Elle avait déjà un rôle ambigu : la défense des droits légitimes des propriétaires de profiter de leurs biens, mêlée à la volonté de s'accaparer, y compris par l'intimidation et la violence, ces mêmes biens. Le bras armé de la noblesse a toujours été *i campiere*<sup>627</sup>.



---

événement majeur dans la mesure où elle a transformé l'« expression géographique » en réalité politique, l'Italie devient une Nation. Voir : Le Monde, « Umberto Eco : 'L'Italie, c'est avant tout une langue', Paris, 18/03/2011. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/week-end/article/2011/03/18/umberto-eco-l-italie-c-est-avant-tout-une-langue\\_1494120\\_1477893.html](https://www.lemonde.fr/week-end/article/2011/03/18/umberto-eco-l-italie-c-est-avant-tout-une-langue_1494120_1477893.html) (consulté le 28 juillet 2018).

626 Le vocable mafia est apparu dans un contexte régional très précis : celui de la Sicile de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Les tenants d'une approche normative (juges et policiers) considèrent la mafia essentiellement comme une organisation criminelle. D'autres acteurs privilégient une conception culturaliste. Ils assimilent la mafia à un type de comportement ou à un système de valeurs, tandis que des enquêtes sociologiques mettent l'accent sur le rôle de médiation sociale des groupes criminels. Au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, le vocable mafia a fini par désigner diverses réalités. En Italie, l'association mafieuse est connue à partir de sa localisation territoriale et historique. Voir : MACCAGLIA, Fabrizio ; MATARD-BONUCCI, Marie-Anne. Atlas des Mafias : Acteurs, trafics et marchés de la criminalité organisée. Paris : Autrement, 2009. p. 6. La mafia en Sicile se nomme 'Cosa Nostra', en Calabre, on l'appelle la 'Ndrangheta, en Campanie, la 'Camorra' et dans les Pouilles, la 'Sacra corona unita'. Ainsi, ces quatre organisations que l'on nomme génériquement "mafia" se ressemblent sans être identiques. Selon une légende de l'Italie méridionale, la répartition des associations mafieuses dans le pays aurait pour origine la fuite de trois cavaliers espagnols, les frères Montalbano, à la suite d'un déshonneur familial. Le premier, Mastroso, s'arrêta à Naples pour y fonder la 'Camorra' ; le deuxième, Scarcagnosso, descendit en Calabre pour y créer la 'Ndrangheta ; et le dernier, Osso, s'installa en Sicile, où il jeta les bases de la 'Cosa Nostra'. Voir RIZZOLI, F., « Pouvoirs et mafias italiennes. Contrôle du territoire contre état de droit ». Pouvoirs, no. 132, p. 41-55, 2010. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2010-1-page-41.html> (consulté le 10 avril 2017).

627 En Sicile, gardien des champs et surveillant des travaux agricoles des grands propriétaires terrains. Ils réalisaient aussi des fonctions de mercenaires et d'hommes de main pour défendre les propriétés de leurs maîtres bienfaiteurs.

En effet, le « maniement » de ce rôle ambigu devient une ressource susceptible d'être utilisée par ces groupements sociaux autonomes vis-à-vis des anciennes hiérarchies sociales. Ce phénomène a été décrit par L. Franchetti en 1875 :

« L'industrie de la violence désormais [au moment de l'Unité] dégagée de toute contrainte et privée de tout privilège, eut une existence et une organisation indépendantes [...]. En conséquence, la classe des délinquants (*facinorosi*) s'est trouvée en Sicile dans une situation spécifique, qui n'a rien à voir avec celle des malfaiteurs des autres pays. Parce que, en plus d'être un instrument au service des forces sociales existant *ab antiquo*, elle est devenue [...] une classe avec une activité (industrielle) propre, une force sociale en elle-même [...] L'organisation de la violence, devenue de cette manière plus démocratique, est alors accessible à une multitude de petits intérêts [...]. C'est ainsi que la suppression des forces armées [dont disposaient les nobles] et, en général, des privilèges nobiliaires ont fait de la violence une institution accessible à tous les groupes et à toutes les classes [...]. L'importance acquise par la classe indépendante des délinquants (*facinorosi*) a eu pour effet de leur assurer cette autorité morale dont jouit en Sicile toute force privée en état de s'imposer »<sup>628</sup>

Il s'agit là du principal facteur à l'origine de la Mafia : la présence de réseaux de relations à l'intérieur des classes subalternes, qui pouvaient se structurer autour du « monopole de la violence », s'enraciner sur un territoire, étendre leurs activités à de nombreux domaines économiques, vendre leurs propres « services de protection ». Cette violence n'était pourtant pas « spontanée », mais issue d'une violence « organisée » au sein des bandes ou équipes (« *squadres* ») militaires, composées de paysans ou d'artisans qui, sous les ordres d'un chef, vendaient leurs services au cours des différentes crises qui rythmaient la première moitié du XIXe siècle en Sicile. Cela est à l'origine du « *squadrisme* », phénomène qui a été d'extrême importance pour la consolidation du régime fasciste italien. Les grands propriétaires fonciers utilisaient ces « *squadre* », en leur fournissant de l'argent et des armes afin de démanteler les organisations ouvrières de gauche, les syndicats socialistes, les coopératives et les mutuelles.

Le « *squadrisme* » démontre donc d'abord que l'usage de la violence programmée des organisations « armées » des classes subalternes en Sicile est ancienne et, en outre, que la propension des classes dirigeantes à recourir à ces groupes « armés » l'est également. Ainsi,

---

<sup>628</sup>Voir : FRANCHETTI, Leopoldo. Condizioni politiche e amministrative della Sicilia. Rome : Donzelle, 1993. p. 95

« les notables siciliens sont disposés à passer des accords avec des entrepreneurs de la violence privée et à accepter une relation de protection réciproque. Ce type de relation assure aux notables des avantages non négligeables (par exemple celui de se soustraire à la concurrence sur certains marchés) et aux « squadristses » la reconnaissance d'un rôle social autonome (la tendance à monopoliser sur un territoire l'usage de la violence) »<sup>629</sup>.

De cette manière, ces groupes fournissent de la « protection » en même temps qu'ils tendent à utiliser leur capital originel (la « violence ») pour s'insérer eux-mêmes dans une vaste série de transactions, économiques et politiques, en fonction de leurs intérêts spécifiques ». La Mafia proviendrait donc de ces bandes armées qui, après l'Unité, sont abandonnées par leurs anciens « bienfaiteurs » (qui se sont associés au nouvel ordre politique et institutionnel) dont elles deviennent alors autonomes. La perte de la légitimité politique qui leur assurait la reconnaissance des groupes dirigeants, empêche ces bandes de s'insérer directement dans le circuit politique, mais elle ne leur interdit pas de continuer à utiliser la violence et à s'organiser autour de cet usage<sup>630</sup>. Un texte devenu classique écrit par Pietro Calla Ulloa, fonctionnaire du royaume des Bourbons, est habituellement présenté comme la première description des organisations mafieuses :

« [Il s'agit de] confréries, de sortes de sectes qui se disent des partis, sans couleur ni but politique, sans réunion, sans autre lien que celui de la dépendance à un chef qui, ici, est un propriétaire terrien, là, un archiprêtre. Une caisse commune permet de subvenir aux besoins : un jour destituer un fonctionnaire, un jour le défendre, un jour protéger un accusé, un jour inculper un innocent. Ce sont autant de petits gouvernements au sein du gouvernement. L'absence de la force publique a fait se multiplier le nombre des délits ! La population en est venue à s'entendre tacitement avec les auteurs de ces délits. À peine un délit exécuté, que surgit un médiateur qui propose une transaction pour que la victime récupère ses biens. Le nombre d'accords de ce type est infini. Beaucoup de propriétaires ont par conséquent choisi de devenir des oppresseurs plutôt que des opprimés et ils se sont inscrits dans ces partis. Beaucoup de fonctionnaires leur assurent leur protection »<sup>631</sup>

Un phénomène équivalent se retrouve en Campanie et en Calabre où Camorra et 'Ndrangheta se sont affirmés à la même époque pour leur capacité à rendre la justice dans la situation très mouvementée du Mezzogiorno pendant les décennies qui ont précédé l'unité italienne. Le phénomène du *brigandage*, né en Calabre après l'unité

---

629 Voir : PEZZINO, Paolo. « La mafia, l'Etat et la société dans la Sicile contemporaine (XIXe et XXe siècles) ». Politix, vol 13, n°49, 2000. p. 20. Disponible sur : [https://www.persee.fr/doc/polix\\_0295-2319\\_2000\\_num\\_13\\_49\\_1072](https://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_2000_num_13_49_1072) (consulté le 15 avril 2017).

630Pezzino, op. cit.

631Cité dans Pezzino, *ibidem*, p. 21.

autour de l'année 1861 a été financé par les Bourbons et a assumé très vite les caractéristiques d'une lutte de classes paysannes avec des formes anarchisantes. Les 'ndrine – cellules de base de la 'Ndrangheta – sont nées, notamment, pour protéger, comme en Sicile, les privilèges des propriétaires terriens. Ces 'ndrine prendront de plus en plus d'importance dans les *latifondi*, poussant le *capomafia*, « chef de mafia » à jouer un rôle de juge de paix, qui intervenait pour régler tous les litiges de propriété ou de voisinage.

Ainsi, s'enracine dans les couches populaires l'idée que les Mafias sont nées pour secourir les faibles contre toutes les injustices. Et les phénomènes mafieux deviendront progressivement des éléments structurels de l'histoire de la Péninsule. Parce que ce n'est évidemment pas seulement un phénomène criminel, mais il offre une structure valable d'ascension sociale et d'accumulation de la richesse. Une structure qui joue le rôle de l'État suppléant sa carence, dans les régions méridionales<sup>632</sup>. En effet, Cosa Nostra, a très souvent, établi une relation mimétique avec l'État sur le terrain. Et elle a, malgré tout, toujours eu tendance à avoir des hommes, des institutions qui pouvaient la faire participer au système de pouvoir.

### **7.2.2. Brève analyse comparée des organisations à caractéristiques mafieuses : les « entreprises de la violence » russes, les « groupes d'autodéfenses » mexicains et les « Bandes criminelles émergentes » colombiennes**

Dans la période agitée de la Russie post-soviétique, les organisations à caractéristiques mafieuses se sont, notamment développées en tant qu'« entreprises de la violence ». Elles peuvent être définies comme :

« un ensemble d'organisations, capables de décisions et de stratégies, agissant en vue de convertir de la force (ou de la violence) organisée en argent ou en autres ressources du marché, et cela de façon permanente. Si les biens de

---

<sup>632</sup>Voir : Padovani, op. cit., p. 29.

consommation, par exemple, constituent la ressource majeure des entreprises commerciales, si l'argent constitue celle des entreprises financières, si l'information et la connaissance constitue celle des entreprises d'information, etc., la ressource de l'entreprise de la violence est la violence socialement organisée, qu'elle soit effective ou potentielle »<sup>633</sup>.

Ce contexte a donc rapproché trois types d'acteurs, chacun possédant ses propres ressources : les « entrepreneurs de la violence » (régulant l'usage de la violence), les « acteurs économiques » (détenant le savoir-faire dans la conduite des affaires), et les fonctionnaires et hommes politiques (maîtrisant la réglementation et les procédures administratives). Les « entrepreneurs de la violence » ont énormément contribué à la formation de l'économie du marché lors de cette période de changement politique, en « vendant » aux acteurs économiques une protection contre une insécurité dont ils étaient par ailleurs les principaux responsables.

La thèse qui prévaut aujourd'hui considère que la criminalité organisée a contribué à instaurer puis à stabiliser l'économie du marché, en réduisant les facteurs de risque pour l'entrepreneuriat et en introduisant une régulation parallèle, en substitution à une régulation étatique défaillante. L'entrée de la Russie post-soviétique dans l'économie du marché s'opère donc dans un contexte général d'insécurité. Livrés à eux-mêmes, les acteurs économiques s'adressent à des groupes criminels locaux – les « entrepreneurs de la violence » - pour acheter une protection et continuer d'exercer leur activité.

Ainsi, la généralisation du racket en échange de protection à la fin des années quatre-vingt qui, en soi, rappelle les pratiques d'extorsion dans l'économie soviétique parallèle était à l'origine de ce que certains spécialistes appellent le « partenariat imposé »<sup>634</sup>. Cela se caractérise par l'usage - réel ou potentiel - de la violence en matière entrepreneuriale par des « agences » - soit de type étatique-illégal (services de la police d'Etat et forces de sécurité agissant comme des entrepreneurs privés) et/ou non étatique légal (compagnies de protection privée) et/ou privé-illégal (crime organisé et groupes de bandits)<sup>635</sup> -, afin d'assurer le maintien de certaines conditions « institutionnelles » des activités marchandes : la sécurité, l'application de contrats, le

---

633 Voir : VOLKOV, Vadim. « Les entreprises de violence dans la Russie Post-communiste ». Politix. Vol 13, n° 49, 2000. p. 57. Disponible sur : [http://www.persee.fr/doc/polix\\_0295-2319\\_2000\\_num\\_13\\_49\\_1074](http://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_2000_num_13_49_1074) (consulté le 20 avril 2017).

634« Néanmoins, d'un point de vue analytique, ce type de racket devrait être distingué de la simple extorsion. Cette dernière manque de régularité qui est le propre d'une organisation plus large, au nom de laquelle l'argent est collecté, et qui prétend offrir en échange des services, réels ou imaginaires. C'est en 1987-1988 que les pratiques d'extorsion se sont développées et se sont converties en une forme régulière de racket en échange de protection, au moment de l'essor du mouvement coopératif, premier effet de la libéralisation économique ». Voir Volkov, op. cit. p. 58.

635Volkov, ibidem.

règlement des conflits et la garantie des transactions. Ainsi, les « entrepreneurs de la violence » sont, notamment composés par des membres de services spéciaux soviétiques démobilisés - les anciens cadres du KGB<sup>636</sup> et du MVD<sup>637</sup> - , ce qui leur a donné tout un savoir-faire acquis dans l'armée pour ainsi se convertir à des « professionnels de la force » à la frontière entre l'économie légale et illégale.

En Amérique latine, les organisations de type mafieux se propagent, notamment à partir des années 2000 dans une « zone grise » alimentée par une dynamique de cause-conséquence : dans un premier temps, la « fragmentation » et/ou « délégation » du monopole étatique de la violence dans certaines régions incite la prise en main de cette violence par d'autres groupes ; ensuite, la tutelle de la violence permet à ces groupes locaux de mettre en place une vraie « industrie de la protection » qui devient un outil-clé de l'exercice du pouvoir et de l'accumulation des capitaux. Cette appropriation de la violence en tant que marqueur de l'exercice du pouvoir<sup>638</sup> pose des problèmes au moment de dresser des frontières entre légalité, illégalité, légitimité et illégitimité. C'est pourquoi le concept de « zone grise » est assez fonctionnel pour la compréhension des organisations de type mafieux. Les frontières poreuses entre politique, police et crime et les relations qu'entretiennent ces trois types d'acteurs entre eux sont ancrées dans un contexte sécuritaire d'importante conflictualité où le maniement de la violence, en visant le « marché de la protection illégale »<sup>639</sup> est considérée comme le seul moyen d'asseoir leur souveraineté, son pouvoir, sa richesse et à plus long terme, sa légitimité vis-à-vis des populations locales.

---

636 Sigle du russe « Komitet gossoudarstvennoï bezopasnosti », soit le « Comité pour la Sécurité de l'État ». Le KGB est le principal service de renseignement de l'URSS post-stalinienne. Il avait également la fonction de police politique.

637 Sigle du russe « Ministerstvo Vnoutrennikh Del ». Après leur victoire lors de la Révolution d'Octobre, les bolcheviks démantelèrent les forces de police tsaristes pour constituer une milice prolétarienne d'ouvriers et de paysans sous le contrôle du NKVD. En mars 1946, le NKVD est rebaptisé MVD. Cette modification s'accompagne d'un changement de terminologie concernant les Commissaires du Peuple (NK) qui deviennent alors des ministres (M). Dans le même temps, le NKGB devient le MGB. Ce ministère assure la fonction de police secrète après la fusion du MGB dans le MVD en mars 1953, mesure prise par Beria dans la réorganisation des institutions qui suit la mort de Staline. Mais la chute de Beria la même année provoqua une nouvelle séparation des services : le MVD conserva le contrôle de la « sécurité intérieure » (fonctions de police) tandis que le nouveau KGB prenait en charge la « sécurité de l'État » (fonctions de police secrète).

638 Toutefois, comme le rappelle Hannah Arendt, une frontière doit être posée entre violence et pouvoir, entre exercice de la violence et légitimité de ce dernier. Comme l'explique la célèbre philosophe, le pouvoir n'a de réalité que s'il est collectivement consenti : « Le pouvoir correspond à l'aptitude de l'homme à agir, et à agir de façon concertée. Le pouvoir n'est jamais une propriété individuelle ; il appartient à un groupe et continue à lui appartenir aussi longtemps que ce groupe n'est pas divisé. Lorsque nous déclarons que quelqu'un est 'au pouvoir', nous entendons par là qu'il a reçu, d'un certain nombre de personnes, le pouvoir d'agir en leur nom ». Voir ARENDT, Hannah. *Du mensonge à la violence*. Paris : Presses Pocket, coll. Agora, 1972, p. 143-147.

639 La protection illégale englobe une série d'activités qui impliquent la coercition d'un agent autre que l'État - généralement des organisations criminelles et violentes appelées mafias. Bien que la mafia puisse extorquer un large éventail d'acteurs, il y aura généralement une plus grande demande de protection illégale (ou une plus grande vulnérabilité à l'extorsion) parmi les citoyens sans accès au système judiciaire. Si l'État de droit est faible, le risque de l'apparition de marchés de protection illégale est très élevé. Ces dernières années, la protection illégale est devenue un problème endémique au Mexique: l'incidence du crime d'extorsion a presque triplé entre 2004 et 2010. Voir : GUTIERREZ, Eduardo Guerrero. « *Violencia y Mafias* ». Nexos, Mexico :1/09/2011. Disponible sur : <https://www.nexos.com.mx/?p=14469> (consulté le 25 avril 2017).

En effet, la volonté de légitimation se trouve au cœur des stratégies développées par ces groupes.

Au Mexique, au début de l'année 2013 notamment, apparaissent les premiers « mouvements d'autodéfense », notamment au sein de l'Etat du Michoacán qui, plus tard, se sont reconvertis dans des groupes à caractéristiques davantage mafieuses. Ces « mouvements » émergent lorsque plusieurs habitants des municipalités de Tepalcatepec, La Ruana et Buenavista Tomatlán ont décidé de prendre les armes pour combattre le crime organisé face à l'incapacité de l'État d'apporter la « sécurité » aux citoyens de ces zones enclavées. Ce phénomène a été le résultat direct, d'un côté, de la montée en puissance du cartel de la drogue connu sous le nom de « Caballeros Templarios »<sup>640</sup> et, de l'autre côté, des échecs de la politique sécuritaire de Felipe Calderón dans la lutte contre ces derniers<sup>641</sup>. Ce phénomène apparaît comme un mouvement d'« auto-défense » communautaire, connu également sous le concept plus théorique de « vigilantisme »<sup>642</sup>, une pratique faisant de plus en plus l'objet

---

640L'organisation des Caballeros Templarios naît de la division et des désaccords internes au cartel de la « Familia Michoacana. La Familia Michoacana a été formée par des membres d'autres organisations criminelles telles que Los Zetas et le Cartel du Golfe. Le 9 mars 2011, Servando Gómez et Enrique Plancarte, anciens leaders de la Familia Michoacana, annoncent la création de leur nouvelle organisation en même temps que des dizaines d'affiches sont déposées dans les municipalités de Morelia, Apatzingán, Zitácuaro et Lázaro Cardenas contenant le message suivant : « A toute la société du Michoacán: nous vous informons qu'à partir d'aujourd'hui nous mènerons ici les activités, altruistes que réalisaient auparavant les membres de la Familia Michoacana pour répondre à toute situation menaçant l'intégrité des habitants du Michoacán, notre engagement envers la société sera de maintenir l'ordre et éviter les vols, enlèvements et mettre fin aux interventions d'organisations rivales. Bien à vous, « Les Caballeros Templarios ». D'après Pansters, ce message nous montre « comment les Caballeros Templarios affichent leur volonté de mener une mission similaire à celle de la Familia Michoacana, une mission de protection de la population de l'Etat du Michoacán. Toutefois, l'usage de la violence, déjà présent avec le cartel de la Familia Michoacana se retrouve exacerbé avec l'expansion du cartel des Caballeros Templarios. Ainsi, le cartel des Caballeros Templarios renforce la souveraineté criminelle construite par la Familia Michoacana en s'imposant comme un gouvernement parallèle, contrôlant le niveau de sécurité, l'économie et la vie politique de l'Etat. Avec cette nouvelle organisation criminelle s'engage une véritable institutionnalisation du crime organisé. En effet, la guerre contre le narcotrafic force les organisations criminelles à diversifier leurs activités. Cette levée d'un « impôt » nous montre le contrôle exercé par le cartel sur la vie des habitants des municipalités où ce dernier était présent, un contrôle également exercé via des « lois », celles du « Code Templier ». Ce code, inspiré d'une interprétation dure des préceptes de la religion catholique, mentionne notamment l'interdiction de consommer de la drogue et de l'alcool. S'intégrant dans un discours quasiment messianique, il entend donner des bases morales à la souveraineté criminelle exercée par le cartel. Ainsi, le cartel des Caballeros Templarios exerce à l'aube de l'année 2013 une autorité supérieure à celle de l'Etat, particulièrement dans les zones de Tierra Caliente, Sierra Madre del Sur et la zone côtière du Michoacán. Mais au-delà d'un gouvernement parallèle, ce cartel en vient à infiltrer les plus hautes instances du gouvernement régional. En 2011, le cartel participe à l'élection de Fausto Vallejo, candidat du PRI, comme gouverneur de l'Etat, dans une action qui scelle pour Guillermo Valdés Castellano, la « capture » de l'Etat du Michoacán par le crime organisé. Cette théorie d'une capture de l'Etat par le cartel des Caballeros Templarios, une privatisation de la totalité des pouvoirs publics par l'organisation criminelle, est en effet valide au vu des éléments présentés précédemment ». Voir : PANSTERS W.G., « “We had to pay to live !” : Competing sovereignties in violent Mexico », *Conflict and Society*, Vol. 2, 2015, pp.144-164.

641Le 11 décembre 2006, dix jours après avoir été élu Président de la République Fédérale du Mexique, Felipe Calderón lance au sein de l'Etat de Michoacán d'où il est originaire l'« Opération Conjunta Michoacán ». Cette opération, symbole de la guerre contre le narcotrafic menée par le Président au cours de son mandat, se solde cependant par un nouvel échec de l'Etat fédéral au Michoacán. Durant les six ans du mandat de Felipe Calderón, les plaintes reçues par la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) contre les forces fédérales sont révélatrices de l'opposition de la population à une intervention qu'elle juge inadaptée à ses besoins. C'est dans ce contexte que les « Caballeros Templarios » émergent. Voir : Proceso, « Represión, abusos, desapariciones, ... », Mexico : 24/05/2008. Disponible sur : <http://www.proceso.com.mx/90250/represion-abusos-desapariciones> (consulté le 18 avril 2017).

642Voir : LE COUR GRANDMAISON R., « Vigilar y limpiar identificación et auto-justice dans le Michoacán, Mexico », *Politix*, No. 115, 2016, pp. 103-125 ; PANSTERS W.G., « “We had to pay to live !” Competing



d'investigations au cours de ces dernières années dans le domaine des sciences politiques. Ce concept révèle, dans le cas du Michoacán, un processus complexe d'appropriation de la violence s'inscrivant dans un contexte historique de relations doubles avec l'Etat. Le sud de l'état du Michoacán où ces groupes ont émergé est marqué par une culture « ranchera »<sup>643</sup> intimement liée avec le développement de l'économie illégale locale<sup>644</sup>, caractérisée notamment par la production d'amapola et de marijuana. Ainsi, cette culture *ranchera* aurait créé les fondations d'une souveraineté sociale forte ne pouvant être comprise qu'en observant le contrôle exercé par les *rancheros* et les caciques sur les ressources économiques et les moyens de la violence au sein du Michoacán<sup>645</sup>. Ces mouvements naissent donc, en partie, de la volonté de protéger les membres les plus vulnérables de leurs communautés, spécialement femmes et enfants, contre la violence croissante des cartels mexicains (viols, séquestrations, etc). Ces derniers se sont imposés sur la scène criminelle régionale suite à la disparition dans les années 1990 des cartels colombiens de Cali et Medellín. Les cartels mexicains ont également profité de l'effondrement, en 2000, du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui a gouverné avec autorité le Mexique sans interruption durant sept décennies. La démocratisation du régime a entraîné la multiplication des interlocuteurs institutionnels et, du même coup, la multiplication des groupes mafieux évoluant désormais dans un système où l'offre de corruption s'est élargie dans la mesure où s'élargissait la demande de « protection » à cause de l'explosion de la violence. Cela renforce le sentiment de méfiance de la population

---

sovereignties in violent Mexico », *Conflict and Society*, Vol. 2, 2015, pp.144-164. ; MALDONADO ARANDA S., *Los márgenes del Estado mexicano. Territorios ilegales, desarrollo y violencia en Michoacán*, Zamora : El Colegio de Michoacán, 2010 ; GUERRA MANZO E., « Las autodefensas de Michoacán: Movimiento social, paramilitarismo y neocaciquismo », *Política y Cultura*, No. 44, 2015, pp. 7-31.

643Les *rancheros* accordent souvent une plus grande importance aux attachements communautaires et familiaux très marqués par le catholicisme populaire et une méfiance historique vis-à-vis des institutions publiques. Ces derniers se perçoivent comme vivant en marge de l'Etat et comme étant victimes de ce dernier et souffrant partiellement de ses lois et de la violence imposée par les fréquents raids de la police et de l'armée dans le territoire du Michoacán ». Voir : MALDONADO ARANDA S., « Stories of drug trafficking in rural Mexico : Territories, Drugs and Cartels in Michoacán », *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, No. 94, 2013, pp. 43-66.

644Le désengagement de l'Etat par le biais de la décentralisation opérée par les réformes de l'article 115 de la constitution mexicaine entre 1983 et 1999 pose alors la question des conséquences d'une dévolution des responsabilités sociales et économiques à des institutions évoluant dans un système politique local marqué par la corruption et les pratiques clientélistes. En se présentant comme les premiers interlocuteurs dans le cadre de l'ouverture de l'économie locale envers les marchés internationaux, les leaders politiques locaux ont aussi acquis un rôle de premier plan dans le secteur de l'économie parallèle. Profitant du développement de cette économie parallèle qui accompagne l'ouverture de l'économie agricole locale envers les marchés internationaux, les leaders économiques et politiques agissent comme des agents de liaison entre économie légale et illégale, favorisant le développement des pratiques du blanchiment d'argent des trafiquants de drogue opérant dans la région. Voir : NIETO, Nubia. « Corruption, Decentralisation and Caciquismo in Mexico in the last decade », *Sud Historia*, No. 3, 2011. pp. 102-120. Disponible sur : <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/3820393.pdf> (consulté le 30 avril 2017).

645Le caciquisme s'est en effet vu renforcé au sein de l'Etat du Michoacán à la fin des années 1990. Ces leaders politiques régionaux sont également ceux ayant le plus bénéficié du boom agricole de la région à partir des années 1960-1970 en se positionnant comme interlocuteur principal des capitaux étrangers dans la région. Voir : OLMOS J. G., *Batallas de Michoacán: Autodefensas, el proyecto colombiano de Peña Nieto*, Mexique : Editions Proceso, 2015.

locale vis-à-vis des institutions publiques de l'État central mexicain, en renforçant leurs liens avec des mécanismes de contrôle politique et social propres aux groupes d'autodéfense.

En effet, dans les premiers mois d'existence de ces mouvements qui libéraient une à une les municipalités du sud du Michoacán du cartel des « Caballeros Templarios », les membres des autodéfenses sont perçus comme des sauveurs, venant redonner aux habitants de ces territoires leur liberté. Or, si ces groupes ont globalement été soutenus par une population ne tolérant plus les règles de vie leur étant imposées par les *Caballeros Templarios*, leurs pratiques, elles, étaient aussi particulièrement violentes. Motivés par un esprit de vengeance et de « justice privée » les groupes d'autodéfense ont rapidement adopté un *modus operandi* similaire à celui des cartels, posant ainsi la question de leur infiltration le crime même qu'ils entendaient combattre. Ainsi, face à la médiatisation de l'explosion de la violence au sein du Michoacán avec la multiplication d'acteurs qui se disputaient le contrôle du territoire à l'échelle internationale, le Président mexicain Enrique Peña Nieto a créé en janvier 2014 la Commission pour la Sécurité et le Développement Intégral du Michoacán (CSDIM).

Par le biais de la création de cette commission le gouvernement fédéral espérait « institutionnaliser » les groupes d'autodéfense afin de récupérer le contrôle sur le territoire du Michoacán. Cette institutionnalisation a finalement pris forme le 10 mai 2014 avec la création d'une « Fuerza Rural Estatal »<sup>646</sup> à laquelle sont appelés à s'intégrer les membres des groupes d'autodéfense. Le gouvernement fédéral s'est donc tourné vers une stratégie d'opposition entre autodéfense « légale » et autodéfense refusant l'institutionnalisation et continuant leurs activités hors du cadre légal. Par conséquent, les années 2014 et 2015, marquées par la division au sein de ces groupes ont été révélatrices d'un conflit triple et complexe, mêlant les intérêts de trois types d'acteurs et de « souverainetés » parfois en compétition, parfois en complicité les unes avec les autres : l'Etat, les groupes d'autodéfense et le crime organisé.

Finalement, en février 2016, les autorités fédérales mexicaines annoncent la « disparition »<sup>647</sup> du mouvement des groupes d'autodéfense. Toutefois, la souveraineté criminelle présente au sein de l'Etat à l'aube de l'émergence des groupes d'autodéfense

---

646« [...] L'État se renforce et aujourd'hui vos communautés seront plus tranquilles. Vous serez un exemple pour d'autres communautés. Veillez et protégez vos vies ainsi que la confiance de votre population. Nous sommes en train de démontrer au Michoacán, au Mexique et à beaucoup d'autres endroits du monde que nous sommes plus grands que nos problèmes et que nous, les citoyens et le gouvernement nous sommes plus forts quand nous travaillons de manière unie comme l'ont dit le Président de la République et le Ministre de l'Intérieur. [...] Aujourd'hui l'Etat c'est vous..» (tda). Voir : Discours d'Alfredo Castillo, Tepalcatepec, 10 mai 2014. Disponible sur [http://multimedia.eluniversal.com.mx/n\\_audios/html/audio33497.html](http://multimedia.eluniversal.com.mx/n_audios/html/audio33497.html) (consulté le 2 mai 2017).

647Au lieu de « disparition » - ce qui arrive difficilement lorsque ils adoptent des caractéristiques mafieuses - ces groupes sont passés plutôt par des reconfigurations dans leur *modus operandi*.

existe toujours, les membres du crime organisé étant parvenus à intégrer une partie de ces groupes. Une autre partie s'est reconvertie en « organisations davantage/plus mafieuses » au sein desquelles resurgissent des logiques de factions dont certaines allient comportements clientélistes, négociations ambiguës avec l'Etat et promotion d'intérêts mafieux liés au crime organisé, alliant donc codes du caciquisme classique avec de nouvelles formes de caciquisme<sup>648</sup>.

En Colombie, depuis les années 2006, parallèlement au processus de démobilisation des paramilitaires issus des « Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) », apparaissent les « Bandes criminelles émergentes », souvent appelées « Bacrim ». Le phénomène paramilitaire en Colombie concerne particulièrement l'action de certains groupes armés d'extrême-droite financés par l'État dans la lutte contre les « guérillas » de gauche (FARC, ELN, EPL). Les « Bacrim », à leur tour, sont le résultat des déficiences dans ce processus de démobilisation, qui n'a pas réussi à démanteler complètement les blocs paramilitaires, leurs réseaux criminels, ni leurs sources de financements et différents soutiens. Ainsi, se retrouvent, à la tête de ces groupes notamment d'anciens combattants de l'AUC qui n'ont pas voulu rendre les armes. Ainsi, des membres non-démobilisés et certains membres démobilisés et amnistiés se sont réorganisés en recrutant de jeunes civils, d'anciens guérilleros et perpétuent aujourd'hui l'activité des paramilitaires, la diversifient en réseaux davantage mafieux.

Les groupes identifiés comme Bacrim sont connus dans chaque localité contrôlée par des dénominations spécifiques : « Aguilas Negras », « Autodefensas Gaitanistas de Colombie », « Banda Criminal d'Uraba », « Los Urabeños », « Los Machos », « Los Paisas », « Renacer », « Nueva Generación », « Los Rastrojos », « l'Armée antiterroriste révolutionnaire populaire de Colombie (ERPAC) », « Cordillère », « Cacique Pipinta », « Grupo de Martin Llanos », « Los Nevados », « La Oficina de Envigado », entre autres moins connues<sup>649</sup>. Certains travaillent en étroite collaboration et certains sont des rivaux. Étant donné que tous ces groupes sont composés d'anciens membres de l'AUC - à l'exception de Los Rastrojos, issus de l'aile militaire du Cartel Norte de Valle - certains auteurs s'interrogent sur la pertinence d'appeler ces groupes « Bacrim »<sup>650</sup>. En 2008, les Bacrim étaient présentes dans 259 municipalités en

---

648 Voir Guerra Manzo, *op. cit.*, pp. 7-31.

649 Voir : « Mapping Militant organizations : Bandas criminales ». California : Stanford University, 28/08/2015. Disponible sur : <http://web.stanford.edu/group/mappingmilitants/cgi-bin/groups/view/607> (consulté le 10 mai 2017).

650 Ces groupes ont été nommés de différentes manières. D'un côté, la police, l'armée et les services de renseignement de l'État les qualifient de « bandes criminelles émergentes », de l'autre, les secteurs politiques et la société civile les considèrent comme la semence possible d'un « paramilitarisme de troisième génération » ou « néo-

Colombie. En 2010, elles se sont répandues, étendant leur présence à 360 municipalités et opérant, ainsi, dans plus de 75% du pays. Parmi les factions, « Los Rastrojos » étaient présentes dans 207 municipalités, Los Urabeños en 181 et Aguilas Negras en 88.

Les « Bacrim » sont donc le résultat à la fois des continuités et des reconfigurations propres au phénomène paramilitaire et à la privatisation de la violence en Colombie<sup>651</sup>. Le développement initial du paramilitarisme se situe entre les années 60 et 80, période durant laquelle la légitimité, la constitutionnalité et la légalité de la stratégie paramilitaire sont défendues publiquement. Une partie importante des documents légaux liant l'État à la branche para-institutionnelle en formation datent de cette période. C'est le cas du décret 3398/1965<sup>652</sup> qui visait à organiser la « défense nationale ». On y stipulait l'autorisation accordée au Ministère de la Guerre à « armer des groupes de civils avec un matériel normalement réservé aux forces armées ». Durant cette première phase, le paramilitarisme est présent dans diverses régions de la Colombie sous forme de groupes fragmentés répondant à des dynamiques des acteurs politiques et criminels locaux. Les moyens militaires dont disposent ces groupes dépendent fortement du financement à la fois de l'État colombien et des élites politiques traditionnelles et des cartels de narcotrafiquants.

Salvatore Mancuso, un haut commandant de l'ex-AUC affirme que « we were born to be informants for the institutions of the state ». Le capitaine Gilberto Cárdenas, ancien directeur de SIJIN à Urabá, explique que « Les paramilitaires ont été créés par le gouvernement colombien lui-même pour faire le 'sale boulot' (...) afin de tuer tous les individus qui, selon l'État et la police, sont des 'guérilleros'. Mais pour ce faire, ils (le gouvernement) ont dû créer des groupes illégaux afin que personne ne soupçonne (...) des membres de l'armée et de la police qui patrouillent même côte à côte avec les paramilitaires »<sup>653</sup>. Ces déclarations démontrent que ces groupes

---

paramilitaire ». Voir : SERRANO, Yeny. Nommer le conflit armé et ses acteurs en Colombie : Communication ou information médiatique ?. Paris : l'Harmattan, 2012. ; HUMAN RIGHTS WATCH, Herederos de los paramilitares : La nueva cara de la violencia en Colombia, New York : février 2010. Disponible sur : <https://www.hrw.org/es/report/2010/02/03/herederos-de-los-paramilitares/la-nueva-cara-de-la-violencia-en-colombia> (consulté le 10 mai 2017).

651 Voir : LÓPEZ GRAJALES, Jacobo. « Gouverner dans la violence : le paramilitarisme en Colombie ». Paris : Éditions Khartala, 2016.

652 En 1976, les enthousiastes de ce décret affirmaient dans la revue des Forces Armées que « si une guerre circonscrite et non conventionnelle entraîne trop de risques, les techniques paramilitaires sont une force sûre, utile et nécessaire aux objectifs politiques ». Ce décret est ratifié en 1968 et ne sera déclaré inconstitutionnel par la Cour suprême qu'en 1989. Voir l'article de OSPINA, Hernando Calvo, « Les paramilitaires au coeur du terrorisme d'État colombien », Le Monde Diplomatique : Avril 2003. Disponible sur : [http://www.monde-diplomatique.fr/2003/04/CALVO\\_OSPINA/10081](http://www.monde-diplomatique.fr/2003/04/CALVO_OSPINA/10081) (consulté le 15 mai 2017).

653 « The paramilitaires were created by the Colombian government itself to do the dirty work (...) in order to kill all individuals who, according to the state and police, are guerrillas. But in order to do that, they (the government) had to create illegal groups so that no one would suspect (...) members of the army and the police even

agissaient alors comme des forces supplétives de l'armée qui peu à peu ont pris la forme d'un vrai projet politique, militaire, social et économique qui s'est appliqué à l'ensemble du territoire national via notamment la création des AUC en 1997.

De manière plus générale, pour comprendre le phénomène paramilitaire, ses structures et son fonctionnement, Leight Payne adopta le concept de « uncivil movements ». Payne considère les mouvements incivils de tout groupe qui utilise une action politique de caractère incivil de façon extrêmement violente pour promouvoir des politiques d'exclusion, autrement dit, éliminer, intimider et réduire au silence leurs adversaires politiques. Une des caractéristiques très particulière et récurrente dans les mouvements incivils sont donc leurs relations privilégiées avec l'État. Dans la même lignée, selon Jasmin Hristov,

« ces expressions de paramilitarisme ont souvent été dissimulées qualifiant les auteurs d'agences de sécurité privées, d'associations de sécurité communautaire, de groupes d'autodéfense et de groupes criminels. Néanmoins, indépendamment de l'étiquette utilisée, tous ont un élément commun, caractéristique essentielle du phénomène paramilitaire: le recours à la violence pour promouvoir les intérêts économiques d'un secteur particulier de la société avec la tolérance ou le soutien de l'État »<sup>654</sup>.

Les paramilitaires avaient à la fois une dimension idéologico-militaire – à travers les AUC financées par l'État colombien dans le combat contre des guérillas d'extrême gauche et ceux qu'ils considéraient comme leurs partisans et, également, une dimension politico-économique – à travers leurs complicités avec la politique et son implication directe dans le narcotrafic. Les Bacrim, leurs héritiers, en revanche, n'ont pas nécessairement cette facette « idéologico-militaire » claire, même si certains d'eux tirent profit d'un discours « contre-insurrectionnel » douteux en cherchant à se légitimer vis-à-vis des « nostalgiques » des AUC. Les stratégies mafieuses des Bacrim se dirigent, notamment vers le contrôle territorial du marché criminel avec la production de la cocaïne, la contrebande et, aussi avec la protection privée à travers le monopole de la violence par des extorsions vis-à-vis les populations locales et les commerçants, des menaces, des assassinats ciblés, des disparitions et des déplacements

---

patrol side by side with the paramilitaries ». Voir HRISTOV, Jasmin. *Blood & Capital : the paramilitarization of Colombia*. Ohio University : Center for International Studies, 2009. p., 58.

654« these expressions of paramilitarism have often been covered up by calling the perpetrators private security firms, community security associations, self-defense groups, and criminal bands. Nevertheless, regardless of the label used, all have one element in common, which is a key characteristic of the phenomenon of paramilitarism: the use of violence to advance the economic interests of a particular sector of society with the tolerance or support of the state ». (tda.). Voir Hristov, *op. cit.*, p. 60.

forcés. Leurs membres se servent de leurs liens historiques privilégiés avec des élites politiques et des fonctionnaires publics afin de protéger les intérêts commerciaux du groupe. Ainsi, bien que le gouvernement colombien condamne ces groupes, ils s'appuient sur ces « affinités » au sein des pouvoirs politiques locaux pour assurer l'impunité de leurs affaires criminelles. Cet équilibre s'établit grâce à la corruption et aux pots-de-vin versés à la police, à l'armée, aux membres du conseil municipal et aux maires des municipalités contrôlées. Plus de 200 enquêtes anticorruption sur des responsables colombiens ont été ouvertes quant à leurs implications avec les BACRIM<sup>655</sup>.

### **7.2.3. Les origines des organisations à caractéristiques mafieuses<sup>656</sup> au sein des polices à BA et RJ : les « Escadrons » bonaerenses et les « Milices » cariocas**

Vers la fin des années 90 début des années 2000, de nouveaux phénomènes émergent au sein des polices *bonaerense* et *carioca* avec des conformations, des modes de fonctionnement et des intérêts assez innovants. C'est le cas des « Escadrons »<sup>657</sup> à BA et des « Milices »<sup>658</sup> à RJ. Les deux phénomènes, tant à BA qu'à RJ, au début niés ou considérés comme des cas exceptionnels par l'institution policière elle-même, le pouvoir politique et le pouvoir judiciaire, se sont révélés par la suite fonctionner sur des modes opérandi récurrents.

---

655 Il existe de nombreuses plaintes concernant la tolérance et, dans certains cas, la coopération qui existe encore entre certaines forces de sécurité de l'État et les BRACRIM. Compte tenu de la persistance du conflit avec les guérillas des FARC et de l'ELN, il existe toujours une possibilité de reprise des pactes locaux ou, au moins, d'attitudes passives de la part des autorités face à ces phénomènes criminels et à la coercition de la société civile. Voir : Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación. *Disidentes, rearmados y emergentes: ¿bandas criminales o tercera generación paramilitar?*. Colômbia : agosto 2007. Disponible sur : <http://repository.oim.org.co/handle/20.500.11788/73> (consulté le 16 mai 2017).

656 Désormais "OCM" sur le corps du texte.

657 Le terme « Escadrons » a été développé par la CORREPI, mais à notre avis, il est conceptuellement erroné, étant donné qu'il n'est pas neutre : les « escadrons de la mort » comme nous l'avons vu auparavant étaient des groupes auxiliaires de l'armée dans la mise en place des pratiques arbitraires et de répression politique lors des dictatures militaires ou guerres civiles sur le continent latino-américain depuis les années 60. Même s'il gardent des caractéristiques autoritaires similaires, ces nouvelles organisations appelées « escadrons » à Buenos Aires se montrent davantage « mafieuses » dans leurs pratiques. C'est pourquoi, nous préférons les définir ici en tant qu'« organisations à caractéristiques mafieuses ».

658 Le terme « Milices » a été développé par la presse brésilienne et n'est pas neutre non plus. « Milices » signifie, étymologiquement, la qualité, la condition ou l'état de guerriers d'un certain groupe d'individus qui s'organisent pour mettre fin aux situations de menace envers la sécurité publique. Le terme est d'origine latine et dans la Rome antique, il désignait les troupes militaires auxiliaires non régulières (ou les organisations civiques de défense publique) qui pourraient être sollicitées par l'État dans les situations d'urgence. Il est donc évident que ce terme ne traduit pas la complexité « mafieuse » du phénomène à Rio de Janeiro.

À BA, l'existence d' « escadrons » spécialisés dans l'élimination systématique de jeunes pauvres par le biais de la mise en place d' « agences de sécurité privée » sur les territoires d'action, a été niée jusqu'à la fin 2001. Puis, grâce à des témoignages clés de certains journalistes – notamment, Cristian Alarcón<sup>659</sup> et Ricardo Ragendorfer – et des enquêtes menées dans le *conurbano* par le CORREPI, les pratiques mafieuses de ces organisations ont fait surface. Carmen Verdu, présidente de la CORREPI raconte la méthode utilisée pour pouvoir réaliser une traçabilité de ces groupes :

« En l'occurrence, en 2000 et 2001 nous avons détecté environ une demie douzaine de jeunes garçons dans un même quartier de la zone nord, dans des *villas* de Don Torcuato, tous liés par des liens familiaux ou informels, c'est-à-dire que A était le cousin de B, B allait dans le même collège ou lycée que C, et C était le copain de la sœur de D, c'est-à-dire qu'ils se connaissaient tous et qu'ils ont tous été exécutés par le même groupe de policiers agissant de concert. L'escadron de la mort organisé, avec une structure hiérarchisée, avec des policiers à la tête d'un groupe et en charge d'un quartier spécifique où ils établissent leurs listes d'objectifs à exécuter, c'est la version élaborée d'une pratique vieille de plus de 80 ans en Argentine. C'est le policier qui sait qu'il peut tuer un *pibe chorro*<sup>660</sup> impunément et qu'il sera soutenu par une bonne tranche de la population pour qui ce n'est qu'un criminel de moins. C'est pour cela que nous retrouvons environ 90% des victimes en suivant les journaux, – nous ne recherchons pas des titres qui parlent de fusillades, de gâchette facile ou d'exécutions, nous nous intéressons plutôt à des termes comme 'abattu' ou 'lourd casier judiciaire'... nous recherchons ce genre d'expressions parce que nous savons que c'est comme cela que nous pouvons les retrouver. Parce qu'il est toujours question de légitime défense, parce qu'il s'agit toujours de policiers courageux qui se sont défendus face à une bande de voleurs féroces... sauf que le voleur féroce avait 14 ans et qu'on lui a tiré quatre fois dans le dos. »<sup>661</sup>

---

659Cristian Alarcón a écrit une série d'articles sur ces groupes dans le journal « Pagina 12 » et, ensuite, a publié « Cuando me muera quiere que toquen cumbia », livre devenu une référence majeure sur cette thématique. Voir ALARCÓN, Cristian. « Cuando me muera quiere que toquen cumbia : vidas de pibes chorros ». Buenos Aires : Editorial Norma, 2012.

660En Argentine, « pibe chorro » est une expression dépréciative pour faire référence à des des jeunes garçons issus des communautés pauvres, quelque-uns liés avec le crime.

661« por ejemplo, en el año 2000 y 2001 nosotros detectamos alrededor de media docena de chicos en el mismo barrio en zona norte en unas villas de Don Torcuato, todos vinculados entre si, o sea, A era primo de B, B iba a la escuela con C, C estaba de novio con la hermana de D, o sea, todos se conocían entre si, todos fusilados por la policía y por el mismo grupo de policías, también cruzados. El escuadrón de la muerte organizado, sistematizado con estructura jerárquica, con policías dirigiendo un grupo de tipos y ocupándose específicamente de un barrio, donde hacen su lista es como el escalón superior del gatillo fácil cotidiano que tiene más de ochenta años en la Argentina. Que es el policía que sabe que al pibito chorro lo puede matar impunemente y que se lo mata además hay un buen porcentaje de la sociedad que va a decir uno menos. Y que por eso aparecen un 90% cuando nosotros rastreamos a los medios, los diarios para sacar datos, - nosotros no buscamos portadas que dicen fusilamientos o gatillo fácil o ejecución, nosotros buscamos abatido, frondoso prontuario...ese tipo de expresiones de búsquedas usamos, porque sabemos que es así que los encontramos. Porque todos son legitima defensa, porque los buenos policías se defendieron de una banda de feroces ladrones...y el feroz ladrón tenia 14 años y cuatro tiros en la espalda »(tda.). Entretien avec Carmon Verdú, avocate de plusieurs victimes des « escadrons », membre fondateur de la CORREPI et militante des Droits de l'homme à Buenos Aires le 01/03/2015.

Un rapport a été formulé par le Procureur général *bonaerense* et a été présenté devant la Cour suprême de justice dans lequel il était indiqué avec précision qu'entre 1999 et 2000, soixante garçons avaient été tués dans des « affrontements suspects » avec la police et que beaucoup d'entre eux avaient porté plainte pour avoir subi des tortures, des mauvais traitements, et des menaces avant d'être éliminés<sup>662</sup>. Ces dénonciations avaient été déposées dans les mêmes commissariats dans lesquels étaient rattachés les policiers impliqués. Outre ces activités liées au « marché de la protection illégale », ces groupes géraient également un éventail énorme d'activités licites et illicites par le biais de la formation de « bandes mixtes » avec des délinquants ou à travers des « péages » collectés régulièrement auprès des commerçants et des travailleurs des régions contrôlées.

À RJ, à partir des années 2000, le gouvernement de l'État et la mairie de Rio de Janeiro, en voulant éviter l'expansion du trafic de drogue et, également, à la demande de la population la plus aisée, ont soutenu la mise en place d'innombrables opérations sécuritaires militarisées à grande échelle dans plusieurs communautés pauvres, notamment de la zone sud et nord de la ville. Parallèlement, certains groupes de policiers, connus par la suite comme « milices », se sont répandus, notamment dans la zone ouest de RJ, en prêchant un discours d'« ordre » très proche de celui du « vigilantisme ». Ils se présentaient alors comme un groupe de policiers issus de la région et avec la volonté de défendre leur communauté d'une menace extérieure, à savoir les trafiquants de drogues. Dès lors, ces groupes ont été initialement perçus positivement – par les populations locales et par le pouvoir politique - comme de l'« auto-défense communautaire », terme employé, par exemple, par César Maia, l'ex-maire de Rio de Janeiro<sup>663</sup>. Il y avait très peu de personnes à cette époque qui étaient méfiantes et qui mettaient en avant un basculement « mafieux » possible de ces groupes. Marcelo Freixo, député du Parti Socialisme et Liberté était l'un des rares aux côtés de Vera Araújo et Sergio Ramalho, deux journalistes du « Dia ». D'après Freixo,

« Ces groupes surgissent ici, tels qu'ils sont, car la Milice est un processus devenu de plus en plus sophistiqué au cours du temps, mais qui s'enracine dans la brutalité policière, dans un contexte de corruption extrême et de lutte pour le territoire. C'est quelque chose de typique à la police de Rio de Janeiro, à tel point qu'elle naît ici et qu'il faut un certain temps avant qu'elle se diffuse dans d'autres régions du Brésil. Dans les territoires périphériques, particulièrement

---

662 Voir : ALARCON, Cristian. « Caen como moscas » - El informe oficial sobre pibes fusilados ». Argentina Indymedia, 9/04/2003. Disponible sur : <http://argentina.indymedia.org/news/2003/04/98021.php> (consulté le 17 mai 2017).

663 Voir BOTTARI, Elelnice ; RAMALHO, Sérgio. « Milícias avançam pelo corredor do Pan ». O Globo, 10/04/2012. Disponible sur : <http://oglobo.globo.com/rio/milicias-avancam-pelo-corredor-do-pan-2007-4541223> (consulté le 17 mai 2017).



dans la zone Ouest de la ville. Même aujourd'hui, les milices n'existent pas dans la zone Sud. Parce que lorsque vous êtes dans un endroit où il y a un regard plus vigilant qui ressemble de près ou de loin à une 'opinion publique', la Milice se fait discrète. Donc la Milice a toujours prospéré dans ces ghettos, même si son aire d'influence ne se limite pas aux favelas. C'est très clair à partir des années 2000. Ce n'est pas que quelqu'un ait eu l'idée de créer une milice à ce moment-là, il s'agit d'un processus de longue haleine qui met en jeu des questions de contrôle du territoire, de violences policières et de corruption, un ensemble nébuleux dans ces zones périphériques, jusqu'au moment où ces groupes organisés qui exercent une domination territoriale se lancent en politique et parviennent à contrôler des activités économiques qui n'étaient pas dans leur rayon d'action habituel. Et à partir des années 2000 commence à prendre l'aspect actuelle de la Milice. Vers 2004, 2005, on trouve dans les journaux les premiers reportages sur la milice. Surtout des reportages de Vera Araújo du journal O Globo et de Sergio Ramalho, qui est aujourd'hui journaliste à O Globo, mais qui à l'époque travaillait au journal O Dia. Lorsque Vera Araújo a décidé d'écrire sur cette question/ ce sujet, elle n'avait pas de terme précis pour désigner le phénomène, car il n'y avait pas encore un concept précis pour le définir. C'était quelque chose de nouveau, quelque chose que personne n'avait envisagé de la sorte. »<sup>664</sup>.

Le changement de la conception du rôle réel des Milices dans les communautés contrôlées s'est opéré à partir de 2006 à cause de la flambée des communautés contrôlées par les Milices (de 42 à 92 seulement en 2006 et de 170 à 305 de 2008 à 2011) et des plaintes anonymes au sujet de leurs pratiques mafieuses, comme des extorsions (à travers des taxes imposées à la population des territoires contrôlés, concernant la sécurité, l'eau, la lumière, le gaz, la télévision satellite, le transport alternatif), des menaces, tortures, exécutions et disparitions de ceux qui ne suivaient pas leurs règles.

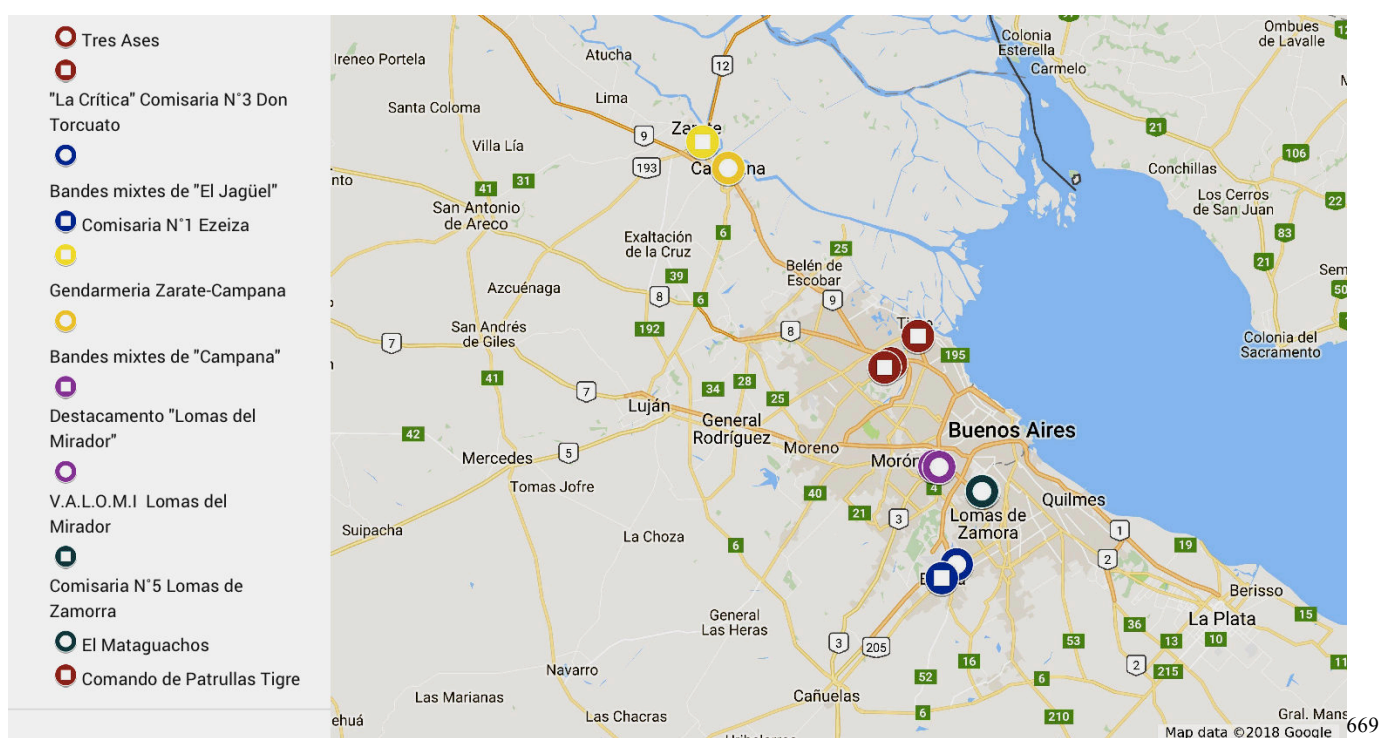
De plus, en mai 2008, ils ont enlevé et torturé trois membres du journal « O Dia

---

664« Esses grupos surgem aqui, da forma que estão, pois na verdade a Milícia é um processo que foi se sofisticando ao longo do tempo, mas tem como raiz a brutalidade policial, um nível altíssimo de corrupção e controle de território. É essa relação típica da polícia do RJ, tanto é que nasce aqui e demora um tempo pra se expandir pra outros lugares do Brasil. Territórios periféricos, zona oeste majoritariamente. Até hoje você não tem essa realidade de milícias na zona sul. Porque onde você tem qualquer olhar mais atento do que possa vir a ser a opinião pública, a Milícia se afasta, né? Então a Milícia sempre se desenvolveu nesses guetos por mais que não fosse exclusiva das favelas. Isso fica muito claro a partir dos anos 2000. Não é que alguém teve uma ideia de criar uma milícia em 2000, isso vem de um processo de domínio de território, de violência policial, de corrupção numa relação muito nebulosa nessas áreas periféricas e que chega um momento que esses grupos mais organizados que dominam esses territórios passam a se candidatar politicamente e passam a dominar outras atividades econômicas que não era comum pra esses grupos. E a partir dos anos 2000, isso começa a ganhar essa configuração que tem hoje de Milícia. Quando a gente chega por volta de 2004, 2005 é quando começam a ter as primeiras matérias nos jornais sobre Milícia. Matérias principalmente da Vera Araújo do jornal O Globo e do Sergio Ramalho, hoje jornalista do Globo mas na época do jornal O Dia. A Vera Araújo quando foi fazer uma matéria sobre isso não sabia como chamava, por que não havia conceito. Era algo novo, era algo que ninguém tinha vislumbrado dessa forma ». (tda.) Entretien avec Marcelo Freixo, député de l'État de Rio de Janeiro, militant des Droits de l'homme et président de la « Commission Parlementaire d'enquête sur les Milices » – CPI des Milices à Rio de Janeiro le 22/08/2013.

» qui faisaient un reportage sur eux dans la communauté du « Batan »<sup>665</sup>. Ainsi, l'intérêt et l'inquiétude croissants pour ce phénomène ont conduit des universitaires, journalistes<sup>666</sup> et militants des droits de l'homme à produire des rapports<sup>667</sup> et des recherches importants sur le sujet<sup>668</sup>. Ces événements mettent en évidence les effets pervers produits par le processus de « privatisation de la sécurité » combiné avec les reconfigurations mafieuses concernant le trinôme historiquement établi entre la police-politique-crime sur ces deux terrains.

## 1) Les « Escadrons » à BA



665 Voir FILHO, Aziz ; LOBATO, Eliane. « Brésil : les favelas sous la loi des milices ». Courrier International, Hebdo n° 920, Istoé – São Paulo : 19/06/2008. Disponible sur : <http://www.courrierinternational.com/article/2008/06/19/les-favelas-sous-la-loi-des-milices> (consulté le 18 mai 2017).

666 Plusieurs reportages sur les « Milices » publiés dans le journal « O Dia » par les journalistes João Antônio Barros de Oliveira et Thiago Prado ont été rassemblés dans le « Dossier Milicia » (« Dossier Milice »). Ce dossier a gagné d'importants prix sur le journalisme d'investigation dans l'Amérique Latine comme le « XXV Prêmio Direitos Humanos de Jornalismo » et le « Premio Nuevo Periodismo ».

667 Le plus important a été le Rapport de la « Commission Parlementaire d'enquête sur les Milices », la « CPI des Milices », premier document officiel à placer le grave phénomène des « Milices » jusqu'alors marginalisé au centre des enjeux sécuritaires brésiliens. Voir : COMISSÃO PARLAMENTAR DE INQUÉRITO (Resolução No 433/2008). Relatório final da Comissão Parlamentar de Inquérito destinada a investigar a ação de Milícias no Âmbito do Estado do Rio de Janeiro, Assembléia Legislativa do Estado do Rio de Janeiro, 2008. Disponible sur : [http://www.nepp-dh.uffj.br/relatorio\\_milicia.pdf](http://www.nepp-dh.uffj.br/relatorio_milicia.pdf)

668 Par exemple, Ignácio Cano, Alba Zaluar, Luiz Eduardo Soares, entre autres.

669 Carte créée par l'auteur sur google maps.

## *La « Critica » y la « Tres Ases » de Don Torcuato*

Dans la localité de Don Torcuato, *conurbano* nord de Buenos Aires, sept cas recensés de « gatillo facil » (considérés par la police *bonaerense* à l'époque en tant que « légitime défense ») avec des éléments-communs - toutes les victimes étaient des garçons pauvres entre 15 et 20 ans qui se connaissaient et/ou étaient voisins et/ou avaient un certain lien entre eux<sup>670</sup> – ont attiré l'attention des membres de la « CORREPI ». Le plus remarquable concernait le fait que les policiers *bonaerenses* intervenants dans ces divers cas étaient les mêmes : une quinzaine<sup>671</sup> qui appartenaient presque tous au « service de rue » (« servicio de calle ») soit du 3ème commissariat de la municipalité de Tigre, située dans la localité de Don Torcuato et connue sous le surnom la « Critica »<sup>672</sup> (la « Critique »), soit du « Comando Patrulla », également, de Tigre.

Au même moment, la revue hebdomadaire « Noticias », pour laquelle travaillait le journaliste Ricardo Ragendorfer, a demandé un reportage sur la sécurité dans la région de Don Torcuato. Grâce à un contact privilégié au sein de la rédaction de la revue, Ragendorfer a fini par connaître Hugo 'Beto' Cáceres, un sergent de la *bonaerense* en congé (en raison de problèmes psychiatriques) qui était le « président » de la « Tres Ases »<sup>673</sup>, une entreprise de sécurité clandestine qui fonctionnait dans la région. C'est lors de la rencontre entre Hugo 'Beto' Cáceres et Ragendorfer, et suite aux témoignages rapportés par ce dernier, que les soupçons de CORREPI ont été confirmés – à savoir, que les cas de « gatillo facil » de sept jeunes garçons avaient été en fait le travail conjoint de « limpieza social » (« nettoyage social ») mené par un « Escadron », au sein duquel certains membres de la *bonaerense* de Tigre et les trois

---

670Entre mai 2000 et mai 2002, Guillermo Ríos, Angel Blanco, David Elias Vera Pinto, Juan Teodoro Salto, Claudio Leandro García, Gastón "Monito" Galván et Miguel Piti "Burgos ont été exécutés – ces deux derniers ont été exécutés par les mêmes policiers mais cela s'est passé à la municipalité de San Martín.

671Tous les policiers sont rattachés aux commissariats de la zone nord du conurbano: Tigre, San Isidro et Don Torcuato. Ainsi, l'existence d'un « escadron » dédié à l'exécution d'adolescents dans cette zone nord a apparu comme l'une des premières conclusions du rapport préparé par le Procureur de la Cour suprême de Buenos Aires. La Cour a déclaré que ce modus operandi est le produit de l'activité illégale des services de police et de sécurité qui gagnent de l'argent des habitants plus aisés pour préserver l'ordre et repousser les petits voleurs. Voir : Pagina 12, « La larga vida del escuadrón de la muerte », Buenos Aires : 3/03/2002. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/diario/sociedad/3-2473-2002-03-03.html> (consulté le 20 mai 2017).

672« La Critica » puisque ce commissariat était connu de la population la plus démunie de la région comme un endroit où la torture et les prisons arbitraires étaient des pratiques courantes.

673Les « ases » (« as ») sont les premières cartes des cartes à jouer. On le dit aussi de quelqu'un qui est très habile dans la pratique d'un sport ou d'une autre activité.

« associés »<sup>674</sup> de la « Tres Ases », dont, notamment, Cáceres se partageaient les tâches et les « profits ». Ragendorfer raconte en détail cette rencontre :

« C'est un cas frappant qui a eu lieu vers 2001, 2002. Dans la localité de Don Torcuato, qui se trouve au nord de Buenos Aires, on a commencé à retrouver des jeunes garçons assassinés. À l'époque, je travaillais pour un hebdomadaire d'actualités qui voulait publier un reportage sur la sécurité à Don Torcuato. On m'a dit qu'un membre du comité éditorial résidait dans le secteur et qu'il avait souscrit à un service de sécurité qui le suivait dès qu'il accédait au quartier afin d'empêcher toute tentative de vol, et que ce monsieur connaissait bien le sujet et qu'il pouvait nous mettre en relation avec le responsable du service. Cette personne s'appelait Hugo 'Beto' Cáceres et sa maison ressemblait à un commissariat privé, c'est à dire qu'il avait des armes, etc., etc. Et le type me racontait à quel point il était efficace. Et il me disait qu'au-delà de 'veiller à la sécurité du quartier', il avait une sorte de base de données sur les jeunes délinquants du secteur, et il m'a montré un cahier où il avait des photos de ces garçons, que lui-même avait prises. Lui et ses associés – d'autres policiers – acculaient les gamins dans la rue et ils les prenaient en photo et les menaçaient, etc., etc., etc. »<sup>675</sup>.

Les origines de cette relation profitable entre la « Critica » et la « Tres Ases » remonte à 1993, lorsque Hugo « Beto » Cáceres – à ce moment-là sous-officier de la première - a décidé d'offrir ses « services » de « protection » en privé aux commerçants de Don Torcuato, en échange d'un « forfait mensuel ». Cáceres, en visant alors à « formaliser » ces « services », a créé l'entreprise « Tres Ases » qui avait son siège dans sa maison particulière avec d'autres policiers issus du même commissariat. « Tres Ases » est devenue la référence de « sécurité », notamment dans le quartier résidentiel de classe moyenne de « Los Dados », avec des tâches qui consistaient en arrestations illégales, renseignements sur les jeunes garçons pauvres de la région, torture et exécutions sommaires de « délinquants suspects »<sup>676</sup>. Ce groupe coordonnait les

---

674Notamment, Marcelo Anselmo Puyo qui accompagnait Cáceres lors de l'exécution de Guillermo Ríos et Horacio Gallardo qui l'accompagnait pour l'exécution d'Angel Blanco.

675« Fue un caso impresionante ya por 2001, 2002. Comienzan a aparecer en la localidad de Don Torcuato que queda al norte de Buenos Aires una serie de chicos muertos. Yo trabajaba en un semanario de actualidad en ese momento y querían hacer una nota sobre la seguridad en Don Torcuato y en la revista me dicen que hay un señor dentro del editorial que vive en esa zona y que esta abonado a un servicio de seguridad por el cual cuando llegaba a su casa, una casa quinta digamos, el servicio de seguridad consistía en que alguien monitoreaba su llegada para que no sea asaltado, y que ese señor sabía mucho sobre el tema y que haría el contacto con el responsable de ese servicio. La persona en cuestión se llamaba Hugo 'Beto' Cáceres y la casa parecía una comisaria privada, o sea, tenía armas, etc etc etc. Y el tipo me hablaba de lo eficiente que es. Y me cuenta que el, además de 'cuidar del barrio', tenía una especie de banco de datos sobre los chicos delincuentes de la zona y me muestra un cuaderno donde hay fotos de esos chicos y sacadas por el. Este y sus socios – otros policías – apretaban a los chicos en la calle y los sacaban fotos, los amenazaban, etc, etc, etc ». (tda.). Entretien avec Ricardo Ragendorfer réalisé lors de mon deuxième terrain à BA le 31 août 2015.

676Ces groupes cherchaient donc à « chasser » les petits voleurs ou seulement des garçons qui traînaient dans la rue et qui pouvaient être considérés suspects potentiels. Cela a subi une reconfiguration lors des années 2000 avec le « chiquetaje ». Nous verrons cette reconfiguration lors du prochain chapitre.

missions de « sécurité » avec d'autres, davantage en lien avec leurs intérêts « économiques » : d'une part, ils étaient en charge du contrôle de délits mineurs comme les contraventions (par exemple, la prostitution et les commerces informels) et, d'autre part, la gestion d'infractions plus graves telles que la vente de drogues et le vol d'automobiles dans la région.

Bien que ces pratiques se traduisent par de graves violations, plusieurs habitants adhéraient au « forfait mensuel » de « Tres Ases » et étaient dans sa grande majorité satisfaits de leur service<sup>677</sup>. D'autres, au début résistants, finissaient par acquiescer également le service soit pour ne pas être les seuls à découvrir soit parce que leurs maisons avaient été cambriolées et ils décidaient donc de payer (alors que dans la majorité des cas, les cambriolages étaient commandés par les propres policiers de « Tres Ases »<sup>678</sup>).

### *Les « bandes mixtes » de El Jagüel et de Campana*

Le cas de Don Torcuato n'est pas le seul où ce type de phénomène a été repéré. En 2002, le gouverneur Felipe Solá et son ministre de justice et sécurité, Juan Pablo Cafiero, ont dû reconnaître que, dans la localité de El Jagüel, dans la municipalité d'Ezeiza, fonctionnait un groupe similaire<sup>679</sup>. Cet « escadron » a émergé au sein du commissariat local et était dirigé par le sergent Miguel Ángel Giménez, qui commandait également son « service de rue » (« servicio de calle »). L'enlèvement contre rançon et la disparition suivie de l'exécution de Diego Peralta, 17 ans, en août 2002, ainsi que d'autres cas d'enlèvements<sup>680</sup>, de « gatillo facil » et de disparitions de jeunes pauvres de la région impliquaient directement Giménez et d'autres policiers de ce groupe. Ces « coïncidences » ont été soulignées par Ragendorfer :

---

677« D'une certaine manière, il s'agissait de voir comment certains secteurs de la police et certains secteurs de la sécurité privée agissaient dans ce que l'on pourrait appeler un 'nettoyage social'. C'était une entreprise illégale, mais les voisins étaient heureux, ils les payaient. Chaque voisin facturait 100 dollars par mois pour ce service. Si vous faites une enquête, vous verrez que dans certaines régions, les gens sont en faveur de ces choses. Il y a quelques années encore, on a commencé à se rendre compte du fait que lorsque des téléphones portables sont volés dans certaines zones plus ou moins humbles, les gens courent vers le voleur et le lynchent. La chose remarquable est que lorsque ces faits sont rendus visibles, les gens étaient en faveur » (tda.). Voir entretien Ragendorfer, op. cit., 2015.

678Nous verrons davantage le mode de fonctionnement de ces groupes lors du prochain chapitre.

679Voir : KOLLMANN, Raúl. « El camino que conduce al escuadrón ». Pagina 12, Buenos Aires : 16/08/2002. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/diario/sociedad/3-8979-2002-08-16.html> (consulté le 20 mai 2017).

680Les mêmes policiers impliqués dans l'assassinat de Daniel Peralta étaient aussi liés aux enlèvements contre rançon d'Antonio Echarri, Mirta Fernández et Riquelme. Le fil de l'histoire qui expliquait le lien entre la mort de Diego Peralta et l'« escadron » de El Jagüel a été également la disparition de Carlos Ariel Chávez le 11 novembre de 2000 et d'Alcides Fernández le 3 janvier de 2002. Ces deux autres garçons avaient été précédemment détenus dans les mêmes commissariats et avaient été harcelés par l'« escadron » de El Jagüel. Voir : KOLLMANN, Raúl. « Secuestros y uniformes ». Pagina 12, Buenos Aires : 1/11/2003. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/subnotas/27601-9952-2003-11-01.html> (consulté le 20 mai 2017).

« C'est à dire que tout était lié. Ce jour-là, ils tuent un gamin – Diego Peralta – lors d'un enlèvement avec extorsion perpétrée par une bande mixte de policiers et kidnappeurs. Ils tuent le gamin. Ils le kidnappent. Je crois qu'on paye la rançon demandée mais le garçon est retrouvé mort. Ça a eu lieu à El Jagüel, dans le secteur d'Ezeiza. À ce moment-là, les voisins savent que la police est impliquée dans la mort du gamin et ils brûlent le commissariat, il y a une sorte d'émeute. Et on commence à désigner comme présumé responsable un certain officier Giménez, qui est un policier au passif très lourd, un policier qui gérait également une agence de sécurité dans le quartier et qui s'était déjà attribué la mort de certains jeunes mineurs. C'est-à-dire que j'ai compris que le *modus operandi* était calqué sur celui de Hugo Beto, qui agissait à l'extrême opposé du Grand Buenos Aires. Je suppose donc qu'il s'agissait d'un *modus operandi* assez organique et très répandu à ce moment-là. »<sup>681</sup>.

L'« escadron » d'El Jagüel entretenait des relations privilégiées avec certains policiers du 1<sup>er</sup> commissariat de la localité d'Ezeiza et des groupes de criminels (les *transas*<sup>682</sup>) de la région et de la municipalité de Quilmes, formant une sorte de « bande mixte » (« banda mixta ») spécialisée dans divers délits allant du « vol de marchandises sur les routes » (« pirataria del asfalto »), le vol de voiture, les extorsions et enlèvements contre rançon et la vente de drogues. Ce système est aussi similaire à celui opéré dans l'« affaire Cabezas » en 1997 : la police recrutait des criminels pour faire le « sale boulot ». Les policiers « libéraient les zones » (« liberaban las zonas ») afin que leurs comparses criminels commettent les crimes puis, ils se partageaient les profits. Cependant, dans certains cas – dont celui de Peralta – l'« affaire » a mal tourné et ils ont dû se débarrasser des jeunes garçons kidnappés.

Dans la municipalité de Campana, dans le *conurbano* nord *bonaerense*, on a également découvert l'existence de groupes de policiers qui, depuis le commissariat

---

681 « O sea, había una conexión. Por esos mismos días, matan un pibe – Diego Peralta - en un secuestro extorsivo una banda mixta de policías y secuestradores. Matan el pibe. Lo secuestran. Creo que pagan el rescate pero el pibe aparece muerto. Eso pasa en El Jagüel, en la zona de Ezeiza. En ese momento digamos, sabiendo que la policía estaba vinculada con la muerte del pibe, los vecinos quemaron la comisaría, hubo una especie de pueblada. Y comienzan a señalar como presunto autor o como presunto implicado en el hecho a un tal Oficial Giménez, que es un tipo muy pesado, un policía muy pesado y que tenía también una agencia de seguridad en el barrio y también se la adjudicaba la muerte de digamos algunos menores de edad. O sea, yo me di cuenta que era un *modus operandi* calcado, era idéntico al de Hugo Beto en el otro extremo del Gran Buenos Aires. En consecuencia, debía ser, supongo yo, un *modus operandi* bastante orgánico y bastante extendido en eso momento ». (tda.). Entretien avec Regendorfer, *op. cit.*, 2005.

682 Les « *transas* » sont ceux qui « arreglan con la gorra », c'est-à-dire, qui partagent les profits avec la police. Au contraire, les « *chorros* » n'acceptent pas de négocier avec la police et sont, normalement, voleurs indépendants. Les « *chorros* » sont unis par la haine collective envers la police. Au contraire, les « *transas* » sont bien connus pour toute une série d'accords illicites avec la police. Alors que l'opposition symbolique « *chorros* contre *transas* » organise l'univers moral de la criminalité de rue en Argentine, en réalité, les limites apparaissent plus diffuses. Autrement dit, le « *chorro* » peut devenir « *transa* » et vice-versa à différents moments de la vie. Voir AUYERO, Javier ; BERTI, María Fernanda. *La violencia en los márgenes : una maestra y un sociólogo en el conurbano bonaerense*. Buenos Aires : Katz, 2013. p. 103-104.

même de la ville, gèrent le « marché de la protection illégale ». Ces groupes constituent, ainsi comme l'« escadron » d'El Jagüel, des « bandes mixtes » avec les *transas* qui, à leur tour, sont envoyés par les policiers pour voler les maisons des habitants qui refusent de payer la « taxe de protection ». Cezar, habitant et professeur d'une école technique de la région, parle d'une sorte de « renouveau » des pratiques abusives de la police :

« Ce qu'il y a de novateur dans les pratiques abusives de la police, c'est le fait d'être en même temps ceux qui gèrent la violence dans ses formes multiples et ceux qui se présentent comme la solution à cette violence. Les policiers ont leurs propres agences de sécurité et ils proposent leurs services aux *countries*<sup>683</sup> et même à des quartiers populaires de travailleurs »<sup>684</sup>

Parallèlement à ce « marché de la protection illégale » en pleine croissance, ces groupes « taxent » les profits des travailleurs et des commerçants locaux par le biais d'une sorte de « péage » mensuel. Afin de les obliger à payer, les policiers, souvent « en civil », recourent à la menace et aux avertissements directs et sans intermédiaire. Si cela ne marche pas, ils procèdent alors à une « arrestation en vue d'enquêter sur des antécédents » qui peut aboutir à des cas de tortures et/ou tortures suivies de mort et/ou disparitions et/ou « suicides forcés » au sein même du commissariat. Juani, habitant de Campana, raconte le déroulement du harcèlement subi par son frère Juan, qui a été retrouvé mort dans un cas de torture suivie d'un « suicide forcé » (« suicidio forzado »). Les policiers impliqués ont affirmé que Juan s'était suicidé. Cette version a été confirmée par la justice et le cas a été archivé.

« Juani : Le 21 mai 2011, à 8 heures du matin, on est venu chercher mon frère là où il travaillait, dans un four à fabriquer des briques. Mon frère fabriquait des briques. Ils sont venus habillés en civil, dans une voiture privée et lorsqu'ils ont trouvé mon frère, ils lui ont dit : 'lave toi le visage *negro*<sup>685</sup>, t'as tes papiers ?' – et non, il n'avait pas ses papiers sur lui – et ils l'ont emmené au commissariat, et vers 13 heures, il était mort. Lorsque nous y sommes allés pour lui apporter quelque chose à manger, il était déjà mort. Ça s'est passé ici, au commissariat de Campana. Ils nous ont dit que mon frère s'était suicidé

---

683Vastes domaines résidentiels de luxe très nombreux dans le Grand Buenos Aires qui possèdent une surveillance 24h sur 24 et des services de sécurités privées.

684« Y lo que es innovador en las practicas abusivas de la policia es que ellos por un lado son los que regentean la violencia en muchas de sus expresiones y, además, se ofrecen como solución. Los policias tienen también sus negocios de agencias privadas de seguridad y lo venden a los countries y lo venden, inclusive a barrios populares de gente laburante también ». (tda.). Entretien avec Cezar, professeur et militant des Droits de l'Homme au centre Patchamama à la municipalité de Campana le 29 août 2015.

685Expression au fond raciste très employé par la police bonaerense.

mais c'est faux, ça ne collait pas du tout. [...] Il avait d'ailleurs plein de marques de coups et tout. Rien de plus normal, classique, ils te chopent, ils te font passer par 'l'interrogatoire', puis ils te tabassent encore un peu et après ils te renvoient en cellule et à la fin ils disent qu'ils t'ont retrouvé pendu. Mais ça ne se tient pas parce que lorsque tu te suicides, tu as des marques au cou, non ? Mais lui n'en avait pas.

Pesq : Et pourquoi tu penses qu'ils l'ont tué ?

Juani : Mon père était décédé un an plus tôt, et à ce moment-là, la police a commencé à gérer ('administrer les affaires') le quartier et à se faire payer des pots-de-vin. Et ils ont remarqué le four à briques et ils ont commencé à demander des briques. Si tu ne payais pas... à l'époque il fallait payer 500 pesos où 2000 briques si tu ne pouvais pas payer en liquide. Mon frère a refusé de payer, il a commencé à discuter avec un policier et il l'a menacé avec une fourche. Ce même policier était là le jour où mon frère a été tué et... là il a sorti un pistolet et l'a braqué sur mon frère, et à ce moment-là un voisin est intervenu et le policier a rangé le revolver...

Pesq : Cela s'est produit combien de jours avant, Juani ?

Juani : Vingt, quinze jours avant... moi, je travaillais dans la rue et j'avais déjà dû payer un pot-de-vin aux policiers. Et deux jours avant l'assassinat de mon frère, je me faisais accoster par une voiture de police, deux personnes habillées en civil, et l'une d'entre eux, que je connais, me dit 'écoute, pourquoi tu ne parles pas avec ton frère pour qu'il règle tout ça... ?'... et après ça se termine comme ça se termine. Et mon frère ne voulait pas payer parce que... le four à briques c'est un travail qui te casse... ça te casse la taille, ça te casse tout... c'est un travail insalubre... »<sup>686</sup>

---

686« Juani : El 21 de mayo de 2011 a las 8 de la mañana lo sacaron a mi hermano de un horno de las praderas. Laburaba haciendo ladrillos mi hermano. Y lo sacaron de allí vestidos de civil, en un auto particular y mi hermano se levanta y le dicen : 'lávate la cara negro, tenés documento ?' - no, no tenía documentos en ese momento - y agarra y lo llevan a la comisaria a las 8 de la mañana y a la 1 de la tarde ya estaba muerto. Cuando nosotros fuimos a llevarle de comer ya estaba muerto. Fue aca en la comisaria de Campana. Ellos dicen que mi hermano se suicidó pero no lo hizo, no se suicidó, no daban las medidas. (...) Después el ya tenía golpes y todo. Lo normal, lo clásico, te pegan, pasan en la 'cocina', te dan más, y después te pasan al calabozo y después dicen que apareció ahorcado. Pero no daban, porque vos cuando te suicidas tenéis marcas en el cuello, no ? Pero el no tenía. Pesq. : Y porque crees que lo matan ?

Juani : Mi papa muere un año antes y la policia entra a regentear (« dirigir los negocios ») el barrio y a buscar 'coimas'. Y a buscar en el sentido que al horno que había empiezan a pedirle ladrillos. Si vos no pagabas...eran 500 pesos en ese momento, si vos no pagaba en dinero tenía que pagar con 2000 ladrillos. Mi hermano no le dio, estuvo altercado con uno de los policia y le cogió con una horquilla. Ese policia estaba en ese día cuando mi hermano fallece y bueno...el policia saca el arma, le apunta a mi hermano, sale y salta una persona más que es un vecino y se guarda el revolver...

Pesq. : Eso fue cuantos días antes, Juani ?

Juani : Eso fue 20, 15 días antes...yo trabajaba en la calle y he tenido que pagar coima a la policia...bueno, yo, dos días antes de lo que pasó con mi hermano, pasa un patrullero y me dice, dos personas de civil, me dice uno, yo lo conozco, me dice « mirá, porque no dice a tu hermano que arregle... ? »...y despues pasa lo que pasa, no ? Mi hermano no arregla porque...el horno de ladrillo vos te rompé para hacer...te rompe la cintura, te rompé todo...eso es un trabajo insalubre... ». (tda.). Entretien avec Juani, frère de Juan, victime de la violence policière, réalisé au centre Patchamama à Campana le 29 août 2015.



## Les «Vecinos en Alerta de Lomas del Mirador» (« V.a.lo.mi »)

Suite à la crise de 2001 et à la montée de la sensation d'insécurité à BA, des groupes de « voisins » se sont formés partout dans le *conurbano bonaerense*<sup>687</sup>, en visant à s'« auto-défendre » des agressions violentes possibles des « délinquants » par le biais de diverses stratégies : en installant, par exemple, des alarmes et sirènes dans les rues, des alarmes dans les maisons, en établissant des réseaux téléphoniques et de « vigilance » pour communiquer entre eux et la police, en prévenant la présence d'une personne suspecte ou, alors, les bandes de jeunes qui traînent sans une motivation apparente, entre autres.



Dans la lignée de ces groupes, dans la localité de Lomas del Mirador, municipalité de La Matanza, les habitants les plus aisés du quartier du 12 octobre, - connu pour avoir également des « ilots » de pauvreté très marqués - décident eux aussi d'organiser en 2002 un groupe de « vigilants » - les « Voisins en alerte de Lomas del Mirador », le « V.a.Lo.Mi », dont l'objectif principal était également de s'auto-défendre afin d'« améliorer la qualité de vie des bonaerenses et leur sécurité »<sup>689</sup>. À la tête de ce groupe se trouvait Gabriel Lombardi, un personnage controversé connu pour ses déclarations violentes et racistes vis-à-vis des jeunes pauvres de la région.

687 Voir : La Nación. « Vecinos en defensa propia ». Buenos Aires : 3/10/2006. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/845861-vecinos-en-defensa-propia> (consulté le 20 mai 2017) ; Diálogo Clarín. « Cuando los vecinos se suman a lucha contra la inseguridad ». Buenos Aires : 29/01/2012. Disponible sur : [https://www.clarin.com/inseguridad/vecinos-suman-lucha-inseguridad\\_0\\_Hk5RyOhv71.html](https://www.clarin.com/inseguridad/vecinos-suman-lucha-inseguridad_0_Hk5RyOhv71.html) (consulté le 20 mai 2017).

688 Sur les pancartes, il est écrit : "Plan d'alerte: rue contrôlée par les voisins en contact direct avec la police". Source: [https://images.clarin.com/2012/01/29/ByMxrcb0Qe\\_930x525.jpg](https://images.clarin.com/2012/01/29/ByMxrcb0Qe_930x525.jpg)

689 Voir la page de « V.a.l.o.m.i » disponible sur : <https://sites.google.com/site/valomiweb/Principal> (consultée le 20 mai 2017).

En 2007, suite à des demandes réitérées de ce groupe auprès de la mairie de la ville pour plus d'effectifs policiers et pour la mise en place d'un sous-commissariat dans le quartier, le « Détachement de Lomas del Mirador », dépendant du « 8ème Commissariat de Police » a été inauguré dans la même localité. Ce dernier était connu sous le pseudonyme d'« El Sheraton », un important « centre clandestin de détention » où a eu lieu plusieurs cas de tortures, morts et disparitions pendant la dictature argentine. C'est dans le « Détachement de Lomas de Mirador » que le 31 janvier 2009, suite à une prison arbitraire, Luciano Arruga, 16 ans, a été vu pour la dernière fois. De plus, par une coïncidence assez perverse, Lombardi est le voisin d'en face de la maison où habitait Luciano Arruga et où habite encore aujourd'hui Monica Arruga, sa mère. Pablo Pimentel, président de l'« Assemblée Permanente pour les Droits Humains » (ADPH) de La Matanza, décrit les liens obscurs établis entre Lombardi et les policiers du « Détachement » :

« le poste informel où Luciano a été retenu et torturé a été créé à la demande des voisins de Lomas. Lombardi, qui était voisin de Monica, a organisé un groupe qui s'appelait 'Valomi', Voisins pour la sécurité de Lomas del Mirador, quelque chose comme ça. Et ils ont obligé le maire à louer une maison, qui est devenu le poste en question [...]. La police ne prenait aucune décision sans avoir l'avis de ce Lombardi, qui habitait tout près de chez Luciano. Lors d'une émission radio de l'Université de La Matanza, Lombardi a affirmé que 'les gamins voleurs, il faut les tuer directement'. Un facho, un fasciste autoproclamé, convaincu. Ils faisaient aussi des barbecues avec la police et ils se concertaient à ce moment-là. Mais tu vois bien l'hypocrisie de ces policiers qui prétendaient être là pour apporter plus de sécurité, alors que c'est cette même police que Luciano veut recruter pour racketter dans la région, pour lui garantir le contrôle de la zone »<sup>690</sup>.

---

690« El destacamento donde estuvo Luciano detenido y torturado fue un pedido de vecinos de Lomas. Lombardi, ese vecino de Mónica, fue el que organizó un grupo que se llamaba "Valomi", Vecinos por la seguridad de Lomas del Mirador, algo así. Y le obligan al intendente alquilar una casa, que es el destacamento ese, y abren este destacamento (...). La policía por ejemplo no tomaba decisiones sin consultar a ese Lombardi, que era vecino directo de Luciano. Lombardi, en un programa radial de la Universidad de La Matanza llegó a decir que "a los pibes que estaban chorreando había que matarlos directamente". Un facho, un fascista declarado, profeso. Además, hacían asados con la policía, allí se reunían y decidían. Ahora vos fijate que hipocresía de esos policías que supuestamente fueran para que haya más seguridad y fue la misma policía nueva dese destacamento que quiere reclutar Luciano para que robe, en la misma región liberándole zona ». (tda.). Entretien avec Pablo Pimentel, militant des Droits de l'Homme et membre fondateur de l'ADPH, le 2 août 2015 à municipalité de La Matanza.

## Le « Mataguachos » de Villa Fiorito

Vers la fin 2004 et au début 2005, près de Lomas del Mirador, à Villa Fiorito dans la municipalité de Lomas de Zamora, deux cas ont attiré l'attention de CORREPI : le 14 décembre 2002, la torture suivie de mort de Jorge « Chaco » Gonzales, 31 ans ; et le 3 juin de 2003, l'exécution de Matías Barzola, de 16 ans. Par le biais de visites récurrentes faites par des membres de la CORREPI aux familles des victimes et, également, de la collecte de témoignages des habitants qui acceptaient d'en parler, ils se sont rapidement rendus compte de plusieurs éléments en commun de ces deux cas avec les cas survenus à l'autre extrémité du *conurbano*. En outre, ces morts étaient aussi liées à un groupe de policiers qui y agissait avec les mêmes méthodes employées par d'autres « escadrons » découverts dans d'autres régions du *conurbano*.

Comme à Don Torcuato, le groupe était composé par de policiers en activité, en particulier ceux des « services de rue » du 5ème commissariat de Lomas de Zamorra commandés par les sergents Isadoro Segundo Concha y Ramón Quevedo, responsables de la mort de Gonzáles. Dans le même « escadron », on trouvait le commissaire à la retraite Jose Antonio Pelozo, « El Mataguachos »<sup>691</sup>, ancien « chef » du « service de rue » de ce même commissariat mais qui avait été réintégré dans la *bonaerense* grâce au programme « tolérance zéro »<sup>692</sup> mis en œuvre par le maire d'Ezeiza, Alejandro Granados. CORREPI a également découvert par d'autres procédures judiciaires engagées par les plaintes des voisins, l'existence d'une « bande mixte » formée par les policiers du « service de rue » du commissariat de Villa Fiorito, Pelozo et les *transas* de la région comme « Les Garcias » ou « Los Carlo »<sup>693</sup>. Ainsi, les jeunes de la région qui n'acceptent pas de voler pour ces groupes sont victimes permanentes de détentions arbitraires, et dans certains cas - surtout quand ils continuent à se refuser de voler – le cas de Barzola - ou lorsqu'ils décident de cesser de voler – le cas de Gonzáles – étaient directement éliminés. Carmen Verdu raconte en

---

691 Peloso s'autoprésentait comme « el mataguachos », expression extrêmement difficile à traduire qui veut littéralement dire « buteur d'orphelins ». Cependant, étant donné que Peloso se prenait pour un justicier qui tuait les petits délinquants, nous pourrions traduire cette expression par « buteur de racaille ».

692 Le programme « tolérance zéro face à la criminalité » utilise certains des principes du programme nord-américain – référence directe car il garde le même nom - et consiste, notamment, dans l'établissement des patrouilles sectorisées pendant 24 heures, avec une communication directe avec les voisins, l'embauche de policiers à la retraite et l'achat de véhicules de police pour que ces policiers à nouveau incorporés à la *bonaerense* puissent les utiliser. Certaines critiques de ce programme mettent en garde la voie ouverte pour « la création de forces paramilitaires dans les municipalités de la banlieue ». Voir : VERBITSKY, Horacio. « Los parapoliciales ». Pagina 12, Buenos Aires : 25/05/2008. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/subnotas/104799-32968-2008-05-25.html> (consulté le 22 mai 2017).

693 VERDÚ, María del Carmen. Represión en democracia : de la 'primavera alfonsinista' al 'gobierno de los derechos humanos'. Buenos Aires : Herramienta, 2009. p. 105.

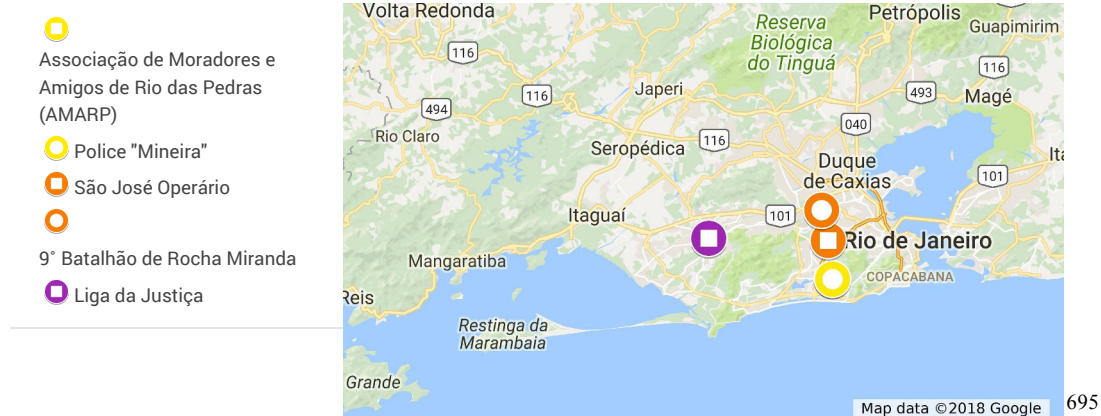
détails les indices qui les ont amenés vers l' « escadron de Villa Fiorito » :

« À Fiorito et à Caraza, le quartier voisin, il y a une gestion très bien organisée du commissariat de Quinta de Lomas, qui est celui de Villa Fiorito, où historiquement le '*servicio de calle*' – je pense que tous les commissariats ont la même structure, c'est-à-dire, d'un côté, le '*servicio de calle*' et de l'autre, un service interne – celui qui gère toutes les collectes d'argent issu d'activités illégales, légales ou non réglementées, de ventes de rue, etc., d'extorsions en tout genre et surtout, c'est celui qui gère les grandes affaires du crime organisé dans leur zone mais aussi le crime du '*chiquitaje*, c'est-à-dire que les '*pibitos chorros*' doivent leur donner un pourcentage de ce qu'ils volent ou doivent payer une somme hebdomadaire, ce genre de choses. Ce qui est sûr, c'est que Matias et ses potes n'avaient aucun contact avec les flics. Depuis une quinzaine d'années il se passe quelque chose à Fiorito, c'est-à-dire que lorsqu'un 'chargé de rue' prend sa retraite, il devient une sorte de parapolicier. Donc Peloso a été 'chef de rue' du secteur de Fiorito. Et lorsqu'il s'est retiré, il a été remplacé par un certain 'Concha', celui qui a tué 'Chaco' Gonzalez, un autre gamin de Fiorito. Mais on les voyait souvent tous les deux, Peloso et Concha, faire des rondes et collecter de l'argent ensemble. Et lorsque Concha a quitté le service et qu'il a été remplacé par 'Garabati', on les voyait ensemble tous les trois. D'ailleurs à l'époque où Matias a été tué, Peloso allait et venait au commissariat comme un policier ordinaire. Il y a toujours eu ce groupe d'anciens policiers en civil, qui fonctionnaient comme un '*servicio de calle*' parallèle et qui participaient aux opérations de racket. Mais lorsqu'on a tué Matias, sa mère nous a dit qu'elle soupçonnait ce type Peloso d'être le responsable et nous avons commencé à enquêter dans les quartiers, à parler aux gamins, et ils nous ont parlé de huit ou neuf cas de gamins fusillés par Peloso. D'ailleurs, nous avons pu retrouver plusieurs enquêtes pénales, toutes archivées, et c'était toujours les mêmes histoires du type 'il m'a attaqué à main armée, il a essayé de voler le camion distributeur de sodas et je l'en ai empêché, etc., etc., etc...'. Dans le cas de Matias, l'idée était qu'il vole quelque chose pour Peloso mais il avait refusé. Finalement, c'est grâce à un épisode précédent que nous avons pu aboutir à une condamnation : lorsque nous avons organisé les premières réunions avec des familles du quartier de Fiorito, une mère d'un autre gamin du quartier s'est présentée et nous a raconté qu'environ quatre mois avant l'assassinat de Matias, Peloso avait traqué son fils de 15-16 ans à l'aide d'un chariot de recycleur, et lui avait tiré dessus au niveau du fessier. Lorsqu'elle est allée se plaindre au commissariat, Peloso s'est présenté : 'Vous ne me connaissez pas ? Je suis Peloso, le *Mataguachos*. Je suis désolé pour votre fils, je l'ai confondu avec Barzoluta [Matias]'. Cette dame ne savait pas qui était Barzoluta à l'époque, mais grâce aux affiches et aux différentes manifestations, elle a appris qu'un jeune garçon dont le nom était Barzoluta avait été tué. Et là, elle a compris que c'était Peloso qui l'avait tué. Le témoignage de cette femme a été fondamental lors du procès »<sup>694</sup>.

---

694« En Fiorito y en Caraza que es el barrio al lado hay un manejo así muy fuerte de la comisaria quinta de Lomas que es la del Villa Fiorito, donde históricamente el "servicio de calle" – o sea, todas las comisarias, supongo que tienen la misma estructura, tienen, por un lado, el servicio de calle y, por el otro, un servicio interno – es lo que maneja todas las recaudaciones por actividades ilegales, por actividades legales, no reglamentadas, venta

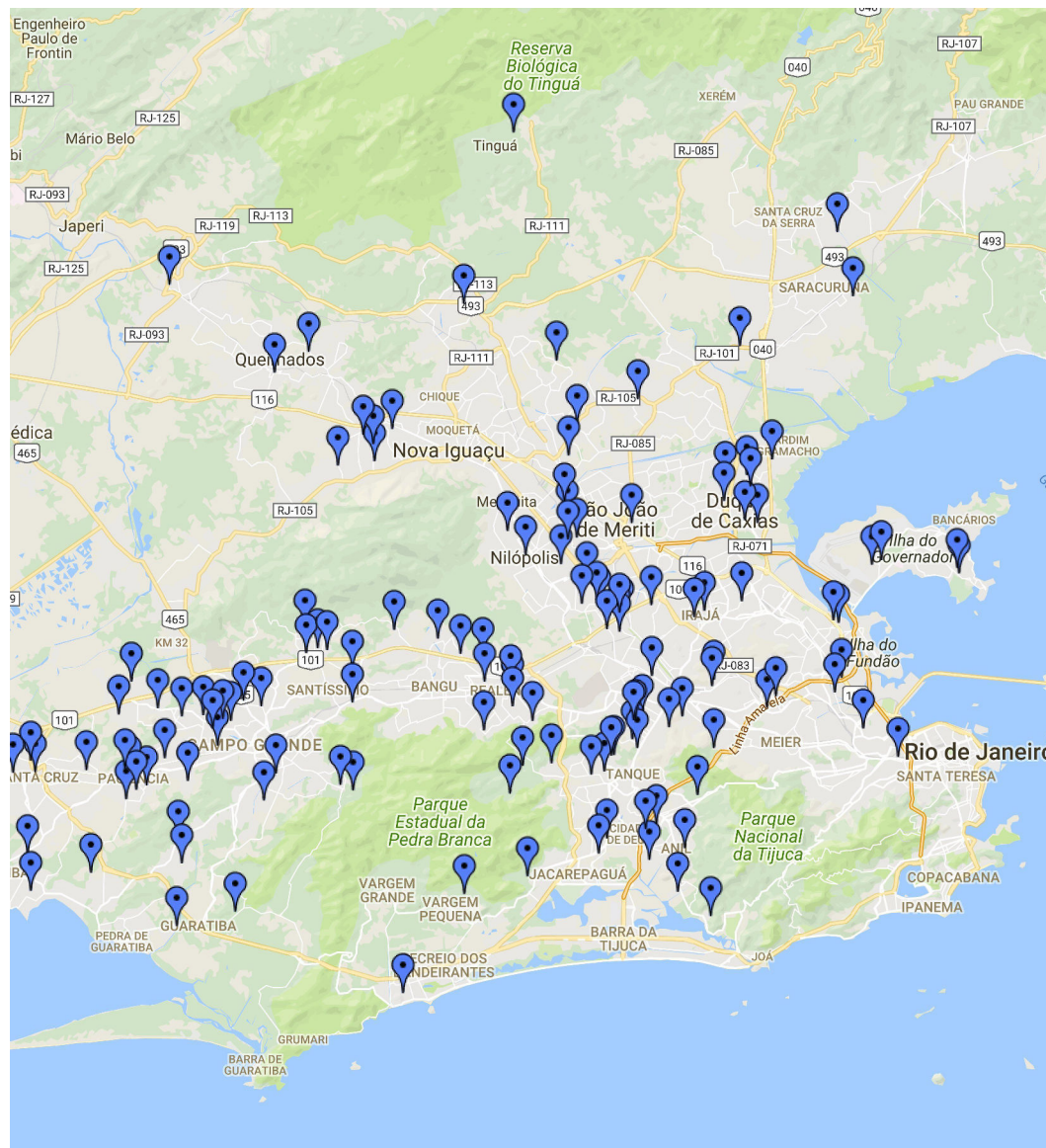
## 2) Les « Milices » cariocas



695

ambulante, etc, extorsiones de cualquier tipo y, sobretudo, son los que manejan los grandes negocios del crimen organizado en las zonas y administran el crimen del “chiquitaje”, o sea, son a los que los “pibitos chorros” le tienen que dar un porcentaje de lo que “chorrean” o pagar una cuota semanal, lo que sea. Lo cierto es que Matias y sus compañeritos no “transaban con la gorra”. Al redor de 15 años, un fenómeno que se ha venido dando en Fiorito es que cuando se jubila el “jefe de calle”, pasa a trabajar como una especie de para-policial. O sea, Peloso fue “jefe de calle” de la quinta de Fiorito. Entonces dejó de ser “jefe del servicio de calle” y entró como “jefe del servicio de calle” uno que se llama “Concha”, que es lo que después va a matar al “Chaco Gonzales”, otro pibe de Fiorito. Pero, se los veía los dos – Peloso y Concha - patrullar juntos y la recaudación la hacían juntos. Y cuando después “Concha” salió del servicio de calle, “Garabati”, que es el que entró en su lugar, también se lo veía con “Concha” y “Peloso”. Y de hecho para la época del asesinato de Matias, Peloso entraba y salía de la comisaria y manejaba en la comisaria como un policía más. Es decir, siempre estuvo ese grupo de civiles ex - policia funcionando como un “servicio de calle” paralelo. Y obviamente participando a la recaudación. Para cuando lo matan a Matias y nos cuenta la mamá que ella sospechaba dese tipo Peloso y nos pusimos a averiguar en los barrios, hablar con los chicos y nos contaron ocho o nueve casos de chicos fusilados por Peloso. De hecho, pudimos averiguar varias causas penales todas archivadas, todas con lo mismo cuento “me quiso asaltar, quiso asaltar el camión de reparto de la soda y lo impedí, etc, etc,etc...”. En el caso concreto de Matias, lo que había era un intento de hacerlo chorrear para él y Matias se había negado. Entonces hubo un episodio previo que en realidad ya fue lo que nos permitió la condena en ese momento : cuando hicimos una de las primeras reuniones con las dos familias de Fiorito en el barrio, apareció una mamá que no conocíamos que nos vino a contar que unos cuatro meses antes desde el fusilamiento de Matias, Peloso había perseguido a su hijo también de 15, 16 años, también con el carro de cartonero y le había disparado y metido un tiro afortunadamente en el glúteo y no lo había matado. Entonces ella había ido a protestar en la comisaria y cuando estaba en la comisaria entró Peloso y se le presentó : “usted no me conoce? Yo soy Peloso, el “Mataguachos”. Usted es la mama de fulanito? Discúlpeme, lo confundí con Barzolitita”. Esa señora en ese momento no sabía quien era Barzola, cuando se entera por los afiches, las movilizaciones y demás que había matado un chico que el apellido era Barzola. Se dio cuenta que de ese pibe le había hablado Peloso. El testimonio de esa mujer fue central en el juicio ». (tda.). Entretien avec Verdu, op. cit., 2015.

695Carte créée par l’auteur sur google maps.



696

## *La « Polícia mineira » et l'« Associação de Moradores e Amigos de Rio das Pedras » (AMARP)*

Certaines études<sup>697</sup> pointent que l'embryon des « Milices » remonte aux années 70 avec la « Police mineira »<sup>698</sup> du quartier de Rio das Pedras, une grande communauté dans la zone ouest de RJ, à Jacarépaguá dans la 9ème sous-mairie de la ville, région

696Cartographie des communautés occupées par les Milices à Rio de Janeiro, créée à partir du rapport final de la CPI des milices d'Alerj. Certains points sont des marques approximatives. Cette carte est constamment mise à jour et elle compte aujourd'hui avec 153 communautés contrôlées par ces groupes. Voir la liste complète disponible sur : <https://www.google.com/maps/d/u/0/viewer?hl=fr&mid=1jCkLlvzfdjiGqBw0h9EESLfwck&ll=-22.536421112338253%2C-40.46161658203124&z=7>

697Voir, notamment, BURGOS, Marcelo Baumman (Org.), *A Utopia da comunidade : Rio das Pedras, uma favela carioca*, Rio de Janeiro : Edições Loyola, 2002.

698Le terme « police mineira » établit un rapport direct avec les « groupes d'extermination » appelés, également, « mineiros » dans la zone ouest et à la Baixada Fluminense de RJ.

composée, notamment de migrants du nord-est brésilien<sup>699</sup>. La « Police mineira » se serait formée suite à des cambriolages, agressions et violences diverses infligées à des habitants de la région qui ont subi, depuis toujours, une négligence totale de la part de la mairie de RJ. Un groupe local de civils a donc décidé de prendre les armes pour établir sa propre justice, expulser les bandits et protéger la population locale. Les premières informations sur ces « vigilants » étaient ambiguës : elles faisaient allusion d'une part à la présence de coercition, de menaces et d'actes d'extorsion et d'autre part au rétablissement de l'ordre perçu positivement par la population.

L'AMARP (« Association des Habitants et Amis de Rio das Pedras ») a été, à son tour, fondée en 1979 et luttait pour l'établissement des réseaux électriques dans la communauté. En raison du succès de cette action, l'Association est devenue plus engagée politiquement et a exigé d'autres améliorations telles que le l'écoulement des eaux pluviales et la légalisation des lots de terres au sein de la communauté. Au début, l'Association n'était pas encore perçue par les spécialistes comme la propre « Police Mineira », mais plutôt comme l'instance qui « convoquait » ses services: l' « auto-défense » apparaît alors comme « l'appareil répressif » de l'Association. Les attitudes de ces groupes vis-à-vis des habitants sont devenues peu à peu davantage arbitraires, causant de nombreuses morts sans « motivation » apparente et plusieurs règlements de compte violents par des conflits internes. Ainsi, au début des années 1990, ces attitudes ont été génératrices de mécontentements et, suite à de nombreuses disputes internes, certains policiers, habitants de la communauté et commandés par l'inspecteur Félix Tostes ont décidé d'intervenir et d'arrêter les « vigilants ». Ils les ont remplacés, en adoptant une attitude aussi agressive mais moins arbitraire : cela impliquait un plus grand sentiment de sécurité chez les habitants car bien que les membres de ce nouveau groupe aient eu recours à la violence à chaque fois que des déviations de « conduite » et d' « ordre » étaient avérées (par exemple, sur l'interdiction stricte de tout type de drogues, des vols ou d'autres activités considérées indésirables) au moins, les « règles » étaient plus explicites. Vinicius George, commissaire de police civile de l'État de Rio de Janeiro et bras droit du député Marcelo Freixo, raconte son expérience à Rio das Pedras :

« Je travaillais au sein du 16<sup>ème</sup> commissariat de police à Barra da Tijuca en 1994. Un jour, il y a eu un homicide à Rio das Pedras. À l'époque, le commissariat de Barra da Tijuca englobait aussi la région de Rio das Pedras. Bon, il y a un homicide et moi, inspecteur tout juste nommé au poste, je prends mon matériel et je dis 'allons faire l'état des lieux'. Et les policiers me

---

<sup>699</sup>Les migrants du nord-est sont arrivés dans la zone ouest de la ville de RJ pour travailler dans la construction du quartier de la Barra da Tijuca.

répondent, ‘mais docteur, l’homicide a eu lieu à Rio das Pedras’. Et moi je réponds ‘oui mais un homicide est un homicide, c’est prioritaire, peu importe le lieu’. Et eux d’insister ‘mais personne ne va jamais à Rio das Pedras, ils gèrent ça tous seuls là-bas’. Et ce n’était pas seulement la position de la police, c’était la vision des pouvoirs publics : c’est là-bas qu’on avait abandonné à leur sort tous les *nordestinos*<sup>700</sup> qui avaient construit le quartier de Barra, et ils s’étaient débrouillés tous seuls et avaient construit leurs propres maisons, leurs moyens de transport et même leur propre sécurité. C’est pour cela que Rio das Pedras est différent, car l’auto-défense a des origines communautaires. Une origine qui a été oubliée. Bon, après de nombreux efforts, j’ai réussi à convaincre les policiers de nous rendre sur place. Lorsque nous sommes arrivés, la population était rassemblée autour du cadavre. Tout était tranquille, les gens étaient tranquilles. Mon souvenir c’est d’être une sorte de créature exotique, parce que la police ne venait jamais. Et là, face à mon insistance naïve pour éclaircir les circonstances du crime, quelques habitants – car on sait bien que personne ne parle avec la police non ? – sont venues me dire ‘mais vous perdez votre temps, c’était un bandit, un voleur...’. Et je réponds ‘oui, c’était peut-être un voleur, mais il n’y avait pas de raison pour qu’il meure comme ça, il aurait dû être jugé et emprisonné par voie légale. Mais eux insistaient, ‘oui, on voit bien que vous faites de votre mieux, mais ce n’est vraiment pas la peine de perdre votre temps’. L’insistance était telle que j’ai fini par dire ‘Bon, voilà ce qu’on va faire, je vais vous donner mon téléphone et si vous avez des informations vous pouvez me contacter. Et lorsque vous aurez affaire à un voleur, appelez-nous et on viendra le capturer, il n’y a pas de problème, vous pouvez l’attacher à un poteau, mais ne le tuez pas’. Ce à quoi ils répondent, ‘non mais nous ne l’avons pas tué, ce sont les ‘mineiros’ qui l’ont tué, mais ils l’ont tué parce que c’était un voleur...’. Donc lorsque c’est un voleur, on peut le tuer »<sup>701</sup>.

C’est donc vers la fin des années 90 que commence la transformation de la « police mineira » en tant qu’« auto-défense » dans des configurations davantage « mafieuses » : en 1998, Josinaldo Francisco da Cruz, appelé « Nadinho », un

700Ceux originaires de la région nord-est du Brésil.

701« Vinicius : Ai tava trabalhando na 16ª DP (Barra da Tijuca) em 1994. Ai teve um homicídio, um homicídio em Rio das Pedras. A Delegacia da Barra da Tijuca abrangia também ali a região de Rio das Pedras nessa época. Bom, homicídio, eu, delegado novo, peguei minha pranchetinha e disse “vamo fazer o local de crime”. Os policiares me respondem, “mas doutor, o homicídio é em Rio das Pedras”. Eu respondo “ué mas homicídio é homicídio, prioridade, num interessa aonde seja”. E eles insistem, “mas, ninguém vai lá em Rio das Pedras, lá eles se resolvem”. Porque essa não era só a visão da polícia não, essa era a visão do poder público : largaram lá os nordestinos que construíram a Barra, eles se viraram lá, construíram suas próprias casas, construíram seus meios de transporte, construíram tudo, inclusive, sua própria segurança. Por isso, Rio das Pedras é diferente, tem uma origem de auto-defesa comunitária. Origem que fico lá no passado. Aí, a muito custo eu convenci os policiares a nós irmos pra Rio das Pedras. Quando nós chegamos em Rio das Pedras, a população tava toda ali perto do cadáver, coisa e tal. Tranquilo, comunidade tranquila. E, assim, a minha lembrança é de ser uma criatura exótica, porque, assim, polícia nunca ia lá. Aí, diante da minha ingênua insistência em tentar esclarecer o crime, alguns moradores – porque ninguém fala com polícia, né ? – assim com alma boazinha vieram dizendo “ah, doutor, se tá perdendo seu tempo, deixa pra lá, isso aí era um bandido, era ladrão...”. Eu respondo, “sim, sim, podia ser ladrão, mas não tinha que ser morto, tinha que ter o devido processo legal e ser preso”. E eles insistiam, “é, pois é, a gente tá vendo que o senhor tá tentando aí, mas não perde seu tempo com isso, não. Não vale a pena”. E era tanta insistência que eu falei, “bom, seguinte, tá aqui meu telefone, se vocês tiverem uma informação, vocês por favor me liguem. E quando tiver um ladrão, vocês liguem que a gente vem aqui prender, não tem problema, deixa amarrado num poste, não mata”. E eles respondem, “não, mas não é a gente que mata, tem os ‘mineiros’, o pessoal aí que matou, mas matou porque era ladrão...”. Então ladrão pode matar ». Entretien avec Vinicius George, ex-delegué de Police Civile et bras droit du député Marcelo Freixo, à Rio de Janeiro le 22/08/2015.



personnage très apprécié par la population locale du fait de son implication politique pour des améliorations dans la communauté, est élu président de l'« AMRP » et commence son partenariat avec l'inspecteur Félix Tostes pour proposer des « avantages » à la population<sup>702</sup>. Lorsque Félix Tostes était le responsable du « marché de la protection illégale » par le biais de la taxe de sécurité demandée aux habitants, « Nadinho » était son « leader politique » et le responsable de l'établissement des « réseaux clientélistes » établis avec les pouvoirs politiques. Alba Zaluar et Isabel Conceição décrivent la reconfiguration de la « police mineira » par le biais de la relation symbiotique établie avec l'AMARP :

« L'ascension de ces nouveaux chefs – et la promotion de leurs politiques – au sein de l'association de riverains, ainsi que les nouvelles pratiques de la *polícia mineira*, constituent les piliers de ce qui a été perçu par beaucoup de monde comme une favela modèle, où l'association de riverains, avec l'appui et la protection symbiotique de la *polícia mineira*, assure le maintien de l'ordre et évite la présence de trafiquants, voleurs et autres prédateurs redoutés. La relation est symbiotique parce que la *polícia mineira* et l'association finissent par se confondre. Même s'ils affirment qu'il existe une *partie politique* et une *partie de la mineira*, et que '*la mineira* est censée savoir tout ce qui se produit au niveau politique', les habitants ont tendance à confondre les deux dénominations parce qu'il ne semble exister qu'une seule structure de pouvoir qui représente deux faces d'une même pièce. C'est ce que confirment certains entretiens où les habitants affirment des choses telles que : 'si le mec est de l'association, c'est un tueur', où le fait de parler de 'mecs de l'association' lorsqu'ils parlent des hommes de la *polícia mineira* »<sup>703</sup>.

---

702Les élèves du cours de sociologie de l'université « Pontificia Univesidade Católica do Rio de Janeiro » (PUC/RJ) ont réalisé un documentaire en 1999 dans lequel nous pouvons observer les origines de ce phénomène mafieux à Rio das Pedras. Documentaire disponible en 10 parties sur : <http://www.youtube.com/watch?v=a6uK81zok7k> (consulté le 20 mai 2015).

703« A ascensão dessas lideranças – e a promoção de suas políticas assistenciais – à associação de moradores, aliada às novas práticas da polícia mineira, formou os alicerces necessários para produzir o que muitos viram como uma favela modelo, onde a associação de moradores, com o apoio e a proteção simbióticos da polícia mineira, mantém a ordem local sem a presença de traficantes, assaltantes e outros predadores temidos. A relação é simbiótica porque a polícia mineira e a associação acabam por confundir-se. Apesar de dizerem que existe a parte política e a parte da mineira, sendo que 'a mineira tem que saber de tudo o que acontece na parte política', os moradores em geral confundem as duas denominações porque parece existir apenas uma estrutura de poder, ou seja, duas faces da mesma moeda. É o que indicam as falas registradas, tais como: 'se o cara é da associação, o cara é matador' e o fato de utilizarem a expressão 'caras da associação' para se referirem à polícia mineira ». Voir : ZALUAR, Alba ; CONCEIÇÃO, Isabel. « Favelas sob o controle das Milícias no rio de Janeiro que paz ? ». São Paulo em Perspectiva, v. 21, n. 2, p. 89-101, jul./dez. 2007. p. 93. Disponible sur : [http://produtos.seade.gov.br/produtos/spp/v21n02/v21n02\\_08.pdf](http://produtos.seade.gov.br/produtos/spp/v21n02/v21n02_08.pdf) (consulté le 25 mai 2015).

## *Le berceau des « Milicias » : le cas de « São José Operário »*

Bien que la « Police mineira » de Rio das Pedras possède de nombreuses ressemblances avec les « Milices », leurs origines et motivations initiales sont différentes. Le phénomène des « Milices » émerge en tant que tel et comme il est connu aujourd'hui à São José Operário, une communauté du quartier de Praça Seca dans la zone ouest de la ville de RJ, toujours à Jacarépaguá dans la 9ème sous-mairie de la ville. Puis, ce « mode de fonctionnement » propre aux groupes de « miliciens » va être répliqué dans d'autres quartiers voisins, y compris, à Rio das Pedras.

Pendant les années 90, toute la région qui entoure la petite communauté de São José Operário – Praça Seca, Tanque, Taquara, Pechincha, Cidade de Deus, Vila Valqueire, Rocha Miranda, Oswaldo Cruz – était un territoire clé pour les « factions » de trafiquants et servaient comme « entrepôts » de grandes quantités de drogues qui ensuite, étaient écoulées facilement vers les « points de vente » des *favelas* proches du quartier riche de la « Barra da Tijuca » ou, alors, vers le « fief général » du « Commando Rouge » au « Complexo do Alemão » puis vers d'autres « points de vente » dans des *favelas* de la « zone sud » de la ville. Pour que ces « entrepôts » soient « libérés » et que le transport de la drogue vers ces *favelas* plus proches des consommateurs finaux soient assurés, d'énormes quantités d'argent étaient versées aux policiers – l' « arrego » - et, notamment, aux policiers du 9ème « Bataillon de Police Militaire de Rocha Miranda »<sup>704</sup>, qui étaient ceux qui « patrouillaient » en priorité dans ces zones.

Vers la fin des années 90, un fait exceptionnel dans un contexte sécuritaire particulier<sup>705</sup> a ouvert la voie à de nouveaux phénomènes criminels davantage mafieux au sein des forces policières. Vinicius George décrit donc ce passage entre un groupe de policiers qui usaient de la « corruption » par le biais de l' « arrego »<sup>706</sup> vers un groupe à caractéristiques davantage mafieuses caractérisé par les « Milices » :

« En vrai, qu'est-ce qui déclenche le procès des Milices ? C'est São José Operário (Praça Seca) à Jacarepaguá, un petit secteur où il y avait un trafic de

---

704La 9ème BPM de Rocha Miranda, comme nous l'avons vu précédemment, est un commissariat historiquement connu pour des cas de violence institutionnelle – c'est le commissariat record dans le nombre d'exécutions commises par les policiers – et, également, c'est où le groupe d'extermination « Cavalos Corredores » s'était formé.

705Nous verrons ce point plus en détails lors du prochain chapitre.

706Arrego en espagnol qui signifie une sorte d' « arrangement », d' « accord » entre les policiers et les criminels.

drogues. Et qu'est- ce qui s'est passé ? Il y a eu un conflit entre des membres de la police militaire et des trafiquants. Les trafiquants ont fini par tuer les policiers. C'est cette vieille histoire de l' 'arrego', de corruption impliquant policiers et trafiquants de la zone. Suite à cet incident, les policiers sont allés sur place et ils ont tout 'nettoyé' ('*riparam*'), c'est leur expression, c'est-à-dire qu'ils ont tué tous les trafiquants. Mais du coup, sans trafiquants, qui allait payer pour leur protection ('*arrego*')? C'est à ce moment-là qu'ils ont décidé de tout compter, qu'ils se sont dit 'mais attends, maintenant nous contrôlons tout le secteur !'. Et si cela n'était pas suffisant, ils ont aussi pris le contrôle de tous les commerces. Mais cela n'aurait pas fonctionné s'il y avait eu du trafic, et ils ont utilisé cela comme un discours de légitimation, en disant 'nous allons prendre le contrôle de cette zone car nous sommes en train d'éliminer le trafic et à partir de maintenant nous sommes les seuls interlocuteurs'. C'est de là que vient l'idée du 'moindre mal', de la 'taxe de sécurité'. En vérité, la milice s'est servie de la 'taxe de sécurité' comme un moyen et non pas comme une fin. Cette histoire de dire 'nous allons expulser les trafiquants et assurer la sécurité' pour justifier la 'taxe', c'est plutôt une manière d'obtenir une légitimité. Il s'agit là d'une première forme de communication des milices qui, au début, a bien fonctionné. »<sup>707</sup>

Le « discours de légitimation »<sup>708</sup> qui prêchait, donc, la « protection » des communautés contre le retour des trafiquants de drogues a été la stratégie idéale utilisée par ces groupes pour pouvoir, ainsi, justifier leur contrôle et élargir leurs territoires vers d'autres régions voisines. Initialement, cela a été possible et même voulu par la population locale qui ne supportait plus les « guerres » violentes entre les différentes factions de drogue pour la « gestion » des « entrepôts » de ces régions. Cette réussite – et pour la « sensation de sécurité » restituée aux habitants et pour les profits incalculables qui s'offraient aux policiers – a donc servi de « modèle » à d'autres groupes de policiers qui répliquaient ce « mode de fonctionnement »

---

707« Na verdade, o que detona o processo das Milícias? Foi São José Operário (Praça Seca) em Jacarepaguá, uma área pequena onde tinha tráfico de drogas. Ai o que aconteceu? Houve uma desavença lá entre os policiais militares que atuavam ali na área. Um grupo desses policiais e os traficantes. E os traficantes acabaram matando os policiais. É aquela velha história do "arrego", corrupção entre polícia e traficantes nas áreas. Depois desse episódio, os PMs foram lá na área e simplesmente "riparam", a expressão deles, ou seja, mataram os traficantes todos. E quando viram não tinha mais traficante nenhum. E daí, quem é que ia pagar o arrego deles? E aí eles sacaram que ali era o momento de cooptar tudo. "Peraí, agora nós somos os donos da área toda!". E encima disso, todos os negócios ficaram na mão deles. Mas se ficasse o tráfico ia pegar mal, entendeu? Então, eles usaram isso como discurso de legitimação, ou seja, "nós vamos tomar conta da área sob o pretexto que nós estamos tirando o tráfico e tudo aqui vai ser com a gente. Daí vem a ideia de "mal menor", a "taxa de segurança". Na verdade, a Milícia desde o primeiro momento usou a "taxa de segurança" como um meio, não um fim. O papo de "vamos expulsar o tráfico e prestar segurança », por isso a « taxa », isso tem mais a ver com o meio, a busca de legitimação. E num primeiro momento uma estratégia quase de comunicação das milícias. Isso, num primeiro momento, deu certo ». Entretien avec Vinicius, op. cit., 2015.

708Selon, Ignácio Cano, l'un des facteurs le plus importants qui différencient les « Milices » des autres groupes criminels est le « discours de légitimation » diffusé auprès des habitants. De la même manière que les mafieux italiens se présentaient comme des « protecteurs » face à la criminalité et, donc, une alternative meilleur à l'État, les miliciens doivent convaincre les habitantes des communautés contrôlées qu'ils sont une meilleure alternative aux trafiquants de drogues puisqu'ils sont l'État - policiers. C'est pourquoi, ils mettent en avant leur légitimité en tant que représentants de la violence légitime contre la violence arbitraire des trafiquants.

d'avantage mafieux dans d'autres communautés voisines puis, voire même dans d'autres régions administratives de la ville de RJ.

### *La « Liga da Justiça » de Campo Grande*

La « Milice » connue sous le nom de « Liga da Justiça »<sup>709</sup> est la plus emblématique des organisations à caractéristiques mafieuses de RJ. En effet, c'est celle qui a le mieux réussi à surmonter les crises internes, à vaincre des disputes avec d'autres groupes de miliciens et à établir un contrôle ferme et régulier sur le plus grand nombre de territoires avec des activités économiques les plus variées et des influences politiques les plus privilégiées. La « Liga da Justiça » a également émergé vers la fin des années 90, premièrement, à « Campo Grande », un quartier de quasiment 296 Km<sup>2</sup> avec plus de 1.000.000 hab. et qui, en raison de sa grande distance du centre-ville de Rio de Janeiro (près de 40 km), fonctionnait comme une ville indépendante. Toutefois, officiellement, le quartier appartenait à la ville de Rio de Janeiro<sup>710</sup>.

La famille « Guimarães », à savoir, les frères Jerônimo Guimarães Silva, nommé « Jerominho » et Natalino José Guimarães, habitants de Campo Grande, anciens policier civils et, respectivement, anciens conseiller municipal<sup>711</sup> et député de l'État de RJ, sont les principaux leaders de la « Liga da Justiça ». Cette dernière, d'après les témoignages anonymes recueillis par le « Disque-Milices » (« Appelle-

---

709La « Milice » connue sous le nom de « Liga da Justiça » se sert de cet imaginaire autour de « justiciers » à partir des symboles pops des « super héros ». Lors d'une interview, Rivadávia Serafim da Silva, un « justicier » qui agissait lors des années 80 dans la Zone Nord de la ville de São Paulo, établit la différence entre les « justiciers » des « tueurs » : « le justicier serait un homme de famille...il est père de famille qui travaille comme moi, qui rentre chez lui et un jour quelqu'un a commis des actes de barbarie dans sa maison, un viol...puis à partir de ce jour il se révolte, il cherche la police et la police ne s'intéresse pas à lui, donc il devient 'justicier'. Le 'tueur' je l'ai beaucoup vu dans le nord, nord-est. C'est comme ça : si le colonel a un ennemi, il vous donne une centaine de millions pour l'exécuter, puis le 'tueur' sort et le tue. Il tue pour l'argent, sans colère, rien...le 'tireur' est le même, c'est le gars qui tire bien, qui tire et ne manque pas le coup. Donc, pour le 'tueur' peu importe s'il faut tuer un bandit ou un père de famille. Si vous lui donnez de l'argent, il va et tue n'importe qui. Je n'ai jamais fait cela dans ma vie. Dans ma vie, j'ai beaucoup lutté contre les bandits. Si je le voulais je pouvais les tuer, mais j'ai remis entre les mains de la police beaucoup de personnes ». Voir CARBONE, Silvia Maria. « Justiceiros : agentes e vítimas da violência? ». Revista Ponto-e-vírgula, n°3, 1<sup>o</sup> semestre, PUC-São Paulo, 2008. Disponible sur : <http://www.pucsp.br/ponto-e-virgula/n3/artigos/16-silvia.htm> (consulté le 20 mai 2105).

710A plusieurs reprises, l'émancipation de Campo Grande a été discutée. Voir le projet-loi qui prévoit la création de la municipalité « Zone Ouest », ayant comme siège administrative Campo Grande disponible sur : <http://alerjln1.alerj.rj.gov.br/scpro99.nsf/57b07275a3e4c007832567040007cc4d/6d44023300f6cb6a032568e9005c6a62?OpenDocument> (consulté le 10 juin 2017).

711Jerominho a d'abord été élu en 2000 par le PMDB avec 20.560 votes grâce aux « agences électorales » établies dans les communautés de la zone ouest contrôlées par la « Liga da Justiça ». Il a été réélu en 2004 avec 33.373 des voix. Sur ces 33.373 votes remportés en 2004, 20.072 ne provenaient que de cinq zones électorales, toutes situées à Campo Grande. Jerominho a finalement été arrêté en 2008. Natalino, ainsi que Jerominho, également emprisonné à Bangu 8, a été élu par le DEM en 2006, avec 49.405 voix, dont 27.474 venaient de cinq zones électorales, presque toutes situées également dans la zone ouest. Voir CPI des Milices, op. cit., 2008.

Milices »)<sup>712</sup> mis en oeuvre en 2008 par l'Assemblée Législative de l'État de RJ dans le cadre de la CPI des Milices, comptait environ 132 membres parmi lesquels on trouvait ? des policiers militaires, des pompiers, des membres de l'armée et, également, des civils.

La « Liga da Justice » est paradigmatique de l'approfondissement du processus mafieux de ces groupes du fait que ses principaux membres ne représentent pas seulement une « famille » corporative composée de policiers, mais une « famille » à l'instar de la mafia italienne, – une vraie *famiglia*. Ainsi, outre les frères Jerônimo et Natalino, dans le deuxième rang de commandement de la « Liga », se trouve Luciano Guinancio Guimarães, le fils de Jerominho et ancien policier militaire, Carmen Glória Guinâncio Guimarães, nommée « Batgirl » et fille de Jerominho et André Luiz da Silva Malvar, beau-fils de Jerominho et ancien policier civil. En plus de ces noms, d'autres familiers seraient complices : Eliene Guinâncio Guimarães (femme de Jerominho), Vera Lucia Rabello da Silva Guimaraes (épouse de Natalino), Helen Patricia Guimarães Malvar (épouse de « Malvar » et l'autre fille de Jerominho) et Cesar Guinâncio Guimarães (l'autre fils de Jerominho).

Par conséquent, la « Liga da Justiça », en tant que type idéal des organisations à caractéristiques mafieuses, a fourni les outils nécessaires de compréhension afin d'interpréter les différentes « étapes » du processus mafieux de ces groupes à RJ. Le délégué Marcus Neves, le titulaire du 35ème Département de Police de la région de Campo Grande, lors de son témoignage devant la CPI le 03 Juillet ~~de~~ 2008, a fait la déclaration suivante au sujet de ce processus :

« Il y a huit ans, ces groupes de miliciens avaient le but 'légitime' d'expulser les trafiquants de drogue dans certaines localités. L'objectif était de promouvoir l' 'auto-défense', c'est-à-dire, que les policiers résidant dans les zones défavorisées ont commencé à s'organiser et comprenaient qu'ils agissaient 'légitimement' en retirant de ces communautés les criminels, principalement ceux liés au trafic de drogue. »<sup>713</sup>

Selon lui, tout a changé à partir du moment où les miliciens ont compris qu'une structure d'entreprise était nécessaire pour promouvoir cette organisation puisqu'ils avaient besoin d'argent. Ainsi, ils ont commencé à développer certaines activités outre

---

712Centrale téléphonique mise à disposition par la « DRACO – Commissariat de répression aux actions criminelles organisées » pour recueillir les plaintes anonymes sur l'action des « Milices ».

713« Há oito anos, esses grupos de milicianos tinham um objetivo "legítimo" de expulsar traficantes de determinadas localidades. O objetivo era promover autodefesa, ou seja, policiais que residiam em áreas carentes começaram a se organizar e entendiam que agiam legitimamente ao retirarem, dessas comunidades, criminosos que atuavam principalmente em tráfico de drogas ». Rapport interne de la « CPI des Milices » gracieusement cédé par Marcelo Freixo lors de l'entretien réalisé avec lui le 22/08/2015.

la taxe de protection, devenant une vraie organisation mafieuse. Et Neves affirme que le pouvoir de la « Liga da Justiça » s'est consolidé lorsque ses leaders, les frères Jerominho et Natalino Guimarães, ont occupé des postes dans l'Administration publique et dans la structure politique de l'Etat :

« A Campo Grande, ces groupes ont commencé à s'implanter il y a huit ans et ont pris une nouvelle dimension lorsque leurs principaux chefs ont commencé à occuper certaines positions au sein de l'administration publique et des structures politiques de l'État, notamment au sein des pouvoirs législatifs Municipal et de l'État de Rio. Ils ont imposé leur hégémonie par la force et la terreur, en tuant sans hésitation tous ceux qui s'opposaient à leur objectif de domination territoriale »<sup>714</sup>.

Pedro Paulo Pinho analyse donc le processus mafieux de ces groupes à partir des trois niveaux relatifs à leur pouvoir d'enracinement dans les territoires contrôlés. Au niveau 1 se trouve le cas de la « police minera » de Rio das Pedras qui s'est formée sur l'envie de quelques résidents-policiers de la communauté de s'« auto-défendre » du trafic de drogues face à l'indifférence de l'État. Cela a également rendu possible la relation entre ces groupes d'« auto-défense » et les « Associations de Résidents ». C'est pourquoi, au niveau 2, les leaders de ces groupes commencent à se rapprocher des Associations en soutenant des hommes politiques « amis » et des « juges » locaux en vue d'avoir des représentants qui défendront leurs intérêts auprès du pouvoir central. Au niveau 3, les miliciens envisagent d'autres gains et commencent à facturer les services de distribution du gaz, le signal de télévision (« gatonet »), le transport alternatif, entre autres.

A ce niveau, les « Milices » n'ont plus besoin des « Associations de Résidents » qu'elles contrôlent désormais, comme c'est le cas de la « Liga da Justiça ». Dorénavant, plutôt que de soutenir les hommes politiques, ils décident de se porter eux-mêmes candidats lors des élections : une place dans le pouvoir politique donne accès aux ressources publiques et à l'immunité parlementaire<sup>715</sup>, en facilitant l'« assistantat » et en assurant plus de visibilité et de légitimité aux miliciens auprès de la population.

---

714Esses grupos começaram, em Campo Grande, a se organizar e se firmar a mais ou menos oito anos e ganharam uma dimensão muito grande a partir do momento em que as cabeças desse grupo de milicianos começaram ocupar certas posições dentro da administração pública e dentro da estrutura política do estado, em especial no Poder Legislativo Municipal e no Poder Legislativo Estadual. Eles impõem a sua hegemonia a partir do uso da força, do terror, matando indiscriminadamente quem se opõem as suas pretensões de domínio territorial ». Ibidem.

715L'« immunité parlementaire » garantit aux membres du parlement une indépendance très importante dans l'exercice de leurs fonctions, en les protégeant des accusations possibles de l'exécutif et du judiciaire. Lorsque les miliciens sont élus, ils profitent de « l'immunité parlementaire » pour entraver des accusations qui pèsent sur eux et, par conséquent, retarder leur arrestation.

## Chapitre 8

# Les « stabilisations » de la « zone grise » démocratique à BA et RJ : « polices mafieuses » et « trinôme mafieux » de protections

La « stabilisation » de la « zone grise » démocratique à BA et RJ coïncide avec l'approfondissement du processus « mafieux » des polices *bonaerense* et *carioca*. Certains groupes de policiers ont donc tiré profit des défaillances chroniques de la démocratie sur ces deux terrains pour ainsi installer de nouvelles configurations davantage « mafieuses » et pour entretenir un « trinôme mafieux » de protections et d'intérêts réciproques – entre pouvoir politique, répressif et criminel – qui a contribué à assurer leur propagation, à chaque fois, dans plus de territoires. La recherche d'« équilibre », visant ainsi le maintien de ce processus dans le temps, a ouvert la voie à l'émergence des « polices mafieuses ». Le risque étant ici que ces nouvelles « configurations » au sein des polices *bonaerenses* et *carioca* deviennent la règle en ce qui concerne les questions de sécurité et que la « zone grise » devienne, donc, son espace « régulateur » par excellence, en démocratie.

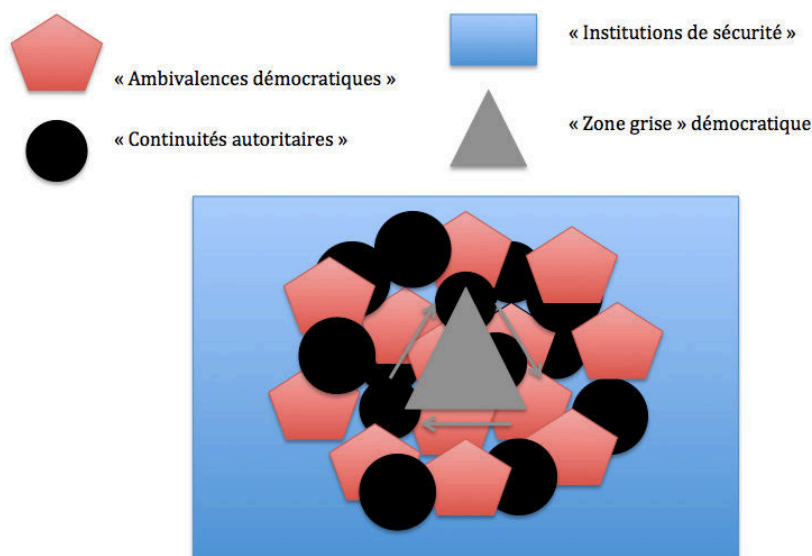


Diagramme 2 : « Stabilisations »

## 8.1. Les caractéristiques structurantes des « polices mafieuses » *bonaerense et carioca*

Les caractéristiques structurantes du pouvoir « mafieux » se traduisent dans une large mesure par les moyens mis en place par ces groupes pour établir un ancrage territorial ferme, pour garantir une structure organisée avec un discours de légitimation cohérent auprès de la population contrôlée et, pour entretenir des liens durables avec la classe politique et économique – légale et illégale - locale<sup>716</sup>. Ainsi, ce qui distingue la criminalité mafieuse des autres formes de criminalité réside particulièrement dans son énorme capacité d'adaptation aux adversités, assurant, d'un côté, la permanence des caractéristiques structurantes dans le temps et, de l'autre côté, brouillant les frontières entre ce qui est licite et ce qui ne l'est pas. La première définition d'« associations criminelles de type mafieux » a été donnée par la loi anti-mafia italienne approuvée en 1982 :

« L'association est de type mafieux lorsque ceux qui en font partie se servent de la force d'intimidation du lien associatif ainsi que des conditions d'assujettissement et de la loi du silence (*omertà*) qui en dérive, pour commettre des crimes, pour acquérir, de façon directe ou indirecte, la gestion ou, de toute façon, le contrôle des activités économiques, des concessions, d'autorisations, d'adjudications et des services publics, soit pour réaliser des profits ou des avantages injustes en soi soit pour les autres ou pour d'autres, ou bien dans le but d'empêcher ou de faire obstacle au libre exercice du vote voire de s'attribuer des votes ou à d'autres lors des consultations électorales »<sup>717</sup>.

Le système mafieux de valeurs<sup>718</sup> - organisation clanique, rites d'appartenance et lien associatif, « omertà », à savoir, « la loi du silence », « violence programmée », contrôle tyrannique du territoire et de la population et l'établissement de forts liens clientélistes avec les acteurs politiques - concurrence donc les fondements même de la

---

716 Voir Padovani, *op. cit.*, p. 32-42.

717 Extrait de l'article 416 bis du Codice pénal. Voir : SANTINO, Umberto. Mafia, crime transnational et mondialisation. Communication présentée au Colloque international : Défaire le développement, Refaire le monde. Paris : Paris, 28 février – 3 mars 2002. Disponible sur : <http://www.centroimpastato.com/mafia-crime-transnational-et-mondialisation/> (consulté le 30 mai 2016).

718 Voir les systèmes de valeurs de la mafia italienne : Rizzoli, *op. cit.*, p. 48 ; Padovani, *op. cit.*, p. 128-129.



démocratie – souveraineté du peuple, séparation de pouvoirs, liberté et égalité, représentativité, transparence, indépendance de la justice, parmi tant d' autres.

Ainsi, même si cette définition plus juridique de 1982 n'est pas exhaustive, elle rejoint les caractéristiques structurantes à la fois du pouvoir et du système mafieux de valeurs et, également, des modèles d'organisation des propres polices mafieuses :

1) la force du lien « associatif » entre ces membres, qui suppose une criminalité organisée à long terme, avec un ancrage territorial ferme obtenu par la mise en oeuvre du « monopole de la violence » et de la mise en place de stratégies pour assurer un « discours de légitimation » cohérent auprès de la population contrôlée ;

2) le recours à une violence « préméditée » et « programmée », ayant pour but de « passer un message ». Cela dit, la violence n'est pas une fin en soi et l'organisation l'utilise généralement avec circonspection, privilégiant en premier lieu les menaces et les intimidations ;

3) le recours à la corruption et au clientélisme comme moyen de réguler et de tirer parti des relations externes, en d'autres termes, des liens avec des acteurs non-mafieux (soit les hommes politiques soit les acteurs issus de la criminalité commune) ;

4) la volonté de participer à l'activité économique légale et de ne pas se limiter à la sphère du marché illégal ou informel, visant donc les « espaces gris » entre le légal et l'illégal.

La force du lien « associatif » entre ces membres caractérise l'aspect « organique » de la structure mafieuse. Concernant les groupes au sein des forces policières qui basculent dans des associations mafieuses, le fait de faire partie de l'institution policière *bonaerense* et *carioca* suppose l'appartenance à une « corporation » où les membres suivent des règles et des valeurs internes, respectent les hiérarchies et ont le devoir de s'auto-protéger au risque d'en subir les conséquences de la part de leurs propres pairs.

La méthode de « disparition de personnes » par la police réalisée dans un cadre démocratique<sup>719</sup> est un exemple clair de ce lien fort et, de plus, l'une des méthodes de l'exercice du monopole de la « violence préméditée et programmée » par ces groupes. Juan Manuel Combi, membre de l'ADPH et avocat de la famille de Luciano Arruga, disparu et tué par certains membres de la *bonaerense* du commissariat de Lomas de Zamora, affirme que la pratique de « disparition » a été et continue à être

---

719La « disparition de personnes » réalisée dans un cadre démocratique acquiert une dimension mafieuse qui contrevient à la démocratie elle-même.

une méthode propre des institutions de sécurité de l'État. En outre, en profitant de cette condition de fonctionnaires publics, certains groupes de policiers établissent, d'après lui, de vraies « mafias » avec un « cadre réglementaire » :

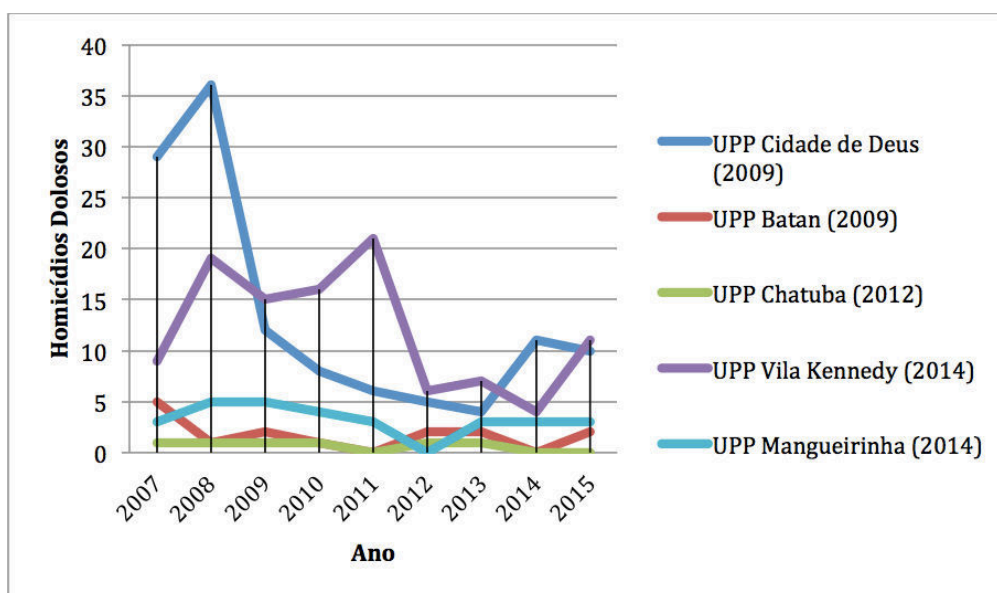
« La police agit de deux manières (illégales) : d'un côté, elle agit directement et tue ; de l'autre, elle agit indirectement et fait disparaître. Aujourd'hui, en démocratie, faire disparaître quelqu'un constitue un message, un message de peur. Il faut beaucoup d'organisations pour faire disparaître un corps. Supposons par exemple que tous les deux, nous ayons décidé de faire disparaître un corps. Moi je le sais et toi tu le sais. Donc pour faire disparaître un corps il faut être au moins deux ou trois, voire plus. Et cela suppose d'être sûr que ces personnes ne vont jamais craquer. Une organisation seulement criminelle ne ferait jamais cela. Il faut que ce soit une organisation où prime la loyauté, une corporation. Un autre exemple : nous sommes tous les deux commissaires dans deux commissariats différents. J'ai fait des sales trucs et toi aussi. Si nous nous retournons l'un contre l'autre, cela pourrait très mal finir et nous serions exclus de la police. Donc, c'est bien pour cette raison là et non pas par idéologie, car être expulsé de la police c'est perdre le contrôle de toutes les activités économiques. On est ici face à ce que je nomme une 'mafia avec un cadre régulateur'. Pourquoi est-ce que je peux affirmer que seule la police peut faire disparaître quelqu'un ? Ou alors qu'un policier ne peut compter que sur un autre policier ? Parce que c'est la seule organisation à pouvoir garantir la loyauté dans ses rangs, et à disposer des capacités pour réaliser ce genre d'opérations. Parce que tu penses que techniquement c'est facile de faire disparaître un corps ? C'est un des arguments que j'ai utilisé dans le cas de Luciano. Je pense que c'est la police qui l'a fait disparaître, primo, car il y a tout un tas de preuves et deuxio, car les seules organisations criminelles et mafieuses qui peuvent faire disparaître un gamin sont la police, l'armée ou toute autre force de sécurité appartenant à l'État. Après, je pourrais aussi te dire, de manière un peu ironique, comment faire pour faire disparaître un corps ? Eh bien, dans un cimetière. Tu peux me répondre 'mais Juan, tu es fou, comment ça dans un cimetière ?'. Oui, dans un cimetière. Après le cas de Luciano Arruga j'ai appris que malheureusement dans notre pays, il n'y a pas de registre national des NN, c'est à dire des corps non identifiés qui sont enterrés dans les cimetières. Qu'est-ce que ça veut dire ? C'est très simple. Toi, tu disparais, et qu'est-ce que je fais ? NN. Aucun problème. La police se rend dans le cimetière avec un corps et l'enregistre en tant que NN, et voilà. Si aucune enquête n'est lancée ou s'il y en a une mais qu'un fonctionnaire décide de fermer les yeux, c'est un NN dans un cimetière<sup>720</sup>, et va ensuite le retrouver ! »<sup>721</sup>.

---

<sup>720</sup>Le corps de Luciano Arruga a été effectivement retrouvé en tant que NN au cimetière de Chacarrita plus d'un an après l'entretien que j'ai réalisé avec Manuel Combi.

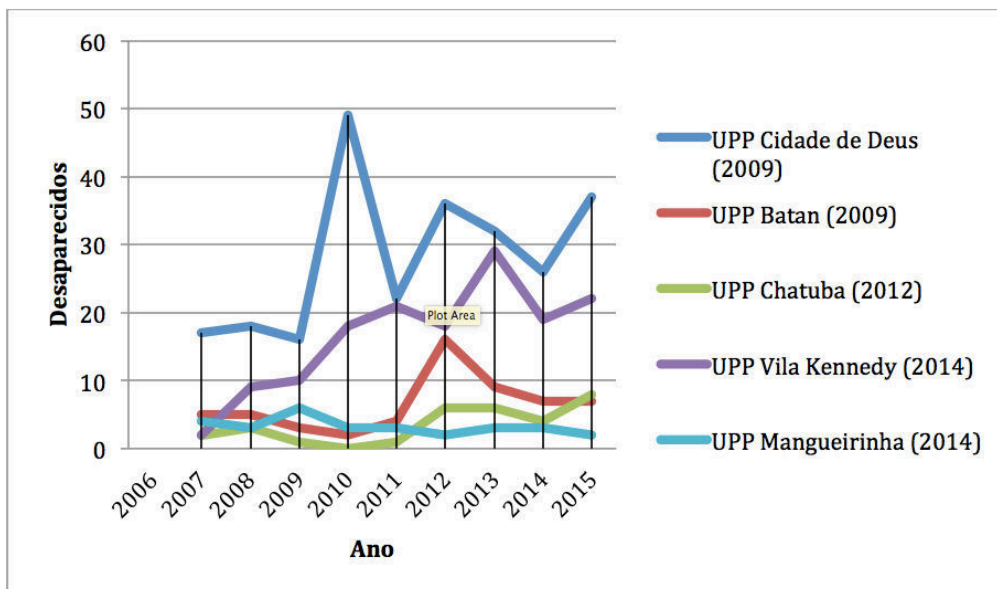
<sup>721</sup>« La policía tiene dos formas (ilegales) de actuar : una actúa como la policía de forma directa : mata, y otra actúa como policía de forma indirecta : desaparece. Desaparecer con una persona hoy en democracia es un mensaje, un mensaje de miedo. Desaparecer un cuerpo demanda organización. Vamos a poner un ejemplo : decidimos matar y desaparecer a un tipo juntos. Yo lo sé y tu lo sabes. Entonces, desaparecer con un cuerpo hay que contar con mínimo dos o tres o más personas. Y contar con dos o tres o más personas significa contar con personas que no se van a quebrar nunca. Eso una organización solamente criminal no lo hace nunca. Solo lo hace una organización que se guarda lealtad. Es una corporación. Otro ejemplo, yo soy el comisario de una comisaria, vos de otra. Yo tengo algo sucio, vos tenés algo sucio. Si nosotros nos volvemos uno contra el otro es muy malo, pues ya no trabajaremos más

La « disparition de personnes » réalisée dans un cadre démocratique est une pratique très répandue dans la police *carioca* où le nombre de disparus à Rio de Janeiro est infiniment supérieur au nombre total de disparus dans toute l'Argentine de l'époque démocratique<sup>722</sup>. Une donnée très importante est la relation proportionnelle qui s'établit entre l'augmentation du nombre de « disparus » avec la diminution du nombre d'« homicides » dans certains territoires de la région métropolitaine de RJ lors de ces vingt dernières années. Cette relation inversée coïncide dans des quartiers où le phénomène des « Milices » - ces groupes composés par des policiers qui contrôlent des régions entières, notamment dans la zone ouest de la ville, - prend de l'ampleur.



en la fuerza. Pero eso no por ideología, pues salir de la fuerza es acabar con los negocios. Acá es, como yo le llamo, una “mafia con un marco regulatorio”. Porque yo puedo afirmar “una desaparición solo puede hacer la policía”? O porque un policía solo puede contar con otro policía?” Porque la única organización capaz de guardar lealtad entre sus filas y la única organización que tiene la capacidad productiva para hacer algo así. Porque vos crees que técnicamente desaparecer un cuerpo es fácil? Ese es uno de los argumentos que utilicé en el caso de Luciano. Yo creo que fue la policía que lo desapareció, primero porque hay un montón de pruebas, y segundo porque la única organización criminal y mafiosa que puede hacer desaparecer a un chico es la policía, los militares o cualquier fuerza de seguridad que trabaje para el Estado. Y después yo te diría un poco irónicamente donde desaparecer un cuerpo? Bueno, en un cementerio. Tu me puedes decir, ‘Juan, esta loco, como en un cementerio?’. Si, en un cementerio. Después de ese caso de Luciano Arruga, yo me entero que lamentablemente en nuestro país no hay registros nacionales de los NN, es decir, cuerpo sin identificación que están enterrados en los cementerios. Que quiere decir esto? Muy fácil. Vos te vas, desaparece, que hago? NN. Todo bien. Va la policía, lleva un cuerpo en el cementerio y registra como NN, punto. Si no hay una investigación abierta o si hay y tocó a un funcionario que cerró los ojos y la dejo pasar es NN en un cementerio y andá encontrarlo después! ». Entretien avec Juan Manuel Combi réalisé le 5 mars 2013 à Buenos Aires.

722Il est intéressant ici de noter que lors des dictatures dans ces deux pays, ces chiffres ont été inversés : le nombre de disparus sous la dictature en Argentine est bien supérieure au nombre de disparus lors de la dictature brésilienne.



723

Marcelo Freixo, député fédéral de l'État de RJ du Parti Socialisme et Liberté, également principal responsable de la mise en place de la « Commission Parlementaire d'enquête et d'investigation de l'action des Milices dans l'État de Rio de Janeiro » (CPI des Milices)<sup>724</sup>, propose d'observer cette problématique des « disparus en démocratie » sous l'angle du manque total d'intérêt des gouvernements dans la mise en place d'une politique publique sérieuse qui fait face à la complexité de ces cas :

« Mais c'est un fait, vous observez une réduction des homicides et une augmentation du nombre de disparitions. Mais le problème, c'est que vous n'avez pas de politique publique pour les disparitions. En 2012, il avait 5900 disparus. C'est un chiffre absurde supérieur à celui de la dictature. Vous pourriez dire que beaucoup reviennent, mais combien ne reviennent pas ? Combien d'enfants ou de personnes âgées disparues pour des raisons complètement différentes ? Il n'y a aucune politique publique parce qu'il n'y a pas de diagnostic. Je vais vous dire une chose, parce que c'est étonnant mais vrai, aujourd'hui vous avez un registre de voitures volées, mais vous n'avez pas de registre de personnes disparues. Il n'y a aucun département où section spécifique qui prenne en charge les cas de disparus. Étant donné que vous avez plus de 5000 cas par an il devrait y en avoir un, non seulement pour établir un diagnostic, mais aussi pour savoir combien réapparaissent, combien restent disparus et pour essayer de connaître les raisons de leur disparition. On ne parle pas d'une somme négligeable, ce sont 5000 disparus par an ! Donc oui, vous avez raison de vous méfier, le nombre de disparus augmente au fur et à mesure que diminue celui des homicides. Le nombre de disparus augmente là où l'on observe une diminution du nombre d'homicides et ces lieux coïncident

723Cartes créées par l'auteur sur lesquelles nous pouvons observer la relation inversée entre le nombre d'homicides X disparus dans les régions contrôlées par les Milices où les « Unités de Police Pacificatrice » - UPP ont été mises en place.

724Voir CPI des Milices, *op. cit.*, 2008.

avec les zones où les milices font la loi »<sup>725</sup>.

L'une des hypothèse qui peut donc expliquer la relation « augmentation des disparitions » *versus* « diminution des homicides » dans certains territoires repose sur le fait que la pratique de la « disparition » de personnes à Rio de Janeiro a subi une « reconfiguration » sous la démocratie<sup>726</sup> et, cela, en grande partie à cause de la montée de ces groupes mafieux au sein de la police *carioca*. Vinicius George, commissaire de police civile de l'État de Rio de Janeiro et main droite du député Marcelo Freixo souligne que la « disparition » de personnes n'est pas une pratique des groupes criminels comme le trafic de drogues. Mais que cette pratique ne doit pas non plus être automatiquement associée aux « Milices », étant donné que ces derniers avaient souvent recours à l'assassinat de ceux qui osaient résister à leur contrôle afin de « passer un message » au reste des habitants :

« Les disparitions ? Non, historiquement cela ne fait pas partie des pratiques du trafic. Normalement, la milice tue et exhibe le cadavre, et la police tue et transforme ça en légitime défense (« *auto de resistência* »). Les disparitions avaient lieu dans la police lorsqu'il y avait des tortures dans un commissariat et qu'il fallait simuler quelque chose : il a fui, il a été libéré mais il a ensuite disparu...mais il ne s'agit pas vraiment d'une tradition ou d'une conduite récurrente au sein de la milice. C'était souvent le contraire et ils tenaient à montrer le cadavre »<sup>727</sup>.

Il avance néanmoins l'hypothèse qu'après la mise en place de la CPI des Milices, autrement dit, après que le phénomène a été largement connu, il commence à être soumis à des investigations et ses « chefs » sont emprisonnés. Ces groupes

---

725« Mas é fato, você tem uma redução nos homicídios e um aumento nos desaparecidos. Mas a questão é que você não tem uma política pública pra desaparecidos. Em 2012 são 5.900 desaparecidos. Absurdamente maior o número que na ditadura. Ah, daí você pode dizer, “mas muitos retornam”. Mas quantos não retornam? Quantos que desapareceram são crianças ou idosos que as razões são completamente diferentes? Você não tem política pública porque você não tem diagnóstico. Eu falo isso, porque é impactante mas é verdadeiro, hoje você tem registro, você tem cadastro de carro roubado, mas você não tem cadastro de pessoas desaparecidas. Não há nenhum departamento que seja um departamento específico pra cuidar dos desaparecidos. Visto que você tem mais de 5000 casos por ano deveria ter. Não só pra criar o diagnóstico. Mas pra saber principalmente quantos voltam e quantos restam desaparecidos e buscar saber os motivos. E a gente não tá falando de um número inexpressivo: são mais de 5000 desaparecidos por ano! Então, sim, a sua desconfiança é legítima, o número de desaparecidos aumenta na proporção que diminui o número de homicídios. O número de desaparecidos aumenta nos lugares que você tem redução no número de homicídios e esses lugares são, coincidentemente (sic), aonde as milícias imperam ». Entretien Marcelo Freixo, *op. cit.*, 2015.

726La pratique de la « disparition » au sein de la police carioca – et cela s'applique également au cas de la police bonaerense - est historiquement associée à l'intention, en fait, de masquer l'usage de la torture dans les commissariats et les éventuelles morts qui en résultent.

727« Desaparecer ? Não, historicamente não é uma prática do tráfico. Milícia normalmente mata e mostra o cadáver, policia mata e vira auto de resistência. O desaparecimento da policia é quando tinha tortura dentro de uma unidade e ai simula isso de alguma maneira : fugiu, saiu não voltou...mas não dá pra colocar assim como uma tradição, uma conduta corrente da milícia. Em muitos casos era mesmo o contrário, faço questão de mostrar o cadáver ». Entretien avec Vinicius, *op. cit.*, 2015.

entreprennent une « reconfiguration » dans leurs pratiques, en démontrant leur capacité de « réadaptation » suite à une adversité<sup>728</sup> :

« Il se peut qu'il y ait eu un changement de comportement après la CPI des Milices, c'est-à-dire, qu'ils se rendent compte qu'ils n'ont plus de mandat parlementaire ou que leur image est déjà plus négative et ils doivent tuer moins, ou alors tuer et disparaître avec le cadavre »<sup>729</sup>.

En ce qui concerne donc le recours à une « violence préméditée », il convient de souligner la valeur stratégique du lien entre celle-ci, la corruption et le clientélisme pour les OCM au sein des polices *bonaerense* et *carioca*. Étant fondé sur leur pouvoir de coercition, les *maffiosi* pourraient se dispenser de corruption. Cependant, en distribuant des « bénéfices » ou « dons »<sup>730</sup> ils impliquent directement les habitants de ces régions, étape indispensable au contrôle effectif du territoire. Ainsi, la corruption et le clientélisme s'opèrent, notamment à deux niveaux analogues : les *maffiosi* peuvent avoir recours à la corruption et/ou au clientélisme pour acheter la bienveillance des fonctionnaires publics locaux (juges, autres policiers, directeurs d'écoles, entre autres) et/ou pour emporter un marché local dans lequel ils interviendront directement, par l'intermédiaire des entreprises prête-noms ou par des formes de sous-traitance (entreprises de sécurité privées, entreprises de l'eau, de lumière, entre autres) ; et ils peuvent intervenir aussi en proposant leur offre de protection traditionnelle ; une ressource d'autant plus utile que l'insécurité est créée par les *maffiosi* eux-mêmes. Dans cette optique, le recours à la corruption et au clientélisme émerge comme moyen de réguler et de tirer parti de leurs relations externes et internes dans les territoires contrôlés.

Salvatore Lupo, dans son livre classique sur l'histoire de la mafia, affirme

---

728Nous verrons plus attentivement les tentatives de déstabilisation de ces phénomènes et, par conséquent, leur reconfiguration afin de rechercher leur stabilité lors du prochain chapitre de ce travail.

729« Pode ser que isso tenha tido uma mudança no padrão de comportamento depois da CPI, ou seja, saca que não tem mais mandato parlamentar ou que a imagem já está mais negativa e tem que matar menos, ou matar e desaparecer com o cadáver ». Entretien avec Vinicius, *ibidem*.

730Le don dans nos sociétés contient l'idée de gratuité et de désintéressement. Cependant, pour Marcel Mauss, dans son essai majeur *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, paru en 1925, le don suppose des intérêts : de la force, de la domination, du prestige, de la séduction, de la rivalité, et surtout de la socialité – autrement dit des relations entre les groupes et les individus, des interconnexions. Pour cela, Marcel Mauss parle « d'échange-don », supposant donc une réciprocité et comportant un enjeu qui ne serait donc pas désintéressé, il sert à quelque chose : il sert à créer des relations sociales entre les groupes et de la cohésion sociale dans la plupart des cas. On parle ici de quelque chose qui est beaucoup plus qu'une relation entre deux individus, c'est en fait un système organisé qui concerne tout le groupe humain ou toute la société. Marcel Mauss parle alors de « système social de l'échange-don ». Voir MAUSS, Marcel. *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. Paris : PUF, 2012.

« la mafia d'ordre présuppose toujours un désordre à organiser et à contrôler (...) la mafia qui crée l'insécurité dont elle profite, au point que son unique fonction est celle qu'elle détermine elle-même, d'autant que la criminalité commune constitue la base de recrutement des *cosche*. Très souvent, la menace est amplifiée, voire créée de toutes pièces, pour que le contrat soit signé, et il advient d'ailleurs qu'entre celui qui menace ouvertement et celui qui fait mine de vouloir défendre le menacé, entre l'extorqueur et le protecteur, il n'y ait qu'un jeu de rôles, une division du travail à l'intérieur de la même organisation pour convaincre les entrepreneurs d'hier et d'aujourd'hui de souscrire cette 'assurance' »<sup>731</sup>

Ainsi, les OCM seraient celles qui gèrent une « entreprise du délit » en mesure d'offrir le service de protection que l'État n'arrive pas à garantir de manière égalitaire sur tout son territoire<sup>732</sup>. Le paradoxe étant ici que l'assureur est lui-même à l'origine du risque, autrement dit, ce sont les propres policiers-*maffiosi* qui « protègent » en même temps qu'ils créent le risque. Ainsi, ils cherchent toujours à se placer dans une « zone grise » entre la légalité et l'illégalité, la légitimité et l'illégitimité représentée donc ici par le « marché de la sécurité » qui englobe l'offre de protection. Par exemple, en envoyant des voleurs de connivence avec eux chez les habitants qui se refusent de payer la « taxe de sécurité » ou alors dans la mesure où ce sont les policiers eux-mêmes, dans la majorité des cas, qui gèrent les délits tout en vendant/ proclamant l'idée qu'ils les combattent.

Dans le quartier de Barbante, dans la région ouest de RJ, territoire connu pour la présence massive de groupes de miliciens, Maria\*<sup>733</sup> parle de l'évolution de la pratique de disparition des petits délinquants qui sert aux Miliciens comme méthode de « violence préméditée et programmée ». Elle raconte également comment a évolué la pratique de « prendre soin du quartier », au début très répandue parmi les policiers *cariocas* qui habitaient dans ces régions et, qui ensuite, avec l'émergence des Milices, a subi une « reconfiguration », se transformant en une vraie « industrie de la protection privée » :

« ENQ : Et vous avez des cas de disparitions de personnes dans le quartier ?

Maria\* : Oh oui. Lorsque la milice était en train de prendre le contrôle, il y a cinq ou six ans, il y a eu beaucoup de disparitions. Des collègues à moi que

---

731 Voir LUPO, Salvatore, Histoire de la mafia : des origines à nos jours, Paris : Flammarion, 1999, p.30.

732 Voir CATANZARO, Raimondo. Il delitto come impresa. Storia sociale della mafia, Donzelli, Rome, 1988.

733 Les prénoms des interviewés ont été changés afin de garder leur anonymat pour motifs de sécurité. Maria\* habite dans la communauté de Vilar Carioca depuis 2 ans et demie et, avant, a habité pendant 29 ans à Barbante, ces deux régions sont contrôlées par les Milices. Entretien réalisé avec Maria\* à l'Université de l'Etat de Rio de Janeiro- UERJ au sein d'un projet mené par le « Laboratoire d'Analyse de la violence » – LAV lors des années 2009 - 2011. La base de données brute été entièrement cédée à l'auteure. Quelques entretiens réalisés ont servi à l'élaboration du rapport : CANO, Ignacio ; DUARTE, Thais. « No sapatinho : A evolução das Milícias no Rio de Janeiro, 2008-2011 ». Rio de Janeiro : Fundação Heinrich Böll, 2012.

l'on n'a toujours pas retrouvés. Parfois dix ans sans que l'on sache ce qu'il est arrivé. Parce que ce que l'on appelle aujourd'hui les milices, ça existait déjà. N'importe quel policier militaire habitant le quartier avait cette culture de 'protéger le quartier'. Alors ils tuaient, ils disparaissaient avec la personne... Aujourd'hui ils ont pris ce nom de 'milice', les gens les connaissent en tant que milice. Tout le monde sait que la pratique est ancienne. Mais aujourd'hui les gens perçoivent la milice comme une organisation qui domine par la peur, et ils voient le lien entre l'arrivée de députés et d'élus municipaux et les policiers. Mais cette histoire de disparitions dans le quartier, c'est de l'histoire ancienne.

ENQ : Et vous voyez une différence entre la période ancienne et l'actuelle ?

Maria\* : Oui, avant il n'y avait pas autant de violence. On connaissait mieux les gens qui faisaient tout ça. C'était des personnes qui tenaient vraiment à protéger le quartier, seulement ils tuaient des gens (sic). C'est une pratique erronée, mais les habitants du quartier trouvaient que c'était une bonne chose. Ceux qui faisaient des mauvaises choses, qui volaient les habitants, étaient prévenus : 'si untel découvre ce qu'on a fait, on est foutus...'. Donc ils savaient qui était en charge de tout. Donc la pratique est ancienne, mais aujourd'hui c'est la question de la peur, de la domination qui prime. »<sup>734</sup>

Ce maniement de la peur établit une distinction importante entre la violence produite par le trafic des drogues sur ces deux terrains et celle produite par les OTM car ces dernières doivent obligatoirement se forger une réputation afin de diversifier leurs profits et éteindre leur ancrage territorial. Sa longévité sur un territoire déterminé dépend de cela, alors que le marché de la drogue fonctionne dans le cadre du contrôle seulement des points de vente et, donc, dans une logique purement mercantile. Ainsi, les policiers-*maffiosi* ne se présentent pas en tant qu'acteurs actifs du « marché illégal », mais en tant que « protecteurs » - étant donné leur position privilégiée au sein des institutions de sécurité de l'État - par le biais des extorsions auprès des habitants, des commerçants locaux et des groupes criminels qui sont très semblables au *pizzo*<sup>735</sup> de la

---

734« PESQ.: E existem casos de pessoas que desapareceram no bairro?

Maria\* : Ah tem. Quando a milícia estava entrando, dominando, começou o domínio, há cinco ou seis anos, teve muito desaparecimento. Colegas meus que não apareceram até hoje. Quase dez anos e a gente não sabe o que aconteceu. Porque o que é chamado de milícia hoje, isso já existia. Qualquer policial militar que morasse no seu bairro, tinha aquela cultura de 'cuidar do bairro'. Então, eles matavam, sumiam com a pessoa... Agora é que tem esse nome 'milícia'. Que as pessoas conhecem como milícia. Porque a gente sabe que a prática é muito antiga. Mas agora as pessoas vêem a milícia como aquela que domina pelo medo. E a entrada dos vereadores, dos deputados, juntamente com seus policiais. Mas essa coisa de sumir pessoas no bairro, isso é antigo.

PESQ.: E você nota alguma diferença? Dessa fase mais antiga com hoje em dia?

Maria\* : Sim, antes não tinha tanta violência. Nós conhecíamos as pessoas que faziam isso. Eram pessoas que realmente queriam cuidar do bairro, só que elas matavam (sic). Uma prática errada. Mas os moradores achavam que aquilo ali era legal. E as próprias pessoas que faziam coisas erradas, que roubavam os moradores, já sabiam: "se fulano souber, a gente está perdido...". Então, eles conheciam as pessoas que estavam ali tomando conta. Então, essa prática é muito antiga. Só que agora é mais a questão do medo que impera, da imposição. ». Entretien avec Maria\* tiré de la base de données vierge cédée à l'auteur par Ignacio Cano le 13/09/2012.

735« Il nous est impossible de traduire de manière différenciée deux mots italiens: pizzo et tangente (pot de vin), qui désignent deux phénomènes analogues dans des contextes différents. On parle généralement de pizzo pour indiquer les sommes payées par les commerçants ou entrepreneurs aux organisations de type mafieux dans un contexte d'extorsion, alors qu'on parle de tangente pour le dessous de table payé par les entreprises pour avoir accès aux



mafia.

Ainsi, afin de s'emparer du monopole de la coercition, les OCM doivent imposer leur monopole de la violence et, en même temps, chercher un discours de légitimation pour leurs actions. Ils doivent veiller à ce que tous ceux qui pourraient être « invités » à payer en échange de protection croient dans leur grande capacité d'« assurer » le bon déroulement des transactions économiques-politiques et sociales dans des territoires caractérisés par une méfiance historique entre les acteurs. Ainsi, « la mafia n'est alors ni un entrepreneur de biens illégaux, ni un entrepreneur violent de biens légaux: c'est une 'industrie' qui produit, promeut et vend de la protection privée »<sup>736</sup>.

À Campana, dans le *conurbano* nord, région connue pour la présence des OCM au sein de la police *bonaerense*, César, habitant et membre d'une association attachée à la CORREPI, raconte de quelle manière y fonctionne ce « maniement de la peur » et, par conséquent, l'« industrie de protection privée » :

C. : Sur la question que tu évoques de la police et de la manière dont elle vend de la sécurité, je pense qu'il y a tout un commerce lié à cela, mais aussi à la violence et à la perception d'insécurité. La police a son propre commerce. Ce que tu décris de Rio de Janeiro, où la police vend de la sécurité, c'est la même chose à Buenos Aires.

ENQ. : Et la police vend de la sécurité aux habitants ou seulement aux commerçants ?

C. : À la population, bien sûr !... Pense à l'histoire de Pacheco à Don Torcuato, où des policiers retraités ou démis de leurs fonctions vendent des services de sécurité aux voisins. Ils avaient des dépliants qu'ils distribuaient dans toutes les maisons et lorsque quelqu'un refusait de payer, ils leur envoyaient un groupe de *chorros* (« voleurs ») pour les cambrioler. Ils exerçaient ainsi une forme de coercition. Il y a beaucoup de cas qui sont paradigmatiques et qui se terminent toujours de la même manière (...) parce que la complicité ou la violence viennent toujours clore une sorte de cercle : il y a la police au milieu de tout cela, qui exerce une violence institutionnelle tout en cherchant à nous convaincre qu'ils détiennent la solution aux problèmes de sécurité, ce qui fait que les gens exigent davantage de policiers dans les rues, ce à quoi s'ajoute le rôle de la justice. »<sup>737</sup>

---

marchés publics dans un cadre de concussion ou corruption politico-administrative ». Voir : CESONI, M. L. « L'économie mafieuse en Italie : à la recherche d'un paradigme ». *Déviance et société*. Vol. 19, n° 1, pp. 51-83, 1995. p.51. Disponible sur : [http://www.persee.fr/doc/AsPDF/ds\\_0378-7931\\_1995\\_num\\_19\\_1\\_1563.pdf](http://www.persee.fr/doc/AsPDF/ds_0378-7931_1995_num_19_1_1563.pdf) (consulté le 12 mars 2012).

<sup>736</sup>Voir GAMBETTA, Diego Gambetta. *La mafia siciliana. Un'industria della protezione private*, Torino : Einaudi, 1992.

<sup>737</sup>« C. : Respecto sobre lo que vos contas de la policia y de como vende seguridad la policia, primero, yo creo que hay todo un negocio en torno de la seguridad, non ? Y en torno a la violencia, y en torno a la sensacion de

En effet, dans les contextes où la « sensation d'insécurité » est trop élevée comme pour le cas argentin et brésilien le droit à la « sécurité » se convertit en un « bien » très cher, produit et mis en vente par l' « industrie de la protection privée », brouillant ainsi les frontières entre le policier-fonctionnaire public et le policier-*mafiosi* privé. C'est pourquoi, tant de fois, les « clients » des OCM au sein des polices – les « acheteurs de sécurité » - ne perçoivent pas cette « offre » comme une fiction à des fins d' « extorsion », mais comme la solution immédiate la plus efficace à un problème social qui fait peur et que l'État n'est pas en mesure de résoudre<sup>738</sup>.

\*Julia, habitante de la communauté de Comendador Soares, municipalité de Nova Iguaçu dans la Baixada Fluminense, considère la « sécurité » offerte par les OCM dans cette région plus efficace que celle de l'État, qui se présente dans son récit sous le nom des « autres policiers ». D'après elle :

« J.\* : Encore aujourd'hui à la Baixada, tu ne peux pas compter sur la police. Alors que tu peux toujours compter sur les miliciens.

ENQ. : Comment cela?

J.\* : Parce que, supposons que, c'est une chose qui m'est arrivée mais je ne vais pas donner le... Je suis allé au commissariat pour demander de l'aide et ils m'ont dit qu'ils ne pouvaient rien faire, l'agent m'a dit 'je ne peux rien faire pour vous'. 'Pas de problème', je lui ai dit droit dans les yeux, 'vous ne pouvez rien faire pour moi, donc je sais ce qu'il me reste à faire'. Alors je suis allé les voir et ils ont réglé mon problème, sans violence, rien du tout, en dialoguant, ils ont réglé un problème là où la police m'avait dit qu'ils ne pouvaient rien faire pour moi. Donc les habitants de Comendador Soares sont très contents que la milice soit sur place, parce que si un jour ils partaient, ce serait de nouveau l'enfer. »<sup>739</sup>

---

inseguridad. La policia tiene su propio negocio. Vos contás eso en RJ de la policia vendendo seguridad, en BA tambien pasa lo mismo.

Pesq. : Y venden seguridad a la poblacion tambien o solo a los comerciantes ?

C. : A la poblacion, si !...mira la historia de Pacheco en Don Torcuato donde policias retirados o policias que fueran separados de la fuerza o otros aun en la fuerza terminan vendiendo seguridad a los vecinos. Y, por ejemplo, llevavam folletos a las casas y cuando no aceptaban pagar por seguridad le mandaban la banda de chorros a las casas para afanarles. Y de alguna forma ejercian coercion asi. Hay muchos casos paradigmáticos y todos terminan de manera más o menos parecido (...) porque la complicidad o la violencia cierra una especie de circulo : ta la policia de promedio, no solamente ejerciendo la violencia institucional sino además nos ofrece o nos quiere convencer de que supostamente son la solucion a los problemas de seguridad, entonces despues la gente termina pidiendo más policias en la calle como respuesta a eso y, además, el que cierra el circulo es la justicia ». Entretien Cezar, op. cit, 2015.

<sup>738</sup>Selon Champeyrache, « il reste un débat sur la nécessité de la protection mafieuse et donc sur la légitimité de la mafia à se placer sur ce créneau. La situation sicilienne, caractérisée, surtout au moment de l'apparition de la mafia, par un fort niveau d'insécurité, fait que la population sicilienne a réellement pu avoir besoin de la protection mafieuse. Une protection que l'État, encore une fois, n'était pas en mesure d'offrir de façon correcte. La mafia constitue dans ce cas une réponse à une situation institutionnelle problématique (...) » Voir CHAMPEYRACHE, Clotilde, Sociétés du Crime : un tour du monde des máfias, Paris : CNRS éditions, 2007. p. 186.

<sup>739</sup>« J.\* : Até hoje, você lá na baixada, você não pode contar com polícia. Agora com eles (les miliciens) sim, com eles a gente pode contar.

Outre le problème de l'insécurité, les policiers-*maffiosi* peuvent se présenter et se légitimer aussi comme des « entrepreneurs sociaux », spécialisés dans des fonctions de médiation sociale. Lorsque Raimondo Cantanzaro parle des Mafieux italiens, il les définit comme des entrepreneurs de la protection, de la violence et comme des entrepreneurs sociaux à la fois<sup>740</sup>. Ainsi, la fonction de protection et celle d'accumulation s'intègrent, dans un but d'assurer leur monopole sur le plan tant économique que politique et social.

Pour ce faire, il est ainsi incontournable de prendre en compte l'émergence d'un « trinôme mafieux »<sup>741</sup> entre pouvoir politique-police-crime à BA et RJ. Ester Cohen, professeur dans les prisons, notamment dans les unités 24, 32, 42 et 54 de la municipalité de Florencio Varela, *conurbano* sud raconte que l'équilibre de ce « trinôme » à BA coïncide avec la reconfiguration des « porongas » de la « Maldita policia » des années 90 dans des groupes organisés de policiers davantage « mafieux » suite à la crise de 2001 avec l'appauvrissement général de la population et une demande croissante de « sécurité ». Cela se traduit au sein des commissariats de la *bonaerense* par un contrôle territorial plus ferme sur toutes les activités criminelles et, également, de la montée de l'« industrie de protection privée » avec le phénomène des « Escadrons » :

« E.C : La crise de 2001 a déclenché un processus que l'on observe aujourd'hui de manière presque obscène : 'en Argentine il n'y a pas de Mafia comme en Italie parce que la police est la Mafia', c'est en tout cas ce que disent certains analystes politiques. En Argentine il ne faut même pas qu'il y ait une organisation mafieuse qui soit d'accord ou pas avec la police, que la police combatte ou pas, car la police est la mafia. Donc évidemment qu'ils ont des affaires territorialisées. Je dirais même – que ce soit enregistré ou pas – que lorsque quelqu'un est détenu, n'importe quel détenu dit : 'moi je voulais être voleur indépendant, mais la police m'en empêche'. Ils le disent tous les jours : 'Je vole pour la police, parce que si je le fais pour mon propre compte la police me capture et je vais en prison'. Il y en a beaucoup qui sont en prison parce qu'ils ne volaient pas pour le compte de la police. Donc la police libère une zone et ensuite débarque untel, avec une bande, et ils volent pour la police. Il y a un policier dans presque toutes les bandes [...].

---

Pesq.: Como?

J.\* : Porque, vamos supor, eu aconteceu comigo, não vou dizer o...Eu fui à delegacia pra pedir ajuda, eles falaram que não podia fazer nada, a delegada chegou pra mim e falou assim "eu não posso fazer nada por você", "tudo bem", aí eu falei na cara dela "a senhora não pode fazer nada por mim, então eu já sei aonde eu vou", aí simplesmente saí da delegacia e fui até eles e eles resolveram o meu problema, sem violência, sem nada, conversando, eles resolveram uma coisa minha que a policia chegou na minha cara dizendo que não poderia resolver então a gente morador lá de Comendador Soares tá muito feliz com a milicia ter entrado, espero que eles nunca saiam de lá, porque se um dia eles saírem de lá vai voltar o inferno que era antes ». Entretien avec Julia\* tiré de la base de données, op. cit., 2012.

740Voir Cantanzaro, op. cit., 1988.

741Nous verrons plus en détails les contaminations et échanges au sein de ce trinôme lors du deuxième chapitre.

ENQ : Et ces bandes exercent un contrôle territorial ?

E.C : Non, ici chaque commissariat est un territoire. Chaque commissariat a son propre 'chef de rue' (*jefe de calle*) : celui qui surveille les rues en voiture de police et qui gère les agents du commissariat. Le *jefe de calle* est sous l'autorité directe du commissaire et ne rend des comptes qu'à celui-ci. Chaque commissariat contrôle un district. Chaque commissariat est le territoire du commissaire et toutes les affaires qui ont lieu sur le territoire sont contrôlées par le commissaire. Lorsque le commissaire change, le chargé des affaires change également. Tout est parfaitement réglé à tous les niveaux de la hiérarchie policière. »<sup>742</sup>

À RJ, Marcelo Freixo se sert du concept d' « État mis aux enchères » (« Estado leiloado ») dans le but d'analyser les Milices en tant que vrai « sujet politique »<sup>743</sup> (à la différence du trafic de drogues qui serait seulement une « association criminelle ») qui outre détenir le « monopole de la violence », en exerçant un pouvoir qui leur est propre (l'ancrage territorial, notamment dans la zone ouest de la ville étant donné les caractéristiques historiques de cette région), interagit de façon harmonieuse avec certains acteurs politiques et économiques locaux. D'après lui,

« La milice est différente. Parce que la milice est un 'projet de pouvoir'. Elle exerce un contrôle économique – sur les microbus de transport, le piratage du signal de télévision payante (« *gatonet* »), le gaz, la télévision –, c'est un réseau financier très puissant qui est rendu viable par la domination territoriale et un État accaparé (« Estado leiloado »<sup>744</sup>) par des intérêts privés. Un tel État ne peut pas exister là où vous avez une opinion publique avisée, ce n'est pas tenable. Donc cela a lieu dans la zone Nord et surtout dans la zone Ouest. Dans les zones contrôlées par la milice, les agents des postes de police sont nommés par un milicien, qui est toujours quelqu'un qui travaille dans la sécurité publique : policier militaire, policier civil, pompier, agent

---

742« E.C : Con la crisis de 2001 empezó más un proceso que se puede ver ahora de manera casi obscena, la policía en ese momento – lo que suelen decir algunos analistas políticos – “que en Argentina no hay Mafia como en Italia porque la policía es la mafia”. En Argentina no se necesita que haya una organización mafiosa que esté o no de acuerdo con la policía, que la policía la combata o no, la policía es una mafia. Entonces, claro que tienen negocios territoriales. Eso me arriesgo a decirlo (grabando o no), pero cuando una persona está presa – cualquier preso dice eso: « yo quería robar de manera independiente, pero no puedo porque la policía no me deja ». Lo dicen todos los días. « No pude robar de manera independiente, yo robo para la policía, porque si no robo para la policía me arman una causa y me meten acá preso ». Hay muchos que están presos porque le armaron toda una causa porque no roban para la policía. Entonces, hay que liberar la zona, por ejemplo, liberar la zona y va fulano, una banda, y roban para la policía. Casi todas las bandas están integradas por policías [...]

Pesq.: Y hay control de territorios por banda de policías?

E.C : No, aquí cada comisaria es un territorio. Cada comisaria tiene un jefe de calle. El jefe de calle no es de la jerga : el que está en el patrullero vigilando por la calle es el jefe de calle, que es lo que maneja a los patrulleros de esa comisaria. El jefe de calle reporta directamente al comisario de la zona. Cada comisaria tiene un distrito. Cada comisaria es el territorio del comisario y todos los negocios que allí se hacen se les reporta al comisario de esa comisaria. Entonces, el jefe de calle reporta a su comisario. Cuando cambia el comisario cambia el jefe de los negocios de esa zona. Esto está perfectamente aceitado y viene en todas jerarquías policiales ». Entretien avec Ester Cohen, professeur et militante des Droits de l'Homme dans le conurbano bonaerense, le 29 août 2015 à Campana.

743Voir Santino, op. cit., 2002, p. 1.

744Nous avons préféré traduire « Estado leiloado » comme « État accaparé ». Cependant, la figure de langage utilisé par Marcelo Freixo se traduit littéralement par « État mis aux enchères ».

pénitentiaire, etc. C'est lui qui nomme les agents de police, c'est lui qui nomme le directeur de l'hôpital, la directrice de l'école, c'est lui qui contrôle le système de cantine scolaire. Il ne se limite pas à contrôler les vans de transport de passagers. Il y a tout un réseau financier, mais aussi un réseau politique. C'est cela, un État accaparé. Et d'une certaine manière, les deux réseaux sont liés. La milice est le noyau local du gouvernement. C'est pour cela qu'il n'y a jamais de milice d'opposition. [...] Comme il s'agit de la base d'appui locale du gouvernement, ils ont accès aux réseaux étatiques dont ils se servent pour asseoir leur pouvoir économique et politique, mais aussi pour consolider la base politique du gouvernement. La milice a toujours été très utile pour beaucoup de personnes, c'est pour cela qu'elle en est là, car elle n'est pas seulement utile pour le milicien mais pour tout un réseau politique bien plus puissant. La zone Ouest était un endroit propice au développement de ce système politique, car elle a toujours été marquée par le clientélisme politique. La zone Ouest est historiquement marquée par la violence policière et le clientélisme politique, et arrive à un moment où les deux choses se confondent. La milice résulte de la fusion de la violence policière, d'une domination territoriale et de corruption à la fois policière et politique. Tout cela se fond en un même projet »<sup>745</sup>.

Cette « fusion » en un même projet dont parle Freixo est corollaire du concept adapté au contexte italien d'une sorte de « production mafieuse de la politique »<sup>746</sup>, à savoir, lorsque le pouvoir mafieux s'enrichit de son rapport avec la politique et vice-versa. Or, ce système de « réciprocity » se renforce au fur et à mesure que le terrain socio-politique – mais aussi criminel - lui est favorable. De même, la « stabilisation » de la « zone grise » dans la démocratie à BA et RJ est, elle aussi dépendante d'un système relationnel d'échanges en parfaite symbiose au sein de ce « trinôme mafieux » où le « fonctionnaire public » (policier) devient « mafieux » (para-policier). Le « bon fonctionnement » de ce trinôme dans la durée démocratique peut aboutir au dévoiement total du « public » (« dévoiement du territoire », « dévoiement

---

745« A milícia é diferente. Porque a Milícia ela é 'projeto de poder'. Ela tem domínio econômico – domínio da van, gatonet, gas, televisão – uma rede financeira muito poderosa, é viabilizada por um domínio territorial, mas de um Estado leiloado. E esse Estado leiloado não pode acontecer em um lugar que tem o mínimo de opinião pública formada. Não se sustenta. Então é na zona oeste principalmente e na zona norte. Mas o delegado da delegacia em área de Milícia, quem indicava? Era o miliciano. Que é sempre alguém da área de segurança pública : policia militar, policia civil, bombeiro, agente penitenciário. Dependendo da Milícia, mas é alguém sempre da segurança pública. Ele indica o delegado, ele indica o diretor do hospital, ele indica a diretora da escola, ele controla a merenda escolar. Então ele não controla só van. Tem uma rede que é financeira, mas tem uma rede que é política. Isso é o Estado leiloado. E de alguma maneira um esta vinculado ao outro. Eles são a base local do governo. Por isso que nunca tem Milícia de oposição. [...] São bases do governo. E por serem base do governo têm as rédeas do estado que servem para alimentar o seu poder econômico e político, mas servem também pra consolidar a base política do governo. A Milícia sempre foi útil a muita gente. Por isso, ela chegou onde chegou. Porque ela não era útil só pro miliciano. Ela era útil para uma rede política muito mais poderosa. A zona oeste tem a ver com isso. A zona oeste era um lugar propício pra essa relação política, porque a zona oeste sempre foi espaço do clientelismo político. A zona oeste é marcada historicamente pela violência policial de um lado e o clientelismo político do outro. Chega um momento que essas coisas se fundem. A Milícia é a fusão de uma violência policial, de um domínio territorial, de uma corrupção policial com uma corrupção política. Fundem-se em um único projeto ». Entretien avec Marcelo Freixo, op. cit, 2015.

746Voir : SANTINO, Umberto. « Per una storia sociale della mafia », cité par Augusto Cavadi, *A scuola di antimafia*, Palerme : Centro Impastato, 1994. p. 15.

de la politique », « dévoiement de la justice », « dévoiement de la sécurité ») et par un processus de « *mafiosisation* » généralisé dans d'autres instances du pouvoir.

## **8.2. Le « trinôme mafieux » des protections entre pouvoirs répressif-politique-criminel**

Visant à entreprendre l'« histoire sociale » de la « Mafia » italienne, Umberto Santino<sup>747</sup> développe le concept de « paradigme de la complexité » - qui conjugue des dynamiques telles que le crime, l'accumulation, les pouvoirs, le code culturel, le consensus social, l'associationnisme et le système relationnel - de manière à essayer de comprendre la pérennité des phénomènes mafieux dans le temps. Ainsi, ~~ici~~ la « stabilisation » des OCM s'appuierait, notamment sur 1) un système de violence programmée destiné à l'accumulation des capitaux et à l'acquisition et la gestion de positions de pouvoir, 2) l'utilisation d'un code culturel, à savoir un « discours de légitimation » construit parmi les membres qui sert à justifier leurs agissements mafieux et, en conséquence, 3) d'un relatif consensus social auprès de la population contrôlée et, finalement, 4) d'un contexte relationnel vaste et ramifié composé de rapports de parenté, d'amitié, d'intérêts, de protections, de contiguïtés et de complicités entre les différents acteurs impliqués.

L'ancrage dans un territoire et l'influence donc, autant dans l'économie que dans ses rapports avec la politique et le système local de justice a fourni les éléments nécessaires pour qu'il soit possible de se référer à ces groupes en tant qu'une « bourgeoisie mafieuse »<sup>748</sup> à proprement parler. Cette notion entend illustrer l'existence d'un « zone grise » où des liens obscurs se tissent entre les acteurs mafieux et les élites locales (sociales, politiques, économiques et, également, celles issues du crime), qui, bien que n'appartenant pas directement aux OCM, l'assistent dans leurs opérations et/ou tirent profit de leurs services, en entretenant ainsi un « trinôme

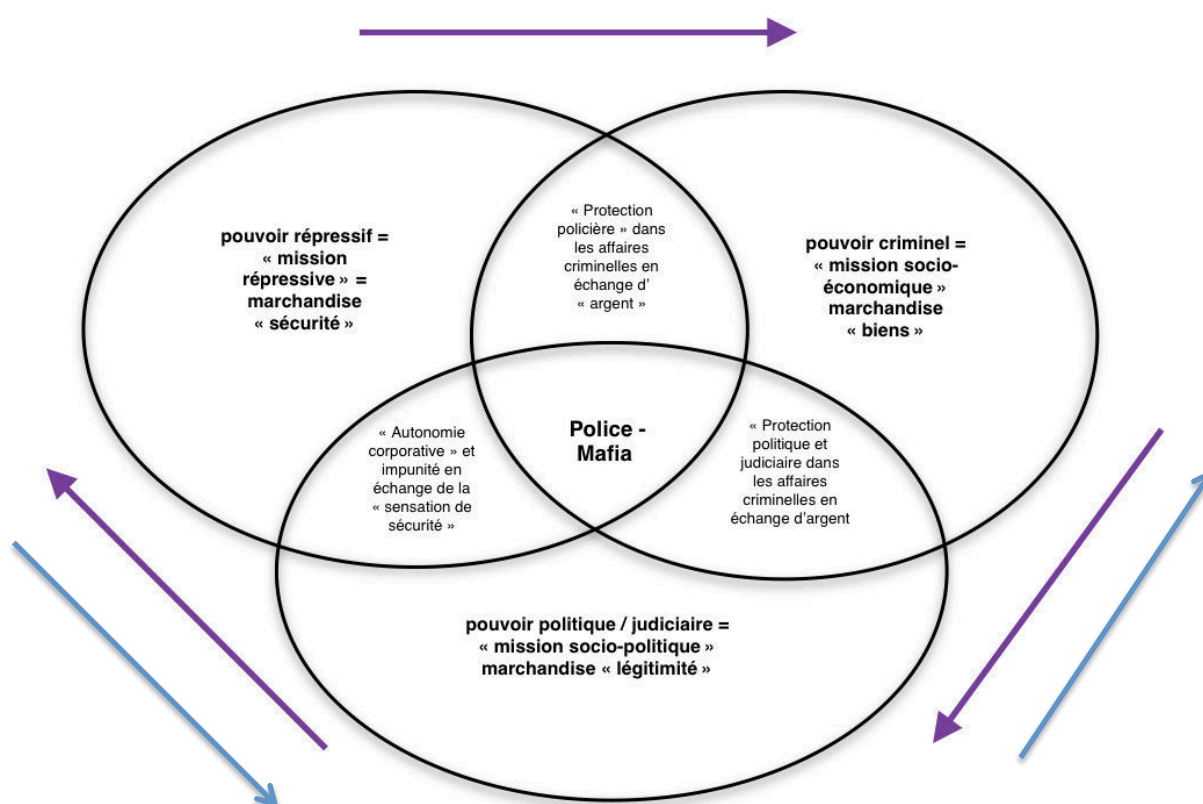
---

747 Voir entretien avec Umberto Santino sur Mediapart : PALIDDA, Salvatore. « Où en est la mafia ? ». Mediapart, Paris : 8/04/2015. Disponible sur : <https://blogs.mediapart.fr/salvatore-palidda/blog/080415/ou-en-est-la-mafia> (consulté le 15 juillet 2017).

748 Le concept de « bourgeoisie mafieuse » a été systématisé pour la première fois par l'historien Umberto Santino en 1995. Voir SANTINO, Umberto. *La mafia interpretata. Dilemmi, stereotipi, paradigmi*. Soveria Mannelli : Rubbettino, 1995.

mafieux » de protections réciproques et d'échanges de « faveurs »<sup>749</sup>.

Ce « trinôme »<sup>750</sup> est mené par les OCM par le biais de la circulation de « marchandises » - trois notamment, : la sécurité , les biens et la légitimité - et la mise en place des différents « pouvoirs » qu'ils disposent sur le terrain – respectivement, son pouvoir de police, son pouvoir économique (légal et illégal) et son pouvoir politique et juridique, - dont chacun détient une « mission spécifique » - « mission répressive », « mission socio-économique » et « mission politique-judiciaire » - et, par conséquent, une « compétence » à faire alterner au sein de cet cette machine. Ainsi, plus la circulation de « marchandises » est harmonieuse plus la « zone grise » est stable.



751

749Ces « échanges de faveurs » ont une traduction juridique concrète dans le concept jurisprudentiel de « concours externe en association mafieuse » (concorso esterno in associazione mafiosa) établi pour la première fois par le célèbre juge Giovanni Falcone, à l'occasion du maxi-procès de Palerme à la fin des années 1980, en mélangeant deux articles du Code pénal italien (art. 110 et 416 bis). Voir : SAINT VICTOR, Jacques. « Une nouvelle élite en gestation : la « bourgeoisie mafieuse » ? ». Cités. N° 33, Paris : Presses Universitaires de France, 2008. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-cites-2008-1-page-151.htm#no7> (consulté le 17 mai 2015).

750D'après Michel Misse « tous ces réseaux sociaux qui relient les marchés légaux et illégaux, formels et informels, l'exploitation des biens politiques (pots-de-vins, chantages, extorsions, réseaux de protection) et l'exploitation illégale des biens d'approvisionnement réglementés ou criminalisés (jeux clandestin, prostitution et trafic de drogues) n'acquièrent pas nécessairement des frontières spatiales ou communautaires et ne constituent pas non plus des 'secteurs', mais parcourent de manière complexe l'ensemble des tissus sociaux, politiques et économiques » (tda.). Voir : MISSE, Michel. « Mercados ilegais, redes de proteção e organização local do crime no Rio de Janeiro ». Estudos avançados, vol.1, n°61, São Paulo : 2007. Disponible sur : [http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0103-40142007000300010](http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0103-40142007000300010) (consulté le 17 mai 2015).

751Schéma du « trinôme mafieux » de protections créé par l'auteur.

## **8.2.1. La mission répressive de « stabilisation » du trinôme mafieux**

Le pouvoir de la police des OCM à travers sa « mission répressive » « stabilise » ce trinôme mafieux, en s'assurant de son côté de la bonne circulation de la « marchandise » « sécurité » sur le terrain. Ainsi, cette « marchandise » se traduit, concrètement, d'un part, par la « vente de protection » via menaces et extorsions imposées par les policiers-mafiosi aux groupes criminels, aux commerçants et à la population locale en échange d'argent – « biens » - et, d'autre part, par le « maniement de la peur » ou de la « sensation d'insécurité » en échange de l'autonomie corporative et de l'impunité accordée par le pouvoir politique et judiciaire.

À Buenos Aires, les « escadrons » se sont abondamment servis de cette « mission » pour assurer leur ancrage sur les territoires contrôlés. L'une des stratégies la plus récurrente de ces groupes est la « chiquitaje »<sup>752</sup>, qui consiste à obliger les jeunes garçons pauvres issus de ces territoires à « voler » pour eux en échange de « protection ». Cette méthode a pris énormément d'ampleur lors des vingt dernières années parce que ces jeunes sont en situation croissante de précarité liée, notamment à l'expansion du marché de la drogue. Cela entraîne un renforcement du processus de « criminalisation » de la pauvreté qui les associe donc directement à des délinquants et finit par légitimer indirectement la présence des « mafieux » sur certains territoires. Cependant, cette « protection » est, bien évidemment, assurée contre les « escadrons » eux-mêmes. Il s'agit d'une vraie « protection mafieuse ». Pablo Pimentel raconte dans quelle mesure la « chiquitaje » est devenue clé dans l'équilibre du « trinôme mafieux » à BA, notamment, à partir de l'année 2007 :

« [...] en 2007, l'APDH a reçu de nombreux parents d'un quartier populaire et très conflictuel en termes de violence sociale et juvénile, le quartier de San Petersburgo<sup>753</sup> à Isidro Casanueva, qui disaient 'nous essayons d'éloigner nos

---

<sup>752</sup>Le mot chiquitaje en « lunfardo » est l'ensemble des opérations commerciales peu importantes. Ensemble de bagatelles, trivialités. Le lunfardo est un argot né dans les quartiers périphériques de Buenos Aires parlé par les personnes de 'mauvaise vie', où il s'est développé durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, avec les arrivées massives d'immigrants européens. Une partie de leurs paroles et de leurs locutions se sont ensuite étendues à d'autres classes sociales et au reste du pays. Voir : Diccionario Lunfardo, disponible sur : <http://www.todotango.com/comunidad/lunfardo/>

<sup>753</sup>« C'est un quartier construit dans les années 70, des noyaux transitoires. Ce sont des logements transitoires très précaires que le gouvernement de la dictature d'Onganía a fait pour déplacer les villas (bidonvilles) de la capitale avec la promesse qu'elles seront pour six mois à deux ans et qu'ils leur donneront ensuite une maison définitive. Le fait est qu'ils vivent depuis plus de 40 ans de cette manière précaire. Eh bien, et cela ne rend pas facile la vie de qui



enfants de la drogue, mais nous avons beaucoup de mal et en plus la police les recrute pour qu'ils deviennent voleurs'... Cela montre ce que c'est que de vivre dans un endroit pauvre où la police n'assure pas son rôle de prévention et de protection du citoyen mais, au contraire, se sert de ces endroits pauvres pour recruter des enfants. Et ce quartier était totalement dominé par le commissariat local<sup>754</sup>. Je veux clarifier que nous ne justifions en aucun cas le vol où la délinquance, mais c'est une donnée importante. Ce sont des jeunes qui sombrent dans l'addiction et qui – contrairement aux jeunes des classes supérieures – n'ont pas les moyens de payer cher pour de la drogue. Les jeunes des quartiers pauvres se droguent avec la 'resaca', qui est la 'pâte de base' (« pâte de coca »), le 'paco'<sup>755</sup>. La 'resaca' est le résultat de la production de cocaïne. Et après ces jeunes vont dans la rue et deviennent voleurs. Lorsque les policiers s'en aperçoivent, plutôt que de les capturer pour les faire comparaître devant un juge, ils leurs disent : 'à partir de maintenant tu vas voler pour nous, et on va te garantir des zones, on va te fournir des armes et on va te donner de quoi bien vivre'. »<sup>756</sup>

Cependant, il arrive souvent que ces garçons n'acceptent pas de « voler » pour les « escadrons » et finissent par être exécutés, tel le cas de Gabriel Blanco, ou bien disparus, tel le cas de Luciano Arruga. L'APDH s'est chargée de la défense juridique de ces deux garçons et de l'accusation des groupes d' « escadrons » impliqués dans leur mort et/ ou disparition. Pimentel, président de l'APDH, raconte en détails comment se sont déroulées les menaces subies par Gabriel Blanco et son exécution conséquente :

« Le 1<sup>er</sup> mars 2007, on capture un jeune homme, Gabriel Blanco, 21 ans à l'époque<sup>757</sup>. Gabriel habitait également à Isidro Casanueva et avait un

---

beaucoup de jeunes ne sont malheureusement pas protégés par leurs familles brisées, leurs pères sont en prison, leurs mères travaillent sans arrêt... ». Entretien avec Pablo Pimentel, op. cit, 2015.

754Le 2ème commissariat du quartier de San Carlos, municipalité de La Matanza.

755Au Brésil le « paco » s'appelle « crack ».

756« la APDH había recibido en 2007 a varios padres de un barrio muy populoso y conflictivo desde el punto de vista de violencia social y juvenil, el barrio San Petesburgo que queda en Isidro Casanueva, en él cual los padres decían 'nosotros estamos tratando de recuperar nuestros hijos de la droga y no solamente nos cuesta recuperarlos sino que la policía los convoca, los recluta para robar'...la cuestión es que encima de todo que significa vivir en lugares pobres, la policía que tendría que estar prestando un servicio de prevención, de cuidado al ciudadano, no lo hace, recluta jóvenes y el lugar de reclutamiento son los lugares pobres. Y esto barrio estaba totalmente asediado por la comisaría local. Quiero aclarar que no justificamos en absoluto el robo, ni la delincuencia, pero es un dato de la realidad. Digamos, jóvenes que son llevados a la adicción y no pueden – como los chicos de la clase alta – bancar su adicción. Los chicos de los barrios pobres se drogan con la 'resaca' que es justamente la pasta base, el 'paco'. Eso es la 'resaca' que queda de lo que es el procedimiento de la cocaína. Y estos chicos salen a robar. Cuando la policía advierte que están robando no los detienen, no les entregan al fiscal para resolver el delito que están haciendo. No, les recluta y le dicen : 'a partir de ahora robas para mi y te aseguramos zonas libres, te aseguramos armas y te aseguramos tener un buen vivir' ». Entretien Pimentel, ibidem.

757Le 1er mars 2007, Gabriel Blanco a été retrouvé pendu dans la prison du 2ème commissariat de police de San Carlos à Isidro Casanova, dans la municipalité de La Matanza. La police a informé la famille qu'il s'était suicidé. Les avocats de l'APDH se sont emparés de l'affaire et ont démontré qu'il avait été assassiné. La défense a porté plainte pénalement contre l'APDH ». Ver : D'ALELIO, Rosa. « Caso Gabriel Blanco: policías acusados denuncian penalmente a la APDH ». La Izquierda Diario. Buenos Aires : 11/03/2016. Disponible sur : <https://laizquierdadiario.com/Caso-Gabriel-Blanco-policias-acusados-denuncian-penalmente-a-la-APDH> (consulté le 25 juillet 2018).

problème d'addiction. Venant d'une famille pauvre, la police lui a dit qu'il devait voler pour eux pour pouvoir se droguer. C'est comme cela qu'on l'a menacé et qu'il en a informé son père. Le fait est qu'il est capturé le 1<sup>er</sup> mars 2007, et c'est ce moment qui est très important : lorsqu'il refuse de voler, la police le harcèle, elle le rend fou et menace de le tuer. Alors Gabriel décide de changer de vie, il commence à travailler et il intègre un groupe avec lequel travaillaient certains de nos collègues, qui effectuaient avec des curés salésiens un travail d'encadrement de jeunes sur le territoire. Gabriel faisait partie de ces jeunes et il commençait à s'en sortir. Lorsqu'on l'a retrouvé mort, un de ses camarades appelé Alexis m'a dit, avec une grande tristesse : 'Pablo, on l'a tué' parce qu'on l'avait retrouvé pendu dans une cellule de police. À trois heures du matin un agent de police s'est rendu chez lui pour annoncer que Gabriel s'était suicidé avec un fil électrique. Un suicide ! Le jour de la veillée, ses camarades m'ont appelé et ils m'ont dit : 'Pablo, voilà ce qu'il s'est passé, qu'est-ce que nous pouvons faire ?' Je leur ai dit : 'Écoutez, parlez à la famille et s'ils donnent leur accord, prenez des photos du corps, de face et de dos pour voir s'il y a des traces de coups ou de blessures'. En le déshabillant, ils ont vu que le linceul qu'ils mettent sur les morts ici en Argentine avait été collé au corps. Ici, ici et là, comme s'ils essayaient de dissimuler quelque chose... finalement ils arrivent à tout décoller, imagine le traumatisme pour la famille, et ils voient qu'il est roué de coups. C'est à partir de là que nous avons décidé de présenter son cas devant la justice. On a déposé ~~une~~ plainte auprès du procureur et le père m'a raconté qu'une semaine après l'enterrement – on l'a enterré un samedi – les policiers qui ont tué Gabriel sont venus armés chez lui et l'ont menacé à peu près en ces termes : '*Negro*, surtout ne fais rien hein, ne fais rien parce que le prochain ce sera toi'. Lorsqu'il m'a raconté cela, je me suis dit que ce n'est pas possible d'être à ce point pervers, de faire tout ce qu'ils ont fait et de venir par-dessus le marché menacer la famille pour qu'ils se taisent »<sup>758</sup>.

Même avec tous les éléments présentés par l'ADPH qui attestaient des harcèlements fréquents subis par Gabriel Blanco par les membres d'un « escadron » formé au sein du commissariat de la région, qui ensuite, confirmaient sa mort, le

---

758« En el año 2007, primero de marzo, es detenido un joven, Gabriel Blanco, en ese momento tenía 21. Gabriel vivía también en Isidro Casanueva, y tenía un problema de adicción y para drogarse como era de una familia muy pobre tenía que robar. Eso fue lo que lo dijeron a Gabriel Blanco y él fue y se lo dijo a su papá. La cuestión es que 1/03 de 2007 es detenido Gabriel. Y eso es importante : cuando el se niega a robar, la policía lo empieza a volver loco, le empiezan a perseguir y con amenazas de matarlo. En ese momento Gabriel cambia de vida, empieza a trabajar y daba la casualidad que él pertenecía a un grupo de jóvenes en la cual compañeros nuestros de esta organización habían hecho base en un trabajo territorial de contención de jóvenes junto con los curas salesianos. Y Gabriel formaba parte de esos jóvenes y que se estaba recuperando. Alexis, uno de esos compañeros, cuando me avisó que lo habían matado a Gabriel con mucho dolor me dice : 'Pablo, lo mataron' porque apareció ahorcado en un calabozo de policía. A las tres de la mañana va un patrullero a la casa para avisar que Gabriel se habría suicidado con un cable de luz. Un suicidio! La cuestión es que cuando lo están velando, me llaman esos compañeros y me dicen : 'Pablo, pasó eso, qué hacemos?' Yo dice : 'Miren, hablen con la familia y se ellos lo autoricen saquen fotos del cuerpo, frente y espalda para ver si se pueden ver golpes y otras heridas'. Cuando van a desnudarlo tenía toda la mortaja que ponen acá en Argentina a los muertos pegada con la gotita, que es un pegamento, viste? Acá, acá, acá, todo como para justamente tapar algo... la cuestión es que lo despegan, una cosa traumática, imagina para la familia, y lo viran todo golpeado. Entonces, fue a partir de allí que nosotros empezamos a defender la causa. Hicimos la denuncia a la fiscalía y su papá me cuenta que durante todo el fin de semana después que le entierran a Gabriel – lo entierran en un sábado – la policía que lo mató fue a la casa advertir al padre con armas largas y le decían así con esos términos : 'negro, no hagas nada, hé, no hagas nada porque el próximo sos vos'. Entonces cuando me dijo eso el papá, yo pensé, no pueden ser tan perversos esos tipos de hacer todo lo que hicieron e encima ir a amenazar la familia para que no hagan nada ». (tda.). Entretien avec Pablo Pimentel, *op. cit.*, 2015.

département judiciaire de la Matanza a acquitté les policiers accusés en avril 2016 par manque de preuves<sup>759</sup>. Cette décision ressemble énormément à d'autres décisions relatives à d'innombrables cas qui présentent des caractéristiques similaires. Ce fait traduit donc un *modus operandi* propre à la justice et au pouvoir politique – impunité et protection institutionnelle accordée aux policiers – en échange d'un vernis de « sécurité » assuré par ces derniers. De ce fait, la police de BA joue constamment la « carte » de la « sensation de sécurité » auprès de la justice et du pouvoir politique en échange de plus d'« autonomie corporative ». Lorsqu'ils demandent plus d'« autonomie » ils veulent assurer l'impunité pour ceux qui mettent en place leurs affaires « mafieuses ». Si cet accord entre le pouvoir policier et les pouvoirs politique et judiciaire est rompu - par exemple, les affaires sont rendues publiques et certains *porongas* sont emprisonnés ou bien des tentatives de réformes sont passées – la « corporation policière » se mobilise pour créer un état de calamité publique concernant l'insécurité par le biais de l'artifice des *zonas liberadas*, « zones libérées » pour les « criminels » partenaires dans ces affaires.

À Rio de Janeiro, les groupes mafieux se servent de la marchandise « sécurité » pour arborer également une image de « protecteurs » des commerçants et des habitants locaux – qui doivent, bien évidemment, payer pour cela – contre la violence démesurée associée aux trafiquants de drogue. Certains habitants des communautés contrôlées par les « milices », affirment qu'ils se sentent plus en sécurité après l'arrivée de ces groupes « mafieux ». À Gardênia Azul, communauté de la région administrative de Jacarepaguá, Isabel\* défend la présence de ces groupes de policiers-mafieux, en soulevant la différence entre ces derniers et les trafiquants de drogue :

« Isabel\* : Bon, moi je trouve qu'il y a une différence parce qu'ils ne portent pas préjudice aux gens de la communauté, ils essayent tant bien que mal de protéger les gens. Là où ils se trompent et où ils commettent des abus, c'est sur la question de l'argent. Mais bon, si les miliciens ne demandaient pas d'argent, tout le monde voudrait les recevoir dans son quartier. Les bandits sont différents, ils sont armés et leurs enfants voient ça, ils vivent avec ça et ils finissent par se dire 'je veux être bandit moi aussi, je veux être armé', donc

---

759Des accusations de dissimulation ont été portées à l'ancien inspecteur Claudio Hundayn et à l'ancien capitaine Daniel Omar Dos Santos. La peine d'emprisonnement à vie pour le crime de torture suivi de la mort a été demandée à l'ancien sous-secrétaire Rubén Darío Suárez, à l'ancien sous-officier Ariel Emiliano Gómez et à l'ancien officier Pablo Balbuena. Les avocats de la défense étaient Miguel Ángel Racanelli et Rubén Fernández. Le premier a déclaré lors du jugement qu'« en ces temps de changement, après le gouvernement que nous avons subi (Kirchner), ces groupes (de défenseurs des droits de l'homme) se sont répandus (...) Le programme des droits de l'homme est terminé, comme l'a dit notre président » (tda.). Voir : Notas Periodismo Popular. « Justicia absolvió a los policías acusados por la muerte de Gabriel Blanco ». Buenos Aires : 5/04/2016. Disponible sur : <https://notasperiodismopopular.com.ar/2016/04/05/justicia-absolvio-policias-acusados-muerte-gabriel-blanco/> (consulté le 5 juillet 2017).

finalmente, l'enfant est incité à devenir comme ça, et tu ne vois pas ce genre de choses avec les miliciens. [...] Un habitant peut aller leur dire 'il se passe telle chose chez moi' et eux, ils y vont et ils essayent de trouver une solution. Ils sont un peu comme des gardiens et les gens leur font confiance pour leur protection. Il y a eu plusieurs cas... Et eux, ils prenaient les choses en main. Donc, d'une certaine manière, ils protègent la communauté.

ENQ. : Vous vous sentez plus en sécurité aujourd'hui qu'avant ?

Isabel\* : Avant, avec eux sur place. On n'avait peur de rien. On pouvait... C'est un peu comme ce que je te disais tout à l'heure, on pouvait aller et venir le matin, tu te sentais rassurée. Aujourd'hui non. Aujourd'hui c'est le chaos : n'importe qui peut être agressé ou violé. »<sup>760</sup>

De même qu'à BA, la « mission répressive » à RJ stabilise le « trinôme mafieux » par le biais d'un « discours de légitimation » qui, outre prôner la sécurité à proprement parler, cible, en fait, la « sensation de sécurité » comme outil clé. Le pouvoir de la police a, donc, entre ses mains une « marchandise » très chère : la capacité de « manier la peur » de la population locale et, notamment, de celle issue de territoires peu sûrs. Carlos, habitant de Guadalupe, communauté dans la zone nord de la ville de Rio de Janeiro, explique la relation établie entre les « Miliciens » et la population locale comme un « échange », où les premiers proposent un « service » aux seconds qui l'« acceptent » volontiers :

« Carlos : En fin de compte, je pense que c'est un peu comme une relation de troc, la population se sent protégée et je pense que c'est cette sensation de sécurité qui les légitime dans leur action. Tant que vous vous sentez en sécurité, tout va bien. Même si je trouve que ce n'est pas une bonne chose, je comprends que l'on fasse ça. Imagine : le mec frappe à ta porte et il te dit : 'écoute, on va installer des points de surveillance et on va en finir avec tous ces vols de voitures, tous ces délits, nous avons aussi un service de moto taxi et si vous voulez avoir la télévision payante et le gaz c'est possible aussi, il suffit de donner 25 reais au garçon là-bas, pour l'aider un peu'. L'habitant trouve cela avantageux et il a bien raison. Si tu analyses froidement la situation du point de vue de l'habitant du quartier, il va se dire : 'putain, on m'a volé ma voiture il y a un an...', 'ma tante a été agressée à tel endroit', et si je paye 25

---

760« Isabel : Assim, eu acho diferente por que eles não prejudicam a gente da comunidade, eles tentam de uma certa forma proteger, eles erram, pecam na hora de pegar o dinheiro, por que se eles não tivessem envolvimento com o dinheiro todo mundo queria ter miliciano na sua comunidade. O bandido não, eles andam armado, seus filhos presenciavam aquilo, vive com aquilo e aí acaba de pequeninho "po quero ser bandido, quero andar assim armado" então acaba estimulando uma criança e isso você não vê em um miliciano.(...) E o próprio morador podia chegar lá e "olha só, está acontecendo isso e isso na minha casa...", eles iam lá e eles tomavam providência. Eles eram tipo seguranças e as pessoas confiavam neles pra dar uma proteção. Vários casos aconteceram... Eles iam lá. Então, de um certo modo, eles causavam essa proteção à comunidade.

PESQ.: Você se sente mais segura agora, ou antes?

Isabel : Antes. Com eles lá. A gente não tinha medo de nada. A gente podia... É como eu te falei, a gente podia sair e chegar de manhã, que você se sentia segura. Agora, não. Agora, virou bagunça: qualquer pessoa pode ser assaltada lá dentro, estuprada. » (tda.). Entretien avec Isabel\* tiré de la base de données, *op. cit.*, 2012.

*reais* je m'évite tous ces problèmes en payant une 'sécurité privée' entre guillemets. Je ne suis même pas sûr qu'il y ait une version légale de ce genre de services. Je ne suis pas sûr de pouvoir créer une entreprise en toute légalité et aller dans un quartier et installer des points de surveillance et des vigies devant les portes, je ne pense vraiment pas que ce soit possible. Mais les milices en viennent presque à faire cela, à créer un groupe... je ne dirais pas paramilitaire, mais un groupe de surveillance qui propose ce genre de service, comme n'importe quel service, comme si c'était une vente de livres. À Guadalupe, c'est devenu presque cela. »<sup>761</sup>.

Cette relation entraîne un processus de dévoiement de la sécurité, dans lequel le « droit à la sécurité » ou, alors, le devoir des policiers de « protéger » dans un régime démocratique, devient un service « offert » par ces mêmes policiers à partir de leur casquette « mafieuse ». Ici, il existe également une « zone grise » entre le fait d'être un service « offert » ou « imposé » en échange d'argent, étant donné que la « peur » et la « demande pour plus de sécurité » sont des revendications aussi bien des populations issues de territoires pauvres que des populations plus aisées. En effet, il est évident que lorsque la thématique de la « privatisation de la sécurité » fait référence à une population plus aisée, il existe une tendance à dire que la « sécurité » est plutôt offerte par des agences privées réglementées, alors que lorsqu'il s'agit d'une population pauvre, la sécurité serait toujours imposée car il s'agit de groupes illégaux. Or, il se trouve que la population des territoires plus défavorisés, comme fut le cas de Guadalupe, n'est pas toujours contrariée à payer pour sa sécurité. Une partie de cette population peut, elle aussi, entretenir une relation consentie avec ces groupes mafieux et, ce d'autant plus, dans un contexte de forte frénésie sécuritaire qui touche toutes les classes sociales.

Cela se passe également à BA, lorsque dans certains quartiers ce sont les propres « voisins » qui décident de s'organiser et de « payer » les policiers pour qu'ils expulsent les petits délinquants, les *pibes chorros*. Cependant, ce sont ces mêmes

---

761Carlos : Quer dizer, acaba sendo uma relação ali, acho que de troca, a população se sente segura e acho que é a sensação de segurança que mobiliza a galera pra corroborar com isso. Você se sentido seguro, está tudo bem. E de certa forma, apesar de eu achar ruim, eu entendo uma pessoa fazer isso. Tipo assim: o cara chega na sua casa, bate à porta e você atende e ele fala assim “olha, estou a fim de botar umas cancelas aqui na rua e a gente vai estar combatendo esses roubos de carro, esses delitos aí, tem uns serviços de moto taxi e se a senhora quiser uma TV a cabo também, tem o gás, e a senhora paga aí uns 25 pro rapaz, pra dar uma ajuda pro rapaz aí. O morador acha vantajoso e não deixa de ser. Se você analisar friamente, assim, na situação do morador que está ali, ele vai pensar assim: “pô, eu tive o carro roubado há um ano...”, “minha tia foi assaltada não sei onde ali...” e dando 25 eu evito esses problemas, estou me livrando de um problema pagando ali, entre aspas, uma ‘segurança privada’... Eu nem sei se existe um serviço oficial que ofereça isso. Eu não sei se posso montar uma empresa regulamentada e chegar num bairro e falar “olha só, vou instalar cancelas aqui, vou botar vigias nas portas...”, eu acho que não existe isso não. Eu não sei se existe, mas as milícias estão chegando próximo de fazer isso já. De formar um grupo... não vou dizer para-militar, mas é um grupo de segurança assim que ofereça esse serviço como um serviço qualquer, como se fosse a venda de um livro. Já está quase assim lá em Guadalupe ». (tda.). Entretien avec Carlos\* tiré de la base de données, *op. cit.*, 2012.

policiers qui, à plusieurs reprises pratiquent la *chiquitaje*. Le cas de Luciano Arruga démontre bien cette contradiction qui est décrite par sa mère, Monica Arruga :

« Monica : Il y a cinq ans, quand tout cela est arrivé... tout le monde ici savait que les gamins, que la police leur demandait de voler... tout le monde était au courant mais personne ne disait rien... ici, c'est un peu le pays du 'mêle-toi de tes propres affaires', tu vois ? Et puis toutes ces choses qui se sont passées... parfois je me dis que c'est un peu de ma faute, que si j'avais fait quelque chose, peut-être... je ne sais pas. Souvent je me dis 'mais pourquoi tu n'as pas parlé, pourquoi ?'. Pourquoi je n'ai rien dit si je savais ? L'être humain est très égoïste tu sais ? J'assume, j'ai été égoïste, je n'ai pas réagi alors qu'on était en train de détruire la vie d'un gosse, tout ce qui m'importait c'était ma famille, mes enfants et rien d'autre, une attitude très égoïste. Malheureusement, la vie te fait comprendre à quel point tu avais tort. Si je m'étais battue... aujourd'hui je peux te dire que je me sens très coupable, de ne pas m'être battue, de m'être tue, de ne pas avoir dénoncé... Coupable de toutes ces choses que j'aurais pu faire pour que cela n'arrive pas à mon fils et je ne l'ai pas fait par ignorance, parce que j'ai accepté les choses telles qu'elles étaient... [...] L'endroit où mon fils a été en détention, cet endroit a été créé par les voisins, pour avoir plus de sécurité<sup>762</sup>. Apparemment notre quartier est très dangereux [ton ironique]. [...] Et ainsi, ceux qui ont de l'argent payent pour se sentir en sécurité parce qu'apparemment, ils ont peur de ceux qui habitent ici... alors que c'est le contraire, c'est nous qui devrions avoir peur de ceux qui sont là-bas, parce que ce sont eux qui font ces choses-là. C'est la police qui est corrompue, cette même police qu'ils payent et avec laquelle ils font des combines pour ouvrir un poste, derrière tout ça, il y a de l'argent ('caja'), c'est moi qui te le dis, ils se font tous payer avec la 'caisse noire' ('caja chica') »<sup>763</sup>.

---

762Le détachement où Luciano Arruga a été torturé et vu par la dernière fois a été, finalement, exproprié par la justice grâce à la lutte de ses proches et est devenu un « lieu de mémoire » en 2014. Voir : PAGÉS, Gloria. « Expropiarán el destacamento de Lomas del Mirador donde fue torturado Luciano Arruga ». La Izquierda Diario, Buenos Aires : 31/10/2014. Disponible sur : <http://www.laizquierdadiario.mx/Expropiaran-el-destacamento-de-Lomas-del-Mirador-donde-fue-torturado-Luciano-Arruga> (consulté le 10 novembre 2014).

763« Monica : Hace cinco años atrás cuando pasó todo... todos acá sabían que la policía acosaba pibes, que la policía les mandaba a robar... todos lo veíamos... nadie decimos nada... o sea, este es el país de no te metas... entendes ? Y pasan las cosas que pasó... entendés... a veces yo también me hago mi culpa, si yo hubiese hecho algo, quizás, no sé... muchas veces me pregunto, porque no hablé, porque ? Porque me callé si yo sabía, entendes ? El ser humano es muy egoísta, entendes ? Me hago cargo yo, fui egoísta, no me importó se estaba perjudicando la vida de un pibito, a mi solo me importaba mis seres queridos, mis hijos y nada más, una actitud muy egoísta. Lamentablemente la vida te hace ver lo equivocada que estas, entendes ? Si yo hubiese luchado... hoy te puedo decir que yo tengo mucha culpa, culpa de que no luché, culpa de que me callé, culpa que podría haber denunciado... culpa de que podría haber hecho muchas cosas para que mi hijo no le pase eso y no lo hice, por no saber, por ignorancia, por aceptar las cosas como estan... (...) El lugar donde estuvo detenido mi hijo... eso lugar lo crearon los vecinos... era pra crear seguridad... Nuestro barrio aparentemente es muy peligroso (ton ironico). (...) Asi, los que tienen plata piden seguridad porque supuestamente ellos tienen miedo de los que estan acá... cuando es lo contrario, nosotros que deberíamos tener miedo de los que estan allá, por lo que hacen ellos. Porque la policía que es la corrupta, la misma policía que ellos contratan y que hacen negociatas para abrir destacamento, todo eso hay caja, yo que lo te decía caja chica, todos cobran ». (tda.). Entretien avec Monica Arruga au quartier de San Justo à La Matanza le 6 mars 2013.

## **8.2.2. La mission socio-économique de « stabilisation » du trinôme mafieux en démocratie**

Le pouvoir économique légal et le marché illégal tenus par les OCM à travers leur « mission socio-économique » « stabilise » ce trinôme mafieux, en assurant la bonne circulation de la « marchandise » ou « biens » sur le terrain. Ainsi, cette « marchandise » se traduit, concrètement, par l'« argent » – le « pizzo » - imposé par les policiers-mafiosi aux commerçants, à la population locale et aux groupes criminels. Le « pizzo » se présente donc de trois façons principales : 1) une « taxe » payée, notamment par la population locale pour avoir accès à certains services basiques - principalement la sécurité mais, également, l'eau, la lumière, le réaménagement des rues, l'entretien du système d'égouts, entre autres – « privatisés » par les policiers ; 2) la pratique systématique du racket des activités économiques locales légales et illégales, autrement dit, les OCM « lèvent l'impôt »<sup>764</sup> des commerçants et, également, des groupes criminels ; 3) la « protection » des affaires des propres policiers-mafieux : avec l'argent du « pizzo » ils payent leur « impunité » aux acteurs politiques et judiciaires « amis ».

À BA, Monica Arruga raconte de quelle manière fonctionne la circulation de la « marchandise » ou « biens », le « pizzo » dans le « conurbano » bonaerense :

« Monica : comme dans tout le quartier, il y en a un qui passe à dix heures du soir et te dit 'il faut payer, il faut payer, il faut payer', il passe partout dans le quartier, partout, tu comprends ? Après la mort de mon fils, nous avons su que le commissaire du coin gérait douze bordels dans le quartier. Les marchés chinois doivent payer les policiers pour ne pas se faire cambrioler. S'ils ne payent pas, les policiers envoient quelqu'un. Ce sont eux qui décident si les commerces peuvent fonctionner, ils trouvent des vieux dossiers et ils te disent 'toi, tu vas te faire condamner'... Des menaces, tu vois ? Les gens prennent peur et répondent 'mais ça, c'est une vieille histoire' et le policier répond 'écoute, j'ai le dossier ici et tu es censé comparaitre, alors on fait quoi ? ...' Et l'autre dit 'mais moi, j'ai un travail, une famille', et le policier lui dit 'donne-moi 3000 pesos'. Et la personne va devoir payer trois mille pesos pour une

---

<sup>764</sup>Voir Padovani, *op. cit.*, pp. 90-93.

vieille dispute de plusieurs années à cause de l'alcool. C'est un lieu sans foi ni loi, ici la police tue, torture, fait disparaître et personne ne dit rien... »<sup>765</sup>

À BA, la « mission socio-économique » au sein du trinôme mafieux sert principalement au financement de la « caisse noire » (« *caja chica* ») de chaque département de police, en d'autres termes, les mêmes policiers qui combattent le crime sur un territoire déterminé sont également ceux qui gèrent, qui articulent ce même crime, en multipliant les bénéfices et en redistribuent les gains. Ici, il s'agit d'une relation étroite entre les OCM et « la gestion » du crime sur les mêmes zones judiciaires de rattachement des policiers impliqués.

À RJ, les Milices – dont les policiers impliqués sont organisés en groupes criminels autonomes et qui, dans leur majorité, ne sont pas rattachés aux commissariats et département de zones judiciaires où ils agissent - ont davantage ciblé le contrôle direct de tous les services – sécurité, lumière, TV câblée, internet, l'eau, transport alternatif, entre autres - et de toutes les activités économiques rentables sur les zones contrôlées. Mauro\*, professeur à Rio das Pedras, parle de ce contrôle :

« Enq : Comment obtiennent-ils de l'argent ?

Mauro\* : Oh ! Ils gagnent de l'argent de toutes les manières possibles, ils contrôlent le transport, l'électricité aussi car ce sont eux qui font les raccordements et qui administrent tout, ils contrôlent aussi le gaz, ils organisent des fêtes aussi, la fête *junina* (lors du mois de juin) dure presque un mois, ils font aussi le carnaval et ils décrètent même des jours fériés, je me souviens que le carnaval commence le vendredi mais dès le mercredi, Beto Bomba<sup>766</sup> a décrété que le carnaval commencerait ce jour-là et que les écoles de samba devaient accorder une journée de repos aux élèves, c'est différent ailleurs où il n'y a pas autant d'argent mais ici, ils contrôlent même la vente de *caipivodka* (boisson alcoolisée qui mélange des fruits avec de la vodka), vraiment tout... [...] ».<sup>767</sup>

---

765Monica : como en todo barrio, a las diez de la noche, viene uno y te dice 'dáme la cantidad, dáme la cantidad, dáme la cantidad', pasa en todo el barrio, en todo, entendés ? A raíz de la muerte de mi hijo a los meses de eso supimos que doce prostíbulos los gerenciaba el comisario de aca. Los mercados chinos tenían que pagar a los policas para que no los roben. Si no pagabas, los mismos a ellos te mandaban a robar. Ellos liberaban la zona para que todos los negocios (funcionaran)... sacaban expedientes viejos y venian : mira, que a vos te va a caer una condena...Amenaza, entendés ? La gente se queda con miedo y contesta : 'mira, pero eso pasó hace años'...y la policia contesta : 'mira, aqui tengo el expediente y vos tenés que presentarte...como hacemos?...y el otro contesta, 'pero yo tengo trabajo, familia...' y, el policia, 'dáme 3 mil pesos'. Y el hombre va a tener que arreglar 3 mil pesos por una pelea de borracho que hubo hace años en la esquina, entendés ? Una terra de nadie... acá la policia mata, tortura, desaparece, nadie dice nada... ». (tda.). Entretien avec Monica Arruga, *op. cit.*, 2013.

766L'un de boss de la Milice « Liga da Justiça » (« Ligue de la Justice ») de Rio das Pedras.

767Pesquisador: Como é que eles ganham o dinheiro lá?

Mauro: Ah! Eles ganham dinheiro de tudo conté jeito, eles controlam o transporte, eles controlam a luz elétrica, porque eles que fazem os gatos, eles que administram, eles tem muito negócio lá dentro, gás, eles organizam festas também, festa junina lá dura quase um mês, carnaval também eles que organizam inclusive eles decretam feriado, no carnaval eu lembro que começa sexta-feira, na quarta-feira o Beto Bomba decretou que o carnaval começava na



Ainsi, en jonglant avec la double casquette policiers-mafieux, leur rôle serait de justifier leur contrôle, en prétextant, d'un côté, lutter contre la criminalité commune et, plus particulièrement, contre le trafic de drogues et, de l'autre côté, de s'accaparer des services négligés par le propre État, de les « offrir » à la population, en les convaincant ainsi d'adhérer à leur « mission » par le biais d'une « taxe » - ou « pedágio » (« péage »). Gisele\*, habitante de la communauté de Campo Grande, explique de façon détaillée le mode de fonctionnement de la Milice locale et de quelle manière elle a pu contrôler ce vaste territoire :

« Enq. : Comment s'est déroulée l'arrivée de la milice à Campo Grande ?

Gisele\* : Ce n'était pas très amical. Ils ont menacé les habitants et leur ont dit qu'ils devaient faire installer la télévision payante et surtout le gaz pour la cuisine, les bombonnes de gaz qu'ils s'étaient appropriées. C'est à partir de ça qu'ils ont imposé leur domination sur la communauté. Les gens devaient payer les 15 reais, au début, ils ont demandé 10 et puis ils ont augmenté à 15 pour les habitants comme pour les commerçants.

Enq. : Et cette taxe est obligatoire ?

Gisele\* : Obligatoire.

Enq. : Et que se passe-t-il lorsque les habitants ou les commerçants ne payent pas ?

Gisele\* : S'ils ne payent pas, ils sortiraient dans la rue en ayant peur. Il peut leur arriver n'importe quoi. Au tout début... Il y a cinq ans, ils pouvaient même vous bloquer l'accès au quartier en voiture. Il y avait un code pour pouvoir rentrer, il fallait faire clignoter deux fois les feux. Aujourd'hui je ne sais plus quels sont les codes, mais je me souviens de celui-là. Si tu es un habitant, deux clignotements. Si tu rentres à pied, il faut s'identifier, 'vous allez où ?', 'quel est votre ami ou parent qui habite ici ?' »<sup>768</sup>

---

quarta e aí as escolas tinham que liberar os alunos, lá eles ainda iam porque era outro local que não tem tanta, que não tem esse acesso, mas, enfim eles que organizam barraquinha de capivodka, tudo...(t.d.a.). Entretien avec Mauro\* réalisé à Rio das Pedras le 15 octobre 2012.

768« PESQ.: E como foi a entrada da milícia em Campo Grande?

Gisele\* : Não foi uma coisa muito amigável. Eles entraram mesmo ameaçando os moradores, que tiveram que colocar a TV a cabo e, principalmente o gás de cozinha, o botijão de gás usurpados por eles. Então, eles começaram a dominar a comunidade por aí. E eles tinham que pagar mesmo os 15 reais, começaram com 10 reais, depois aumentaram para 15, tanto os moradores quanto os comerciantes.

PESQ.: E essa taxa é obrigatória?

Gisele\*: É obrigatória.

PESQ.: E o que acontece com os moradores e comerciantes que não pagam?

Gisele\*: Quando eles não pagam, eles andam nas ruas com medo. Pode acontecer qualquer coisa. E no início, início assim... Há uns cinco anos, alguns até barravam você quando entrava no bairro de carro. Então, você tinha um código: nós tínhamos que entrar lá dando duas piscadas no farol, tinha um código. Até agora eu não esqueci os códigos. Esse eu me lembro. Se você é morador: dois toques. Se você entrar a pé, você tem que se identificar, "vai pra onde?", "quem é o seu parente ou amigo que mora aqui?". (t.d.a.). Entretien avec Gisele\* tiré de la base de données, *op. cit.*, 2012.

Dans le quartier de Gardênia Azul, zone ouest de RJ, la Milice locale n'oblige pas la population à payer le « péage », mais les commerçants sont obligés de payer sous peine de perdre leurs commerces et, même, d'être expulsés de la communauté. Andréa\*, habitante de la région, explique les règles imposées par ces groupes :

« Enq. : Et vous saviez comment fonctionnaient toutes ces règles ?

Andréa\* : Tout le monde savait. C'était quelque chose de très transparent, vous pouviez être chez le boucher pour acheter de la viande et ils arrivaient et prenaient leur argent devant tout le monde, tout le monde était au courant de ces choses, il n'y avait rien de caché.

Enq. : Et quelle était la réaction des habitants ?

Andréa\* : À la fin, on s'habitue et plus personne ne dit rien. Il y a ceux qui osent parler et qui se mettent en danger, mais il y a beaucoup de gens qui acceptent et qui trouvent ça très bien.

Enq. : Donc les habitants ne sont pas obligés de payer quoi que ce soit ?

Andréa\* : C'est selon les endroits, mais ici non. La vérité c'est que ce sont les grandes sommes d'argent qui les intéressent, ce ne sont pas tellement les habitants qui leur font gagner de l'argent mais plutôt les commerçants. Comme les commerçants font des profits, ils voient que c'est à travers eux qu'ils peuvent obtenir de l'argent, même quelqu'un qui a une petite baraque à frites doit payer un *péage*.

Enq. : Et ce 'péage' est obligatoire ?

Andréa\* : Les gens finissent par se sentir... comment dire, ils se sentent obligés de payer par peur.

Enq. : Et si on ne paye pas, que peut-il se passer ?

Andréa\* : Si, par exemple le vendeur de casseroles, j'ai su que le vendeur qui va là-bas vendre ses casseroles, doit payer et s'il ne paye pas, il se fait expulser, même s'il habite le quartier il finit par se faire expulser, ils gardent même la maison avec tout ce qu'il y a dedans et ils expulsent la personne. »<sup>769</sup>

---

769PESQ.: E você sabia como essas regras funcionavam?

Andréa\*: Todo mundo sabia. Por que era uma coisa assim muito escancarada, tinha um momento que você estava no açogue e você via um deles chegando e pegando dinheiro, você estava ali pra comprar uma carne, mas você presenciava, esse tipo de coisa, todo mundo sabia, não era nada escondido.

PESQ.: E como é que a população, o pessoal que mora lá reagia?

Andréa\*: Acaba sendo normal, ninguém fala nada. Tem os que ousam falar e correm risco mas também tem muita gente que aceita e mesmo acha bom.

PESQ.: Então os moradores não precisam pagar taxa nenhuma?

Andréa\*: Tem lugar que sim, mas aqui não. Na realidade eles querem dinheiro grande, aí aonde eles conseguem ganhar não vai ser do morador, mas assim com o comerciante, como o comerciante tem lucro, eles acham que podem tirar dessas pessoas, quem vende qualquer coisa, quem tem uma barraquinha de batata frita eles querem dinheiro e tem que pagar o pedágio pra eles

PESQ.: E era obrigatório esse "pedágio"?

Andréa\*: As pessoas acabam se sentindo assim... como é que eu posso te dizer, obrigada a pagar por medo, aí eles acabam pagando.

PESQ.: E se não pagasse o que aconteceria?

Andréa\*: Se não pagar, por exemplo, o paneleiro, eu fiquei sabendo que o paneleiro vende lá as panelinhas dele, e isso e aquilo e eles tem que pagar pra trabalhar lá dentro, aí acaba sendo expulso, se for morador acaba sendo

De ce fait, la « mission » des OTM à RJ ne se résumait donc pas à gérer le « crime », en visant à détourner les profits directs pour chaque département et/ou commissariat, mais d'exercer un contrôle ferme du « territoire » et de la population locale, en vue d'enrichir chaque groupe, disposé comme une vraie *famiglia* mafieuse. Si, dans certaines communautés à RJ, cette « mission » peut être considérée par certains habitants bénéfique et efficace aussi bien en ce qui concerne la sécurité que dans l' « offre » des services basiques à la population, dans d'autres, elle est aperçue comme très néfaste, jusqu'à être vue comme une stratégie pour répandre la « terreur » parmi les habitants.

« Gisele\* : Ils font du terrorisme, même avec les habitants.

Enq. : Comme quoi par exemple ?

Gisele\* : Ils ne vous laissent pas rentrer chez vous sans payer. C'est de la domination. Et les commerces les soutiennent. Vous avez des grands commerces ici à Campo Grande qui sont contrôlés par la milice, ce sont eux les propriétaires. Les postes d'essence leur appartiennent, et même certaines *churrascarias*<sup>770</sup> célèbres. Vous ne pouvez pas rentrer dans la *churrascaria*, parce qu'ils savent que vous n'avez pas payé.

Enq. : Ils font ce genre de ségrégation avec les habitants ?

Gisele\* : Oui, c'est le patron en personne qui le fait. C'est horrible.

Enq. : Vous connaissez une personne qui avait voulu accéder à un de ces établissements et qui n'a pas pu ?

Gisele\* : Oui. Un de mes collègues ne paye pas et ne peut pas fréquenter ces endroits. Et dans la rue, on les regarde de travers. Même la famille, dans la rue... Parce que lorsque vous êtes un peu plus instruit, lorsque vous avez un peu plus d'éducation, ça ne vous intéresse pas d'accéder à ce genre de milieux. Vous vous dites qu'en payant vous êtes en train de cautionner tout ça par peur et que vous n'en avez pas envie. Là ça devient difficile, vraiment difficile. Les autres habitants ont peur de parler à ces personnes parce qu'elles ne coopèrent pas avec la milice.

Enq. : Donc finalement, les habitants qui ne payent pas...

Gisele\* : C'est comme si on les expulsait. Et il s'agit parfois d'habitants de longue date à Campo Grande. »<sup>771</sup>.

---

expluso, eles ficam até com a casa, com os objetos e eles mandam a pessoa embora. ». (tda.). Entretien avec Andrea\* tiré de la base de données, *op. cit.*, 2012.

<sup>770</sup>Restaurant traditionnel brésilien de viande.

<sup>771</sup>« Gisele\* : Eles fazem terrorismo mesmo com os moradores.

PESQ.: Como o que, por exemplo?

Gisele\* : Não deixar entrar na própria rua, sem pagar. Domina. E o comércio ajuda. Tem comércio grandes aqui em Campo Grande, com domínio da milícia. São milicianos os donos. Donos de postos de gasolina e donos de churrascarias famosas são os próprios milicianos. Você não pode nem entrar naquela churrascaria, porque ele sabe que você não paga.

De plus, à Campo Grande, toujours d'après le témoignage de Gisele, l'*intreccio* policier-mafieux et, par conséquent, le passage presque « organique » du fonctionnaire public au *maffiosi* constitue une évidence. Il s'agit ici également de comprendre dans quelle mesure la propre institution de sécurité est utilisée comme un moyen d'y accéder à la Milícia.

« Enq. : Et lorsque les miliciens sont arrivés, ils se sont fait aider par des policiers ?

Gisele\* : Oui, il y avait beaucoup de policiers.

Enq. : Comment se sont passées les choses ?

Gisele\* : Nous avons vu arriver de nouveaux policiers... On savait qu'ils étaient nouveaux dans la corporation parce que c'étaient nos collègues. Ils avaient fait leurs preuves au sein de la police et ensuite ils rejoignaient la milice. [...] Au début, ils croyaient sincèrement qu'ils étaient en train d'aider la communauté. Le quartier où j'habitais était un ancien quartier, avec des habitants ordinaires, un quartier très tranquille. Lorsque la *favela* est apparue, elle a débordé sur toute la périphérie<sup>772</sup>. C'est comme si ce quartier paisible s'était retrouvé à l'intérieur de cette *favela* violente. Alors tous ces gens qui sont nés dans le quartier, des gens comme moi, des jeunes qui manquaient d'opportunités, qui n'avaient pas de travail, ils voyaient cette favela grandir et ils ont décidé de devenir policiers. Ils sont devenus policiers et ensuite miliciens, en se disant que c'était la meilleure manière de contrôler le quartier. C'est à peu près ce qui s'est passé »<sup>773</sup>.

---

PESQ.: Eles fazem esse tipo de segregação entre os moradores?

Gisele\*: Fazem, o próprio dono faz. É uma coisa, assim, horrorosa.

PESQ.: Você já soube de alguma pessoa que tentou entrar num comércio desses e não...?

Gisele\*: Já. Um colega meu, porque ele não paga, ele não pode frequentar. E são olhados na rua com caras feias. A própria família passa na rua e... Porque quando nós somos um pouquinho mais instruídos, quando nós temos um pouquinho mais de educação, quando a gente reconhece o problema, a gente não quer entrar nesse meio. Porque pagar, parece que nós estamos mesmo acatando aquilo, com medo, ficando com medo, ou porque a gente está fazendo parte daquilo e nós não queremos. Aí, fica difícil, muito difícil mesmo. Os próprios moradores ficam com medo de falar com essas pessoas que não ajudam a milícia.

PESQ.: Então, os moradores que não pagam...

Gisele\*: Quase são expulsos. E são moradores antigos em Campo Grande. » (tda.). Entretien avec Gisele\* tiré de la base de données, *op. cit.*, 2012.

<sup>772</sup>Tant à Buenos Aires qu'à Rio de Janeiro, les régions contrôlées par les OCM sont des territoires avec des caractéristiques plus proches de celles des « banlieues » ou « suburbs ». Dans un premier temps considérées comme des zones rurales, ces régions ont subi petit à petit un processus d'industrialisation et d'urbanisation dû à l'arrivée progressive d'une grande masse de travailleurs issus des processus de migrations interne et externe. Plus récemment, depuis les années 90, nous observons un processus inversé de « désindustrialisation » et de « favelisation » des banlieues, en formant donc des espaces 'nouveaux' où habitent des 'arrivants' très pauvres venus des favelas plus 'centrales' entourées des espaces plus 'traditionnels', notamment, des premières générations d'arrivants'. Ainsi, nous observons la formation de nouvelles favelas ou villas dans les banlieues.

<sup>773</sup>« PESQ.: E essa entrada da milícia contou com algum tipo de participação policial?

Gisele\* : Sim, muitos policiais.

PESQ.: Como se deu isso?

Gisele\* : Nós vimos policiais novos na polícia... Nós sabíamos que eram novos na polícia, na corporação, porque eram nossos colegas que cresceram e fizeram prova pra polícia, e que entravam nessa milícia. (...) E eles achavam que estavam tomando conta mesmo da comunidade. Porque foi assim: o meu bairro, onde eu morava, era um bairro antigo, com moradores comuns, sempre foi um bairro muito tranquilo. Quando a favela surgiu, ela tomou conta da periferia. Então, é como se o bairro tranquilo tivesse ficado dentro dessa favela violenta, era o miolo, e eles

Ainsi, tandis qu'à RJ, l'institution de sécurité est utilisée comme un levier d'irradiation du phénomène mafieux qui se montre de façon assez « décentralisé » et « autonome » avec le cas des Milices, à BA, à travers le cas des Escadrons, l'institution est le « centre » même de l'organisation et de l'irradiation du phénomène mafieux. Ces différences se traduisent concrètement de la façon suivante :

1) les OCM à RJ sont composées de policiers dont le but est d'exercer un contrôle du « territoire » et de la population locale en vue d'extorsion, prétextant combattre la criminalité et, plus particulièrement, le trafic de drogue. Il existe, donc, une relation étroite entre ces groupes avec le « territoire » et la population locale, sans qu'ils doivent nécessairement rendre compte à l'institution de sécurité locale.

2) La formation des OCM à BA démarre au sein même des institutions de sécurité locales, ayant comme objectif le financement de la « caisse noire » de chaque commissariat : dès lors, ceux qui combattent le crime sur un « territoire » déterminé sont également ceux qui gèrent, qui articulent ce même crime et qui en redistribuent les gains. Il existe donc une relation étroite entre ces groupes, les institutions de sécurité présentes sur le « territoire » et la gestion du crime.

### **8.2.3. Mission politique-juridique de « stabilisation » du trinôme mafieux**

La mission politique-juridique « stabilise » le trinôme mafieux, s'appuyant sur les relations entretenues historiquement entre le pouvoir policier, le pouvoir politique et le pouvoir judiciaire sur ces deux terrains. La « marchandise » échangée ici étant la « légitimité », à savoir, le vernis « légal » attribué aux OCM grâce à la « bonne entente » avec les hommes politiques et les juges locaux en échange de, notamment,

---

começaram a dominar o nosso bairro. Então, esse pessoal que nasceu ali no bairro, como eu, esses rapazes, por falta de perspectivas, não tinham trabalho, não tinham profissão, vendo essa favela crescendo começaram a entrar pra polícia. E entrou pra polícia e entrou pra milícia, achando que iam tomar conta do bairro. Então, foi isso que aconteceu. » (tda.). Entretien avec Gisele, idem.

trois « monnaies » : « argent », « votes » et « sensation de sécurité ». Cette « mission » est incontournable pour la propagation, parmi les habitants, d'un « discours de légitimation » qui préconise la nécessité de la présence mafieuse. Ce procédé est également couramment utilisé par la mafia italienne afin de passer une image positive – l'idée d'une « criminalité honorable »<sup>774</sup> capable de rendre la justice de manière équitable :

« pour le mafieux, le seul exercice de la fonction de 'protection' n'est par forcément valorisant car il peut être réduit au rôle de la 'brute' et, s'il apporte des bénéfices, il ne suffit pas à construire l'image d'homme d'honneur'. En adjoignant à la protection et à l'intermédiation le rôle de 'juge de paix', le mafieux peut se targuer d'une dimension plus positive : moins parasitaire, il devient personnage nécessaire au bon fonctionnement de la société aux yeux de tous. C'est là que réside une partie de la légitimité sociale que la mafia peut revendiquer, à la différence des autres formes de criminalité organisée »<sup>775</sup>

Or, il se trouve qu'en fonction du contexte, la demande sociale de « justice » peut se montrer très arbitraire et c'est justement pour empêcher ces dévoiements que les institutions démocratiques doivent être renforcées. Sur les deux terrains, ce « discours de légitimation » se voit entretenu et accepté par une demande sociale croissante - et souvent « aveugle » - de sécurité qui donne plein pouvoirs aux pratiques de justice « hors la loi », comme les lynchages. La multiplication de ces pratiques lors des vingt dernières années coïncide et va de pair avec l'encouragement et l'acceptation de ces phénomènes mafieux par une grande partie de la population aisée, mais également, celle issue des quartiers plus défavorisés. Les pouvoirs politique et judiciaire finissent par subir, eux aussi, une influence croissante des effets de ce « tournant sécuritaire », ainsi que l'institution de sécurité elle-même.

À BA, les militants de l'ADPH de la municipalité de La Matanza racontent le cas du lynchage de Lucas Navarro et dans quelle mesure à l'aune d'autres cas similaires la justice aurait tendance à être partielle et sélective – l'inverse donc d'une justice propre aux institutions démocratiques :

« Matías : Et ce que je vous ai dit auparavant, c'est que la violence ne vient pas seulement de la police mais aussi de la société. Cette partie de la société a un

---

774 Pour la mafia, une mystification durable tourne autour du vocable relatif à l'« honneur » : « hommes d'honneur », « honorable société », « crime d'honneur » et, ainsi de suite. Voir : CAMPEYRACHE, Clotilde. Quand la mafia se légalise : Pour une approche économique-institutionnaliste. Paris : CNRS Éditions, 2016.

775 Voir Champeyrache, *op. cit.*, 2007. p.197.

concept selon lequel, en matière de sécurité, l'ennemi est l'autre et que si vous devez tuer, vous devez le faire parce que si un *pibe* vole elle veut la justice de sa propre main. Et puis la police vient et les frappe et parfois ça déborde ('*se les va la mano*'). Et cela se produit de plus en plus, car l'idée que l'insécurité est partout se passe tout le temps. Il y a un cas où les voisins ont tué un enfant, c'est le cas Lucas Navarro.

Julio: Lucas a essayé de voler une voiture, les voisins minimisent cet acte facilement parce qu'il avait 15 ans, très petit. Et de là, il y a un passage à tabac énorme, ils le tuent. Et ce n'était pas un simple homicide, parce que dans ce cas, il faudrait que tu voies la photo de l'autopsie... ici nous avons vu un mépris total pour la vie, ce n'était pas ce que nous appelons un homicide pré-intentionnel car ils ont cherché à donner des coups seulement dans les parties vitales du corps de Lucas.

Matías: Le problème est que tant la justice que la société ont tendance à être plus solidaires avec les personnes qui l'ont attaqué qu'avec ce garçon qui a été tué par des coups. C'est absolument dangereux cela. Par exemple, nous sommes allés en justice et, dans une décision très polémique, les juges ont acquitté les voisins qui ont été identifiés comme étant ceux qui tenaient Lucas pendant que les autres les tabassaient. Et la justice les a acquittés par manque de preuves! Alors qu'il y avait plusieurs preuves et éléments de condamnation. Ensuite, cela tend à légitimer cette 'justice par ses propres mains'. Et le message à la société est en effet terrible, car si vous procédez de cette manière, (...), ne vous inquiétez pas, la justice va vous protéger. »<sup>776</sup>.

Il s'agit donc ici d'un rapport de cause-conséquence très difficile à démêler parmi certaines pratiques criminelles - celles qui provoquent un sentiment généralisé d'insécurité dans la vie quotidienne des grandes villes et, notamment, des quartiers pauvres - et certains « types sociaux » socialement « étiquetés » (et « accusés ») par leur classe sociale, leur couleur de peau et leur style de vie. Leurs crimes - quand ils existent vraiment et ne sont pas le résultat de preuves « plantées » et des enquêtes mal-conduites - ne sont pas considérés comparables à tous les autres crimes des agents d'État – les policiers, les acteurs politiques et de la justice impliqués dans des affaires

---

776« Matías : Y lo que te contaba yo antes es que la violencia no es solamente de la policia pero de la sociedad. Esa parte de la sociedad tiene concepto de que en cuestiones de seguridad el enemigo es el otro e que si hay que matar hay que matar porque se un pibe esta robando quiere justicia por mano propia. Y entonces la policia va y les pega e se les va la mano. Y eso se pasa cada vez más porque se pasa la ideia que la inseguridad esta por todas partes. Hay un caso donde los propios vecinos matan a un pibe, es el caso Lucas Navarro.

Julio : Lucas intentaba sustraer un auto, bueno los vecinos lo reducen a el facilmente porque tenia 15 años, muy chiquito. Y apartir de alli se sucede una golpiza tremenda, lo matan. Y no fue un homicidio casual, porque en este caso tendrías que ver lo que es la foto de la autopsia...entonces aqui se actuo con un total desprecio por la vida, no fue lo que llamamos un homicidio preterintencional sino que se golpeo buscando las partes vitales del cuerpo de Lucas.

Matías : El problema es que tanto la justicia cuanto la sociedad tiende a se solidarizar más con las personas que lo agredieron que con ese chico que fue muerto a golpazos. (...) esto que es absolutamente peligroso aqui. Por ejemplo, fuimos a juicio oral y en un fallo cuestionado los han absuelto a los vecinos que venian identificados en cuanto a que fueron todos aquellos que le sustenian mientras que le golpeaban. Y la justicia absolvió por falta de pruebas. Y pruebas y elementos para la condena habia. Entonces se tiende a legitimar luego esta justicia por mano propia. Y el message hacia la sociedad por supuesto es terrible encuanto a que si vos procedeis de esa forma, (...), no se preocupe, vas a encontrar en la justicia el amparo. » (tda.). Entretien avec les militants de l'APDH à La Matanza le 7 mars 2013.

mafieux – et ces jeunes deviennent des éléments suspects dès le début. Le phénomène de la « sensation d’insécurité » fini par advenir une manoeuvre absolument nécessaire pour le bon fonctionnement du trinôme mafieux.

À RJ, Carlos\* pointe du doigt la sélectivité de la justice dans la région de Guadalupe et indique notamment, dans quelle mesure l’appareil juridique aidé par le statut politique, peuvent créer une façade de légitimité à des actions éminemment arbitraires entamées par les OTM :

Carlos\* : Lorsque je parle de miliciens, je me réfère aux organisateurs, aux leaders... Par exemple, le mec qui est propriétaire des moto-taxis, celui qui organise des check-points, ce sont eux les candidats, ils mènent leur campagne sur place, ils ont un temps de parole dans les médias, ce sont des personnalités publiques. Ils n’agissent pas comme des criminels. Je trouve cela incroyable de penser que ces gens ont tout un système de protection légale, il y a des gens qui se chargent de toutes ces questions juridiques pour qu’ils puissent agir ainsi sans qu’on les prenne pour des criminels. Il me semble que c’est ce qui se passe. [...] tout porte à croire que ce sont les miliciens qui ont éliminé tous les marginaux, tous les petits bandits qui volaient dans le quartier. En exécutant quelqu’un, le milicien impose sa propre justice et commet le même crime que celui qu’il tue, mais c’est compliqué parce que celui qui est victime d’un vol veut obtenir réparation et le voleur n’a pas les mêmes privilèges que les miliciens »<sup>777</sup>.

Manuel Combi, membre de l’ADPH et avocat de la famille de Luciano Arruga raconte dans quelle mesure l’« étiquetage » que subissent ces jeunes issus des quartiers démunis du *conurbano bonaerense* crée également les conditions favorables à la maintenance de l’« équilibre » de ce trinôme mafieux local concernant la mission « politico-juridique » de ces groupes :

« À une époque, tout le monde essayait de lui faire comprendre que son fils était un délinquant... pour lui faire comprendre pourquoi il avait disparu... mais c’est absurde parce que même si c’était le cas... ils mentent, déjà parce que ce n’était pas un criminel et surtout parce que, même s’il l’était, la justice est là pour ça, mais tous ces gens (les voisins les plus riches) voient les choses comme ça... leur discours consiste à dire ‘il faut tous les tuer’.

---

<sup>777</sup>« Quando eu falo milicianos, são os organizadores, os líderes... Por exemplo, o cara que é dono do moto taxi, o cara que organizou as cancelas, eles são candidatos, eles estavam fazendo campanha aí, teve horário eleitoral, são pessoas públicas. Não agem como criminosos. Daí vem meu espanto de achar que eles têm algum respaldo legal, têm alguém fazendo essa parte jurídica para eles poderem atuar de uma forma sem se passar por criminosos. É isso que parece. (...) tudo indica que foram os milicianos que deram um fim lá nos marginais, bandidinhos lá que estavam roubando, é aquilo, o cara faz ali a justiça dele, ao executar a sua justiça, ele cometeu o mesmo crime do outro, mas é complicado, a pessoa que foi roubada quer ser recompensada e o ladrãozinho lá não tem os mesmos privilégios dos milicianos ». Entretien avec Carlos\* tiré de la base de données, *op. cit.*, 2012.



Enq. : Et ces gens ont été capturés ?

MC : Non, pas encore. Parce que la justice a besoin de preuves pour condamner ces gens-là, alors qu'elle n'a jamais besoin de preuves quand il s'agit de gens comme nous. Pour eux, ils ne suffit pas d'avoir des preuves, ils doivent prouver absolument tout. »<sup>778</sup>.

Michel Misse a développé le concept de « sujétion criminelle » (« sujeição criminal ») pour analyser la réalité brésilienne et, plus précisément la « carioca », concernant cette manière arbitraire de « rendre la justice ». Selon lui, il existerait une sorte de « causalité circulaire cumulative » (« causalção circular acumulativa ») dans laquelle certains facteurs sociaux s'alimentent réciproquement, ~~en~~ entraînant, d'une part, une accumulation d'incriminations préventives sans forcément avoir une base légale pour un segment de la population et, d'autre part, des stratégies de « légitimation » des pratiques arbitraires commises par la police contre ce même segment de la population avec la protection des acteurs politico-juridiques. Ce fait suscite la peur de la population la plus touchée quant à dénoncer les crimes des agents répressifs et une méfiance chronique de cette même population vis-à-vis de la justice. Ricardo\*, délégué du « Commissariat de répression aux Actions criminelles organisées » (« Draco »<sup>779</sup>) à RJ, explique comment la peur et la méfiance peuvent justement freiner le combat contre ces groupes mafieux :

« Selon moi, la principale caractéristique des enquêtes judiciaires sur les milices est la difficulté à trouver des témoins, c'est ce qui les distingue des autres enquêtes que nous menons ou que j'ai pu mener dans le passé. C'est un problème classique avec les milices, dans le meilleur des cas vous avez un seul témoin mais parfois vous n'en avez pas, vous devez agir seulement à partir des informations obtenues par écoutes téléphoniques, au maximum deux ou trois écoutes de conversations avec des membres de la famille, rien de plus, et toujours un nombre limité de témoignages pour des raisons évidentes, les gens savent qu'ils prennent beaucoup de risques... Tout cela est en train d'évoluer, je pense que le moment viendra où les gens comprendront qu'il vaut la peine de témoigner, mais ils se méfient parce qu'ils savent que les politiques et certains juges essayent d'intervenir, que certains policiers sont impliqués. Nous aussi, nous sommes des policiers et la personne se pose des questions, elle se demande si elle peut faire confiance à cette DRACO ou s'il s'agit de

---

778« Habia una epoca que todos tratadan de hacer ella entender que el hijo de ella era delincente...para tratar de explicar porque el habia desaparecido...que incluso eso es una locura porque incluso se el hubiera sido cual es el problema...primero mentieron porque no era asi, y se hubiera sido asi, se para eso hay la justicia, sin embargo, esos tipos (los vecinos más ricos) son asi...de hecho el discurso de ellos es que « hay que matarlos a los pibes ».

Pesq. : Y los tipos fueron presos ?

MC. : No, todavia la justicia no. Porque la justicia para los nuestros no necesitan pruebas, para los de ellos si necesitan pruebas. No pruebas, ellos necesitan hasta el ultimo elemento. » (tda.). Entretien avec Manuel Combi, op. cit, 2013.

779Division de lutte contre le crime organisé

policiers comme les autres, qui font partie de la milice, et il faut du temps pour que les gens acceptent de nous faire confiance »<sup>780</sup>.

Outre ce facteur, il s'avère très difficile pour les policiers et les juges réellement engagés dans le combat des OCM de mener une enquête sérieuse qui aboutisse à la condamnation des personnes impliquées à cause des menaces et des persécutions qu'ils subissent de part de leurs propres pairs. Ricardo\* raconte son expérience en 2006 dans le combat contre les Milices lorsqu'il était délégué du troisième département de police (3<sup>o</sup> DP) du quartier de Maréchal Hermes dans la zone nord de RJ :

« En 2006, je venais tout juste d'être nommé *délégué*<sup>781</sup> au sein de la 3<sup>ème</sup> Division de Police, à Maréchal Hermes, un secteur où la milice était très présente, et j'ai demandé la capture d'un milicien qui avait tué un habitant de la zone. La copine de la victime est venue au commissariat pour témoigner et elle a tout raconté, elle a accusé le chef principal de la milice, Fabrício Fernandes Mirra, d'être responsable de l'assassinat. C'est quelqu'un qui est actuellement condamné et qui dirigeait un groupe de milice appelé *Águias de Mirra*. Seulement à l'époque, il régnait en maître absolu dans la localité, car les autorités et même certains politiciens soutenaient l'action des milices. Vous pouvez faire des recherches sur YouTube et vous trouverez des gens qui défendent les agissements des miliciens, qui disent que c'est de l'auto-défense communautaire, des absurdités de ce genre. J'ai fait une demande d'emprisonnement, je n'avais pas beaucoup d'expérience mais je me suis assuré d'avoir tous les éléments prouvant qu'il s'agissait d'un homicide volontaire, et lorsque j'ai fait la demande d'emprisonnement de ce milicien qui était policier militaire, j'ai été persécuté. C'était le chef absolu de la milice mais j'ai réussi à le faire emprisonner, cependant le lendemain, l'enquête a été transférée par Alvaro Lins<sup>782</sup>, le chef de police de l'époque, à la division des homicides de la capitale. À ce moment-là, ils ont tout fait pour innocenter le milicien, en disant que j'avais corrompu le témoin. De manière absurde, ils ont dit que j'étais en train de le persécuter sans raison, parce qu'à l'époque, tout le monde avait peur de lui, tout le monde savait que c'était le bourreau du quartier et que je n'avais fait que suivre mon devoir. Il n'y a aucune logique. J'ai demandé l'emprisonnement du milicien et j'ai souffert des conséquences.

---

780« Na minha opinião o que caracteriza a investigação sobre milícias é uma dificuldade em encontrar testemunhas, esse é o ponto marcante assim, totalmente diferente de outras investigações que nós fazemos, ou que eu já fiz entendido? Isso daí é clássico se tratando de milícia, você tem no máximo uma testemunha, às vezes não tem ninguém, você tem que atuar só com o que foi apurado mediante escuta telefônica e no máximo duas ou até três da mesma família, mas nunca mais que isso, é sempre um número bem limitado de testemunha por razões óbvias, elas sabem que é muito arriscado e eu acho também que é... Isso tudo está evoluindo ainda, vai chegar um tempo, eu espero, que as pessoas percebam que testemunhar vale à pena, mas elas ainda ficam desconfiadas porque tem envolvimento de parlamentar, de juiz, que eles sabem que são poderosos, tem envolvimento de policiais e nós somos policiais, então a pessoa fica com aquela crise, em dúvida, será que eu posso confiar nessa DRACO, eles são policiais como os outros que estão fazendo parte da milícia, o que é que eles tem de diferente, aí com o tempo a gente vai ganhando um pouco de confiança com esse pessoal. » (tda.). Entretien avec Ricardo\* délégué de la DRACO tiré de la base de données, *op. cit.*, 2012.

781Le délégué de la police est, au Brésil, une branche d'Etat composée de fonctionnaires appartenant aux cadres de la police civile ou de la police fédérale.

782Alvaro Lins, ancien officier de police civile, était à la tête de la police civile de Rio de Janeiro pendant les gouvernements d'Anthony Garotinho et de Rosinha Garotinho entre 1999 et 2004. En 1994, il avait déjà été accusé d'être impliqué dans le jeu. En 2008, il a été arrêté pour avoir reçu des pots-de-vin du crime organisé et pour ses relations privilégiées avec les milices.

L'enquête a été transférée à la division des homicides et là-bas ils ont menacé le témoin et celle-ci a modifié son témoignage en déclarant que je l'avais forcée. Il a donc été libéré et il a tué d'autres personnes. À cette époque, je me suis vraiment demandé si je ne devais pas quitter la police parce que j'étais inquiet, je me disais que si, même le chef de la police était impliqué, cela ne servait à rien. Je me suis demandé si j'avais vraiment envie de cela, si cela valait la peine. Parce que vous faites votre devoir et vous êtes persécuté par les membres de votre institution. Je ne parle pas des miliciens mais du chef de la police, du propre chef de police. J'ai vraiment failli quitter l'institution, mais je ne l'ai pas fait »<sup>783</sup>.

Cela démontre tout le schéma de protection qui se met en place lorsqu'il s'agit d'occulter l'arbitraire et de « stabiliser » la zone grise des affaires mafieuses dès que les personnes impliquées se sentent attaquées. La « mission politico-juridique » sert donc à mobiliser certains acteurs « amis » des OCM pour arriver à cette fin. Manuel Combi et Monica Arruga expliquent de quelle manière l' « Escadron », impliqué dans la mort et la disparition de Luciano, a réussi pendant plusieurs années à s'en sortir indemne :

« Enq. : Vous avez réussi à convaincre des témoins ?

MC. : Oui, nous avons eu quelques témoins, mais c'est très difficile dans les cas de disparition. C'est une vieille histoire, s'il n'y a pas de corps, il n'y a pas de crime. Et ils le savent. La différence c'est que Luciano avait été en détention à plusieurs reprises et il avait été torturé. À ce moment-là, une enquête a été lancée à l'encontre du policier responsable qui a été écroué pour

---

783« Em 2006, eu tinha pouco tempo de delegado, eu era plantonista na 3ª DP, em Marechal Hermes, área de forte atuação de milícia, e pedi a prisão de um miliciano pelo fato dele ter matado um morador daquele local. A namorada dessa vítima sobreviveu, foi à delegacia, prestou depoimento e falou tudo, falou quem era, e ela apontou como autor desse crime o grande chefe, líder máximo da Milícia, que inclusive já está super condenado atualmente, que é o Fabrício Fernandes Mirra, que era líder da milícia chamada Águia de Mirra. Só que naquela época ele reinava absolutamente sem problemas naquela localidade, porque as próprias autoridades na época, alguns políticos defendiam a atuação de milícias. Você pode procurar no youtube e você vai ver vídeos de alguns defendendo, falando que era a auto defesa comunitária e outros absurdos desse tipo. Eu pedi essa prisão, eu tinha pouquíssimo tempo de policial, mas verifiquei que estava bem configurada uma situação de homicídio qualificado, pedi a prisão desse miliciano, que era um policial militar, e eu sofri uma perseguição muito grande. Ele era o líder absoluto, mas eu consegui essa prisão e no dia seguinte à prisão, o inquérito foi avocado pelo Chefe de Polícia, que à época era Álvaro Lins, para a delegacia de homicídios daqui da capital, e na delegacia de homicídios, eles começaram a trabalhar no inquérito no sentido de tirar a culpa, a responsabilidade do miliciano e empurrar a responsabilidade para mim, dizendo que eu teria coagido aquela vítima, a testemunha. Vários absurdos, dizendo que eu estava praticando uma perseguição contra ele e eu não tinha motivo nenhum pra praticar uma perseguição, até porque na época, quase ninguém fazia o que eu fiz por medo mesmo, porque ele era conhecido como o matador da área e eu fiz porque estava cumprindo minha obrigação. Não tem lógica. Pedi a prisão, mas sofri as consequências. O inquérito foi pra DH, advogado pelo Álvaro Lins, lá eles ameaçaram essa testemunha, ela teve que mudar o depoimento com medo de ser morta, dizendo que eu tinha constrangido ela a dizer aquelas coisas todas e aí conseguiram que ele fosse solto, aí ele voltou, ficou solto um bom tempo, matou diversas outras pessoas, eu entrei até numa fase meio de dúvida se eu continuava na polícia ou não, porque eu comecei a ficar preocupado, sabendo que se o próprio chefe de polícia que era delegado como eu, ele estava envolvido nisso, comecei a me preocupar, comecei a pensar será que vale a pena eu continuar trabalhando nesse emprego? Será que é isso que eu quero? Será que isso vale à pena? Porque você está cumprindo sua obrigação e está sendo perseguido pelos próprios integrantes da sua instituição. Não estou dizendo de ser perseguido por milicianos não, mas pelo teu chefe, pelo chefe de polícia. Fiquei num processo de dúvida muito grande se eu continuava, pensei em sair da polícia, mas eu continuei. » (tda.). Entretien avec Ricardo\*, *ibidem*.

cela, à cause de la première détention.

Enq. : Mais alors Luciano a été libéré et capturé de nouveau ?

MC : Oui, il a été libéré et quelques mois plus tard, ils l'ont fait disparaître. C'était justement pour protéger le commissariat qui était impliqué dans des affaires de racket et de pots-de-vin dans la zone. C'était plus simple de faire payer une seule personne pour protéger les voisins, les politiciens et même des procureurs en charge du secteur. C'était un commissariat qui n'avait pas d'espace de détention, les voisins en avaient demandé la création au maire, et ils s'en servaient pour enfermer les mineurs qu'ils utilisaient pour commettre des vols, pour les menacer et les torturer... »<sup>784</sup>.

Ainsi, il existe diverses stratégies de « protection » mises en oeuvre entre ces différents acteurs pour garantir la permanence de cette « zone grise » et, par conséquent, la perpétuation de leurs affaires mafieuses dans le temps. Dans le conurbano bonaerense, les « déplacements » des commissaires – les « porongas » - d'un commissariat vers d'autres sont très courants. Cela survient, soit parce qu'ils ont été impliqués dans des actes arbitraires dans une région et ont besoin d'être rattachés ailleurs pour leur « protection » et celle de l'institution ainsi que celle de leurs « affaires mafieuses », soit parce que certains sont plus « compétents » dans la « collecte des fonds » et sont, donc, déplacés pour « augmenter » les capacités de « profit » dans un commissariat d'une région déterminée. En échange, le pouvoir politique se sert des « forces policières » pour réprimer les opposants du gouvernement lors des diverses mobilisations populaires. À Campana, Gabriela et Cezar, habitants et militants du « Centre Pachamama » expliquent la stratégie des « déplacements » et également cette « monnaie d'échange » :

« Enq. : Quelle est la relation entre pouvoir politique et pouvoir policier dans la conurbation ?

Gabi : Je pense qu'ils sont fonctionnels, ils se répondent l'un l'autre.

---

784« Pesq. : Y ustedes lograron convencer a algunos testigos de aca ?

MC. : Si, hubo algunos que fueran testigos, pero para el crimen de desaparecimiento es muy complicado. Es la vieja historia « si no hay cuerpo no hay crimen ». Y ellos saben de eso. Lo que pasa, es que Luciano habia estado detenido una otra vez antes de esa y alli lo torturaron. En ese momento se abrió una causa, lo golpearon y hay un policia que esta imputado, que esta preso por eso, por la primera detencion.

Pesq. : Pero entonces Luciano salio y despues lo llevaron de nuevo ?

MC. : Si, si, salio y a los pocos meses lo desaparecieron. Lo desaparecieron justamente para proteger casi toda la comisaria que estaba involucrada en la recaudacion y chiquetaje de la zona. Era mejor que solo uno pagara por todos los demás que tambien incluia vecinos, politicos y fiscales de allá.

MC. : Era una comisaria que no tenia lugar para detenidos, que fueron los propios vecinos que pediron al intendente y que solo se quedaban a los menores, los que ellos utilizaban para robar para ellos, les torturar, menazar... » (tda). Entretien avec Monica Arruga e Manuel Combi au quartier de San Justo à la Matanza le 6 mars 2013.

Cesar : Par exemple, lorsqu'on change de commissaire, la question c'est 'combien coûte tel commissaire ?'. À Campana c'est deux-cent cinquante-mille dollars. En fonction de la quantité de 'fric' que récolte chaque commissaire. Le nouveau commissaire doit faire mieux que le précédent. Il faut deux-cent cinquante-mille par mois. Campana est très rentable. La police et le pouvoir politique ont une relation basée sur des accords et un système de concession. C'est une relation égalitaire, sans subordination. Je concède un certain nombre de terrains aux policiers parce que j'en ai besoin en tant que force de frappe, parce que je dois aussi assurer un rôle social. Si, par exemple, il y a une manifestation sur la panaméricaine, il me faut des moyens humains prêts à intervenir pour réprimer le mouvement. »<sup>785</sup>.

Par ailleurs, au delà de l'argent issu des affaires mafieuses, une autre « monnaie d'échange » utilisée fréquemment parmi ces acteurs est la « sensation de sécurité » décernée par la police et qui se traduit sur le terrain par les votes et la crédibilité du gouvernement en place. Cette stratégie démontre parfaitement ce « trinôme mafieux » et la « mission politique-juridique » à BA :

« Les 'petits' policiers s'entendent avec les gamins qui se chargent des 'petits' vols, et les 'grands' ont des partenariats avec les trafiquants de drogue, les *pirates de la route*<sup>786</sup> et la traite de personnes. Ceux-ci sont tout en haut de la hiérarchie et agissent sans aucun doute de connivence avec des membres du judiciaire et du pouvoir politique. Je dirais même que ce sont les politiciens qui touchent la plus grande partie de ces activités mafieuses. Lorsque les affaires marchent, l'ordre public est assuré... les policiers se font de l'argent, le gouvernement obtient des votes, tout est très bien huilé...

Enq. : Dans une zone très peuplée comme celle-ci, peut-on influencer sur les élections ?

Pablo : Bien sûr. Rien que la Matanza, la Matanza peut faire basculer le résultat des élections à niveau national, il y a neuf-cent mille votants et deux millions et demi d'habitants dans la zone. Le monde politique est totalement impliqué. Je l'ai déjà dit au maire, les yeux dans les yeux. Lorsque nous dénonçons tout ceci, nous utilisons toujours le mot 'partie' car ce serait injuste d'accuser l'ensemble de l'institution, il s'agit d'une partie de l'institution policière, d'une partie du pouvoir politique. Tout le monde n'est pas impliqué dans ces activités délictuelles parce que si c'était le cas, nous serions vraiment mal. Nous sommes presque au fond du trou, je dois l'admettre, parce que cela

---

785« Pesq.: Cual es la relación poder político X poder policial en el conurbano?

Gabi: Creo que son funcionales. Uno responde al otro.

Cezar: Por ejemplo, cuando se cambia de comisario, la pregunta es 'cuanto vale tal comisario'? En Campana son 250 mil dólares. Por la cantidad de "gita" que hace cada comisario. Vos tenés que superar al que pasó. Son 250 mil dólares por mes. Campana es re-rentable. La relación de la institución policial con el poder político es una relación de acuerdo y de concesión. Hay relación, no hay subordinación. Concedo determinados terrenos de negocios para tenerlo como fuerza de choque porque después tiene que cumplir un rol social. Si hay, por ejemplo, una protesta en la panamericana tienen que tener mano de obra lista y presta para ir reprimir. » (tda.). Entretien avec Gabriela et Cezar, *op. cit.*, 2015.

786Groupes criminels spécialisés dans le vol de transports de marchandises.

concerne une grande partie. Et c'est ce qui prévaut parce qu'on fait tout pour écarter les policiers honnêtes. On a déjà vu des commissaires honnêtes qui sont venus ici et qui nous ont dit 'Pablo, c'est impossible, c'est impossible de faire changer les choses de l'intérieur, il faut que je parte, je dois renoncer'. On nous a souvent dit ça. C'est ce qui nous a permis de comprendre qu'il y avait tout un système dont nous devons comprendre le fonctionnement »<sup>787</sup>.

La « mission » politique-juridique des OCM et les relations « grises » qu'elles établissent avec d'autres acteurs viennent donc souligner l'épuisement et les limites des institutions politiques représentatives dans ces régions. À RJ, les miliciens se portent eux-mêmes candidats politiques (députés et conseillers municipaux). Lors des élections municipales de 2004, 2006 et 2008<sup>788</sup> dans les régions contrôlées par ces groupes, des « agences électorales » (« currais eleitorais ») se sont formées, ce qui a résulté, dans l'élection, à des « candidats de la communauté » représentés, par ces miliciens. Marcelo Freixo explique à quel moment la « mission politique » des Milices devient incontournable pour la sustentation du « trinôme mafieux » :

« Cela ne naît pas comme un projet politique, il naît avec un parti pris économique. Parce que le processus d'extorsion initial vient de cela. Mais à partir du moment où ce domaine territorial est mêlé au domaine politique clientéliste et que cela se révèle utile aux miliciens, alors tout change. Il y a une prise de conscience des miliciens de cesser de rendre des services aux politiciens et de profiter de leur condition pour se présenter candidats eux-mêmes. Et c'était peut-être là, la plus grande erreur des miliciens. Mais le gars est là, lui qui détient le choix des votes des habitants, c'est lui qui a le domaine, c'est lui qui élit le député, le conseiller ou le maire. Pourquoi ne serait-il pas élu lui-même? Il veut aussi fréquenter le 'palais'<sup>789</sup>. Ils ont toujours aidé à élire, ils étaient toujours utiles sur le plan électoral. Puis, à partir de cette prise de conscience, ils arrivent au 'palais' en tant que députés, conseillers municipaux ... maintenant si vous prenez l'histoire de leur domaine territorial, ils avaient déjà été utiles à d'autres personnalités politiques depuis

---

787« Los policías "chiquitos" hacen caja con los pibes que roban "chiquito", los policías "grandes" son socios del narcotráfico, de los piratas del asfalto y de la trata de personas. Esos son los de mayor jerarquía, que lo hacen vinculados, sin duda, con parte de la justicia y con parte del poder político. Es más, los que recaudan más de todo eso que es un negocio mafioso son los sectores políticos. Porque si los negocios funcionan, la seguridad funciona en cambio... los policías ganan gita, el gobierno gana votos, todo esta muy aceitado...

Pesq.: Aún más en una zona como esta extremadamente poblada, se puede cambiar una elección?

Pablo : La cambian, la cambia esta sola – La Matanza – Matanza te cambia una elección nacional, tiene 900 mil votos y 2 millones y medio de habitantes. El sector político esta totalmente involucrado. Le he dicho a la cara del intendente. Cuando planteamos eso, nos encargamos de decir la palabra "parte" porque también es muy injusto decir toda la institución, nosotros decimos es parte de la institución policial, es parte del poder político, es parte del poder policial. No todo el mundo esta mezclado y esta comprometido con este andar delictivo, es cierto, si no estaríamos "en el horno". Estamos muy cerca "del horno", lo reconozco, porque es una grande parte. Y es lo que prevalece porque el hombre honesto de la policía no le dejan asomar cabeza. Hemos conocido jefes muy honestos que han venido acá y han dicho " es imposible Pablo, cambiarla desde adentro es imposible, me tengo que ir, tengo que renunciar". Nos han dicho con frecuencia. Bueno, ese hecho nos alertó que entonces había una practica y teníamos que ver como entonces se trabajaba » (tda.). Entretien avec Pablo Pimentel, *op. cit.*, 2015.

788Rapport interne de la « CPI des Milices », *op. cit.*, 2015.

789Référence à l'Assemblée Législative.

longtemps »<sup>790</sup>.

La « CPI des Milices » a, par exemple, démontré dans son rapport des analyses statistiques qui prenaient en compte la relation entre la concentration des voix et les « zones électorales » des territoires contrôlés par les « Milices ». Pour chaque « candidat milicien » examiné, le rapport considérait le nombre total des votes valides dans chaque lieu de scrutin et combien d'électeurs leur avaient consacré leur voix. La relation de ces nombres en termes de pourcentage représente la concentration des votes dans chaque région. Ainsi, les lieux où les miliciens avaient une concentration égale ou supérieure à 15% ont été identifiés comme ayant une forte concentration de votes et, donc, de forts indices de la formation des « agences électorales ». João\*, habitant de la communauté de Inhoaiba à Campo Grande, zone ouest de Rio de Janeiro, décrit la relation établie entre ces groupes de policiers mafieux locaux avec les hautes sphères du pouvoir :

« Ce truc est venu d'en haut. Ce n'était pas créé par les communautés, par les gens organisés, par le mouvement populaire, ces choses existaient avant (...) et puis, vous formez votre cartel, formez votre groupe, vos groupes, je veux dire...l'année dernière, aux élections municipales, il y avait quatre ou cinq candidats qui étaient liés à leur groupe »<sup>791</sup>

Lors de la période de campagne électorale où les candidats présentent leurs propositions à la population, les miliciens – s'ils ne se portent pas eux-mêmes candidats - vendent leur soutien politique à des candidats « amis ». Dans certaines communautés, les miliciens recrutent certains habitants pour faire un recensement: ils voulaient savoir qui vote, le nombre d'électeurs et le numéro de leurs cartes d'électeur pour présenter, ainsi, aux candidats intéressés à acheter leur soutien et à faire une « campagne électorale » exclusive dans la communauté. Estela\*, habitante de Rio das

---

790« Isso não nasce como projeto político, nasce com um viés econômico. Porque o processo inicial de extorsão é isso. Mas a partir do momento que esse domínio territorial se mistura com o domínio político clientelista e que isso passa a ser útil aos milicianos, aí isso muda. O que há é uma tomada de consciência dos milicianos de deixar de beneficiar homens políticos e aproveitar da sua condição para se candidatar eles mesmos. E talvez esse tenha sido o maior erro dos milicianos. Mas o cara tá ali, ele que tem o voto, é ele que tem o domínio, é ele que elege o deputado, o vereador ou o prefeito. Porque que ele não vai se eleger? Ele também quer frequentar o palácio. Eles sempre ajudaram a eleger, eles sempre foram úteis eleitoralmente. Então a partir dessa tomada de consciência eles chegam ao palácio como deputados, vereadores...agora se você pegar a história deles de domínio territorial, eles já haviam sido úteis a outras figuras políticas há muito tempo. » (tda.). Entretien avec Marcelo Freixo, *op. cit.*, 2015.

791« Isso já veio por cima. Isso não nasceu, vamos dizer assim, não foi algo criado pelas comunidades, pelo povo organizado, movimento popular, essas coisas que existiam antigamente.(...)...E aí você forma seu cartel, forma teu grupo, os grupos, quer dizer... No ano passado, nas eleições para vereador, teve uns quatro ou cinco que eram vinculados ao grupo deles. Quer dizer, tinha até uma discussão se cassava, se não cassava... » (tda.). Entretien avec João\* tiré de la base de données, *op. cit.*, 2012.

Pedras, zone ouest de Rio de Janeiro parle de cette stratégie :

« Ah, je pense que les hommes politiques doivent toujours s'entendre avec tout le monde, avec les policiers, avec les miliciens, sinon ils ne peuvent pas aller dans certaines communautés, tu comprends? S'ils ne font pas au moins une 'politique de bon voisinage' avec tout le monde, ils ne peuvent pas aller n'importe où pour faire de la campagne politique...cela coûte cher, la Milice vend très cher...»<sup>792</sup>

Marcelo Itagiba, l'ancien Secrétaire à la Sécurité Publique de Rio de Janeiro pendant le gouvernement de Rosinha Garotinho, a été élu Député Fédéral (PMDB) aux élections de 2006, principalement grâce aux voix des habitants des communautés de la zone ouest, notamment à Rio das Pedras. Álvaro Lins, l'ancien Chef de la Police Civile pendant les gouvernements Anthony Garotinho et de sa femme Rosinha Garotinho, a été élu Député Fédéral avec ces mêmes voix. Marcelo Feixo décrit la toile de fond politique des élections municipales de 2006, année de plus grande expansion du contrôle des Milices à RJ:

« MF : Nous avons mené une campagne très dure en 2006. Nous nous sommes surpris nous-mêmes. Bien sûr, on voulait gagner mais on ne s'y attendait pas. Cette année correspond à la plus grande phase d'expansion territoriale des milices. C'est l'année où ils ont atteint le quartier de Ramos. Ils ont suivi l'axe de l'Avenue du Brésil pour leur expansion. C'était à la fin du gouvernement Rosinha Garotinho, Álvaro Lins était candidat au poste de député de l'État de Rio, ainsi que Marcelo Itagiba<sup>793</sup>. Le premier venait d'exercer en tant que directeur de la Police Civile et le second en tant que Secrétaire en charge de la sécurité publique, donc c'était comme une grande fête parmi les relations entre politiques et miliciens. C'est là qu'ils ont connu une expansion abyssale. »<sup>794</sup>.

---

792 « Ah porque eu acho que político sempre tem que se dar bem com todo mundo com a polícia, com os milicianos se não eles não vão pisar em certas comunidades, entendeu? Eles vão ter medo, se eles não tiverem pelo menos uma política de boa vizinhança com todo mundo se não eles não entram em qualquer lugar pra fazer a sua candidatura...isso custa caro, a Milícia vende muito caro... » (tda.). Entretien avec Estela\* tiré de la base de données, *op. cit.*, 2012.

793 En 2008, lors de la commission d'enquête parlementaire sur les Milices – CPI des Milices, présidée par le député d'État Marcelo Freixo, Marcelo Itagiba a fait l'objet d'une enquête du fait de ses liens présumés avec ces groupes. Itagiba a été accusé d'avoir fait campagne lors des élections de 2007 à Rio das Pedras dans la communauté de Jacarepaguá pendant son mandat de secrétaire de la sécurité publique, avec le soutien de la « Ligue de la Justice », Milice qui contrôle la région. Le rapport final de la commission indiquait que l'action des milices avait énormément augmenté au cours de son mandat de secrétaire de la sécurité publique lors des gouvernements Anthony et Rosinha Garotinho.

794MF.: Na verdade, nós fizemos uma campanha duríssima em 2006. A gente acabou sendo o elemento surpresa inclusive pra nós. Nós queríamos, claro, ganhar mas não esperávamos. Em 2006, o ano da nossa campanha, foi o ano de maior crescimento territorial das Milícias. Foi o ano que eles chegaram até Ramos. Eles pegam a Avenida Brasil e se expandem por ali. Então eles tem um crescimento enorme que era o final do governo Rosinha Garotinho, aí você tinha Álvaro Lins candidato a deputado, Marcelo Itagiba, candidato a deputado. Eles saem respectivamente da chefia da Polícia Civil e da Secretaria da Segurança Pública, daí uma festa na relação política ali com os



La résolution 22.712/08 proposée par la Cour Suprême électorale (« Tribunal Superior Eleitoral ») au Brésil est représentative de la réalité de la formation de ces « agences électorales ». Selon la résolution, l'électeur « ne peut faire usage de téléphone portable, d'appareil de radio ou d'autres équipements (appareil photo, caméra vidéo, entre autres) qui pourraient compromettre le secret du vote ». L'argument de la décision des juges existait pour garantir le droit à la liberté de choix des électeurs, puisque plusieurs plaintes sont survenues et accusaient les miliciens d'obliger les habitants des communautés contrôlées à photographier l'écran de la machine de vote électronique lors de leur vote. Le but était de prouver que le vote avait bien été donné aux candidats miliciens ou à ceux qui étaient soutenus par les « Milices ». Joana\*, habitante de Gardênia Azul, zone ouest de Rio de Janeiro, raconte cette stratégie de contrôle et comment s'est déroulée la victoire de Cristiano Girão, chef de la Milice de cette communauté :

« Il a été élu conseiller municipal (Cristiano Girão, candidat milicien de la communauté de Gardênia), les gens l'ont mis là, donc certaines personnes devaient bien l'aimer (...) si le vote était libre, si c'était bien organisé, ça je ne sais pas car ils (les miliciens) trouvent toujours un 'jeitinho' ('manière') de tout contrôler...ils obligeaient même les gens à prendre de photos lors des votes... (rires) »<sup>795</sup>

Ainsi, jouer avec la « sensation d'insécurité » de la population, notamment dans les « territoires en marge » des grandes villes devient aussi un outil-clé dans ces stratégies d'équilibre du trinôme mafieux. La « protection » - synonyme de l' « ordre » dans un contexte d'insécurité (cela peut être une insécurité réelle pour le cas carioca ou bien plutôt une « sentiment », pour le cas bonaerense) - devient alors une « monnaie d'échange » très courante et de grande valeur.

---

milicianos, a Rosinha Garotinho naquele final de era ali eles tem um crescimento abissal » (tda.). Entretien avec Marcelo Freixo, *op. cit.*, 2015.

<sup>795</sup>« (...) ele se candidatou a vereador (Cristiano Girão) e o povo colocaram ele lá, então algumas pessoas deveriam gostar dele, ele deveria ter a qualidade para alguma pessoas e acabaram botando ele lá como vereador, se candidatou e ele foi agora se teve voto, se foi uma cois organizada direitinha aí ele entrou, aí entendeu né? Aí eu não sei, tudo tem o seu jeitinho. (Risos) » (tda.). Entretien avec Joana\* tiré de la base de données, *op. cit.*, 2012.

## Chapitre 9

# **Les « déstabilisations » et « recompositions » de la « zone grise » démocratique à BA et RJ : le va-et-vient du processus mafieux de la police**

*« Je m'interroge souvent sur la puissance inaltérable de la Mafia. À l'observer et à la disséquer, j'ai appris à connaître désormais le sens de ses moindres manifestations. Et je sais que lorsque la Mafia traverse des périodes de crise interne où les règlements de compte viennent fleurir les pavés de Palerme, et où l'on commence à compter les morts des grandes familles mafieuses, eh bien, mon Dieu, les choses ne vont pas si mal puisque les mafieux s'entre-tuent. Je sais donc que lorsque la Mafia tire, c'est qu'elle a des problèmes. Mais quand elle ne tire pas, et qu'on la croit inexistante, écrasée, éliminée, moi je sais que pour elle la période est bonne, que les bénéfiques, elle est en train de les engranger, et que son apparent silence dissimule ses profits »<sup>796</sup>.*

Les « déstabilisations » et « recompositions » de la « zone grise » démocratique à BA et RJ se traduisent par des dynamiques non-linéaires concernant du processus « mafieux » des polices *bonaerense* et *carioca*. Bien que les tentatives menées par l'État ayant pour but de « déstabiliser » les nouvelles configurations davantage « mafieuses » - les OTM – au sein des deux polices aient eu quelques résultats satisfaisants, elles n'ont pas pu toucher le « coeur » du phénomène, à savoir le « trinôme mafieux » des protections, qui caractérise une « structure mafieuse ». Par conséquent, cela démontre la grande capacité d'« adaptation » de ces groupes à des circonstances défavorables et, notamment, leurs multiples stratégies – sorte de « réponses immunitaires » - visant à se « recomposer » et, par conséquent, à

---

<sup>796</sup> Voir Padovani, *op. cit.*, p. 122-123.

« restructurer » la « zone grise ». Ce « va-et-vient » entre « déstabilisations » et « recompositions » de la « zone grise » est ce qui caractérise le mieux l'idée d'un « processus » qui est considéré « mafieux » étant donné ses caractéristiques structurantes. De plus, chaque fois qu'une tentative de « déstabilisation » est menée – partiellement - et que les OCM doivent entamer des mécanismes de « défense » ponctuels, leur « système immunitaire » se renforce et, elles deviennent, donc, encore plus résistantes à d'autres tentatives futures.

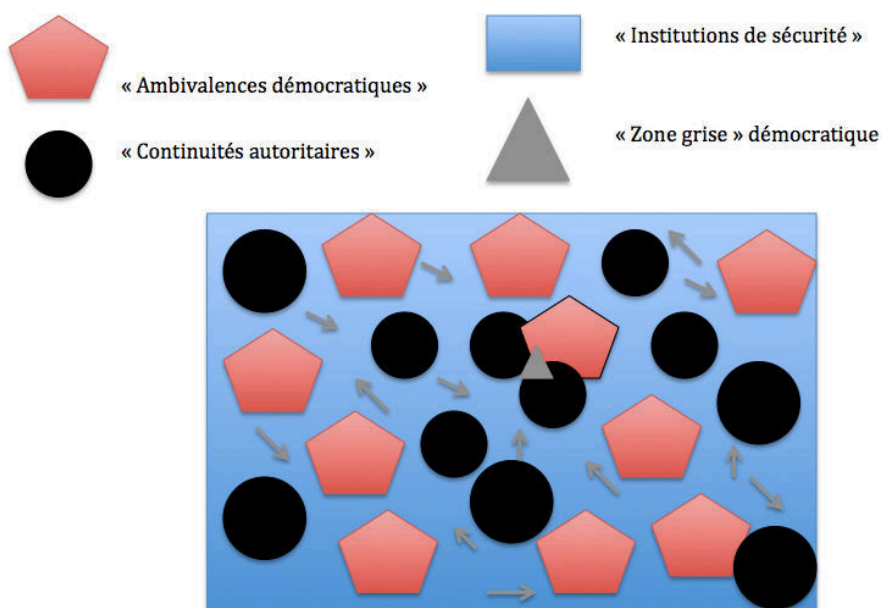


Diagramme 3 : « Déstabilisations »

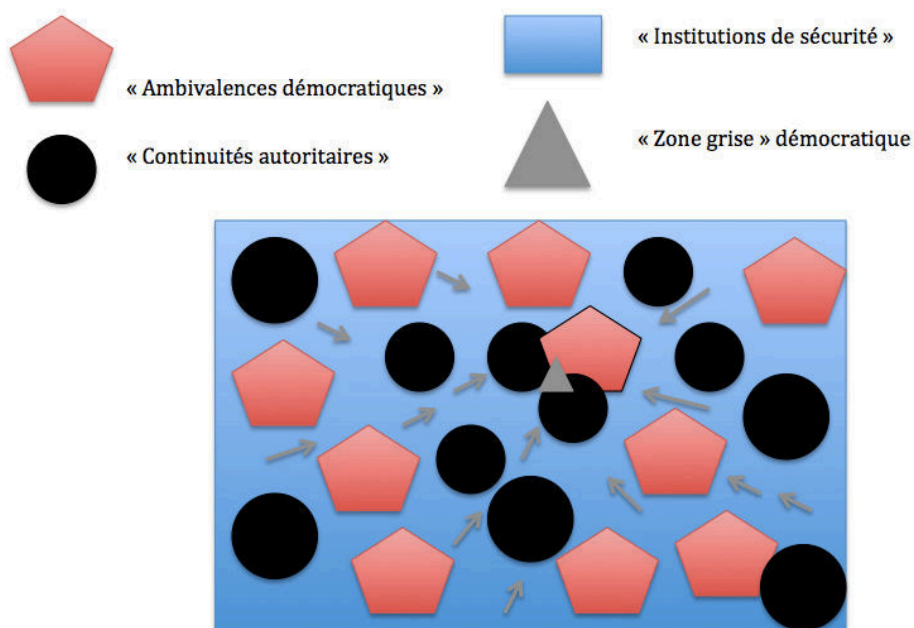


Diagramme 4 : « Recompositions »

## **9.1. « Déstabilisations » : les dynamiques de lutte contre les OCM au sein des polices *bonarenses* et *cariocas***

Les polices mafieuses ont construit leurs pouvoirs à BA et à RJ sur la violence programmée, l'extorsion et la collusion avec les élites politiques et économiques locales. De plus, elles se sont renforcées grâce à un discours de légitimation basé sur la vente de « protection » qui a permis qu'elles soient associées à un type de « criminalité honorable », puisqu'elle est nécessaire dans un contexte de « peur » de l'insécurité.

Ainsi, lors de la première décennie des années 2000, autant à BA qu'à RJ, les OCM sont arrivées à un degré très élevé d'organisation et d'autonomie vis-à-vis des institutions de sécurité, mettant en danger toute la structure. Du côté argentin, les « escadrons de la mort » se multipliaient dans le *conurbano bonarenese* et, du côté brésilien, les « milices » contrôlaient de plus en plus de communautés dans la région métropolitaine *carioca*. C'est donc, à ce moment-là, que d'autres tentatives de réformes et de lutte contre ces phénomènes ont été mises en oeuvre.

Il est important de signaler qu'à BA et à RJ les réformes ont toujours été suivies de contre-réformes : cela a été le cas lors du contexte criminel des années 90 et c'est le cas, également, lors des années 2000 dans un contexte davantage mafieux des OCM. Lors des années 90, ce sont les caractéristiques criminelles de certains groupes de policiers et leurs affaires avec la criminalité commune et/ou organisée qui ont été, notamment, ciblées. Même si leurs relations avec le pouvoir politique étaient connues, le « trinôme mafieux » qui alimentaient toute la structure et la détruisait de l'intérieur n'a pas vraiment été touché.

En effet, c'est lors des années 2000 que ce « trinôme » a été identifié comme un véritable problème par certains secteurs progressistes au sein de la police et du pouvoir politique grâce, notamment, aux « imprudences » des OCM elles-mêmes qui ont surestimé leur pouvoir et, parallèlement, sous-estimé le pouvoir de la société civile, des associations de Droits de l'Homme et des victimes dont les dénonciations commençaient finalement à être prises en compte.

### 9.1.1. Le retour de Léon Arslanian à BA : de 2004 à 2007

En avril 2004, Léon Arslanian est convaincu par le président Ernesto Kirchner d'accepter l'invitation du gouverneur Felipe Solá et de revenir à la tête du Ministère de la Sécurité de l'État de BA pour « donner suite » à la réforme mise en place entre avril 1998 et août 1999 lors de son passage rapide par le gouvernement d'Eduardo Duhalde et qui avait été avortée en raison d'enjeux politiques au sein du parti justicialiste. Dans son discours inaugural, Arslanian a déclaré qu'il assumait le ministère « dans des circonstances particulièrement aussi ou plus difficiles que celles qui régnaient il y a six ans », et ajoutait « l'augmentation de la criminalité a entraîné une crispation sociale. Je saisis clairement la demande sociale ainsi que la teneur que doit avoir la réponse: il faut plus de lois et plus de soumission aux normes et à la Constitution. »<sup>797</sup>.

Les « circonstances particulièrement difficiles » auxquelles fait référence Arslanian sont directement liées à un contexte dans lequel l'« insécurité » devient la première préoccupation des Argentins et, par conséquent, la question centrale pour le gouvernement. D'après Kessler,

« ce sujet récurrent dans les conversations et dans les débats entre spécialistes est souvent en tête des attentes politiques et il est omniprésent dans les médias, dans un contexte de sophistication croissante du marché de la sécurité. Si on se laissait guider par les dernières enquêtes d'opinion, on serait obligé de conclure que suite à la reprise économique de 2004, les craintes de l'opinion au sujet de l'insécurité dépassent pour la première fois celles liées au chômage, suivant une courbe qui ne cesse d'augmenter jusqu'à aujourd'hui »<sup>798</sup>.

---

<sup>797</sup> « El aumento criminal ha llevado a una crispación social. Tengo clara noción de la demanda social y del tenor que debe tener la respuesta: a más clamor más ley y sujeción a las normas y a la Constitución ». Voir : La Nación. « Arslanian asumió como ministro de Seguridad bonaerense ». Buenos Aires : 13/04/2014. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/592073-arslanian-asumio-como-ministro-de-seguridad-bonaerense> (consulté le 15 mai 2018).

<sup>798</sup> « este tema de conversación habitual y de debate entre especialistas ha sido colocado en el tope de las demandas políticas y se revela omnipresente en los medios y relacionado a un mercado de seguridad cada vez más sofisticado. Si uno se dejara guiar por las encuestas recientes, debería concluir que, luego de la estabilización de la economía en 2004, el desasosiego generado por el delito superó por primera vez al provocado por el desempleo, y a partir de entonces siguió un curso en general ascendente » (tda). Voir KESSLER, Gabriel Kessler. « Delito, sentimiento de inseguridad y políticas públicas ». VI Jornadas de Sociología de la UNLP. Universidad Nacional de La Plata. Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. Departamento de Sociología, La Plata, 2010. p.1.

Ce processus a alors fait exploser les indices de « tension sociale » et, par conséquent, le retour d'un contexte où la catégorie la plus aisée de la population *bonaerense* adhère et reproduit un discours « autoritaire » de lutte contre la délinquance. Cela se traduit concrètement, d'une part, par la mise en place par le gouvernement de politiques de sécurité « dures » et, d'autre part, par l'augmentation exponentielle du marché de la sécurité privée<sup>799</sup>, qui est considérée de plus en plus comme une solution davantage efficace. En effet, la réalité du *conurbano bonaerense* est plus complexe que celle des autres régions car il regroupe une population très hétérogène qui a été fortement marquée par le processus de fragmentation, de désintégration sociale et d'appauvrissement général, résultats de la crise de 2001. Ainsi, ces régions métropolitaines ont été, également, touchées par la croissance d'un marché de la sécurité privée, mais plutôt « illégale » représentée, notamment, par les nombreux cas répertoriés depuis l'année 2002 de formation des « escadrons » composés de policiers *bonaerenses*, comme à Don Torcuato, El Jagüel, Campana, Lomas del Mirador et Villa Fiorito.

Par conséquent, l'année du retour d'Arslanian a été marquée par ce contexte social tendu et par la réaction législative favorable aux demandes croissantes de durcissement des mesures sécuritaires, qui se sont intensifiées considérablement suite à l'enlèvement puis au meurtre le 23 mars 2004 d'Axel Blumberg, un jeune de 23 ans issu d'une famille aisée de la municipalité de Vicente López. En effet, la « croisade » spectaculaire mise en place par son père, Juan Carlos Blumberg, a entraîné la ratification des controversées « lois Blumberg » (« leyes Blumberg »). Ces « lois » se situent donc dans un cadre plus large dans lequel, depuis le départ d'Arslanian en 98, il existe un processus de généralisation des exigences de sécurité où à la question du crime en tant que problème public se juxtapose aux « croisades symboliques individuelles », comme celle de Blumberg. Le binôme sécurité-insécurité devient alors un spectacle médiatique et une thématique centrale dans le débat politique national.

Suite aux campagnes électorales de 1999 (nationales et provinciales) la question de l'« insécurité » a atteint des niveaux très élevés de politisation et les discours dits « durs » ont trouvé une place privilégiée lors du gouvernement de Carlos Ruckauf dans la province de Buenos Aires. Ruckauf a été, en 2004 lorsqu'il était député national, et ce n'est pas une coïncidence -, le plaidoyer principal des réformes pénales appelées « lois Blumberg ». Certains législateurs de l'époque ont reconnu le

---

<sup>799</sup> Voir SVAMPA, Maristela. *La brecha urbana: countries y barrios privados*. Buenos Aires : Capital Intelectual, 2004.

danger de ce processus de modifications systématiques du code pénal et ont souligné son échec concernant la politique de sécurité:

« En 1999, la loi 25.184 a été votée : elle augmente les peines pour les quasi-petits délits ; la loi 25.297 de l'an 2000 a augmenté les peines pour les délits commis avec une arme à feu. De la même manière, la loi 25.434 de 2001 a élargi les moyens d'action de la police ; la loi 25.601 prévoit une augmentation des peines pour meurtre d'un agent de police ; la loi 25.742 prévoit une augmentation des peines pour les crimes de séquestration ayant causé la mort de la victime ; la loi 25.760 de 2003 permet aux procureurs et policiers de mener des perquisitions sans ordre judiciaire en cas de séquestration ; la loi 25.767 de 2003 augmente les peines encourues si la personne séquestrée est mineure ; la loi 25.816 de 2003 prévoit une augmentation des peines encourues en cas de vol perpétré par des forces de sécurité ; la loi 25.825 de 2003 prévoit une augmentation des peines encourues par des agents de la fonction publique. Dans cette longue histoire d'augmentation de peines, la seule qui a été réduite est la peine prévue en cas de subversion économique, et ce n'est pas une coïncidence. Seulement, après toutes ces lois, qu'observe-t-on au niveau des délits ? Ont-ils diminué ? Non, les délits ont augmenté. Si l'on se penche sur les cas des séquestration – cela a été publié dans tous les médias et personne ne peut l'ignorer –, il faut rappeler qu'en 2001, il y a eu 190 séquestrations ; en 2002, 220 séquestrations et en 2003, la même année où a été votée une loi qui prévoit une peine de prison à perpétuité en cas de séquestration, il y en a eu 390. Toutes ces lois qui prévoient des augmentations de peines n'ont pas conduit à une diminution mais au contraire à une augmentation des cas, et nous en sommes actuellement à plus d'une séquestration par jour. [...] Plutôt que de permettre aux jeunes d'aller à l'école, on préfère débattre sur la réduction de la majorité pénale. Tout ceci est erroné. Allons-nous transformer le pays en une grande prison ? Quel genre de pays voulons nous ? »<sup>800</sup>

La « croisade Blumberg » est paradigmatique de ce processus, appelé

---

<sup>800</sup> « En 1999, se sancionó la ley 25.184, de aumento de penas por delitos culposos; en el año 2000, se sancionó la ley 25.297, de aumento de penas por delitos con armas de fuego. Asimismo, la ley 25.434, de 2001, daba mayores facultades policiales; la ley 25.601 contempla el aumento de penas por matar policías; la ley 25.742, de 2003, determina el aumento de penas por secuestro seguido de muerte; la ley 25.760, de 2003, otorga facultades a los fiscales y policías para allanar sin orden judicial en caso de secuestro; la ley 25.767, de 2003, dispone el aumento de penas cuando hay un menor involucrado; la ley 25.816, de 2003, contempla el aumento de penas en el caso de hurto cometido por fuerzas de seguridad; la ley 25.825, de 2003, prevé el aumento de penas a funcionarios públicos. En esta historia sistemática de aumento de penas, la única pena que se rebajó fue la de subversión económica. Esa conducta se desincriminó y no fue casualidad. Ahora bien, ¿qué pasó con el delito?, ¿disminuyó? No, el delito aumentó. Y si tomamos como ejemplo el caso de los secuestros lo han publicado todos los medios de comunicación y nadie puede ignorarlo- debemos recordar que en el año 2001 hubo ciento noventa secuestros; en 2002, doscientos veinte, y en 2003, año en que fue sancionada la ley que establece la pena de prisión perpetua, fueron trescientos noventa. El efecto de esta ley, que establece el aumento de penas, no produjo absolutamente ninguna disminución y, por el contrario, tenemos más de un secuestro por día. (...)En vez de llevar a los chicos a la escuela discutimos cómo bajar la edad de imputabilidad. Eso es un error. ¿Vamos a transformar al país en una gran cárcel? ¿Qué país queremos? » (tda.). Déclaration de María Elena Barbagelatta du « Partido Socialista » le 7/4/2004, cité dans l'article : CESARONI, Claudia ; FELDMAN, Denise ; IRRAZÁBAL. « Reflexiones en torno a los diez años de las 'leyes Blumberg' ». Buenos Aires : Centro de Estudios en Política Criminal y Derechos Humanos, 2014. p. 11. Disponible sur : <http://relapt.usta.edu.co/images/A-10-anios-de-las-Leyes-Blumberg-CEPOC-2014.pdf> (consulté le 10 octobre 2017).

également « populisme punitif »<sup>801</sup> et se résume, notamment, en cinq grandes marches nationales qui ont réussi à mobiliser un nombre considérable de personnes, dont presque la totalité appartenait aux classes moyennes et supérieures. La première marche a eu lieu le 1er avril 2004 sur la « Plaza de los dos Congresos » où Blumberg s'est adressé à la foule (convoquée par les principaux médias à venir avec des bougies à la main) et lançait un discours sécuritaire de tonalité très répressive. Ce discours<sup>802</sup> traduisait les demandes et illustrait les « peurs » d'une population pour laquelle la délinquance devrait être combattue sans relâche par des mesures parfois proches de l'arbitraire. Les propositions de Blumberg ont été résumées dans une pétition qui a circulé pour recueillir des signatures et qui a atteint plus tard le chiffre de presque 5 millions d'adhésions. Elles prévoyaient :

« 1) Lutter contre le port illégal d'armes en prévoyant des peines de prison sans sursis. 2) Une loi prévoyant un registre public obligatoire des lignes de téléphone portable et une interdiction de vente pour toute personne ayant des antécédents pénaux. Elle devra aussi permettre aux forces de sécurité de vérifier au sein de l'espace public que le détenteur d'une ligne en a l'autorisation légale et de confisquer les téléphones détenus illégalement. 3) Un système de documentation (Registre national d'identité) qui empêche toute falsification ou adultération, similaire à celui des passeports. 4) Une augmentation importante des peines minimales et maximales encourues en cas d'homicide, séquestration ou viol (20 ans de peine à minima) et un régime de peines spécifique particulièrement sévère lorsque des agents des forces de sécurité participent à l'exécution du crime. Que les peines de prison soient purgées dans leur totalité, sans remise de peine. Modification du régime actuel de responsabilité pénale des mineurs. 5) Modifier les peines dans les cas de condamnations pour deux ou davantage de délits. Les peines doivent être cumulatives et il ne doit pas y avoir de plafonnement. 6) Que la prison à perpétuité le soit véritablement. Mettre fin à la limite d'âge de 25 ans. 7) Légiférer afin d'imposer aux prisonniers un programme de rééducation forcée par le travail. Établir un temps minimum de huit heures de travaux d'intérêt commun, dans des chantiers publics nationaux, provinciaux ou municipaux. Que soient créés des ateliers, usines ou manufactures dans les prisons pour permettre l'apprentissage d'arts et de métiers »<sup>803</sup>

---

<sup>801</sup> Voir: BEADE, Gustavo. « El populismo penal y el derecho penal todo terreno en la Argentina ». *Derecho Penal y Criminología*. 31, 90, pp. 55-70, 2010. Disponible sur : <https://revistas.uexternado.edu.co/index.php/derpen/article/view/449/428> (consulté le 11 octobre 2017).

<sup>802</sup> « Un employé de la Chambre des députés de la Nation a déclaré que M. Blumberg avait participé aux réunions des comités législatifs 'comme s'il était un autre député'. Il a mentionné qu'il venait fréquemment à des réunions accompagné des caméras de télévision et qu'il avait une opinion sur les textes des projets législatifs. Cet interviewé a été très étonné par le fait que, par exemple, s'il n'y avait pas de place à la table des débats, un député devait se lever et donner sa chaise à M. Blumberg pour s'asseoir comme s'il était député ». Voir : Cesaroni, Feldman, Izarrabal, *op. cit.*, 2014. p. 14.

<sup>803</sup> « 1) Reprimir la portación de armas con penas de prisión no excarcelables. 2) Una ley que obligue a la registración pública de la telefonía celular y prohibición de venta a quienes registran antecedentes penales. Regular la facultad de las fuerzas de seguridad a verificar la titularidad en la vía pública y al secuestro de la tenencia irregular. 3) Un sistema de documentación (DNI) que impida su falsificación o adulteración, similar a lo implementado en los pasaportes. 4) Un sensible aumento de las penas mínimas y máximas para los delitos de homicidio, secuestro y violación (mínimo 20 años) y un régimen de especial severidad cuando participen miembros de las fuerzas de seguridad. Que las penas sean siempre de cumplimiento efectivo. Sin salidas anticipadas.



Par la suite, deux autres marches, le 22 avril et le 26 août, ont été prévues pour chercher davantage de soutien populaire et, ainsi, contraindre le gouvernement à prendre en compte leurs demandes. La pétition de Blumberg a finalement été convertie, pour sa grande majorité au cours de 2004, dans les lois numéros 25.882, 25.886, 25.892, 25.893, 25.928, 25.938 y 25.948<sup>804</sup> qui ont donc entraîné une vraie réforme dans le code pénal argentin. Après cela, une quatrième et cinquième marches ont eu lieu le 2 mai 2005 et le 31 août 2006 toutefois l'image de Blumberg était déjà détériorée et remise en question<sup>805</sup>.

Arslanian assume donc le Ministère de la Justice et Sécurité dans un contexte politiquement plus favorable<sup>806</sup> qu'en 1997, mais plus complexe au niveau des « tensions sociales ». D'après Guagnini,

« L'assassinat d'Axel Blumberg a été connu le jour même de la fondation du Musée de la Mémoire dans l'ancienne ESMA. Cette contradiction entre les droits de l'homme et la sécurité va marquer notamment la politique actuelle de la province »<sup>807</sup>

Ainsi, bien que le gouvernement national ait apporté son soutien explicite à Arslanian, il y a eu, dès le début, des problèmes de financement et un manque d'intérêt

---

Modificación del régimen de imputabilidad de menores. 5) Modificar la pena en condenas por dos o más hechos. Las penas deben sumarse sin límites máximos. 6) Que la pena perpetua sea perpetua. No más 25 años de máximo. 7) Legislar imponiendo para los encarcelados una reeducación a través del trabajo. Establecer un mínimo de 8 horas diarias de trabajos para la comunidad, obras públicas nacionales, provinciales o municipales. Que instalen talleres, industrias o manufactura en las cárceles para el trabajo y el aprendizaje de artes y oficios » (tda.). Voir : La Nación. « El texto completo del petitorio de Juan Carlos Blumberg ». Buenos Aires : 1/04/2004. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/588575-el-texto-completo-del-petitorio-de-juan-carlos-blumberg> (consulté le 10/2/2014).

<sup>804</sup> « Loi 25.882 (7/4/2004) - Augmentation des peines pour les crimes de vol: les peines pour les vols commis avec des armes à feu ont été aggravées d'un tiers ; Loi 25.886 (14/4/2004) - Supprimer la possibilité de libération anticipée sur les peines d'emprisonnement pour port d'armes à feu ; Loi 25890 (21/04/2004) : Augmentation des peines pour les crimes de vol et de vol de bétail ; Loi 25.892 (05/05/2204): Augmentation des peines minimales et maximales pour les crimes d'assassinat, d'enlèvement, de viol et mise en place d'un régime spécial de sanctions sévères. Loi 25.893 (5/5/2004) - Prison à perpétuité pour délits d'abus sexuel ayant entraîné la mort. Loi 23.077, art.10 : Ajouté comme article 227 ter du Code pénal: La peine maximale établie pour toute infraction sera augmentée d'un tiers, lorsque l'action contribue à compromettre la validité de la Constitution nationale. Loi 25.928 (10/18/2004) - La limite d'âge de 50 ans pour les auteurs de crimes concomitants est fixée ; Lois 25.938 et 25.948 font respectivement référence à la création d'un registre national des armes saisies et de personnes kidnappées.

<sup>805</sup> Les réformes proposées par Blumberg avaient pour idéologue l'avocat Roberto Durrieu qui était sous-secrétaire de justice de la dictature militaire sous Jorge Rafael Videla, entre novembre 1978 et mars 1981.

<sup>806</sup> « En 1998, j'ai dû subir une (dispute) 'interne féroce' entre Duhalde et Menem. Ils m'ont fait des 'opérations' (politiques) de toutes sortes. D'un point de vue politique, c'est mieux maintenant, grâce au soutien de Kirchner ». Entretien avec Arslanian le 16/04/2004. Voir : *Diario Clarín*. « Entrevista con el Ministro de seguridad bonaerense : Arslanián: 'Con la Policía se puede hacer cualquier cosa menos negociar' ». Buenos Aires : 16/04/2004. Disponible sur : [https://www.clarin.com/policiales/arslanian-policia-puede-hacer-cualquier-cosa-negociar\\_0Bkcz3rTk0tl.html](https://www.clarin.com/policiales/arslanian-policia-puede-hacer-cualquier-cosa-negociar_0Bkcz3rTk0tl.html) (consulté le 11/02/2014).

<sup>807</sup> « El asesinato de Axel Blumberg fue conocido el mismo día que se fundó el Museo de la Memoria en la ESMA. Esta contradicción entre derechos humanos y seguridad es algo que marcará notablemente los tiempos políticos de la provincia » (tda.). GUAGNINI, Lucas. *Blumberg: en el nombre del hijo*. Buenos Aires : Editorial Sudamericana, 2005. p.111.

pour que cela soit un projet de longue durée. Marcelo Sain, membre de l'équipe de la gestion d'Arslanian pour la première réforme, a également participé à la gestion de Pablo Cafiero et a été nommé directement par Kirchner pour être à la tête de la nouvelle « Police de Sécurité de l'Aéroport » (« Policia de Seguridad Aeroportuaria »<sup>808</sup>). Il sera très critiqué du fait du manque de soutien consistant de Kirchner à la deuxième réforme,

« Le gouvernement de Néstor Kirchner, à l'instar de ses prédécesseurs, n'a jamais mis en œuvre des stratégies ou des mesures visant à renforcer la gestion politique des problèmes et des questions de sécurité publique. (...) Kirchner, depuis 2004, a eu un 'tournant' conservateur réprimant des manifestations et en particulier par le biais du vote positif à l'ensemble des lois Blumberg »<sup>809</sup>.

Toutefois, même si le gouvernement d'Ernesto Kirchner a pu être incohérent dans certaines prises de position vis-à-vis des politiques de sécurité publique (soutien à la réforme « garantiste » d'Arslanian parallèlement à son soutien à l'approbation des lois « punitives » Blumberg...), la réforme a eu lieu et a apporté quelques changements positifs. Une fois de plus, elle s'utilisait du concept de « décentralisation » comme outil de contrôle de la police, voulant donc diriger la concentration du pouvoir dans très peu de mains, à savoir du chef de la police à la « tête » de la pyramide accompagné d'autres « têtes » qui la complétaient pour empêcher ainsi, l'« autogouvernement » (« auto-gobierno ») policier<sup>810</sup>.

Pour ce faire, cinq mesures importantes ont été mises en œuvre<sup>811</sup>: 1) la création de la Police de Buenos Aires 2 (PBA2) et des Polices de District (« Policias Distritales ») ; 2) la suppression de la figure du « chef de police » et la reprise du

---

<sup>808</sup>La police de sécurité de l'aéroport (PSA) a été créée sous le gouvernement de Kirchner pour remplacer une force corrompue dépendante de l'armée.

<sup>809</sup>« El gobierno de Néstor Kirchner, al igual que sus antecesores, nunca llevó adelante estrategias o medidas tendientes a fortalecer la gestión política de las problemáticas y asuntos de seguridad pública (...) Kirchner desde el 2004 tuvo un 'viraje' conservador reprimiendo manifestaciones y sobre todo el voto positivo al paquete de leyes Blumberg » (tda.) SAIN, Marcelo. *El Amague : La Política de Seguridad Pública durante la Gestión Presidencial de Néstor Kirchner (2003-2007)*. Communication présentée au VI Congreso Argentino de Administración Pública « Gobernabilidad Democrática y Desarrollo Económico con Equidad Social », Resistencia, Chaco : julio de 2011. p. 18.

<sup>810</sup>Marcelo Sain évoque cette manière d'interaction entre la police et le système politique comme la superposition de la logique d'une mauvaise gestion politique avec celle d'un auto-gouvernement de la police (« desgobierno político y autogobierno policial »). Cela implique que la sécurité publique a configuré une sphère institutionnelle exclusivement contrôlée et gérée par la police sur la base de critères, directives et instructions définis et appliqués de manière autonome et sans intervention décisive d'autres organismes publics non-policiers. Selon l'auteur, cela se traduit par la « policierisation de la sécurité publique » (« policialización de la seguridad pública »), autrement dit, la police est le décideur le plus important - sinon le seul - en matière de questions pertinentes dans le domaine de la sécurité. Voir : SAIN, Marcelo. « La seguridad pública en Argentina » In ESCOBAR, Santiago et al. *Seguridad Ciudadana: concepciones y políticas*. Caracas : Editorial Nueva Sociedad, 2005. p. 43.

<sup>811</sup>Voir : ARSLANIAN, León. *Plan de Reforma de las Policías*. Resultados de la gestión 2004-2007. Buenos Aires : Ministerio de Seguridad de la Provincia de Buenos Aires, 2007. p.7.

processus de décentralisation des chefs de département ; 3) le renforcement du « Département général des affaires internes »<sup>812</sup> (« Auditoría general de asuntos internos », département de contrôle interne de la police hérité de la première réforme d'Arslanian) ; 4) la loi d'urgence (13.188) et 6) la loi de l'échelle de carrière unique (13.201)<sup>813</sup> 5) Augmentation de la participation communautaire dans les forums de sécurité et renforcement de leur capacité de contrôle<sup>814</sup> par le biais d'un lien plus étroit entre ces derniers, les ONG des droits de l'Homme et le Ministère de la Justice et de la Sécurité ; 6) l'Établissement d'une ligne téléphonique centralisée pour la réception des plaintes;

Ainsi, toutes ces mesures ont créé, pour le moins durant un certain temps, un contexte favorable pour la « déstabilisation » du processus mafieux de la « bonaerense » étant donné notamment, le nombre croissant de dénonciations contre les « escadrons » et les cas de « gatillo facil » qui sont survenus à cette époque et, également, les épurations menées au sein de l'institution *bonaerense*.

### **9.1.2. La « Commission parlementaire d'enquête » sur les Milices (« CPI des Milices ») à RJ : 2008**

Depuis les années 2000, les OTM au sein de la police carioca, aussi appelées « Milices », se sont largement renforcées, s'accaparant à chaque fois plus de territoires dans la région métropolitaine de RJ, notamment dans la zone ouest de la ville. Ces avancées ont été favorisées par un contexte politique et sécuritaire tendant à la

---

<sup>812</sup> Le « Département général des affaires internes » est un organisme qui exerce le contrôle disciplinaire des forces de police. L'innovation réside dans le fait que la responsabilité du traitement des résumés administratifs passait désormais à des auditeurs, qui étaient assistés par un groupe d'avocats spécialisés, en dehors de la police. Le Département des droits de l'homme a également été créé pour traiter les cas de violation des droits de l'homme par les policiers, en ré-évaluant les faits de violence sexiste et de violence intrafamiliale qui étaient auparavant considérés comme une simple infraction. Le droit pénal n'était plus utilisé comme guide et les principes du droit administratif étaient désormais utilisés. Voir : ARIAS DUVAL, Martín ; ARSLANIAN, León. *Un cambio posible: delito, inseguridad y reforma policial en la provincia de Buenos Aires*. Buenos Aires: Edhasa, 2008. p. 251.

<sup>813</sup> « Il y a eu un réaménagement des rangs de la police, créant une hiérarchie unique de 9 échelons hiérarchiques. La structure précédente, avec 17 niveaux hiérarchiques, était excessivement inefficace et désorganisée, car elle brouillait les ordres des niveaux supérieurs, confondait les rôles et brouillait également les différences entre les mêmes niveaux hiérarchiques. » (tda.). Entretien avec Ragendorfer, *op. cit*, 2015.

<sup>814</sup> Par le biais des « Foros de Seguridad » (« Forums de sécurité ») au niveau départemental, municipal et de quartier. Les premiers ont été créés dans le cadre de chaque département judiciaire de la province; le second correspond à chaque municipalité et, enfin, les « vecinales » (« quartiers ») se situent dans le cadre de chaque commissariat de la police.

multiplication et à l'« ancrage » de ces groupes et qui se sont manifestées notamment, par trois éléments :

« 1) Dans le contexte de la 'war on drugs'<sup>815</sup>, les territoires de la zone ouest ne représentaient pas une « cible » pour les intérêts sécuritaires de l'Etat puisqu'ils étaient éloignés de la zone névralgique du trafic de drogue qui se situait dans les zones sud et nord de la ville. Les miliciens contrôlaient donc cette zone en marge mais stratégique pour leurs intérêts illicites, puisque limitrophe avec la zone sud et nord. En effet, ils se sont pendant longtemps rendu légitimes aux yeux de la population locale prétendant contenir l'expansion du trafic de drogue vers la zone ouest. En parallèle, ils négociaient avec les trafiquants pour tirer profit du commerce de la vente de drogues et assurer la permanence de ces derniers dans les « favelas » de la zone sud et de la zone nord.

2) Vers 2006, autrement dit une année avant les « Jeux Panaméricains » dont les principaux équipements sportifs étaient prévus dans la zone ouest de RJ, la mairie de la ville et le gouvernement de l'État, voulant éviter une expansion possible du trafic de drogue vers ces régions, avaient eux-mêmes alimenté des rumeurs pour justifier le contrôle des « miliciens » dans la zone ouest. C'est pourquoi Cesar Maia, le maire de la ville de Rio de Janeiro à l'époque, le gouverneur Rosinha Garotinho et, son successeur Sérgio Cabral utilisèrent à plusieurs reprises le terme d'« auto-défense communautaire » pour se référer à ces groupes. Il s'agissait en effet, de les présenter comme un groupe de policiers issu de la région ~~et~~ avec la volonté de défendre leur quartier d'une menace extérieure (matérialisée dans la figure du « trafiquant de drogues »). C'est suite à la prise d'otages et à la torture des journalistes du quotidien national *O Dia* en 2008 que l'Etat a reconnu les « milices » comme un groupe criminel même s'il continue à les considérer comme un problème moins important que celui des trafiquants.

3) La logique culturelle de la 'criminalisation de la pauvreté' : les miliciens sont majoritairement des agents de la sécurité publique tandis que les trafiquants de drogues sont généralement des habitants des 'favelas', pauvres, noirs de peau et marginalisés. Les miliciens profitent donc d'un 'espace flottant' entre, d'une part, le discours socialement construit sur la nécessité d'empêcher l'expansion du trafic ou de 'reconquérir'<sup>816</sup> les territoires contrôlés par les trafiquants, et d'autre part, la répression policière soutenue par la majorité de la société brésilienne ainsi que par la presse sensationnaliste,

---

<sup>815</sup> La « war on drugs » est une campagne d'interdiction et d'aide militaire aux forces armées étrangères par le gouvernement des États-Unis dans la lutte contre le trafic des drogues. Cette initiative comprend un ensemble de politiques sécuritaires nord-américaines qui visent à interdire la production, la distribution et la consommation de drogues illicites. Le terme « War on Drugs » a été utilisé pour la première fois par le président Richard Nixon le 17 juin 1971 suite aux politiques déjà mises en place comme la « Comprehensive Drug Abuse Prevention and Control Act of 1970 ». Cependant, cette campagne militaire a entraîné des effets pervers dans les pays producteurs – morts de civils, trulence et abus commis par la police, et n'a pas pour autant empêché le trafic vers les États-Unis qui restent le plus grand consommateur mondial de drogues illicites. Voir : FRANZBLAU, Jesse. « The murder of mexican journalists points to U.S role in fueling drug war violence ». *The Intercept*, 15/06/2017. Disponible sur : <https://theintercept.com/2017/06/15/the-murder-of-mexican-journalists-points-to-u-s-role-in-fueling-drug-war-violence/> (consulté le 15 novembre 2017).

<sup>816</sup> Le but principal du projet des « UPP's - Unité de Police Pacificatrice » à Rio de Janeiro suit, en effet, le même principe de « reconquête » par le pouvoir public des « favelas » contrôlés par le trafic de drogues, notamment, les favelas plus centrales de la zone sud et nord de la ville. L'une des critiques dirigées vers les UPP's est le manque d'intérêt politique d'élargir ce projet aux territoires contrôlés plus décentralisés, ceux contrôlés par les « milices ». Ce facteur renforce le discours de criminalisation de la pauvreté et l'impunité accordée aux miliciens.

qui assimilent toujours les territoires pauvres au crime »<sup>817</sup>.

Ainsi, jusqu'en 2006, les « Milices » étaient encore considérées comme une troisième force de la sécurité publique aux côtés de la police civile et militaire pour combattre le trafic de drogue. À partir de 2006, la perception, auparavant « positive » de ces « milices », changea. Cela est dû notamment à l'augmentation considérable du nombre de territoires contrôlés par celles-ci (de 42 à 92 en 2006, de 170 à 305 de 2008 à 2011 et de 305 à plus de 500 de 2011 à 2013) et au nombre croissant des plaintes anonymes au sujet des pratiques violentes de leurs membres. De surcroît, en mai 2008, trois journalistes du quotidien *O Dia* qui réalisaient secrètement un reportage sur les actions de ces groupes dans la communauté du Batan, située dans la zone ouest de Rio de Janeiro, ont été enlevés et torturés. S'ils ont été finalement libérés, cet événement dramatique a remis en question la présence des « milices » dans certaines régions.

C'est dans ce contexte que le député fédéral Marcelo Freixo et son parti, le PSOL<sup>818</sup> (« Parti Socialisme et Liberté »), ont connu des conditions politiques favorables<sup>819</sup> au sein de l'Assemblée de l'État de Rio de Janeiro afin de mettre en place une « Commission parlementaire d'enquête » afin de perquisitionner ces groupes et, ainsi, dévoiler le « trinôme mafieux » qui les soutenait. Marcelo Freixo et Vinicius Jorge expliquent le contexte antérieur d'implémentation de la « CPI des Milices » et la difficulté de l'instaurer, très associée notamment au fait que des personnages politiques importants intégraient ces groupes ou les utilisaient pendant les élections :

« MF.: Lors du réveillon 2005-2005 ou 2006-2007, je crois que c'était celui de 2006-2007 mais je n'en ai pas la certitude. Lors de ce réveillon, il y a eu un

---

<sup>817</sup>Voir DE PAULA, Luciana Araujo. « Les 'zones grises' de la démocratie brésilienne : le phénomène des 'milices' et les enjeux sécuritaires contemporains à Rio de Janeiro ». *Justice Spatiale / Spatial Justice*. N°8. Juillet 2015. Disponible sur : <http://www.jssi.org/article/les-zones-grises-de-la-democratie-bresilienne-le-phenomene-des-milices-et-les-enjeux-securitaires-contemporains-a-rio-de-janeiro/>

<sup>818</sup>Le « Parti socialisme et liberté » (« Partido Socialismo e Liberdade » - PSOL) est un parti politique brésilien fondé en 2004 par une scission de l'aile gauche du Parti des travailleurs. Il est rejoint par de nombreux intellectuels et militants de gauche ainsi que par plusieurs courants de l'extrême gauche brésilienne.

<sup>819</sup>« Et nous avons demandé (la CPI) et c'était une dérision, une débauche à l'assemblée, ce fut une énorme affaire... personne ne nous prenait au sérieux...ils pensaient, voilà un député du PSOL 'qui vient d'arriver et veut déjà se faire remarquer'. J'ai entendu ça. Et pendant presque un an et demi. En attendant, nous avons fait d'autres choses: nous avons demandé la cassation d'Alvaro Lins, puis nous avons commencé à chercher à nous battre pour plein d'affaires. Toutes nos demandes 'en attente'. Seulement en mars 2008, l'épisode tragique qui a fait sortir la CPI du 'tiroir d'attente' a été l'enlèvement et la torture des journalistes d' 'O Dia' à la communauté du Batan. Ils vont là-bas pour mener une enquête sur la Milice qui contrôle la région et y sont découverts, torturés de manière barbare et, heureusement, ne meurent pas. La presse en général, pas seulement le journal 'O Dia', a fini par demander une réponse de l'Assemblée Législative sur l'action de ces groupes. Ça a été alors un bouleversement ici. Lorsque les victimes étaient pauvres et issues des bidonvilles ok, personne ne fait rien, mais quand ça touche les journalistes blancs et de famille noble, ah là, la presse se mobilise ... et le discours qui se réfère aux « milices » en tant que 'moindre-mal', 'auto-défense communautaire' n'était pas seulement un discours de la police. C'était le discours du gouverneur, du maire, des députés. C'est donc dans ce contexte de l'épisode tragique des journalistes que l'on a pu approuver le CPI. Je suis donc appelé ici plusieurs fois. Ainsi, celui qui demande la CPI doit la présider. » (tda.). Entretien Marcelo Freixo, *op. cit.*, 2015.

très grand nombre de bus de transport public qui ont été brûlés par les trafiquants de drogue. Ils ont fait cela en représailles à l'expansion des milices sur des territoires qu'ils contrôlaient. C'était en décembre 2006. Dès le début de notre mandat, en février 2007 – notre programme et nos actions militantes ont toujours été liés à la question des Droits de l'Homme et de la sécurité publique – nous avons alerté sur les dangers de la milice, mais lorsque l'on regarde qui a été élu... il y avait certaines personnes... on ne pouvait pas, en tant que chercheur et militant connaissant ce secteur, siéger ici et faire semblant que tout cela n'était pas en train d'avoir lieu. Quelqu'un comme Natalino, par exemple, c'était un député qui était l'incarnation même de la Milice ».

Vinicius : C'était 'Le' milicien. Le leader de la Ligue de la Justice, la plus importante et la plus forte des milices.

MF : C'était l'un des plus importants. Son frère était déjà élu au conseil municipal. Nous avons dénoncé tout cela, ne serait-ce que pour montrer que nous étions différents. Le contexte était très compliqué, j'avais peur de siéger au parlement. Il suffisait d'y aller et de regarder autour de soi... aujourd'hui les choses sont compliquées mais à l'époque, c'était bien pire. C'est à ce moment-là que nous avons compris qu'il fallait montrer en quoi nous étions différents, en disant clairement ce pour quoi nous étions là, en faisant quelque chose de retentissant. Nous avons demandé le déclenchement d'une CPI (Commission d'enquête parlementaire) sur l'action des Milices à Rio de Janeiro. Nous avons présenté le projet cinq jours après le début de la mandature, c'est la première chose que nous avons faite »<sup>820</sup>.

Ainsi, la première démarche et, peut-être, l'une des plus importantes survenue lors de la CPI, a été l'invitation de plusieurs chercheurs – sociologues, historiens, politistes – pour élaborer une définition précise de ces groupes, ce qui a, par la suite, facilité les enquêtes de la police sur ce phénomène jusqu'alors méconnu. Cela a aidé à insérer ces groupes dans un cadre pénal, à les déstabiliser, en révélant les liens mafieux qu'ils établissaient avec le pouvoir politique. Ainsi, dans le « Rapport final de la Commission Parlementaire d'enquête d'investigation de l'action des 'Milices' dans

---

<sup>820</sup> « Nós tivemos um réveillon, eu não sei se 2005 pra 2006 ou de 2006 pra 2007, acho que de 2006 pra 2007, mas não tenho certeza. Um réveillon que teve muito problema na queima de ônibus no RJ e que já era fruto desse avanço das Milícias e uma resposta do tráfico a esse avanço em determinados territórios deles. Isso foi em dezembro de 2006. Ai quando nós assumimos aqui, início de fevereiro de 2007 a nossa pauta, se você pegar a nossa militância aqui de quem faz a equipe é uma militância muito relacionada a Direitos Humanos e segurança pública. E logo no início a gente falou "olha, a situação da Milícias é algo sério" e, mais, quando a gente olhou quem foi eleito...tinha alguns vizinhos aqui que não tinha como a gente...sendo militante dessa área, pesquisador dessa área assumir um cargo aqui e fingir que aquilo não estava acontecendo...o Natalino, por exemplo, a imagem da Milícia aqui dentro como deputado.

Vinicius: Era "O" miliciano. Era o líder da Liga da Justiça, a maior, a mais forte.

MF.: Da maior. Com o irmão já vereador. Então, a gente falou não, até pra gente se diferenciar. O quadro aqui era bem difícil, eu tinha até medo de ir pro plenário. Você olhava pros lados e era um quadro...tá ruim hoje, mas já foi pior. Foi ai que a gente pensou, temos que nos diferenciar e dizer pra que viemos com uma ação de grande impacto. Foi ai que pedimos uma CPI pra investigar a ação das Milícias no RJ. A gente apresentou já no quinto dia do mandato, foi a primeira coisa que a gente fez » (tda.). Entretien avec Marcelo Freixo et Vinicius George, *op. cit.*, 2015.

l'État de Rio de Janeiro »<sup>821</sup>, la CPI des Milices a proposé de les définir comme :

- 1) des groupes de policiers, de policiers à la retraite et/ou des policiers expulsés des forces de sécurité pratiquant des extorsions et des appropriations irrégulières des domaines normalement gérés par le pouvoir public tels que la sécurité (taxe de « protection » demandée à la population des territoires contrôlés), l'eau, la lumière, le gaz, la télévision satellite, le transport alternatif (contrôle des coopératives de vans qui relient les quartiers de la zone ouest de la ville) ;
- 2) des groupes de policiers, de policiers à la retraite et/ou des policiers expulsés des forces de sécurité formant des « agences électorales » dans la zone ouest de Rio de Janeiro et en relation directe avec des parlementaires »<sup>822</sup>.

Cette définition était, également essentielle pour lever la confusion qui se faisait entre les Milices, phénomène essentiellement « mafieux » et d'autres phénomènes criminels également présents au sein de la police *carioca*, à savoir, les pratiques arbitraires, les groupes d'extermination, ou alors, la police *mineira*. Marcelo Freixo explique dans quelle mesure cette « confusion » a été préjudiciable pour la bonne compréhension de ce phénomène :

« Si vous allez à la source de tout cela, vous voyez qu'il y a une grande différence d'ordre structurel entre la police traditionnelle et ses abus, la police *mineira*, les groupes d'extermination et la milice. La police *mineira* et les groupes d'extermination sont généralement payés pour des tâches liées au commerce local. Seulement la *mineira* est locale, alors que les groupes d'extermination viennent de l'extérieur. Le commerce local avait des accords avec des policiers locaux et leur rendait service. Des services d'extermination : les enfants des rues et les voleurs étaient leurs cibles de prédilection. La Milice a une manière de procéder complètement différente. On n'embauche pas la Milice. La Milice exerce un contrôle du territoire et celui qui la paye ne paye pas en échange de services, il paye pour se protéger de la Milice. En d'autres termes, l'idée est : 'je vous protège de moi-même'. C'est une Mafia. Parce que les miliciens ne sont embauchés par personne. Le commerçant qui paye les miliciens le fait pour pouvoir continuer à travailler. Personne ne dit : 'tiens, appelle le milicien pour qu'il m'aide à faire telle chose', cela n'existe pas. La Milice contrôle les lieux, elle ne propose pas de services. Pour la Milice, la question du territoire est fondamentale, alors qu'elle ne l'est pas pour un groupe d'extermination. Pour te donner un exemple, le 'Massacre de Candelária', c'était un groupe d'extermination du quartier. Mais quel est leur lien avec le territoire de Candelária ? Aucun, ils ont été embauchés pour

---

<sup>821</sup> Voir « CPI des Milices », *op. cit.*, 2008.

<sup>822</sup> « CPI des Milices », *ibidem*.

perpétrer le massacre, c'est un service. Il y a beaucoup de gens qui pensent que la Milice est une version 'sophistiquée' du groupe d'extermination, ou une variante. Mais c'est faux et pour le démontrer il suffit d'observer que dans les quartiers où existait encore un groupe d'extermination, cela a continué, la milice n'est pas venue et s'est installée ailleurs. Ce n'est pas la même chose et une chose n'est pas la version 'sophistiquée' de l'autre. Elles sont de nature différente. Les gens ont tendance à croire qu'il s'agit de policiers et qu'ils ont un *modus operandi* similaire, mais il n'en est rien. Il y a des différences de nature dans la relation au pouvoir et au territoire, ainsi que dans le modèle économique »<sup>823</sup>.

Après 5 mois de travail, la CPI des Milices a inculpé 226 personnes, dont 9 hommes politiques<sup>824</sup>, 8 policiers civils, 67 policiers militaires, 3 pompiers, 2 gardiens de prison, 7 militaires de l'armée et 130 civils<sup>825</sup>. De plus, dans le cadre de la CPI des Milices, un « Appel Milices », numéro vert pour dénoncer les actes des milices, a été mis en place. Il a reçu plus d'un millier de dénonciations anonymes de la population directement touchée et, grâce à la confection d'une « cartographie » des Milices conçue à partir de ces dénonciations, la DRACO a réussi à observer de près le *modus operandi* de ces groupes, leurs liens avec le pouvoir politique et, ainsi, réaliser plusieurs arrestations en flagrant délit. Cette « exposition publique » des Milices a déstabilisé leurs affaires et, notamment, leur discours de légitimation.

Un autre facteur qui a contribué à l'instauration de la CPI des Milices fut la

---

<sup>823</sup> « Se você olhar a raiz disso tudo, tem uma grande diferença estrutural. Diferença entre a policia tradicional que comete arbitrariedades, a policia mineira, os grupos de extermínio e a milícia. Por uma razão, a clássica policia mineira e grupo de extermínio são contratadas para serviço muito relacionada ao comércio local. Só que um é local (mineira) e o outro vem de fora (grupo de extermínio). Isso é histórico no RJ. Baixada Fluminense, por exemplo, que é campeã de grupo de extermínio. O comércio local tinha o contrato com alguns policiais e faziam serviços. Serviços de extermínio: muito meninos de rua, muito assaltante, eram as vítimas preferenciais dos grupos de extermínio. A Milícia tem uma natureza de relação muito diferente. A Milícia não é contratada. Ela tem o domínio do território e quem paga a Milícia não paga para serviços, paga pra se proteger da própria Milícia. Ou seja, "eu lhe protejo de mim mesma". Isso é Máfia. Porque na verdade, eles não são contratados por ninguém. O comércio que paga o miliciano, paga pra continuar tendo comércio, porque senão perde. Ninguém diz "ah, chama lá o miliciano que eu quero que ele faça uma coisa pra mim". Isso não existe. A Milícia é dona de um lugar, ela não presta um serviço. A questão do território pra Milícia é decisiva e é, então diferente do grupo de extermínio. Só pra te dar um exemplo, "Chacina da Candelária" foi um grupo de extermínio dali. O que que eles tem a ver com o território da Candelária? Nada, eles tem a ver com o serviço. Muita gente tentava tratar a Milícia ou como uma "sofisticação" do grupo de extermínio ou como uma variante. A melhor maneira de eu provar que isso era falso é que onde continuava tendo "grupo de extermínio" a pratica continuou e a Milícia não entrou. Tem vários lugares onde continuava tendo grupo de extermínio que a Milícia não entrou e foi pra outro lugar. Não é a mesma coisa e um não é a sofisticação do outro. Tem naturezas distintas. Não é a mesma coisa: porque as pessoas acham que é policial e mata e tem um modus operandi similar é a mesma coisa, não é. As naturezas de relação de poder, de relação com o território, de base econômica é completamente diferente » (tda). Entretien avec Marcelo Freixo, *ibidem*.

<sup>824</sup> Le député d'État Natalino José Guimarães (sans parti), le conseiller municipal Jerônimo Guimarães Filho, Jerominho (PMDB), le conseiller municipal Josinaldo Francisco da Cruz, connu sous le surnom Nadinho de Rio de Pedras (DEM), le conseiller municipal André Ferreira da Silva, connu sous le surnom Déco (PR), le conseiller municipal de São Gonçalo, Geiso Pereira Turques, connu sous le surnom Geiso do Castelo (PDT) et le conseiller municipal de Duque de Caxias, Sebastião Ferreira da Silva, connu sous le surnom Chiquinho Grande (PTB), outre les conseillers élus, Carmen Glória Venâncio Guimarães, connu sous le surnom Carminha Jerominho (PT do B) et Cristiano Girão (PMN). Álvaro Lins l'ancien député d'État et ancien chef de la police civile de Rio a également été inculpé.

<sup>825</sup> La liste complète avec les noms et prénoms de tous les impliqués est disponible dans le Rapport « CPI des Milices », *ibidem*, p. 274-281.



propre « guerre mafieuse » au sein de la « Liga da Justiça », la Milice la plus puissante de RJ, qui avait commencé en 2004 et qui a pris de l'ampleur en 2007, une année donc avant le début de la CPI. Ce fait a attiré l'attention de certains sur ces groupes, dont Marcelo Freixo, qui à l'époque était militant des Droits de l'Homme à l'ONG *Justiça Global*. Tout commença en 2004 lorsque « Nadinho », l'un des leaders de la milice de Rio das Pedras fut élu conseiller municipal et se rapprocha des frères « Guimarães » et qui, à cette époque, était déjà conseiller municipal et député de l'État de RJ. Ce rapprochement provoque une rupture entre « Nadinho » et Félix Tostes, l'autre leader de la milice de Rio das Pedras. En 2007, Félix Tostes est assassiné de 34 balles et « Nadinho » fut le principal inculpé avec Malvar, le beau-fils de Jerominho<sup>826</sup>. Le délégué Pedro Paulo, le responsable pour la région de « Jacarepaguá » et Taquara » (32<sup>o</sup> Département de Police) expliqua les disputes à Rio das Pedras dans son témoignage lors de la « CPI des Milices », en disant qu'il existe un « Avant Félix » et un « Après Félix » dans la communauté :

« L'élément central dans notre discussion, c'est Rio das Pedras. [...] Ce qui a eu lieu là-bas, cela a été parfaitement établi, c'est que le conseiller municipal Nadinho voulait contrôler Rio das Pedras et qu'il a trouvé un accord avec des gens de Campo Grande, le député Natalino et le conseiller municipal Jerominho pour éliminer Felix et assurer le contrôle de toute la région »<sup>827</sup>.

Il existe donc deux motivations qui expliquent l'assassinat de Félix Tostes : la première est économique et concerne les disputes territoriales pour le bénéfice du transport alternatif<sup>828</sup> car Nadinho aurait promis à la « Liga da Justiça » le contrôle des

<sup>826</sup> Voir « CPI des Milices », *op. cit.*, 2008. p. 53.

<sup>827</sup> « Vamos ao ponto central e nevrálgico da nossa questão, que é Rio das Pedras. (...) O que aconteceu ali, e já está muito bem definido, é que o vereador Nadinho quis dominar Rio das Pedras e fez uma parceria com o pessoal de Campo Grande, que é o deputado Natalino e o vereador Jerominho, no sentido de eliminar o Félix e ele Nadinho dominar Rio das Pedras e eles, assim, formarem um grande complexo » (tda.). Rapport interne de la « CPI des Milices » gracieusement cédé par Marcelo Freixo lors de l'entretien réalisé avec lui le 22/08/2015. p. 36.

<sup>828</sup> « Pesq.: Je voudrais que vous me parliez de la 'mafia des Vans'. La route du contrôle territorial des milices semble coïncider avec les principaux itinéraires des Vans dans la zone ouest. Est-ce vrai?

MF: Oui, le contrôle des Vans est l'une des activités les plus lucratives de la milice. Tout d'abord, car le contexte du transport alternatif des Vans démontre le chaos des transports publics à Rio de Janeiro. Les fourgonnettes finissent par être un moyen de transport nécessaire car les transports en commun sont une horreur. En fait, il n'y a pas de transport en commun, les Vans ne sont donc pas un moyen de transport alternatif. Pour de nombreuses personnes, c'est le seul qui existe. Le métro n'existe pas pour certaines zones, les bus sont absurdes, le train est dirigé vers un public spécifique. Ainsi, le Van est le moyen de transport le plus important pour de nombreux habitants, principalement dans les zones contrôlées par les milices. Car en fait, quand la Milicia s'est installée, les Vans fonctionnaient déjà à pleine allure.

Vinicius: Autrement dit, la Milicia n'a pas créé le système des Vans, mais il s'approprie ce type de transport.

MF: Ils commencent par demander la taxe de sécurité, le 'péage' aux conducteurs des Vans, puis ils les prennent par la force. 'C'est à moi maintenant'. Ils vont là-bas et s'emparent des coopératives de Vans et ils ont désormais le monopole. À partir du moment où ils étendent leurs domaines, ils étendent également les domaines sur les moyens de transport des Vans. Maintenant, étant donné que les zones de milice sont les zones 'mises aux enchères' par l'État, c'est également où le transport est le pire.

Vinicius: C'est une bonne constatation, celle dont vous parliez, de la 'route de contrôle territorial des milices'. En fait, nous disons habituellement: 'suivre le crime, c'est suivre l'autoroute (Avenida Brasil)'. C'est le modèle de

vans qui circulaient à Rio das Pedras en échange de faveurs et du soutien pour qu'il devienne le seul « boss » de la communauté. La deuxième se réfère aux motivations politiques et électorales car les désaccords entre Félix Tostes et « Nadinho » se sont dégradés lors de la campagne électorale pour les élections de 2006, quand Félix Tostes a décidé de contester « Nadinho » et de ne pas suivre ses directives pour soutenir la réélection du député Rodrigo Maia (DEM), le fils du maire de RJ à l'époque, César Maia. L'inspecteur Félix Tostes a donc décidé de soutenir Marcelo Itagiba (PMDB), l'ex-secrétaire de la Sécurité publique de l'État durant le gouvernement de Rosinha Garotinho. Finalement, les deux candidats ont été élus, mais l'élection de Marcelo Itagiba (3462 votes) révèle l'influence de Félix Tostes sur la communauté et fissure la base politique du PFL et, par conséquent, de Rodrigo Maia (avec 3386 votes) à Rio das Pedras. Ce facteur aurait profondément déplu à « Nadinho ». Par ailleurs, Félix Tostes, pour les élections de 2008, aurait décidé d'arrêter de soutenir « Nadinho » et de se présenter lui-même en tant que candidat au « Conseil Municipal ».

Le 9 septembre 2008, « Nadinho » témoigna pendant les audiences de la CPI des Milices et dénonça plusieurs politiciens, secrétaires de la Sécurité Publique, policiers entre autres, d'être les leaders de la Milice de Rio das Pedras<sup>829</sup>. Le 1<sup>er</sup> décembre de 2008, « Nadinho » survit à une tentative d'assassinat, mais le 8 juin 2009, il mourut d'une dizaine de tirs. L'exécution de « Nadinho » a eu lieu 12 jours après l'assassinat de Getúlio Rodrigues Gamas, président de la coopérative de Transport Alternatif de Rio das Pedras, ordonnée par la « Liga da Justiça », en réponse à la résistance de Getúlio de passer la présidence de la coopérative à la famille « Guimarães ». Lors de son témoignage à la CPI, Getúlio avait accusé « Nadinho » d'être un traître et le mandataire de la mort de Félix Tostes.

La dispute pour le pouvoir économique et politique a fait énormément de morts dans la zone ouest, ceci étant également un facteur de plus dans la « déstabilisation » de ces groupes. Les statistiques et les investigations faites par Eduardo Jorge Soares, le délégué adjoint du 35<sup>o</sup> Département de Police indiquent que pendant sept ans (plus ou moins entre 2001 et 2008), 1308 meurtres liés aux règlements de compte entre la « Liga da Justice » et leurs ennemis ont été enregistrés dans la seule région de Campo Grande.

---

développement routier, la criminalité suit aussi la même logique économique. »(tda.). Entretien Marcelo Freixo, Vinicius George, *op. cit.*, 2015.

<sup>829</sup> Voir Rapport « CPI des Milices », *ibidem*. p.61.

## **9.2. « Recompositions » : les stratégies des OCM *bonaerenses* et *cariocas* visant à rétablir leur pouvoir**

Les OTM au sein des polices *bonaerenses* et *cariocas* sont toutes dotées d'une formidable capacité d'adaptation aux circonstances défavorables et, par conséquent, développent des stratégies pour « restructurer » leurs affaires et leurs rapports avec les pouvoirs criminels et politiques. C'est pourquoi, il semble préférable de parler d'un processus « mafieux » qui n'est pas linéaire car, même si certaines affaires de la « police mafieuse » peuvent être déstabilisées pendant un moment, la « structure mafieuse » - le « trinôme de protection » - qui leur apporte un soutien et leur permet le contrôle dans des territoires conquis, ne sont pas pour autant anéantis. De plus, cela est majoritairement la règle à BA et à RJ, puisque lorsque les conditions sont défavorables pour les OTM au sein des polices, soit elles donnent une réponse bien claire aux avancements et/ou interventions du gouvernement par le biais de menaces et/ou représailles pour les empêcher de continuer à s'immiscer dans leurs affaires (les OTM *bonaerenses*) soit elles choisissent un profil plus discret pour se fondre encore davantage dans le paysage, se faire oublier revenir parfois plus fortes encore (le cas des Milices *cariocas*). Ainsi, la tendance des forces policières mafieuses *bonaerense* et *carioca* consiste toujours dans la recherche de (ré) équilibre du processus « mafieux » au sein des institutions de sécurité, en d'autres termes, à assurer la stabilisation d'une « zone grise » permanente.

### **9.2.1. Les OTM *bonaerenses* se font remarquer**

La deuxième réforme d'Arslanian a duré trois ans et a créé un contexte « défavorable » pour les OTM au sein de la *bonaerense*. Par conséquent, l'équilibre du « trinôme mafieux » dans la province de BA a été touché. En « décapitant » la structure de la police *bonaerense*, à savoir, en décentralisant l'institution, Arslanian a choisi de

nouveau de « bloquer » le chemin, en empêchant l'argent de monter vers les hautes sphères du pouvoir, ce qui a obligé les OTM à se restructurer afin de garantir leurs affaires sans la « protection » des « têtes ». Cette « réadaptation » se déroule par le biais d'un rapprochement entre la police et les maires locaux. Ricardo Ragendorfer éclaire ainsi la stratégie de ces groupes :

« Ricardo : les mesures prises par Arslanian ont renforcé les liens entre la police et les maires locaux. Cette réforme a permis la création de la *Bonarense 2*, qui concernait plutôt des policiers municipaux... d'une certaine manière, les policiers se sont adaptés dans un contexte difficile, afin de continuer à faire de l'argent. Ces types sont coriaces...Mais je le répète, ces mesures sont la chose la plus courageuse que l'on ait tenté pour en finir avec les mafias de Buenos Aires. Mais le type n'est pas magicien. Ce système aurait très bien fonctionné en Suisse, mais pas au Far West, si tu vois ce que je veux dire, pas dans la province de Buenos Aires.

Enq. : Donc le pouvoir local du commissaire et du maire s'est vu renforcé parce qu'on a coupé la tête, on a enlevé la pointe de la pyramide et en faisant cela, on a mis un terme aux réseaux qui permettaient de faire monter l'argent, c'est cela ?

Ricardo : Exactement.

Pesq. : Les affaires étaient circonscrites à l'échelle locale ?

Ricardo : Exactement. Et vu que les maires agissent généralement comme des pirates, et qu'ils ont besoin des uns et des autres, disons qu'autrefois, le pacte de gouvernance se scellait entre le gouverneur et le chef de police. Le commissaire favorisait une approche punitive et démagogique et le gouverneur ne se mêlait pas des affaires criminelles de la police. Après Arslanian, ce même pacte était scellé au niveau local. Comme il n'y avait plus de chef de police pour s'«arranger» avec le gouverneur, chaque commissaire s'«arrangeait» avec les maires. C'était plus «primitif» si on peut dire, mais c'était quand même très violent et ça engendrait de nombreux conflits internes... et surtout, ça a permis le retour des «meutes de chiens» (*jaurías de perros*) de la première réforme d'Arslanian »<sup>830</sup>

---

<sup>830</sup>Ricardo : las medidas de Arslanian terminaron por fortalecer las relaciones entre las policas y los intendentes locales. O sea, su reforma incluso creó la Bonaerense 2 que son más bien policas comunales...de algun modo, esas policas se reacomodaron al contexto difícil para seguir recaudando...esos muchachos son bravos...Pero repito, eso fue lo más audaz que se pudo hacer para acabar con las mafias bonaerenses. Tampoco es un mago el tipo. Ese sistema hubiese funcionado bien en Suiza, pero no en el Faroeste, entendés, no en la provincia de BA.

Pesq. : Entonces se fortaleció el poder local con el comisario y el intendente porque se descabezó la fuerza, la piramide y se cortó la ruta de la plata hacia arriba, es eso ?

Ricardo : Exactamente.

Pesq. : Los negocios quedaron en el nivel local, local ?

Ricardo : Exactamente. Y como los intendentes suelen ser unos piratas, y como unos necesitan a los otros, digamos antes el pacto de gobernabilidad se articulaba entre el gobernador y el jefe de policia, y el pacto de gobernabilidad es demagogia punitiva en cambio de vista gorda en los negocios policiales, no ? Ese mismo pacto con Arslanian se hacia localmente. Como no existia jefe de policia que «transara» con el gobernador, cada comisario «transaba» con su intendente. Era algo más «primitivo», si podemos decir, pero no dejaba de ser bastante violento y con muchas disputas internas...volvió el sistema de las «jaurías de perros» de la primera reforma d'Arslanian. » (tda.). Entretien avec Ricardo Ragendorfer à Paris le 12 novembre 2017.

Par la suite, la réforme d'Arslanian a été suivie d'une contre-réforme menée par Daniel Scioli lors de ses deux mandats dans le gouvernement de la province de BA entre 2007 et 2011. À ce moment-là, les sondages d'opinion et les médias continuaient de souligner l'insécurité comme une priorité provinciale et le gouvernement a donc repris ce diagnostic *ipso facto* comme stratégie électorale. Il a décidé de renégocier avec les secteurs de la police relégués par Arslanián et s'est soumis à leurs revendications traditionnelles, en adhérant, bien que indirectement, à ce « pacte de gouvernabilité » dont a parlé Ragendorfer.

Dès son premier mandat, le gouverneur Scioli a privilégié, à plusieurs reprises, les problématiques du crime et de l'insécurité comme axes principaux de son programme gouvernemental. D'ailleurs, son premier ministre de la sécurité, Carlos Stornelli (2007-2010), a déclaré qu'il « venait corriger des années d'erreurs » et le gouverneur lui-même a souligné qu'il était nécessaire de « fournir à la police plus de puissance de feu »<sup>831</sup>. Cela a favorisé de nouveau le renforcement des liens obscurs entre le pouvoir politique et la police, et leur système de protections. Scioli lui-même clarifie ce changement, en mettant en évidence ce rapprochement :

« Je veux retrouver la fierté et l'estime de soi de l'institution (...) Sans la police, il n'y a pas de sécurité, et contre la police, encore moins. Avant la police allait d'un côté et le pouvoir politique de l'autre. Plus maintenant »<sup>832</sup>

Ainsi, les premières mesures mises en place ont été des amendements apportés à la loi 13.201 d'Arslanian, qui ont fini par re-centraliser la force, en re-instituant la figure de « chef de police » et la « double hiérarchie ». Cela a donc entraîné une « re-autonomisation » de la force, étant donné que la *bonaerense* se retourne à nouveau vers le « poronga » de l'institution qui, à son tour, répond au gouvernement dans un schéma hiérarchique et pyramidal :

« On a régressé partout, notamment au niveau de la double grille de promotion. Arslanian a voulu démocratiser la police, en éliminant le fossé entre officiers et sous-officiers. Il a assaini cette brèche en unifiant le tout. Un agent pouvait devenir commissaire général et cela devait permettre de lutter contre les pots-de-vin qui n'était rien d'autre que le complément de salaire des agents au plus bas de la hiérarchie militaire de la *bonaerense*. La première

---

<sup>831</sup> Voir : OYHANDY, A. « De la Reforma Policial a la Declaración de Emergencia: cambios y continuidades en las políticas de seguridad en la provincia de Buenos Aires ». *Cuestiones de Sociología*, n° 10, 2014. Disponible sur : <http://www.cuestionessociologia.fahce.unlp.edu.ar/article/view/CSn10a11>

<sup>832</sup> « Quiero recuperar el orgullo y la autoestima de la institución (...) Sin policías no hay seguridad, y contra los policías, mucho menos. Antes la policía iba por un lado y el poder político por el otro. Ya no ». (tda.). Voir Oyhandy, *op. cit.*, 2014.

chose que Scioli a faite a été de revenir en arrière, ce qui a engendré une certaine animosité entre officiers et sous-officiers. Mais celle-ci a été de courte durée, parce que pour ces groupes, c'est toujours plus simple de s'adapter au crime plutôt qu'à la légalité. Donc on a rétabli les divisions départementales qui forment de nouveau un triangle. Avant, elles s'appelaient divisions régionales et Arslanian les a rebaptisées 'départements d'investigations de sécurité'. Arslanian les a rendues indépendantes et Scioli, grâce à Stornelli et un peu plus tard à Cassal, les a réintégrées dans le système triangulaire... on est revenus en arrière et ce qui a subsisté, le germe de la *Bonaerense 2*, est devenu le système des Polices municipales, en lieu et place du Ministère de Sécurité »<sup>833</sup>.

Ainsi, il reste évident que cette contre-réforme rend encore plus complexe les nombreuses structures de la *bonaerense*, car si elle renie bien l'« héritage » d'Arslanian, elle garde certaines de ces mesures en son sein – notamment, la « *Bonaerense 2* » – en détournant leur principe de base. Or, cela finit par renforcer leurs affaires mafieuses étant donné qu'ils agissent désormais comme deux forces coordonnées dans la « gestion du crime » dans la province : les communales (anciens « *Bonaerense 2* » qui ont fini par recevoir dans leurs rangs plusieurs policiers expulsés de la *bonaerense*) qui prêtent des comptes locaux, en lien direct avec les maires et les *bonaerenses* traditionnelles qui répondent aux « porongas » et au gouverneur. Ragendorfer explique dans quelle mesure le gouvernement de Maria Eugenia Vidal, le successeur de Scioli, est paradigmatique pour comprendre comment les *bonaerenses* se font remarquer lorsqu'ils se sentent déstabilisés :

« L'arrivée de Maria Eugenia Vidal au poste de gouverneur a surpris tout le monde, à tel point qu'elle-même n'avait pas vraiment prévu de stratégie concernant la police *bonaerense*. Elle s'est donc appuyée sur ce qui avait déjà été fait, autrement dit elle n'a rien changé à la structure de la police et du ministère hérités du gouvernement Scioli. La seule chose qu'elle a faite a été de remplacer le tout-puissant chef de police de Scioli, qui avait atteint l'âge de la retraite, ainsi que le *superintendente* (« directeur général ») Matzki, qui a tout de même réussi à se faire remplacer par son dauphin, le commissaire Pablo Bressi, qui est un type absolument infréquentable. Ceci a provoqué une guerre interne au sein de la police qui a fini par éclabousser le gouvernement.

---

<sup>833</sup> « Se retrocedió todo, y se retrocedió fundamentalmente el doble-escalafón. Es decir, lo que había echo Arslanian para democratizar un poco a la fuerza era eliminar la brecha que había entre oficiales y suboficiales...lo que hizo Arslanian fue asanar esa brecha y unificar todo eso. Un agente podía llegar a comisario general para intentar disminuir la « caja dos » que nada mas es que el complemento de salario de los puestos mas bajos de la hierarquia militar de la bonaerense. Lo primero que hizo Scioli fue volver atras, lo que creo una cierta animosidad entre los oficiales y sub-oficiales, una animosidad que fue superada a poco tiempo, claro, para esos grupos es más facil adaptarse al crimen que a la legalidad. Asi que siguen las 18 departamentales pero digamos volvieron a formar parte de un triangulo. Antes se llamaban regionales, Arslanian las rebautiza « departamentos de investigaciones y de seguridad ». Lo que pasa es que Arslanian las destrangularizó, las independizó...lo que hizo Scioli atraves de Stornelli, despues atraves de Cassal, volvieron a triangularizalas...volvio todo como estaba y lo que si quedo, el germen de la Bonarenese 2 se convirtió en las Policías comunales, que dependen del municipio y no del Ministerio de Seguridad » (tda.). Voir Entretien avec Ricardo Ragendorfer, *op. cit.*, 2017.

Beaucoup de commissaires opposés à Matzki prevoyaient dans le changement de gouvernement une opportunité d'accroître leur pouvoir. Mais en voyant que rien ne changeait avec Bressi et que Matzki, aidé par le Ministre de Sécurité de Scioli, Alejandro Granados – qui est aussi infréquentable -, tirait toujours les ficelles, ces commissaires commençaient à s'attaquer entre eux. Au début ce n'était pas trop violent, il y a eu des délations dans la division régionale de La Plata... l'affaire des enveloppes<sup>834</sup>... on a retrouvé 36 enveloppes, il y avait au total 150 000 pesos qui devaient être distribués, va savoir comment, mais finalement quelqu'un a balancé des policiers proches de Bressi qui étaient de mêche avec le Narcotrafic. Mais ils étaient beaucoup moins 'soft' à l'égard du pouvoir politique. Ils ont séquestré et rançonné le procureur général de Lomas de Zamora, ils ont également saccagé la maison du maire de La Plata lors d'un braquage hors du commun, ainsi que celle du directeur de cabinet d'Eugenia Vidal... ils ont séquestré un député de la majorité gouvernementale... en gros, ils voulaient montrer qu'il y avait des limites à ne pas dépasser. Évidemment, il y a eu des choses terribles. Lors de l'affaire des 'enveloppes de La Plata', on a capturé huit commissaires qui étaient proches de Bressi, qui faisaient remonter de l'argent pour Bressi. On les a envoyés dans la prison de La Plata et l'un d'entre eux a été retrouvé mort dans sa cellule. Bressi et Matzki l'ont tué pour faire comprendre aux autres qu'ils avaient intérêt à la fermer. Donc les commissaires emprisonnés se sont retrouvés dans une sorte de *no man's land*, attaqués des deux côtés'. »<sup>835</sup>

Les stratégies d'« adaptation » et de « réadaptation » des OTM *bonaerenses* démontrent donc une forte capacité à faire valoir leurs demandes auprès de leurs « alliés » et à manifester leur mécontentement vis-à-vis des groupes rivaux. En se faisant remarquer de cette manière, ils finissent par être protégés des éventuelles tentatives du pouvoir politique de « contrôler » leurs affaires ou de « rivaliser » en

<sup>834</sup>L'affaire a éclaté en avril 2016, lorsqu'une procédure menée par « asuntos internos » a découvert 35 enveloppes contenant 153 700 pesos. Une dénonciation anonyme avait averti qu'au siège de La Plata, dans les premiers jours de chaque mois, les « péages » (« recaudación ») obtenus dans différents commissariats étaient envoyés pour les « *porongas* ». L'argent était obtenu par le biais d'extorsion aux commerçants ou en échange de protection des organisations dédiées au jeu illégal, à la prostitution ou au trafic de drogue.

<sup>835</sup>« La llegada de esta gobernadora que tenemos ahora alli Maria Eugenia Vidal fue tan sorpresivo incluso para ella que no tenia preparado ninguna estrategia con respecto la policia bonaerense, entonces apeló al herencia recibida, o sea, dejo intacta la estructura policial y ministerial que heredó del gobierno de Scioli. El único cambio que hizo fue remplazar por razones jubilatorias al todo poderoso jefe policia de Scioli, al superintendente general Hugo Matzki, quien por otra parte logró que lo pusieran como remplazante a su delfin, el comisario Pablo Bressi, que es un tipo absolutamente impresentable. Eso provocó una guerra interna dentro de la policia que termina salpicando el gobierno. Es decir, muchos comisarios dentro del comisariato contrarios a Matzki tenían grandes esperanzas de poder depositadas en el cambio del gobierno, al ver que todo seguia igual con Bressi, y que Matzki junto con el Ministro de Seguridad de Scioli, Alejandro Granados, que es otro impresentable, siguen manejando todo desde arriba. Alli se emezpan a atacar entre si – esos comisarios – entre ellos con cosas muy suaves, o sea, botonean en la regional de La Plata...el caso de los sobres...habia 36 sobres, con en total 150 mil pesos para repartir va a saber donde, o sea nada, despues botonean, por su convivencia con el Narcotrafico, policiales muy vinculados a Bressi. Pero con respecto al poder politico no son tan lights: le hacen un secuestro extorsivo al fiscal general de Lomas de Zamora, la rebientan la casa en un asalto rarissimo al intendente de La Plata, la rebientan tambien la casa en otro asalto rarissimo al jefe de gabinete de Eugenia Vidal...le hacen un secuestro extorsivo a un otro deputado del gobierno...o sea, le van marcando la cancha. Y desde luego, pasan cosas terribles: a los de los "sobres de La Plata" detienen a ocho comisarios vinculados a Bressi, que recaudavan para Bressi. Y los mandan a la carcel de La Plata. Uno de ellos aparece muerto en la celda...ese lo mataron como aviso para que no hable, o sea, los grupos rivales a Bressi y a Matzki mandan tragar a esos ocho comisarios...y Bressi y Matzki lo matan al comisario jurado como aviso para que los otros no hablen. Los comisarios presos acabaron en tierra de nadie, atacados por ambos lados » (tda.). Entretien avec Ricardo Ragendorfer, *op. cit.*, 2017.

matière de services sociaux et de sécurité tant au niveau local – par le biais soit des échanges rentables avec les maires « amis » soit des « menaces » claires aux ennemis - qu’au niveau provincial – par le biais soit du maintien du « pacte de gouvernabilité » soit de sa « rupture » momentanée.

« Aujourd’hui, ces groupes mafieux au sein de la police fonctionnent de la même manière et ils sont parfois même plus forts, soit parce qu’ils ont, tant bien que mal, réussi à préserver leur position au sein de la hiérarchie, soit parce qu’ils sont toujours dirigés par les mêmes personnes, des types comme Granados ou Matskin, qui ont réussi à imposer les ‘pots-de-vin’ à Maria Eugenia Vidal. Elle, de son côté – et c’est complètement ridicule – mène sa campagne politique en mettant en avant ses succès contre la corruption au sein de la police. Et la police applaudit. Mais quelles sont ses réussites ? ‘Nous allons obliger tous les policiers à faire des tests antidoping !’<sup>836</sup>. Mais à quoi ça sert, si ces gens ne consomment pas, ils vendent ! Leurs affaires marchent mieux qu’avant parce qu’ils ont réussi à mettre en place des pots-de-vin au sein du gouvernement provincial, tout comme les policiers provinciaux contrôlent les maires au niveau local. Quant aux liens entre la police de Buenos Aires et le Ministre de Sécurité de Buenos Aires, un certain Ritondo, la stratégie consiste à ‘fixer ses honoraires’ à une somme moindre que celle que recevait Granados. D’ailleurs, Granados est devenu une sorte de gestionnaire civil de la *Bonaerense* c’est lui qui gère toutes les réclamations et exigences au sein de la *Bonaerense*, c’est tout un shérif ! [...] Et tu vois, María Eugenia Vidal utilise l’‘affaire des enveloppes’ comme une sorte de ‘*leading case*’ dans sa lutte contre les mafias, alors qu’il ne s’agit que d’un coup monté par la police elle-même... parce qu’elle n’a pas vraiment le choix cette Vidal... parce qu’on ne peut pas discipliner ces gars... ils sont coriaces ces gars...ils sont ‘sérieux’ ces gars...c’est un État au sein de l’État... »<sup>837</sup>

---

<sup>836</sup>Le gouverneur María Eugenia Vidal a lancé le programme « Politique de prévention et de contrôle de la consommation de substances psychoactives dans le domaine de la police » (« Política de prevención y control del consumo de sustancias psicoactivas en el ámbito de la Policía »).

<sup>837</sup>« Hoy por hoy esos grupos mafiosos en la policia funcionan como siempre y incluso mas fortalecidos porque mal que bien lograron conservar el status que tenian antes porque estan conducidos por las mismas personas, por Granados, Matskin, quienes lograron « poner en caja » a la Maria Eugenia Vidal, que por otra parte, y esto es ridiculo, hace campaña sobre sus logros contra la corrupcion policial. La policia los aplaude. Pero cuales son sus logros ? « Obligaremos todos los policias a hacer control antidopping ! ». Pero que les importa hacer eso, si ellos no toman, ellos venden ! Sus negocios han fortalecido pues supieron « poner en caja » al gobierno provincial de la misma manera las policias provinciales controlan a su vez los respectivos intendentes locales. Y con respecto al vinculo que tiene la policia bonaerense con por ejemplo el Ministro de Seguridad bonaerense, el tal Ritondo, es que le da un porcentaje menor, digamos, lo primero que hace la bonaerense cuando llega a un nuevo Ministro es « fijar sus honorarios » y Ritondo recibe honorarios menos de lo que recibia Granados. Es más, y Granados se convierio en el operador civil de la Bonaerense, o sea, es lo que negocia con la bonaerense todos los reclamos, todas las demandas y todo lo que pide la policia, un verdadero xerif ! (...) Y fijáte vos, Eugenia Vidal enarbola el “caso de los sobres” como el caso testigo, el “leading case” de su lucha contra las mafias, cuando en realidad eso fue una cartada de la propia policia...porque no le queda otra a la Vidal...porque no se disciplina la bonaerense, son enserios esos muchachos...son bravos esos muchachos...son un Estado dentro de otro Estado... » (tda.). Entretien Ricardo Regendorfer, *ibidem*.



## 9.2.2. Les OCM cariocas font « bas profil »

À RJ, si le rapport de la « CPI des Milices » a bien rendu possible l'arrestation de certains chefs de ces groupes, leur contrôle territorial ainsi que leurs relations ambiguës avec les institutions de sécurité publique, le pouvoir politique et l'appareil de justice sont encore très importants. Cela se maintient, notamment à cause des stratégies d'« adaptation » mises en place par ces groupes dans un contexte défavorable. Ils ont adopté un « profil bas », autrement dit, le maximum de « discrétion » dans leurs affaires pour ne pas attirer davantage l'attention des autorités – notamment, la DRACO - qui ont commencé à les poursuivre avec plus de fermeté suite à la mise en lumière du phénomène par la CPI. Carlos\*, commissaire de la DRACO explique en détail cette stratégie d'adaptation :

« Aujourd'hui, j'observe que certains groupes de miliciens font plus attention, en évitant de se montrer aussi souvent à la population qu'ils terrorisent. Je connais un cas qui est emblématique. C'est le cas d'une milice à Taquara, à Jacarepaguá. Les habitants entendaient souvent parler de l'un de ses membres, qui était le chef du bras armé de la police et que tout le monde craignait. C'était un commissaire de la Police Civile qui a été capturé par la DRACO. Chaque fois que quelqu'un était assassiné, on faisait savoir à la population que c'était lui qui avait donné l'ordre, c'était explicite. Lorsque nous avons commencé à enquêter dans la région, il a adopté une sorte d'étiquette entre guillemets, afin d'éviter que des gens puissent témoigner contre lui. C'était un changement important qui allait dans le sens d'empêcher la police de faire son travail, qui était de les identifier et de les capturer. Car les bandes criminelles, lorsque l'on pense à la nature juridique des crimes qu'elles commettent, qui sont de type pénal, il s'agit de crimes qui sont difficiles à prouver. Donc tu vois à quel point cela peut devenir compliqué lorsqu'il s'agit de la Milice, qui est une mafia plutôt qu'une simple bande armée. Ce n'est pas comme le cas d'un homicide, où il y a un corps ou comme le port illégal d'armes, quand tu peux confisquer l'arme et établir clairement le crime. Alors que pour la Milice, il suffit que ses membres prennent un certain nombre de précautions pour que le travail de la police devienne beaucoup plus difficile. Avant, ils tenaient à ce que leurs noms circulent... il y en a encore quelques-uns qui le font mais... Je sens qu'il y a vraiment une tendance à aller vers quelque chose de plus précautionneux, de plus discret, sans renoncer à la terreur et à l'intimidation, mais en veillant à ne pas laisser de preuves directes »<sup>838</sup>.

---

<sup>838</sup> « Eu começo a perceber já um maior cuidado desses milicianos, de alguns grupos, no sentido de não aparecer tanto perante a própria população que eles aterrorizam. Eu tive um caso bastante emblemático neste sentido. Foi uma milícia de Taquara, em Jacarepaguá, em que as pessoas ouviam muito falar em um dos integrantes da milícia, que era o chefe do braço armado da milícia, um comissário de Polícia Civil que foi preso pela DRACO, mas elas ouviam falar, sabiam, tinham um temor do que ele podia fazer. Toda vez que alguém aparecia assassinado, era divulgado que tinha sido a mando dele, era algo explícito. Quando começamos a investigar ali, ele começou a

Une autre donnée importante concernant l'adaptabilité des OCM à des contextes difficiles peut être visualisée, en analysant le nombre de disparus – qui ont augmenté de façon exponentielle depuis 2008, année de mise en oeuvre de la CPI - et les régions de la ville de RJ. Or, le plus grand nombre de disparus coïncide parfaitement avec les régions contrôlées par ces groupes, se concentrant, notamment, dans la zone ouest et Baixada Fluminense. En effet, en comparant le nombre de personnes disparues dans la zone ouest de Rio en 2005 et 2015 (de janvier à octobre), on calcule une augmentation de 125,60%. Au cours des 10 premiers mois de 2005, 496 cas ont été enregistrés dans la zone ouest de Rio et en 2015, 1119 cas. Dans les autres régions de la ville (sud et nord), le nombre de personnes portées disparues est passé de 959 en 2005 à 1414 en 2015, soit une augmentation de 47,44%<sup>839</sup>. Hector\*, autre commissaire de la DRACO valide cette hypothèse, affirmant que :

« Ils se sont rendu compte qu'ils étaient en train de tuer trop et de trop se vanter, alors ils ont tué moins et n'ont plus exposé les corps sur la place publique, avec cet effet pédagogique, désormais le corps disparaît, donc les gars ont vraiment commencé à tuer moins et disparaître plus<sup>840</sup>. Ils ont aussi constaté que nous réussissions, car ils exerçaient le mandat parlementaire, alors ils ont commencé à cesser le mandat et à tuer moins et 'mieux'. Mais très loin où ils n'ont pas eu de véritable confrontation, ils restent totalement sur la question des territoires, dans les territoires, ils ont même étendu un peu leur espace territorial »<sup>841</sup>.

---

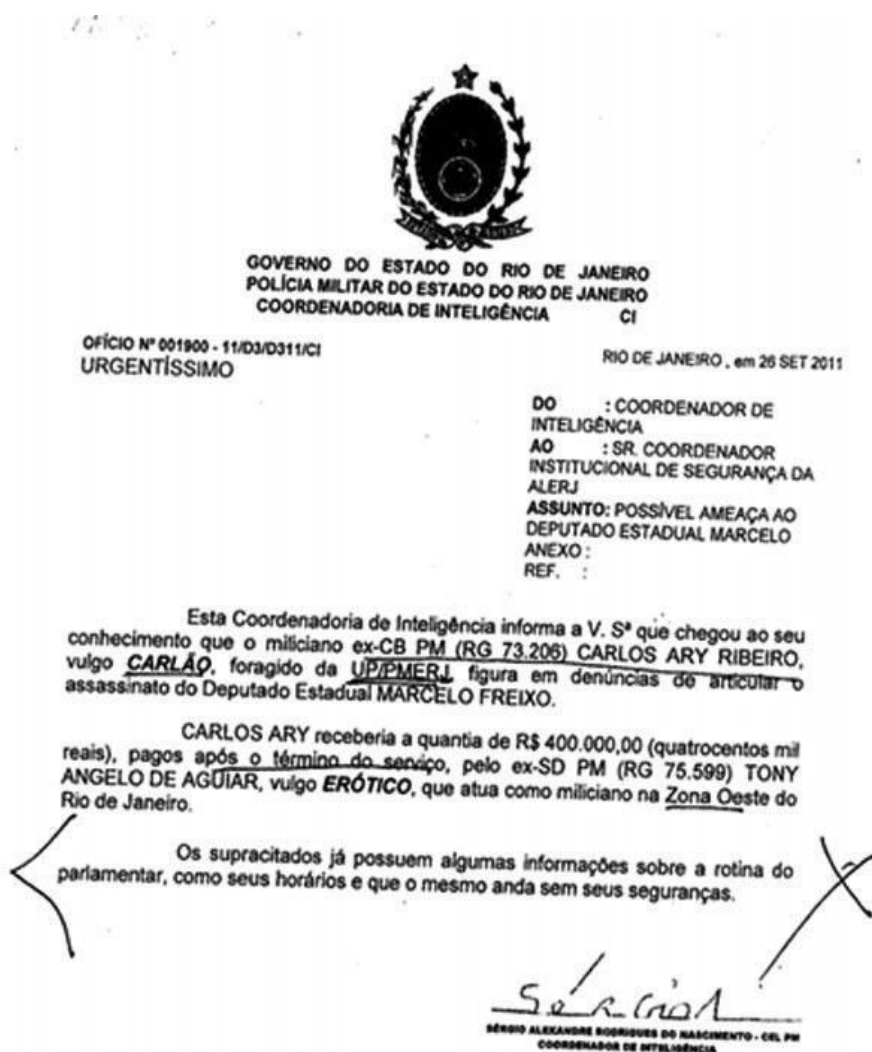
manter um certo tipo de 'etiqueta', entre aspas, um cuidado pra evitar que surgissem testemunhas da atuação dele. Isso aí, antes eu não tinha notado. Foi uma grande mudança que eu entendi como uma forma de tentar dificultar o trabalho da polícia no sentido de identificá-los e prendê-los. Porque a quadrilha mesmo, por si só, tendo em vista a natureza jurídica do crime, do tipo penal, ela já é um crime difícil de provar. Imagina a Milícia que é mais máfia que simplesmente quadrilha, né?! Não é como um homicídio, em que você tem um cadáver, ou como o porte ilegal de arma em que você tem uma arma que você pode apreender e comprovar aquilo cabalmente. E aí, se o policial, miliciano, ou qualquer tipo de integrante da milícia, ele toma qualquer tipo de cuidado, ele certamente vai dificultar muito mais o trabalho da polícia. Acho que isso aí foi o que eu senti como o maior cuidado. Porque antigamente eles faziam questão de divulgar quem são... Ainda tem alguns que fazem, mas outros... Sinto uma tendência nesse sentido, de tentar fazer algo mais disfarçado, mais cuidadoso, nunca deixando de lado a ameaça, o terror, mas evitando provas diretas » (tda.). Le commissaire a demandé de rester anonyme. C'est pourquoi nous avons utilisé le pseudonyme Carlos\*. Entretien avec Carlos\* à Rio de Janeiro le 25 mai 2015.

<sup>839</sup>Cinq commissariats de police comptabilisaient le plus grand nombre de personnes disparues à Rio de Janeiro jusqu'en avril 2017: Campo Grande (3088 personnes), Santa Cruz (2365 personnes), Bangu (2249 personnes) et Taquara (2024 personnes), dans la zone ouest; et Bonsucesso (1714 personnes), dans la zone nord. Autrement dit, plus de 33% des cas se sont produits dans les circonscriptions qui concernent ces cinq quartiers, tous contrôlés par les Milícias. Voir : GANDIN, Felipe ; COELHO, Henrique. « Rio tem 33 mil desaparecidos em 15 anos : Zona Oeste e Bonsucesso concentram casos ». *O Globo*, 11/07/2017. Disponible sur : <https://g1.globo.com/rio-de-janeiro/noticia/rio-tem-33-mil-desaparecidos-em-15-anos-zona-oeste-e-bonsucesso-concentram-casos.ghtml> (consulté le 7 décembre 2017).

<sup>840</sup>Voir : CARVALHO, Janaina. « Para não chamar atenção, milícia do Rio muda forma de assassinar vítimas ». *O Globo*, Rio de Janeiro : 5/01/2016. Disponible sur : <http://g1.globo.com/rio-de-janeiro/noticia/2016/01/para-nao-chamar-atencao-milicia-do-rio-muda-forma-de-assassinar-vitimas.html?noAudience=tru> (consulté le 7 décembre 2017).

<sup>841</sup>« Eles perceberam que estavam matando demais e se exibindo demais, então mataram menos e não exibe mais o corpo em praça pública de dia, naquele efeito pedagógico, então agora o corpo some, então realmente passaram a matar menos e desaparecer mais. Aí eles viram também que nós estávamos conseguindo, porque eles estavam exercendo mandato parlamentar, então começaram a deixar o mandato e matar menos e "melhor". mas lá distante onde eles não tiveram enfrentamento real eles continuam a fundo na questão das áreas territoriais, nos territórios,

Par ailleurs, lorsqu'il fallait « envoyer » un message afin d'arrêter les enquêtes, ils se servaient des menaces de mort et/ou d'assassinats ponctuels et commandés. Par exemple, Marcelo Freixo, a reçu des dizaines de menaces de mort des Miliciens suite à la mise en place de la CPI<sup>842</sup>.



843

inclusive ampliaram um pouco seu espaço territorial » (tda.). Entretien avec Hector\* le 10 juin 2015 à Rio de Janeiro.

<sup>842</sup>Le député Marcelo Freixo a du quitter le Brésil avec sa famille - à l'invitation d'Amnesty International - en décembre 2016 après avoir reçu sept menaces de mort dans le même mois de la part de miliciens. Depuis 2008, lorsqu'il a présidé le CPI des milices, le parlementaire doit être escorté 24h sur 24 par des gardes de sécurité.

<sup>843</sup>Rapport du département de renseignement de la police militaire. Il informe que l'ex policier militaire Carlos Ari Ribeiro recevrait R\$ 400 mil pour assassiner le député Marcelo Freixo. Le montant serait payé par Tony Angelo, ex-policier et chef de la « Liga da Justiça » (« Ligue de la Justice »), milice qui contrôle plusieurs territoires dans la zone ouest de Rio de Janeiro, notamment, Cosmos, Santa Cruz, Campo Grande, Inhoaíba, Paciência. Le document a été cédé par le député Marcelo Freixo lors d'un entretien dans le cadre de ma thèse de doctorat le 13 juin 2014.

Le cas paradigmatique, fut l'assassinat en août 2011 de la juge Patricia Acioly, connue pour poursuivre avec rigueur les OCM de São Gonçalo dans la région métropolitaine de RJ, qui a été nommée par ces dernières au « groupe d'extermination » local. De cette manière, seuls les exécuteurs ont été accusés et condamnés, en livrant les « têtes pensantes » de l'organisation mafieuse<sup>844</sup>. Parallèlement à ces stratégies, le « profil bas » adopté par les OCM se traduit également dans la décision de ne pas attirer l'attention sur la « mission politique » de ces groupes au sein du « trinôme mafieux », en d'autres termes, les miliciens ont arrêté de se porter eux-mêmes candidats aux fonctions de conseillers et de députés. Cette stratégie a été une « réadaptation » car, grâce à la CPI des Milices, plusieurs miliciens inculpés ont perdu leurs mandats. Hector\* interprète ce changement du point de vue de leur « représentation politique » :

« Enq. : Comment a évolué le *modus operandi* de la milice au cours des trois dernières années ?

Commissaire : Ils ont changé leur manière de procéder, la bête apprend à se protéger. Ils ont pris un sacré coup au niveau de la représentation politique et même de la représentation directe, étant donné que presque tous les miliciens avaient aussi un mandat d'élu. Ils ont perdu leur représentation, soit par l'action du Ministère Public Fédéral, soit parce qu'ils étaient usés électoralement et qu'ils n'ont pas réussi à se faire réélire. Les miliciens députés, ceux qui étaient conseillers municipaux de la capitale où des localités avoisinantes comme Caxias, Araruama, Nova Iguaçu, ont été pour la plupart capturés ou expulsés par la police, les pompiers, la Police Militaire ou la Police Civile. Ils ont perdu des moyens en termes d'armes et de financement, ainsi que leur pouvoir d'influence et de détournement d'enquêtes, de condamnations, de procès criminels. Ils ont été obligés de s'adapter à une nouvelle réalité, et qu'ont-ils fait ? Ils ont compris – et certains ont compris ça à l'époque de la CPI des Milices – qu'il valait mieux retirer tous les candidats aux élections, qu'il ne fallait pas exercer de mandat pour ne pas devenir une cible, mais qu'il fallait plutôt rester dans l'ombre du monde politique, en pourvoyant de l'argent et des votes en échanges de placements et d'influence [...] »<sup>845</sup>.

---

<sup>844</sup>L'une des trois armes utilisées pour exécuter la juge Patricia Acioli appartenait à l'armée brésilienne. D'après l'enquête sur l'arme, comme le numéro de série du pistolet de marque Colt de calibre 45 est ancien, l'armée soupçonne que l'arme provient d'un militaire à la retraite. L'arme a été saisie un mois après la mort d'Acioli dans une maison de la favela São José Operário à Jacarepaguá, à l'ouest de Rio de Janeiro, région contrôlée par des miliciens de la Liga de la Justice.

<sup>845</sup>« Pesquisador: Qual foi a mudança na atuação da milícia nos últimos três anos?

Delegado: Elas mudaram o seu comportamento, o bicho se protege então eles tomaram uma pancada do ponto de vista da representação política direta, da representação direta que eles tinham praticamente todos os milicianos tinham mandato, eles perderam o mandato, seja pela cassação política, seja ação do Ministério Público Federal, eleitoral, seja pelo desgaste eleitoral, não conseguiu se reeleger, ou seja de uma forma ou de outra os deputados milicianos, vereadores da capital e alguns dos municípios circunvizinhos que eram milicianos em Caxias, Araruama, Nova Iguaçu perderam os mandatos, muitos presos, muitos expulsos da polícia, do corpo de bombeiros, Polícia

De ce fait, afin de rééquilibrer le « trinôme mafieux », si d'une part, il existe un « réarrangement » au sein de la « mission politique », les OCM doivent d'autre part restructurer, tant leurs « missions répressives » - c'est pourquoi, ils préfèrent « faire disparaître » que « tuer et montrer le cadavre » - que leurs « missions socio-économiques ». Or, vu qu'ils ne peuvent plus tenir le « discours de légitimation » auprès de la population, étant donné que l'image « honorable » d'« hommes politiques » et de policiers « protecteurs » contre le trafic de drogues a été abîmée suite à la CPI, plusieurs OCM commencent elles aussi à s'introduire dans le marché des drogues. Soit par le biais du « pizzo » demandé aux trafiquants qui veulent commercialiser dans leurs territoires soit en établissant des « bandes mixtes » entre miliciens et trafiquants pour occuper d'autres régions jadis contrôlées par des factions rivales, visant ainsi l'expansion de leurs affaires économiques.

Suite aux arrestations de Ricardo Teixeira Cruz, le « Batman », Toni Ângelo de Souza Aguiar et Marcos José de Lima Gomes, le « Gãó », tous ex-policiers et « têtes » de la « Ligue de la Justice » (« Liga da Justiça »), milice qui contrôle la zone ouest de RJ, certains noms ont été envisagés pour assurer le commandement. L'un d'eux était celui de l'ex-trafiquant Carlos Alexandre de Silva Braga, le « Carlinhos Três Pontes », qui a réussi à gagner du prestige parmi les miliciens après avoir conquis la favela « Três Pontes » et à en expulser les trafiquants du « Commando Rouge » (« Comando Vermelho »), le principal ennemi des OCM cariocas. Le procureur Luiz Antônio Ayres rattaché au bureau des procureurs de la communauté de Santa Cruz, région où la « Ligue de la Justice » contrôle plusieurs zones, explique ce processus de rapprochement entre Milices et Trafic de drogues :

« Il y a eu un moment où une faction criminelle savait qu'elle se faisait envahir par une faction rivale et qu'il n'y avait pas moyen de résister. La solution qu'ils ont trouvée a été de s'associer à la milice. Il valait mieux perdre une partie plutôt que de tout perdre. Donc ils se sont associés avec les gens de Bangú (quartier de la zone Ouest) et l'alliance couvrait toutes les favelas contrôlées par cette bande criminelle, de Santa Cruz à Bangú [...]. L'exemple de Carlinhos Três Pontes est très explicite, car il est ce

---

Militar, Polícia Civil, Corpo de Bombeiros, então eles tomaram, perderam poder político direto, parlamentar direto, perderam arma e carteira, que é muito importante, farda e muitas investigações, prisões, denúncias, processos criminais, condenações e isso fez eles mudarem o comportamento para adaptação da nova realidade. Então o que é que eles fizeram? Eles sacaram que, muitos sacaram isso até mesmo durante a CPI da milícia, eles tiraram a candidatura na época, era época de eleição municipal, olha, não pode exercer cargo eletivo, não pode ocupar cargo eletivo, exercer mandato, se não vira alvo, então a gente fica de novo na sombra política apenas alimentando com dinheiro e voto e tendo de volta as indicações, espaços (...) » (tda.). Entretien avec Hector\*, *op. cit.*, 2015.

qu'on appelle un parvenu, un type qui ne provient pas des forces de sécurité ou de la police, mais qui a su tirer profit de ce processus de diversification des membres des milices en faisant preuve de loyauté : il a finalement pris le contrôle de la plus grande faction criminelle de Rio. Donc, lorsque Gão a été capturé, ils ont décidé que Carlinhos Três Pontes devrait assumer la direction de la Ligue de la Justice, car il était moins exposé »<sup>846</sup>.

Les processus d' « adaptation » et de « réadaptation » mis en place par des OCM *cariocas* ciblent le rééquilibrage par le biais d'un « profil bas » en attendant le retour à un contexte politique qui leur serait de nouveau favorable. C'est pourquoi, lorsque les liens entre police et politique sont momentanément interrompus et que l' « impunité » par le biais de la « protection » ne peut pas être assurée, les OCM cherchent à renforcer leurs liens avec le crime, en cherchant à augmenter leurs profits et à remporter chaque fois plus de territoires. C'est un cercle vicieux dont parle Claudio Ferraz, ancien chef de la DRACO, responsable pour la prison de plus de 800 miliciens :

« car cette structure milicienne ne peut fonctionner, progresser où entrer en tension seulement parce qu'il y a des éléments au sein de la police qui sont liés au pouvoir politique. Ceci provoque un climat tendu, car ces liens illégaux existent. Hélio Luz a dit quelque chose de très intéressant, il a dit que la police fonctionne toujours avec un œil braqué sur le 12<sup>ème</sup> étage. Qu'est-ce que le 12<sup>ème</sup> étage ? C'est celui où se trouve le chef de la police. Donc en fonction de l'éclairage qui provient du 12<sup>ème</sup> étage, si l'on voit que c'est la fête et que tout le monde y circule librement, alors Rio de Janeiro prend feu et toute la ville passe sous domination des milices. Pourquoi ? Ce qu'il voulait dire, c'est que toute la structure de la justice, la Police Militaire, les agents municipaux, tout le monde, la police, le Ministère Public, tout le monde doit passer par là, par le 12<sup>ème</sup> étage. Si le chef de police est de ton côté, eh ben mince, le député peut placer X dans un commissariat, un autre peut faire nommer Y commandant... lorsque le chef de police ouvre les portes à tout le monde et que l'ambiance tourne à la fête... à ce moment-là, tout devient politiquement négociable et le conseiller municipal peut placer un commissaire, le maire peut en placer un autre, et la question de la sécurité publique devient secondaire. C'est pour ça qu'Hélio Luz, qui était chef de police dans les années 90, dit que lorsque le

---

<sup>846</sup> « Teve uma época que uma determinada facção criminosa sabia que era questão de dias para ser invadida pela rival, não tinha como segurar. A solução foi se associar à milícia. Melhor perder metade do que perder tudo. Então, eles fizeram essa associação e, como já tinham tudo acertado com o pessoal de Bangu (bairro da Zona Oeste), a aliança passou a valer para todas as favelas dominadas pelo mesmo grupo criminoso, de Santa Cruz até Bangu (...) e o exemplo do Carlinhos Três Pontes é bem esclarecedor, pois ele é o que se chama de pé inchado, o sujeito que não é oriundo das forças policiais e de segurança, mas ganhou muita confiança nesse processo de diversificação de pessoal da milícia, justamente porque demonstrou lealdade e tomou território da maior facção criminosa do Rio. Então, quando o Gão foi preso, resolveram que por uma questão de menor exposição, o Carlinhos Três Pontes assumiria a Liga da Justiça » (tda.). Entretien avec Luiz Antônio Ayres le 15 juin 2015 à Rio de Janeiro.

chef de police s'entend avec tout le monde, que les politiciens l'adorent, que tout ce milieu trouve que c'est une personne merveilleuse, cela devient n'importe quoi et la milice prend le contrôle de la police et de tout le reste, et si la police est sous contrôle, c'est tout l'État qui est pris en otage... Et lorsqu'on ferme toutes les portes et que l'on commence à administrer les choses sans que tout le monde puisse intervenir, les mecs sont surpris et ils vont dire : 'eh mais attends, calme-toi parce qu'on ne va pas s'entendre comme ça'. Donc cette indépendance est primordiale. Blague à part, on peut vraiment dire que lorsque le chef de police n'est pas accommodant avec la classe politique, les choses s'améliorent, mais lorsqu'il s'entend bien avec tout le monde, c'est là que les problèmes commencent »<sup>847</sup>.

---

<sup>847</sup> « porque essa estrutura miliciana, ela só funciona, ela só progride e é tencionada porque existem elementos da polícia ligado a política, da polícia criando esse clima de tensão, quando você foca nessa relação, você automaticamente faz com que esse ambiente que progride e se tenciona baseado nesse relacionamento espúrio já se reduza. O Hélio Luz falava uma coisa interessante, a polícia toda funciona olhando pro 12° andar, o que é que era isso? 12° andar é onde fica o chefe de polícia, ele falava assim : dependendo da cor das luzes da janela do 12° andar, se tiver bombando luz, festa, todo mundo entrando, o Rio de Janeiro pega fogo, tá tudo dominado, por quê? Ele estava querendo dizer o seguinte a estrutura de justiça, ela é assim, aqui tem PM, guarda municipal, o diabo a quatro, aqui está à polícia, aí entra Ministério Público, a estrutura o escambal, tudo que vem pra cá tem que passar por esse funilzinho, quando você entra no 12° e é um cara amigo, colega, pô o deputado pede pra botar o delegado X, o outro o comandante Y, aqui lá, você perde o domínio, quando você começa abrir as portas, começa a ficar num clima de festa...o que é o que ele queria dizer, você faz com que o ambiente, seja politicamente negociável, então você põe um político, o vereador pediu um delegado, o prefeito pediu um outro delegado, eu não ando muito preocupado com segurança pública, não é verdade? Então é por isso que o Hélio Luz, chefe de polícia naquela época dos 90 falava, você quando vê lá em cima muito em festa, porta aberta, está todo mundo sendo atendido, um chefe de polícia querido, que todos os políticos gostam, que para a comunidade ele é uma pessoa maravilhosa, excelente, você chega lá você é da equipe, põe quem tu quiser, é um espetáculo, a mafia na policia vai pegar fogo, milicia domina tudo e se a polícia pega fogo o Estado pega fogo... Você quando fecha a porta e começa a administrar sem intervenção automaticamente o cara olha e fala assim, “ih segura à onda porque não vai ter mãozinha na cabeça” então essa independência é fundamental. Tanto é que com uma brincadeira a parte, que você quando pega um chefe de polícia que não é muito simpático a classe política a coisa melhora, quando você é muito amigo, muito parceiro, vai dar problema. » (tda.). Entretien avec Cláudio Ferraz le 17 juin 2015 à Rio de Janeiro.

## Conclusion :

*« Vous pouvez utiliser comme comparaison le corps humain, lorsque le corps humain meurt, la première tâche qui apparaît, le premier signe c'est quoi? Dans la médecine légale, c'est la tâche verte abdominale parce que c'est là où la plupart des bactéries sont concentrées, alors quand le corps meurt, vous perdez le pouvoir de générer des anticorps, qu'est-ce qu'un corps sain? C'est un corps, toi, moi, j'ai des millions de bactéries en moi, des virus et des bactéries, mais cela n'affecte pas ma santé, je peux venir te parler, je déjeune, je fais du sport parce que j'ai une vie saine, mon corps produit des anticorps pour que ces éléments malsains qui sont à l'intérieur de moi ne me fassent mal, ils sont donc contrôlés, mais quand je meurs, ils prennent de la place, c'est de la putréfaction, et qu'est-ce qui arrive au corps ? Bah, la tâche verte apparaît, vous commencez à pourrir, parce que ces colonies dominent votre corps, c'est quoi un être humain malade ? C'est un être humain qui ne génère pas assez d'anticorps pour faire face à la maladie, alors il marche, il étudie, mais il est faible car le corps ne génère pas assez d'anticorps et il est donc dominé par la maladie. Qu'est-ce qu'un Etat de droit dominé par les mafias dans la police? C'est un état qui n'a pas d'anticorps pour dominer ces éléments, personne ne l'empêchera, il n'y a pas de stérilisation absolue, c'est impossible, il risque de mourir.<sup>848</sup>*

Notre travail s'est efforcé de rendre compte, par le biais d'une recherche socio-historique comparative, du moment de basculement où le « processus mafieux » des polices *bonarense* et *carioca* se lie avec l'émergence et la stabilisation d'une « zone grise » dans la démocratie. La sécurité devient le « chemin » facile, le « point » faible par où les « éléments malsains » passent pour aller parasiter le corps démocratique. La thèse centrale sur laquelle s'est fondée cette étude étant la suivante : la « zone grise » n'est pas seulement une entorse dans la démocratisation des institutions de sécurité

---

<sup>848</sup> « Você pode usar como comparação o corpo humano, quando o corpo humano morre a primeira mancha que aparece, o primeiro sinal é o que? Está na medicina legal, é a mancha verde abdominal porque aqui é um local onde se concentra a maior parte das bactérias, então quando o corpo morre, você perde o poder de gerar anticorpos, o que é o corpo saudável? É um corpo, você, eu, eu tenho milhões de bactérias dentro de mim, vírus e bactérias, só que ela não afeta a minha saúde, eu consigo vir aqui conversar com você, eu almoço, eu pratico esporte porque eu tenho um equilíbrio saudável, o meu corpo produz anticorpos pra que esses elementos maléficos que estão dentro de mim, eles estão sobre controle, mas quando eu morrer, eles tomam conta, é a putrefação, aí o corpo vai acontecer o que? Aparece à mancha verde, você começa a apodrecer, porque essas colônias dominam o teu corpo, o que é um ser humano doente, é um ser humano que não cria, não gera anticorpos suficientes para enfrentar a doença, então ele anda, ele estuda, mas ele é debilitado, porque o corpo não gera anticorpos suficientes e ele é dominado pela doença. O que é um Estado dominado pelas mafias policiais? É um Estado que não tem anticorpos pra dominar esses elementos, ninguém vai impedir não existe esterilização absoluta, é impossível, o risco é a morte ». Entretien avec Cláudio Ferraz le 17 juin 2015 à Rio de Janeiro.



argentines et brésiliennes, elle n'est pas non plus un simple espace vide, sans règles ou un « îlot autoritaire » entouré de démocratie. Cette « zone floue » est en fait un mécanisme régulateur d'un processus « mafieux » des polices dans la démocratie au même titre que l'exception est un élément qui accompagne la loi et la contredit tout en ne la remettant pas fondamentalement en cause. Autrement dit, la « zone grise » est l'espace qui permet la cohabitation dans un processus de démocratisation de deux natures distinctes : des éléments autoritaires et démocratiques. Ainsi, au lieu de renforcer l'« instabilité », la « zone grise » sert paradoxalement à l'atténuer en brouillant les frontières entre ce qui ressort des situations autoritaires et ce qui advient des situations démocratiques au point de les rendre « mêlées », « confuses », et donc d'une certaine manière, « stables ». Ce brouillage peut jusqu'à « tuer » la démocratie.

Le processus « mafieux » de la police par le biais de l'étude des cas paradigmatiques survenus, notamment, dans les banlieues de Buenos Aires et de Rio de Janeiro après la fin des dictatures nous a donc offert un prisme d'analyse privilégié des rapports obscurs entre le pouvoir répressif, le pouvoir économique-criminel et le pouvoir politique-judiciaire. En outre, les terrains choisis nous ont donné la possibilité de voir de plus près les crises, les mutations, les reconfigurations et les recherches d'équilibre de ces « rapports mafieux » qui sont au cœur même du processus de démocratisation des institutions de sécurité argentines et brésiliennes. Nous avons, donc, poursuivi notre recherche en optant pour ne pas mesurer le degré de démocratisation des institutions de sécurité sur ces deux terrains, mais en nous penchant sur le degré « mafieux », de « gris », d'*intreccio* - tressage, trame, enchevêtrement, juxtaposition, brouillage - entre éléments autoritaires et démocratiques concernant la sécurité.

Pour aborder cette démarche dans sa complexité tout en privilégiant une approche socio-historique comparative entre les terrains *bonaerense* et *carioca*, trois objectifs ont structuré notre travail : 1) observer le fonctionnement de la structure policière, tant à Buenos Aires qu'à Rio de Janeiro, en tenant compte de leur passé autoritaire ; 2) déterminer dans quelle mesure un nouveau discours fortement sécuritaire au sein même des démocraties argentine et brésilienne peut entraîner des « effets pervers » dans le fonctionnement de la structure policière sur les deux terrains d'analyse ; 3) décrypter les éléments qui rendent possible le basculement du fonctionnement arbitraire et criminel historiques des deux polices dans un « processus mafieux » et de comprendre en quoi ce mouvement est en lien avec la « stabilisation » d'une « zone grise » dans la démocratie sur ces deux terrains.

Concernant le premier objectif nous pouvons conclure que le mode de fonctionnement arbitraire des deux polices repose grandement sur le passé autoritaire tout en s'adaptant au contexte démocratique actuel. Cette « réadaptation », ce « remaniement » des éléments du passé autoritaire dans le présent démocratique nous a permis d'analyser plus attentivement la variable « continuité » qui caractérise ce que nous appelons des « sociétés post-dictatoriales ». Ainsi, nous avons tout d'abord relevé les conditions qui rendent possible la permanence en démocratie des pratiques policières arbitraires d'essence autoritaire, telles que la torture, les exécutions sommaires, les disparitions forcées, entre autres. Puis, nous avons observé que la corruption policière est toujours liée aux acteurs criminels par le biais des pratiques propres à la dictature ou même d'avant celle-ci, tels que le schéma de la « caja chica » (« petite caisse ») – à Buenos Aires et de la « propina » (« pot-de-vin ») – ou de l'« arreglo » (« arrangement, partage de profits ») – à Rio de Janeiro. Enfin, nous avons cherché à comprendre le fonctionnement des « machines politiques » sur ces deux terrains et avons donc conclu que certains modèles traditionnels des réseaux clientélistes entre la police et la politique, tels que les exemples des « barones del conurbano » (les « barons » de la région métropolitaine) – à Buenos Aires ou alors des « barões da baixada » (les « barons » de la région de la « baixada fluminense ») – à Rio de Janeiro ont survécu, en se reconfigurant dans la démocratie.

Pour ce qui a trait au deuxième objectif nous pouvons conclure que le nouveau « discours sécuritaire » est très ancré dans un « idéal » démocratique prétend disposer de toutes ses forces dans le combat pour un avenir complètement exempt du crime et de l'insécurité<sup>849</sup> et, cela, a effectivement entraîné des « effets pervers ». Ce contexte nous a tout d'abord permis d'interroger plus profondément la variable « transformation » qui détermine ce que nous avons identifié comme « sociétés néo-autoritaires ». Puis, nous avons observé des « politiques répressives spéciales » présentes pour exercer un contrôle ferme sur les « quartiers pauvres », considérés comme les lieux par excellence de grands « problèmes » sécuritaires de l'actualité latino-américaine. Dans cette perspective, il s'agissait plutôt d'observer les conditions qui rendent possible les nouveaux débordements autoritaires au sein des institutions de sécurité du fait de la globalisation démocratique. En effet, nous avons vu que les gouvernements *bonaerense* et *carioca* ont adopté dans les années 90, dans le cadre du projet de « modernisation » des polices, le modèle belliqueux de « contrôle social » en

---

<sup>849</sup> Ce changement est lié au « mythe d'une sécurité totale, qui semble avoir été, sinon légitimé, du moins, libéré par la guerre contre le terrorisme » [...] il « se fonde sur l'illusion qu'il serait possible de prévoir le futur avec certitude et de le contrôler par anticipation ». Voir : DELMAS-MARTY, *op. cit.*, p. 30.

réponse à l'augmentation du crime lors de cette période<sup>850</sup>. En outre, la multiplication des projets des lois antiterroristes en Amérique-latine après la mise en œuvre du *Patriotic Act*<sup>851</sup> nord-américain ont encouragé une deuxième vague de « projets modernisateurs » dans les polices *bonaerense* et *carioca*. Dans ces deux cas, toutes proportions gardées entre les différentes « vagues répressives », des grandes sommes d'argent ont été mises à disposition par les gouvernements locaux pour renforcer l'apparat répressif et mettre en place des « opérations » menées par les dites « polices spécialisées » contre le crime organisé, le nouvel « ennemi interne » des démocraties latino-américaines.

Ces mesures, au lieu de renforcer ces démocraties, sont donc parvenues à donner « carte blanche » à de nouvelles pratiques arbitraires et criminelles de la police au nom d'un idéal de sécurité à tout prix. De surcroît, elles ont réactivé l'amalgame historique entre l'insécurité et les quartiers pauvres, en ouvrant la voie à des dimensions autoritaires jusqu'ici inédites, à savoir, les débordements arbitraires constants commis par des forces policières davantage militarisées contre la population civile. La diversification des « marchés illégaux » et l'augmentation des gains économiques avec la croissance des flux des capitaux grâce à une « économie illégale globalisée » ont entraîné de nouvelles formes de corruption policière, tels que le schéma de la « *caja gorda* » (« la grosse boîte ») ou « *la otra caja* » (« l'autre boîte ») à Buenos Aires et celui de l'« *arrego* » (« autorisation pour commercialiser de la drogue ») – à Rio de Janeiro. Aussi, nous avons vu de nouvelles formes de clientélisme qui adviennent lors de ce tournant sécuritaire. Dans un contexte violent (ce peut être une violence réelle ou bien alimentée par les macro-politiques de « lutte contre le trafic de drogues »), la possibilité de jouer avec la « sensation d'insécurité » de la population est devenu un outil clé dans les stratégies de la police vis-à-vis du pouvoir politique.

Enfin, pour accomplir notre troisième objectif – saisir le basculement dans un « processus mafieux » de la police et son lien avec l'émergence d'une « zone grise » dans la démocratie –, nous avons conclu que la particularité de ces « organisations à caractéristiques mafieuses » est le fait qu'elles parasitent la démocratie en s'intégrant totalement à elle. Pour ce faire nous avons, tout d'abord, analysé de plus près le

---

<sup>850</sup> La doctrine « tolérance zéro » en est un exemple. Cette doctrine vise à punir sévèrement les délinquants à la moindre infraction à la loi en raccourcissant au maximum le délai entre le délit et la réponse judiciaire. La *tolérance* est ainsi réduite à *zero*. Pour une analyse critique de cette théorie voir : WACQUANT, Loïc, « Les prisons de la misère », Paris : Raisons d'agir, 2014.

<sup>851</sup> C'est l'acronyme d'*Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act*. Dans le cadre de la l'état de guerre contre le terrorisme, le Congrès nord-américain a adopté le 18 septembre 2001 un droit pénal d'exception mis en oeuvre par le *Patriot Act* du 25 octobre 2001.

« mode de fonctionnement » des phénomènes éminemment mafieux au sein des institutions de sécurité à Buenos Aires et à Rio de Janeiro. Puis, nous avons démontré que les OCM manient les pouvoirs répressifs, économique-criminel et politique-judiciaire afin de créer et renforcer cette « zone grise » dans lesquelles leurs pratiques arbitraires et criminelles circulent librement et impunément au sein du processus de démocratisation des institutions de sécurité. De cette manière, nous avons recouru à deux variables dépendantes : celle de « polices mafieuses » et celle du « trinôme mafieux » composé par ces trois pouvoirs.

En effet, nous avons compris que le concept de « police mafieuse » est opérationnel lorsque le « système relationnel » de ce trinôme est en *complète symbiose*, à savoir, chaque pouvoir, représenté par un acteur qui exerce une « mission » spécifique et détient une « marchandise », doit être en mesure d'échanger avec les autres pouvoirs au sein de ce « système » : le pouvoir répressif, représenté par les membres de la police, est le responsable de la « mission répressive » par le biais de la « marchandise-sécurité », le pouvoir économique-criminel, représenté par les agents criminels, est le responsable de la « mission socio-économique » par le biais de la « marchandise-biens » et le pouvoir politique-judiciaire, représenté par les politiciens et agents de la justice pénale, est le responsable de la « mission socio-politique » par le biais de la « marchandise-légitimité ».

Ainsi, lorsque nous avons parlé d'un « système relationnel en symbiose totale nous avons fait référence aux rapports harmonieux qui s'établissent entre ces différents pouvoirs, chacun d'eux tirant des bénéfices de cette association et, donc, produisant un « terreau favorable » à la « stabilisation » de cette zone grise. Même si le processus de « stabilisation » de la zone grise a été constaté, nous avons également observé qu'il peut subir des « déstabilisations » qui passent tout d'abord par 1) la mise en évidence de ce processus par le biais des canaux de dénonciation pour la population qui est directement touchée par ce phénomène ; puis 2) par la reconnaissance que c'est effectivement un « processus à caractéristique mafieuse ». C'est la raison pour laquelle, tant à Buenos Aires qu'à Rio de Janeiro, nous avons appris que les défenseurs de droits de l'homme et les hommes politiques qui s'attaquent aux phénomènes se réfèrent aux « escadrons de la mort » et aux « milices » en tant que système « mafieux ». Or, ce n'est pas seulement « arbitraire » et/ou « criminel », c'est en effet un système « mafieux » tout simplement qui doit être interprété comme tel.

À l'heure de conclure cette thèse, deux cas à caractéristiques mafieuses éclatent

en Argentine et au Brésil – celui de Santiago Maldonado et celui de Marielle Franco. Santiago Andrés Maldonado était un jeune militant argentin de la cause « mapuche » qui se serait noyé fuyant d’une opération de forces de sécurité réalisée dans le cadre de la répression contre une campagne de protestation que menait la communauté mapuche du « Puf Lof Résistance » de Cushmen, dans le nord-ouest de la province de Chubut. Cette répression était conduite par la gendarmerie nationale, force de sécurité militarisée sous la tutelle du Ministère de la Sécurité du gouvernement fédéral argentin.

L’opération a été élaborée et ordonnée par Pablo Noceti, chef de sécurité de la ministre Patricia Bullrich, qui a son tour l’a approuvée. Noceti est un personnage très controversé dû à ses positions et déclarations qui côtoient l’extrême droite et l’arbitraire, à savoir, il était défenseur des militaires de la dernière dictature, défend publiquement des opérations répressives violentes menées par les forces de sécurité et est l’auteur idéologique du matériel la « lutte contre les Indiens », un rapport de gestion qui indique que les revendications des peuples autochtones ne constituent pas un droit garanti par la Constitution mais un crime fédéral et, ainsi, susceptible d’être violemment combattu.

C’est dans ce contexte que le 1<sup>er</sup> août 2017, la Gendarmerie nationale fit irruption, par la force et sans mandat judiciaire, dans la communauté mapuche, dispersant les habitants présents par des tirs de balles en caoutchouc et en grenaille de plomb, incendiant des objets appartenant à la communauté. Certains manifestants – y compris Santiago Maldonado - ont fui en direction de la rivière Chubut - situé à 350 mètres de la palissade d’entrée du campement. Certains témoins directs de l’évènement ont relaté qu’« une seconde plus tard, entre les tirs et les agressions, ils l’avaient perdu de vue et ont alors entendu un gendarme dire tout haut ‘on en tient un’, puis les ont vus s’approcher d’une camionnette de la gendarmerie et en ouvrir la portière arrière, pendant que plusieurs effectifs entouraient les portières pour qu’on ne puisse pas voir »<sup>852</sup>. L’une des plaintes déposées soutient que Maldonado a été mis en détention et embarqué dans ce véhicule appartenant aux forces de sécurité, ce qui caractériserait une « disparition forcée » suivi de mort.

Cependant, le juge Gustavo Lleral, chargé de l’enquête sur la mort de Maldonado a rendu public quelques mois après la disparition du jeune militant les conclusions d’une commission médicale composée de 55 experts - y compris des experts nommés

---

<sup>852</sup> Voir Pagina 12, « Un desaparecido tras la represión en Chushamen », 3/08/2017. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/54190-un-desaparecido-tras-la-represion-en-cushamen> (consulté le 5/03/2018).

par les membres de la famille Maldonado - confirmant que, d'après l'autopsie, Santiago se serait noyé par submersion et que son corps est resté submergé jusqu'à son apparition 77 jours après l'évènement, non loin de l'endroit où il a été vu la dernière fois.

Les 78 jours pendant lesquels Maldonado a été porté disparu ont suscité plusieurs débats qui ont fait ressortir les traumatismes et fantasmes de la société argentine concernant les pratiques autoritaires de la dernière dictature militaire, qui sont toujours présentes. Si bien la version de la « disparition forcée » suivie de mort a été mise à l'écart par l'autopsie, sa mort est survenue – soit la version criminelle de la noyade soit la version accidentelle – par les « mains » de l'État argentin. Ce n'est pas un hasard si tout suite après la « disparition » de Maldonado et pendant tout le temps jusqu'à l'apparition du corps<sup>853</sup>, tout un réseaux mafieux de « protection » du pouvoir politique a été mis en œuvre pour couvrir la responsabilité de forces de sécurité de la mort du jeune.

Marielle Franco était une jeune femme politique noire et lesbienne qui menait une bataille sans relâche contre les mafias policières qui agissent dans les communautés pauvres de la ville de Rio de Janeiro. Éluë conseillère municipale lors des élections de 2016 avec plus de 46 000 voix, elle a été le cinquième candidat qui a recueilli le plus de suffrages dans l'ensemble de la ville, ce qui a toujours déplu à la vieille élite politique conservatrice, habituée à des arrangements obscurs avec – et certains, à la tête même – de ces groupes mafieux. De plus, Marielle, avant d'être élue, a été conseillère parlementaire du député Marcelo Freixo et avait assumé la coordination de la Commission pour la défense des droits de l'homme et de la citoyenneté de l'Assemblée législative, aidant, donc, directement ce dernier à mettre en place la « CPI des Milices », commission qui a été responsable de l'arrestation de plusieurs chefs miliciens de la ville.

Tous ces éléments permettent d'expliquer son exécution brutale le 14 mars 2018 et les objectifs conjointement recherchés par certains de ses ennemis tant à

---

<sup>853</sup> Au lieu d'une « apparition », la communauté mapuche, les associations de droits de l'homme et certains journalistes comme Ricardo Ragendorfer affirment que le corps de Santiago a pu être en fait planqué dans cet endroit où auparavant plusieurs recherches ont été réalisées sans aucun succès. Cela confirmerait l'intérêt de cacher le corps pendant un temps déterminé afin de couvrir et de confondre les enquêtes et, ensuite, le faire « apparaître », également, par des éléments douteux liés à des jeux mafieux internes entre le pouvoir politique et la « gendarmería nacional ». Voir : Notas – Periodismo Popular. « Ricardo Ragendorfer: 'La aparición del cuerpo es un mensaje mafioso' ». Buenos Aires : 19/10/2017. Disponible sur : <https://notasperiodismopopular.com.ar/2017/10/19/ricardo-ragendorfer-aparicion-cuerpo-mensaje-mafioso-santiago-maldonado/> (consulté le 20 septembre 2018).

l'Assemblée, car Marielle gagnait chaque fois plus d'électeurs dans certaines communautés de la zone ouest – région dominée par les Milices et par leurs partenaires politiques - qu'à la tête même des Milices, car elle n'avait pas peur de révéler qui étaient les membres de ces groupes. En outre, le week-end avant son assassinat, Marielle avait dénoncé l'intervention violente de la police militaire dans la favela de l'Acari où deux jeunes auraient été assassinés. Après les protestations des habitants, les policiers ont envahi et pillé les maisons, humilié et menacé les habitants. Tout cela s'était passé durant l'intervention militaire, décidée unilatéralement et sans consultation aucune, par le président Michel Temer, intervention que Marielle Franco critiquait également.

Même si ces deux cas montrent des différences substantielles concernant la manière dont les événements se sont déroulés, ils sont, tout d'abord, assez illustratifs des caractéristiques employées par chaque force de sécurité afin de mettre en œuvre le « trinôme mafieux » et son système relationnel de protections. Ces deux cas démontrent, également, une tendance commune aux mafias, et donc, aux mafias policières de « passer un message » pour répondre à des tentatives de les déstabiliser – soit en cherchant à avertir le gouvernement argentin qu'ils ne veulent pas d'épuration au sein des forces de sécurité tel le cas de Santiago Maldonado<sup>854</sup> soit ayant pour but de terroriser tous les acteurs qui cherchent à dénoncer leurs pratiques tel le cas de Marielle Franco. Et, finalement, ils révèlent, le fait que, par leur *modus operandi*, un « processus mafieux » a bien lieu au sein des institutions de sécurité de ces deux pays et qu'il est effectivement très lié à l'émergence et à la consolidation d'une « zone grise » dans ces jeunes démocraties.

La stabilité de cette « zone grise » permettrait aux forces autoritaires de se répandre rapidement sur un terrain favorable jusqu'à ce que la démocratie elle-même succombe. En Argentine, nous observons le retour au sein du gouvernement « macriste » d'une politique répressive qui donne carte blanche aux pratiques arbitraires. La « Coordination contre la répression policière et institutionnelle » (« Correpi ») a dénoncé le fait que lors de la première année de Mauricio Macri à la tête de l'exécutif national, 259 morts ont été le résultat de violences institutionnelles. Il s'agit des cas de « gatillos facil », de morts de détenus au sein des prisons et,

---

<sup>854</sup> Certains journalistes défendent l'hypothèse que le corps de Santiago a fini par apparaître car les forces impliqués voulaient « passer un message » au Ministère de Sécurité étant donné qu'après le 22 octobre, le gouvernement avait prévu de faire certaines réformes dans le dôme de la gendarmerie. Et, ainsi, rompre avec le système de protections et commencer à souligner la responsabilité de cette force dans la disparition forcée de Santiago. Selon une autre hypothèse, l'« apparition » du corps pourrait avoir pour but de retarder la convocation de Pablo Noceti à la justice.

notamment l'augmentation de cas de « disparitions forcées ». Le bilan révèle en moyenne une mort toutes les 25 heures tandis que la Ministre de la Sécurité, Patricia Bullrich, et son bras droit, Pablo Noceti, font des déclarations qui nourrissent et ravivent les pratiques de la dernière dictature. Et aussi de la campagne militaire de la « Conquête du Désert »<sup>855</sup> avec l'obsession de ce Noceti de prendre les membres de la « Résistance Ancestral Mapuche » (RAM) pour de dangereux terroristes ennemis de l'État et de la démocratie.

Au Brésil, nous avons observé depuis 2016, avec le processus très controversé de la « destitution »<sup>856</sup> de la présidente Dilma Rousseff puis, avec l'arrestation, également controversée, de l'ex-président Lula da Silva, une montée générale de l'extrême-droite qui côtoie de près l'autoritarisme du candidat Jair Bolsonaro, qui remporte le plus de votes au premier tour des dernières élections présidentielles d'octobre 2018. Jair Bolsonaro et son second, le général Hamilton Mourão, sont de fervents nostalgiques de la dernière dictature, qu'ils appellent « révolution » de 1964 et sont par ailleurs réputés pour leurs phrases autoritaires, agressives, racistes, homophobes et misogynes<sup>857</sup>. Tout ce contexte de haine et d'extrémisme dans la politique légitimée par près de 50% des intentions de vote qui ont soutenu Bolsonaro au premier tour, se traduit dans la pratique par plusieurs dénonciations d'agressions de ses partisans contre des militants des partis des travailleurs, des femmes et d'homosexuels et, également, contre tous ceux qui s'opposent tout bonnement au candidat d'extrême droite. Cette radicalisation révèle les temps sombres qui s'annoncent au Brésil pour les prochaines années.

En définitive, l'étude sur la stabilisation de cette « zone grise » au sein des jeunes démocraties nous a permis d'analyser des reconfigurations à deux échelles. Dans un premier temps, l'échelle concernant l'émergence du phénomène mafieux et des mutations concrètes expérimentées par la population directement touchée par le contrôle et les violences commises par ces groupes. Cette échelle « micro », à l'aune de plusieurs cas analysés, confirme que cette dernière reconfiguration est, par la manière

---

<sup>855</sup> La Conquête du Désert fut une campagne du gouvernement argentin, exécutée par l'armée argentine entre 1879 et 1881 sous les ordres du général et futur président Julio Argentino Roca, afin d'obtenir la domination totale sur les régions du sud de la Pampa et sur la Patagonie orientale, jusqu'alors sous domination de la nation mapuche mise en place pour empêcher les groupes « violents » d'« Indiens » qui refusaient de « se laisser assimiler » par la « civilisation occidentale ».

<sup>856</sup> La majorité de la gauche brésilienne considère que ce processus a été un « coup d'état parlementaire » et, pour cela, un grave rive pour les institutions démocratiques.

<sup>857</sup> Par exemple, « *Je ne vous violerai pas car vous ne le méritez pas. Vous êtes très laide* » (à l'encontre d'une consœur députée, en 2003 et 2014) ; « *L'erreur de la dictature fut de torturer et non de tuer* » (entretien à la radio Jovem Pan, en 2016) ; « *Je serais incapable d'aimer un fils homosexuel. Je préférerais qu'il meure dans un accident de voiture* » (entretien pour le magazine *Playboy*, en 2011).



dont elle s'est consolidée et par l'ampleur qu'elle a prise, inédite. Puis, concernant le péril des institutions démocratiques sur une échelle plus « macro », nous avons observé dans ces deux pays, parallèlement à l'approfondissement du processus « mafieux de la police », la montée d'un discours réactionnaire anti-démocratique qui incite, toujours plus, à la violence basée sur la haine des minorités.

De ce fait, étant donné que ce nouveau scénario social et politique accompagnant les reconfigurations que nous avons étudié n'a pas pris fin à la date où nous avons décidé d'arrêter notre thèse, mais, au contraire, a subi d'autres reconfigurations lors de cette dernière année, cela justifierait donc que nous en poursuivions l'étude à l'avenir. Pour donner suite à ce travail, il serait intéressant de nous pencher sur les reconfigurations du processus « mafieux » de la police à l'heure de l'intensification de cette « haine en politique », à savoir le moment où les programmes politiques qui ne sont soutenus que par l'incitation à la haine apparaissent ; intensification de « la haine en politique » qui est marquée notamment, par ce nouveau tournant à l'extrême droite sur le continent latino-américain suite à la victoire de Donald Trump aux élections de 2017 aux Etats-Unis et qui certains appellent le moment « hiper-autoritaire du néo-libéralisme »<sup>858</sup>.

---

<sup>858</sup> TV Boitempo. Entretien avec Christian Laval, "Neoliberalismo e Neofascismo no Brasil e no mundo", 11/10/2018. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=LXweqRIQ-n0&t=6s&frags=pl%2Cwn> (consulté le 15 octobre 2018).

## Bibliographie

- ALARCÓN, Cristian. « Cuándo me muera quiere que toquen cumbia ». Buenos Aires : Editorial Norma, 2012.
- ALVES, José Cláudio Souza. *Dos Barões ao Extermínio : Uma história da violência na Baixada Fluminense*. Duque de Caxias, Rio de Janeiro : APPH, CLIO, 2003.
- AMORIM, Carlos. *Comando Vermelho : a história do crime organizado*. Rio de Janeiro : Record, 1993.
- AOUDIA, Jacques ; MEISEL, Nicolas. « L'insaisissable relation entre « bonne gouvernance » et développement ». *Revue Economique*, vol. 59, 2008.
- ARAÚJO, Fabio Alves. *Do luto à luta : a experiência das mães de Acari*. Mémoire en Sociologie : Programa de Pós- Graduação em Sociologia e Antropologia do Instituto de Filosofia e Ciências Sociais da Universidade Federal do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, 2007.
- ARENDT, Hannah. *Los orígenes del totalitarismo*. Madrid : Alianza Editorial, 2002.
- ARENDT, Hannah. *Du mensonge à la violence*. Paris : Presses Pocket, coll. Agora, 1972.
- ARIAS, Patricia ; ROSADA-GRANADOS, Héctor ; SAÍN, Marcelo Fabián. *Reformas policiales en América latina : Principios y lineamientos progresistas*. Programa de Cooperación en Seguridad Regional, Observatorio de Crimen Organizado en América Latina y el Caribe. Colômbia : Fundación Open Society Institute (Zug), 2012.
- ARIAS DUVAL, Martín ; ARSLANIAN, León. *Un cambio posible: delito, inseguridad y reforma policial en la provincia de Buenos Aires*. Buenos Aires: Edhasa, 2008.
- ARSLANIAN, Leon. *Descentralización y fortalecimiento del Estado*. Ponencias presentadas en el marco del seminario internacional realizado en junio de 2005. Provincia de Buenos Aires : Ministério del Gobierno, 2005.
- ARSLANIAN, León. *Plan de Reforma de las Policías*. Resultados de la gestión 2004-2007. Buenos Aires : Ministerio de Seguridad de la Provincia de Buenos Aires, 2007.
- ARTIGAS, Alvaro. *Amérique du Sud: les démocraties inachevées*, Paris, Armand Colin, 2005.
- ASSAD, Carlos Martínez , OLAMENDI, Laura Baca. Caudillismo. In *Lexico de la Política*. Mexico : Fondo de Cultura Economica, 2000.
- AUYERO, Javier, *Routine politics and violence in Argentine : The gray zone of state power*, Royaume-Uni : Cambridge studies in contentious politics, 2007.
- AUYERO, Javier. *Clientelismo político : las caras ocultas*. Buenos Aires : Capital Intelectual, 2004.
- AUYERO, Javier. *La política de los pobres : las practicas clientelares del peronismo*. Buenos Aires : Manantial, 2001
- AUYERO, Javier. Poor people's lives and politics: The things a political ethnographer knows (and doesn't know) after 15 years of fieldwork. *New Perspectives on Turkey*, n° 46, 2012.

- AUYERO, Javier ; BERTI, María Fernanda. *La violencia en los márgenes : una maestra y un sociólogo en el conurbano bonaerense*. Buenos Aires : Katz, 2013.
- BADIE, Bertrand. *Nous ne sommes plus seuls au monde. Un autre regard sur l'ordre international*. Paris : La Découverte, 2016.
- BADIE, B., HERMET, G. *La politique comparée*. Paris : Armand Colin, 2001,
- BARBOSA, Adriano. *Esquadrão da morte : um mal necessário ?* Rio de Janeiro : Mandarino, 1971.
- BARCELLOS, Caco, Rota 66 : A História da polícia que Mata, São Paulo : Globo, 1997.
- BARRENECHE, Osvaldo. De Brava a Dura: La Policía de La Provincia de Buenos Aires Durante La Primera Mitad Del Siglo XX. *Cuadernos de Antropología Social*, 2010.
- BARRENECHE, Osvaldo ; MOREYRA, Beatriz ; MALLO, Silvia. La reorganización de las policías en las provincias de Buenos Aires y Córdoba, 1936-1940. In: *Pensar y construir los grupos sociales: actores, prácticas y representaciones. Córdoba y Buenos Aires, siglos XVI-XX*. Córdoba: Centro de Estudios Históricos "Prof. Carlos S.A. Segreti" y Centro de Estudios de Historia Americana Colonial, 2009, pp. 419-438.
- BARRENECHE, Osvaldo ; BOHOSLAVSKY, Ernesto ; CAIMARI, Lila ; SCHETTINI, Cristiana. Por mano propia. La justicia policial de la provincia de Buenos Aires en el primer peronismo. In : *La policía en perspectiva histórica. Argentina y Brasil (del siglo XIX a la actualidad)*. Buenos Aires : CD-Rom, 2009.
- BAUER, Alain. « La globalisation du crime ». *Pouvoirs*. Paris : n° 132, 2010.
- BRATTON, William J., « Securing our cities : Counterterrorism After 9/11 », *On the Ground*, Manhattan Institut, 2006.
- BECK, Ulrich. *La société du risque: sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Aubier, 2001
- BECKER, Howard. *Outsiders: Études de sociologie de la déviance*. Paris : Métailie, 1985.
- BETANCOURT, Echeverry; DARÍO; Martha Luz García Bustos. *Contrabandistas, marimberos y mafiosos : historia social de la mafia colombiana, 1965-1992*. Sociología y política. Bogotá: Tercer mundo, 1994.
- BRETAS, Marcos Luiz. (1997a). Observações sobre a falência dos modelos policiais. *Tempo Social; Rev. Sociol. USP*, S. Paulo, 9(1): 79-94
- BRETAS, Marcos. *Ordem na Cidade : o cotidiano da autoridade policial no Rio de Janeiro, 1907-1930*. Rio de Janeiro : Rocco, 1997.
- BICUDO, Hélio, *Do Esquadrão da Morte aos Justiceiros*, São Paulo : Edições Paulinas, 1988.
- BLANCHARD, FERRO, Veyrat-Masson (dir.), dossier « Les guerres de mémoires dans le monde : enjeux, médias et identité », *Hermès*, Paris, 2008.
- BLOK, Anton. *Honour and violence*. 1 vol. Cambridge (GB): Polity, 2001.
- BONNET, François. Les machines politiques aux États-Unis. Clientélisme et immigration entre 1870 et 1950. *Politix*, vol. 4, n° 92, Paris, 2010.
- BORGES, Fernanda Carlos, *A Filosofia do Jeito – um modo brasileiro de pensar com o corpo*, São Paulo : Summus, 2006.

- BORÓN, Atilio A, et Consejo latinoamericano de ciencias sociales. *Tras el búho de Minerva : mercado contra democracia en el capitalismo de fin de siglo*. Sección de obras de política y derecho. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica, 2000.
- BOUILLON, F., FRESIA, M., TALLIO, V. *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*. Paris : Centre d'études africaines. EHESS, 2005.
- BOUMAZA, M. ; CAMPANA, A., « Enquêter en milieu 'difficile' ». Introduction dans la *Revue française de science politique*, vol. 57, 2007/1.
- BRIQUET, J. L., FAVAREL-GARRIGUES, G. *Millieux criminels et pouvoir politique : les ressorts illicites de l'État*. Paris : Edistions Karthala, 2008.
- BURGOS, Marcelo Baumman (Org.), *A Utopia da comunidade : Rio das Pedras, uma favela carioca*. Rio de Janeiro : Edições Loyola, 2002.
- BUZAN, Barry. *The 'War on Terrorism' as the New 'Macro-Securitisation'?*. Oslo : Oslo Workshop, 2006.
- BUZAN, Barry. *People, states and fear : an agenda for international security studies in the post-cold war era*. London ; New York : Pearson, Longman, 1991.
- BUZAN, Barry ; HERRING, Eric. *The Arms Dynamic in World Politics*. London : Lynne, Rienner Publishers, 1998,
- BUZAN, Barry, WAEVER, Ole ; DE WILDE, Jaap. *Security. A new framework for analysis*. London : Lynne Rienner, 1998.
- CAIMARI, Lila M., *Mientras la ciudad duerme: pistoleros, policías y periodistas en Buenos Aires, 1920-1945*. Buenos Aires : Siglo Veintiuno Editores, 2012.
- CAIMARI, Lila. *Apenas un delincuente. Crimen, castigo y cultura en la Argentina. 1880-1955*. Buenos Aires: Siglo XXI, 2004.
- CALDEIRA, Teresa Pires dos Rios. (2000), *A cidade dos muros: crime, segregação urbana e cidadania em São Paulo*. São Paulo, Editora 34.
- CALDEIRA, César. « Segurança pública e seqüestros no Rio de Janeiro 1995-1996 ». *Tempo Social*, Vol. 9, n°1, São Paulo : maio 1997.
- CALVEIRO, Pilar. *Poder y desaparición : los campos de concentración en Argentina*. Buenos Aires : Colihue, 2004.
- CAMAU, Michel. « Remarques sur la consolidation autoritaire et ses limites » In : *L'autoritarisme dans le monde arabe : Autour de Michel Camau et Luis Martinez*. Le Caire : CEDEJ - Égypte/Soudan, 2005.
- CAMPOS COELHO, E. « A criminalização da marginalidade e a marginalização da criminalidad », *Revista de Administração Pública*, 12(2), Rio de Janeiro : 1978.
- CAMPOS COELHO, E. « Sobre sociólogos, pobreza e crime ». *Dados*, v.3, n.3, Rio de Janeiro : 1980.
- CANO, Ignácio, « Seis por meia dúzia ? Um estudo exploratório do fenômeno das chamadas 'Milícias' no Rio de Janeiro » In: *Segurança, tráfico e milícias no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro : Fundação Heinrich Böll, 2008.
- CANO, Ignácio. *Letalidade da ação policial no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro : ISER, 1997.
- CANO, Ignácio ; DUARTE, Thais. *No Sapatinho: a evolução das milícias no rio de Janeiro (2008-2011)*. Rio de Janeiro : Heinrich Boll, 2012.

- CANO, Inácio. « Execuções sumárias no Brasil: O uso da força pelos agentes do Estado » In: *Execuções Sumárias no Brasil – 1997/2003*. Rio de Janeiro : Relatório da Justiça Global, 2003.
- CATANZARO R., Il delitto come impresa. Storia sociale della mafia, Donzelli, Rome, 1988.
- CARBONE, Silvia Maria. « Justiceiros : agentes e vítimas da violência? ». *Revista Ponto-e-vírgula*, nº3, 1º semestre, PUC-São Paulo, 2008.
- CARTIER-BRESSON, J., Economie politique de la corruption et de la gouvernance. Paris : L'Harmattan, 2008.
- CARVALHO, José Murilo de. « Mandonismo, Coronelismo, Clientelismo: Uma Discussão Conceitual ». *Dados*, vol. 40, no. 2, Rio de Janeiro, 1997.
- CARVALHO, José Murilo de. *Lei, Justiça e Cidadania: Direitos, Vitimização e Cultura Política na Região Metropolitana do Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro : CPDOC/FGV e ISER, 1997.
- CARVALHO, José Murilo de. Os bestializados : o RJ e a República que não foi, 1987.
- CARVALHO, José Murilo de. *A formação das almas: o imaginário da República no Brasil*. São Paulo : Companhia das Letras: 1990.
- CARVALHO, J. M. *Cidadania no Brasil: o longo caminho*. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira, 2005.
- CASTORIADIS, Cornelius. *L'Institution imaginaire de la société*. Paris : Seuil, 1975.
- CECCHI, Horacio. *Mano Dura. Crónica de la masacre de Villa Ramallo*. Buenos Aires : Colihue, 2000.
- CESONI, M. L. « L'économie mafieuse en Italie : a la recherche d'un paradigme ». *Déviance et société*. Vol. 19, nº 1, pp. 51-83, 1995.
- CESARONI, Claudia ; FELDMAN, Denise ; IRRAZÁBAL. « Reflexiones en torno a los diez años de las 'leyes Blumberg' ». Buenos Aires : Centro de Estudios en Política Criminal y Derechos Humanos, 2014.
- CHAMAYOU, Grégoire. *Les chasses à l'homme: histoire et philosophie du pouvoir cynégétique*. Paris: La fabrique, 2010.
- CHAMPEYRACHE, Clotilde. *Sociétés du Crime : um tour du monde des mafias*. Paris : CNRS éditions, 2007.
- CHAMPEYRACHE, Clotilde. *Quand la mafia se légalise : Pour une approche économique-institutionnaliste*. Paris : CNRS Éditions, 2016.
- CHAMPEYRACHE, Clotilde. *L'infiltration mafieuse dans l'économie légale*. Paris : L'Harmattan, 2004.
- CHAUÍ, Marilena. « Cultura Política e Política Cultural ». *Estudos Avançados*, vol : 9, nº 23, São Paulo, 1995.
- CHAVAGNEUX, Christian, Jean de MAILLARD, et Jean-François BAYART. « Etats, mafias et mondialisation ». *L'Économie politique*, vol : 15, nº. 3, Paris, 2002.
- CHIERA, Renato. *Les enfants de la rue : dans les favelas contre les escadrons de la mort*. Paris : Saint Augustin, 1998.
- CHINNICI, G; SANTINO, U., *La violenza programatta. Omicidi e guerra di mafia a Palermo dagli anni 60 add oggi*, Milan : F. Angeli, 1989.
- CLASTRES, P. *La Société contre l'État*. Paris : Minuit, 1974.

- CLIFFORD, Thomas. *The Political Machine: An American Institution*. New York : Vantage Press, 1975.
- COHEN, Stanley. *Folk Devils and Moral Panics*. Londres : Routledge, 2005.
- COICAUD, Jean-Marc. *L'introuvable démocratie autoritaire : les dictatures du cône sud, Uruguay, Chili, Argentine, 1973-1982*. Paris : l'Harmattan, 1996.
- COLLIER D. et LEVITSKY S. « Democracy 'with adjectives': Conceptual innovation in comparative research ». Working Paper Series, n° 230, University of Notre Dame, *Helen Kellogg Institute for International Studies*, 1996.
- COLLIER Ruth, *Paths toward democracy*. Cambridge: Cambridge University Press, 1999.
- COLOMBE, Camus. *La guerre contre le terrorisme. Dérives sécuritaires et dilemme démocratique*. Paris : Éditions du Félin, 2007.
- CONESA, Pierre ; WIEVIORKA, Michel, *La fabrication de l'ennemi ou Comment tuer avec sa conscience pour soi*. Paris : R. Laffont, 2014.
- CONVARD, Quentin. « La politique de la tolérance zéro à New Yorkfield: dans les années 1990 ». *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*. N°35, 2012/1. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2012-1-page-19.htm> (consulté le 15 juin 2016).
- CÓRDOBA, Alejandro Javier. *Ratonera : la historia oculta de la masacre de Andreani*. Argentina : Del autor, 2007.
- COSTA, Emília Viotti da. *Da Monarquia à Republica : momentos decisivos*. Sao Paulo: Ed. brasiliense, 1987.
- CRANDALL, Russell. *Driven by drugs. U.S. policy toward Colombia*. Boulder : Lynne Rienner, 2002.
- CUNNINGHAM, W. C. et al. *Private security trends, 1970 to 2000*. Boston : Butterworth-Heineman, 1990.
- DABÈNE, Olivier, « Enclaves autoritaires en Démoratie », In : DABÈNE, O. , GEISSER, V., MASSARDIER, G., CAMAU, M., *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle : convergences Nord-Sud mélanges offerts à Michel Camau*. Paris : la Découverte, 2008.
- DABÈNE, O. , GEISSER, V., MASSARDIER, G., CAMAU, M., *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle : convergences Nord-Sud mélanges offerts à Michel Camau*, Paris : la Découverte, 2008.
- DABÈNE, Olivier. *Amérique latine, la démocratie dégradée*. Bruxelles : Editions Complexes, 1997.
- DAMIN, Nicolás. *Plan Conintes y Resistencia Peronista 1955-1963*. Buenos Aires: Instituto Nacional Juan Domingo Perón, 2008.
- DAMMERT, Lucia, ZÚNIGA, Liza. *Seguridad y violencia : desafíos para la ciudadanía*, Santiago : Flacso, 2007.
- DE PAULA, Luciana Araújo. « Les 'zones grises' de la démocratie brésilienne : le phénomène des 'milices' et les enjeux sécuritaires contemporains à Rio de Janeiro ». *Justice Spatiale / Spatial Justice*. N°8. Juillet 2015.
- DELMAS-MARTY, Mireille. *Libertés et surété dans un monde dangereux*. Paris : Seuil, 2010.

- DELUCHEY, Jean-François. « De la 'guerre contre le crime' au Brésil : culture autoritaire et politiques publiques de la sécurité ». *Autrepart*. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), n° 26, 2003/2.
- DI MEGLIO, Gabriel. *Viva el bajo pueblo! : la plebe urbana de Buenos Aires y la política entre la revolución de Mayo y el rosismo (1810-1829)*. Buenos Aires: Prometeo Libros, 2006.
- DI MEGLIO, Gabriel. La Mazorca y el orden rosista. *Prohistoria*, Año XII, número 12, Rosario : primavera 2008.
- DIAMOND, Larry, « Democracy in Latin America: Degrees, Illusions, and Directions for Consolidation » In : FARER, Tom, *Beyond Sovereignty: Collectively Defending Democracy in the Americas*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1996
- DINIZ, E., *Voto e máquina política : patronagem e clientelismo no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1982.
- DOBRY, Michel, « Les voies incertaines de la transitologie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence », *Revue française de science politique*, vol. 50, n°4-5, 2000.
- DONGUI, Tulio Halperín. *Historias de caudillos argentinos*. Buenos Aires : Jorge Lafforgue, 1999.
- DUTIL, Carlos; RAGENDORFER, Ricardo, *La Bonaerense : historia criminal de la policía de la provincia de Buenos Aires*, Buenos Aires : Planeta, 1997.
- EATON, Kent. « Decentralization's nondemocratic roots: authoritarianism and subnational reform in Latin America », *Latin American Politics and Society*, 48, 1, 2006.
- ELIAS, Norbert. *O processo civilizador*. Rio de Janeiro : Zahar Editores, 1997.
- FACUNDO, Domingo Faustino Sarmiento. *Civilización y Barbarie*. Buenos Aires : Espasa-Calpe, 1972
- FAORO, Raymundo. *Os Donos do Poder. Formação do patronato político brasileiro*. Porto Alegre: Globo, 2000.
- FASSIN, Didier. *La force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*. Seuil, 2011.
- FASSIN, Didier. *Contemporary States of emergency. The politics of military and humanitarian interventions*. NY : Zone Books, 2010.
- FASSIN, D. ; PAUGAM, S., Marginalidad et marginados. La construction de la pauvreté urbaine en Amérique latine. In : *L'exclusion, l'état des savoirs*. Paris : La Découverte, 1996.
- FAUSTO, Boris. *A revolução de 1930: historiografia e história*. São Paulo : Ed. Brasiliense, 1970.
- FERNANDES, Florestan. *A ditadura em questão*. São Paulo : T. A. Queiroz, 1981.
- FICO, Carlos. Versões e controvérsias sobre 1964 e a ditadura militar. *Revista Brasileira de História*, vol. 24 no. 47, 2004,
- FICO, Carlos. *Como eles agiam*. Rio de Janeiro: Record, 2001.
- FOUCAULT, Michel. *Il faut défendre la société*. Paris, Gallimard, 1992.
- FRANCHETTI, Leopoldo. *Condizioni politiche e amministrative della Sicilia*. Rome : Donzelli, 1993.

- FREIDENRBERG, Flavia. *La tentación populista : una vía al poder en América Latina*. Madrid : Editorial Síntesis, 2007.
- FREGOSI, Renée. « La fin des coups d'État militaires en Amérique latine ? Mutineries et coups manqués en Argentine et au Paraguay dans les années 80-90 » In *Armées et pouvoirs en Amérique latine*, Paris : Éditions de l'IHEAL, 2004.
- FREGOSI, Renée. *Altérité et mondialisation. La voie latino-américaine*. Paris : Éditions Ellipses, 2006.
- FREGOSI, Renée, ESPAÑA, Rodrigo. *Droits de l'Homme et consolidation de la démocratie en Amérique du sud*. Paris : L'Harmattan, 2009.
- FREGOSI, Renée. *Parcours transnationaux de la démocratie : Transition, consolidation, déstabilisation*. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, 2011.
- FINCHELSTEIN, Federico. *La Argentina fascista: los orígenes ideológicos de la dictadura*. Buenos Aires: Editorial Sudamericana, 2008.
- FONTANA, A. *Fuerzas Armadas, partidos Políticos y transición a la democracia*. Buenos Aires: Estudios CEDES, 1984.
- GAMBETTA, Diego Gambetta. *La mafia siciliana. Un'industria della protezione private*, Torino : Einaudi, 1992.
- GANDÍA, Enrique de, *El caudillismo, Historia política argentina*, Buenos Aires : Claridad, 1988.
- GARIBAY, David, « Diversité des violences contemporaines en Amérique latine » In Couffignal G. *Amérique latine 2008*, Paris, La Documentation française, 2008.
- GARRETÓN, Manuel Antonio, Marcelo Cavarozzi, et Peter S Cleaves. *América Latina en el siglo XXI : hacia una nueva matriz sociopolítica*. Santiago de Chile: LOM, 2004.
- GARRETÓN, Manuel Antonio. *Dictaduras y democratización*. Santiago : FLACSO, 1984.
- GARRETÓN, Manuel Antonio. *La posibilidad democrática en Chile*. Santiago : FLACSO, Cuadernos de Difusión, 1989.
- GARRETÓN, Manuel Antonio. *Transición hacia la democracia en Chile e influencia externa : dilemas y perspectivas*. Santiago, Chile: FLACSO, 1986.
- GARRETÓN, Manuel Antônio. *La redemocratización política en Chile : Transición, Inauguración y evolución*, Santiago : Estudios Públicos, N° 42, 1991.
- GARRETÓN, Manuel Antônio. *Reconstruir la política. Transición y consolidación. Democracia en Chile*. Santiago : Andante, 1987
- GASPARI, Elio. *A Ditadura Envergonhada*. São Paulo: Companhia das Letras, 2002.
- GAUCHET, M. *La démocratie contre elle meme*. Paris : Galimard, 2002.
- GAUCHET, M. *La démocratie d'une crise à l'autre*. Paris : Cécile Defaut, 2007.
- GAUDICHAUD, Franck (dir.). *Le Volcan latino- américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine*. Paris : Textuel, 2008.
- GOIRAND, Camille. « Violence, contrôle de la violence et démocratie », *Lusotopie*, 2003.
- GOODE, Erich ; BEN-YEHUDA, Nachman. *Moral Panics – The Social Construction of Deviance*. Malden : Blackwell Publishing, 2003.



- GOTTFRIED, Alex. *Political Machines*, International Encyclopedia of Social Sciences, vol. 12. New York : Free Press, 1968.
- GOURDON, Hubert ; FREGOSI, Rennée (dir.). *Armées et pouvoirs en Amérique latine*, Paris : Éditions de l'IHEAL, 2004.
- GUAGNINI, Lucas. *Blumberg: en el nombre del hijo*. Buenos Aires : Editorial Sudamericana, 2005.
- GUBER, Rosana. *Villeros, o cuando querer no es poder*. UNCPBA : Tandil, 2013.
- GUERRA, Cláudio em depoimento à NETTO, Marcelo ; MEDEIRO, Rogério. *Memórias de uma Guerra Suja*. Rio de Janeiro : Topbooks, 2012. p. 98.
- GUERRA MANZO, E. « Las autodefensas de Michoacán: Movimiento social, paramilitarismo y neocaciquismo », *Política y Cultura*, No. 44, pp. 7-31, 2015.
- HELMKE, Gretchen, et Steven Levitsky. *Informal institutions and democracy : lessons from Latin America*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2006.
- HERINGER, Rosana R. *A indústria da segurança privada no Rio de Janeiro*. Dissertação de Mestrado. Rio de Janeiro, IUPERJ, 1992.
- HINTON, Mercedes. *The state on the streets : police and politics in Argentina and Brazil*. London : Lynne Rienner, 2006.
- HINTON, Mercedes S, et Tim Newburn. *Policing developing democracies*. London ; New York: Routledge, 2009.
- HOLLOWAY, Thomas H. *Policing Rio de Janeiro: repression and resistance in a 19th-century*. Stanford : Stanford University Press, 1993.
- HRISTOV, Jasmin. *Blood & Capital : the paramilitarization of Colombia*. Ohio University : Center for International Studies, 2009.
- HUGGINS, Martha Knisely. *Vigilantism and the state in modern Latin America: essays on extralegal violence*. New York : Praeger Publishers, 1991.
- HUGGINS, Martha Knisely, HARITOS-FATOUROS, Mika ; ZIMBARDO, Philip George. *Violence workers : police torturers and murderers reconstruct Brazilian atrocities*. Londres: University of California Press, 2002.
- HUNTINGTON, S. *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*. Norman : University of Oklahoma Press, 1991.
- ISLA, Alejandro Raúl. *En los márgenes de la ley : inseguridad y violencia en el Cono Sur*. Aires ; Barcelona ; México: Paidós, 2007.
- KALBERG, S., *Sociologie historique comparative de Max Weber*. Paris : La Découverte, 2002.
- KATZENSTEIN, Peter J, et Social science research council (GB). *The culture of national security : norms and identity in world politics*. 1 vol. New directions in world politics. New York: Columbia University Press, 1996.
- KELLING, George L. ; WILSON, James Q. « Broken Windows », *The Atlantic Monthly*, March 1982.
- KESSLER, Gabriel. « Crime organisé et violences en Amérique latine et dans les Caraïbes ». In : *Problèmes de l'Amérique Latine : crime organisé et violences*. Choiseul : N°76, Printemps 2010.
- KESSLER, Gabriel. *El sentimiento de inseguridad: Sociología del temor al delito*. Buenos Aires: Siglo XXI, 2009.

- KESSLER, Gabriel. « Clairs-obscur de la structure sociale. Tendances en contrepoint dans l'Argentine du XXI<sup>e</sup> siècle ». *Problèmes d'Amérique latine*, N° 82 (4), 2011.
- KLIPPHAN, Andres. *Asuntos Internos: las Mafias Policiales Contadas Desde Adentro*. Buenos Aires : Aguilar, 2004.
- KOONINGS, Kees; KRUIJT, Dirk. *Societies of Fear : The Legacy of Civil War, Violence and Terror in Latin America*. London: Zed Books, 1999.
- KOONINGS, Kees, et Dirk Kruijt. *Armed actors : organized violence and state failure in Latin America*. London ; New York: Zed Books, 2004.
- KOONINGS, Kees, KRUIJT, D., Megacities : the politics of urban exclusion and violence in the global south. London ; New York: Zed Books, 2009.
- KOROL, Claudia, et Maristella Svampa. *Criminalización de la pobreza y de la protesta social*. Aires : Editorial El Colectivo: América Libre, 2009.
- LAMNEK, S. Teorías de la criminalidad : una confrontación crítica. Mexico : Siglo XXI, 1980.
- LARANGEIRA, Emir. Cavalos Corredores : a verdadeira história, fatos reais. São Paulo : Beto Brito, 2004.
- LARRAQUY, Marcelo. *Lopez Rega : el Peronisme y la Triple A*. Buenos Aires : Aguilar, 2011.
- LE COUR GRANDMAISON, Romain. « Vigilar y limpiar identification et auto-justice dans le Michoacán, Mexique », *Politix*, No. 115, 2016,
- LEAL, Victor Nunes. *Coronelismo, Enxada e Voto*. São Paulo : Alfa-Omega, 1975.
- LE GOFF, Jean-Pierre. *La démocratie post-totalitaire..* Paris: la Découverte, 2003.
- LE MOS-NELSON, Ana Tereza. « Groupes d'extermination dans le Brésil contemporain » *Lusotopie* : sommaire, 2003.
- LEVI, Primo. *Trilogía de Auschwitz: Si esto es un hombre, La tregua, Los hundidos y los salvados*. España : El Aleph Editores, 2005.
- LEVITSKY, Steven, et Lucan A Way. *Competitive authoritarianism : hybrid regimes after the Cold War*. New York: Cambridge University press, 2010.
- LIMA, Roberto Kant de. *A Polícia da cidade do Rio de Janeiro: seus dilemas e paradoxos*. Rio de Janeiro : Forense, 1995.
- LINIGER-GOUMAZ, Max. *La démocratie: dictature camouflée, démocratie truquée*. 1 vol. Paris: l'Harmattan, 1992.
- LINS, Paulo. *Cidade de Deus*. São Paulo: Companhia das Letras, 1996.
- LINZ, J. ; STEPAN, A. *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore and London : The John Hopkins University Press, 1996.
- LINZ, J. ; STEPAN, A. *The Breakdown of democratic regimes*. Baltimore : The Johns Hopkins University press, 1978
- LINZ, Juan. *Régimes Totalitaires et Autoritaires*. Paris, Armand Colin, 2006.
- LINZ, J. J. *Crisis, Breakdown & Reequilibration*. Londres : John Hopkins University Press, 1978.
- L'HEUILLET, Hélène. *Baja politica, alta policia. Un enfoque histórico y filosófico de la policía*. Buenos Aires : Prometeu Libros, 2010

- LOBO, Amílcar. *A hora do lobo, a hora do carneiro*. 1ª edição. Rio de Janeiro: Editora Vozes, 1989.
- LOPES, Adérito. *O Esquadrão da morte*. Lisboa: Prelo, 1973.
- LÓPEZ GRAJALES, Jacobo. « *Gouverner dans la violence : le paramilitarisme en Colombie* ». Paris : Éditions Khartala, 2016.
- LUPO, Salvatore, *Histoire de la mafia : des origines à nos jours*, Paris : Flammarion, 1999.
- LYRA, Diogo Azevedo ; FREIXO, Marcelo ; SYLVESTRE, Marie-Eve ; DE LIRA, Renata Verônica Côrtes. *Relatório RIO : violência policial e insegurança pública*, Rio de Janeiro : Justiça Global, 2004.
- MACCAGLIA, Fabrizio ; MATARD-BONUCCI, Marie-Anne. *Atlas des Mafias : Acteurs, trafics et marchés de la criminalité organisée*. Paris : Autrement, 2009. p. 6.
- MAKKI, Sami. « Privatisation de la sécurité et transformation de la guerre ». *Politique Étrangère*. N°4, pp. 849-861, 2004.
- MALDONADO ARANDA S., *Los márgenes del Estado mexicano. Territorios ilegales, desarrollo y violencia en Michoacán*, Zamora : El Colegio de Michoacán, 2010.
- MALDONADO ARANDA S., « Stories of drug trafficking in rural Mexico : Territories, Drugs and Cartels in Michoacán », *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, No. 94, 2013.
- MAUSS, Marcel. *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. Paris : PUF, 2012.
- MELLID, Atilio García. *Montoneras y caudillos en la historia argentina*. Buenos Aires : EUDEBA, 1985
- MELLO, Frederico Pernambucano de, *Guerreiros do Sol: Violência e Banditismo no Nordeste Brasileiro*, São Paulo : Girafa, 2004.
- MELÓN Pirro, Julio César, et Nicolás Quiroga. *El peronismo bonaerense : partido y prácticas políticas, 1946-1955*. Mar del Plata, Argentina: Ediciones Suárez, 2006.
- MENJÍVAR, Cecilia, et Néstor Rodríguez. *When states kill : Latin America, the US, and technologies of terror*. Austin, Texas : University of Texas Press, 2005.
- MERKLEN, D. « Une nouvelle politicalité pour les classes populaires: Les piqueteros en Argentine ». *Tumultes*, vol 27, n° 2, 2006.
- MERTON, M., K. *Éléments de théorie et de méthode sociologique*. Paris : Plon, 1965.
- MINUJIN, A. & G. KESSLER. *La nueva pobreza en Argentina*. Buenos Aires: Planeta, 1995.
- MISSE, M. *Malandros, marginais e vagabundos e a acumulação social da violência no Rio de Janeiro*. Tese de Doutorado em Sociologia, IUPERJ, Rio de Janeiro, 1999.
- MISSE, M. *Crime e violência no Brasil contemporâneo*. Rio de Janeiro: Lumen Juris, 2006.
- MISSE, M. « Crime e pobreza : velhos enfoques, novos problemas ». *Seminário Brasil em perspectiva : os anos 90*. Departamento de Ciências Sociais do IFCS-UFRJ : Laboratório de Pesquisa Social, 1993.
- MISSE, Michel. « Crime organizado e crime comum no Rio de Janeiro: diferenças e afinidades ». *Rev. Sociol. Polít.*, vol. 19, n° 40, 2011.

- MISSE, Michel. « Mercados ilegais, redes de proteção e organização local do crime no Rio de Janeiro ». *Estudos avançados*, vol.1, nº61, São Paulo : 2007.
- MONTEIRO, Linderval Augusto. « Para além do ‘voto de sangue’: escolhas populares e liderança política carismática na Baixada Fluminense. O caso Joca ». *Cadernos do Desenvolvimento Fluminense*, Rio de Janeiro : n.2, julho, 2013.
- MUCCHIELLI, Laurent. *La Frénésie sécuritaire, retour à l’ordre et nouveau contrôle social*. Paris : La Découverte, 2008.
- NASSER, David. *Falta alguém em Nuremberg. Torturas da polícia de Filinto Strubling Müller*. Rio de Janeiro: O Cruzeiro, 1966.
- NOBRE, Carlos. *Mães de Acari : Uma história de luta contra a impunidade*. Rio de Janeiro : Relume-Dumará, 1994.
- O’DONNELL, Guillermo. (1999). « Polyarchies and the (Un) rule of law in Latin America: a partial conclusion » in MÉNDEZ, Juan E., O’DONNELL, Guillermo, PINHEIRO, Paulo Sérgio (eds) *The (Un) Rule of Law & the Underprivileged in Latin America*. Indiana. University of Notre Dame Press.
- O’DONNELL, Guillermo, SCHMITTER, Philippe C., WHITEHEAD, Laurence (dir.). *Transiciones desde un gobierno autoritario*. Buenos Aires : Paidós, 1986.
- O’DONNELL, G., « Delegative Democracy », *Journal of Democracy*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1994.
- O’DONNELL, Guillermo. « Estado, Democratización y ciudadanía ». *Nueva Sociedad*, N. 128, noviembre-diciembre, 1993
- O’DONNELL, Maria. *El aparato : los intendentes del conurbano y las cajas negras de la política*. Argentina : Aguilar, 2005.
- OLIVEIRA, Francisco de. *Crítica da razão dualista: o ornitorrinco*. São Paulo, Boitempo, 2003.
- OLMOS J. G., *Batallas de Michoacán: Autodefensas, el proyecto colombiano de Peña Nieto*, Mexico : Editions Proceso, 2015.
- ORGAZ, Carlos Alfredo. *La difícil convivencia: fuerzas armadas y sociedad civil en la Argentina*. Buenos Aires : GEL, Grupo Editor Latinoamericano, 1996.
- OTERO, Daniel. *El entorno : la trama íntima del aparato duhaldista*. Argentina : Nuevohacer, 1997.
- PADOVANI, Marcelle. *Maftias, maftias*. Paris : Gallimard, 2009.
- PASCOLO, Rodolfo. *¿Como lo arreglamos? La policía: podemos cambiarla*. Buenos Aires, Ed. Catalogos, 1997.
- PAINO, Salvador Horacio. *Historia de la Triple A*. Montevideo: Editorial Platense S.A. 1984.
- PARIS, Octavie. (In) visibilité des classes pauvres en ville par le prisme des cortiços paulistes au Brésil. *Confins*, no. 17, 2013.
- PAULO, Marli da Silva. « Relações de Clientela entre eleitor e candidato: Centros Sociais na Baixada Fluminense (Duque de Caxias e Nova Iguaçu) ». *Tese de Doutorado em Ciência Política*. Universidade Federal Fluminense (UFF), 2006.
- PAYNE, Leigh. *Uncivil Movements: The Armed Right Wing and Democracy in Latin America*. Baltimore: John Hopkins University Press, 2000.
- PEREIRA, Anthony. *Ditadura e repressão: o autoritarismo e o Estado de direito no Brasil, no Chile e na Argentina*. São Paulo: Paz e Terra, 2010.

- PEZZINO, Paolo. « La mafia, l'Etat et la société dans la Sicile contemporaine (XIXe et XXe siècles) ». *Politix*, vol 13, n°49, 2000.
- PICARD, Elizabeth, Armée et Sécurité au coeur de l'autoritarismes, In : DABÈNE, O. , GEISSER, V., MASSARDIER, G., CAMAU, M., *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle : convergences Nord-Sud mélanges offerts à Michel Camau*, Paris : la Découverte, 2008.
- PINHEIRO, Paulo Sérgio. « Autoritarismo e transição ». São Paulo : *Revista USP*. Março-abril-maio, 1991.
- PINHEIRO, Paulo Sérgio. « Violência, crime e sistemas policiais em países de novas democracias ». *Tempo Social* , Rev. Sociol. USP, S. Paulo, 9 (1) : 43-52, maio de 1997.
- PREVOT-SCHAPIRA, Marie-France , « Lectures », *Problèmes d'Amérique latine*, 4/2010 (N° 78), p. 131-136.
- QUIROGA, Hugo. *El tiempo del "Proceso". Conflictos y coincidencias entre políticos y militares 1976-1983*. Santa Fé : Homo Sapiens Ediciones, 2004.
- RAGENDORFER, Ricardo, *La secta del gatillo : historia sucia de la Policía Bonaerense*, Buenos Aires : Planeta, 2002.
- REATO, Ceferino Disposición Final. La confession de Videla sobre los desaparecidos, Buenos Aires, Editorial Sudamerica, 2012.
- RIBEIRO, Ludmilla. « O nascimento da polícia moderna: uma análise dos programas de policiamento comunitário implementados na cidade do Rio de Janeiro (1983-2012) ». *Análise Social*, 211, xlix (2.o), 2014.
- RIGOUSTE, Mathieu, *L'ennemie intérieur, La généologie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la france contemporaine*, Paris : La Découverte, 2009.
- RIZZOLI, F., « Pouvoirs et mafias italiennes. Contrôle du territoire contre état de droit ». *Pouvoirs*, n°. 132, p. 41-55, 2010.
- ROSANVALLON, Pierre, *La contre-démocratie : la politique à l'âge de la défiance*, Paris : Seuil, 2006..
- ROSTICA, Julieta. Apuntes sobre la 'Triple A'. Argentina, 1973-1976. *Desafíos*, 23-II, Bogotá, 2011. p. 29.
- ROUQUIÉ, Alain. À l'ombre des dictatures : la démocratie en Amérique latine. Paris : A. Michel, 2010.
- ROUQUIÉ, Alain. Argentina, Hoy. Historia inmediata. Mexico: Siglo XXI, 1982.
- ROUQUIÉ, Alain, *L'Argentine*. 1 vol. Que sais-je ?, ISSN 0768-0066 ; 366. Paris: Presses universitaires de France, 1984.
- ROUQUIÉ, Alain, *Poder militar y sociedad política en la Argentina*. 2 vol. Biblioteca argentina de historia y política. Buenos Aires: Hyspamérica, 1986.
- SABINA, Frederic. *Malos politicos, buenos vecinos*. Argentina : Prometeu, 2005.
- SAIN, Marcelo, *Política, Policía y Delito : La red Bonaerense*, Buenos Aires : Capital Intelectual, 2004.
- SAIN, Marcelo Fabián, et Fondo de cultura económica (Mexique). *Seguridad, democracia y reforma del sistema policial en la Argentina*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica, 2002.
- SAIN, Marcelo Fabián. *Los votos y las botas : estudios sobre la defensa nacional y las relaciones civil-militares en la democracia argentina*. Buenos Aires: Prometeo Libros, 2010.

- SAIN, Marcelo. *El péndulo : Reforma y contra reforma en la Policía de la Provincia de Buenos Aires (1997-2002)*. Buenos Aires : Editorial Octubre, 2015.
- SAIN, Marcelo ; BARBUTO, Valeria. « Las fuerzas armadas y su espacio en la vida democrática ». In *Derechos Humanos en Argentine Informe 2002*, Centro de Estudios Legales y Sociales, Buenos Aires : Siglo XXI, 2002.
- SAIN, Marcelo. *El Amague : La Política de Seguridad Pública durante la Gestión Presidencial de Néstor Kirchner (2003-2007)*. Communication présentée au VI Congreso Argentino de Administración Pública « Gobernabilidad Democrática y Desarrollo Económico con Equidad Social », Resistencia, Chaco : julio de 2011.
- SAIN, Marcelo. « La seguridad pública en Argentina » In ESCOBAR, Santiago et al. *Seguridad Ciudadana: concepciones y políticas*. Caracas : Editorial Nueva Sociedad, 2005.
- SAINT VICTOR, Jacques. « Une nouvelle élite en gestation : la « bourgeoisie mafieuse » ? ». *Cités*. N° 33, Paris : Presses Universitaires de France, 2008.
- SANTINO, Umberto. *L'alleanza e il compromesso. Mafia e politica dai tempi di Lima e d'Andreotti ai nostri giorni*, Soveria Manelli : Rubbettino, 1997.
- SANTINO, Umberto. « Per una storia sociale della mafia », cité par Augusto Cavadi, *A scuola di antimafia*, Palerme : Centro Impastato, 1994.
- SANTINO, Umberto. *Mafia, crime transnational et mondialisation*. Communication présentée au Colloque international : Défaire le développement, Refaire le monde. Paris : Paris, 28 février – 3 mars 2002. Disponible sur : <http://www.centroimpastato.com/mafia-crime-transnational-et-mondialisation/> (consulté le 30 mai 2016).
- SANTINO, Umberto, *La mafia interpretata. Dilemmi, stereotipi, paradigmi*, Rubbettino : Soveria Mannelli, 1995
- SANTINO, Umberto. *Dalla mafia alle mafie. Scienze sociali e crimine organizzato*, Rubbettino : Soveria Mannelli 2006,
- SENTO-SÉ, João Trajano. « Entrevista com Luis Eduardo Soares ». *Horizontes Antropológicos*, Porto Alegre, ano 7, n° 15, p. 239-270, julho de 2001.
- SERRANO, Yeny. *Nommer le conflit armé et ses acteurs en Colombie : Communication ou information médiatique ?* Paris : l'Harmattan, 2012.
- SILVA, Luiz Antonio Machado da and LEITE, Márcia Pereira. « Violência, crime e polícia: o que os favelados dizem quando falam desses temas? ». *Soc. estado*. vol. 22, n° 3, 2007.
- SIDICARO, Ricardo. *Los tres peronismos. Estado y poder economico*. Buenos Aires : Siglo XXI, 2010.
- SOARES, Luiz Eduardo. *Meu casaco de general : 500 dias no front da segurança pública do Rio de Janeiro*. São Paulo : Companhia das Letras, 2000.
- SOARES, L.E., FERRAZ, Claudio, BATISTA, André, PIMENTEL, Rodrigo. *Tropa de Elite 2*, Rio de Janeiro : Nova Fronteira, 2010.
- SOARES, Luiz Eduardo. *Violência e política no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro : Relume Dumará/ISER. 1996.
- SOUSA, Jessé. *A construção social da subcidadania: para uma sociologia política da modernidade periférica*. Belo Horizonte, Editora da UFMG, 2003.

- SOUZA ALVES, José Cláudio. *Dos barões ao extermínio : Uma história da violência na Baixada Fluminense*. Rio de Janeiro : APPH, CLIO, 2003.
- SOUZA, Percival de. *Autópsia do medo – Vida e morte do delegado Sérgio Paranhos Fleury*. Rio de Janeiro : Globo, 2000.
- STEPAN, A. « The New Professionalism of Internal Warfare and Military Role Expansion » In: *Authoritarian Brazil, Origins, Policies, and Future*. New Haven: Yale University Press, 1973.
- SVAMPA, Maristella. *Penser le Facundo: civilisation et barbarie dans la culture et la vie politique argentine*. Thèse de doctorat : Sociologie, École des Hautes Études en Sciences Sociales : Paris, 1992.
- SVAMPA, Maristela. *La brecha urbana: countries y barrios privados*. Buenos Aires : Capital Intelectual, 2004.
- SVAMPA, M., *La sociedad excluyente : la Argentina bajo el signo del neoliberalismo*. Madrid : Pensamiento, Buenos Aires: Taurus, 2005.
- TELLES, Edson; SAFATLE, Vladimir (Orgs.). *O que resta da ditadura*. São Paulo: Boitempo, 2010.
- TERESTCHENKO, Michel. *Du bon usage de la torture ou comment les démocraties justifient l'injustifiable*. Paris : La Découverte, 2008.
- TODOROV, Tzvetan. *Les ennemis intimes de la démocratie*, Paris : Le livre de Poche, 2012.
- TORRES, J. L. *La Década Infame*. Buenos Aires: Freeland, 1973.
- VALLESPER, Alejandra. *La policia que supimos conseguir*. Buenos Aires : Planeta, 2002.
- VENTURA, Zuenir. *Cidade Partida*. São Paulo : Companhia das Letras, 1997.
- VOLKOV, Vadim. « Les entreprises de violence dans la Russie Post-communiste ». *Politix*. Vol 13, n° 49, 2000.
- WACQUANT, Loïc. « La tornade sécuritaire mondiale : néolibéralisme et châtiment à l'aube du XXIe siècle », *Mouvements*, n°63, 2010/3.
- WALSH, R. J. *Operación Massacre*. Buenos Aires : Ediciones de la Flor, 2005.
- WEBER, Max. *Économie et Société*. Paris : Plon, 1971.
- WEBER, Max. *Le savant et le politique*. Paris : Union Générale d'Éditions, 1963.
- WEBER, Max, *La domination*, Paris : La découverte, 2015
- WOLFINGER, R., « Why Political Machines Have Not Withered Away and Other Revisionist Thoughts », *Journal of Politics*, vol. 34, n° 2, University of Chicago Press, 1972.
- ZALUAR, Alba, ALVITO, Marcos. *Um Século de favela*. Rio de Janeiro : FGV Editora, 1998.
- ZALUAR, A. *A máquina e a revolta : as organizações populares e o significado da pobreza*. São Paulo : Brasiliense, 1985.
- ZAVERUCHA, Jorge. « Relações civil-militares : o legado autoritário da Constituição Brasileira de 1988 » In TELES, Edson; SAFATLE, Vladimir (Orgs.), *O que resta da Ditadura*, Boitempo: São Paulo, 2010.
- ZAVERUCHA, Jorge. *Frágil Democracia*. Rio de Janeiro. Civilização Brasileira, 2000.

ZAVERUCHA, Jorge. « Poder Militar : entre o autoritarismo e a democracia ». *São Paulo em Perspectiva* : Paulo Oct./Dec. 2001.

ZAVERUCHA, J. *FHC, forças armadas e polícia: entre o autoritarismo e a democracia*, 1999- 2002. Rio de Janeiro: Record, 2005.

## Sources

### A. Matériel audio-visuel (Entretiens, Documentaires, Films)

« *Un pogrom en Buenos Aires* » de H. Szwarcbart, Argentine, 2007, 75’.

« *A revolução de 30* » de Sylvio Back, Brasil, 1980, 75’. Disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=lfqyaGZu5Jc> (consulté le 17 décembre 2015).

« Beyond Citizen Kane » de Simon Hartog, 1993, 105’. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=s-8scOe31D0> (consulté le 18 mars 2016).

« *Escadrons de la mort, l’école française* » de Marie-Monique Robin, 2003, 64’. Disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=NsmUc-KCy5M> (consulté le 5 avril 2016).

« *Depoimentos do coronel Paulo Malhães, ex-agente CIE, parte 1 / 2* ». Comissão Estadual da Verdade, Rio de Janeiro : fevereiro e março de 2014. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=e2SnsSYG7O0> (consulté le 8 mars 2016).

« Lembrar para não esquecer : Vigário Geral » de Milton Alencar Jr., 2011, 51’. Disponible sur : <https://vimeo.com/133104213> (consulté le 22 mars 2016).

« Noticias de uma guerra particular » de Kátia Lund e João Moreira Salles, 1997, 49’35. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=kBNIU3n4BDE> (consulté le 30 mars 2016).

### B. Matériel d’archive (Archives, Rapports, Lois)

Ato Institucional N.º5, de 13 de dezembro de 1968. Disponible sur : [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/AIT/ait-05-68.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/AIT/ait-05-68.htm)

Archive historique du journal « Última Hora » disponible sur le site de de l’Archive Publique de l’État de São Paulo : <http://www.arquivoestado.sp.gov.br/uhdigital/> (consulté le 15 janvier 2016).

« Archives de la dictature », les documents rassemblés par Elio Gaspari. Disponible sur : <http://arquivosdaditadura.com.br/documento/galeria/sissegin> (consulté le 7 mars 2016).

Archives de l’association « Ex-desaparecidos » disponible sur le site : <http://www.exdesaparecidos.org/> (consulté le 8 mars 2016).



« Asociación Miguel Bru ». Disponible sur : <http://www.ambru.org.ar> (consulté le 19 mars 2016).

Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación. *Disidentes, rearmados y emergentes: ¿bandas criminales o tercera generación paramilitar?*. Colômbia : agosto 2007. Disponible sur : <http://repository.oim.org.co/handle/20.500.11788/73> (consulté le 16 mai 2017).

*Comissão da Verdade de Rio Relatório*, Rio de Janeiro: CEV-Rio, 2015.

COMISSÃO INTERAMERICANA DE DIREITOS HUMANOS. Informe n° 36/01. Caso 11.694 Evandro de Oliveira e Outros. Brasil. 22/02/2001. Disponible sur : [www.cidh.oas.org/annualrep/2000port/11694.htm](http://www.cidh.oas.org/annualrep/2000port/11694.htm) (consulté le 21 mars 2016).

COMISSÃO PARLAMENTAR DE INQUÉRITO (Resolução No 433/2008). *Relatório final da Comissão Parlamentar de Inquérito destinada a investigar a ação de Milícias no Âmbito do Estado do Rio de Janeiro*, Assembléia Legislativa do Estado do Rio de Janeiro, 2008. Disponible sur : [http://www.nepp-dh.ufrj.br/relatorio\\_milicia.pdf](http://www.nepp-dh.ufrj.br/relatorio_milicia.pdf)

Constituição da República Federativa do Brasil de 1988. Disponible sur : [https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao.htm](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao.htm)

CORREPI – Coordinadora contra la repression policial y institucional. *Archivo de Casos 1983 – 2012*, juin 2013. Disponible sur : <http://materialanarquista.espiv.net/files/2013/06/Archivo-2012-por-fecha.pdf> (consulté le 18 mars 2016).

Decreto-Lei N° 667 de 2 de julho de 1969. Disponible sur : [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/decreto-lei/Del0667.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/decreto-lei/Del0667.htm)

Decreto-Lei N° 2.848 de 7 de dezembro de 1940. Disponible sur : [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/decreto-lei/Del2848compilado.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/decreto-lei/Del2848compilado.htm) (consulté le 19 mars 2016).

Directiva del Comandante en Jefe del Ejército N° 504/77. *Continuación de la ofensiva contra la subversión durante el período 1977/78*, Abril 1977. Disponible sur : <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/document/militar/50477.htm>

*Discursos oficiales del Presidente de la Nación, Dr. Carlos Saúl Menem*, Dirección General de Difusión, Secretaría de Medios de Comunicación, Presidencia de la Nación, República Argentina (varios tomos).

« Indymedia ». *El caso Miguel Bru*. La Plata : novembre 2012. Disponible sur : <http://argentina.indymedia.org/news/2012/11/826546.php> (consulté le 19 mars 2016).

Informe de la CORREPI – Coordinadora contra la repression policial y institucional. *Novena Actualización del Archivo de Casos de Personas Asesinadas por las Fuerzas de Seguridad en Argentina 1983 – 2004*, diciembre 2004. Disponible sur : <http://correpi.lahaine.org/?p=549>

Informe de la Conadep (Comisión Nacional sobre la desaparición de personas). *Nunca más*, septiembre 1984. Disponible sur : <http://www.desaparecidos.org/arg/conadep/nuncamas/>

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA Y CENSOS (INDEC). *Qué es el Gran Buenos Aires?*. Buenos Aires : INDEC, 2005.

INFORME SOBRE DESARROLLO HUMANO EN LA PROVINCIA DE BUENOS AIRES 2004-2005. *Integración social de los jóvenes*. Buenos Aires: Fundación Banco de la Provincia de Buenos Aires, marzo 2005. Disponible sur : [http://hdr.undp.org/sites/default/files/argentina\\_buenos\\_aires\\_2004\\_2005\\_sp.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/argentina_buenos_aires_2004_2005_sp.pdf) (consulté le 23 mars 2016).

INFORME COMISIÓN ECONÓMICA PARA AMÉRICA LATINA y CARIBE - CEPAL. « Se estanca la reducción de la pobreza y la indigencia en la mayoría de los países de América Latina », Mexico, 2015. Disponible sur : <https://www.cepal.org/es/comunicados/se-estanca-la-reduccion-de-la-pobreza-y-la-indigencia-en-la-mayoria-de-paises-de-america>

Fondo DIPPBA - Dirección de Inteligencia de la Policía de la provincia de Buenos Aires. Mesa “DS” (“Delincuente Subversivo”). Varios, legajo N° 26185, “Homicidio en Riña en Ingeniero Budge”, Tomo 1. Disponible sur : <http://www.comisionporlamemoria.org/archivo/fondo-dippba/> (consulté le 19 mars 2016)

HUMAN RIGHTS WATCH/AMERICAS. *Final Justice. Police and Death Squad Homicides of Adolescents in Brazil*. New York, 1994.

HUMAN RIGHTS WATCH/AMERICAS. *Brutalidade Policial Urbana no Brasil*. New York, 1997. Disponible sur : <http://www.dhnet.org.br/w3/hrw/james.pdf> (consulté le 30 avril 2016).

HUMAN RIGHTS WATCH, *Herederos de los paramilitares : La nueva cara de la violencia en Colombia*, New York : février 2010. Disponible sur : <https://www.hrw.org/es/report/2010/02/03/herederos-de-los-paramilitares/la-nueva-cara-de-la-violencia-en-colombia> (consulté le 10 mai 2017).

« Mapping Militant organizations : Bandas criminales ». California : Stanford University, 28/08/2015. Disponible sur : <http://web.stanford.edu/group/mappingmilitants/cgi-bin/groups/view/607> (consulté le 10 mai 2017).

Orden Parcial Nro 405/76. *Reestructuración de jurisdicciones para intensificar las operaciones*. Mayo 1976. Disponible sur : <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/document/militar/40576.htm>

*Plano Diretor da PMERJ (1984-87)*. Publicado pela Imprensa da PMERJ, edição de abril de 1986, p. 9. In Arquivo do Instituto Carioca de Criminologia (ICC).

« Proyecto Desaparecidos ». Disponible sur : <http://www.desaparecidos.org/> (consulté le 9 mars 2016).

Rapport du groupe des personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, *Un monde plus sûr: notre affaire à tous*, ONU, 2004. Disponible sur : <http://www.un.org/french/secureworld/brochureF.pdf> (consulté le 15 mai 2016).

*Relatório Preliminar de Pesquisa sobre a 'Casa da Morte' de Petrópolis*. Brasília : Comissão Nacional da Verdade, 2004.

*Relatório final da Comissão Parlamentar de Inquérito destinada a investigar a ação de Milícias no Âmbito do Estado do Rio de Janeiro*, Assembléia Legislativa do Estado do Rio de Janeiro, 2008.

Relatório da Comissão Nacional da Verdade. *Memórias reveladas*. Brasília : CNV, dezembro 2014. Disponible sur : <http://cnv.memoriasreveladas.gov.br/>

RIO DE JANEIRO. *Fundação para o Desenvolvimento da Região Metropolitana. Unidades Urbanas Integradas de Oeste*. Plano Diretor, vol. II – Duque de Caxias. Rio de Janeiro : FUNDREM, 1979.

« Ruinas digitais » : <http://www.ruinasdigitales.com/el-caudillo/listado-de-numeros/> (consulté le 15 janvier 2016).

« Torre das Donzelas ». Disponible sur: <http://www.torredasdonzelas.com.br/vozes-da-memoria-videos/estrella-dalva-bohadana/> (consulté le 12 mars 2016).

### **C. Matériel de presse (Entretiens, articles revue, articles journaux)**

ALARCON, Cristian. « Caen como moscas » - El informe oficial sobre pibes fusilados ». *Argentina Indymedia*, 9/04/2003. Disponible sur : <http://argentina.indymedia.org/news/2003/04/98021.php> (consulté le 17 mai 2017).

BOTTARI, Elenice ; RAMALHO, Sérgio. « Milícias avançam pelo corredor do Pan ». *O Globo*, 10/04/2012. Disponible sur : <http://oglobo.globo.com/rio/milicias-avancam-pelo-corredor-do-pan-2007-4541223> (consulté le 17 mai 2017).

ALARCÓN, Emílio. « Scuderia Detetive Le Cocq : ‘A vítima agora é o policial, reagrupar é necessário’ ». *Jornal Nação*, Rio de Janeiro, 25/08/2017. Disponible sur : <https://jornalnacao.com/scuderie-detetive-le-cocq-a-vitima-agora-e-o-policial-reagrupar-e-essencial/#> (Consulté le 19 mars 2018).

ANRED, « Comienza el juicio contra dos integrantes del Escuadrón de la Muerte de Don Torcuato », Buenos Aires : 8/11/2004. Disponible sur : <http://www.anred.org/?p=756> (consulté le 20 mai 2017).

ARES, Carlos. « El 'carapintada' Aldo Rico dirigirá la policía de Buenos Aires ». *El País*, Espanha : 06/11/1999. Disponible sur : [https://elpais.com/diario/1999/11/06/internacional/941842810\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1999/11/06/internacional/941842810_850215.html) (consulté le 18 mars 2016).

AZEVEDO, Guilherme. « UPP fracassou porque só ela não basta, diz ex-secretário nacional de Segurança », Uol Notícias, Rio de Janeiro, 6/01/2017. Disponible sur : <https://noticias.uol.com.br/cotidiano/ultimas-noticias/2017/01/06/upp-fracassou-porque-so-ela-nao-basta-diz-ex-sub-da-seguranca-do-rj.htm?mobileDev&width=320> (consulté le 25 juillet 2018).

CALLONI, Stella. Los Archivos del Horror del Operativo Cóndor. *CovertAction*, automne 1994. Disponible sur : <http://www.derechos.org/nizkor/doc/condor/calloni.html#Archivador%20245> (consulté le 5 mars 2016).

CAMINOS, Mauricio. « La foto que le costó la vida a Cabezas ». *La Nación*, Buenos Aires : 25/01/2012. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/1443287-la-foto-que-le-costo-la-vida-a-cabezas> (consulté le 15 avril 2016).

CARVALHO, Janaina. « Para não chamar atenção, milícia do Rio muda forma de assassinar vítimas ». *O Globo*, Rio de Janeiro : 5/01/2016. Disponible sur : <http://g1.globo.com/rio-de-janeiro/noticia/2016/01/para-nao-chamar-atencao-milicia-do-rio-muda-forma-de-assassinar-vitimas.html?noAudience=tru> (consulté le 7 décembre 2017).

CUÉ, Carlos E. Daniel. « Polémica en Argentina por las cifras de desaparecidos de la dictadura ». *El País*, Espanha : 28/01/2016. Disponible sur : [https://elpais.com/internacional/2016/01/27/argentina/1453931104\\_458651.html](https://elpais.com/internacional/2016/01/27/argentina/1453931104_458651.html) (consulté le 9 mars 2016).

DA ESCÓSSIA, Fernanda. « Rio acaba com bônus da polícia por bravura », *Folha de São Paulo*, São Paulo, 26/06/1998. Disponible sur : <http://www1.folha.uol.com.br/fsp/cotidian/ff26069830.htm> (consulté le 20 mars 2016).

DA ESCÓSSIA, Fernanda. « 26 mortes, ninguém preso: chacinas de Nova Brasília levam Brasil a julgamento na OEA », UOL notícias, Rio de Janeiro, 11/10/2016. Disponible sur : <https://noticias.uol.com.br/ultimas-noticias/bbc/2016/10/11/26-mortes-ninguem-preso-chacinas-de-nova-brasilia-levam-brasil-a-julgamento-na-oea.htm> (consulté le 27 juillet 2018).

D'ALESIO, Rosa. « Caso Gabriel Blanco: policías acusados denuncian penalmente a la APDH ». *La Izquierda Diario*. Buenos Aires : 11/03/2016. Disponible sur : <https://laizquierdadiario.com/Caso-Gabriel-Blanco-policias-acusados-denuncian-penalmente-a-la-APDH> (consulté le 25 juillet 2018).

Diário Clarín, « Dudan si hubo un tiroteo en Wilde ». Buenos Aires : 13/1/94.

Diário Clarín, « Inseguridad : entrevista a Ministro de seguridad bonaerense, Aldo Rico, y de Justicia, Jorge Casanovas », Buenos Aires : 29/01/2000. Disponible sur : [https://www.clarin.com/sociedad/gente-va-reclamar-gatillo-facil\\_0\\_SyMtpilAFx.html](https://www.clarin.com/sociedad/gente-va-reclamar-gatillo-facil_0_SyMtpilAFx.html) (consulté le 27 juin 2016).

Diário Clarín, « Inseguridad : Decreto del gobierno bonaerense. Premios en efectivo por actos de arrojo de los policías », Buenos Aires : 3/10/2000. Disponible sur : [https://www.clarin.com/sociedad/premios-efectivo-actos-arrojo-policias\\_0\\_SyuinKx0Ye.html](https://www.clarin.com/sociedad/premios-efectivo-actos-arrojo-policias_0_SyuinKx0Ye.html) (consulté le 27 juin 2016).

Diário Clarín. « Cuando los vecinos se suman a lucha contra la inseguridad ». Buenos Aires : 29/01/2012. Disponible sur : [https://www.clarin.com/inseguridad/vecinos-suman-lucha-inseguridad\\_0\\_Hk5RyOhv7l.html](https://www.clarin.com/inseguridad/vecinos-suman-lucha-inseguridad_0_Hk5RyOhv7l.html) (consulté le 20 mai 2017).

Diário Clarín. « Entrevista con el Ministro de seguridad bonaerense : Arslanián: 'Con la Policía se puede hacer cualquier cosa menos negociar' ». Buenos Aires : 16/04/2004. Disponible sur : [https://www.clarin.com/policiales/arslanian-policia-puede-hacer-cualquier-cosa-negociar\\_0\\_Bkcz3rTk0tl.html](https://www.clarin.com/policiales/arslanian-policia-puede-hacer-cualquier-cosa-negociar_0_Bkcz3rTk0tl.html) (consulté le 11/02/2014).

DUTIL, Carlos. « Los soldados del diablo ». *Noticias*, Buenos Aires : 10 agosto 1996.

FILHO, Aziz ; LOBATO, Eliane. « Brésil : les favelas sous la loi des milices ». *Courrier International*, Hebdo n° 920, Istoé – São Paulo : 19/06/2008. Disponible sur :

<http://www.courrierinternational.com/article/2008/06/19/les-favelas-sous-la-loi-des-milices> (consulté le 18 mai 2017).

Folha de São Paulo, « A lista de Castor de Andrade ». São Paulo : 10/04/94. Disponible sur : <http://www1.folha.uol.com.br/fsp/1994/4/10/brasil/27.html> (consulté le 27 mars 2016).

Folha de São Paulo. « Escândalo do bicho envolve 100 », São Paulo : 5/04/94. Disponible sur : <https://www1.folha.uol.com.br/fsp/1994/4/05/cotidiano/2.html> (consulté le 26 mars 2016).

Folha de São Paulo, « Quadrilhas cariocas de tráfico controlam a indústria de sequestros ». São Paulo : 11/03/94. Disponible sur : <https://www1.folha.uol.com.br/fsp/1994/3/11/cotidiano/16.html> (consulté le 26 mars 2016).

FRANZBLAU, Jesse. « The murder of mexican journalists points to U.S role in fueling drug war violence ». *The Intercept*, 15/06/2017. Disponible sur : <https://theintercept.com/2017/06/15/the-murder-of-mexican-journalists-points-to-u-s-role-in-fueling-drug-war-violence/> (consulté le 15 novembre 2017).

GALLEGO-DÍAZ, Soledad. Hallados huesos humanos calcinados en un centro de detención de la dictadura argentina. *El País*, España : 10/12/2008. Disponible sur : [https://elpais.com/internacional/2008/12/10/actualidad/1228863602\\_850215.html](https://elpais.com/internacional/2008/12/10/actualidad/1228863602_850215.html) (consulté le 11 mars 2016).

GANDIN, Felipe ; COELHO, Henrique. « Rio tem 33 mil desaparecidos em 15 anos : Zona Oeste e Bonsucesso concentram casos ». *O Globo*, Rio de Janeiro : 11/07/2017. Disponible sur : <https://g1.globo.com/rio-de-janeiro/noticia/rio-tem-33-mil-desaparecidos-em-15-anos-zona-oeste-e-bonsucesso-concentram-casos.ghtml> (consulté le 7 décembre 2017).

GRANOVSKY, Martín. « Conducir no es leer encuestas y correr ». *Página 12*, Buenos Aires : 06/08/99. Disponible sur : <http://www.pagina12.com.ar/1999/99-08/99-08-06/pag03.htm> (consulté le 27 mars 2016).

HERMAN, Schiller. « El primer ‘pogrom’ ». *Página/12*, Buenos Aires : 3/01/1999. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/1999/99-01/99-01-03/pag16.htm> (Consulté le 15 decembre 2015).

Indymedia, « Postales de un escuadrón de la muerte bonaerense », Buenos Aires : 5/10/2004. Disponible sur : <http://archivo.argentina.indymedia.org/news/2004/10/227025.php> (consulté le 20 mai 2017)

Jornal do Brasil, « Chacina na Baixada Fluminense ». Rio de Janeiro : 14/02/1990. Disponible sur : [http://memoria.bn.br/DocReader/docreader.aspx?bib=030015\\_11&pasta=ano%20199&pesq=Belford%20Roxo](http://memoria.bn.br/DocReader/docreader.aspx?bib=030015_11&pasta=ano%20199&pesq=Belford%20Roxo) (consulté le 21 mars 2016).

Jornal do Brasil, « Mães em desespero na terra da impunidade », Rio de Janeiro : 2/05/93. Disponible sur : [http://memoria.bn.br/DocReader/DocReader.aspx?bib=030015\\_11&PagFis=17334&Pesq=](http://memoria.bn.br/DocReader/DocReader.aspx?bib=030015_11&PagFis=17334&Pesq=) (consulté le 21 mars 2016).

Jornal do Brasil, « Novo inquérito vai apurar os grupos de extermínio », Rio de Janeiro : 6/09/93. Disponible sur : [http://memoria.bn.br/DocReader/DocReader.aspx?bib=030015\\_11&PagFis=17334&Pesq=](http://memoria.bn.br/DocReader/DocReader.aspx?bib=030015_11&PagFis=17334&Pesq=) (consulté le 21 mars 2016).

Jornal do Brasil, « Belford Roxo elege acusado de extermínio ». Rio de Janeiro : 13/10/1992. Disponible sur : [http://memoria.bn.br/DocReader/docreader.aspx?bib=030015\\_11&pasta=ano%20199&pesq=Joca](http://memoria.bn.br/DocReader/docreader.aspx?bib=030015_11&pasta=ano%20199&pesq=Joca) (consulté le 24 mars 2018).

Jornal do Brasil, « Extermínio na Candelária », Caderno Cidade, Rio de Janeiro : 24/07/1993. p. 1-6. Disponible sur : [http://memoria.bn.br/DocReader/DocReader.aspx?bib=030015\\_11&PagFis=94332](http://memoria.bn.br/DocReader/DocReader.aspx?bib=030015_11&PagFis=94332) (consulté le 21 mars 2016).

JORQUERA, Miguel. « El fin para la reelección indefinida ». *Página 12*, Buenos Aires : 18/08/2016. Disponible sur : <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-307172-2016-08-18.html> (consulté le 15 aout 2016).

KOLLMANN, Raúl ; VALES, Laura. « Lo que el Chorizo no queria contar ». *Página 12*, Buenos Aires : 18/08/1999. Disponible sur : <http://www.pagina12.com.ar/1999/99-08/99-08-18/pag03.htm> (consulté le 10 avril 2018).

KOLLMANN, Raúl. « El camino que conduce al escuadrón ». *Página 12*, Buenos Aires : 16/08/2002. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/diario/sociedad/3-8979-2002-08-16.html> (consulté le 20 mai 2017).

KOLLMANN, Raúl. « Secuestros y uniformes ». *Página 12*, Buenos Aires : 1/11/2003. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/subnotas/27601-9952-2003-11-01.html> (consulté le 20 mai 2017).

La Nación, « Intervienen en la bonaerense », Buenos Aires : 20/12/1997. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/83589-intervienen-la-policia-bonaerense> (consulté le 27 mars 2016).

La Nación, « Diputados aprobó la Ley Ruckauf », Buenos Aires : 24/02/2000. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/6513-diputados-aprobo-la-ley-ruckauf> (consulté le 26 juin 2016).

La Nación, « Acuerdo entre Cavallo y la familia Yabrán », Buenos Aires : 25/10/2001. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/345842-acuerdo-entre-cavallo-y-la-familia-yabran> (consulté le 15 avril 2016).

La Nación, « Respetuoso de la bonaerense », Buenos Aires : 23/08/1999. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/150642-respetuoso-de-la-bonaerense> (consulté le 25 juin 2016).

La Nación. « El texto completo del petitorio de Juan Carlos Blumberg ». Buenos Aires : 1/04/2004. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/588575-el-texto-completo-del-petitorio-de-juan-carlos-blumberg> (consulté le 10/2/2014).

La Nación. « Vecinos en defensa propia ». Buenos Aires : 3/10/2006. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/845861-vecinos-en-defensa-propia> (consulté le 20 mai 2017).

La Nación. « Arslanian asumió como ministro de Seguridad bonaerense ». Buenos Aires : 13/04/2014. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/592073-arslanian-asumio-como-ministro-de-seguridad-bonaerense> (consulté le 15 mai 2018).

LARRONDO, Ricardo. « Detienen por coima a toda una cúpula policial ». *La Nación*, Buenos Aires : 29/08/1996. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/168461-detienen-por-coima-a-toda-una-cupula-policial> (consulté le 21 mars 2016).

Le Monde, « Umberto Eco : ‘L’Italie, c’est avant tout une langue’, Paris, 18/03/2011. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/week-end/article/2011/03/18/umberto-eco-l-italie-c-est-avant-tout-une-langue\\_1494120\\_1477893.html](https://www.lemonde.fr/week-end/article/2011/03/18/umberto-eco-l-italie-c-est-avant-tout-une-langue_1494120_1477893.html) (consulté le 28 juillet 2018).

LIMA, Roni. « Procuradoria entra com ação contra delegado ». *Folha de São Paulo*, São Paulo : 7/05/1994. Disponible sur : <http://www1.folha.uol.com.br/fsp/1994/5/07/brasil/34.html> (consulté le 30 mars 2016).

LIMA, Roni. Indisciplina causa a queda de Hélio Luz. *Folha de São Paulo*, Rio de Janeiro : 2/09/1997. Disponible sur : <http://www1.folha.uol.com.br/fsp/cotidian/ff020901.htm> (consulté le 30 avril 2016).

MAGALHÃES, Mario ; TORRES, Sergio. « Garotinho demite coordenador de polícia acusado de ligação com crime ». *Folha de São Paulo*, São Paulo, 20/03/2000. Disponible sur : <http://www1.folha.uol.com.br/fsp/cotidian/ff2103200001.htm> (consulté le 27 juillet 2018).

MÁNTARAS, Mirta. « El manual de la repression ». *Página 12*, Buenos Aires : 24/03/1999. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/1999/99-03/99-03-24/pag33.htm>

MARY, Claude. « Argentine : l’étrange suicide du sulfureux Alfredo Yabrán, il était soupçonné d’avoir ordonné le meurtre d’un photographe ». *Libération*, Buenos Aires : 22/05/1998 ». Disponible sur : [http://www.liberation.fr/planete/1998/05/22/argentine-l-etrange-suicide-du-sulfureux-alfredo-yabran-il-etait-soupconne-d-avoir-ordonne-le-meurtr\\_236781](http://www.liberation.fr/planete/1998/05/22/argentine-l-etrange-suicide-du-sulfureux-alfredo-yabran-il-etait-soupconne-d-avoir-ordonne-le-meurtr_236781) (consulté le 15 avril 2016).

MOREIRO, Luis. « Renunció el titular de la seguridad bonaerense ». *La Nación*. Buenos Aires : 8/09/1999. Disponible sur : <http://www.lanacion.com.ar/152628-renuncio-el-titular-de-la-seguridad-bonaerense> (consulté le 25 juin 2016).

NIELL, Paz Rodrigues. « Imputan por enriquecimiento ilícito a Raúl Othacehé, intendente de Merlo durante 24 años ». *La Nación*, Argentina : 23/08/2016. Disponible sur : <https://www.lanacion.com.ar/1930739-imputan-por-enriquecimiento-ilicito-a-raul-othacehe-intendente-de-merlo-durante-24-anos> (consulté le 22 mars 2016).

Notas - Periodismo Popular. « Justicia absolvió a los policías acusados por la muerte de Gabriel Blanco ». Buenos Aires : 5/04/2016. Disponible sur : <https://notasperiodismopopular.com.ar/2016/04/05/justicia-absolvio-policias-acusados-muerte-gabriel-blanco/> (consulté le 5 juillet 2017).

Notas - Periodismo Popular. « Ricardo Ragendorfer: ‘La aparición del cuerpo es un mensaje mafioso’ ». Buenos Aires : 19/10/2017. Disponible sur : <https://notasperiodismopopular.com.ar/2017/10/19/ricardo-ragendorfer-aparicion-cuerpo-mensaje-mafioso-santiago-maldonado/> (consulté le 20 septembre 2018).

OSPINA, Hernando Calvo, « Les paramilitaires au coeur du terrorisme d’État colombien », *Le Monde Diplomatique* : Avril 2003. Disponible sur : [http://www.monde-diplomatique.fr/2003/04/CALVO\\_OSPINA/10081](http://www.monde-diplomatique.fr/2003/04/CALVO_OSPINA/10081) (consulté le 15 mai 2017).

PAGÉS, Gloria. « Expropiarán el destacamento de Lomas del Mirador donde fue torturado Luciano Arruga ». *La Izquierda Diario*, Buenos Aires : 31/10/2014. Disponible sur : <http://www.laizquierdadiario.mx/Expropiaran-el-destacamento-de-Lomas-del-Mirador-donde-fue-torturado-Luciano-Arruga> (consulté le 10 novembre 2014).

Pagina 12, « Un piquetero a la justicia », Buenos Aires : 22/07/1999. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/1999/99-07/99-07-22/pag17.htm> (consulté le 16 avril 2016).

Página 12, « La larga vida del escuadrón de la muerte », Buenos Aires : 3/03/2002. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/diario/sociedad/3-2473-2002-03-03.html> (consulté le 20 mai 2017).

PALIDDA, Salvatore. « Où en est la mafia ? ». *Mediapart*, Paris : 8/04/2015. Disponible sur : <https://blogs.mediapart.fr/salvatore-palidda/blog/080415/ou-en-est-la-mafia> (consulté le 15 juillet 2017).

PECORARO, Natalia. « Granados: el patrón menemista que tiene a Ezeiza en un puño ». *La Nación*, Argentina, 3/01/2012. Disponible sur : <https://www.lanacion.com.ar/1437048-granados> (consulté le 23 mars 2016).

PEREYA, Daniel. « Militares torturadores ». *Mientras Tanto*, Barcelona : 3/08/2004. Disponible sur : <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=2857> (consulté le 6 mars 2016).

PIRES, Lucía. « Malvinas Argentinas: Advierten que la justicia “encubre” la responsabilidad política de Cariglino en la represión a vecinos ». *Agepeba*, Argentina, 16/06/2015. Disponible sur : <http://www.agepeba.org/2015/06/16/malvinas-argentinas-advierten-que-la-justicia-encubre-la-responsabilidad-politica-de-cariglino-en-la-represion-a-vecinos/> (consulté le 23 mars 2016).

Proceso, « Represión, abusos, desapariciones, ... », Mexico : 24/05/2008. Disponible sur : <http://www.proceso.com.mx/90250/represion-abusos-desapariciones> (consulté le 18 avril 2017).

Senado Notícias. « CCJ aprova projeto que extingue os 'autos de resistência' ». Brasília: 3/05/2017. Disponible sur : <https://www12.senado.leg.br/noticias/materias/2017/05/03/ccj-aprova-projeto-que-extingue-os-autos-de-resistencia> (consulté le 20 mars 2016).

SORIANO, Fernando. « Inseguridad. ‘Hay que meter bala a los delincuentes’, su polémica propuesta ». *El Clarín*. Buenos Aires : 1/12/2015. Disponible sur : [http://www.clarin.com/policiales/inseguridad-palermo-ruckauf-meter-bala-a-los-delincuentes\\_0\\_SyWejyFw7g.html](http://www.clarin.com/policiales/inseguridad-palermo-ruckauf-meter-bala-a-los-delincuentes_0_SyWejyFw7g.html) (consulté le 25 juin 2016).

STYCER, Maurício. « Paranoia com segurança mudou a cara do Rio em 1992 ». *UOL notícias*. São Paulo : 12/06/2012. Disponible sur : <https://noticias.uol.com.br/cotidiano/ultimas-noticias/2012/06/12/paranoia-com-seguranca-mudou-a-cara-do-rio-em-1992.htm> (consulté le 20 avril 2016).

TORRES, Sergio. « Carros blindados apontam seus canhões para a favela da Rocinha ». *Folha de São Paulo* : 2/06/1992.

VALES, Laura ; KOLLMAN, Raúl. « Los comisarios pasaron la gorra ». *Página 12*. Buenos Aires: 31/08/98. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/1998/98-08/98-08-31/pag09.htm> (consulté le 26 mars 2016)

VERBITSKY, Horacio. « Plin caja : Ruckauf, Rico, Roman y el sistema de recaudacion politica que destruyo a la policia ». *Página/12*. Buenos Aires : 19 de diciembre de 1999. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/1999/99-12/99-12-19/pag10.htm> (consulté le 27 mars 2016).

VERBITSKY, Horacio. « Los parapoliciales ». *Página 12*, Buenos Aires : 25/05/2008. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/subnotas/104799-32968-2008-05-25.html> (consulté le 22 mai 2017).

VERDÚ, María del Carmen. *Represión en democracia : de la ‘primavera alfonsinista’ al ‘gobierno de los derechos humanos’*. Buenos Aires : Herramienta, 2009.



# Table de matières

INTRODUCTION .....	9
--------------------	---

## **PARTIE 1**

<b><u>LE PROCESSUS « MAFIEUX » DE LA POLICE ET LES CARACTERISTIQUES AUTORITAIRES : ORIGINES, FONCTIONNEMENT ET ENJEUX .....</u></b>	<b>36</b>
---	-----------

<b>CHAPITRE 1. SOCIO-HISTOIRE DES ORIGINES AUTORITAIRES DES POLICES <i>BONAERENSE</i> ET <i>CARIOCA</i> .....</b>	<b>38</b>
1.1. CAUDILLOS ET CORONEIS.....	38
1.2. LES NOUVELLES REPUBLIQUES, LES ANCIENS AUTORITARISMES .....	42
1.3. LES DEBUTS DE LA RELATION ENTRE LA POLICE, LA POLITIQUE ET LE CRIME.....	47

<b>CHAPITRE 2. LE MODE DE FONCTIONNEMENT DES ORGANISATIONS A CARACTERISTIQUES AUTORITAIRES .....</b>	<b>60</b>
2.1. LES « ESCADRONS DE LA MORT » : LES CAS DE LA « TRIPLE A » ET DE L'« ÉCURIE LE COCQ » .....	60
2.1.1. TOILE DE FOND HISTORIQUE.....	64
2.1.2. LES ORIGINES DE LA « TRIPLE A » ET DE L'« ÉCURIE LE COCQ » .....	69
2.1.3. LE MODE DE FONCTIONNEMENT AUTORITAIRE : LES MODELES « TRIPLE A » ET « ÉCURIE LE COCQ » .....	76
2.2. LA SYSTEMATISATION DES PRATIQUES REPRESSIVES-ARBITRAIRES : LES « CENTRES CLANDESTINS DE DETENTION » .....	82
2.3. LA « SEQUENCE AUTORITAIRE »: SEQUESTRATION-TORTURE-EXECUTIONS-DISPARITION .....	97

<b>CHAPITRE 3. LES ENJEUX DE « DEMOCRATISATION » DES INSTITUTIONS POLICIERES <i>BONAERENSE</i> ET <i>CARIOCA</i> .....</b>	<b>117</b>
3.1. ENTRE « RUPTURES » ET « TRANSACTIONS » : LES DEMOCRATIES ARGENTINE ET BRESILIENNE NAISSANTES.....	117
3.2. « GATILLO FACIL », « AUTOS DE RESISTENCIA », « RAZZIAS » ET « CHACINAS » : LA PERMANENCE DES PRATIQUES POLICIERES AUTORITAIRES EN DEMOCRATIE.....	124

## **PARTIE 2**

<b><u>LE PROCESSUS « MAFIEUX » DE LA POLICE ET LES CARACTERISTIQUES NEO- AUTORITAIRES : RECONFIGURATIONS, REFORMES ET CONTRE-REFORMES .....</u></b>	<b>148</b>
---	------------

<b>CHAPITRE 4. LES RECONFIGURATIONS DES « MACHINES » POLITIQUES ET REPRESSIVES EN DEMOCRATIE.....</b>	<b>150</b>
4.1. LES RECONFIGURATIONS DES « MACHINES POLITIQUES » : LES CAS DES « BARONS DU CONURBANO » ET DES « BARONS DE LA BAIXADA FLUMINENSE » .....	150
4.2. LES RECONFIGURATIONS DE LA « MACHINE REPRESSIVE » EN DEMOCRATIE : LA « MALDITA POLICIA » BONAERENSE ET LA « BANDA PODRE » CARIOCA .....	169
4.2.1. LES ORIGINES DE LA « MALDITA POLICIA » ET DE LA « BANDA PODRE » .....	170
4.2.2. LE « MODE DE FONCTIONNEMENT CRIMINEL » DES POLICES BONAERENSE ET CARIOCA : LE SYSTEME DES « PORONGAS » ET DES « GRUPOS DE EXTERMINIO » .....	177

<b>CHAPITRE 5. LE CONTEXTE « CRIMINEL » DES ANNEES 90 ET LES REFORMES DES POLICES <i>BONAERENSE</i> ET <i>CARIOCA</i> EN DEMOCRATIE.....</b>	<b>187</b>
5.1. LE PROCESSUS DE « (RE) PRISE EN MAIN » DES POLICES BONAERENSE ET CARIOCA.....	187

5.2. LE PROCESSUS DE « (RE) AUTONOMISATION » DES POLICES BONAERENSE ET CARIOCA .....	201
--	-----

**CHAPITRE 6. LE « TOURNANT SECURITAIRE » DES ANNEES 2000 ET LES CONTRE-REFORMES DES POLICES BONAERENSE ET CARIOCA .....**

<b>218</b>	
6.1. DU « CONTROLE » DE LA CRIMINALITE A LA « GUERRE » CONTRE LE CRIME ORGANISE : LE NOUVEAU « PARADIGME SECURITAIRE MONDIAL » .....	219
6.2. LES « MANOS DURAS » DE LA DEMOCRATIE : LE « RETOUR » DE LA « MALDITA POLICIA » ET DE LA « BANDA PODRE » .....	232

**PARTIE 3**

**LE PROCESSUS MAFIEUX DE LA POLICE ET LA ZONE GRISE DEMOCRATIQUE : « JUXTAPOSITIONS », « STABILISATIONS » ET « DESTABILISATIONS » .....**

**CHAPITRE 7. LES JUXTAPOSITIONS DES « CONTINUITES AUTORITAIRES » ET DES « AMBIVALENCES DEMOCRATIQUES » AU SEIN DES INSTITUTIONS DE SECURITE BONAERENSE ET CARIOCA .....**

<b>252</b>	
7.1. INTRECCIO, LES TRESSAGES ENTRE PRATIQUES POLICIERES AUTORITAIRES ET NEO-AUTORITAIRES EN DEMOCRATIE .....	252
7.2. LES ORGANISATIONS A CARACTERISTIQUES « MAFIEUSES » AU SEIN DES POLICES BONAERENSE ET CARIOCA .....	256
7.2.1. LE MODELE ORIGINAIRE : LA MAFIA ITALIENNE .....	256
7.2.2. BREVE ANALYSE COMPAREE DES ORGANISATIONS A CARACTERISTIQUES MAFIEUSES : LES « ENTREPRISES DE LA VIOLENCE » RUSSES, LES « GROUPES D'AUTODEFENSES » MEXICAINS ET LES « BANDES CRIMINELLES EMERGENTES » COLOMBIENNES .....	260
7.2.3. LES ORIGINES DES ORGANISATIONS A CARACTERISTIQUES MAFIEUSES AU SEIN DES POLICES A BA ET RJ : LES « ESCADRONS » BONAERENSES ET LES « MILICES » CARIOCAS .....	269
1) LES « ESCADRONS » BONAERENSES .....	273
LA « CRITICA » Y LA « TRES ASES » DE DON TORCUATO .....	274
LES « BANDES MIXTES » DE EL JAGÜEL ET DE CAMPANA .....	276
LES « VECINOS EN ALERTA DE LOMAS DEL MIRADOR » (« V.A.LO.MI ») .....	280
LE « MATAGUACHOS » DE VILLA FIORITO .....	282
2) LES « MILICES » CARIOCAS .....	284
POLICIA LA « MINEIRA » ET L'« ASSOCIAÇÃO DE MORADORES E AMIGOS DE RIO DAS PEDRAS » (AMARP) .....	285
LE BERCEAU DES « MILICIAS » : LE CAS DE « SÃO JOSE OPERARIO » .....	289
LA « LIGA DA JUSTIÇA » DE CAMPO GRANDE » .....	291

**CHAPITRE 8. LES « STABILISATIONS » DE LA « ZONE GRISE » DEMOCRATIQUE A BUENOS AIRES ET RIO DE JANEIRO : « POLICES MAFIEUSES » ET « TRINOME MAFIEUX » DE PROTECTIONS.....**

<b>294</b>	
8.1. LES CARACTERISTIQUES STRUCTURANTES DES « POLICES MAFIEUSES » BONAERENSE ET CARIOCA .....	295
8.2. LE « TRINOME MAFIEUX » DES PROTECTIONS ENTRE POUVOIRS REPRESSIF-POLITIQUE-CRIMINEL .....	309
8.2.1. LA MISSION REPRESSIVE DE « STABILISATION » DU TRINOME MAFIEUX .....	311
8.2.2. LA MISSION SOCIO-ECONOMIQUE DE « STABILISATION » DU TRINOME MAFIEUX EN DEMOCRATIE .....	318
8.2.3. MISSION POLITIQUE-JURIDIQUE DE « STABILISATION » DU TRINOME MAFIEUX .....	324

**CHAPITRE 9. LES « DESTABILISATIONS » ET « RECOMPOSITIONS » DE LA « ZONE GRISE » DEMOCRATIQUE A BUENOS AIRES ET RIO DE JANEIRO : LE VA-ET-VIENT DU PROCESSUS MAFIEUX DE LA POLICE .....**

<b>337</b>	
9.1. « DESTABILISATIONS » : LES DYNAMIQUES DE LUTTE CONTRE LES ORGANISATIONS A CARACTERISTIQUES « MAFIEUSES » AU SEIN DES POLICES BONAERENSES ET CARIOCAS.....	339
9.1.1. LE RETOUR DE LEON ARSLANIAN A BA : DE 2004 A 2007 .....	340
9.1.2. LA « COMMISSION PARLEMENTAIRE D'ENQUETE » SUR LES MILICES (« CPI DES MILICES ») A RJ : 2008 .....	346

9.2. « RECOMPOSITIONS » : LES STRATEGIES DES ORGANISATIONS A CARACTERISTIQUES	
« MAFIEUSES » BONAERENSES ET CARIOCAS VISANT A RETABLIR LEUR POUVOIR.....	354
9.2.1. LES OTM BONAERENSES SE FONT REMARQUER .....	354
9.2.2. LES OCM CARIOCAS FONT « BAS PROFIL » .....	360
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>367</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>377</b>

## Résumé

### **LA « ZONE GRISE » DE LA SÉCURITÉ ? APPROCHE COMPARÉE DU PROCESSUS « MAFIEUX » DE LA POLICE À BUENOS AIRES ET À RIO DE JANEIRO**

Cette étude se propose de répondre dans quelle mesure le processus de démocratisation des institutions de sécurité en Argentine et au Brésil a été suivi de près par un processus « mafieux » de leurs polices, en s'appuyant sur les cas de la police de la province de Buenos Aires et celle de la ville de Rio de Janeiro. Nous avons choisi de travailler à partir de ces deux corps policiers puisqu'ils sont historiquement connus pour leurs affaires de corruption et leurs pratiques arbitraires vis-à-vis des habitants des quartiers défavorisés. Le contexte post-dictatures dans ces deux pays a entraîné des reconfigurations dans le « *modus operandi* » des forces policières et de nouvelles dynamiques « mafieuses » se sont renforcées conjointement au renforcement d'un paradigme sécuritaire qui émerge au cœur même de ces jeunes démocraties. Buenos Aires et Rio de Janeiro, représentant chacune un « micro-univers » de leur cadre national respectif, offrent donc d'innombrables exemples pour interroger notre objet d'étude. La première partie cherchera à analyser les héritages autoritaires du passé concernant le *modus operandi* des deux polices. La deuxième partie cherchera à comprendre les remaniements de ce *modus operandi* à partir de nouvelles formes d'autoritarisme qui émergent au sein des jeunes démocraties. Enfin, la troisième partie, confrontera les deux points précédents afin de démontrer dans quelle mesure leur *juxtaposition* peut créer les bases d'un *terroir* mafieux commun.

**Mots-clés : Socio-histoire politique, Démocratisation, Enjeux sécuritaires contemporains, Violence institutionnelle, Polices bonaerense et carioca, Máfia policière**

## Abstract

### **THE "GRAY ZONE" OF SECURITY ? COMPARED APPROACH TO THE "MAFIOSI" POLICE PROCESS IN BUENOS AIRES AND RIO DE JANEIRO**

This study aims to answer how the democratization of security institutions in Argentina and Brazil was closely followed by a process of "mafiosisation" of their polices, based on the case of the provincial police of Buenos Aires and Rio de Janeiro. We chose to work from these two police forces since they are historically known for their corruption cases and their arbitrary practices vis-à-vis the inhabitants of disadvantaged neighborhoods. The post-dictatorship context in these two countries has led to reconfigurations in the "modus operandi" of police forces and new "mafia" dynamics have been reinforced in conjunction with the reinforcement of a security paradigm that is emerging in the very heart of these young democracies. Buenos Aires and Rio de Janeiro, each representing a "micro-universe" of their respective national frameworks, therefore offer innumerable examples to question our object of study. The first part will analyze the authoritarian legacies of the past concerning the *modus operandi* of the two forces. The second part will seek to understand the reworking of this *modus operandi* from new forms of authoritarianism emerging in young democracies. Finally, the third part, will confront the two previous points to demonstrate to what extent their *juxtaposition* can create the bases of a common « mafia *terroir* ».

**Keywords : Political Socio-History, Democratization, Contemporary Security Issues, Institutional Violence, Bonaerense and Carioca Polices, Police Mafia**